



HAL
open science

Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une société machiste

Stéphanie Merhrioui

► **To cite this version:**

Stéphanie Merhrioui. Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une société machiste. Histoire. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2009. Français. NNT : 2009PA030094 . tel-00797111

HAL Id: tel-00797111

<https://theses.hal.science/tel-00797111>

Submitted on 5 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Sorbonne-Nouvelle-Paris 3
Ecole Doctorale 122

Thèse de Doctorat

Europe Latine et Amérique Latine

Stéphanie MERHRIOUI

***Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une
société machiste***

Thèse dirigée par Bernard Lavallé

BENAT TACHOT Louise
LAVALLE Bernard
RODRIGUEZ Miguel

Résumé en français

Le féminisme et la femme en Occident

La situation de la femme est souvent mal perçue à travers le monde. Beaucoup d'entre elles sont opprimées même dans les pays les plus développés. Cela proviendrait essentiellement du machisme. Dans tous les pays le manque d'éducation, l'appartenance à une religion et les fortes traditions ancestrales font des hommes de vrais machos. Ils ont du mal à faire la part des choses et traite la femme comme une vulgaire domestique. Dans de nombreux pays, cette situation n'évolue pas et incite les femmes à se débrouiller par leurs propres moyens.

Le féminisme les a aidés à lutter contre ces atrocités et à reprendre confiance en elles. Il a eu un fort impact sur la condition des femmes dans le monde et nous verrons ce qu'il leur a apporté. Beaucoup de femmes furent séduites par ce courant qui voulait redonner à la femme sa vraie valeur et sa position dans la société. Aujourd'hui, l'image de la femme est beaucoup mieux perçue mais ces dernières se heurtent toujours à de terribles inégalités que ce soit dans le monde du travail, de la politique ou dans la vie de tous les jours.

C'est en Occident que naquit le féminisme, aux Etats-Unis plus particulièrement. Les femmes prirent conscience qu'elles devaient s'émanciper et non vivre sous la domination des hommes. Les sœurs Grimké¹ en furent les pionnières mais la Déclaration des sentiments de Seneca Falls² en 1848 alla beaucoup plus loin. Leurs premières revendications étaient le suffrage féminin et l'accès à l'éducation. Dès la fin du 19^e siècle, elles centrèrent leurs actions dans le domaine du travail et des droits civiques. L'industrie eut besoin de main d'œuvre féminine qu'elle sous-payait par rapport aux hommes. « A travail égal, salaire égal », réclamaient les ouvrières américaines et européennes qui commencèrent à créer leurs propres syndicats et à multiplier les grèves.

La lutte fut longue pour obtenir les droits civiques, elle prit une tournure violente avec les suffragettes³ britanniques qui descendirent dans la rue. Ce fut grâce à la résistance des mouvements de femmes que leurs droits furent accordés. C'est dans les pays scandinaves

¹ Françoise Basch, Madeleine Rebérioux « Rebelles américaines au 19^e siècle : mariage, amour libre et politique », Méridiens Klincksieck, Paris, 1990, P.27 (224 pages)

² Susan Goodman, Daniel Royot « Femmes de conscience : aspects du féminisme américain, 1848-1875 », Presses Universitaires Sorbonne Nouvelle, Paris, 1995, P.16 (265 pages)

³ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.188 (463 pages)

qu'elles l'aurent en premier. Les autres l'obtinrent entre 1916 et 1918 mais les françaises et les italiennes durent patienter le lendemain de la seconde guerre mondiale.

La seconde guerre mondiale changea la donne, fascisme nazisme et colonialisme mobilisèrent des millions de femmes, elles firent face à de terribles atrocités et à la dégradation de leurs condition de vie. Ce n'est qu'après la seconde guerre que certaines d'entre elles furent propulsées au devant de la scène : elles accédèrent à l'éducation, au monde du travail ou à la politique, mais les lois de discrimination soutenues par le pouvoir exclusivement masculin se heurtèrent à leur évolution.

Après 1968, la deuxième génération du féminisme naquit. Les femmes élargirent leurs revendications en tentant de devenir l'égal de l'homme. Le Women's Lib ou le MLF⁴ en France voulait leur rendre la maîtrise de leur corps. Dans de nombreux pays, c'est la lutte pour le droit à la contraception, à l'avortement, à l'égalité au sein du couple ou à l'autonomie. En France, la loi Veil déchaina les passions en 1974.

Les Nations-Unies prirent conscience de cette évolution et proclamèrent 1975 l'année de la femme et organisèrent à Mexico la première conférence internationale qui leur était consacrées.

La déclaration Universelle des Droits de l'homme de 1948, prônait l'égalité des sexes et réaffirmait par la Convention Internationale de 1979 sur l'abolition de toutes les formes de Discrimination à l'égard des femmes.

Aujourd'hui, l'Europe affirme se ranger du côté de la cause des femmes mais qu'en est il réellement ? Aujourd'hui, la femme européenne étudie beaucoup plus et a accès à des postes beaucoup plus qualifiés mais malgré tout, elle se heurte à de terribles inégalités en ce qui concerne le salaire, ou à un manque d'évolution dans leurs postes.

On remarque que le taux de femmes actives est plus important en Europe du Nord comme dans les pays scandinaves qu'en Europe du Sud et en Irlande, dans les pays de l'Est, il y a de forts taux de chômage, et c'est aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne que se concentre la majorité des emplois à temps partiel⁵.

Concernant la représentation des femmes en politique⁶, il existe de grands écarts. La Suède est la championne avec 42% de femmes au parlement. Le Danemark, les Pays-Bas, la Finlande et

⁴ Naty García Guadilla « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes), PUF, Paris, 1981, P.29 (146 pages)

⁵ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La Découverte, Paris, 2003, P.33 (121 pages)

⁶ Alisa del Re, Jacqueline Heinen, Pamela Abbott « Quelle citoyenneté pour les femmes ? la crise des Etats providence et de la représentation politique des femmes en Europe », L'harmattan, paris, 1996, P.94 (320 pages)

l'Allemagne dépassent les 30%. Et au bas de l'échelle nous retrouvons le Portugal (13%), l'Italie (12%), la France (10,6%) et la Grèce.

Depuis l'unification de l'Europe, les femmes ne sont plus seules. La LEF⁷ joue un rôle très important auprès d'elles. Il s'agit de la plus grande organisation de femmes dans l'Union Européenne. Son but est de promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'Union Européenne. Il travaille dans différents domaines tels que la situation économique et sociale des femmes, les femmes dans la prise de décision, la violence envers les femmes, la diversité des femmes,...Elle travaille principalement avec les institutions de l'Union Européenne : le parlement européen, la Commission européenne et le Conseil des ministres de l'Union Européenne.

La femme en Amérique Latine

La femme latino-américaine a du batailler pour changer son image. Ce continent est réputé pour son machisme et naitre femme est un combat quotidien. En tout cas, personne n'arrive à se mettre d'accord quant à la date d'apparition du féminisme sur le continent.

Il serait apparu dès le milieu du 19^e siècle dans les pays du Cône Sud⁸ grâce à un petit groupe de femmes émigré d'Europe, éduqué et issu des classes moyennes urbaines. Leur objectif n'était pas de se révolter mais de faire prendre conscience aux femmes qu'elles avaient le droit à l'éducation et que cela pouvait améliorer leurs conditions de vie.

En Argentine, la lutte des femmes pour les droits civiles, l'éducation, l'amélioration des conditions de la classe travailleuse et le suffrage prirent des proportions internationales. La célébration du Congrès de 1910, permit de nouer des liens de solidarité avec des femmes des pays voisins et d'autres continents par la suite. Lors de ce congrès, d'autres thèmes vinrent s'ajouter à la liste des revendications, comme le divorce, la santé féminine et l'application de l'économie domestique dans le foyer. C'est à partir de ce moment précis que les femmes prenaient l'appellation de féministes.

Dans les autres pays d'Amérique Latine, les femmes voulaient se regrouper en mouvement autonome de femmes. Elles n'avaient pas encore un caractère féministe mais leurs revendications premières étaient de réaffirmer le rôle de la femme dans la société ainsi que la lutte pour leurs droits civiques et culturels.

⁷ Marie Ramot « Lobby Européen des Femmes, la voie institutionnelle du féminin », L'harmattan, Paris, 2006, P.16 (162 pages)

⁸ Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en América latina y El Caribe », Narcea Editions, Madrid, 2004, P.155 (206 pages)

Après l'obtention du suffrage féminin dans la totalité des pays, dans les années 60, la deuxième vague du féminisme vit le jour dans les années 70, née du développement de la nouvelle gauche et par ce sentiment d'oppression quotidienne incarné par les dictatures qui ravageaient la plupart des pays. La lutte pour la démocratie était devenue la priorité de ces femmes qui souhaitaient recevoir plus de considération. Julieta Kirkwood, une chilienne, fonda un mouvement d'opposition à la dictature dont le slogan était « dans le pays et à la maison », slogan qui fut repris lors des manifestations féministes sur tout le continent.

Les années 80 étaient qualifiées de « décennie perdue »⁹ due à la crise économique et aux dictatures du Cône sud et aux guérillas en Amérique Centrale. La femme était marginalisée comme n'importe quelle autre minorité ce qui leur fit prendre conscience de leur sort. Elles décidèrent d'accepter dans leurs rangs des femmes provenant des milieux populaires issues des mouvements sociopolitiques.

C'est au cours de cette décennie que furent mises en place les rencontres féministes latino-américaines et caribéennes. Ce lieu de rencontre était un lieu de débat, de discussion mais aussi de confrontation d'idées et de projets. Les femmes provenaient d'horizons différents en ce qui concernait leurs classes sociales, leurs origines, leurs options sexuelles, leur âge. Malheureusement, des tensions se formèrent entre les différents groupes notamment les afrodescendantes, les Indiennes et les lesbiennes.

La Conférence de Pékin, qui eut lieu en 1995, instaura le mode des quotas¹⁰ dans certains pays. Les femmes pensaient alors que rentrer en politique serait un bon moyen d'être écoutée pour changer leurs conditions de vie. Aujourd'hui, les femmes ont bien travaillé, malgré un épuisement, leurs efforts ont payé, elles sont plus nombreuses en politique, la région compte même deux femmes chef d'état et quelques ministres.

On remarque que la situation des femmes s'est nettement améliorée depuis quelques décennies en Amérique latine mais malgré tout de grandes disparités persistent entre les zones rurales et urbaines. En ce qui concerne l'éducation¹¹, ce sont en général les femmes rurales qui sont les moins éduquées. Les petites filles issues de ces milieux suivent le même parcours que leur mère. En effet, pour leur père, l'école n'est pas indispensable, aider sa mère est plus utile.

⁹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.404 (463 pages)

¹⁰ Béragère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.7 (187 pages)

¹¹ Etude de l'UNESCO sur l'alphabétisation en Amérique Latine

En général, le taux d'alphabétisation féminin est supérieur à celui des hommes mais dans des pays où il existe plus de zones rurales c'est l'inverse comme c'est le cas de certains pays d'Amérique centrale. Beaucoup de solutions peuvent être mises en place pour aider ces familles à fréquenter des établissements scolaires mais le gouvernement s'y oppose. Le projet de la CEDAW insiste sur l'éducation des femmes et des petites filles dans son article 10, par conséquent, les gouvernements n'auront plus le choix.

Aujourd'hui, dans les villes, les femmes étudient plus longtemps et peuvent avoir accès donc à une activité professionnelle mieux valorisée. En 2005, les femmes représentaient 39,3% de la population active mais comme en Europe, elles sont présentes dans certains secteurs bien précis et sont malheureusement confrontées à de terribles inégalités.

On remarque que le secteur où est concentrée la main d'œuvre féminine est celui du travail domestique. Depuis les années 70, beaucoup de femmes viennent des campagnes pour se trouver un emploi. Peu éduquées, ou voire même analphabètes, elles n'ont pas d'autres choix que de faire ce travail là. Cette activité est mal perçue et ces femmes sont pour la plupart exploitées par leurs patrons.

Les familles latino-américaines sont en pleine mutation¹². Le nombre de mariage est en baisse, les couples optent plutôt pour les unions libres, par contre le taux de divorce est beaucoup plus élevé et on assiste à une augmentation des familles monoparentales et recomposées. Le féminisme a réussi à faire changer les mentalités des femmes en leur affirmant que l'accès à l'éducation, au travail pouvait changer leurs conditions de vie. La femme représente le pilier fondamental d'un foyer, c'est donc sur elle que repose le bien-être de sa propre famille.

La femme à Cuba

Les femmes cubaines sont reconnues à travers le monde pour leur force de caractère et leur courage. Elles ont toujours combattu pour sauver leur patrie. Certaines d'entre elles sont de vraies icônes pour les cubains c'est le cas de Mariana Grajales¹³, surnommée « la mère de la patrie » ou de Ana Betancourt. Ces femmes ne se laissèrent pas impressionner par l'ennemi, elles auraient tout donné pour sauver leur patrie, ce qui fit d'elles de vraies révolutionnaires.

¹² David Robichaux « ¿Sistemas familiares o historia de la familia ? dans « Familia y diversidad en América Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.38 (90 pages)

¹³ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de patriota », Article n°20, Granma, 18 novembre 1973, La Havane (école de « Los Oficios »)

Les femmes se regroupèrent très tôt en club¹⁴ dont les revendications étaient essentiellement l'accès à l'éducation pour les filles et les enfants, la séparation de l'église et de l'Etat (car l'église prenait à l'époque beaucoup de place au sein des foyers) et le suffrage féminin.

José Martí incarne le plus grand martyr de la lutte pour l'indépendance et il n'hésitait pas à défendre le droit des femmes. Pour lui, elles avaient de réelles capacités et il fallait les exploiter pour en faire des alliées. Alors il les incorpora à son parti le PRC (Parti Révolutionnaire Cubain).

Suite à cette annonce, une multitude de clubs vit le jour et les femmes participaient aux guerres par tous les moyens, elles se sentaient pour une fois utiles et accomplissaient tout type de tâches.

Avant le triomphe de la Révolution de 1959, les femmes faisaient partie des mouvements d'opposition à la dictature. Leur lutte était centrée sur le démantèlement des troupes de Batista et n'avait rien à voir avec l'émancipation des femmes. Vilma, Celia, Haydée, Tete ou Melba étaient certaines de ces figures, elles voulaient démontrer qu'elles valaient aussi bien que les hommes. Elles espionnaient, transportaient des armes ou se battaient et d'ailleurs dans cette lutte beaucoup de femmes perdirent la vie.

En 1958, un bataillon de treize femmes fut créé par Fidel Castro, il prit le nom de « Peloton Féminin Mariana Grajales »¹⁵, ces femmes étaient les plus déterminées et les plus brillantes, et elles réalisaient les mêmes actions que celles des hommes. Ces femmes réussirent à faire changer les mentalités grâce à leur courage et leur détermination.

Le triomphe de la Révolution était une bonne chose pour la condition de la femme. Le socialisme en place, qui favorise l'égalité homme/femme tenta d'incorporer celle-ci dans la sphère privée et publique de la société. La création de la FMC¹⁶ par le chef d'état fut un outil indispensable pour résoudre la question féminine. Créée en 1960, elle développe des politiques et des programmes pour acquérir le plein exercice de l'égalité de la femme dans tous les milieux de la société. Les membres de la FMC qui constitue plus de 80% de la population féminine prennent leur rôle au sérieux.

La majorité des femmes sont alphabétisées à Cuba et on constate que les jeunes filles poursuivent leurs études supérieures. Elles ont acquis un niveau d'instruction beaucoup plus

¹⁴ Evelio Tellería Alfaro « Devenir histórico de las organizaciones femeninas en Cuba », Revista Trabajadores, La Havane, Le 20/08/2008

¹⁵ Irida Campo Nodal « Año 1958, parece que fue ayer... », Revue Mujeres n°388, La Havane, Le 29/05/2008

¹⁶ Isabel Holgado Fernández « ¡No es fácil !mujeres cubanas y la crisis revolucionaria », Icaria Editorial, Barcelone, 2000, P.330 (352 pages)

élevé que celui des générations antérieures. Et elles sont donc plus nombreuses à occuper des postes qualifiés. Depuis quelques années les femmes se sont lancées dans la politique : elles sont 35,96% à siéger au parlement et on compte 7 ministres femmes et 33 vice-ministres dans le gouvernement cubain.

Aujourd'hui, les cubaines vont à l'école, trouvent un emploi et sont par conséquent plus indépendantes, elles se débrouillent seules sans l'aide de leur mari, ce qui crée de graves conflits au sein d'un couple. C'est aussi pour cette raison que beaucoup de femmes préfèrent vivre seule car l'homme a trop tendance à diriger. Mais cela laisse place à des chamboulements dans la vie familiale. Ce qui favorise le recul du mariage et l'augmentation du nombre des divorces entre autres¹⁷.

Les nombreuses carences qui existent depuis la période spéciale forcent les gens à se débrouiller : la pénurie de logements incite les membres d'une même famille à partager leur habitation. Ce qui crée de réelles tensions entre eux. Cette cohabitation offre moins de possibilités à une femme d'avoir plusieurs enfants. En effet, beaucoup de femmes doivent s'occuper de leur foyer mais aussi de leurs parents ou grands-parents.

La prostitution¹⁸ ou le « Jineterismo » est un problème qui existe depuis la période spéciale. L'arrivée du dollar et du tourisme de masse en sont les principaux coupables. On remarque que cette activité a séduit une multitude de femmes et des filles de plus en plus jeunes qui affluent en masse des quatre coins de l'île vers la capitale. Il s'agit d'un moyen rapide et fiable pour s'entretenir et gagner de l'argent facilement. D'ailleurs certaines femmes s'arrêtent de travailler pour s'adonner exclusivement à cette activité. Le gouvernement a tenté d'en finir avec ce fléau par le biais de différentes opérations mais en vain, la prostitution persiste. Beaucoup de jineteras furent sanctionnées et furent internées dans des centres de réhabilitation, et les autres eurent des amendes et furent renvoyées chez elles.

La FMC était chargé de s'occuper des prostituées afin d'éviter les récidives. Ce type d'activité est néfaste pour les femmes, il ternit leur image et les rabaisse. Mais si les femmes agissent ainsi, c'est peut-être parce que les conditions de vie cubaines ne leurs conviennent pas ?

Mots-clefs : Condition féminine, Féminisme, Cuba, socialisme, Amérique Latine, Occident

¹⁷ Sara Más « Cuba : familia en tiempo de cambio », Article Revue CIMAC, La Havane, 27 septembre 2005

¹⁸ Sami Tchak « La prostitution à Cuba. Communisme, ruses et débrouille », L'harmattan, Paris, 1999 (162 pages)

Résumé en anglais

The status of the Cuban woman under the test of a chauvinist society

The feminism and the woman in the West

The woman's condition is often badly perceived all over the world. Much of them are oppressed even in developed countries. This problem would result from machismo. In all countries, the lack of education, the affiliation of a religion and the ancestral traditions make men some real macho. They have difficulties in respecting women and treat them like a vulgar domestic. In a large number of countries, this situation does not evolve and it entices women into taking care of themselves.

Feminism helped them to fight against these atrocity and find confidence in themselves. It had a good effect on the woman's condition in the world and we'll see what it brought to them. Many women were seduced by this movement, which wanted to give to the woman her real value and her position in the society. Now the woman condition is better than before but they run against terrible injustices either in the work place, in politics or in their day to day life.

The feminism was born in the west, specifically in the United States of America. Women realised that they to free themselves from men's domination. Grimké sisters were the pioneers but the Declaration of Sentiments Seneca Falls Convention in 1848 went much farther.

Their first demands were the access to the education and the women's suffrage. At the end of the 19th century, they focused their actions on the work field and civic rights. The industry sector needed women which were it underpaid compared to men. « Equal pay for equal work » was the demand of american and european workers. They began to set up their own trade unions and intensified movements of strikes.

The struggle was long to obtain the civic rights and it took a violent turn when the British suffragettes went down to the streets. Their rights were gained thanks to the resistance of the women movements, first in Scandinavian countries. The others reached them between 1916 and 1918. But french and italian women had to wait for them until the end of the second worldwar.

After this, everything changed : Fascism, the Nazism and the colonialism mobilized millions of women, they faced terrible atrocities and their conditions of life worsened. After the second worldwar, few women had access to education, work and politics, but the laws of discrimination supported by the power formed exclusively by men met with their evolution.

After 1968, the second generation of feminism was born. Women wanted to become the equal of men. The Women's Lib or the MLF in France wanted to give to the women the control of their body. In other countries, it was the struggle for the rights of contraception, the abortion, equality in the couple and the autonomy. In France, the Veil law in 1974 caused an outcry. The United Nations realised this evolution and declared 1975 the year of the woman. They organised in Mexico the first international Conference devoted to them. The Universal Declaration of Human Rights of 1948 advocated the equality of sexes and was reaffirmed by the international Convention on the Elimination of All forms of Discrimination against Women in 1979.

Now in Europe, they assert that they will defend the women's condition but what is it really ? the european woman study more and holds qualified positions but despite everything, she runs against terrible injustices as regards to the pay or to a lack of evolution in their positions. We notice that the rate of occupied women is more important in the North of Europe like in Scandinavian countries than in the South of the Europe and Ireland. In the countries of the East, the rate of unemployment is high, and it's in the Netherlands and Great Britain that we register the most of part time job.

In politics, the representation of the women is unequal, there is a big difference. Sweden is the champion with 42% of the women in his Parliament, Denmark, the Netherlands, Finland and Germany exceed the 30%. In the end, we find Portugal (13%), Italy (12%), France (10,6%) and Greece.

Since the unification of Europe, the women are not alone any more. The European women's Lobby play an important part. It's the largest organisation of women's associations in the European Union. EWL aim is to promote women's rights and equality between women and men in the European Union. EWL is active in different areas such as women's economic and social position, women in decision-making, violence against women, women's diversity,...EWL works mainly with the institutions of the European Union : European Parliament, European Commission and the European Union Council of Ministers.

The woman in Latin America

The Latin American women had to fight in order to change their image. This continent is known for its machismo and to be a woman is a daily struggle. Anyway, no one can agree with the date of birth of feminism on the continent. It seems to have appeared in the middle of the 19th century in the countries of the Southern Cone. Thanks to a little group of women coming from Europe, educated and from the urban middle classes. Their aim wasn't a revolt but make the women realise that the education could improve their conditions of life. In Argentina, the struggle of the women for civic rights, the education, the improving of the working class conditions and the suffrage grew out of all proportion. The Congress of 1910 celebration, enabled women to link with women of neighbouring countries and other continents later. In this Congress, they added other demands like the divorce, the women health and the implementation of domestic economy at home. From this day on, these women were named feminists. In other countries of Latin America, women wanted to gather in autonomous movement of women. They didn't have a feminist nature at this stage but their first demand were to reaffirm the woman role in the society and the struggle for the civic and cultural rights.

After obtaining the female suffrage in the 60's in all countries, the second wave of feminism was born in the 70's. It emerged from the development of the new Left and from this feeling of a daily oppression personified by dictatorships which devastated most of the countries.

The struggle of the democracy became a priority for these women who wished to be more considered. Julieta Kirkwood, a Chilean woman, created a movement of opposition to the dictatorship which motto was : « In the country and at home », this motto was taken up by all feminist events.

The 80's was the « losen decade » due to the economic crisis, dictatorships in the Southern Cone, and guerillas warfares in Central America. The woman was marginalized like other minority so they became aware of their situation. They accepted women from working-class coming from socio-political movements. They organized feminist Latin American and Caribbean meetings. There, they could debate, discuss and compare their ideas and their projects. Women came from different types of class in terms of social class, origins, sexual options and age. Unfortunately, tensions appeared between different groups like afrodescendants, native Americans and lesbians.

The fourth world Conference on Women took place in Beijing in 1995 where quotas in few countries were introduced. The women realized that politics would be a good solution to change their conditions of life. Now, the women work well and in spite of exhaustion, their efforts paid, they are now more present in politics. Latin America holds two president women and few ministers. We note that the situation of women has improved since few decades in Latin America but huge disparities still exist between urban and rural area. As regard to the education, rural women are the least educated. Girls from these areas follow the same school record. In fact, their fathers think school is not essential, and helping her mother is more important. In general, the female literacy rate is higher than the one of men. But in countries where there are more rural areas, it is the opposite like in countries of Central America. Solutions can be set up to make these families attend schools but the government will object to. The CEDAW project underline it in its article 10 on the education of women and girls. Therefore, governments won't have the choice.

Now, more women study and have access to better job. In 2005, women represent 39,3% of the active population but like in Europe, most of them are present in specific activities and they are confronted with terrible injustices. Many women hold domestic positions.

Ever since the 70's, a lot of them come from rural areas to find a job. Less educated, or even illiterate, they don't have the choice but to hold domestic jobs. This type of job is badly perceived and most of these women are exploited.

Latin american families suffer a real transformation : the number of marriage is lower, couples prefer living in cohabitation, on the other hand, the divorce rate is higher and we note an increase of single-parents families and blended families.

The feminism managed to change women's mentalities by asserting that the education and work could change their working conditions. The fundamental mainstay at home is the woman and she represents the well-being of her family.

The woman in Cuba

Cuban women are famous all over the world for their bravery and their character. They always fought to save their homeland. Few of them are genuine icons for the Cuban population like Mariana Grajales, nicknamed « the mother of the homeland » or Ana Betancourt. These women didn't let themselves impressed by the enemy, they would have given everything for their homeland. This made them genuine revolutionnaires.

Women gathered earlier in clubs where demands were essentially the access to education for women and children, the separation of Church and State (because Church overran home in those days) and the women's suffrage.

José Martí is the most famous martyr of the independence struggle and he wasn't afraid of defending the rights of the women. For him, they could become allies. So he incorporated them into the CRP (Cuban Revolutionary Party). Further to this event, a lot of clubs were born and women took part to wars one way or another, they felt for once useful and accomplished missions of all kinds.

Before the triumph of the Revolution in 1959, women belonged to movements of opposition to the dictatorship. Their struggle focused on the breaking up of Batista's troops and not the emancipation of women.

Vilma, Celia, Haydée, Tete or Melba were few of these figures, they wanted to demonstrate that they were much better than men. They spied, carried arms, or fought and many of them died for this struggle.

In 1958, Fidel Castro founded a battalion of 13 women, whose name was « Female platoon Mariana Grajales », these women were the brightest and the most determined : they made the same actions as that of men. These women succeed in changing mentalities thanks to their bravery and their determination.

The triumph of the Revolution was a good thing for the woman condition. Socialism which promoted the equality between men and women tried to incorporate this one in the private and the public area of the society. The foundation of the FCW (Federation of Cuban Women) by the Head of the State was essential to resolve the women's issue.

Created in 1960, it develops policies and programs to acquire the full exercise of the women equality in all areas of the society. Members of the FCW who represent more than 80% of the female population take their role very seriously.

The majority of Cuban women now reads and writes and we note that girls continue their studies in higher education. They reach a higher level than previously. Most of them hold an important position. In the past few years women are present in politics, they represent 35,96% in the Parliament and we count 7 ministers and 33 vice-ministers in the Cuban government.

Today, Cuban women go to school, find a job and are therefore more independent, they manage everything on their own without the assistance of their husband, so there are more and more clashes in the couple. Most women prefer living alone because men always want to

take over. But, there are consequences in their family life. This behaviour reinforces the decline of marriage and the increase of the divorce rate among others.

The cuban suffer deficiencies ever since the Special Period and people must to deal with everything on their own : deficiency in terms of accomodation encourage members of a same family to share houses. So there are o lot of tensions between them. It's more dificult for a woman to have several children in these conditions. In fact, these women must take care of their relatives too.

The prostitution or the « Jineterismo » is a problem which was born with the Special Period. The coming of the dollar and the touring were the main culprit. This activity seduced a lot of women and younger girls who came from the four corners of the island to the capital. It's a fast and reliable way to maintain themselves and earn money easily. What's more few women stop their job to practice exclusively this activity.

The government tried to put an end to this pain somehow but in vain. Prostitution persists. A lot of jineteras were punished and sent to rehabilitation centers, and others were fined and sent home.

The FCW took care of prostitutes in order to prevent them from offences. This kind of activity is bad for women, it stains their image and reduce them to the lower level. But if women act like that, it's maybe because the cuban living conditions don't suit them ?

Mots-clefs : Female condition, feminism, Cuba, Socialism, Latin America, The Occident

Remerciements

Je tiens à remercier Mr Lavallé d'avoir accepté de devenir mon directeur de recherche et de m'avoir assisté tout au long de ces années. Il est parvenu à me faire comprendre les fonctionnements de la société cubaine.

Je remercie tous les gens que j'ai rencontrés tout au long de mes recherches et dont je ne pourrais citer les noms malheureusement.

Les membres du secrétariat du Lobby Européen des Femmes à Bruxelles qui m'ont donné beaucoup d'informations sur la condition féminine et le féminisme en Europe.

Les cubains et cubaines que j'ai rencontrés en France et lors de mes séjours en 2002, 2003 et 2005 à La Havane sans qui mes recherches n'auraient pu aboutir. Mayelín, Niurka, Teresa, Yueva mais aussi Iliana, Yolanda et les autres. Ces femmes ont fait preuve de beaucoup de gentillesse envers moi et ont accepté ma présence à leurs côtés.

Je remercie les membres de la FMC qui m'ont accueilli et qui par la suite n'ont pas hésité à me venir en aide par le biais d'internet.

Je remercie enfin ma famille et mes amis pour leur soutien, et plus particulièrement mon mari qui a su être présent lors des moments les plus difficiles.

Table des matières

<i>Introduction générale</i>	p.18
<u>I.Le féminisme et le machisme</u>	p.24
Introduction	p.24
<u>1.1.Féminisme et machisme dans le monde</u>	p.27
1.1.1.Les origines du féminisme	p.27
1.1.2.Le machisme peut-il s'expliquer dans divers pays ?	p.40
1.1.3.Les actions féministes à travers le monde face à la réaction des hommes	p.56
<u>1.2.Le féminisme en Europe</u>	p.74
1.2.1.La situation de la femme en Europe	p.74
1.2.2.Le féminisme en France : Un combat vers l'égalité des genres	p.96
1.2.3.Principaux mouvements de femmes en Occident	p.114
Conclusion	p.128
<u>II.La situation de la femme en Amérique Latine</u>	p.131
Introduction	p.131
<u>2.1.Les femmes en action</u>	p.133
2.1.1.Le féminisme en Amérique Latine	p.133
2.1.2.La situation de la femme latino-américaine	p.164
2.1.3.Les actions féminines en Amérique Latine	p.179
<u>2.2.La société latino-américaine</u>	p.196
2.2.1. L'éducation dans la société latino-américaine	p.196
2.2.2.L'activité professionnelle en Amérique Latine	p.216
2.2.3.La famille en Amérique Latine	p.232
Conclusion	p.252

<u>III.La situation de la femme à Cuba</u>	p.255
Introduction	p.255
<u>3.1.Les femmes cubaines, de grandes révolutionnaires ?</u>	p.257
3.1.1.Les révolutions cubaines et le rôle des femmes	p.257
.1.2.Les grandes révolutionnaires cubaines	p.279
3.1.3.La FMC : Qu'est ce que la FMC ?	p.299
<u>3.2. La société cubaine</u>	p.313
3.2.1.La femme et l'activité professionnelle	p.313
3.2.2.La famille à Cuba	p.340
3.2.3.La prostitution à Cuba	p.364
Conclusion	p.376
<i>Conclusion générale</i>	p.379
<u>Sources</u>	p.387
<u>Bibliographie</u>	p.392
<u>Annexe 1 : Les trois principaux courants féministes</u>	p.430
<u>Annexe 2 : Mujeres cubanas en cifras</u>	p.439
<u>Annexe 3 : Rencontre avec la sociologue Ana Vera</u>	p.442
<u>Annexe 4 : Entretien avec des cubains de France</u>	p.446

Introduction générale

Le rôle de la femme cubaine est une question plutôt complexe. Cuba est un pays isolé, refermé sur lui-même et souvent mal perçu internationalement par des populations qui le considèrent comme une dictature autoritaire. Souvent montrée du doigt, elle évolue à sa façon et affirme dans sa constitution « *La proclamation de l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens cubains quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe ou leurs origines*¹⁹ ».

Dans toute l'Amérique Latine, seul le socialisme professait la pleine égalité des hommes et des femmes et identifiait la famille comme une cellule fondamentale. Il se proposait d'éliminer les ciments de la mise en ordre du genre traditionnel en accordant aux femmes de nouveaux droits et les moyens pour atteindre l'autonomie économique à travers l'emploi.

Seul Cuba s'est autoproclamée socialiste en Amérique Latine. Elle fut l'unique qui instaura une économie planifiée et un Etat fondé sur les prémices de la dictature du prolétariat. Son socialisme s'appuie sur des principes d'égalité et de justice sociale. Comme dans tous les pays d'Europe de l'Est, il s'oppose à toutes les formes traditionnelles du patriarcat et il proposait de moderniser les relations sociales. Les femmes devaient s'émanciper de l'oppression qu'elles subissaient et devaient se mobiliser au service de l'Etat en tant que travailleuses volontaires et rémunérées, activistes politiques et mères.

Comme dans d'autres pays, la Constitution cubaine promettait de respecter et de protéger la fonction maternelle des femmes. L'Etat devait tout mettre en œuvre pour que la femme puisse jouer ses deux rôles : celui de mère et de travailleuses²⁰.

Ma thèse traite du statut de la femme cubaine, suite à une étude de la situation des femmes dans le monde, j'essaierai de comprendre pour quelles raisons, être une femme est si difficile dans un pays comme Cuba. Cette étude me permettra par là même de démontrer qu'il existe bien un féminisme révolutionnaire à Cuba, qui a débuté sans le savoir bien avant le début de la Révolution de 1959.

Si j'ai décidé d'étudier la femme dans le monde et de comparer le féminisme européen (ou occidental) et latino-américain, ainsi que la situation de la femme française avec la femme cubaine, c'est pour me rendre compte des différences qu'il peut y avoir entre ces femmes et de quelle manière elles opèrent pour s'affirmer et s'imposer dans leurs sociétés.

¹⁹ Chapitre VI de la Constitution de Cuba (Article 41 à 44)

²⁰ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Cátedra, 2003, P.99 (379 pages)

En étudiant la société cubaine, j'essaierai de comprendre ce qui pousse la femme à changer de comportement et si le régime cubain joue un rôle clé dans cette évolution.

Ma première partie s'intitule féminisme et machisme. Elle traite des origines du féminisme et des conséquences du machisme sur les femmes. Les origines du féminisme remontent à loin, il se développa aux Etats-Unis et se propagea ensuite dans tout l'Occident. Les femmes prirent alors conscience qu'elles avaient des droits et qu'il fallait les défendre pour exister. Au 16^e siècle, des femmes comme Olympe de Gouges ou Mary Wollstonecraft dénoncèrent les injustices faites aux femmes par le biais de leurs écrits. Les femmes prirent conscience que le manque d'éducation²¹ maintenait les hommes dans l'ignorance et que de leur côté elles devaient s'éduquer pour mieux les affronter.

Au 19^e siècle, des groupes des femmes comme les suffragettes²² luttèrent par tous les moyens pour obtenir le suffrage féminin, en effet, il s'agissait pour elle d'un bon mode d'expression. Ce n'est que dans les années 60 que les femmes se regroupèrent en mouvement (le Women's Lib aux Etats-Unis ou le MLF en France).

Le machisme est présent dans le monde entier mais dans certaines sociétés, il est beaucoup plus intense qu'ailleurs. Cela proviendrait d'un manque d'éducation ou tout simplement de traditions bien trop profondes qui ont du mal à se perdre. Depuis l'arrivée des religions monothéistes, les hommes furent désignés pour régner en maître suprême sur leur famille. C'est l'homme qui devait subvenir aux besoins de sa famille et c'est aussi lui qui symbolisait l'autorité. Quant à la femme, elle restait à la maison pour tenir son foyer et élever ses enfants. Ces façons de penser sont encore d'actualité dans certaines sociétés, mais la jeunesse d'aujourd'hui aurait du mal à comprendre cette soumission.

Le machisme a fait beaucoup de dégâts dans le monde entier, il détruit tout sur son passage, en opprimant les femmes. Dans certains pays asiatiques, il est très fort. Avoir une fille est très mal vu, et cela peut conduire à sa mort. La tradition du sati²³ en Inde est très cruelle, elle obligeait l'immolation d'une veuve suite au décès de son mari. Les droits des femmes qu'elles soient originaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Europe ont toujours été bafoués.

²¹ Thierry Bloss, Alain Frickey « La femme dans la société française », Presses Universitaires de France, Paris, 1994, P.26 (127 pages)

²² Eliane Gubin et Collectif « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.188 (463 pages)

²³ Danielle Haase-Dubosc, Oristelle Bonis, Mary G.John « Enjeux contemporains du féminisme indien », Editions MSH, Paris, 2002, P.71 (445 pages)

Même si les femmes occidentales ont plus de chance, elles sont elles aussi confrontées à de terribles inégalités, mais les mouvements de femmes créés peuvent les aider à résoudre leur problèmes.

Dans une deuxième sous-partie, j'étudierai le féminisme en Europe. Depuis la formation de l'Union Européenne, on constate que le statut des femmes est plus au cœur de l'actualité et qu'elle fait souvent débat. La femme étudie, travaille et est présente en politique. Evidemment certains pays sont en avance sur d'autres c'est le cas des pays nordiques qui développe une politique en faveur des femmes.

Le Lobby Européen des Femmes²⁴ a été fondé en 1990 dans le but d'influencer la politique européenne, en oeuvrant à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie publique et privée. Il s'agit de la plus large alliance d'organisations non gouvernementales de femmes dans l'Union Européenne. Elle regroupe plusieurs milliers d'organisations de femmes dans toutes l'Europe. Chaque pays possède son observatoire pour traiter les affaires au niveau national.

En France, les femmes se sont toujours battues pour arriver à leurs fins. Aujourd'hui, elles sont présentes sur le marché du travail et certaines d'entre elles occupent des postes autrefois réservés aux hommes mais une grande majorité d'entre elles sont concentrées dans des secteurs dits féminisés. Et elles optent parfois pour le travail à temps partiel qui leur permet d'allier le travail et la vie de famille.

Malgré une loi sur la parité en politique, la proportion de femmes reste toujours très faible malgré tout, leur nombre augmente au niveau régional, ce qui est un bon début.

En France comme en Europe, la violence²⁵ est préoccupante. Beaucoup de femmes sont battues et même tuées par leur conjoint. Ces actes sont sévèrement punis par la loi.

Les premiers mouvements féministes occidentaux émergèrent dès le 19^e siècle et réclamèrent le droit au travail, à l'éducation et aux droits civiques. Malheureusement, la deuxième guerre mondiale mit fin à tout cela, le fascisme, le nazisme et le colonialisme mobilisèrent des populations entières et parmi elles des femmes. Leur combat prit une autre tournure.

Dans les années 60, une deuxième génération de féminisme vit le jour. Des mouvements comme le Women's Lib ou le MLF changèrent la donne, acquérir encore plus de droits pour

²⁴ Marie Ramot « Lobby Européen des Femmes la voie institutionnelle du féminin », L'harmattan, Paris, 2006, P.16 (162 pages)

²⁵ Christine Manigand, Traian Sandu « Frontières et insécurité de l'Europe : territoires, identités et espaces européens », L'harmattan, Paris, 2008, P.246 (262 pages)

égaler l'homme²⁶. Ces mouvements ont transformé la société et les valeurs à partir de la seconde moitié du 20^e siècle. Cela permit aux femmes de faire un bond en avant en ce qui concernait leurs droits.

Dans ma deuxième partie, je parlerai de la femme en Amérique Latine. Son histoire est très complexe et pourtant le féminisme s'est immiscé dans certains pays très tôt, mais c'est dans les années 70 qu'il s'est réellement implanté et qu'il a séduit la totalité des pays latino-américains. L'Amérique Latine est le continent du machisme, de la domination patriarcale et maritale et la femme a par conséquent beaucoup de mal à se trouver une place. Les féministes de l'époque étaient issues de la classe moyenne, elles avaient donc accès à l'éducation et pouvaient défendre leurs droits. Dans les pays du Cône Sud²⁷, de nombreuses femmes se réunirent en organisation et participaient à des Conseil internationaux de femmes. Elles étaient en contact avec des occidentales et s'inspiraient de leurs idées pour ensuite les intégrer à leur programme. Ces femmes étaient les précurseurs de la défense des droits féminins. Et il est vrai que depuis ce temps là, leur combat ne s'est jamais arrêté, il n'a fait que s'intensifier. En effet, aujourd'hui, il touche toutes les couches de la société en leur permettant de s'exprimer. Les mouvements de femmes jouent un rôle de médiateur entre la femme et le gouvernement. Ils peuvent leur venir en aide et améliorer parfois leurs conditions de vie car beaucoup de femmes vivent sous le seuil de la pauvreté.

Les femmes latino-américaines se sont toujours battues pour avoir une vie meilleure, l'accès à l'éducation, au travail, à la santé ou au suffrage. Mais elles ont aussi participé à la guerre et affronté les dictatures.

Beaucoup de femmes représentent de véritables icônes pour leur pays c'est le cas de Eva Duarte de Peron, qui vint en aide aux femmes d'Argentine, mais on connaît mieux Rigoberta Menchú²⁸, prix Nobel de la paix en 1992, connue internationalement pour ses luttes sociales et sa revendication des droits des peuples indigènes, des femmes et des plus démunis.

Dans une deuxième sous-partie j'étudierai la société latino-américaine. L'éducation est une priorité en Amérique Latine, les femmes ont compris très tôt qu'elles devaient s'instruire afin de pouvoir obtenir leur place dans la société. L'Amérique Latine compte beaucoup de zones rurales et on y recense un nombre important d'analphabètes surtout chez les femmes.

²⁶ Bibia Pavard « Les éditions des femmes : histoire des premières années 1972-1979 », L'harmattan, 2005, P.14 (229 pages)

²⁷ Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en America Latina y El Caribe », Editions Narcea, Madrid, 2004, P.155 (206 pages)

²⁸ Carina Gobbi, Instituto del Tercer Mundo « Guía de las mujeres 2000 : America Latina y El Caribe », Instituto del Tercer Mundo, Montevideo, 2000, P.44 (179 pages)

Depuis 2005, des efforts ont été fournis par les gouvernements d'une majorité de pays. Ceux-ci se sont arrangés pour moderniser leurs systèmes éducatifs. Cela a payé puisque le taux d'inscriptions a augmenté en particulier celui des filles. Dans la campagne, les filles restent chez elles pour aider leurs mères car l'école, à leurs yeux a moins d'importance, (et pourtant, selon les statistiques, ce sont les filles qui arriveraient mieux en classe). Heureusement, certains types d'école comme la « Escuela Nueva »²⁹ en Colombie ont remporté un grand succès. Elles permettent aux enfants de suivre des cours tout en étant à leur écoute. Beaucoup de pays ont reproduit ce type d'établissement.

La femme latino-américaine a beaucoup évolué depuis ces décennies, elles sont beaucoup plus nombreuses à s'insérer dans le monde du travail, des études de l'UNIFEM, organisme rattaché à l'ONU, démontrent que malgré les nouvelles lois qui favoriseraient l'égalité des sexes, il existerait encore des inégalités, en général une femme gagnerait en moyenne 43% de moins qu'un homme, de plus, elles représentent plus de la moitié du secteur informel de l'économie. En ce qui concerne la politique, elles sont plus nombreuses à siéger au parlement, certaines sont même arrivées au pouvoir comme Michelle Bachelet ou Cristina Kirchner, ce qui fut une grande première sur ce continent. Beaucoup de pays ont adopté le principe des quotas³⁰, qui favorise la parité mais malheureusement les chiffres ne sont pas toujours respectés.

La famille latino-américaine³¹ est en pleine mutation, en effet, il y a de moins en moins de mariage, car les gens préfèrent l'union libre et de plus en plus de femmes vivent seules avec leurs enfants, parfois c'est un choix mais d'autres fois, c'est une échappatoire pour fuir la violence de leur conjoint. L'évolution de la société a modifié le schéma familial, on est loin de la famille chrétienne dans laquelle l'homme travaille et subvient aux besoins de tous pendant que la femme reste à la maison. La femme a désormais accès aux études, elle travaille et a acquis son indépendance, ce qui fragilise la famille.

Ma troisième partie traite de la femme cubaine. Le gouvernement cubain affirme clairement que la femme tient une place prépondérante dans la société. Il prétend l'intégrer à toutes les activités de la vie quotidienne. Mais pour en arriver là, elles ont du se battre. Les

²⁹ Vicky Colbert « Mejoreando el acceso y la calidad de la educación para el sector rural pobre. El caso de la Escuela Nueva colombiana », Revista Iberoamericana de Educación n°20, Madrid, Mai-août 1999 (www.rieoei.org)

³⁰ Bérangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, P.32 (187 pages)

³¹ David Robichaux « ¿Sistemas familiares o historia de la familia ? dans « Familia y diversidad en América Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.38 (90 pages)

cubaines sont de véritables révolutionnaires, encore aujourd'hui, elles le revendiquent et le symbole de la FMC le démontre : il représente une femme vêtue d'un uniforme vert olive portant un enfant dans ses bras, et un fusil sur son épaule droite.

Dès le 19^e siècle, à l'époque où elles n'avaient pas le droit de s'exprimer, certaines d'entre elles eurent l'idée de créer des clubs, dans ces clubs les femmes se soutenaient mutuellement mais l'accès à l'éducation et le droit de vote étaient leur priorité. La clé de l'existence, pensaient-elle.

En 1892, José Martí³² comptait déjà dans son parti, le PRC, une multitude de femmes, de couleur aussi, qui jouissaient des mêmes droits que ceux des autres. Au cours de la Révolution de 1895, elles jouèrent un rôle important, certaines allèrent au front pendant que d'autres cousaient, préparaient à manger ou lavaient du linge. Certaines de ces femmes sont des icônes aux yeux des cubains, c'est le cas de Mariana Grajales surnommée « la mère de la patrie ».

Avant la Révolution de 1959, sous Batista, les femmes faisaient partie de mouvements d'opposition à la dictature, elles y accomplissaient tout type d'activités, légales ou clandestines : elles espionnaient, transportaient des armes ou de la dynamite. Parmi elles on retrouvait Vilma Espín, Celia Sánchez Manduley, Clodomira Ferrales, Tete Puebla et bien d'autres.

La FMC³³ est un outil politique créé par Fidel Castro en personne en 1960. Il nomma à sa tête Vilma Espin, sa belle-sœur, et combattante dans la sierra maestra à ses côtés. Cette organisation fut fondée dans le but d'organiser et de mobiliser les femmes à la défense et la consolidation de la révolution. Elle fonctionne comme une organisation de masse et est qualifiée de courroie de transmission du pouvoir dans le jargon communiste. Nous pouvons remarquer que ce type de fédération est présent dans d'autres pays communistes. Il compte sur la mobilisation des femmes dans le but de consolider le pouvoir politique et de mettre en pratique un programme de transformation économique et social. Tout cela permet aux femmes de faire leurs premiers pas dans le monde du travail, d'acquérir l'égalité juridique et formelle et les droits sociaux à la santé et à l'éducation.

Malgré tout, à ses débuts, la FMC ne s'est jamais proclamée comme une fédération féministe mais plutôt féminine. Leur but était de faire pression auprès du pouvoir politique, d'obtenir un

³² Paul Estrade « Les clubs féminins dans le Parti Révolutionnaire Cubain (1892-1898) », Cahiers HAH n°2, L'harmattan, Paris, 1986, P.12 (42 pages)

³³ Isabel Holgado Fernández « ¡No es fácil ! Mujeres cubanas y la crisis revolucionaria », Icaria Editorial, Barcelone, 2000, P.330 (352 pages)

maximum de voix, pour mener à bien la Révolution. Le féminisme³⁴ était pour eux, une attitude bourgeoise qui n'avait rien à voir avec les principes de la Révolution. Ce n'est qu'à partir du milieu des années 70, avec la première conférence de la femme, que la question de la femme prit de l'ampleur. En effet, la conférence de Mexico, plaidait pour une meilleure égalité des sexes et l'élévation de la participation politique des femmes. A cela, vint s'ajouter le Code de la famille qui souhaitait que les hommes s'investissent plus dans leur foyer. Les femmes prirent conscience qu'elles étaient délaissées et qu'elles devaient s'imposer pour pouvoir exister. Au diable les préjugés sur le féminisme, les Cubaines ont trouvé leur voix, elles s'expriment désormais par le biais de la FMC pour savoir si les mesures votées leur conviennent à elles et non au peuple cubain tout entier.

La famille³⁵ est une cellule indispensable au bon fonctionnement de la Révolution et pourtant elle se désagrège. Depuis que les femmes travaillent les familles se déchirent : de plus en plus de couples préfèrent l'union libre au mariage, le nombre de divorce a augmenté, le taux de natalité est très faible et il existe une proportion de famille monoparentale plus importante. Certaines lois comme la loi de la maternité favorisent les femmes à être plus indépendante, ce qui fait que les hommes n'ont plus le monopôle.

A Cuba, la prostitution³⁶ prend de l'ampleur et elle touche toute la population. Ce fléau s'est développé avec le tourisme, les Cubains se sont rendus compte qu'ils pouvaient gagner beaucoup d'argent rapidement. Ce phénomène existait déjà sous Batista. Le gouvernement se vante pourtant de prendre des mesures draconiennes mais rien n'y fait, la situation est toujours la même.

³⁴ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América latina », Cátedra, Madrid, 2003, P.128-129, (379 pages)

³⁵ Article 35 de la Constitution de Cuba, Chapitre IV, La famille.

³⁶ Sami Tchak « La prostitution à Cuba. Communisme, ruses et débrouille », L'harmattan, Paris, 1999 (162 pages)

I-Le féminisme et le machisme

Introduction

Selon le dictionnaire de l'académie française, le féminisme³⁷ *est un mouvement revendicatif ayant pour objet la reconnaissance ou l'extension des droits de la femme dans la société. Il rassemble des théories sociologiques, des mouvements politiques et des philosophies morales concernant la situation des femmes, en particulier dans leur contexte social, politique et économique.* Ce mouvement est né aux Etats-Unis et il s'est promis d'assurer la promotion des droits des femmes et leurs intérêts dans la société. Il lutte aussi contre les discriminations sexuelles.

De nombreuses femmes ont marqué l'histoire du féminisme. En France, Simone De Beauvoir en est l'une des pionnières. Mais Olympe De Gouges, Christine de Pisan ou Flora Tristan sont les premières à avoir défendu le droit des femmes au cours de cette période en France. Au XVe siècle déjà, nous verrons que les femmes savaient qu'elles avaient raison de se battre. Elles pensaient que la supériorité de l'homme sur la femme provenait d'un manque d'éducation³⁸.

C'est surtout pendant la Révolution que les femmes prirent conscience de leurs droits, mais malheureusement au 19^e siècle, la promulgation du Code Napoléon³⁹, fit envoler leurs illusions.

Malgré tout, la majorité de ces femmes des quatre coins du monde ont entamé une lutte engagée qui mènera peut-être un jour à leur pleine émancipation. Aujourd'hui, elles ont obtenu de nombreux droits mais elles ne sont toujours pas satisfaites. Certains hommes acceptent ces mouvements et ces actions pendant que d'autres s'insurgent : selon les sociétés et les cultures les mentalités changent, les hommes sont plus ou moins machos et ne tolèrent pas cette indépendance. Il y a plusieurs raisons à ce refus d'obtempérer, cela peut provenir de leurs traditions, de leurs religions, ou tout simplement de leurs éducations.

Pour définir le machisme, on pourrait l'expliquer comme étant la supériorité de l'homme sur la femme. Celui-ci serait mis en avant pendant que la femme passerait au second plan en accomplissant toutes ses volontés. Chez certains peuples, les femmes sont obligées de se

³⁷ Dictionnaire de l'Académie française 9^e édition, Tome 2, Eocène-Mappemonde, Fayard, 2000

³⁸ Michèle Riot-Sacey « Histoire du féminisme », Editions La Découverte, Paris, 2002, P.7-8 (122 pages)

³⁹ Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminisme et identités nationales », Les chemins de la recherche, Lyon, 1998, P.48 (306 pages)

soumettre aux hommes. C'est le cas chez certaines populations rurales africaines. Ces femmes pratiquent ces traditions depuis qu'elles sont nées, c'est dans leur culture, et pour elles ce n'est ni dur, ni injuste, c'est la vie de tous les jours⁴⁰.

Les trois religions monothéistes ont le même schéma⁴¹: l'homme travaille et la femme reste à la maison pour s'occuper de son foyer. Dans certains pays, ces traditions sont poussées à l'extrême comme c'est le cas dans des pays arabes. Les femmes sont privées de certains droits, en Arabie Saoudite, elles ne peuvent pas se mélanger aux hommes et si une d'entre elles le fait, elle sera considérée comme quelqu'un qui n'est pas fréquentable.

Quand on parle de machisme, on évoque souvent le machisme latin. En effet, les populations des pays qui bordent le bassin méditerranéen sont du même avis sur la situation de la femme. En Italie, la femme parfaite serait incarnée par la « mamma ». Cette femme italienne renverrait à ses enfants une image de mère dévouée, mais qui en ferait trop pour eux. Et c'est ce modèle de femme que recherchent la plupart des italiens⁴².

La violence est un véritable fléau : c'est le machisme poussé à l'extrême. En effet, dans certains pays, certains hommes s'en prennent à leurs épouses et en arrivent même à les battre. On remarque que cela se passe dans tous les pays mais ces problèmes sont plus fréquents dans les zones pauvres et donc chez des gens peu éduqués⁴³.

Dans certains pays, les femmes n'ont pas le droit de s'exprimer, c'est le cas de l'Afghanistan où le régime taliban les ignore complètement. Malgré tout, certaines femmes ont réagi et ont voulu mettre en avant leurs compétences. Même si en le faisant, elles risquent la mort. C'est pourquoi, elles se cachent. Cette vie est difficile mais si elles ne font rien, elles n'amélioreront pas leurs conditions de vie. L'association RAWA a été fondée par une femme martyre en 1977. Cette association défend les droits des femmes et permet à toutes celles qui le souhaitent de s'évader du cadre quotidien⁴⁴.

D'autres femmes connaissent de graves difficultés à s'exprimer, c'est le cas des populations féminines rurales d'Afrique. Ces femmes travaillent beaucoup sans bénéficier de temps libre et pour gagner une misère. Elles sont peu éduquées et ne connaissent pas leurs droits. Alors elles sont exploitées. Mais personne ne se soucie de leur santé excepté certains mouvements

⁴⁰ Benedicta Tariere Peretu « Les africaines dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria », L'harmattan, Paris, P.89 (244 pages)

⁴¹ Collectif national pour les droits des femmes Forum « De nouveaux défis pour le féminisme », Forum pour le Collectif National des Droits des Femmes, 9-10 mars 2002, Temps des cerises, Paris, 2003, (339 pages), P.141

⁴² Henri Mendras, Sylvain Meyet « L'Italie Suicidaire ? », Revue de l'OFCE n°80, P.157-168, Paris, 2002

⁴³ « La violence au foyer : un véritable fléau pour les boliviennes », par Lhynda Tremblay, pour le CECI (Centre d'Etudes et de Coopération internationale), 1997

⁴⁴ « Le combat de Mastura pour la liberté », Isabelle Nataf, article paru dans le figaro, 2002

de femmes situés dans les villes. Elles essaient de tout mettre en oeuvre pour que ces femmes obtiennent du respect et un peu de temps à elle⁴⁵.

En Occident, les points de vue sont partagés sur la condition de la femme: certains admettent qu'elles seraient mieux à la maison pour élever leurs enfants et tenir le foyer, et d'autres pensent le contraire. En effet, en travaillant, elles allègent le rôle du conjoint et de plus, elles améliorent la qualité de vie familiale.

En Europe, les femmes sont plus indépendantes qu'ailleurs, mais elles ne peuvent toujours pas travailler dans certains secteurs, car c'est plutôt mal vu. Pourtant certaines s'accrochent et y parviennent, mais leurs fonctions seront bien distinctes⁴⁶. Grâce à l'unification de l'Europe, leur situation ne pourra qu'évoluer, car elle met en avant l'égalité entre êtres humains. Même si de nouvelles lois sont instaurées pour les femmes, ce n'est pas encore suffisant. Depuis 1992, a été créé le Lobby des Femmes⁴⁷, c'est une organisation qui regroupe plusieurs associations de femmes et qui propose au parlement européen des projets qui seraient susceptibles de venir en aide aux femmes de tous les pays d'Europe.

Le féminisme est un mouvement qui se développa aux Etats-Unis et qui se propagea rapidement dans de nombreux autres pays comme l'Angleterre ou la France mais aussi dans les pays nordique et latins. Il évoluait comme un phénomène de mode. Ces femmes réclamaient leur émancipation, avoir accès à l'éducation, le droit de vote et de s'exprimer en toute liberté. Si aujourd'hui dans certains pays, le courage de ces pionnières a payé, ce n'est pas encore le cas partout. Dans certains pays, l'oppression des femmes est si forte qu'elle peut aboutir à sa mort. Cette situation est difficile à vivre pour ces femmes, elles demandent juste un peu plus de liberté. Malheureusement, on pense tous différemment, mais malgré tout, au 21^e siècle, cette situation est inacceptable !

1.1.Féminisme et machisme dans le monde

1.1.1.Les origines du féminisme

Beaucoup de femmes eurent le courage de s'affirmer, se faisant les initiatrices de mouvements féministes à venir. Pendant plus de trois siècles, elles ont lutté avec acharnement pour obtenir les mêmes droits que ceux des hommes. Aujourd'hui encore le combat continue.

⁴⁵ COFEM-Collectif des Femmes du Mali », (www.cofemali.org)

⁴⁶ Pascale Joannin « L'Europe une chance pour la femme », Notes de la fondation Robert Schumann, Notes n°22, Fondation Robert Schumann, Bruxelles, 2004, P.11 (85 pages)

⁴⁷ Marie Ramot « Lobby européen des Femmes la voie institutionnelle du féminin », L'harmattan, Paris, 2006, P.16 (162 pages)

Au cours de la Révolution française, le féminisme est utilisé pour revendiquer l'égalité des droits juridiques et politiques. Autrefois, Condorcet avait souligné que « l'infériorité » de la femme était en partie due à un manque d'éducation⁴⁸.

Par le biais de leurs écrits, certaines femmes osèrent s'exprimer. Ce fut le cas d'Olympe de Gouges avec la « *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* » ou de Théroigne de Méricourt. En Angleterre, Mary Wollstonecraft en faisait autant avec « *A Vindication of the rights of woman* »⁴⁹.

Nous verrons que le 19^e siècle amena une forme plus prononcée du féminisme naissant. Le Code Napoléon, en 1804, qui insista sur l'incapacité juridique de la femme a relancé la lutte pour les droits de celle-ci. Les saint-simoniens et les fouriéristes prônèrent alors cette émancipation féminine, qui fut encouragée par les révolutions de 1830 et de 1848. Les revendications des femmes furent plus intenses et certaines utilisèrent les journaux féminins pour s'exprimer comme Pauline Roland ou Flora Tristan⁵⁰.

La Nouvelle-Zélande fut le premier pays qui accorda aux femmes le droit de vote en 1893. Aux Etats-Unis, les habitantes de certains états accédèrent au barreau ou purent même voter (l'état du Wyoming en 1869).

Au 20^e siècle, les choses se concrétisèrent. En France, en matière d'éducation, des lois furent promulguées : la loi Falloux laissa libre accès aux filles dans les établissements scolaires. En Angleterre, le mouvement des « suffragettes » prit de l'ampleur, ces femmes luttèrent parfois avec violence, mais durent patienter jusqu'en 1928 pour pouvoir participer aux élections législatives. Les françaises ont voté pour la première fois en 1945. Après l'obtention du suffrage féminin, tout s'enchaîna, les femmes s'acharnèrent pour le droit à la contraception et à l'avortement. De plus, l'œuvre de Simone de Beauvoir « *Le deuxième sexe* » eut une vive résonance. Parce qu'il mit en lumière la position d'infériorité dans lequel la société maintient la femme et qu'il appella à la lutte pour l'indépendance⁵¹.

Dans les années 60, d'importants mouvements féminins se formèrent comme le MLF en France, ou le Women's Lib' aux Etats-Unis. Tout au long de ces années, ces femmes ont

⁴⁸ Thierry Bloss, Alain Frickey « La femme dans la société française », Presses Universitaires de France, Paris, 1994, P.26 (127 pages)

⁴⁹ Guyonne Leduc « L'éducation des femmes en Europe et en Amérique du Nord-De la Renaissance à 1848 », L'harmattan, Paris, 2000, P.145 (525 pages)

⁵⁰ Michèle Riot Sarcey « Histoire du féminisme », Editions de La Découverte, Paris, 2002, P.35 (122 pages)

⁵¹ Jacques Joseph Zéphir « Le néo-féminisme de Simone de Beauvoir trente ans après « Le deuxième sexe », un post-scriptum », Denoël-Gonthier, Paris, 1982, P.26 (270 pages)

remporté de nombreuses victoires. Elles ont acquis une certaine indépendance vis-à-vis de leurs maris mais le combat est loin d'être achevé !⁵²

Dès le XV^e siècle, en France, des voix féminines s'élevèrent contre la profonde injustice dont étaient victimes les femmes. Certaines, souvent instruites et issues de l'aristocratie, prirent la plume pour dénoncer la domination de l'homme et s'y opposer. Christine de Pisan⁵³ célèbre pour avoir défendu la cause des femmes contre les écrits misogynes des prêtres, s'insurgea dans sa « *Cité des Dames* » (1405) contre les discriminations qui frappèrent les femmes et revendiqua pour elles le droit d'exercer les mêmes fonctions que celles des hommes. Deux siècles plus tard, Marie de Gournay⁵⁴, fille adoptive de Montaigne, publia « *l'Égalité des hommes et des femmes* » (1622) et énonça ce qui deviendra l'une des revendications principales des premières féministes : l'accès à l'instruction. Derrière cette revendication émergea l'idée selon laquelle la femme n'était pas par nature, inférieure à l'homme, mais que l'éducation était responsable de la position d'infériorité dans laquelle elle se situait. On a coutume de fixer le début du féminisme comme mouvement collectif à la première moitié du XIX^e siècle, mais son origine remonte en réalité à la fin du XVIII^e siècle et prend ses racines dès la révolution française. En 1791, Olympe de Gouges⁵⁵ publia la « *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* », inspirée de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1789. Elle y prôna l'émancipation féminine et notamment au travers de l'égalité des sexes. Selon son ouvrage, la femme devait être considérée comme citoyenne à part entière. Le préambule du texte s'adressa à Marie-Antoinette à qui elle implora de défendre jusqu'au bout le « sexe malheureux ». Ses actions ne se limitaient pas à la condition féminine puisqu'elle était déjà engagée corps et âme dans la Révolution. Elle soutint également les Girondins au travers de ses écrits et alla jusqu'à défendre le roi Louis XVI. Elle fut guillotinée en 1793.

En Angleterre, Mary Wollstonecraft⁵⁶ publia « *A Vindication of the Rights of Woman* » (*Défense des droits de la femme*, 1792). Selon elle, la femme devait bénéficier d'une éducation semblable à celle de l'homme et devait pouvoir jouir de la même liberté. Cet

⁵² Jacques Joseph Zéphir « Le néo-féminisme de Simone de Beauvoir trente ans après « Le deuxième sexe », un post-scriptum », Denoël-Gonthier, Paris, 1982, P.26 (270 pages)

⁵³ Maité Albistur et Daniel Armogathe « Histoire du féminisme français : du Moyen-âge à nos jours », Des femmes, Paris, 1977, P.53 (508 pages)

⁵⁴ Andrée Michèle « Le féminisme », Que sais-je ? PUF, Paris, 2003, P.42 (127 pages)

⁵⁵ Michèle Riot Sarcey « Histoire du féminisme », Editions La Découverte, Paris, 2002, P.12 (122 pages)

⁵⁶ Andrée Michèle « Le féminisme », Que sais-je, PUF, Paris, 2003, P.49 (127 pages)

ouvrage fut déterminant pour le développement du mouvement féministe à venir. Encouragées par le discours révolutionnaire qui affirmait l'égalité des individus, les femmes engagées dans la Révolution (leur participation était active dans les mutineries, les actions de lutte contre la disette, les cahiers de doléances, les pétitions, les clubs politiques, les élections) militaient pour la reconnaissance de leurs droits civils⁵⁷. La réaction conservatrice qui suivit cette période vint cependant porter un coup d'arrêt à l'évolution de la condition sociale et juridique des femmes à peine amorcée avec la Révolution, comme le confirma l'adoption, en 1804, du *Code Napoléon*⁵⁸ qui consacra l'incapacité juridique de la femme mariée. En effet, celle-ci n'avait pas le droit de s'éduquer, puisqu'elle ne pouvait pas accéder aux écoles et aux universités, elle n'avait pas le droit de travailler sans l'accord de son mari, ni de toucher elle-même son salaire. De plus, elle ne jouissait d'aucun droit politique. Dans l'article 1124, sa place était définie comme suit : « *Les personnes privées de droits juridiques sont les mineurs, les femmes mariées, les criminels et les débiles mentaux* ». Il faudra attendre plus d'un demi siècle, soit en 1938, pour que soit levée cette incapacité.

Ce fut au 19^e siècle, à la faveur des révolutions de 1830 et de 1848, que naquit véritablement un mouvement féministe militant revendiquant des droits éducatifs, économiques et politiques. En outre, la révolution industrielle en donnant aux femmes une certaine indépendance économique par le travail salarié, contribua à créer en Europe un climat favorable au développement du féminisme.

Le Saint-Simonisme, créé par le Comte de Saint-Simon, Claude Henry de Rouvroy avait imaginé une religion qui préconisait et mettait en pratique un mode de vie fondé sur un changement radical des relations sociales, notamment affectives et sexuelles, incluant une totale égalité entre hommes et femmes. Le Fouriérisme fut fondé par Charles Fourier, un autre socialiste utopiste. Son rêve était de fonder un état sociétaire idéal où hommes et femmes seraient regroupés au sein de petites communautés, les phalanstères. Sous l'impulsion de ces doctrines, les femmes dénoncèrent leur « asservissement séculaire » et réclamèrent l'« affranchissement ». Quelques grandes figures de ce féminisme en plein essor se distinguèrent. Ce fut notamment le cas de l'écrivain Flora Tristan⁵⁹ militante socialiste, engagée dans la cause des ouvrières et la lutte pour le divorce et l'amour libre. Elle dénonçait aussi la non scolarisation des femmes prolétaires, fonctionnelle pour le système social

⁵⁷ Ney Bensadon « Les droits des femmes : des origines à nos jours », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2001, P.92 (128 pages)

⁵⁸ Maité Albistur et Daniel Armogathe « Histoire du féminisme français : du Moyen-âge à nos jours », Des femmes, Paris, 1977, P.239 (508 pages)

⁵⁹ Porfirio Mamani Macedo « Flora tristan : la paria et la femme étrangère dans son œuvre », L'harmattan, Paris, 2003, P.9 (342 pages)

bourgeois : formées aux seules tâches domestiques, elles n'aspiraient pas à d'autres destins que celui de servantes, d'épouses et de mères. Ce qu'elle souhaitait, c'était une organisation concertée du prolétariat, en étant consciente que le socialisme apporterait peu sans les conquêtes du féminisme.

La socialiste Pauline Roland, qui dirigea notamment le Club républicain des femmes (1848) et collabora à *la femme nouvelle*, un journal féministe, à Paris en 1832. Avec son amie Jeanne Deroin, ouvrière en lingerie, elle fonda *l'Association des instituteurs, institutrices et professeurs socialistes*, qui insistait sur l'importance de l'égalité des sexes dans un programme d'éducation s'étendant sur les dix-huit premières années de la vie des femmes restant dans le monde du travail. Ce qu'elles souhaitaient par dessus tout, c'était un accès gratuit à l'enseignement, de la crèche à l'université, pour tous. Elles jouèrent toutes deux un rôle clef dans la création de *l'Union des associations de travailleurs*⁶⁰.

Malheureusement, la majorité des socialistes n'étaient pas de leur avis. L'un d'eux, Pierre-Joseph Proudhon⁶¹, à la fois misogynne et antiféministe s'opposait fermement à cette idée, selon lui les femmes devaient être seulement ménagères et courtisanes. Il écrivit d'ailleurs dans *Le peuple*, en 1849 : « *Pour la femme la liberté ne peut consister que dans le droit au ménage* ».

La presse⁶² et les associations jouèrent un rôle prépondérant dans la diffusion et le développement des revendications féministes. De nombreux journaux parurent à partir de 1830, de *la Femme libre* (fondée en 1832) à *la Voix des femmes* (1848), véritables tribunes pour la défense de la condition féminine au sein de la famille (libération de la tutelle masculine, restauration du divorce), dans le monde du travail (accès à l'emploi, égalité des salaires), dans la vie publique (droit de vote). Engagées d'abord au sein de clubs mixtes révolutionnaires, les femmes se regroupèrent par la suite en associations, clubs ou sociétés féministes dont la raison d'être était leur émancipation. En dépit de cette effervescence, l'avènement de la II^e République en 1848 se solda par l'instauration d'un suffrage « universel » dont les femmes restaient exclues, ce qui raviva les actions pour l'égalité des droits civiques. L'avènement de la III^e République et la Commune de Paris (1871)⁶³ constitua

⁶⁰ Stéphane Michaud « Flora Tristan, Georges Sand, Pauline Roland, les femmes et l'invention d'une nouvelle morale 1830-1848 », Créaphis, Grane, 2002, P.69-83 (108 pages)

⁶¹ Patricia Latour, Monique Houssin, Madia Tovar « Femmes et citoyennes : du droit de vote à l'exercice du pouvoir », Editions de l'atelier, Paris, 1995, P.39 (127 pages)

⁶² Laure Adler, « A l'aube du féminisme : Les premières journalistes : 1830-1850 », Payot, Paris, 1979, P.11 (231 pages)

⁶³ Michèle Riot-Sarcey « Histoire du féminisme », Editions La Découverte, Paris, 2002, P.59 (122 pages)

un nouveau temps fort pour l'expression des revendications féministes, auxquelles la militante révolutionnaire Louise Michel donna une Vive résonance.

Aux Etats-Unis, les sœurs Grimké⁶⁴, Sarah et Angelina, étaient considérées comme les pionnières d'un féminisme bien particulier. Originaires de Caroline du Sud, elles furent marquées à tout jamais par les sévices subis par les femmes esclaves noires. Suite à cela, elles quittèrent leur état pour rejoindre une communauté quaker à Philadelphie. Elles fréquentèrent dès 1836, des groupes abolitionnistes féminins en Nouvelle-Angleterre et à New-York. Elles militèrent pour l'émancipation féminine comme préalable à celle des esclaves. « *Letters on the equality of the sexes and the condition of woman* », écrit par Sarah Grimké et publié en 1838 est considéré toujours aujourd'hui comme le premier texte américain d'envergure sur les droits de la femme.

Margaret Fuller⁶⁵, une célèbre activiste féministe fut la première femme journaliste à intégrer l'équipe du grand journal américain, le New-York Tribune. Au milieu des années 1840, elle organisa des groupes de discussions de femmes où l'on débattait d'une grande variété de sujets comme l'art, l'éducation et les droits des femmes. De fameuses féministes assistèrent à ces réunions. D'ailleurs dans son œuvre « *Woman in the nineteenth* », elle y développa certaines idées mises en avant lors de ces discussions.

Les débats du mouvement en faveur des droits des femmes aux Etats-Unis sont liés au mouvement abolitionniste que de nombreux américains soutenaient avec ferveur. C'est l'exclusion des femmes désignées au Congrès mondial contre l'esclavage de 1840 à Londres qui incitèrent Elisabeth Cady Stanton et Lucretia Mott à envisager la création d'un mouvement en faveur du droit des femmes. Pendant la première moitié du 19^e siècle, les femmes ne jouissaient pas des mêmes droits que ceux des hommes. Elles ne pouvaient pas voter, être élues, suivre des études, ou travailler. Si elles étaient mariées, elles ne pouvaient pas conclure de contrat, divorcer ou obtenir la garde de leurs enfants.

En juillet 1848, Elisabeth Stanton et Lucretia Mott organisèrent le premier Congrès sur le droit des femmes à Seneca Falls, auquel participèrent trois cents personnes. Fondée sur la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis, la Déclaration des sentiments exigeait l'égalité

⁶⁴ Françoise Basch, Madeleine Rebérioux « Rebelles américaines au 19^e siècle : mariage, amour libre et politique », Méridiens Klincksieck, Paris, 1990, P.27 (224 pages)

⁶⁵ Sheila Rowbotham, Pierre Kamnitzer « Féminisme et Révolution », Payot, Paris, 1973, P.61 (311 pages)

des droits pour la femme, notamment le droit de vote. Soixante huit femmes et trente-deux hommes signèrent la pétition⁶⁶.

En 1820, suite à la ratification du 19^e amendement de la Constitution des Etats-Unis, les américaines obtinrent finalement le droit de vote. Néanmoins, ce fut plutôt l'économie que la politique qui changea le rôle de la femme dans la société et qui donna un élan au mouvement en faveur du droit des femmes.

Les féministes britanniques tinrent leur première convention en 1855, avec pour principale revendication le droit à la propriété. Le premier texte important sur la question du suffrage est dû à Harriet Taylor qui convainquit l'homme qui devint son mari, le philosophe Johnn Stuart Mill de s'intéresser à la question du droit des femmes et de mener campagne pour qu'on leur accorde le droit de vote Ce dernier fut élu au parlement en 1865 et en 1866, il déposa une pétition revendiquant le droit de vote pour les femmes et soumit un amendement au projet de loi de Réforme (Reform Mill) de 1866, qui proposait de remplacer le mot « homme » par celui de « personne ». Malheureusement, l'amendement fut rejeté et les femmes (propriétaires) furent encore exclues de la loi de Réforme de 1867 qui suivit.

La publication de son ouvrage « *l'Assujettissement des femmes* » en 1869⁶⁷ contribua au progrès de la cause féministe, même s'il ne suffit pas à convertir une opinion publique qui reste fort réticente à l'émancipation féminine. Il faut savoir que la Reine Victoria s'opposa fermement à la question du droit de vote des femmes car elle pensait que celles-ci étaient incapables juridiquement. En revanche, les femmes obtinrent le soutien des chartistes, ce mouvement politique ouvrier qui se développa au Royaume-Uni suite à la mise en place de la Réforme électorale de 1832, qui établissait un système électoral censitaire, au détriment des classes laborieuses. Suite à cela, la Charte Populaire fut adoptée en 1838, à l'initiative de l'Association des travailleurs londoniens. Elle réclamait entre autres le suffrage universel masculin.

Les femmes ont continué à mener campagne en tenant des réunions ou en signant des pétitions. Milicent Garret Fawcett⁶⁸ rallia la cause suffragiste en s'engageant dans la première London National Society for Women's Suffrage, en 1867. Elle réclamait le droit de vote des femmes strictement sur les mêmes bases que pour les hommes.

⁶⁶ Susan Goodman, Daniel Royot « Femmes de conscience : aspects du féminisme américain, 1848-1875 », Presses Universitaires Sorbonne Nouvelle, Paris, 1995, P.16 (265 pages)

⁶⁷ Maité Albistur et Daniel Armogathe « Histoire du féminisme français : du Moyen-âge à nos jours », Des femmes, Paris, 1977, P.292 (508 pages)

⁶⁸ Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, P.43 (214 pages)

Elle milita pour d'autres campagnes de revendications comme l'accès aux universités ou à certaines catégories d'emplois pour les femmes.

Les combats menés au cours du XIX^e siècle en faveur de l'égalité entre les sexes aboutissaient partout en Europe à la reconnaissance d'un certain nombre de droits, en matière éducative et civile notamment.

En France, la *loi Falloux* votée en 1850⁶⁹ obligea les communes de plus de 500 habitants à ouvrir une école primaire de filles. A partir de 1925, filles et garçons se voyaient partager les mêmes enseignements. En 1907, une loi permit à la femme de disposer librement de son salaire⁷⁰. Dans d'autres pays d'Europe, plus particulièrement en Angleterre et dans les pays nordiques, le droit des femmes à disposer librement de leurs biens constitua l'une des premières victoires des féministes. En Angleterre, par exemple, la femme mariée put, dès 1882, être propriétaire et disposer librement de son salaire. La revendication pour le vote des femmes, nécessaire pour accéder aux centres de décision politique, constitua l'une des principales causes de mobilisation des femmes, comme en témoigna la création en 1904 de l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes⁷¹. Il s'agit aussi de l'une des revendications qui résista le plus en raison de ses implications sur l'ordre patriarcal en vigueur : la participation des femmes à la vie publique est considérée comme une menace pour le foyer et la famille. Si c'était aux États-Unis que se développa le mouvement moderne de revendication pour l'extension du droit de vote aux femmes (l'État du Wyoming accorde le droit de vote aux femmes dès 1869), c'était en Grande-Bretagne que la lutte prit sa forme la plus radicale et spectaculaire, avec le combat, parfois violent, d'Emmeline Pankhurst et de ses suffragette⁷². En 1889, elle participa à la création de « la Ligue du droit de vote des femmes » et parvint à faire adopter une loi accordant aux femmes le droit de suffrage aux élections locales. En 1903, elle créa avec sa fille « l'Union féministe sociale et politique ». Les nombreuses actions qu'elle organisa comme s'enchaîner à des lampadaires, provoquer des incendies dans les immeubles ou manifester devant la Chambre des Communes, lui valurent d'être arrêté cinq fois entre 1908 et 1913. Dès son retour, elle entama directement des grèves de la faim.

⁶⁹ Patience Hunkin « Enseignement et politique en France et en Angleterre : étude historique et comparée des législations relatives à l'enseignement en France et en Angleterre depuis 1789 », Institut Pédagogique National, Paris, 1962, P.75, (159 pages)

⁷⁰ Paulette Pascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.317-318 (575 pages)

⁷¹ André Michel « Le féminisme », Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, Paris, P.80, (127 pages)

⁷² Eliane Gubin et collectif « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.188 (463 pages)

Malgré la mobilisation de masse, l'émancipation politique et l'intégration comme citoyens « de première catégorie » dans les sociétés démocratiques ne furent acquises qu'après de longues années de lutte. Les pays nordiques⁷³, comme la Norvège et la Finlande, déjà pionniers en matière de réformes en faveur des droits économiques des femmes, furent les premiers à établir le droit de vote pour les femmes. Dans certains pays, tels que la Grande-Bretagne, les femmes se virent concéder le droit de vote au lendemain de la Première Guerre mondiale, en signe de reconnaissance pour leur contribution à l'effort de guerre.

Dans les pays d'origine latine, comme la France et l'Italie, ce droit ne leur fut accordé qu'au moment de la Seconde Guerre mondiale. Après la Seconde Guerre mondiale et l'obtention du droit de vote, les revendications féministes se firent plus discrètes. Dans ce contexte, l'essai que signa Simone de Beauvoir⁷⁴ en 1949, « *le Deuxième Sexe* », éclata comme une bombe. Elle devint la figure de proue du féminisme en décrivant une société qui maintenait la femme dans une situation d'infériorité. Son analyse de la condition féminine à travers les mythes, les civilisations, les religions, l'anatomie et les traditions fit scandale et plus particulièrement le chapitre où elle parla de la maternité et de l'avortement assimilé à un homicide à cette époque. Quant au mariage, elle le considéra comme une institution bourgeoise aussi répugnante que la prostitution lorsque la femme était sous la domination de son mari sans pouvoir y échapper. Il servit de référence au renouveau féministe américain et européen. D'autres œuvres, plus tardives, telles que *la Femme mystifiée (The Feminine Mystique, 1963)* de l'Américaine Betty Friedan⁷⁵, rendirent compte du sentiment diffus parmi les femmes de discrimination et d'oppression au sein de la famille, du mariage et de la sexualité. Ce fut contre cette « oppression » que s'élevèrent les mouvements de libération des années 1960-1970, dans le sillage des mutations démographiques, économiques et sociales de l'époque.

Au-delà de l'égalité entre les sexes, ce fut la spécificité de l'identité féminine que ces mouvements affirmèrent avec force. Ce féminisme trouva souvent dans le marxisme une référence idéologique (de laquelle les termes de « lutte des sexes », de « classe de femmes » ou de « rapports sociaux des sexes » sont directement importés) et se fonda notamment sur

⁷³ Jean Ruhlmann « Histoire de l'Europe au 20^e siècle », Editions Complexe, Paris, 1994, P.195-196 (479 pages)

⁷⁴ Paulette Pascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.396 (575 pages)

⁷⁵ Ginette castro « Radioscopie du féminisme américain », Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984, P.67 (363 pages)

l'ouvrage d'Engels⁷⁶ intitulé « *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* », où sont décrits les mécanismes de subordination des femmes à l'intérieur de la famille. S'il n'était pas surprenant de voir la pratique militante se développer dans les années 1960 en relation avec les mouvements de gauche, ce lien fut également conflictuel : la référence marxiste⁷⁷ ne s'appliqua que jusqu'à un certain point, la lutte des classes étant historiquement plus marquée que la lutte entre les sexes. Certains « groupes de femmes » se développèrent donc au sein de syndicats, de partis de gauche et d'extrême gauche qui désiraient intégrer à leur profit l'essor du mouvement féministe. Mais d'autres femmes se détournèrent de ces organisations traditionnelles, mettant en avant leur appartenance au seul mouvement des femmes. La « sororité » affirmée comme lien politique par le *Mouvement de libération des femmes (MLF)*⁷⁸, qui refusait en son sein toute structure hiérarchique, permit la diffusion des idées féministes dans des classes sociales diverses. Elle n'empêcha pas cependant les prises de pouvoir abusives au sein de certains groupes.

Deux des plus célèbres de ces mouvements de libération furent ainsi créés en 1968 : le *Women's Lib* aux États-Unis, et le *MLF* en France⁷⁹. Un des mots d'ordre des mouvements militants de l'époque était : « le privé est politique », ce qui signifiait que la subordination dont chaque femme fit individuellement l'expérience n'avait pas valeur d'incident isolé, mais était l'expression d'une oppression collective de nature politique ou, en d'autres termes, que dans une société patriarcale, le sexisme marquait la vie des femmes dans tous les domaines. Parmi les revendications essentielles de ces mouvements, certaines illustraient fort bien cette irruption sur la place publique (dans la rue, sous forme de manifestations ou lors de procès) de diverses questions : lutte contre l'« oppression familiale » où la femme est enfermée dans un rôle d'épouse et de mère, accès à la contraception libre et gratuite, légalisation de l'avortement, reconnaissance du viol comme crime, etc.

Au terme de la bataille menée par les féministes en France à la fois sur l'opinion et sur les pouvoirs publics, leurs conquêtes furent nombreuses et leurs avancées capitales : en 1967, la loi Neuwirth⁸⁰ légalisa la contraception, en 1975, la loi Veil⁸¹ dépénalisa l'interruption

⁷⁶ Maité Albistur et Daniel Armogathe « Histoire du féminisme français : du Moyen-âge à nos jours », Des femmes, Paris, 1977, P.430 (508 pages)

⁷⁷ Gisèle Halimi « La cause des femmes : fini le féminisme ? », Gallimard, Paris, 1984, P.88 (497 pages)

⁷⁸ Bibia Pavard « Les éditions des femmes : histoire de premières années 1972-1979 », L'harmattan, Paris, 2005, P.14 (229)

⁷⁹ Naty García Guadilla « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) », Presses Universitaires de France, Paris, 1981, P.26 (146 pages)

⁸⁰ Marie Ramot, Elisabeth Guibert-Sledziewski « Le Lobby Européen des Femmes : la voie institutionnelle du féminisme européen », L'harmattan, Paris, 2006, P.23 (162 pages)

⁸¹ Jean-Yves Le Naour, Catherine Valenti « Histoire de l'avortement : 19^e -20^e siècle », Seuil, Paris, 2003, P.15 (387 pages)

volontaire de grossesse, la législation sur le divorce fit l'objet d'une refonte totale et une loi établit le principe de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes. Depuis les années 1990, le militantisme féministe s'exerça dans trois domaines principaux :

-La défense des droits acquis dans les années 1970,

- L'extension des droits politiques, en particulier dans le cadre du combat pour la démocratie paritaire,

-La lutte contre les discriminations professionnelles et salariales.

Les réactions de défense des droits (à l'avortement, en particulier), surtout observées aux États-Unis, répondaient à l'impact accru, dans les années 1980, des mouvements conservateurs. Selon l'enquête de Susan Faludi⁸² intitulée « *Backlash* », le retour en force de la « majorité morale » était même tel que les progrès des femmes américaines dans les domaines politiques et professionnels se retrouvaient littéralement stoppés.

En France, le constat irréfutable de la sous-représentation des femmes au sein des institutions politiques (les femmes, qui représentaient un peu plus de la moitié de l'électorat, ne formaient, que 11 % des élus de l'Assemblée nationale) a poussé certains mouvements de femmes à militer pour une démocratie paritaire, dans laquelle l'égalité de droits entre les sexes inscrite dans la Constitution française se traduirait par une égalité réelle. D'abord relayée par les institutions européennes, cette revendication a trouvé un vif écho au sein de l'opinion et des pouvoirs publics, en suscitant un large débat sur le bien-fondé d'une loi qui, pour ses opposants, diviserait le peuple en catégories et instaurerait des mesures de discrimination positives. Les promoteurs de la parité firent valoir le caractère essentiel, constitutif de l'humanité, du sexe. Les femmes n'étaient pas une catégorie de citoyens parmi d'autres, mais la moitié de l'humanité. En imposant un nombre identique d'hommes et de femmes sur les listes électorales, la loi sur la parité, promulguée le 6 juin 2000⁸³ et « relative à l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives », trancha le débat dans le sens de l'adoption de mesures concrètes et coercitives visant à

⁸² Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkom « L'autonomie des femmes en question : antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe », L'harmattan, Paris, 2006, P.9-10 (240 pages)

⁸³ Catherine Genisson « La parité entre les femmes et les hommes : une avancée décisive pour la démocratie : rapport au premier ministre », La documentation française, Paris, 2003, P.10 (237 pages)

corriger la sous-représentation des femmes dans la vie politique et à réaliser l'égalité des chances pour les hommes et les femmes.

Le bilan des premières applications de la loi sur la parité s'avère être décevant, lors des élections de l'an 2000. La féminisation des conseils municipaux est bien réelle en 2001 mais les femmes demeurent minoritaires dans les exécutifs locaux. Quant aux élections législatives de 2002, la progression du nombre d'élues se révèle infime au regard de l'objectif de parité (en passant de 10,9% à 12,3% de députées). Cette nouvelle loi n'a pas fait l'unanimité !⁸⁴

Aux Etats-Unis, les premières manifestations pour le féminisme furent très précoces. On les trouvait déjà dans les années 1830-1840, à une époque où dans d'autres pays, la question ne se posait pas forcément. Ces manifestations coïncidaient avec l'abolition de l'esclavage. Les sœurs Grimke, bien connues pour leurs idées antiesclavagistes et féministes en furent les pionnières.

En 1848 la réunion de Seneca Falls déboucha sur « la Déclaration des sentiments » calquée sur la Déclaration d'Indépendance. Elle dénonça la tyrannie des hommes et réclama une absolue égalité pour les femmes à la fois dans le mariage, l'éducation, l'emploi, la religion et la vie politique. Après la guerre de sécession, les noirs furent affranchis par le biais du 14^e et du 15^e amendements, mais en aucun cas, les femmes furent concernées⁸⁵.

De 1870 à 1930 environ naquit la première vague féministe⁸⁶. Elle est aussi connu sous le nom du mouvement des suffragettes, car ces membres obtinrent le droit de vote, ainsi que le droit d'occuper des fonctions politique et enfin la reconnaissance de leur propre personne devant la loi.

Elizabeth Stanton et Susan B. Anthony luttèrent ensemble au sein de l'association nationale pour le suffrage des femmes (Woman's national suffrage association). Suite à de grandes divergences qui laissèrent place à une mésentente, l'association se divisa. Bien heureusement, d'autres mouvements prirent le relais. Le plus connu fut le mouvement des suffragettes. Leur principe était de descendre dans la rue et de manifester, pour obtenir une bonne fois le droit de vote, et elles l'obtinrent. En effet, au lendemain de la guerre, le Congrès américain vota le 19^e amendement qui stipula que tous les citoyens américains purent voter quels que soient leurs

⁸⁴ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les éditions de l'atelier, Paris, 2004, P.279 (463 pages)

⁸⁵ Ginette Castro « Radioscopie du féminisme américain », Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984, P.31 (303 pages)

⁸⁶ Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, P.43 (214 pages)

sexes. Les Etats-Unis furent l'un des premiers pays à avoir donné le droit de vote aux femmes dès 1919⁸⁷.

En Grande-Bretagne, le droit de vote fut revendiqué pour la première fois par Mary Wollstonecraft dans son livre intitulé « A vindication of the rights of women », publié en 1792. Dans les années 1840, le droit de vote fut soutenu par les chartistes, puis dans les années 1850 par John Stuart Mill. Les projets de lois présentés au Parlement à cette époque furent rejetés en partie à cause de l'opposition d'hommes d'envergure tels que William Gladstone et Benjamin Disraeli qui respectaient l'opposition manifestée par la reine Victoria au suffrage des femmes⁸⁸.

Emmeline Pankhurst fonda le Women's social and political Union (WSPU) en 1903 pour obtenir l'égalité électorale des hommes et des femmes. Ce mouvement entreprit de multiples manifestations et des actions parfois violentes. En 1907, elle organisa la marche sur la Chambre des Communes où les femmes s'enchaînèrent devant le Parlement et devant la résidence du premier ministre. Beaucoup d'entre elles furent emprisonnées.

Ces femmes étaient prêtes à tout pour parvenir à leurs fins et elles obtinrent finalement le droit de vote en 1928⁸⁹.

En France, dès 1788, les femmes réussirent à s'exprimer en adressant des pétitions au gouvernement ou en participant à la prise de la Bastille un an plus tard. En 1791, Olympe de Gouges rédigea « la Déclaration de la femme et de la citoyenne » pour revendiquer des droits semblables à ceux inscrits dans « la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen ». Bien que beaucoup de femmes s'en inspirèrent pour s'exprimer, Olympe de Gouges se fit guillotiner en 1793. Malheureusement, la promulgation du Code Napoléon n'arrangea pas les choses puisqu'il classa les femmes dans la même catégorie que les malades mentaux, les criminels et les enfants. Elles étaient donc incapables légalement⁹⁰.

C'est au 19^e siècle que les femmes furent les plus actives, elles revendiquèrent des droits éducatifs, économiques et politiques. Par le biais du St Simonisme et du Fourierisme, certaines femmes, comme Pauline Roland ou Flora Tristan, eurent une nouvelle vision de la femme. Elles la voyaient instruite et indépendante. Suite à cela de nombreuses lois furent

⁸⁷ Paulette Bascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.376 (575 pages)

⁸⁸ Id., P.304 (575 pages)

⁸⁹ Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, P.59 (214 pages)

⁹⁰ Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminisme et identités nationales », Les chemins de la recherche, Lyon, 1998, P.48 (306 pages)

mises en place pour favoriser le rôle de la femme dans la société française mais le combat continua malgré tout. Elles obtinrent néanmoins le droit de vote en 1944⁹¹.

Une deuxième vague plus récente du féminisme donna naissance à des mouvements de masse, à partir des années 60, en Europe et en Amérique du Nord (Women's Lib' aux Etats-Unis et le MLF en France)⁹². Leurs revendications portèrent sur le droit de la contraception et à l'IVG ainsi que sur l'égalité avec les hommes dans les conditions de travail,...

1.1.2. Le machisme peut-il s'expliquer dans divers pays ?

Lorsqu'un homme se dit supérieur à une femme, on dit de lui qu'il est « macho ». C'est la principale définition du machisme. Selon ces individus, le rôle de la femme serait d'enfanter et de rester à la maison. Ce phénomène existe malheureusement dans tous les pays, mais il est plus ou moins fort en fonction du pays où il est implanté. Une forme de machisme bien connue est le machisme latin. En effet, les espagnols et les italiens ont une réputation de macho à travers le monde⁹³.

Nous pouvons constater que les pays où la religion tient une place importante sont très touchés par le machisme. Les religions monothéistes comme l'Islam, le Christianisme ou le Judaïsme insistent sur la domination de l'homme sur la femme. C'est à lui que revient le droit de faire vivre sa famille. Dans les pays islamiques, le port du voile ou la polygamie⁹⁴ sont des preuves de machisme. La femme doit se couvrir pour éviter d'attirer les méchants regards des hommes mais en aucun cas on demande aux hommes de faire de même pour éviter les regards des femmes. De plus, un homme polygame a le droit d'avoir jusqu'à quatre épouses différentes à condition qu'il soit équitable envers elles. Malheureusement, ce n'est pas souvent le cas. Cette pratique est de plus en plus courante dans les pays pauvres d'Afrique. Les femmes, pour la plupart jeunes, se soumettent à un homme riche pour sortir de la misère. En Asie, avoir une fille est loin d'être réjouissant. Les couples qui l'apprennent tôt s'en débarrasseront en avortant. Les autres, les maltraiteront toute leur vie jusqu'à ce qu'elles se marient. Une fois mariées, elles tomberont aux mains de leur mari souvent choisi par les parents qui en fera ce qu'il voudra. En Chine, par exemple, on retrouve beaucoup de filles

⁹¹ Michèle Riot-Sacéy « Histoire du féminisme » Editions de la Découverte, Paris, 2002, P.92-93 (122 pages)

⁹² Naty García Guadilla « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) », Presses Universitaires de France, Paris, 1981, P.29 (146 pages)

⁹³ Martine Fourier, Geneviève Vermes « Ethnicisation des rapports sociaux : racismes, nationalismes, ethnicismes et culturalismes », L'harmattan, Paris, 1994, P.21 (241 pages)

⁹⁴ Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam, l'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, P.76 (328 pages)

d'une dizaine d'années dans les rues des grandes villes. Elles ont été battues puis « jetées dehors » comme des moins que rien. Ces filles sont livrées à elles-mêmes et se prostituent ou commettent d'autres délits pour survivre⁹⁵.

La violence domestique est un fléau qui prend de l'ampleur en Asie mais l'Amérique Latine est aussi concernée. La majorité des femmes qui vivent dans la pauvreté n'ont ni les moyens de s'éduquer ni de travailler. Elles choisissent le mariage, qui améliore leur qualité de vie mais qui les renferme sur elles-mêmes, elles seront battues inlassablement par leurs époux dès la moindre contrariété. Ce choix de vie deviendra vite pour elles un enfer quotidien. Heureusement que les mouvements de femmes réagissent. Grâce à leur investissement, elles améliorent la vie de milliers de femmes. Ces mouvements sont donc primordiaux pour l'évolution de la condition féminine⁹⁶.

Tout d'abord, le statut de la femme n'a pas toujours été ce qu'il est actuellement. Au temps du Paléolithique et du Néolithique, la femme était considérée comme un être supérieur. La Déesse mère était la divinité suprême de toutes les sociétés néolithiques, pour qui elle représentait non seulement la reproductrice de toute vie humaine mais aussi la source de toutes les récoltes.

Les hommes préhistoriques vivaient au rythme de la nature, les femmes à la cueillette et les hommes à la chasse. Au cours de la première Révolution du Néolithique, la femme y était plus importante, car elle découvrit de nouvelles techniques : le filage et le tissage, ainsi que la fabrication de meule à pierre plus large et plus lourde pour moudre le grain.

De nombreux anthropologues ont démontré que les premières étapes du développement de l'humanité lorsque les hommes ne connaissaient pas encore le mystère de la fécondité humaine ont vénéré la femme comme source de vie. La participation des hommes à la reproduction n'étant pas encore connue, on croyait que seules les femmes pouvaient se reproduire. Dans ce cas, la mère était considérée comme le seul chef de famille et la seule responsable de la génération à venir. La descendance familiale s'effectuait selon la lignée féminine afin de la conserver à l'intérieur du clan.⁹⁷

⁹⁵ Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu : l'élimination des filles en Inde et en Asie », Editions La Découverte, Paris, 2006 (186 pages)

⁹⁶ Lhynda Tremblay « La violence au foyer : un véritable fléau pour les boliviennes », pour le CECI (Centre d'Etudes et de Coopération internationale), Montréal, 1997

⁹⁷ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2003, P.16-17 (127 pages)

L'image que le clan se faisait du créateur de la vie humaine était celle de toute première femme qui fut déifiée comme l'ancêtre divine. Les nombreuses statuettes retrouvées en sont les preuves.

Au Néolithique moyen, la deuxième Révolution remit en cause le statut de la femme dans la société. La découverte d'énergies nouvelles (eau, vent et la force du bœuf) mais aussi de techniques bien plus utiles comme la charrue, le moulin à vent ou à eau, le bateau à voile par les hommes vint tout bouleverser. Ces derniers prirent petit à petit la place de la femme en agriculture. La production alimentaire fut excellente et on assista à une explosion démographique et à la sédentarisation de la population. Des bourgs, puis de villes sortirent de terre et la société s'organisa. Tout cela aboutit à la formation d'une société étatique fondée sur l'esclavage, les classes sociales et la dégradation de la situation des femmes.⁹⁸ Nous sommes loin des civilisations qui vivaient en harmonie avec la nature. Le progrès était la seule ambition de ces populations.

L'apparition des religions patriarcales seraient dus à deux découvertes : la connaissance et la domestication des animaux. Ces découvertes permirent de déterminer le rôle du mâle dans la génération. La charrue fut l'invention qui permit aux hommes de rivaliser avec la femme. Peu à peu les statues féminines furent remplacées par des statues représentant des hommes. Cet acte signifiait que les hommes prirent conscience qu'ils jouaient un rôle dans la procréation. L'homme devint rapidement le partenaire de la Déesse mère⁹⁹. Puis vint la création d'un Dieu omnipotent qui plaça la femme au second plan. C'est de cette façon qu'est né ce que l'on appelle aujourd'hui le machisme.

Le machisme¹⁰⁰ est un mot qui évoque une masculinité mise en avant de façon excessive. Ce terme vient de l'espagnol « macho » qui signifie « mâle » ou « viril » et qui est dans ce sens surtout appliqué aux animaux.

Chez nous, ce mot a une connotation péjorative, il désigne la consécration du sexisme et de la discrimination envers les femmes. Dire d'un homme qu'il est macho signifie qu'il a une vision peu valorisante de la femme. Le machisme revient à la croyance selon laquelle les hommes seraient supérieurs aux femmes, et que ces dernières sont traitées comme des objets et que les activités socioprofessionnelles sont dépendantes du genre.

⁹⁸ Claudine Cohen « La femme des origines : images de la femme dans la préhistoire occidentale », Belin-Herschler, Paris, 2003, P.142 (191 pages)

⁹⁹ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2003, P.25 (127 pages)

¹⁰⁰ « Dictionnaire Hachette », Hachette, Paris, 2003

En tant qu'attitude, le machisme désigne une idée particulière de la virilité que l'on pousse à l'extrême. La plupart des machistes professent des idées conservatrices. En général, ils refusent à la femme le droit de travailler, de participer à des réunions sportives, ou de remplir dans la société des rôles traditionnellement dévolus aux hommes. Beaucoup de machistes croient aussi qu'ils ont le droit en tant qu'hommes d'avoir des aventures en dehors du mariage, tandis que les femmes doivent rester fidèles. Les machistes estiment que les femmes ont été créées pour rester à la maison et jouer le rôle de mères et d'épouses. Ils croient donc fermement à la supériorité des hommes sur les femmes. Ils vont jusqu'à la revendiquer comme formant partie de leur identité.

De nombreux pays à travers le monde sont touchés par le machisme. On parle le plus souvent du machisme latin, il se rencontre essentiellement en Espagne, au Portugal et en Italie, mais il peut s'étendre au pays bordant le bassin méditerranéen¹⁰¹.

Le machisme latino-américain aurait une connotation historique, en effet, il proviendrait de la domination espagnole sur les civilisations Indiennes. Octavio Paz dans son œuvre « El laberinto de la soledad » en parle d'une certaine façon, il explique que l'histoire de ce phénomène serait liée aux erreurs commises par la Malinche¹⁰², une Indienne qui a eu une relation amoureuse avec un conquistador. Cette femme incarnerait la trahison et l'humiliation du peuple tout entier par un homme qui méprisait sa descendance. Dans ce contexte, le masculin est perçu comme l'image d'un père qui renie ses enfants et refuse de respecter et de protéger la mère. Le macho incarnerait par conséquent un homme arbitraire, brutal et sans contrôle mais puissant et admiré, qui plonge ses racines dans le traumatisme de la conquête espagnole. Nous comprenons par conséquent, les difficultés des relations entre les hommes et les femmes dans la société et dans la famille latino-américaines.

Un anthropologue américain Mathew Guttman¹⁰³ ajoute que le machisme au Mexique proviendrait des relations conflictuelles entre les Etats-Unis et le Mexique. Il représenterait la crainte de l'émigrant mexicain auquel on attribue le plus souvent un comportement violent et une sexualité incontrôlable. Et les nordaméricains généralisent ce contexte à toute l'Amérique Latine. Dans les années 40 et 50, c'est la figure du guerrier révolutionnaire qui en sera le point de départ.

¹⁰¹ Jeremy Cliffe « De l'italien macho au suédois progressiste », Article paru dans le Babel International, Londres, Le Premier août 2005

¹⁰² Sophie Caussanel « Le cas des mortes de Ciudad Juarez : entre féminicide et échec du développement », Mémoire de recherche, IEP Toulouse, 2004, P.77 (123 pages)

¹⁰³ Mara Viveros Vigoya « Jusqu'à un certain point, ou la spécificité de la domination masculine en Amérique Latine », Mouvements n°31 (P.56 à 63), Janvier-Février 2004, P.58-59 (172 pages)

Le machisme est aujourd'hui très répandu, que ce soit à la télévision, au cinéma ou dans la vie réelle. Il existe des femmes machistes qui sont en accord avec le mode de pensée des hommes machistes. Cette situation provient de la tradition patriarcale dans la famille. Selon des sociologues italiens, le cas de la « mamma »¹⁰⁴ ne serait pas étranger à tout ce machisme. En effet, de par son éducation, celle-ci transmettrait au garçon le machisme et laisserait la jeune fille passer au second plan. Le machisme italien est bien connu dans le monde entier. L'Italie est une société à forte tradition, mais il serait bon de constater qu'il existe une différence entre la condition des femmes du nord et celles vivant dans le sud du pays. Celles du nord sont plus indépendantes, selon les statistiques elles sont environ 40% à avoir un emploi, alors que dans le sud, elles ne sont que 28%¹⁰⁵. Cette différence pourrait s'expliquer par la persistance des coutumes patriarcales, la femme reste à la maison pour s'occuper du foyer et l'homme travaille pour subvenir aux besoins de la famille.

En Espagne, ce n'est guère mieux, malgré une émancipation de plus en plus marquée, les femmes ont obtenues de nombreuses lois pour se faire entendre, mais malheureusement, elles n'ont pas toutes été appliquées. C'est pourquoi, le taux d'analphabétisme reste beaucoup trop élevé chez les espagnoles, par rapport à la moyenne, et ceci est surtout valable pour les régions du sud. Concernant les violences conjugales, elles augmenteraient. Certains hommes ne supporteraient pas que leur femme devienne plus indépendante et qu'elle puisse travailler. Alors un simple désaccord dans le couple peut les mener vers de fortes violences.

Le gouvernement de José Luis Zapatero a décidé de faire changer les mœurs espagnoles concernant les violences conjugales¹⁰⁶. La première grande mesure du gouvernement socialiste fut la loi intégrale contre la violence de genre, adopté à l'unanimité par les députés espagnols en décembre 2004 et entrée en vigueur un mois plus tard. Cette loi fut un soulagement pour les associations féministes du pays, car les violences augmentent d'année en année, en 1999, on comptait 46 meurtres et en 2004, il y en eut 57. L'assassinat d'Ana Orantes¹⁰⁷ fut une véritable prise de conscience dans la lutte contre la violence conjugale, cette femme originaire d'un petit village près de Grenade fut brûlée vive par son conjoint alors qu'ils ne vivaient plus ensemble. Leur divorce avait été prononcé en 1995, mais ils

¹⁰⁴ Henri Mendras, Sylvain Meyet « L'Italie suicidaire ? », Revue de l'OFCE n°80, Paris, 2002, P.157-168 (208 pages)

¹⁰⁵ Id.

¹⁰⁶ Natacha Chetcuti, Maryse Jaspard « Violences envers les femmes : trois pas en avant, deux pas en arrière », L'harmattan, Paris, 2007, P.295 (319 pages)

¹⁰⁷ R.Rincón, J.Martín-Arroyo « 114 mujeres asesinadas tras Ana Orantes », El país, Sevilla/Granada, Le 16/12/07

vivaient toujours dans le même chalet, l'un occupait le haut et l'autre le bas. Cet homme n'avait pas supporté d'entendre le témoignage de son ex femme à la télévision concernant les détails des sévices qu'il lui infligeait. Alors il est passé à l'acte. Nous pouvons donc affirmer que chez les machistes l'éducation y est pour beaucoup.

Les religions monothéistes ont toutes les trois les mêmes origines, c'est pourquoi, elles ont toutes la même position vis-à-vis des femmes. Elles incitent l'homme à travailler pour qu'il subviennent aux besoins de toute sa famille et par contre, la femme se doit de rester à la maison dans le but d'enfanter et de s'occuper de son foyer. Nous verrons dans un premier temps, le cas de la religion chrétienne. En Italie et en Espagne la population est très croyante, c'est pour cela, qu'il s'agit de sociétés à fortes traditions patriarcales. Il en est de même dans tous les pays d'Amérique latine, soit d'anciennes colonies espagnoles, le machisme latin ravage tout le continent. Cela proviendrait, en majeure partie, de la religion chrétienne qui domine presque tout le territoire, partagé depuis quelques années par des cultes animistes. Mais l'autre raison est sans doute, la pauvreté et par conséquent, le manque d'éducation. Les hommes refusent d'évoluer par manque de connaissance¹⁰⁸.

Dans la plupart des pays latino-américain, l'homme travaille et la femme est à la maison. Si nous prenons le cas de la Bolivie, nous pourrions penser que c'est un pays en avance sur les autres du point de vue des droits de la femme car en 1989, elle a signé la convention contre toutes formes de discriminations envers les femmes¹⁰⁹. De plus, elle était le premier pays latino-américain à signer la convention interaméricaine pour prévenir et éliminer la violence¹¹⁰ (*Convención para prevenir, sancionar y eliminar la violencia contra la mujer*) cette convention est devenue une loi le 9 juin 1994, la loi 1674, et à l'issue de celle-ci des brigades furent créées. Ces brigades¹¹¹ sont appelées les brigades de protection de la famille. Elles sont présentes dans la plupart des provinces du pays, même dans les milieux ruraux. Ce sont donc des unités de la police nationale, composés de femmes et chargées exclusivement de faire appliquer la loi 1674. En Bolivie la violence est un tel fléau que le gouvernement a dû agir rapidement, et les chiffres le démontre. Dans une seule ville, on comptait déjà 800 plaintes. 92% des plaintes enregistrées provenaient de femmes, d'une tranche d'âge bien

¹⁰⁸ Collectif National pour le Droit des Femmes « De nouveaux défis pour le féminisme », Forum du Collectif National pour le Droit des Femmes, 9-10 mars 2002 , Temps des Cerises, Paris, 2003, P.144 (339 pages)

¹⁰⁹ Source, site officiel des Nations Unies (www.un.org)

¹¹⁰ Id.

¹¹¹ Lhynda Tremblay « La violence au foyer : un véritable fléau pour les boliviennes », CECI (Centre d'Etudes et de Coopération internationale), Montréal, 1997

définie entre 20 et 40 ans. 67% des plaintes étaient des agressions physiques et les 33% restant étaient des cas d'abandon de foyer pour les hommes, les femmes enceintes, mais aussi des menaces de mort...

La violence est un point négatif pour le bon développement du pays. C'est pourquoi, ces mesures ont été prises. Dans un foyer, en général, une femme n'a pas le droit de travailler car si celle-ci s'émancipait, elle deviendrait un adversaire de taille pour son mari. Les femmes sont souvent en mauvaise santé, à cause de cette violence.

Dans de nombreux pays latino-américain le statut de la femme est loin d'être réjouissant. Dans les régions les plus pauvres plus précisément, les gens vivent dans la pauvreté et l'isolement en faisant face à la violence masculine. Le machisme y est plus répandu qu'ailleurs. Le Nicaragua est un pays imprégné de violence laissé par la guerre et à cause du manque de travail cette situation a rendu les hommes méchants. Ceux-ci se vengent sur leurs épouses et elles en subissent les conséquences. Elles ont peu ou pas de formation scolaire et pas suffisamment assez de connaissances pour être autonomes. Elles restent par conséquent, chez elles pour s'occuper de leur foyer, comme dans la majorité des pays latino-américains, et surtout dans la misère, à subir la violence de leurs maris¹¹². Le réseau « Ana Lucila »¹¹³ s'engage et réunit de nombreux groupes d'entraide locaux. Beaucoup de ces femmes ont été victimes de violences familiales. Elles ont mis sur pied une série de services médicaux et psychologiques pour les victimes de la violence, et apportent une aide directe en cas de crise et suivent les femmes des villages et des quartiers. Ce réseau porte le nom d'une femme assassinée par son mari pour s'être engagée publiquement en faveur des droits des femmes. En 1996, le gouvernement a adopté la loi 230 qui réprime la violence faite aux femmes et aux enfants. Cette loi est due au travail des réseaux de femmes qui se sont fédérées au niveau national. C'est pourquoi, le réseau Ana Lucila s'investit beaucoup dans le but de mettre en œuvre rapidement l'application de cette loi.

Le Venezuela est un pays où les droits humains sont en grande partie bafoués. La condition de la femme en est par conséquent, une préoccupation secondaire pour le gouvernement. Il y a beaucoup de violence domestique car les lois garantissent l'égalité des hommes et des femmes devant le mariage. De plus, la police refuse d'intervenir en cas de

¹¹² Cepal « Violencia doméstica contra la mujer en América Latina y el Caribe: propuestas para la discusión », Cepal, Série « Mujer y desarrollo » n°10, Santiago du Chili, Mai 1992, P.13 (48 pages)

¹¹³ L'OSEO, est un groupe d'entraide ouvrière suisse, il subventionne le Réseau de femmes Ana Lucila

violence domestique car une réserve figure dans le code pénal qu'un homme ayant battu une femme peut éviter le tribunal s'il est le mari de sa victime¹¹⁴. Effectivement, le code pénal vénézuélien considère la violence domestique à l'égard des femmes comme un phénomène relevant du domaine privé et se refuse de porter les faits devant la justice.

Malheureusement les cas de violences domestiques augmentent. En 2005, il y eut 36 777 cas de violence contre les femmes.¹¹⁵ Le Venezuela est un pays extrêmement machiste, et comme dans tous les pays latino-américains, l'homme a le droit de contrôler avec sévérité et d'abuser de la vie de sa femme. L'homme utilise la force physique pour maintenir le pouvoir et le contrôle sur la femme, puisqu'il a appris que la violence est effective pour parvenir à ses fins et aucune loi ne le punit. C'est l'unique pays andin qui manque de législation à ce sujet. Comme nous l'avons expliqué plus haut, le Code Pénal vénézuélien considère que la violence domestique est un problème privé et qu'il doit être réglé par les concernés eux même et non par les organismes légaux.

En mars 2007, le gouvernement promulgua une loi qui définit la violence contre les femmes comme une violation de droits humains et réaffirme la responsabilité de l'Etat et de ses représentants de l'éradiquer. Cette loi remplace la loi de 1999, mais bien que positive, elle ne fut jamais appliquée.

Selon Amnesty International, pour que la loi soit appliquée correctement, il faudrait multiplier le nombre de refuges, de tribunaux spécialisés et de formations pour les personnes qui s'occupent de ces délits.¹¹⁶

Etre une femme mariée au Venezuela est très dur et pourtant ce sont elles qui ont plus facilement accès à l'éducation et elles ont la possibilité d'occuper des postes plus importants au sein des institutions politiques, médicales et économiques. Néanmoins, elles restent sous représentées et mal acceptées dans le monde du travail et celui de la promotion sociale.

Ciudad Juarez est une ville mexicaine située à la frontière des Etats-Unis. Plus de trois cents femmes furent assassinées depuis 1993. Séquestrations, torture, viol, mutilation, strangulation sont les sévices infligés à ces femmes, ces filles et ces adolescentes. Et aujourd'hui, personne ne connaît l'identité du ou des meurtrier(s). J'ai rencontré le Docteur

¹¹⁴ Ofelia Alvarez « La violencia en las parejas », Revista Venezolana de Estudios de la mujer volume 11, N°26, CEM (Centro de Estudios de la Mujer), Universidad Central de Venezuela, Caracas, Janvier-Juillet 2006 (www.scielo.org.ve)

¹¹⁵ Avesa/Centro de Estudios de la Mujer de la UCV/Fundamujer « Boletín en cifras : violencia contra las mujeres 2005, Vol.3, N°3, 25/11/2006 (www.fundamujer.org.ve)

¹¹⁶ Erradicar la violencia doméstica en Venezuela. Informe de Amnistía Internacional, julio 2008. « Existe la ley. Toca aplicarla », 24/07/08 (www.Fundamujer.org.ve)

Zeraoui¹¹⁷ lors d'une conférence sur les drogues au Mexique qu'il tenait à Paris. Il m'a dit que jusque là ces meurtres restaient un mystère et qu'on ne savait même pas s'ils étaient liés aux trafics de drogue ou non.

En 1995, un égyptien nommé Abdel Latif Sharif fut inculpé mais malgré son arrestation on retrouva plusieurs autres corps. Beaucoup pense que l'auteur de ces assassinats puisse être une mafia de trafiquant de drogue, de trafics de personnes et d'organes, d'un psychopathe qui réside aux Etats-Unis et qui traverse la frontière pour tuer, ou même d'une secte satanique qui hait les jeunes femmes. Certains soupçonnent même le gouvernement d'y être pour quelque chose.¹¹⁸

La majorité des jeunes filles retrouvées travaillaient dans les maquiladoras, ces industries situées le long de la frontière nord du Mexique, bénéficiant d'exonérations fiscales à l'importation de pièces. En installant ces industries, l'ALENA voulait favoriser un certain nombre d'emplois pour éviter le passage de nombreux migrants mexicains. Le problème c'est que ce sont les femmes qui constituent la main d'œuvre et les hommes continuent à franchir la frontière. Les femmes peuvent désormais subvenir aux besoins de leur famille et sont surtout plus indépendantes. Mais cette situation est dévalorisante pour un pays comme le Mexique.

La Malinche incarnerait selon Octavio Paz, les femmes indigènes fascinées, séduites et violées par les espagnols. Ce terme renvoie au temps de l'esclavage, la Malinche a trahit son peuple et elle est très mal vue dans la société mexicaine. Alors y aurait-il un lien entre la Malinche et ces femmes d'autant plus qu'une majorité d'entre elles sont d'origine indienne.

La malinche pourrait bien représenter ces femmes qui travaillent dans les maquiladoras comme aurait souhaité les blancs.¹¹⁹

Le gouvernement de Vincente Fox affirme vouloir résoudre l'énigme de ces féminicides mais il est un peu tard pour s'en inquiéter. La violence qui sévit à Ciudad Juarez symbolise en quelque sorte la résistance de la société face à l'indépendance des femmes, mais la maquiladora, ses répercussions sociales et économiques en sont un deuxième.

Dans de nombreuses cultures, le machisme est admis et même bien vu, il est aussi présent dans les pays arabes ou par extension dans les pays où est pratiqué l'Islam. Dans ce cas là, la

¹¹⁷ Zidane Zeraoui, titulaire d'un Doctorat de la UNAM, est professeur au département des Relations Internationales du Tec de Monterrey au Mexique où il dirige la Mastría en Estudios Internacionales. Ses recherches portent sur la politique internationale contemporaine et sur la politique mexicaine.

¹¹⁸ Marc Fernandez, Jean-Christophe Rampal « La ville qui tue les femmes. Enquête à Ciudad Juarez », Hachette Editions, Paris, 2005(281 pages)

¹¹⁹ Sophie Caussanel « Le cas des mortes de Ciudad Juarez : entre féminicide et échec de développement », Mémoire de recherche, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 2004, P.77 123 pages)

religion en est la principale cause. En effet, dans la majorité de ces pays, la femme est considérée comme un être inférieur à l'homme, elle est par conséquent dominée et soumise¹²⁰. Malgré tout cela, le voile reste quand même une chose fondamentale en Islam. Le mot « voile » se traduit par le mot « Hijab » en arabe qui signifie « cacher ». Ce voile serait pour les musulmans un frein à la séduction. Effectivement, si l'on veut porter comme il se doit le hijab, il faut adopter une tenue vestimentaire exigée par le Coran. Ces vêtements apporteraient respect et dignité à celle qui le porte. Trouver une tenue adéquate n'est pas si simple, surtout quand on est une femme musulmane d'aujourd'hui, qui vit loin de son pays. En plus, si l'on suit à la lettre les conditions exigées par le Coran concernant la façon de se vêtir, on est loin de l'ouverture de la femme musulmane sur le monde. Pour se faire ce vêtement doit :

- 1) Couvrir l'ensemble du corps
- 2) Ne pas être une parure
- 3) Être épais et non transparent
- 4) Être bien large
- 5) Ne pas être parfumé
- 6) Ne pas ressembler aux vêtements des non musulmanes
- 7) Ne pas ressembler aux vêtements des hommes
- 8) Ne pas être un vêtement de convenance

Ainsi la femme musulmane porte son habit jusqu'à couvrir ses talons, elle se couvre la tête, tire son voile sur son cou, sur la gorge et la poitrine. L'Islam a interdit à la femme des vêtements trop près du corps et laissant transparaître ce qu'il couvre. C'est par exemple, ce qui définit les diverses parties du corps et plus particulièrement celles qui tentent les hommes tels que la poitrine, la taille et autre¹²¹.

La femme sous son voile, malgré ce que peuvent dire les hommes ou même le Coran, doit se sentir opprimée. Elle ne s'en rend pas compte, mais malgré tout elle est et restera toujours soumise au Coran et par extension aux hommes, car chez les musulmans, l'homme est le chef de famille, et c'est par conséquent lui qui commande¹²².

¹²⁰ Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam, l'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, P.76 (328 pages)

¹²¹ Nadine B. Weibel « Par delà le voile-Femmes d'Islam en Europe », Complexe Editions, Paris, 2000, P.49 (214 pages)

¹²² Mansour Fahmy « La condition de la femme dans l'Islam. Justifications des auteurs arabo-musulmans contemporains », Allia, Paris, 2002, P.22 (142 pages)

La polygamie¹²³ est une autre coutume qui fait partie intégrante de l'islam, elle existait dans les autres cultures avant et après la création des différentes religions. Mais certains ont préféré la mettre de côté, c'est le cas des chrétiens, par exemple, les musulmans l'ont conservé, même si tout le monde ne peut la pratiquer. La polygamie ou *polygynie* (le fait pour un homme d'avoir plusieurs épouses \neq *polyandrie* : le fait pour une femme d'avoir plusieurs maris) est une pratique qui est mal perçue chez les occidentaux, en effet, plusieurs états la reconnaissent comme un délit : la France, la Belgique et bien d'autres pays européens, où est instauré la monogamie punit sévèrement cette pratique par le code pénal. Beaucoup d'autres autorisent la polygynie sans néanmoins l'encourager c'est le cas de plusieurs pays à domination musulmane comme des pays d'Afrique (musulmans mais aussi dans des pays animistes, en Asie, et dans de nombreux pays arabes, excepté la Tunisie et la Turquie qui l'interdirent dès 1957. Cette pratique est aussi autorisée chez les mormons aux Etats-Unis.

Chez les musulmans la loi islamique autorise à prendre quatre épouses tout en restant équitable¹²⁴ envers chacune d'elle. Etre équitable veut dire que le mari doit consacrer les mêmes droits à chacune de ses épouses : équité dans le temps passé auprès d'elles, équité financière, équité dans l'estime et l'amour. Aucune préférence envers l'une d'entre elle ne peut être admise. Les règles sur la polygamie peuvent différer selon le groupe social et la culture. Dans la religion catholique, la polygamie était un sujet de malentendus. La position des textes religieux n'était pas bien définie. C'est pourquoi, ils mirent de côté cette idée.

Dans les pays en voie de développement, l'alphabétisation et le développement culturel de la femme font reculer ce phénomène de société. Celle-ci se révolte contre la puissance du mari et se libère progressivement de lui. Aujourd'hui, la polygamie se perd car plus on avance dans le temps, plus la femme s'émancipe. Dans les sociétés occidentales où le système n'accepte pas les mariages multiples, il serait impensable de légaliser cette pratique. La polygamie, ne respecte pas l'être humain, elle le rabaisse en le faisant passer au second plan. L'homme a le beau rôle, c'est lui qui gère sa vie familiale avec facilité. Les hommes ne peuvent tous pas tous se permettre de pratiquer la polygamie, c'est une tradition plutôt réservée aux hommes riches, car l'entretien de plusieurs femmes et par conséquent, de plusieurs enfants n'est pas donné à qui le veut. Mais dans certaines cultures surtout en Afrique, ça ne gêne personne.

Au Sénégal, le problème de la polygamie prend de très grandes proportions. Les femmes regroupées en associations féministes réagissent. Ce phénomène prend de l'ampleur dans leur

¹²³ Ghassan Ascha « Mariage, polygamie et répudiation en Islam », L'harmattan, Paris, 1998, P.85 (238 pages)

¹²⁴ Roger Foehrlé, Françoise Lorcerie « L'islam pour les profs », Karthala Editions, Paris, 1992, P.100 (242 pages)

pays. En effet, depuis 2004, un quart des mariages est polygame¹²⁵. Pour les femmes, la polygamie est une atteinte à la liberté de la femme et à son épanouissement personnel. Le Sénégal est un pays qui compte 90% de musulmans. Ils peuvent par conséquent avoir jusqu'à quatre femmes. En plus du facteur religieux, s'ajoute la conjoncture économique et la pauvreté. Le travail est accaparé par les hommes donc les femmes préfèrent se marier plutôt que de subvenir difficilement à leurs besoins.

Le Sénégal est une société patriarcale où l'homme tient une place prépondérante, les femmes restent à la maison pour s'occuper du foyer et des enfants. L'homme quant à lui, doit travailler dans le but de subvenir aux besoins de sa famille.

Selon des témoignages récents de jeunes sénégalaises, celles-ci préfèrent la polygamie à la monogamie. C'est le cas de Siga Ndiour¹²⁶, elle est journaliste et responsable du service culturel de la radio municipale de Dakar, elle dit : « *L'homme est considéré dans notre culture comme un bébé, lorsqu'il vient à la maison, je délaisse tout pour m'occuper de lui, je suis aux petits soins avec lui, je repasse ses vêtements, je lui coule un bain, je ramasse ses chaussures,...* ».

Ce genre de situation se multiplie au Sénégal. Les femmes préféreraient partager leurs époux...les associations féminines s'insurgent, et considèrent cet acte comme une régression. « *La polygamie est une atteinte à la liberté de la femme, à son épanouissement personnel, il faut la supprimer au Sénégal...* »¹²⁷.

L'excision féminine ou les mutilations génitales féminines entraînent l'ablation d'organes génitaux féminins. Cette torture est liée essentiellement au désir d'assujettir les femmes et de contrôler leur sexualité. En effet, les hommes en sont les principaux initiateurs et ce sous le prétexte de préserver la fidélité des femmes. Certaines femmes qui en ont subi l'expérience, avouent que cette opération douloureuse vise à purifier et à garantir la chasteté. Beaucoup disent que ces mutilations sont culturelles ou religieuses, pourtant les Imams clament haut et fort que ces actes n'ont rien de religieux, elles relèvent plus des us et coutumes de certains peuples.

Beaucoup de femmes mettent leurs vies en danger : hémorragie, infections, états de choc ou dépressions sont les effets de ces actes de barbarie.

¹²⁵ Mamadou Moustapha Wone « Faudrait-il supprimer la polygamie ? », Article publié dans le journal « Wal Fadjri », Dakar, 2005

¹²⁶ Mamadou Moustapha Wone « Faudrait-il supprimer la polygamie ? », Article publié dans le journal « Wal Fadjri »,Dakar, 2005

¹²⁷ Id.

L'excision est une abolition du droit aux plaisirs. Et pourtant l'importance d'une vie sexuelle harmonieuse est le reflet d'un bon équilibre psychologique.¹²⁸ Cette pratique est donc le symbole d'un machisme révoltant.

Ces traditions sont présentes dans les pays arabes mais seulement deux en sont concernés, c'est le cas de l'Égypte et du Yémen du Sud. En Arabie Saoudite, où la femme a peu de droits, cette pratique est interdite. En Afrique, vingt huit pays sont concernés. Il semblerait que l'appartenance à une ethnie a un impact plus grand que la religion. En Ethiopie, le trois quart des femmes sont excisées alors qu'un quart de la population est musulmane. Au Niger, elles sont seulement 2% alors qu'au Mali, elles sont 90% de femmes excisées. Au Sénégal, pays musulman à 95%, un quart des femmes sont excisées.¹²⁹

En France, on estimerait le nombre de femmes excisées à 60 000.

En République Démocratique du Congo, le statut de la femme n'a guère évolué depuis l'arrivée de Kabila au pouvoir. Dans cette société, elle n'est guère reconnue, elle occupe une place de second rôle. Dans ce pays règne la violence, à chaque coin de rue on y trouve des corps d'enfants, de femmes ou même d'hommes. Et le pays vit ce cauchemar quotidiennement, on pourrait croire que le gouvernement veut imposer ce comportement à sa population, et surtout envers les femmes. Au Congo aucune loi ne protège les femmes des agressions ou des violences diverses. Les femmes qui ont voulu agir pour instaurer des lois à leur égard furent arrêtées et battues comme de vulgaires animaux. Lorsqu'elles se promènent en mini-jupe ou en pantalon dans la rue, elles sont battues et mises en détention, violées et torturées¹³⁰.

Le Congo est un pays à dominance polygame, les femmes ne peuvent rien dire, elles ne sont que la propriété de leur mari. Ce dernier peut faire d'elle tout ce qu'il désire, et lui imposer des violences conjugales s'il le souhaite. Les femmes ont par conséquent un statut d'esclave et on pourrait ajouter qu'elles n'existent même pas¹³¹.

¹²⁸ Ney Bensadon « Attentats contre le sexe ou ce que nous dévoilent les mutilations sexuelles », L'harmattan, Paris, 2002, P.107 (173 pages)

¹²⁹ Id. P.108 (173 pages)

¹³⁰ Sidonie Matokot-Mianzenza « Viol des femmes dans les conflits armés et thérapies familiales : cas du Congo-Brazzaville », L'harmattan, Paris, 2003, P.21 (174 pages)

¹³¹ Antoinette Kebi-Moukoko « Droit congolais de la famille : filiation, régimes matrimoniaux, successions et libéralités », L'harmattan, Paris, 2008, P.63-64 (285 pages)

Dans certains pays, la polygamie gêne beaucoup. Dans certains autres, ce sont les mariages forcés¹³² qui font le plus parler. De nombreux pays d'Afrique, du Maghreb et du Proche-Orient le vivent chaque jour. Même avec la modernité, de plus en plus de jeunes filles y sont contraintes malgré leur très jeune âge et leur désaccord. Ce sont généralement les parents qui décident, et ceux-ci marient leur fille avec un proche, plus précisément avec un membre de la famille. Le cas de Fatoumata Konta¹³³, en 2000, avait beaucoup fait parler en France. Elle était séquestrée pendant quatre mois par sa famille au Sénégal car elle était promise à un mariage, alors qu'elle devait passer son bac à la fin de l'année. Depuis cette jeune fille est à la tête d'une association, « Fatoumata pour l'émancipation des femmes » (AFEF), qui prône le dialogue et la prise de paroles par les jeunes filles. Toutes ces actions confondues réussiront peut-être un jour à éliminer ce fléau qui prend de l'ampleur partout en Afrique.

Dans les pays asiatiques, la religion peut être un facteur de machisme mais, la pauvreté en est la plus coupable. En Inde, par exemple, c'est une malédiction d'avoir une fille. Si une famille apprend par l'échographie, qu'elle aura une fille, ce sera terrible pour le bébé. En effet, le foeticide et l'enfanticide¹³⁴ sont très pratiqués là-bas. Par contre, s'ils décident de la garder, elle le paiera toute sa vie. Dès ses huit ans, ses parents la jetteront sur le trottoir pour se prostituer dans le seul et unique but de ramener de l'argent à la maison. Dès l'adolescence, ils la marieront, et gagneront l'argent de la dot sur le dos de leur fille. Ensuite, c'est son mari qui s'occupera d'elle. Il pourra exercer n'importe quelle violence, et personne ne pourra rien dire car c'est son mari !

La traite des femmes et des jeunes filles est impressionnante en Inde, elles seront envoyées vers des destinations telles que le Moyen-Orient, l'Europe de l'est ou de l'ouest.

Le Sati¹³⁵, aujourd'hui aboli, est une tradition hindoue qui ne favorisait en rien le cas de la femme. La tradition voulait que la femme qui venait de perdre son époux devait s'immoler sur le bûcher funèbre sur lequel son défunt époux venait d'être incinéré. Si elle ne le faisait pas, elle était jugée insoumise et infidèle par le reste de sa famille et de son entourage et on la rejetait. Cette pratique fut mise en place dès le quatrième siècle, et fut abolie en 1824. Mais il fallut du temps pour que la tradition disparaisse des us et coutumes de l'Inde.

¹³² Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam, l'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, P.86 (328 pages)

¹³³ Benjamin Barthe « Objectif bac pour Fatoumata », Article paru dans l'Humanité, Paris, le 19 juillet 2000

¹³⁴ Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu : l'élimination des filles en Inde et en Asie », Editions La Découverte, Paris, 2006 (200 pages)

¹³⁵ Danielle Haase-Dubosc, Oristelle Bonis, Mary E. John « Enjeux contemporains du féminisme indien », Editions MSH, Paris, 2002, P.71 (445 pages)

Le gouvernement, même s'il a montré quelques volontés de changer les lois pour essayer de faire évoluer les esprits vers plus d'humanité à l'égard des femmes, est freiné par le poids des traditions et de la religion, qui sont encore bien trop puissants.

En Corée du sud, le statut de la femme reste ambigu. A son élection en février 1998, le président de la Corée du sud, Kim Dae Jung, s'était engagé à entreprendre un certain nombre de réformes en faveur du droit des femmes, et il s'y est tenu. Malheureusement, la crise économique qui a touché le sud est de l'Asie a entravée l'application de la convention de Beijing de 1995. Leur situation n'a donc pas évolué. Elles subissent toujours du harcèlement au travail et si elles veulent un poste plus hautement qualifié, elles doivent gagner le salaire équivalent à celui d'un homme. Les femmes sont victimes de discrimination, cela proviendrait du modèle japonais et se traduirait par des violences physiques dans les foyers¹³⁶.

Le gouvernement a fait de nombreux efforts, mais la société sud-coréenne donne l'exemple de la difficulté à faire appliquer des lois dans un pays à domination masculine.

En Chine, les hommes et les femmes sont plus ou moins égaux mais cela, n'est qu'une illusion. Même si elles jouissent des mêmes droits aussi bien dans le domaine politique, de la culture, de l'éducation, du travail de la propriété, mais aussi sur leur personne en matière de liberté, de santé, sur le plan du mariage, et de la vie familiale, les mentalités n'ont pas évolué et la réalité est loin de ce que promettent les lois¹³⁷. Au cours des vingt dernières années, la Chine a adopté plusieurs traités relatifs aux droits humains, en signant et ratifiant la Convention contre la torture, la Convention internationale contre toute forme de discrimination raciale et religieuse, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, et la CEDEF (relative aux discriminations faites aux femmes). Le pays est régulièrement interpellé par les ONG pour violation de ces mêmes traités.

La Chine est un pays très peuplé, donc des lois viennent régir les naissances. Tout comme en Inde, la naissance d'un garçon est plus réjouissante que celle d'une fille. Si c'est possible, dès qu'ils savent qu'il s'agit bien d'une fille, les parents demandent dans la plupart des cas, l'avortement. S'il est impossible d'avorter, les filles sont abandonnées dans la rue, jetées dans

¹³⁶ Tristan de Bourbon-Parme, Nathalie Tourret « La Corée dévoilée : 15 portraits pour comprendre », L'harmattan, Paris, 2004, P.106 (274 pages)

¹³⁷ Jacqueline Des Forts « Violences et corps des femmes du tiers-monde : le droit de vivre pour celles qui donnent la vie », L'harmattan, Paris, 2001, P.159 (268 pages)

un fleuve,...si elles sont acceptées, elles quitteront le domicile familial sous l'influence des parents, elles seront livrées à elle-même, et en proie à la prostitution¹³⁸.

Dans le milieu professionnel¹³⁹, les femmes peuvent obtenir des promotions mais elles refusent dans la majorité des cas, sous l'influence de leurs maris, qui préfèrerait qu'elle soit plus à la maison pour s'occuper du foyer. Lorsqu'une entreprise est en difficulté, la femme en subit les conséquences : diminution de salaire, violence de tous types, pression pour l'obliger à démissionner,...

Dans les foyers, il y a beaucoup de violence domestique, mais aucune loi ne protège réellement les femmes.

En Chine, la pression est telle qu'une petite contrariété, peut se transformer en drame familial, et peut se terminer par un suicide, très répandu aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

Le machisme est présent dans le monde entier. Sur n'importe quel continent et dans tous les pays. Mais il diffère, selon la société et la culture. La religion et la pauvreté en sont les principales causes de son installation. Les traditions sont ancrées depuis des années, voire même des siècles, et la plupart des hommes s'y sont accommodés, de par leur éducation et leur culture. Maintenant, ils ont du mal à s'en défaire surtout que ce mode de vie leur convient, « l'homme est supérieur à la femme » Selon eux.

En Amérique Latine, la violence est présente sur tout le territoire¹⁴⁰, et elle fait de nombreuses victimes sur son passage, elle détruit surtout la vie de millions de femmes, celles-ci ne peuvent ni travailler, ni s'éduquer correctement, bien souvent élevées dans la misère, elles n'ont pas d'autres choix que de se marier, et de vivre au crochet de leurs maris.

L'accès au travail pour les femmes est très difficile, si elles le peuvent, c'est qu'elles vivent dans la ville où les mentalités sont un peu plus ouvertes. Mais rares sont celles qui réussissent. A Cuba, par exemple, les femmes n'ont toujours pas le droit de travailler dans certains secteurs, qui sont soi disant réservés aux hommes.

Au Moyen-Orient et surtout en Afrique, la polygamie est un signe de richesse, un homme qui entretient plusieurs femmes (quatre au maximum chez les musulmans), est un homme qui a beaucoup de moyens. Mais pour les femmes, c'est différent, elles sont traitées

¹³⁸ Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu : l'élimination des filles en Inde et en Asie », Editions La Découverte, Paris, 2006 (200 pages)

¹³⁹ Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Eléonore Lépinard, Eléni Varikas « Féminisme(s) : penser la pluralité », L'harmattan, Paris, 2005, P.136 (268 pages)

¹⁴⁰ Erradicar la violencia doméstica en Venezuela. Informe de Amnistía Internacional, julio 2008. « Existe la ley. Toca aplicarla », 24/07/08 (WWW.Fundamujer.org.ve)

comme des esclaves, elles exécutent les ordres de leur mari, et elles doivent être disponibles quand il le réclame. Le mariage forcé est aussi quelque chose de terrible, les jeunes filles ne peuvent s'exprimer, elles se voient marier dès l'adolescence, à une personne souvent plus âgée et qu'elles n'aiment pas forcément. Elles sont par conséquent sous son emprise. C'est une vie gâchée !¹⁴¹

En Asie, la plupart des pays sont très pauvres. Le fait d'avoir une fille est très mal vu, alors à chacun de s'en débarrasser à sa façon¹⁴². Les gens sont si misérables qu'ils feraient n'importe quoi pour gagner quelques sous, c'est pourquoi, en Inde, ils prostituent leurs filles, ou ils la laissent dans la rue pour qu'elle se débrouille, comme c'est le cas en Chine. D'autres pays comme la Thaïlande, voient ses femmes se prostituer auprès des touristes, pour l'enrichissement économique du pays.

Le machisme ne s'en ira pas si vite, les gouvernements ont fait preuve de courage pour faire valoir les droits de la femme, mais c'est encore trop minime...si les femmes sont prêtes à se lancer dans des combats démesurés, il faut qu'elles se battent pour faire instaurer leurs droits, et à force, cela aboutira peut-être à faire changer les mentalités de ces hommes!

1.1.3. Les actions féministes à travers le monde face à la réaction des hommes

Le statut de la femme à travers le monde fait beaucoup parler : on dit souvent qu'elle est l'égale de l'homme et parfois on entend dire le contraire. « *on ne fait rien pour améliorer la condition de la femme* », « *les hommes gagnent mieux que les femmes* », « *les femmes ne peuvent toujours pas occuper les mêmes postes que les hommes dans le monde du travail* », « *il n'y a toujours pas de parité en politique* », « *dans le monde, ce sont les femmes les plus pauvres* »...ce sont des phrases récurrentes que l'on peut entendre un peu partout.

Mais si l'on veut que le monde change, il faut réagir, et c'est ce qu'on fait des milliers de femmes d'à travers le monde. Elles ont débatté ce qu'elles avaient sur le cœur en public, que ce soit lors de congrès, de conférences, dans les médias, par le biais de mouvements de femmes ou autres.

¹⁴¹ Mamadou Moustapha Wone « Faudrait-il supprimer la polygamie ? », Article publié dans le journal « Wal Fadjri », Dakar, 2005

¹⁴² Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu : l'élimination des filles en Inde et en Asie », Editions La Découverte, Paris, 2006 (200 pages)

Dans les quatre coins du monde, les femmes sont sous l'emprise de la domination patriarcale. Elles sont plus ou moins soumises à l'homme, suivant les pays. En Afrique¹⁴³, par exemple, les femmes ont du mal à admettre qu'elles sont réellement opprimées, pour elles, c'est normal que les hommes les battent, ou qu'ils dirigent tout dans le foyer. Il existe tout de même, un grand fossé qui sépare les femmes des villes et les femmes des campagnes. Les femmes des villes sont plus éduquées donc plus évoluées, elles travaillent et sont plus indépendantes et donc moins sous l'emprise de l'homme, par contre, les femmes rurales, ne savent en grande majorité pas ni lire ni écrire, ce qui fait que les hommes les manipulent, et de plus, elles sont considérées comme des moins que rien aux yeux des gouvernements. On peut remarquer qu'il s'agit du même schéma concernant les sociétés indigènes en Amérique latine¹⁴⁴. Elles ne reçoivent aucune aide de la part de leur gouvernement, mais heureusement que certaines personnes s'engagent pour faire valoir leurs droits. En effet, si personne n'était là à leur soutenir, ce ne sont pas elles qui auraient réagi. Elles n'en auraient pas eu les moyens puisque elles ne sont pas ou peu éduquées.

En Europe, par contre, les femmes sont plus à l'aise de ce côté là, cela fait plusieurs années qu'elles militent pour défendre leurs droits et ce qu'elles cherchent à obtenir, c'est une amélioration de leur condition dans le but d'atteindre une l'égalité homme/femme. En Europe, c'est plus facile qu'ailleurs car au niveau de l'Union Européenne¹⁴⁵, elles sont énormément aidées. L'Europe cherche à se donner bonne conscience, en faisant ressortir son image de société dans laquelle les droits humains sont bien défendus, elle aide par conséquent, sa population a évolué dans les meilleures conditions.

Au Proche-Orient et au Maghreb de nombreuses actions ont été faites, de façon à favoriser au mieux la condition de la femme. De plus, la naissance d'un féminisme musulman laisse espérer les femmes de pouvoir un jour avoir une place importante dans la religion tout comme les hommes¹⁴⁶.

Mais face à tous ces efforts, qu'en pense l'homme ? Et que peut-il faire face à ce genre de situation ?

¹⁴³ Benedicta Tariere Peretu « Les africaines dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria », L'harmattan, Paris, P.89 (244 pages)

¹⁴⁴ « Centro de la mujer peruana Flora tristán », (www.Flora.org.pe)

¹⁴⁵ Mariette Sineau « Parité : le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », Council of Europe, Strasbourg, 2004, P.21 (97 pages)

¹⁴⁶ Marie Chatry-Komarek, Margot Badran, Sylvia Barack Fishman « Existe-t-il un féminisme musulman », L'harmattan, Paris, 2007, P.97 (126 pages)

La situation des européennes pourrait rendre envieuse la plupart des femmes du globe terrestre. Mais malgré tout, celles-ci ne vivent pas dans un monde parfait, même si de nouvelles lois émanent du parlement de l'Union Européenne, et que naissent de nouveaux mouvements de femmes, des détails restent encore à régler. Il est vrai que l'Union Européenne fait beaucoup pour les femmes, et surtout pour essayer de faire valoir les droits humains. Elle a instauré de nombreuses lois dans l'espoir de favoriser l'équité entre hommes et femmes. Ce fut le cas de la loi de la parité¹⁴⁷, qui fut mise en place en 1999, elle voulait qu'il y ait dans le parlement européen, le même nombre d'hommes et de femmes, et cette action se répéta dans plusieurs pays d'Europe.

De plus, a été créé depuis la création de l'Union Européenne, *le Lobby Européen des Femmes* (LEF)¹⁴⁸, qui est la plus grande organisation d'associations de femmes dans l'Union Européenne. Elle comprend des organisations membres dans 23 pays de l'Union Européenne. Elle vise à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre être humains dans l'Union Européenne. Elle travaille dans différents domaines tels que la situation économique et sociale des femmes, les femmes dans la prise de décision, la violence envers les femmes,...le LEF travaille principalement avec les institutions de l'Union Européenne : le parlement européen, la commission européenne et le Conseil des ministres de l'Union Européenne.

L'organisation est composée de différentes associations de femmes de divers pays, et qui se battent pour de multiples raisons. Il est présent pour soutenir toutes les organisations dans leurs actions et par le biais d'un certain budget, de réaliser, les projets que des femmes ont longuement imaginé.

Le Lobby des Femmes est composé de membres effectifs qui se réunissent une fois par an lors de l'assemblée générale. Il regroupe une centaine de déléguées et décide du programme d'activité et élit tous les deux ans un Conseil d'Administration. Ce Conseil d'Administration élit tous les deux ans un Comité exécutif, qui le représente. Il se réunit régulièrement et exerce une pression en son nom lors des réunions et des conférences.

Depuis 2005, s'est créée la marche mondiale des femmes¹⁴⁹. Elle a pour but de lancer dans le monde entier des actions et des programmes de réflexion sur les thèmes de la lutte contre la pauvreté et contre les violences faites aux femmes dans tous les domaines : violence

¹⁴⁷ Catherine Genisson « La parité entre les hommes et les femmes : Une avancée décisive pour la démocratie : Rapport au Premier Ministre », La Documentation française, Paris, 2003, P.20 (237 pages)

¹⁴⁸ Marie Ramot « Lobby européen des Femmes la voie institutionnelle du féminin », L'harmattan, Paris, 2006, P.15 (162 pages)

¹⁴⁹ Site officiel de la marche mondiale des femmes : www.marchemondiale.org

conjugale, violence au travail,...la plupart des propositions émanent d'Espagne. De nombreuses associations féministes travaillent depuis longtemps sur des propositions de lois. D'ailleurs, les espagnols ont voté en 2004 une loi à l'unanimité au parlement, qui sanctionne toutes les violences faites aux femmes très durement. C'est pourquoi, les femmes demandent à ce que des lois comme la loi espagnole soit instaurée dans toute l'Union Européenne pour lutter contre ce fléau. Au niveau européen, elles se battent pour l'élimination de la pauvreté, le droit au travail, l'égalité des salaires, pour une meilleure formation professionnelle, contre les discriminations dès l'embauche,...

L'avis des européens face à ce sujet est très partagé, il y a une majorité qui pense que la femme devrait rester chez elle, à s'occuper des enfants et du foyer, certains autres pensent qu'elles ont la chance de ne pas travailler et que c'est surtout une perte de temps. Et plus les années passent et, certains se rangent du côté des féministes, ils pensent qu'elles doivent s'accrocher et se battre pour obtenir gain de cause. Ces hommes sont plutôt optimistes et iront même jusqu'à aider leurs homologues en créant des mouvements ou en intégrant les différents mouvements féministes, ils sont encore minoritaires mais plus les années passeront et plus leurs mentalités évolueront dans le bon sens. En Belgique, il existe un congrès¹⁵⁰ qui se tient chaque année dans plusieurs villes depuis sa création (Montréal, Bruxelles, Paris), dans ces congrès on discute des relations hommes/femmes dans le but de créer un terrain d'entente et d'évoluer ensemble dans de bonnes conditions. Si ce genre de congrès se développe, cela incitera peut-être les hommes à y participer et à enfin ouvrir les yeux sur la condition féminine.

En Afghanistan, l'association RAWA¹⁵¹ est la seule association féministe dans le pays, elle a été fondée en 1977 par Meena, une opposante et martyr, décédée en 1987. L'association regroupe des femmes de toutes les catégories qui luttent pour l'amélioration des droits des femmes et de leur situation face aux talibans. Malgré tout, l'association a mené de nombreux combats, elle a organisé des cycles de différents cours d'alphabétisation pour les femmes adultes. Elle a créé des écoles primaires à domicile pour les enfants. Elle a fait de même au Pakistan. Elle organise régulièrement des projets d'insertion pour les femmes comme par exemple, la fabrication de produits artisanaux ou la confection de confitures. Elles ont créées des équipes sanitaires mobiles, mais l'hôpital que l'association avait ouvert a du fermer ses portes par faute de moyens financiers.

¹⁵⁰ [www. Parolesdhommes.com](http://www.Parolesdhommes.com)

¹⁵¹ Isabelle Nataf « Le combat de Mastura pour la liberté », Article paru dans le figaro, Paris, 2002

Cette association fait beaucoup pour les femmes qui subissent quotidiennement l'oppression des Talibans¹⁵². Tout cela leur permet de s'évader et de faire de nouvelles rencontres. C'est beaucoup pour un pays qui connaît une situation perpétuelle de guerre. Les femmes afghanes doivent quand même faire attention car les Talibans désapprouvent leurs actions, ils leurs ont même laissé entendre que s'ils les retrouvaient ils les arrêteraient toutes, et qui sait ce qu'elles deviendront ?

La Turquie est un pays laïc, mais la majorité de la population est musulmane. Par conséquent, la situation de la femme y est plus juste. La Turquie est laïque depuis 1928, ce changement est en partie due à un chef d'état : Mustafa Kemal Atatürk.

Mustafa Kemal Atatürk¹⁵³, de son vrai nom Mustafa Riza fut élu président de la République Turque le 29 octobre 1923, pour une durée de quatre ans. La République Turque se construisit autour de principes inspirés de la Révolution française, l'unité de la République, la sécularisation mais aussi l'occidentalisation et la modernisation du pays.

Après la chute de l'Empire Ottoman, le régime kémaliste voulut recréer une nouvelle identité nationale, étatiste et laïque, sur le modèle de la République Française. Le président dut supprimer les derniers principes de l'ancien Empire Ottoman.

L'unité nationale était une priorité, par conséquent, les minorités durent quitter le pays d'une manière ou d'une autre. Les arméniens furent exterminés, les grecs expulsés et les kurdes déportés.

Le 3 mars 1924, le Califat fut supprimé, selon Atatürk, il était un frein au bon développement du pays. Le système de la laïcité française fut adopté, la religion n'était pas contestée mais elle se limitait à la sphère privée.¹⁵⁴

Le statut de la femme était un point essentiel, il décida alors de leur donner la même place que celle des hommes au sein de la société. Les femmes ont donc acquis dès 1926 leurs droits sociaux, civiques et politiques. En 1934, la femme reçut le droit de vote et d'être élue. Aux élections de 1935, il y eut 17 femmes députées. De plus, elles eurent accès à l'éducation et au travail, mais elles furent aussi affranchies du port du voile en 1925, ce dernier ne fut pas interdit mais fortement déconseillé. La répudiation et la polygamie furent interdites, les hommes et les femmes devinrent égaux en droits. Ces principes représentaient les derniers

¹⁵² Julie Gagné, Jean-Sébastien Rioux « Femmes et conflits armés : réalités, leçons et avancement des politiques », Presses Universités Laval, Québec, 2005, P.161 (257 pages)

¹⁵³ Lors de la promulgation de la loi concernant les noms de famille, en 1934, la grande Assemblée Nationale, donna à Mustafa Kemal le surnom d'Atatürk, qui signifie « le père des Turcs ».

¹⁵⁴ Jean-Pierre Touzanne « L'islamisme turc », L'harmattan, Paris, 2001, P.149 (273 pages)

vestiges de l'obscurantisme religieux. Mais tout ne s'arrêta pas là, il interdit les musiques et les danses orientales. A partir de 1934, la radio n'émettait plus que des rythmes occidentaux. Il favorisa le développement d'une culture occidentale et investit à l'opéra le ballet et la musique classique. En 1928, l'alphabet arabe fut remplacé par l'alphabet latin, le calendrier arabe par le calendrier grégorien. En 1934, une loi obligea le peuple à avoir un nom de famille. L'école primaire devint obligatoire et de nouvelles écoles s'ouvrirent dans tout le pays. Elle devint mixte, républicaine et laïque selon le modèle français de Jules Ferry. La scolarisation des filles fut une priorité nationale.¹⁵⁵

Pour Atatürk, ces mesures étaient le fondement d'un état moderne. Même si aujourd'hui, cette époque a changé, la Turquie a conservé sa laïcité, et cela ne peut être qu'un pas en avant pour un pays à dominance islamique et par extension pour la condition féminine.

Les mouvements féministes maghrébins sont apparus dans les années 70 en Tunisie, dans les années 80 en Algérie et dans les années 90, au Maroc. Les femmes, épuisées d'attendre des promesses jamais tenues réagirent et la montée d'une contestation sociétale et politique favorisa la mise en place de ces mouvements. Ces féminismes sont tous dépendants de la politique.

La Tunisie

Un Code du statut personnel révolutionnaire fut mis en place par Habib Bourguiba, devenu président de la République tunisienne. Son but était de construire un système politique moderne, appuyé sur les classes moyennes dans le but de combattre la domination religieuse. Dès 1956, il interdit la polygamie, légalisa l'avortement, autorisa le divorce judiciaire et proclama l'égalité juridique, excepté pour l'héritage qui sera définitivement mis en place au milieu des années 90. La situation des tunisiennes ressemble à quelque chose près à celles des femmes occidentales, c'est étonnant pour un pays musulman. Malheureusement, tout n'est pas si simple, le président de la République tunisienne ne comptait pas laisser les femmes s'émanciper trop vite alors il fonda l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes, (UNFT)¹⁵⁶, chargée de mener la propagande en faveur de sa politique féministe. Lors d'un discours tenu le 26 décembre 1962, il déclara : « Le travail contribue à l'émancipation féminine. Par son

¹⁵⁵ Georges Daniel, Jean-Louis Bacque-Grammont « Atatürk-Une certaine idée de la Turquie », L'harmattan, Paris, 2000, P.305 (439 pages)

¹⁵⁶ Ilhem Marzouki « Le mouvement des femmes en Tunisie au 20^e siècle : féminisme et politique », Maisonneuve et Larose, Paris, 1994, P.162 (310 pages)

travail, une femme ou une jeune fille assure son existence et devient consciente de sa dignité. » et il ajouta lors du troisième Congrès de l'UNFT (20-29 décembre) : « Il faut protéger la famille en préservant le privilège de l'homme d'en être le chef »¹⁵⁷

A la fin des années 70, l'islamisme fit son entrée sur le territoire tunisien. La situation n'était plus la même, émeutes et grèves de la faim secouèrent le pays. Les mouvements islamistes très conservateurs souhaitaient un rétablissement de la situation et le firent par le biais d'une circulaire qui refusait les mariages entre musulmanes et non musulmans. De plus, aux yeux de la loi, ces mariages mixtes étaient considérés comme nuls, si l'un des deux conjoints n'étaient pas convertis. Les tribunaux, qui approuvaient ce choix, s'en accommodèrent.

Radhia Haddad, démissionna en 1973, en raison de son opposition au président concernant le choix des membres du bureau politique du parti-état.

En 1976, lors du 6^e Congrès de l'UNFT, Bourguiba déclara : « *Il n'est pas nécessaire que la femme exerce des activités rémunérées hors de son foyer* »¹⁵⁸. Le libérateur de la femme tunisienne avait manifestement cédé à la demande des conservateurs et de ce fait, il décida de modifier certains points de sa politique. Sa maladie et son âge avancé ne lui permettait pas de tenir tête à de telles pressions. Et pourtant, selon lui, l'émancipation de la femme aurait pu développer l'économie du pays.

Certaines femmes voulaient devenir indépendantes, c'est à dire évoluer seules sans dépendre d'aucun parti politique. L'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), et l'Association des Femmes Tunisiennes Universitaires pour la Recherche et le Développement (AFTURD) virent donc le jour. Quant à l'UNFT, elle se remit en question et se lança dans la défense du Code, menacé par les islamistes.¹⁵⁹

L'Algérie

L'Algérie fonctionne de la même façon que la Tunisie, le mouvement féministe est une organisation annexe du Front National de Libération (FLN), le parti unique. L'Union Nationale des Femmes Algériennes (UNFA) est la seule à pouvoir gérer la question féminine, qui est un sujet rendu sensible par l'opposition des religieux et des traditionalistes. La femme

¹⁵⁷ Michel Camau, Vincent Guesser « Habib Bourguiba : la trace et l'héritage », Karthala Editions, Paris, 2004, P.109 (663 pages)

¹⁵⁸ Sophie Bessis « Le féminisme institutionnel en Tunisie », Revue Clio, N°9/1999, Le 22 Mai 2006

¹⁵⁹ Christiane Veauvy, Marguerite Rollinde, Mireille Azzoug « Les femmes entre violences et stratégies de liberté : Maghreb et Europe du Sud », Editions Bouchene, Paris, 2004, P.351 (392 pages)

algérienne est toujours comparée à une domestique comme au temps du colonialisme. Le pouvoir algérien est dirigé par les islamistes.

Le 9 juin 1984, sous la présidence de Rabah Bitat, on décida d'octroyer à la femme un statut de mineure. Le contenu du texte a été tenu secret ainsi que son adoption. De tous les textes législatifs, seule la loi n°84-11 du 9 juin 1984, portant sur le Code de la famille dénie la pleine égalité entre les sexes, notamment en matière de mariage, divorce ou tutelle des enfants. Basé sur la Charia et les fondements théologiques, le Code de la famille est en contradiction avec l'article 29 de la Constitution qui reconnaît l'égalité entre hommes et femmes. La contestation et la mobilisation des femmes ne se firent pas attendre, des groupes de femmes de certains partis clandestins, d'organisation de masse, étudiantes et universitaires parrainées par des moudjahidates¹⁶⁰ ont crié au scandale. C'est l'origine du mouvement féministe algérien.¹⁶¹

Beaucoup d'algériennes sont cadres ou ont des postes à hautes responsabilités dans des entreprises, dans l'administration ou au sein de l'Etat, mais ces mêmes femmes sont incapables de consentir à leurs propres mariage, il faut toujours qu'il y ait la présence d'un tuteur matrimonial. Cette mentalité est contradictoire chez les musulmans.

Les événements de 1988 firent disparaître le FLN, et les islamistes en profitèrent pour imposer leur politique. C'est à ce moment là qu'apparurent au grand jour des associations de femmes comme l'Association pour l'Egalité et la Liberté entre Hommes et Femmes (AELHF), l'Association pour l'Emancipation de la Femme (AEF), l'Association pour la Défense et la Promotion des droits de la Femme (ADPF), l'Association Indépendante pour le Triomphe des Droits des Femmes (AITDF),... Ces associations ont toutes un point commun, elles revendiquent toutes l'abrogation du Code de la famille et la promulgation de lois égalitaires. En 1992, les femmes se retrouvèrent dans la rue pour protester et tenter d'obtenir du pouvoir algérien la modification de certaines lois et l'annulation du Code de 84. Malheureusement, ces protestations n'aboutirent à rien.¹⁶²

Il est vrai que la violence se développe de plus en plus dans ce pays et il a pour conséquence de ralentir l'avancée des mouvements de femmes, d'une part parce qu'il perd de son unité et d'autre part parce que l'action politique empêche sa croissance. Mais aujourd'hui, il tend à se ressaisir et à se recomposer autour de ses propres préoccupations.

¹⁶⁰ Les maquisardes

¹⁶¹ Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminismes et identités nationales : les processus d'intégration des femmes en politique », Programme Rhône-Alpes des Recherches en Sciences Humaines, Lyon, 1998, P.183 (306 pages)

¹⁶² Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.377 (463 pages)

Maroc

Sous Hassan II, l'évolution de la femme était bloquée. De plus, les femmes marocaines se contentèrent pendant de nombreuses années de leur Code de la famille, respectant la Charia musulmane. L'Union Nationale des Femmes Marocaines (UNFM) fondée en 1969, s'occupait majoritairement des actions de bienfaisance. Comme dans les deux autres pays maghrébins, cette union est rattachée aux autres partis politiques, notamment, l'Istiqlal et l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP). Pour eux la condition féminine est loin d'être une priorité. Les luttes politiques des années 80, gagnèrent la société et permirent aux premières associations de voir le jour.

En 1990, des associations de femmes se multiplièrent, comme l'Association Démocratique des Femmes Marocaines, l'Union de l'Action Féminine (UAF) émanant des partis ex communistes et de l'extrême gauche, femmes des partis de l'Istiqlal et de l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP).

L'UAF lança une pétition en 1991 pour la réforme de la Moudawana¹⁶³ et obtint un nombre de signatures inattendu, un million. Les islamistes réagirent et condamnèrent fermement ces actions. Un groupe d'Oulémas indépendants lancèrent à leur encontre une condamnation à mort.

Dans un discours le 20 aout 1992, Hassan II, affirma que ces lois relevaient du religieux et qu'en fait, il ne pouvait rien faire. Le 29 septembre de la même année, il reçut un groupe de femmes leur promettant des amendements. En 1993, certains changements furent mis en place concernant la répudiation et la polygamie.¹⁶⁴

En 1998, quelques féministes soutenues financièrement par la Banque Mondiale lançèrent un plan comprenant 200 mesures relatives à l'éducation, le microcrédit, l'hygiène, la santé,...et quelques réformes de la Moudawana, concernant l'élévation de l'âge du mariage des filles et à l'abolition de la tutelle matrimoniale pour les femmes majeures, à l'instauration du divorce judiciaire et au partage des biens du ménage en cas de séparation.¹⁶⁵

Ce plan ne porta pas ses fruits, et encore pire il favorisa l'émergence des islamistes qui traitèrent les partisans du plan d'athées, et les féministes de complices de l'Occident.

¹⁶³ La Moudawana ou Code du Statut Personnel marocain est le droit de la famille marocain

¹⁶⁴ Bruno Callies de Salies, Paul Balta « Le Maghreb en mutation : entre tradition et modernité », Maisonneuve et Larose, Paris, 1999, P.187 (254 pages)

¹⁶⁵ Dominique Lagarde « La femme égale de l'homme », Article paru dans l'express, Paris, Le 11 décembre 2003

Aux dernières élections législatives de 2002, l'introduction dans la loi électorale d'une liste nationale réservée aux femmes qui a permis l'entrée de 30 femmes à la Chambre des représentants rompant ainsi avec la tradition de la représentation exclusivement masculine.

Les attentats du 16 mai 2003, à Casablanca, permirent au Palais royal de maîtriser les actions des islamistes, le roi profita de cette occasion pour changer le Code du statut personnel en code de la famille¹⁶⁶. De grandes innovations ont été introduites et c'est en majeure partie grâce aux associations de femmes et aux ONG des droits humains. En effet, celles-ci ont mené un combat acharné depuis plusieurs années, dans le but de faire valoir les droits de la femme, étouffée par le poids de l'homme.

Ces innovations touchent principalement la reconnaissance du principe d'égalité entre hommes et femmes dans certains domaines comme le divorce, la polygamie, et le renforcement des droits de l'enfant.

Pour ce qui est de la polygamie, elle n'est pas abolie, par contre, elle n'est plus un droit que le mari exerce selon sa volonté, elle devient soumise à des conditions sévères et à l'autorisation du juge.

Dans la famille, la femme est placée sous la direction conjointe des époux et non plus sous l'unique direction du mari.

Dorénavant, le mari doit entretenir sa femme en contrepartie de la fidélité, l'obéissance, l'allaitement au sein des enfants,...

L'aptitude au mariage est passée à 18 ans pour les deux époux alors qu'elle était à 15 ans pour la fille et 18 ans pour le garçon.

La femme peut désormais conclure son mariage, dès sa majorité, alors qu'avant elle était placée sous la tutelle d'un membre masculin de sa famille.

Concernant le divorce, le code assouplit évidemment les conditions de demande. Pour ce qui est de la répudiation, elle n'est pas abolie, mais le mari doit s'adresser au tribunal pour en demander l'autorisation.

Les conservateurs intégristes¹⁶⁷ se sont heurtés aux défenseurs de l'émancipation de la femme. Ils se sont mobilisés surtout dans les mosquées appelant à dénoncer toute réforme du statut personnel et traitant les féministes de toutes les insultes. Cette journée a tourné à un affrontement violent.

¹⁶⁶ Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam : l'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, P.159 (328 pages)

¹⁶⁷ Le nouveau Code de la famille au Maroc (www.Almaghribia.ma)

Malgré tout, ces quelques mesures citées du code de la famille, démontrent bien le courage et la patience des marocaines, et surtout l'évolution d'un pays ancré dans ses traditions patriarcales.

Le féminisme maghrébin a subi de nombreuses transformations et cela a favorisé la condition de la femme au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Mais le chemin est long avant d'assister à une pleine égalité entre hommes et femmes.

Ce féminisme s'est démarqué du mouvement politique traditionnel qui ne l'a pas assez suivi dans ses revendications, mais cela ne l'a pas empêché d'acquérir son indépendance et de mener la lutte à sa façon. Ces féministes évoluent dans une société patriarcale et donc machiste, et elles se heurtent au mouvement islamiste qui pense que la laïcité est impossible en terre musulmane car il s'agit d'un concept typiquement occidental. Ces femmes ne perdent pourtant pas espoir, vont de l'avant et osent se confronter aux idées archaïques des islamistes pour rendre à la femme maghrébine sa place dans une société plus juste et plus unie.

Le féminisme musulman a suscité bien des réactions depuis sa création dans les années 90 par des féministes iraniennes expatriées. Elles voulaient définir un nouveau discours parmi les femmes croyantes en République Islamique d'Iran. Pour décrire leurs idées, ces femmes ont lancé un magazine intitulé « Zanan » qui signifie « femmes » en perse. Les chercheurs définissent ce féminisme comme un mouvement réformateur qui permettrait d'ouvrir la voie à de nouvelles solutions en faveur de l'égalité des genres et de la participation des femmes aux doctrines et pratiques religieuses¹⁶⁸.

Selon ces femmes, l'Islam avantagerait l'homme. En effet, Il constituerait des interprétations patriarcales du Coran et du début de l'histoire de l'Islam. Le féminisme musulman est un discours de femmes urbaines instruites et de quelques hommes aussi qui ont relu le Coran et étudié le début de l'Histoire de l'Islam, pour redonner un sens moins patriarcal à leur religion. Elles souhaiteraient obtenir plus de droits et s'investir beaucoup plus, en prenant part aux prières ou en les menant par exemple.

Le féminisme musulman serait donc une réforme religieuse qui permettrait d'améliorer la mauvaise image que véhicule l'Islam à travers le monde vis-à-vis de la femme. Ce mouvement doit être perçu comme une réponse ou une réaction de la part des femmes, qui ont été déçues par les promesses des mouvements islamiques, ou qui ont refusé le projet fondamentaliste de ses débuts et cherché à récupérer leur religion de ce qu'elles considéraient

¹⁶⁸ Marie Chatry-Komarek, Margot Badran, Sylvia Barack Fishman « Existe-t-il un féminisme musulman », L'harmattan, Paris, 2007, P.43 (126 pages)

comme un mouvement politique douteux et dangereux¹⁶⁹. Les féministes militantes proviennent de divers pays notamment l'Iran, le Maroc, l'Égypte, la Malaisie, mais aussi les États-Unis, la France ou certains pays d'Afrique.

Cette tendance n'est pas acceptée par tous au sein de la communauté musulmane. Ce mouvement a suscité beaucoup de critiques de la part des hommes. Une petite minorité seulement pense qu'elles ont raison de se battre pour faire valoir leurs droits.

Une population de femmes musulmanes instruites et autonomes a émergé. Elles ont posé les bonnes questions sur l'Islam, les femmes et leurs droits. Ces questions peuvent aider à concrétiser une justice fondée sur le genre, faire évoluer les lois musulmanes et espérer de fonder des sociétés musulmanes modernes et égalitaires.

Beaucoup de femmes luttent pour obtenir leur émancipation et pour certaines, elles le font au péril de leur vie. Le cas de Taslima Nasreen et de Ayaan Hirsi Ali fait beaucoup parler de nos jours. Les Islamistes les recherchent pour les tuer, car leurs comportements sont inacceptables aux yeux des musulmans. En effet, celles-ci s'opposent fermement au système politique déjà en place. Pour elles, cet islam est rétrograde et serait un frein à l'évolution de la femme dans la société.

Taslima Nasreen

Taslima Nasreen est née au Bangladesh dans une famille indienne musulmane aisée et cultivée. Elle étudia la médecine et pratiqua la gynécologie jusqu'en 1986. A 24 ans, elle publia son premier recueil de poésie et s'attaqua directement aux racines de l'oppression des femmes ainsi qu'à la violence qui ravageait son pays dès la fin des années 80. Dans son roman intitulé *Lajja*¹⁷⁰, elle décrivit la persécution infligée à la minorité hindoue par les islamistes au pouvoir. En 1990, ces derniers l'agressèrent et réclamèrent sa pendaison, car ils jugeaient ses écrits trop blasphématoires.

Célèbre dans son pays et en Inde, elle reçut le prestigieux prix « Ananda Literary Award » de Calcutta en 1991. En 1994, les fondamentalistes islamiques lancèrent une fatwa qui l'obligea de quitter son pays à la suite de la parution de son roman *Lajja*, elle s'installa en Suède, puis

¹⁶⁹ Isabel Taobada Leonetti « Les femmes et l'Islam : entre modernité et intégrisme », L'harmattan, Paris, 2004, P.102 (278 pages)

¹⁷⁰ La honte

elle se réfugia en Inde, mais la situation était similaire à celle de son pays d'origine. Elle reçut cette même année le prix Sakharov, pour la liberté de pensée, par la Commission Européenne.

Aujourd'hui, elle vit dans un lieu tenu secret, mais son souhait serait de s'installer en Inde, son pays d'origine qu'elle affectionne tant, mais qu'elle ne connaît pas pour autant.

En mai 2008, elle reçut par Rama Yade le prix Simone de Beauvoir. Ce prix propose de récompenser l'œuvre et l'action exceptionnelle d'hommes et de femmes qui dans l'esprit de Simone de Beauvoir contribuent à promouvoir la liberté des femmes dans le monde.¹⁷¹

Pour Taslima Nasreen, l'émancipation de la femme est impossible dans un pays islamique. Selon elle, le Coran dit clairement que les hommes sont supérieurs aux femmes. La majorité des musulmanes doivent se soumettre à la religion et par là même au système patriarcal en place. Si la laïcité s'implante un jour, il faudra séparer la religion de l'Etat car la religion est une croyance individuelle et personnelle alors que pour le domaine de l'éducation, l'Etat et le système politique, nous sommes tous égaux, qu'on soit un homme ou une femme.¹⁷²

Cette femme est une icône pour le monde féministe, elle est de plus, connue à travers le monde pour ses idées mais aussi parce qu'elle a le courage de dénoncer la condition de la femme dans son pays et par extension, dans les pays musulmans. Aujourd'hui, sa vie est déchirée, si elle veut vivre convenablement, elle doit se cacher, mais sa détermination ne l'empêchera pas de faire prendre conscience aux femmes musulmanes qu'elles suivent le mauvais chemin, mais que tout peut changer si elles le désirent.

Ayaan Hirsi Ali

Elle est née en Somalie en 1969, dans une famille musulmane. Elle a beaucoup voyagé dans sa jeunesse à cause du travail de son père, un intellectuel et homme politique somalien. En 1992, lors d'un séjour en Allemagne dans sa famille et surtout pour éviter un mariage forcé, elle se réfugia au Pays-Bas, où elle obtint l'asile politique.

Elle se dit athée depuis les attentats du 11 septembre 2001. Membre du parti travailliste, elle était en désaccord total avec ses partisans au sujet de l'immigration. Selon elle, la gauche se comporte comme les musulmans, ils ne comprennent pas que les immigrés sont des individus et qu'il faut les traiter comme des citoyens néerlandais. De plus, son interprétation du Coran fut mal comprise par le parti. Elle rejoignit par conséquent en 2002, les rangs du parti libéral néerlandais, le VVD. Et fut élue à la deuxième chambre des Etats généraux en 2003. Elle

¹⁷¹ Anne Vidalie « Les religions sont anti-femmes », Article paru dans l'Express, Paris, Le 06 juin 2005

¹⁷² Anne Fulda « Taslima Nasreen, écrivaine SDF », Article paru dans Le Figaro, Paris, Le 20 mai 2008

parvint à faire adopter une proposition de loi contre l'excision qui porte son nom. Pour elle, l'Islam et l'Occident ne pourront jamais cohabiter. Son objectif, c'est la laïcité. Si les pays musulmans deviennent laïcs, il faudra faire des compromis, ce qui est difficile dans l'Islam.¹⁷³

En 2004, elle collabora avec le cinéaste Theo Van Gogh. Ils écrivirent ensemble le scénario d'un court-métrage, « Submission », qui traitait des violences faites aux femmes dans l'Islam. Au mois de novembre de cette même année, le cinéaste fut violemment assassiné par un terroriste islamiste. Sur le corps de l'homme, des noms étaient inscrits, parmi eux celui d'Ayaan Hirsi Ali. Ces noms laissaient présager une future condamnation à mort pour avoir critiqué l'Islam de cette façon.

Cela ne l'a pas empêchée de publier son livre « insoumise » un an plus tard, dans lequel elle parle des mariages forcés, de l'excision et d'autres drames tout aussi tragiques, qui détruisent la vie de milliers de femmes. Ayaan Hirsi Ali sait de quoi elle parle puisqu'elle a été excisée à l'âge de 5 ans. Pour elle ce sont des traditions qu'il faut laisser de côté car elles font trop souffrir.

En 2006, elle a reconnu avoir menti pour obtenir le droit d'asile aux Pays-Bas en 1992. La ministre de l'intégration l'a donc déchu de sa nationalité. Elle démissionna de son poste de députée et se réfugia aux Etats-Unis où l'attendait un poste dans l'« American Enterprise Institute », un parti proche de l'administration Bush, mais cette fois sans protection.

En octobre 2007, 19 intellectuels français signèrent une pétition pour qu'elle obtienne la nationalité française. Mais la tentative échoua. Aujourd'hui, la Commission Européenne attend avant de se prononcer.¹⁷⁴

Cette femme courageuse est critiquée ou appréciée, les avis sont partagés. Certains pensent qu'elle en fait trop et qu'elle devrait se taire et d'autres pensent que c'est la bonne solution pour l'émancipation des femmes musulmanes. En tout cas, son combat ne s'essoufflera pas tant qu'elle n'aura pas obtenu ce qu'elle veut.

En Afrique noire, la situation de la femme est bien plus compliquée qu'ailleurs. Malgré tout, les mouvements féminins gagnent de l'influence. Des associations de femmes militent pour l'amélioration du statut des africaines de la brousse dont la vie est entièrement consacrée au travail et à la reproduction.

¹⁷³ Jean-Michel Demetz « Le problème, c'est le prophète et le Coran », Article paru dans « l'Express », Paris, Le 16/05/2005

¹⁷⁴ Denis Sieffert « Manipulations antilaïques », Article paru dans « Politis », Paris, Le 14/02/2008

Le féminisme africain n'a rien à voir avec le féminisme occidental. Ceux qu'elles recherchent, c'est plus de droits et surtout plus de temps libre. En effet, les femmes vivant dans les milieux ruraux¹⁷⁵ participent en grande partie à faire décoller l'économie des pays d'Afrique. Elles représentent 70% du travail agricole et entre 60% et 90% de la production alimentaire¹⁷⁶. Malheureusement, elles ne sont pas éduquées, alors, elles se réfugient dans les travaux des champs, comme elles ont coutume de faire de génération en génération. Au Mali, l'Union Nationale des Femmes du Mali¹⁷⁷, veut les défendre et leur permettre de moins travailler et d'avoir plus de temps libre. En effet, aux yeux du gouvernement, elles ne sont que des moins que rien et personne ne fait rien pour les aider. Elles aimeraient par conséquent que ces femmes puissent faire partie des mouvements féministes de leur pays et qu'elles puissent défendre leur droit. Pour cela, il faudrait qu'elles aient le même niveau d'instruction que les femmes de la ville. En effet, elles ne se rendent pas bien compte de leur situation actuelle. Le but de l'association serait d'alléger les corvées quotidiennes pour que les femmes puissent avoir du temps pour apprendre à lire et à écrire. C'est un long combat que mènent ces associations africaines, mais pour elles, c'est très important, ces femmes ont aussi des droits et si elles ne peuvent pas se défendre toutes seules, ce sera grâce à la solidarité féminine qu'elles pourront s'en sortir. Malgré ces efforts les hommes¹⁷⁸ ne partagent toujours pas le même avis, ils pensent que les femmes doivent rester dans la cuisine et ne pas y bouger. Selon eux, s'il existe un féminisme en Afrique c'est encore à cause de l'influence de l'Europe. Pour eux, c'est un point négatif, car leur situation était bien meilleure avant.

En Amérique Latine, le féminisme¹⁷⁹ est de plus en plus répandu, il se fit connaître dans les années 70, et ce sont dans les pays du Cône sud, que tout commença. En effet, le nombre d'immigrés européens est très important. Et de par les combats acharnés des femmes européennes, ceux-ci encouragèrent les latino-américains à faire de même.

En Argentine, ce qui fait le plus parler est la violence faite aux femmes. C'est pourquoi de nombreux mouvements de femmes essaient d'éliminer ce fléau. Le réseau d'information des femmes d'Argentine¹⁸⁰, en fait partie. C'est une association de féministes,

¹⁷⁵ Chantal Albagli, Henry Lelièvre, Nicole Abar « Les femmes, mais qu'est ce qu'elles veulent ? », Editions Complexe, Paris, 2001, P.90 (335 pages)

¹⁷⁶ OCDE « Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD vers une croissance pro-pauvres : Orientations à l'intention des donateurs », OECD publishing, Paris, 2008, P.165 (372 pages)

¹⁷⁷ « COFEM-Collectif des Femmes du Mali », (www.cofemali.org)

¹⁷⁸ Thérèse Locoh « Genre et sociétés en Afrique : implications pour le développement », INED, Paris, 2007, P.50 (431 pages)

¹⁷⁹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.399 (463 pages)

¹⁸⁰ « Red Informativa de mujeres de Argentina », (www.rimaweb.com.ar)

créée le 6 juillet 2000 composée de 800 membres, provenant de différentes provinces d'Argentine, mais aussi de différents pays d'Amérique Latine et parfois même d'Europe. Les personnes qui la composent sont des avocates, des psychologues, des médecins, des femmes au foyer, des ouvrières, des étudiantes,... Ce réseau travaille avec des associations de femmes de toutes l'Argentine comme Indeso-mujer (province de Rosario), *Desalabrando* (Buenos-Aires), mais avec d'autres pays comme *la Red de salud* (Chili), *Isis International* (Chili), *CIMAC* (Mexique), *FIRE* (Costa-Rica),...

Fin juillet 2001, a été promulguée un décret qui règlemente la loi de la protection contre la violence familiale dans la province de Santa Fé. Cette réglementation est le fruit de dix ans de travail de la part des membres de l'association spécialisés dans ce domaine, comme des avocates, des médecins ou des psychologues. Selon elles, le combat est encore long, car il faut qu'elle soit bien appliquée, mais ce décret facilitera leur combat.

Au Pérou, le *Centre de la femme péruvienne Flora Tristan*¹⁸¹, essaye de protéger les droits de la femme au niveau régional et national. L'association se bat pour plusieurs causes : la violence conjugale, l'avortement, les publicités sexistes, les droits des femmes rurales,...

Pour les femmes rurales, elles ont déjà fait beaucoup mais comme on le dit si bien, ce n'est jamais assez ! la plupart des femmes rurales n'ont pas de papiers d'identité, elles vivent dans des contrées si éloignées que leurs parents n'ont pas les possibilités de les inscrire sur les registres de l'Etat civil. De plus, la plupart des familles sont pauvres et n'ont pas les moyens de payer l'identité pour chacun de leurs enfants. Ensuite, le machisme est tellement important dans ces zones qu'une fois mariées, leur mari se proclame comme étant le représentant légal de la famille et que leurs femmes n'ont pas besoin de ces papiers. Pourtant, c'est un acte primordial qui reconnaît l'être humain et lui permet d'exister. Mais, ces femmes sont peu éduquées et donc inconscientes face à cette situation.

Par conséquent, pour exister, selon la loi, elles doivent se munir de leur acte de naissance et de leur livret militaire. Le problème c'est que 48% des femmes n'ont pas d'actes de naissance et 80% n'ont pas de livret militaire. Pour cela, en 2003, le programme du développement rural du centre Flora Tristan, a présenté au parlement une proposition de loi. Cette proposition fut approuvée. Le 5 août 2004, la loi fut promulguée par le Président de la République Alejandro Toledo. Cette loi dit bien que les femmes peuvent s'inscrire sur les registres avec leur acte de naissance ou le livret militaire. Ils ont donc retiré ce dernier document qui était très difficile à

¹⁸¹ « Centro de la mujer peruana Flora tristán », (www.Flora.org.pe)

obtenir. De plus, la validité de ce document sera de six ans, et par la suite, il faudra le renouveler. De par cette action, les femmes rurales pourront enfin exister.

Même si la mentalité des hommes¹⁸² n'évolue toujours pas sur le continent, les femmes, elles, continuent de se battre !elles auraient préféré qu'ils le fassent ensemble, car, comme on dit l'union fait la force, mais selon eux, elles n'ont pas besoin de lutter car, elles ont déjà beaucoup d'avantages. De plus, le continent latino-américain est trop macho pour accorder aux femmes leur pleine émancipation !

De par ses divers exemples de mouvements féministes parmi tant d'autres, nous pouvons déduire que toutes ces actions sont une grande avancée pour l'humanité. Ces mouvements ont permis aux femmes d'élargir leurs horizons et de multiplier leur choix de vie. Ils ont permis à ces femmes de sortir de leurs cuisines et de s'évader de la maternité et de son suivi. Elles ont acquis le droit à l'autonomie par le biais du travail. Elles se sont libérées de leur dépendance financière et ont gravi des échelons dans le pouvoir politique. Ces femmes ont mis des années à lutter contre toutes sortes d'organisations et de gouvernement dans le but de pouvoir faire valoir leurs droits. La plupart des femmes militantes sont en quête d'une certaine égalité entre homme et femme. Même si ce n'est pas le cas dans tous les pays certaines lois peuvent changer pas mal de choses. En Europe, les femmes peuvent s'exprimer, voter, sortir, faire des tas de choses interdites ailleurs. Mais les européennes souhaiteraient que leur style de vie se rapproche de celui des hommes : elles aimeraient pouvoir gagner le même salaire, occuper des postes dans des secteurs qui leurs sont actuellement interdits, éviter la violence dans tous les domaines (violence domestique, relation au travail,...),...depuis, l'unification de l'Europe¹⁸³, certaines lois leurs sont bénéfiques, et ce n'est que le début, car, on leur promet d'ici quelques années de nombreux changements.

Il est vrai que dans certaines sociétés il est plus difficile de pouvoir s'exprimer, c'est le cas des pays en guerre dans le monde entier, ici, nous avons l'exemple de l'Afghanistan¹⁸⁴, pays dominé par l'Islam et qui plus est par un Islam extrémiste qui interdit aux femmes de s'exprimer. Selon eux, elles ne doivent pas sortir rester chez elle, s'occuper de leur foyer et surtout de leurs maris. Ces femmes sont opprimées et connaissent quotidiennement la violence, pour elles, c'est la vie de tous les jours. Le fait de se rencontrer, de discuter et de

¹⁸² Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.431 (463 pages)

¹⁸³ Mariette Sineau « Parité : Le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », Council of Europe, Strasbourg, 2004, P.21 (97 pages)

¹⁸⁴ Julie Gagné, Jean-Sébastien Rioux « Femmes et conflits armés : réalités, leçons et avancement des politiques », Presses Université Laval, Québec, 2005, P.161 (257 pages)

venir en aide aux plus démunis est un moyen de s'évader, mais tout le monde ne le voit pas du même œil. Elles le font quand même dans le but d'acquérir un jour la joie de pouvoir se promener seules dans la rue et surtout habillées à leur façon. Elles aimeraient avoir le droit de s'exprimer sans que personne ne vienne s'y opposer, comme c'est le cas aujourd'hui.

Au Maroc, depuis l'arrivée de Mohammed VI au pouvoir, le pays paraît plus rajeuni, les gens sont plus libres, surtout les femmes¹⁸⁵. Elles peuvent s'exprimer à leur guise par le biais de mouvements féministes, et d'ailleurs, elles ont réussi à obtenir des améliorations au niveau du Code de la famille. Pour elles, c'est un grand pas en avant, elles ont par conséquent, acquis des droits, qu'elles n'avaient pas auparavant. Enfin, elles sont reconnues comme étant des êtres humains, c'est-à-dire qu'elles ne sont plus placées au second plan comme elles l'étaient avant, elles peuvent enfin s'opposer aux hommes.

Depuis que des militantes féministes musulmanes ont découvert une nouvelle tendance, de nombreux débats se sont ouverts. Certains pensent que c'est contraire aux lois musulmanes pendant que d'autres, beaucoup plus minoritaires, les soutiennent dans leurs actions. Ces femmes ont relu et étudié le Coran. Le rôle de la femme y est minimisé et elles n'ont aucun droit par rapport aux hommes. Pour elles, tout cela doit changer, elles luttent pour obtenir plus de droits et pour moderniser leurs sociétés qui sont bien souvent jugées trop archaïques¹⁸⁶.

En Afrique¹⁸⁷, certaines femmes évoluent pendant que d'autres restent égales à elle-même, c'est le cas des femmes rurales. Dans ce contexte, c'est compréhensible, car elles n'ont pas la chance de pouvoir s'expatrier dans les villes pour travailler. C'est plus compliqué que ce que l'on pense. Elles ne peuvent pas aller à l'école et s'éduquer, ce privilège est bien trop cher ! de toutes façons, elles n'iraient pas à l'école, car selon elles, le travail qu'elles font est normal, il n'y a pas besoin de s'éduquer pour travailler aux champs. C'est pourquoi, elles ne comprennent pas que les citadines leurs viennent en aide. Mais les femmes des villes voient bien que ce travail les fatigue, c'est pourquoi, elles militent afin de pouvoir faire bouger les choses.

¹⁸⁵ Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam : L'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, P.159 (328 pages)

¹⁸⁶ Marie Chatry-Komarek, Margot Badran, Sylvia Barack Fishman « Existe-t-il un féminisme musulman », L'harmattan, Paris, 2007, P.97 (126 pages)

¹⁸⁷ Thérèse Locoh « Genre et sociétés en Afrique : implications pour le développement », INED, Paris, 2007, P.50 (431 pages)

Il en est de même en Amérique Latine, les femmes rurales¹⁸⁸, ont moins de chance que les citadines. Elles n'existent même pas quelquefois, comme c'est le cas au Pérou. L'Etat ne s'en soucie pas, mais grâce aux femmes, elles pourront s'identifier plus facilement.

Ces femmes ont fait beaucoup pour elles même et pour les autres. Dans certains coins du monde, il y a énormément à faire, car les gouvernements ne font rien pour les plus démunis. Si les femmes n'avaient pas été là, certains vivraient encore comme aux époques d'autrefois pendant que d'autres n'auraient pas eu la chance d'exister !

1.2.Le féminisme en Europe

1.2.1.La situation de la femme en Europe

La situation de la femme européenne a beaucoup évolué depuis ces dernières années. Depuis la formation de l'Union Européenne, sa place s'est renforcée et elles sont plus présentes, aussi bien sur le marché du travail qu'en politique.

Les femmes veulent ce qu'il y a de mieux pour elles, elles sont présentes dans tous les domaines sur le marché du travail, elles étudient plus et visent plus haut. Ce qu'elles veulent, c'est faire valoir leurs droits et réussir à trouver une entente pour devenir l'égal de l'homme. Même si en théorie c'est le cas, en pratique, cela reste très différent : les femmes sur le marché du travail connaissent d'énormes inégalités : écarts de salaires, différences de carrière, mais aussi d'autres ségrégations qui les empêchent d'évoluer¹⁸⁹.

En politique, certains pays comptent beaucoup de femmes dans leur gouvernement, c'est le cas des pays nordiques, en d'autres termes, ce sont des pays plus avancés sur les pays du sud de l'Europe, ils reconnaissent de nombreuses actions en faveur des femmes, mais ce sont aussi des pays bien organisés. Ainsi, les femmes peuvent s'investir dans de bonnes conditions¹⁹⁰.

Certains autres sont « à la traîne », il y en a même qui ne comptent aucune femme dans le gouvernement, c'est le cas de l'île de Chypre. Mais l'Union européenne veille à tout cela. Des lois ont été instaurées pour favoriser la présence des femmes en politique et aussi dans le Conseil Européen. De toutes façons, l'Europe a pour but de faire disparaître les différences

¹⁸⁸ « Centro de la mujer peruana Flora tristán », (www. Flora.org.pe)

¹⁸⁹ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La Découverte, Paris, 2003, P.33 (121 pages)

¹⁹⁰ Alisa Del Re, Jacqueline Heinen, Pamela Abbott « Quelle citoyenneté pour les femmes ? La crise des Etats-Providence et de la représentation politique en Europe », L'harmattan, Paris, 1996, P.94 (320 pages)

entre hommes et femmes, de plus, de nombreuses associations, mouvements ou fédérations, ont été créées pour s'en occuper¹⁹¹.

L'Europe est un continent bien en avance sur les autres de par son ouverture sur l'égalité des droits humains, dans tous les pays il fait bon vivre même si de gros détails restent encore à régler. C'est le cas de la violence conjugale, elle sévit de plus en plus, comme partout d'ailleurs, et est difficile à arrêter. Le Conseil européen a décidé de s'en charger et de prendre de nouvelles mesures, à la fois plus stricte dans le but d'éviter que cela ne continue.

La politique

Dans les gouvernements européens, la présence des femmes¹⁹² se ressent de plus en plus, mais dans certains pays, elle est nettement plus présente, et c'est le cas des pays nordique.

La Suède est sans conteste la championne, avec un taux de 45% de femmes au parlement et d'un gouvernement paritaire depuis 1994, c'est le pays le plus proche d'une réelle égalité. Ensuite, viennent le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, l'Espagne, la Belgique, l'Autriche et l'Allemagne, qui affichent entre 32 et 40% de femmes dans leur chambre basse. L'Espagne, depuis l'arrivée de José Luis Zapatero au pouvoir peut même se vanter d'un gouvernement paritaire, alors que les autres oscillent entre 22% de femmes au gouvernement pour le Danemark et l'Autriche, et 43% pour l'Allemagne.

Une bonne partie des pays parviennent à 20% de femmes au parlement : la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie, le Portugal, l'Estonie, et le Royaume-Uni. Mais si ce dernier a nommé 27% de femmes au gouvernement, contre 20% au Portugal ou en Lettonie, la Pologne n'a admis que 18 membres et la Slovaquie n'en a admis aucune.

La France atteint seulement 12,2% de députées à l'assemblée nationale, à égalité avec la Slovénie, qui se place à la dix-neuvième place, parmi les pays de l'Union Européenne.

En mars 2004, la Grèce, auparavant, dernier de l'Europe des 25, l'a même dépassée avec un taux de 14%. Pire, une présidente y a pris la tête au parlement, événement qui ne s'est jamais produit en France. Certes, la France compte quatre ministres sur dix-sept, tandis que la

¹⁹¹ Martine Buffier-Morel « L'emploi du temps au féminin : entre liberté et égalité », L'harmattan, Paris, 2007, P.44 (211 pages)

¹⁹² Mariette Sineau « Parité-Le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », La documentation française, Paris, 2004, P.20 (97 pages)

république n'en a nommé qu'une sur dix-neuf. Cela représente cependant, un recul par rapport au record des gouvernements Jospin (31% et 33%)¹⁹³.

L'Italie qui connaît une régression avec Berlusconi, Chypre où aucune femme ne fait partie du gouvernement, la Lituanie, la Hongrie et Malte sont encore loin derrière.

L'avance des pays nordiques tient peut-être à la culture protestante, plus égalitaire que l'église catholique, puisqu'elle autorise les femmes à être pasteurs donc à accéder aux postes de responsabilité. Ces pays ont été les premiers à accorder le droit de vote¹⁹⁴ et l'éligibilité aux femmes. La Finlande en 1906, suivie par l'Espagne dès 1931 (conquête annulée par le régime franquiste de 1939 à 1975).

Les autres pays ont attendu l'après deuxième guerre mondiale. Le Portugal est l'état le plus retardataire, n'ayant reconnu ce droit aux femmes qu'en 1976. La France s'est laissée convaincre en 1944. Le grand retard de la France remonte loin dans l'histoire : par exemple, la loi salique exhumée au 14^e siècle et trafiquée par les clercs, a interdit aux femmes l'accession au trône alors que dans tous les autres pays d'Europe, elles pouvaient être reines.

Mais l'échappée des pays nordiques est surtout due aux mouvements féministes des années soixante-dix. Ils ont très tôt revendiqué le pouvoir politique pour les femmes, soutenus par des mobilisations féminines au sein des partis. Ceux-ci ont ainsi subi des pressions externes et internes pour ouvrir aux femmes leurs instances dirigeantes et leurs listes de candidats aux élections. Dès la fin des années soixante-dix, les formations de gauche, imitées par les libéraux ont institués des mécanismes de quotas. Les partis écologistes, à leur arrivée sur la scène politique ont adopté des mesures de parité. L'Espagne et le Portugal ont pris les mouvements en marche au sortir de la dictature. Le parti socialiste espagnol a inscrit dans ses statuts, depuis longtemps, le principe selon lequel la représentation de chaque sexe ne doit pas être inférieure à 40%. La France doit son retard du moins en partie au long désintérêt des mouvements féministes français pour le champ politique. Parmi les partis, les verts ont été précurseurs dans l'instauration de mesures volontaristes, leur première liste paritaire aux élections ne datant que de 1995¹⁹⁵.

Au pays de l'universalisme républicain, il est vrai que les quotas et les mesures d'action positive, vus comme l'octroi d'un privilège à une catégorie de population, ont mauvaise presse. Pour d'autres raisons, les pays de l'Est les voient aussi d'un mauvais œil : ils renvoient

¹⁹³ Sylvie Pionchon, Grégory Derville « Les femmes et la politiques », Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 2004, P.50 (215 pages)

¹⁹⁴ Jean Ruhlmann « Histoire de l'Europe au 20^e siècle », Editions Complexe, Paris, 1994, P.195 (479 pages)

¹⁹⁵ Christine Bard, Christian Baudelot, Janine Mossuz-Lavau « Quand les femmes s'en mêlent : genre et pouvoir », Editions de la Martinière, Paris, 2004, P.164 (382 pages)

aux quotas obligatoires de la période communiste, culture dévalorisée aujourd'hui. Mais les chiffres sont sous appel : sans processus volontariste, les mentalités ne changent pas.

L'activité professionnelle

Etre une femme en Europe n'est pas toujours très simple, surtout quand on évoque son activité professionnelle. Il est bon de constater que plus le temps passe et plus la femme s'investit et prend une place prépondérante sur le marché du travail. Pour se faire accepter, elle doit se heurter à de multiples inégalités comme par exemple, les écarts de salaires, les différences de carrière et diverses autres ségrégations.

Depuis le début des années soixante, leur situation ne cesse d'évoluer, et c'est le cas dans la majorité de tous les pays européens. Malgré un taux de chômage important, il était de 6,5% pour les hommes et de 8,2% pour les femmes à la fin de l'année 2007¹⁹⁶, les femmes résistent et se lancent sans peur sur le marché du travail, et les chiffres le démontrent : dans les années soixante, les femmes représentaient 30% de la population active, en 2007, le taux a augmenté, il est passé à 44,9%¹⁹⁷. Trois catégories de pays peuvent être différenciées¹⁹⁸ :

Dans la première, les femmes représentent près de la moitié des actifs (entre 45 et 48%) : il s'agit de la Finlande, de la Suède, du Danemark, de la France et du Portugal.

Dans la deuxième, la part des femmes dans la population active se situe autour de la moyenne européenne, soit entre 41 et 44%. C'est le cas de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

Dans la troisième, les femmes constituent 38 à 40% des actifs (entre 36 et 38%). On y trouve le Luxembourg, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne.

Une raison pourrait expliquer ce phénomène : la « percée » des filles dans le milieu scolaire, à l'école comme à l'université. Partout en Europe, le niveau de formation des femmes augmente au point de dépasser celui des hommes. On constate que ces faits sont liés : il existe bien une corrélation entre le taux d'activité des femmes et leur niveau d'instruction.

La féminisation du marché du travail européen s'observe également au niveau de la croissance des emplois. Comme pour l'activité, cette évolution démarre dans les années soixante et se poursuit encore aujourd'hui.

¹⁹⁶ Statistiques Eurostat chômage, Novembre 2008

¹⁹⁷ INSEE « Population active et taux d'emploi dans l'Union Européenne », 2007 (www.insee.fr)

¹⁹⁸ Rossella Palomba, Irena E. Kotowska, Direction Générale III-Cohésion Sociale, Conseil de l'Europe « La population active en Europe », Council of Europe, Strasbourg, 2004, P.78-79 (137 pages)

Dans l'Europe des douze, entre 1965 et 1991, le nombre de femmes ayant un emploi est passé de 40 millions à 53 millions. Pendant le même laps de temps, le nombre d'hommes ayant un emploi a légèrement diminué, il est passé de 83 millions en 1965 à 82 millions en 1991. Dans l'Europe des quinze, entre 1975 et 2000, l'emploi masculin a augmenté de 8 millions, pendant que l'emploi féminin est passé de 46 millions à 70 millions. C'est donc aux femmes que l'on doit la bonne croissance de l'emploi en Europe depuis les années soixante. Actuellement, le phénomène se poursuit. Ce qui signifie que la pénurie d'emplois de ces dernières années n'a pas affecté le mouvement qui pousse de plus en plus de femmes vers le marché du travail.

La majorité des emplois féminins sont concentrés dans certains secteurs bien déterminés et regroupés sur un petit nombre de professions déjà fortement féminisées (ségrégation horizontale). De même, les possibilités d'accès à des postes élevés dans la hiérarchie demeurent fort modestes pour la plupart des femmes (ségrégation verticale).

Selon une enquête de l'emploi faite en 2002¹⁹⁹, nous pouvons constater que les femmes sont principalement présentes dans six catégories socioprofessionnelles dans l'Union Européenne. Elles regroupent 60% de femmes. Il s'agit des employés de la fonction publique (en 1962 elles étaient 66% et en 2002 elles sont 78%), le personnel de service aux particuliers (il regroupait 88% de femmes en 1962, 83% en 1990 et 88% en 2002), les employés administratifs (elles étaient 70% en 1962, et 81% en 2002), les professions de la santé ou travail social (71% en 1962, et 77% en 2002), les employés de commerce (74% en 1962, 78% en 1990 et 74% en 2002), enfin, les professions de l'enseignement (65% en 1962 et 64% en 2002).

Concernant les professions de l'enseignement, une enquête fut réalisée en 1992²⁰⁰, et elle est tout de même très révélatrice, elle indique que les femmes qui travaillent dans l'enseignement sont 12% dans l'Union Européenne, les femmes y sont majoritaires (hormis les Pays-Bas). Dans la totalité des pays, la division des postes suit ce schéma là:

-L'enseignement préélémentaire est quasiment féminin. Le taux de femmes varie de 94% à 100% en fonction des pays.

-L'école primaire est très fortement féminisée. Les deux tiers des enseignants sont des femmes. En Italie et au Portugal, elles représentent 90% des maîtresses.

¹⁹⁹ Virginie Delsart, Blandine Laperche, Brigitte Lestrade « Femmes et travail en Europe », Innovations et sociétés n°20, L'harmattan, Paris, 2004, P.163-177 (284 pages)

²⁰⁰ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions la Découverte, Paris, 2003, P.40 (122 pages)

-Dans l'enseignement secondaire, elles représentent près de la moitié des professeurs. Sauf aux Pays-Bas où elles ne sont que 28%.

-L'enseignement supérieur compte malheureusement peu de femmes. C'est le domaine des hommes !

En conclusion de cette enquête, nous pouvons affirmer que les femmes sont plus à l'aise en tant qu'institutrices ou professeurs de lycée. Les hommes visent plus haut, ils sont plus présents et ils dominent surtout l'enseignement supérieur. Serait-ce un manque d'ambition ou un choix beaucoup plus personnel ?

La plupart des femmes occupent des emplois déjà féminisés et peu valorisés socialement, certaines autres se détachent de l'esprit de leurs camarades et arrivent à accéder à des postes plus hautement qualifiés. Beaucoup d'entre elles deviennent magistrates, avocates, journalistes, médecins,...

Les femmes qui occupent des postes autrefois masculins ne règle pas la question de l'égalité entre les sexes. Ces professions sont devenues mixtes : mais les hommes et les femmes n'y occupent pas les mêmes fonctions, n'y exercent pas les mêmes spécialités, n'y ont pas le même statut,... des hiérarchies et des clivages se créent au sein de professions devenues mixtes. Il est toujours difficile pour les femmes, même si elles ont de très bons atouts (diplômes et qualification) d'occuper les mêmes positions que celles des hommes²⁰¹.

En 2002, dans l'Union Européenne, les femmes constituent 36% de la catégorie cadres et professions intellectuelles supérieures. Elles n'étaient que 11% en 1962 et 4% en 1982.

Il est bon de constater que la différence entre secteur public et secteur privé est bien visible. Mis à part, l'enseignement, la fonction publique n'est pas plus ouverte aux femmes cadres que dans les entreprises. Elles constituent 36% des effectifs des cadres contre 38% dans les entreprises.

Il existe une faible proportion de femmes parmi les ingénieurs et cadres techniques, qui restent des secteurs exclusivement masculins, tout comme les cadres dirigeants.

La progression du nombre de femmes cadres²⁰² est incontestable mais leurs chances d'accéder à ces fonctions restent moins importantes que celles des hommes. Il existe plus de femmes qualifiées accédant à des fonctions et professions traditionnellement masculines et plus de

²⁰¹ Pascale Joannin « L'Europe une chance pour la femme », Notes de la fondation Robert Schumann, Notes n°22, Fondation Robert Schumann, Bruxelles, 2004, P.11 (85 pages) (www.robert-schuman.eu)

²⁰² Nicolas Grojeanne, Martine Levy, Brigitte Perillie, Mathilde Dubesset, Lucie Vidal « L'égalité Homme/femme en Europe », Conférence du 4 mars 2008, Université Populaire Européenne de Grenoble (www.upeg.eu)

femmes occupant des postes peu ou pas qualifiés, et pour la plupart, dans des secteurs très féminisés.

Sur le marché du travail, certaines suivent le bon chemin de leur formation et accèdent à des postes plus hautement qualifiés, pendant que d'autres, se retrouvent à occuper des postes plus communs, où la demande est beaucoup plus importante.

Celle qui n'opte pas pour un travail à temps plein choisira évidemment le travail à temps partiel. En Europe, un certain nombre de femmes l'ont adopté, il occupe les trois quarts des actives aux Pays-Bas et moins d'un dixième en Grèce. Il concerne des salarié(e)s qui ont décidé de prendre un petit emploi de quelques heures dans le but d'allier famille et travail ou il touche une partie de la population qui y est contrainte pour éviter de se retrouver au chômage²⁰³.

La première caractéristique du travail à temps partiel est sa très forte féminisation. Du nord au sud de l'Europe qui dit « travail à temps partiel » pense systématiquement à la femme. En 2000, dans l'Europe des quinze, 34% des femmes et 6% des hommes seulement travaillaient à temps partiel. Seul les Pays-Bas font exception, mais la proportion de femmes travaillant à temps partiel est nettement plus importante que dans les autres pays.

Même si les hommes le choisissent de plus en plus, la femme domine cette forme d'emploi. D'ailleurs, le taux de féminisation dépasse les 80% dans l'Europe des quinze. Par contre, la répartition des taux sur tout le territoire de l'Union Européenne est inégale. En effet, dans cinq pays d'Europe du nord plus du tiers et parfois même plus de la moitié des femmes actives travaillent à temps partiel : 71% aux Pays-Bas, 45% au Royaume-Uni, 36% en Suède, 35% au Danemark, 38% en Allemagne. Alors qu'en Grèce elles ne sont que 8%, 17% en Italie, et 16% au Portugal.

Dans les pays qui ont connu un développement de cette forme d'emploi, la contribution des femmes à la croissance de l'emploi s'est faite par le biais du temps partiel : c'est le cas des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Allemagne et de la France.

A l'exception de la Grèce et de l'Irlande, dans tous les pays, la part de salariés à temps partiel parmi les titulaires d'un contrat de travail temporaire augmente de façon significative, autant pour les hommes que pour les femmes²⁰⁴. Pour les femmes, cela aboutit à un redoublement de la précarité : aux Pays-Bas, 77% des femmes ayant un emploi temporaire travaillent à temps

²⁰³ Rossella Palomba, Irena E.Kotowska, Direction Générale III-Cohésion Sociale, Conseil de l'Europe « La population active en Europe », Council of Europe, Strasbourg, 2004, P.39 (137 pages)

²⁰⁴ OECD « Perspectives de l'emploi de l'OCDE », OECD publishing, Paris, Juin 2001, P.40 (264 pages)

partiel. En Irlande, au Royaume-Uni et en Suède, ce sont près de 60% d'entre elles. Sur l'ensemble de l'Europe, 37% des femmes et 16% des hommes cumulent travail temporaire et travail à temps partiel.

Dans la plupart des pays d'Europe, la tranche d'âge où se situe le plus fort taux de femmes qui travaillent à temps partiel est celle des plus de 50 ans. La moyenne européenne s'établit à 37,6% en 2000, pour les 50-64 ans et à 63,3% pour les plus de 65 ans alors qu'elle se situe à 32, 7% pour les femmes de 25 à 49 ans. L'Espagne, la France, la Grèce, la Finlande et le Danemark affichent dans la tranche des 25-49 ans, de faibles taux de travail à temps partiel.

Pour les personnes situées dans la tranche 25-49 ans, on peut comprendre qu'il s'agit là d'un choix familial, dans le but de mieux concilier le travail et la vie privée. Mais pour les personnes qui ont moins de 25 ans et plus de 50 ans, on peut penser que ce pourrait être aussi un choix comme ce pourrait être une obligation de la part de leur employeur.

Cette forme d'emploi offre beaucoup moins d'avantages. Les emplois à temps partiel sont plus monotones et offrent moins de possibilités de formation au sein de l'entreprise que les emplois à temps plein. En général, les personnes qui travaillent à temps partiel ont bien souvent moins de responsabilités que les autres (diriger une équipe ou planifier des rendez-vous) et de possibilités d'évolution²⁰⁵.

Ainsi près de la moitié des travailleuses à temps partiel ont souvent un contrat à durée déterminée et leur rémunération est relativement faible. De plus, dans certains pays de l'Union Européenne, elles voient souvent les bonus, primes ou autres avantages leur passer sous le nez. D'autres ont des horaires décalés, elles travaillent le soir, la nuit ou le week-end. Ceci est lié au fait que le travail à temps partiel est caractéristique de certains secteurs comme l'hôtellerie, la vente, la distribution,...

Le côté positif de l'occupation à temps partiel est que les travailleuses sont moins exposés aux risques. Les problèmes de santé liés au travail sont ainsi moins fréquents que chez leurs collègues à temps plein. Le temps partiel permet, en outre, de mieux concilier le travail à la vie familiale et sociale²⁰⁶.

Partout en Europe, les femmes restent significativement moins bien payées que les hommes. Entre 1980 et 1990, les taux ont augmenté dans certains pays, comme ce fut le cas du Portugal, de l'Italie et du Danemark. Ailleurs, ils ont stagné ou mieux encore, ils ont

²⁰⁵ Inès Trépan « Pour une Europe citoyenne et solidaire : l'Europe des traités dans la vie quotidienne », Editions Larcier, Bruxelles, 2002, P.101 (236 pages)

²⁰⁶ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La découverte, Paris, 2003, P.82 (122 pages)

légèrement diminué. Le taux de différences de salaires entre hommes et femmes dans toutes l'Union européenne est passé de 17% en 1997 à 15% en 2003.

Dans les pays de l'Union Européenne, les différences de salaires sont très inégales selon les pays, en 2002. Par exemple, en France, la différence est de 20%, en Pologne de 11%, en Estonie de 24%, en Hongrie de 14%, en Belgique et en Italie de 10%, au Danemark de 12%, au Portugal de 28% et en Grèce de 32%.²⁰⁷

Cette différence ne s'explique toujours pas, en effet, selon les études, dans la plupart des pays, les filles ont de meilleurs résultats scolaires que les garçons, et cela continue jusqu'à leurs formations professionnelles. De plus, on se rend bien compte que les femmes persévèrent et occupent de plus en plus d'emploi, autrefois masculinisés. Par conséquent, cet écart serait donc injustifié !

Les sociologues expliquent ce phénomène et affirme que le travail entre hommes et femmes est bien différent et que dans certaines sociétés, le travail égal n'existe pas. Par conséquent, il faudra peut-être patienter plus d'un siècle pour que les salaires hommes/ femmes soient égaux!

Le mariage

On remarque que les européens sont de moins en moins adeptes au mariage, et ce depuis les années 60. La mode serait venue des pays scandinaves et plus particulièrement de la Suède. En revanche, certains pays de l'Europe du Sud, notamment l'Italie, l'Espagne et la France en sont plus friands. En 2004, on recensa 4,8 mariages pour 1000 habitants. Les taux les plus élevés sont détenus par Chypre (7,2 ‰), le Danemark (7‰), et Malte (6‰). Et les taux les plus bas sont pour la Slovénie (3,3‰), la Belgique (4,1‰), Grèce (4,2‰).²⁰⁸

Les femmes se marient de nos jours beaucoup plus tardivement, à cause de la durée des études, le chômage des jeunes, mais aussi l'augmentation de l'autonomie ou la rigidité des logements locatifs. Dans les pays du bassin méditerranéen, les jeunes restent plus longtemps chez leurs parents (60% en Espagne, 66% en Italie et au Portugal. Alors que 98% des Suédois, de 85% à 95% des Européens de l'ouest, ont quitté le foyer à 25 ans. En Europe méridionale, c'est lorsqu'on se marie que l'on quitte le foyer.

²⁰⁷ Pascale Joannin « L'Europe une chance pour la femme », Notes de la fondation Robert Schumann, Notes n°22, Fondation Robert Schumann, Bruxelles, 2004, P.16 (85 pages) (www.robert-schuman.eu)

²⁰⁸ « La famille dans l'UE des 25 vue à travers les chiffres », Article Eurostat, Mai 2006

On constate depuis les années 90, une formation plus tardive des couples, ce qui entraîne une baisse de la nuptialité ainsi que des taux de fécondité. Dans les pays nordiques, le mariage direct concerne seulement 5% de la population, alors que dans les pays méditerranéens, cela concerne la majorité de la population. En Europe de l'Est, c'est la même chose sauf pour la Pologne qui conserve la forme traditionnelle du mariage.

Dans les pays scandinaves peu de gens se marient après cinq années de vie commune, par contre en Allemagne, en Autriche et en Suisse, les statistiques sont stables. En Espagne et en Italie, ils auraient augmenté. On remarque que les gens cohabitent de plus en plus, mais ne se marient pas.²⁰⁹

Les divorces et les séparations sont devenus de plus en plus fréquents en Europe et suite à ces événements, hommes et femmes se remettent ensemble. Certains couples s'étant mariés jeunes et s'étant séparés refonderont souvent une famille plus tard. Il est vrai que les hommes refont leur vie plus facilement que les femmes. En effet, ces derniers peuvent avoir des enfants plus tard. Selon les statistiques, les femmes se remarient entre 35 et 39 ans. Ce qui représente un quart des suédoises, un cinquième des femmes au Royaume-Uni, en Lettonie et en Allemagne et presque autant en Finlande et en Suisse. En France, la proportion est moindre, mais c'est en Pologne et dans les pays du Sud que les proportions sont les plus faibles (de 3% à 7%).

On constate une augmentation des enfants nés hors mariage, en presque 25 ans, entre 1980 et 2004, le taux de naissance a augmenté, il est passé de 9,6% à 32,8%. Le taux le plus haut est détenu par la Suède (55,4%), le Danemark (45,4%), la France (45,2%) et le Royaume-Uni (42,3%). Les taux les plus bas sont détenus par Chypre (3,3%), la Grèce (4,9%), la Suisse (13,3%), l'Italie (14,9%).²¹⁰

Un grand fossé sépare les pays du Sud des pays nordiques, les premiers se marient et divorcent moins alors que les autres vivent ensemble sans se marier, se séparent et se remarient ensuite. Les pays germanophones ou de l'Est suivent ce modèle. Seule la Pologne reste très conservatrice. Cependant, depuis quelques années, on observe une hausse des divorces.

²⁰⁹ France Prioux «Vivre en couple, se marier, se séparer », 2007 (www.ined.fr)

²¹⁰ Mariano Martinez Aedo et l'IPF (Instituto Político Familiar) «Report on the evolution of the family in Europe, 2006 », Madrid, Mai 2007 (www.eurostat.com)

Le divorce

Le divorce est de plus en plus répandu en Europe, en 25 ans, de 1980 à 2004, le taux a augmenté de 50%. Les belges détiennent le record puisqu'ils ont un taux de (71%), suivi des espagnols (67%), les estoniens (66%), et les tchèques (60%). Ensuite, viennent les allemands (57%), puis les français (54%). Mais, les taux les plus faibles concernent les pays très conservateurs comme l'Irlande (0,17%), l'Italie (0,18%) ou la Grèce (0,22%). Sur l'île de Malte le problème ne se pose pas puisque le divorce n'y est pas instauré.²¹¹

La législation concernant le divorce diffère d'un pays à l'autre. En Europe, le divorce repose soit sur l'échec ou sur une faute. Ni le droit allemand, italien ou néerlandais n'envisagent plus le divorce pour faute. Ils se contentent d'exiger que la communauté de vie des époux n'existe plus (Allemagne), que les époux vivent officiellement séparés depuis trois ans (Italie) ou que la poursuite d'une cohabitation soit devenue insupportable (Pays-Bas). Le Royaume-Uni, hors mis l'Ecosse, est l'un des rares pays qui utilise la faute pour obtenir le divorce, qu'elle soit inconduite ou pour adultère.

En Europe, le droit au divorce est très encadré. Le but étant de freiner le nombre de divorces. Cet acte sera effectif en Allemagne qu'après un an de séparation, deux en Belgique, trois en Italie et quatre en Irlande.

Allemagne

Le divorce a été mis en vigueur suite à la loi du 14 juin 1976, elle-même modifiée par la loi du 20 février 1986. La réforme allemande a instauré une seule cause de divorce : l'échec de l'union. De plus, l'acte ne se fera que si les époux sont séparés depuis au moins un an.²¹²

Angleterre et Pays de Galles

La procédure de divorce est régie par les dispositions du « Matrimonial Causes Act » de 1973. Le divorce ne peut être demandé que pour rupture irrémédiable du lien du mariage. La rupture repose sur cinq faits : l'adultère, le mauvais comportement du conjoint, le conjoint

²¹¹ Mariano Martinez Aedo, IPF (Instituto Político Familiar) « Report on the evolution of the family in Europe, 2006 » « Development of mariages », Madrid, Mai 2007 (www.eurostat.com)

²¹² « Les conditions légales du divorce », Allemagne, Site du Sénat, Europe et International (www.sénat.fr)

a quitté le domicile conjugal depuis plus de deux ans avant la demande de divorce, une séparation de deux ans avec consentement, ou une séparation de cinq ans sans consentement. Aucune demande de divorce ne peut se faire l'année du mariage. Par contre, les séparations et les abandons de mariage sont plus fréquents.²¹³

Belgique

Le droit belge reconnaît trois procédures de divorces : le divorce pour cause déterminée, le divorce par consentement mutuel, la séparation de fait régies par les articles 229 et 311 quater du code civil ainsi que les articles 1254 et 1310 du code judiciaire.

Le premier est prévu par l'article 231 du code civil et la loi du 30 juin 1994, il repose sur la faute d'un des conjoints : excès, sévices, ou injures graves d'un des deux. Le deuxième relève aussi de la loi du 30 juin 1994. Les époux engagés dans cette procédure sont tenus de régler préalablement leurs droits respectifs par inventaire et une communication écrite visant à résidence de chacun des époux. Ils compareront à deux reprises devant le juge, certains actes seront susceptibles d'être modifiés, suite à cela ils obtiendront leur divorce.

Le troisième relève de l'article 232 du code civil. La loi du 16 avril 2000 a réduit le délai antérieur de cinq à deux ans. Ensuite, le tribunal constate la séparation des époux et prononce le divorce.²¹⁴

Irlande

Le divorce a été instauré lors du référendum du 24 novembre 1995. Auparavant, il était interdit par l'article 41 de la Constitution, les juges étaient autorisés à prononcer la séparation judiciaire dans des cas extrêmes.²¹⁵

Italie

Le divorce a été introduit dans la législation italienne par la loi n°898 du premier décembre 1970 sur la dissolution du mariage, elle-même modifiée par la loi n°151 du 19 mai

²¹³ « Les conditions légales du divorce », Angleterre et Pays de Galles, Site du Sénat, Europe et International (www.sénat.fr)

²¹⁴ « Les conditions légales du divorces », Belgique, Site du Sénat, Europe et International (www.sénat.fr)

²¹⁵ « Les conditions légales du divorce », Irlande, Site du Sénat, Europe et International (www.sénat.fr)

1975 et par la loi n°74 du 6 mai 1987. Il existe deux types de divorce : le divorce immédiat et le divorce différé.

Le premier est possible par le conjoint qui le demande à trois conditions : si son conjoint a commis de graves délits avant ou après le mariage, l'obtention du divorce et du remariage à l'étranger par le conjoint étranger et la non consommation du mariage.

Le second sera accordé aux époux vivant séparément et de manière continue depuis une certaine période. Dans ce cas, la séparation peut être consensuelle ou judiciaire. Dans les deux cas, elle devra être déclarée lors d'une comparution devant le juge. La séparation consensuelle est un acte résolu par consentement mutuel alors que la séparation judiciaire sera effective s'il s'est produit des faits portant préjudice à la bonne éducation des enfants. En général, les cas les plus fréquents sont l'adultère, la cruauté ou le refus de relations sexuelles.²¹⁶

La condition de la femme en Europe est bien meilleure que celle des femmes des autres continents. Les européennes sont plus libres, et surtout plus indépendantes. Elles peuvent travailler, conduire, pratiquer un sport, sortir,...en bref, elles peuvent faire les mêmes activités que celles des hommes. Il faut savoir que dans certaines sociétés, cela est très mal vu par la gent masculine et cela pourrait même être puni par la loi.

Malgré tout, les européennes se plaignent et aimeraient qu'on les écoute : c'est pourquoi, elles se rassemblent sous forme de mouvements dans le but de réclamer des droits pour vivre dans une Europe plus juste.

L'Union Européenne a quand même instauré des lois pour favoriser l'égalité entre hommes et femmes. Ce fut le cas de la loi du 6 juin 2000, la loi sur la parité²¹⁷, qui découle de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, qui avait lieu à Pékin en 1995. C'est une loi qui a l'objectif de faire participer les hommes et les femmes de façon équilibrée au Conseil Européen, au niveau des décisions. Plusieurs pays européens l'ont adopté, ce fut le cas de la France, de la Belgique et de l'Italie. Dans ce cas, ils favorisent l'égal accès aux hommes et aux femmes aux mandats électifs.

Pour améliorer le statut de la femme, de nombreuses lois ont été votées comme les lois sur l'égalité des salaires, des lois qui éliminent toutes formes de discriminations envers les femmes, celles contre la violence conjugale,...mais malgré tout rien ne change. Par exemple,

²¹⁶ « Les conditions légales du divorce », Italie, Site du Sénat, Europe et International (www.sénat.fr)

²¹⁷ Mariette Sineau « Parité-Le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », La documentation française, Paris, 2004, P.54 (97 pages)

le traité d'Amsterdam²¹⁸, qui a été signé le 2 octobre 1997, et mis en vigueur le premier mai 1999, dit que l'égalité des salaires est reconnu pour un travail égal ou de valeur égal. Le combat pour les discriminations entre hommes et femmes y est écrit noir sur blanc. Le traité d'Amsterdam a le mérite de donner plus de poids à l'égalité entre hommes et femmes, alors que le traité de Rome (1957) se limitait à reconnaître l'égalité de rémunération, il étend l'égalité tant dans le domaine de l'accès à l'emploi qu'à la sécurité sociale (Article 141).

Le « Gender mainstreaming », qui trouve son origine dans la plateforme de la conférence mondiale des femmes de Pékin en 1995, représente l'intégration de l'égalité des genres dans toutes les actions et politiques de la communauté. Il stipule que la dimension de l'égalité des chances doit être transversale à toutes les politiques menées par l'Union Européenne, qu'elles aient un rapport direct ou indirect avec celle-ci.

L'article 13 du traité d'Amsterdam a été mis en place pour contrer tout type de discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. D'ailleurs le traité de Nice (2001) revient sur cet article en l'améliorant.²¹⁹

Les violences conjugales

En Europe, le problème le plus important qu'il faut régler au plus vite et qui touche les femmes est la violence conjugale²²⁰. Elle est devenue un phénomène endémique en Europe où chaque semaine une femme est tuée par son mari ou son concubin, selon le Conseil de l'Europe.

La Conférence mondiale de Pékin sur les femmes a permis aux pays européens de prendre conscience du problème de la violence faite aux femmes.²²¹ Beaucoup de solutions ont été proposées, ainsi, une déclaration et un programme d'action ont été rédigés dans l'espoir d'améliorer la situation économique des femmes pour les protéger contre la montée de la violence. Les principaux points sont axés sur le droit des femmes à l'héritage, la libre décision des femmes concernant la sexualité et les grossesses, et la non-discrimination des femmes du fait de leur statut de mère. Le viol marital, les coups et blessures infligés dans le foyer, les

²¹⁸ « Le traité d'Amsterdam », Texte E 1502-Com, Le 07/06/2000 (www.sénat.fr)

²¹⁹ Inès Trépan « Pour une Europe citoyenne et solidaire : l'Europe des traités dans la vie quotidienne », Editions Larcier, Bruxelles, 2002, P.207 (236 pages)

²²⁰ Christine Manigand, Traian Sandu « Frontières et insécurité de l'Europe : territoires, identités et espaces européens », L'harmattan, Paris, 2008, P.246 (262 pages)

²²¹ Conférence mondiale de la femme à Pékin

mutilations génitales sont désormais reconnues comme des actes de violence à l'égard des femmes, en effet, ils engagent une violation des droits humains.

Beaucoup de pays de l'Union Européenne font des efforts pour contrecarrer le problème mais certains passent outre. Les pays nordiques reconnus pour leur égalitarisme comptent un nombre exceptionnel de refuges pour femmes en détresse. L'Autriche fut le premier pays à imposer des lois pour éradiquer ce fléau. L'Espagne, la France et la Belgique ont fait de gros progrès dans ce domaine, en revanche, ce n'est pas le cas de l'Islande, des Pays-Bas et de la Grèce qui placent ces ignominies dans la même catégorie que n'importe quel acte de violence. Au Portugal, des lois existent mais le problème vient de la population. Ils pensent que ce n'est pas un problème si grave.

En Autriche²²², le poids des associations féministes a été si important qu'une loi contre les violences domestiques a été mise en vigueur dès le premier mai 1997. Cette loi comporte de nombreuses mesures, elle impose entre autres l'éloignement du conjoint violent pendant une durée de 10 jours. Pour cela, il n'a pas accès ni à sa demeure ni à sa famille. De plus, il existe des programmes de sensibilisation et des formations destinés aux policiers. D'autres programmes permettent de venir en aide aux hommes violents. Toutes ces mesures sont une première en Europe, et elles sont considérées comme un modèle dans toute la communauté européenne.

En Allemagne, le BIG²²³ est un modèle national. Il s'agit d'un projet qui rassemble tous les acteurs de la violence conjugale : les policiers, les juges, les médecins, les associations féminines et les autres acteurs sociaux. Ils se sont coordonnés pour établir une stratégie globale afin de régler le problème de la violence. Depuis 2002, cette stratégie s'est étendue au reste du pays.

En Espagne, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, le gouvernement Zapatero²²⁴ a mis en place une loi intégrale contre la violence de genre. Des centres d'urgence et de récupérations pour les femmes maltraitées doivent être créés. Des systèmes d'aide financière et juridique pour les femmes qui veulent quitter le domicile conjugal sont mis en place petit à petit. Un nombre important de juges spécialisés ont été ouverts.

²²² Etude de législation comparée n°144, février 2005, « La lutte contre les violences conjugales » (www.sénat.fr)

²²³ Berliner Interventionszentrale bei hauslicher Gewalt : Cellule d'intervention pour les violences conjugales

²²⁴ Nathacha Chetcuti, Maryse Jaspard « Violences conjugales-Trois pas en avant, deux pas en arrière », L'harmattan, Paris, 2003, P.295 (319 pages)

En Slovaquie, une nouvelle loi a été votée en 2003. Elle prévoit l'éviction du conjoint violent du domicile conjugal lorsque la femme est reconnue victime. Une unité de police spécialisée dans la violence conjugale dirigée par des femmes a été créée.

Dans les pays de l'Est, la situation des femmes a empiré. Les violences à leur encontre ont augmenté. Les anciennes politiques sociales qui leur permettaient de travailler et leur accordaient des bénéfices n'existent plus. Les autorités, les médecins et la police ne prennent pas assez en compte leurs difficultés. De plus, la société civile manque d'organisation pour la lutte contre ce fléau.

En Pologne, la situation n'est guère mieux, la violence faite aux femmes n'intéresse pas du tout les autorités, d'ailleurs pour se donner bonne conscience ils mettent ces actes sur le compte de l'alcool. En Lettonie, aucune loi n'existe pour protéger les femmes, en Slovénie, les actes de violence sont punis quand il s'agit de cas graves. Les nez cassés et les côtes brisées sont considérés comme des blessures légères et non punies par la loi²²⁵.

Pour les femmes de 16 à 44 ans, la violence conjugale serait la principale cause de décès et d'invalidité, selon des statistiques citées par un rapport du Conseil de l'Europe. En Europe, une femme sur cinq a subi des violences et dans 95% des cas elles ont lieu au sein du domicile conjugal. De plus, plus de 600 femmes en meurent chaque année.

Selon des études, la pauvreté et le manque d'instruction ne sont pas des facteurs significatifs, l'incidence de la violence domestique semble même augmenter avec les revenus et le niveau d'instruction. Une étude néerlandaise a même révélé que presque la moitié de tous les auteurs d'actes de violence à l'égard des femmes sont titulaires d'un diplôme universitaire. La violence domestique, sous toutes ses formes est le fléau national le plus répandu²²⁶.

Des études révèlent que 52,8% de femmes ont subi des violences de la part de leur époux au Portugal, 32% en Turquie, 38% en République Tchèque, 26% au Royaume-Uni et 42,4% en Lituanie.

En Espagne, en 2003, 73 femmes ont été assassinées par leur conjoint. En Russie, 36 000 femmes sont battues chaque année, pour la plupart par leur mari ou partenaire, cela entraîne la mort d'une femme toutes les quarante minutes. En Finlande, 27 femmes décèdent de la violence infligée par leur partenaire. En Allemagne, 300 femmes en meurent par an. En

²²⁵ Nathalie Zebrinska « La guerre secrète-Vaincre la violence conjugale », L'harmattan, Paris, 2003, P.23 (142 pages)

²²⁶ Christine Manigand, Traian Sandu « Frontières et insécurité de l'Europe : territoires, identités et espaces européens », L'harmattan, Paris, 2008, P.246 (262 pages)

Roumanie, on recense un très grand nombre de femmes violentées, chaque année pour chaque million de roumaines, un peu plus de douze femmes sont tuées, contre 6,58 norvégiennes et 4,59 suédoises²²⁷.

Face à ce constat dramatique, le Conseil de l'Europe a demandé à ses États membres de prendre des mesures préventives mais aussi d'élaborer un arsenal pénal pour que les auteurs de violence domestiques soient sévèrement sanctionnés.

En 1997, la campagne « Tolérance Zéro » a été lancée par le parlement européen pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Cette initiative s'est montrée efficace et a permis à la plupart des pays européens de prendre conscience de ce fléau et de le résoudre à leur façon au plus vite.

Le programme d'action communautaire DAPHNE I (2002-2003) a été un succès c'est pourquoi, une seconde phase a été établie pour la période 2004-2008 (DAPHNE II). Ce programme vise à prévenir la violence envers les enfants, les adolescents et les femmes et à protéger les victimes et les groupes à risques. Il permet donc de concrétiser des projets grâce à une enveloppe financière tels que des actions de sensibilisation, des études de terrain et des recherches, la mise en œuvre d'accompagnement pour les agresseurs et pour les victimes

Parmi les mesures proposées figure notamment l'éloignement immédiat du partenaire violent du domicile et de l'environnement quotidien de la femme et de ses enfants, sans preuve et sans attendre une décision de justice²²⁸.

Pour vaincre ce fléau, et faire valoir leurs droits, les femmes s'organisent en mouvements pour exercer de fortes pressions sur le conseil de l'Europe. C'est le cas du Lobby Européens pour les femmes, de la fédération des femmes pour l'Europe, ou du réseau de femmes pro féministes, la liste est exhaustive car il en existe plusieurs au niveau européen. Et autant dans chaque pays de l'Union Européenne. Le Lobby Européen des Femmes a constitué des observatoires dans certains pays comme l'Irlande, la France, la Grèce et le Danemark. L'objectif est de créer un observatoire dans chaque état membre. Ils permettent une coordination nationale et multidisciplinaire des activités et sont présents auprès des gouvernements pour prendre des décisions. Un observatoire européen existe déjà depuis 1997, et il représente les dix huit états membre de l'Union Européenne. C'est une structure

²²⁷ Jean-Guy Branger, France, Groupe du Parti Populaire Européen « Campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe », Rapport commission sur l'égalité des chances pour les hommes et les femmes, Document n° 10273, Conseil de l'Europe, 16 septembre 2004 (www.assembly.coe.int)

²²⁸ « Lutte contre les violences sur les enfants, les adolescents et les femmes : programme Daphné » (www.europa.eu)

permanente, composée d'experts nationaux, permettant un échange d'informations et de bonnes pratiques et la mise en œuvre de projets communs.

Grâce à ces fédérations, associations et autres mouvements, les femmes peuvent être tranquilles, en effet, cela leur permet d'évoluer dans de bonnes conditions et peut-être qu'un jour les différences disparaîtront et l'homme et la femme avanceront ensemble sur un même pied d'égalité²²⁹.

Les résultats montrent que lorsque les Etats élaborent et mettent en œuvre des campagnes de sensibilisation et adoptent des mesures législatives, judiciaires et financières appropriées. Les luttes contre la violence enregistrent des progrès significatifs. Les victimes sont mieux informées sur leurs droits et l'opinion publique prend plus conscience de la gravité du phénomène.

Chaque pays devrait adopter un plan national pour lutter contre la violence domestique dans lequel figurerait un ensemble de mesures concrètes à prendre et où seraient fixés les délais de mise en œuvre des différents objectifs de ce plan.

L'Assemblée dans la recommandation 1582²³⁰ (2002), a déjà précisé les mesures spécifiques devant être adoptées par les états membres pour lutter plus efficacement. Ainsi les violences domestiques sont des actes passibles de sanctions pénales requises et de prévoir un programme de suivi psychologique pour l'auteur de ces actes violents afin de prévenir toute récidive. De bonnes pratiques ont été mises en place dans certains états membres, pour cela, les gouvernements devraient prévoir un dispositif de protection et d'aide d'urgence pour les victimes sur le plan juridique, psychologique et financier, et mettre en œuvre des modules de formation adaptées auprès des forces de police, de justice, d'organismes sociaux afin de soutenir et conseiller au mieux les victimes. Les gouvernements ont donc soutenu financièrement les acteurs locaux, les ONG et les associations tout en établissant des statistiques permettant de mesurer sur le plan quantitatif et qualitatif l'évolution de cette violence. L'utilisation de ces fonds se fera sous le contrôle des autorités. Certains états européens ont mis en place de bonnes pratiques comme c'est le cas en Autriche, en Espagne mais aussi en France ou en République Tchèque.

Beaucoup de campagnes de sensibilisation ont été créées, en effet, la population doit être sensibilisée à ce sujet, et la violence doit être traitée comme un problème politique et public. Elle concerne non seulement les victimes et les auteurs de ces mauvais actes mais aussi tous

²²⁹ Marie Ramot, Elizabeth Sledziewski « Le Lobby Européen des Femmes : la voie institutionnelle du féminisme européen », L'harmattan, Paris, 2006, P.88 (162 pages)

²³⁰ Collectif Droits des Femmes, Collectif national pour le droit des femmes (France) « Contre les violences faites aux femmes : une loi-cadre ! une loi-cadre ! », Editions Syllepses, Paris, 2006, P.19 (158 pages)

ceux qui en sont témoins ou qui sont amenés à intervenir (police, juges, personnel médical et les travailleurs sociaux appelés à faire face aux conséquences de la violence domestique).

Le but de cette campagne est de montrer que la violence domestique est une infraction pénale dont les auteurs doivent être sanctionnés par l'Etat et la société.

Il faudra mettre en évidence le rôle de l'éducation des jeunes et des adultes aux droits de la femme et de l'égalité des sexes. Les hommes devraient y prendre une part active par le biais de diverses actions de sensibilisation.

La prostitution

Cette activité prend de l'ampleur, des milliers de femmes qui proviennent des quatre coins du monde sont amenées dans les différents pays de l'Union Européenne pour se prostituer. Elles proviennent essentiellement de l'Europe de l'Est, mais aussi de Russie ou de Pologne, d'Afrique, du Maghreb, d'Asie, d'Amérique Latine et plus précisément du Brésil ou de la Colombie. Ces femmes sont exploitées et sont le fruit d'une organisation criminelle internationale²³¹. Et pourtant dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'article 4 est clair à ce sujet: « Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude, l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes » et l'article 5 ajoute : « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. », Dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme pour l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'article 6 stipule que tous les états membres doivent prendre des mesures nécessaires pour supprimer le trafic des femmes et l'exploitation de la prostitution des femmes. »

Cette activité est très ancienne et a toujours suscité de vives émotions, car cela gêne les habitants des quartiers qui l'abrite, ces derniers se plaignent de nuisances sonores et proposent leur déplacement vers des endroits beaucoup plus isolés. Dans ce cas, cela ne se fera plus au cœur des zones urbaines. Aucun pays n'applique ses lois à la lettre, le proxénétisme est partout, selon une étude du chercheur canadien Richard Poulin²³² entre 86 et 90% des prostituées seraient soumises à un proxénète. Et une personne prostituée rapporte environ 110 000 euros de bénéfices par an à un proxénète établi en Europe. Ces femmes sont victimes de l'esclavage, leurs droits sont bafoués, elles sont souvent forcées et violentées, certaines

²³¹ Béatrice Houchard « Prostitution ou traite des êtres humains », Fondation Robert Schuman, Synthèse n°64, Le 28 octobre 2002 (www.robert-schuman.eu)

²³² Richard Poulin « Le temps de la vénalité sexuelle-Prostitution, crime organisé et marchandisation », Actuel Marx en ligne n°28, Université d'Ottawa, Le 11 novembre 2004 (www.netx.u-paris10.fr)

sont parfois retrouvées mortes pour avoir désobéi. La majorité des pays essaient de la réglementer c'est le cas d'une majorité qui se dit abolitionnistes²³³. Ce mouvement a pris naissance en Angleterre où fut fondée en 1875, la Fédération Abolitionniste Internationale (FAI), grâce à l'implication d'une grande féministe, Joséphine Butler. Grâce à son action fut approuvée par l'Assemblée Générale des Nations-Unies, le 2 décembre 1949, la Convention pour la répression de la Traite des Etres Humains et de l'Exploitation de la Prostitution d'autrui. Huit pays l'ont ratifiée : la Belgique, le Danemark, L'Espagne, l'Italie, la Finlande, le Luxembourg, le Portugal et la France.

Certains adoptent des comportements beaucoup plus stricts comme l'Irlande ou la Suède et refusent tout acte de prostitution. Les prostituées jouent le rôle des victimes et les proxénètes celui des criminels, d'autres sont règlementaristes comme la Suisse, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Autriche, pour ceux-là, la prostitution est considérée comme une activité professionnelle normale.

La Suède

Elle est le premier pays européen à se doter d'une telle loi, en effet, la prostitution y est interdite, depuis la mise en vigueur de la loi du 11 janvier 1999. L'auteure de cette loi est la députée Inger Segelstrom²³⁴, présidente de la Fédération des Femmes Sociales-Démocrates. Son idée a fait évoluer les mentalités puisque les hommes prennent désormais ces actes comme un crime surtout les plus jeunes.

Les clients sont menacés par le Parlement d'une amende, voire d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois. En réalité, aucune peine n'a été prononcée depuis l'entrée en vigueur de la loi, seulement plus de cinq cents amendes ont été distribuées. La prostitution est considérée comme étant une violence faite aux femmes. Les prostituées ne sont pas punies car elles sont considérées comme des victimes²³⁵.

Le Code pénal a été également enrichi d'un nouvel article le premier janvier 2002 qui punit le trafic à des fins d'exploitation sexuelle. Les risques encourus sont des peines

²³³ « Les politiques publiques et la prostitution. Rapport d'information sur l'activité de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes pour l'année 2000. » Partie II-La prostitution (www.sénat.fr)

²³⁴ Axel Gylden « Prostitution, le modèle suédois », L'Express, Paris, Le 03/04/2003

²³⁵ Fondation Scelles « Les limites du modèle suédois de lutte contre la prostitution », Infos Mail n°2-3, Paris, Du 9 au 23 janvier 2008, P.2

d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans²³⁶. Au-delà de la punition, des campagnes de communication contre la prostitution et leurs clients sont mises en place dans le but de sensibiliser la population. Un budget a été gardé pour tenter de réinsérer les prostituées qui le veulent. Malheureusement, malgré cette bonne volonté, on constate que la prostitution clandestine n'est pas encore éliminée.

Les Pays-Bas

La prostitution²³⁷ est considérée comme une activité professionnelle normale, alors que le proxénétisme y est sévèrement puni. Ces derniers peuvent prendre jusqu'à huit ans de prison si l'infraction est le fait de plusieurs personnes, si la mineure a moins de seize ans ou si l'éventuel acte de violence entraîne des coups et blessures. Cette peine peut aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement si les trois actes sont cumulés.

Les prostituées payent leurs impôts sur le revenu et celles qui l'exercent indépendamment payent en plus la TVA. Celles qui sont employées dans les clubs sont salariées. Leur employeur doit payer leurs cotisations sociales patronales et prélever leurs cotisations salariales. Elles sont couvertes en cas de chômage, de maladies ou d'accident. En tant que libérales, elles sont soumises au même régime que les autres travailleurs indépendants.

Allemagne

Comme aux Pays-Bas, l'Allemagne²³⁸ est un pays réglementariste, la prostitution n'est pas répréhensible en soi mais dans certains cas, elle peut amener à six mois de prison. La loi d'introduction au Code Pénal, laisse au lander la possibilité d'interdire l'exercice de la prostitution à certains moments de la journée et à certains endroits dans les communes de moins de 50 000 habitants.

Le proxénétisme est puni par la loi, on peut prendre entre six mois et cinq années de prison. L'article 180b condamne l'exploitation d'une personne en situation de faiblesse, ayant moins de 21 ans par exemple. De plus, l'incitation à la prostitution est passible de plus de trois

²³⁶ Service des affaires européennes « Le régime juridique de la prostitution féminine », La Suède, Octobre 2000 (www.sénat.fr)

²³⁷ Service des affaires européennes « Le régime juridique de la prostitution féminine », Les Pays-Bas, Octobre 2000 (www.sénat.fr)

²³⁸ Service des affaires européennes « Le régime juridique de la prostitution féminine », L'Allemagne, Octobre 2000 (www.sénat.fr)

années de prison ou d'une forte amende. En aucun cas, on doit avoir de relations sexuelles rémunérées avec un mineur de moins de 14 ans.

Comme aux Pays-Bas, les prostituées payent leurs impôts mais ne jouissent d'aucune couverture sociale, sauf si elles ont fait le choix d'une assurance volontaire.

La femme en Europe a beaucoup de chance car depuis la formation de l'Union européenne, sa situation évolue mieux que celles des femmes des autres civilisations. Plus les années passent et plus elles deviennent indépendantes. Une femme peut actuellement faire face à la vie seule, elle peut travailler et à la fois s'occuper de sa famille. En effet, les femmes étudient plus et sont désormais, de plus en plus diplômées. Elles aspirent à de nouvelles carrières. Elles sont nombreuses sur le marché du travail comme jamais elles ne l'avaient été auparavant. Elles veulent devenir leur propre chef de famille, gagner de l'argent et améliorer ainsi leur qualité de vie. Même s'il est toujours difficile de se faire une place dans certains secteurs, elles s'accrochent et essayent quand même d'y accéder. Mais les inégalités persistent, les écarts de salaires varient selon chaque pays européens, mais selon les statistiques, les écarts stagnent et pour certains autres ont légèrement diminué. Ce problème se pose dans toutes les civilisations, peut-être qu'un jour, il sera résolu une bonne fois pour toute²³⁹.

Des lois ont été instaurées en Europe concernant la discrimination faite aux femmes, c'est déjà un point positif, mais il reste des tas d'autres choses à mettre en œuvre, comme faire accéder tous les secteurs professionnels aux femmes, car elles ont les mêmes compétences que celles des hommes surtout à l'heure actuelle. Avant, elles n'étaient considérées que comme des mères ou des épouses, c'est-à-dire qu'elles n'étaient présentes que pour s'occuper du foyer, elles n'étudiaient pas, ne travaillaient pas, ne sortaient pas,...mais cette époque est révolue, et la femme a brillamment fait ses preuves. Maintenant, il existe de plus en plus de femmes avocates, magistrates ou médecins, mêmes si elles n'ont pas tout à fait les mêmes fonctions que les hommes, elles s'approprient quand même certaines professions autrefois défendues aux femmes²⁴⁰. De plus, en politique, les femmes sont de plus en plus présentes, et c'est le cas dans tous les pays d'Europe à part à Chypre. Même s'il existe des disparités et qu'elles sont plus présentes en Europe du nord qu'en Europe du sud. La situation ne peut que changer car la plupart des pays ont signé dès 1999, la loi sur la parité qui incite le

²³⁹ Pascale Joannin « L'Europe une chance pour la femme », Notes de la fondation Robert Schumann, Notes n°22, Fondation Robert Schumann, Bruxelles, 2004 (www.robert-schuman.eu)

²⁴⁰ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La découverte, Paris, 2003, P.41 (122 pages)

gouvernement à avoir un nombre égal d'hommes et de femmes dans les différents partis. Celles-ci pouvant être aussi éligibles. Cette situation ne peut qu'évoluer !²⁴¹

En Europe, le plus gros fléau reste la violence sous toutes ses coutures²⁴², agressions, insultes, et cela peut même aller jusqu'à la mort. Mais l'Europe a pris de réelles sanctions pour réussir à changer les choses. Heureusement, l'Europe défend très bien les droits de la femme et cela est en partie dû à l'impact des mouvements féministes, qui sont créés depuis plusieurs années déjà, mais qui sont présents au niveau européen, depuis quelques années donc plus efficaces. Si la situation de la femme en Europe change, ce serait un point positif, en effet, l'Union Européenne servirait de modèle aux autres sociétés, qui l'imiteront peut-être un jour à leur tour?

1.2.2. Le féminisme en France : un combat vers l'égalité des genres

En France, la condition de la femme a énormément évolué depuis la révolution française. En effet, l'engagement d'Olympe De Gouges²⁴³ y est pour quelque chose, cette femme, une des pionnières du mouvement féministe s'impliqua peu à peu dans la société pour faire valoir les droits des femmes et demander un peu d'égalité entre les deux sexes. Elle demandera parmi tant d'autres sujets, le remplacement du mariage par une sorte de contrat social signé par les deux époux, le droit au divorce, l'accès aux charges et aux emplois pour les femmes, la libre disposition de leur bien, l'abolition de l'esclavage...mais ce sera en octobre 1791, qu'elle rendra public sa rédaction de « *la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne* ».

Une femme de lettres, Simone De Beauvoir est reconnue dans le monde entier grâce à son essai féministe intitulé « *Le deuxième sexe* ». Son ouvrage prône l'émancipation de la femme, possible uniquement par l'acquisition de son indépendance. Elle dénonce une société qui laisse de côté la femme et de laquelle il faut se détacher pour atteindre la liberté. D'après elle : « On ne naît pas femme, on le devient ». Les racines du féminisme sont donc très profondes²⁴⁴.

²⁴¹ Mariette Sineau « Parité-Le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », La documentation française, Paris, 2004, P.54 (97 pages)

²⁴² Jean-Guy Branger, France, Groupe du Parti Populaire Européen « Campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe », Rapport commission sur l'égalité des chances pour les hommes et les femmes, Document n° 10273, Conseil de l'Europe, 16 septembre 2004 (www.assembly.coe.int)

²⁴³ Paulette Bascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.143 (575 pages)

²⁴⁴ Chantal Albagli, Henry Lelièvre, Nicole Albar « Les femmes, mais qu'est ce qu'elles veulent ? », Editions Complexe, Paris, 2001, P.22 (335 pages)

Les femmes ont été les protagonistes de l'une des rebellions sociale les plus importantes du vingtième siècle. Les luttes pour le droit de vote, pour le droit au divorce, pour la maternité volontaire, et d'autres revendications spécifiques font partie d'un vaste mouvement mondial pour l'émancipation des femmes. En effet, les femmes ne remettent pas en cause uniquement le régime de domination des classes, mais aussi, celui du sexe, qui repose sur l'hégémonie du patriarcat²⁴⁵.

Aujourd'hui, les femmes participent largement à la vie économique. En effet, 51% de la population active est féminine contre seulement 35% à la fin des années 60. Elles n'en continuent pas moins à souffrir de discriminations et d'inégalités : salaire, responsabilités, précarité, chômage,... Ces femmes se battent pour arriver à leur fin et sont présentes dans de nombreux secteurs autrefois réservés aux hommes. Malgré tout, la majorité d'entre elles, occupent des postes plutôt « féminisés », comme institutrice, employée du privé ou du public, employée du commerce ou personnel de service et certaines sont bien représentées dans le domaine de la santé et du travail social.

Quand on est une femme on veut allier la vie professionnelle à la vie familiale, et pour cela bon nombre d'entre elles ont opté pour le travail à temps partiel. Si celui-ci semble être la bonne alternative pour des milliers de mères de famille, pour certaines il est imposé par le patron dès l'arrivée au sein de l'entreprise. Ces femmes n'ont pas d'autres choix que de l'accepter sous peine d'être licenciée si elles refusent²⁴⁶.

Environ deux siècles et demi plus tard, et après une grande implication des femmes dans la lutte pour l'émancipation de leurs droits, ce sera en 1944-45 qu'elles obtiendront le droit de vote²⁴⁷. Pour elles c'est un grand pas en avant, grâce à cela de nombreuses mesures furent instaurées. En effet, les changements consécutifs de la situation légale et politique des femmes françaises, en tant qu'épouses et mères ont été significatifs. En 1946, une clause donnant les droits égaux aux femmes dans la loi a été incorporée à la Constitution de la quatrième République, clause confirmée en 1958 par la cinquième République.

De plus, certaines réformes touchant le statut légal des femmes mariées furent acceptées comme par exemple la reconnaissance de leurs droits sur les enfants, la légalisation

²⁴⁵ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'Atelier, Paris, 2004, P.431 (463 pages)

²⁴⁶ Martine Buffier-Morel « L'emploi du temps au féminin : entre liberté et égalité », L'harmattan, Paris, 2007, P.143 (211 pages)

²⁴⁷ Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminismes et identités nationales : les processus d'intégration des femmes en politique », Programme Rhône-Alpes de Recherche en sciences humaines, Lyon, 1998, P.82 (306 pages)

de la contraception et de l'avortement...en 1980, l'Etat français a même décidé de subventionner les programmes de planning familial.

Malgré tous ces succès, c'est l'année 1968 qui réjouira la majorité des femmes de l'époque, cette date correspond à la création du Mouvement de Libération des Femmes, plus connu sous le nom du MLF²⁴⁸. Ce mouvement parti des Etats-Unis dans les années soixante, déferla sur l'Europe et toucha la Grande-Bretagne, le Danemark, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne, l'Italie puis la Belgique. L'Espagne et le Portugal ont dû attendre un contexte plus favorable avec le mouvement de démocratisation.

Ce mouvement de femmes se déclina en plusieurs versions. En effet, chaque pays partageait les mêmes thèmes, les mêmes préoccupations, les mêmes argumentations. Par contre certaines contradictions y faisaient figure de part et d'autre de l'Atlantique (entre Marxisme et féminisme, féminisme radical ou socialiste...chaque mouvement s'inscrivait pourtant dans un contexte national avec ses traditions, son tempérament. Il y apportait son style, son génie, ses enjeux particuliers. Il y connaissait succès et difficultés propres, selon les équilibres politiques, les réactions des institutions ou de la société.

Le MLF fut le premier grand mouvement féministe, il servit alors de modèle pour chaque citoyen qui se battait pour la cause féminine. Il a été fondé en France par Antoinette Fouque. S'il s'est diffusé si vite, c'est qu'il avait partout les mêmes causes et les mêmes espoirs, il partageait une même culture.

Issue du mouvement de révolte de la jeunesse du baby-boom contre une société bloquée dans ses contradictions et infidèle aux idéaux démocratiques qu'elle proclamait, la nouvelle vague du féminisme pouvait s'appuyer sur les acquis de la précédente qui avait conquis l'égalité des droits, l'accès à l'éducation et aux professions dont elle mesurait les limites. Ce Mouvement est le modèle du féminisme par excellence, il a développé la tradition révolutionnaire dont il avait hérité et y est resté fidèle.

Depuis la création du MLF, les femmes ont eu le courage de s'exprimer et dès lors, de nombreuses organisations et associations ont vu le jour. Ce fut le cas de *la Ligue du Droit International Des Femmes* (LDIF), créée en 1974 par Simone de Beauvoir²⁴⁹. Elle est encore d'actualité et est présidée par Annie Sugier et Anne Zelenski. Cette ligue a été créée pour lutter contre les discriminations sexistes et pour promouvoir le droit des femmes. L'association mène généralement des actions exemplaires sur des situations extrêmes de

²⁴⁸ Naty García Guadilla « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) », Presses Universitaires de France, Paris, 1981, P.26 (146 pages)

²⁴⁹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les Editions de l'atelier, paris, 2004, P.95 (463 pages)

violence ou de discrimination avec l'aide des femmes victimes de ces situations afin de faire progresser le droit.

« *La Ligue du Droit International des Femmes se propose de promouvoir un droit international pour les femmes indépendamment des zones géographiques, des histoires spécifiques et des cultures et de dénoncer toutes les formes de discrimination et de persécution sexiste ainsi que toute agression sexiste à l'encontre des femmes ou des enfants de sexe féminin.* »²⁵⁰

De nombreuses associations ont existé mais certaines d'entre elles ont cessé leurs activités, d'autres plus connues, continuent à s'engager en dénonçant la domination masculine²⁵¹ à l'exemple des *Chiennes de Garde*, *Mixité*, ou encore *Les Pénélopes*. Certaines, comme *La Maison des Femmes*, préfèrent s'occuper du sort des plus démunies (les immigrées, les sans-papiers). D'un certain point de vue, le mouvement féministe a favorisé le développement de groupes de réflexion et de pression contre toutes les dominations, de race, de sexe et de genre.

La politique

Au cours des dernières années, la place des femmes en politique a fait les gros titres des médias français. Le Mouvement pour la parité hommes-femmes dans la vie publique a lutté activement pour une participation égale des hommes et des femmes en politique. En juin 1996, dix femmes députées et anciennes députées de renom ont lancé un appel pour la parité dans le magazine *l'Express*²⁵². Les objectifs de ce mouvement sont soutenus par une large majorité de femmes et d'hommes en France: 71% des personnes interrogées par le magazine se prononcent en faveur de la parité hommes-femmes en politique.

Pourtant, il existe une sous représentation des femmes dans ce milieu. Au cours de ces dernières décennies, la proportion de femmes a toujours été faible, selon une étude de l'INSEE²⁵³, en 1958, les femmes n'étaient que 1,3% siégeant à l'Assemblée nationale, et elles étaient 2,3% à se présenter. En 1978, elles étaient 4% dont 16,3% de candidates. En 1993,

²⁵⁰ www.ldif.asso.fr

²⁵¹ Michèle Riot-Sarcey « Histoire du féminisme », Editions La découverte, Paris, 2002, P.104 (122 pages)

²⁵² Eléonore Lépinard « L'égalité introuvable: la parité, les féministes et la République », Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 2007, P.119 (293 pages)

²⁵³ Enquête INSEE, « Vie politique et sociale, statistiques », 2004 (www.insee.fr)

elles n'étaient que 5,9%, dont 19,5% à se présenter, en 2002, elles ne sont que 12,1% dont 39,3% à se présenter. Et en 2007, elles sont 18,5% de femmes élues et 41,6% à se présenter.

Au Sénat, c'est le même scénario, en 1952, elles étaient 2,5%, en 1977, le taux avait légèrement chuté et passa à 1,7%, en 1992, il a augmenté, elles étaient 5% et en 2004, elles sont 16,9%.

Au parlement européen, dans la législature de 1999/2004, la proportion de femmes était de 40,2%, pays d'Europe qui détient le plus haut taux de femmes au parlement européen, et pour la législature de 2004/2009, elles sont actuellement 43,6%. La France a été dépassée par le Luxembourg cette fois-ci.

Le principe de parité politique consacré par la révision constitutionnelle de 1999 a été conforté par la loi du 11 avril 2003, qui modifie le mode de scrutin des élections régionales. Cette loi a permis d'améliorer la place des femmes dans les structures régionales.

La loi du 31 janvier 2007 a renforcé l'idée d'un partage des responsabilités tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif des dispositifs existants. Ils prévoient : l'égal accès des hommes et des femmes aux exécutifs des communes de plus de 3500 habitants et aux exécutifs des Conseils Régionaux. L'alternance stricte entre les candidats de sexes différents pour les élections municipales dans les communes de plus de 3500 habitants. L'augmentation de l'amende encourue par les partis qui ne respectent pas la parité des investitures lors des élections législatives, l'instauration d'un « ticket paritaire » formé d'un candidat et de son remplaçant de sexe différent, aux élections cantonales²⁵⁴.

On remarque que la parité concerne les Conseils municipaux et régionaux et européen, en définitive des institutions moins valorisées que l'Assemblée Nationale ou que les Conseils Généraux. Si l'on regarde de plus près les statistiques, on se rend compte qu'on est loin d'obtenir une parité homme-femme à l'Assemblée Nationale. Les sanctions n'étant pas assez fermes. Distribuer des amendes, quelles qu'en soient leur montant, ne rétablira pas la parité !

Selon plusieurs chercheurs, la situation des femmes en politique reflète le conflit existant entre les idées d'égalité et de différence entre les sexes dans la vie politique française. L'étude de Mariette Sineau²⁵⁵ (1988) qui a interrogé des femmes députées, sénateurs, maires ou responsables de partis, montre que les hommes politiques n'arrivent pas à concevoir une place autre que minoritaire pour les femmes en politique. Les femmes elles-mêmes ont

²⁵⁴ Marie-Jo Zimmermann « Avancées et lacunes de la France concernant les applications de la Convention CEDEF/CEDAW », Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, Accès des femmes aux responsabilités, Le 14/05/2008, P.9 (www.observatoire-parté.gouv.fr)

²⁵⁵ Mariette Sineau « Des femmes en politique », Economica, Paris, 1988, P.54 (240 pages)

souvent le sentiment d'être perçues différemment, de ne pouvoir assumer que les rôles féminins traditionnels et d'être exclues des prises de décision concernant les questions essentielles. Pourtant, les femmes politiques pensent également que, en tant que femmes, elles changent les règles du jeu politique, apportant une dimension plus proche de la vie quotidienne des citoyens. Dans ce sens, les femmes mettent à l'ordre du jour du calendrier politique des questions qui ont toujours été considérées comme appartenant au domaine privé ou comme éloignées des enjeux politiques. Les partis politiques n'ont pas favorisé activement la promotion des femmes dans leurs structures, alors qu'ils ont introduit les préoccupations des femmes dans leurs programmes et discours politiques avec un peu plus d'enthousiasme.

L'activité professionnelle

La participation des femmes à l'activité économique ne date que du milieu du 20^e siècle, mais en 2007, elles représentent 47,2% de la population active²⁵⁶. Malgré leur succès scolaire, la plupart des femmes restent fidèles à certaines professions, elles sont de plus, rarement amenées à occuper les plus hauts postes et les places les mieux rémunérées.

En 2005, elles représentaient 37,1% des cadres²⁵⁷. Elles appartiennent surtout aux professions de l'enseignement, de la santé ou de l'action sociale (74,9%), des services aux personnes (61,8%), puis du commerce où elles sont 45,8%. En revanche, elles sont sous représentées dans la construction (9,1%) ou dans l'industrie automobile, par exemple où elles ne sont que 16,2%²⁵⁸.

De par l'obtention de certains diplômes, la féminisation de certaines catégories a joué un rôle décisif, notamment dans certaines branches telles que la justice, le droit ou la médecine. Même si elles réussissent plus facilement, elles n'obtiennent que rarement des promotions.

Dans le secteur privé, certaines femmes cadres poursuivent à des positions dominantes, mais en faible nombre. Une douzaine appartiennent à d'importants conseils d'administration mais cumulent rarement plusieurs mandats, à l'inverse des hommes. Elles sont entre 6 et 12% à représenter la direction de grandes firmes. Mais parmi les 200 plus grandes entreprises de France, on ne compte aucune femme à la fin des années 90. Par rapport à cela, il est bon de constater que les femmes ne sont toujours pas perçues comme susceptibles de prendre en main des postes à haute responsabilité. En effet, elles exercent leur pouvoir

²⁵⁶ INSEE « Population active et taux d'emploi dans l'Union Européenne », 2007 (www.insee.fr)

²⁵⁷ Eurostat « Un aperçu statistique de la vie des femmes et des hommes dans l'UE 25 », 6 mars 2006, P.4 (7 pages) (www.ec.europa.eu)

²⁵⁸ Statistique Insee « Actifs occupés selon le sexe et le secteur d'activité », 2007 (www.insee.fr)

dans certaines professions mais toujours envers des individus du même sexe qu'elles (Etablissements scolaires par exemple). Le fait de commander l'homme semble impensable car la femme n'ayant pas effectué de service militaire, elle est donc jugée inapte au commandement. C'est pourquoi, certains emplois comme la magistrature, la police et surtout l'armée ont mis énormément de temps à être fréquenté par les femmes²⁵⁹.

Pour ce qui est de la situation professionnelle de la femme, il y a tant de choses à dire...mais il est vrai que leur activité s'accroît d'années en années. Au début du 20^e siècle, elles restaient chez elles et s'occupaient de leur foyer et de leurs enfants pendant que leurs maris allaient travailler. Maintenant, tout a évolué, on ira même jusqu'à trouver un père au foyer et une mère qui travaille, mais ce n'est qu'une faible minorité et certains auront toujours quelque chose à redire sur la compatibilité de la femme et de l'activité professionnelle ! En effet, jusque dans les années 60, selon les mentalités de l'époque, on pouvait penser que la femme travaille à la seule condition de privilégier sa famille si elle en avait besoin. C'est pour cette seule et unique raison que la solution de la femme au foyer et de l'homme au travail paraissait être la meilleure. Si certaines femmes travaillaient, elles occupaient des postes en rapport avec leur propre expérience, comme la puériculture, le secrétariat, la dactylographie,...en ce qui concernait les salaires, il fallait respecter une certaine hiérarchie, effectivement, le salaire d'un homme devait assurer sa propre existence mais celle de sa famille aussi, contrairement au salaire de la femme qui correspondait à couvrir uniquement ses propres besoins.

Alors que plus de 60% des femmes de 20 à 59 ans vivant en couple, étaient inactives en 1968, elles sont moins de 30% dans cette situation en 1999. Le cas des mères de deux enfants a lui aussi évolué, le taux d'activité des mères de 25 à 49 ans est passé de 26% en 1962 à 76% en 2002. Par contre, parmi les mères de trois enfants ayant cessé leur activité, plus d'une sur quatre s'est arrêtées avant l'arrivée du premier ou dans l'année qui suivait et moins d'une sur dix à la naissance du troisième ou au cours de l'année suivante.

En 2002, parmi les femmes de 35-39 ans qui n'ont pas d'enfants, les plus actives sont les célibataires (92%), puis les femmes vivant en couple non mariées (91%) et les femmes mariées (78%). Quand elles ont un enfant ou plus, les plus actives sont les divorcées ou les séparées (83%), puis les célibataires et les concubines (80%), puis les femmes mariées (76%). Même si le salaire d'une femme permet à celle-ci de remonter le niveau de vie de sa famille, il lui donne aussi la possibilité de s'affirmer et d'acquérir une certaine autonomie. De par cette

²⁵⁹ Michèle Ferrand « Masculin-féminin », Editions La découverte, Paris, 2004, P.82 (123 pages)

indépendance, elle prouve que son foyer est susceptible de compter sur elle quand il en a besoin²⁶⁰.

Malgré cette bonne volonté, le travail pour une femme présente de multiples injustices : inégalités des salaires, différences des types d'emplois, parcours professionnels inégaux.

Le statut de la femme s'améliore d'années en années mais elle est toujours en retard sur son homologue. Selon une enquête de l'INSEE²⁶¹, au début des années 2000, les catégories socio-professionnelles les plus féminisées, et qui représentent les 60% des femmes actives sont : les employées du public et du privé, institutrices, professions intermédiaires de la santé et du travail social, employées du commerce et personnels de service. Par contre, les femmes ne représentent que 7% des catégories les plus masculines : ingénieurs et cadres techniques, contremaîtres et agents de maîtrise, policiers et militaires, ouvriers qualifiés.

Les femmes occupent toujours des postes moins qualifiés que ceux des hommes, et il existe toujours une « frontière » entre le secteur secondaire masculin et le secteur tertiaire féminin.

Les salaires des femmes restent toujours inférieurs à ceux des hommes. Cette différence s'est réduite vers 1980, grâce à la meilleure formation des filles et à la généralisation d'emplois stables. En 2000, pour l'ensemble des salariés (temps partiel inclus), selon l'INSEE²⁶², l'écart salarial était de 29% en faveur des hommes. La principale raison s'explique par la durée hebdomadaire du travail, qui inclue le temps partiel. Quand on compte l'écart des salariés à temps complet, l'écart n'est plus que de 17%. Il subsiste encore un écart de temps car les femmes qui sont à temps complet travaillent environ une heure de moins par semaine que les hommes. L'écart des salaires résulte aussi de l'expérience professionnelle, la durée des études mais aussi de la catégorie socioprofessionnelle, du secteur, de la taille de l'entreprise,... même si les femmes sont plus diplômées que les hommes, elles occupent moins souvent un emploi au niveau supérieur. Cet écart de salaire inexpliqué correspond au fait que l'homme serait plus expérimenté que la femme, par conséquent, selon des anciennes croyances, il devrait tout naturellement gagner plus qu'elle²⁶³.

²⁶⁰ Association d'économie politique Colloque, Diane-Gabrielle Tremblay « De la conciliation emploi-famille à une politique des temps sociaux », PUQ, 2005, Textes présentés lors du Colloque de l'Association d'économie politique tenu à l'Université du Québec à Montréal du 18 au 19 novembre 2004, P.41 (291 pages)

²⁶¹ « Les catégories socio-professionnelle les plus féminisées », enquête INSEE, 2000 (www.insee.fr)

²⁶² « L'écart salarial en France », étude INSEE, 2000 (www.insee.fr)

²⁶³ Michelle-Zancarini-Fournel « Histoire des femmes en France : 19^e-20^e siècle », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005, P.167 (254 pages)

La femme, de par ses maternités a quand même un désavantage vis-à-vis de l'homme. Dans les entreprises, elles laissent imaginer à leurs homologues qu'elles privilégient leurs tâches familiales au détriment de leur engagement envers leur profession. Par conséquent, les promotions des hommes seraient alors plus justifiées que celles des femmes, car ce comportement représente une véritable contrainte pour l'entreprise.

La femme peut rarement s'investir à fond dans son travail, en effet, elle a la responsabilité des charges domestiques. Même si elle se fait aider par son mari ou par une tierce personne, elle ne peut laisser tomber son rôle de femme et de mère attendu par sa famille²⁶⁴.

Les femmes sont plus souvent au chômage que les hommes, en 2003, selon une étude de l'INSEE²⁶⁵, le taux de chômage des hommes était de 8,8% alors que chez les femmes, il s'élevait à 11,2%. C'est surtout chez les jeunes qu'il est le plus important, en effet, concernant la tranche des 15-29 ans, chez les femmes, le taux atteignait les 18,9% alors que chez les hommes il était de 15,9%. Le taux de chômage le plus élevé se situe chez les ouvrières (21% contre 12%) et le plus faible chez les cadres (5% contre 4%) pour lesquelles le diplôme les protège. Les diplômées du supérieur sont les seules, parmi les jeunes femmes de moins de 29 ans entrées sur le marché du travail dans les années 80, à n'avoir connu que très rarement des situations de chômage (2% contre 20% de celles qui n'ont pas obtenu le BAC).

Dans les représentations sociales dominantes, l'emploi des hommes reste prioritaire, les femmes étant sensées pouvoir toujours retourner au foyer. Cette augmentation continue du chômage féminin souligne surtout la volonté des femmes à rester sur le marché du travail, malgré la crise, malgré les incitations au retour au foyer (congé parental), malgré la pénurie d'emploi et les emplois proposés : peu qualifiés, précaires, saisonniers ou à temps partiel.

Le travail à temps partiel²⁶⁶ est souvent présenté comme une alternative à la demande des femmes cherchant à concilier profession et famille. Mais la réduction des horaires de travail peut alléger les contraintes familiales seulement lorsque ces horaires sont choisis. Dans la plupart des cas, il est imposé lors de l'embauche. Une femme sur trois ayant un emploi à temps partiel souhaiterait travailler davantage. En effet, le travail à temps partiel est responsable d'un marché de l'emploi précaire et particulièrement de la précarité féminine. Les

²⁶⁴ INSEE, Jean-Michel Charpin « Femmes et hommes : regards sur la parité », INSEE, Paris, 2004, P.118 (173 pages)

²⁶⁵ « Le taux de chômage en France », enquête INSEE, 2003 (www.insee.fr)

²⁶⁶ Martine Buffier-Morel « L'emploi du temps au féminin : entre liberté et égalité », L'harmattan, Paris, 2007, P.102 (211 pages)

femmes représentent 85% des salariées à temps partiel et 80% des salariées à temps partiel imposé par l'employeur. Le temps partiel aggrave la surreprésentation des femmes dans les bas salaires. Près de 80% des salariés à bas salaires sont des femmes et 74% de ces femmes travaillent à temps partiel. On constate aussi que les salariées à temps partiel sont beaucoup moins souvent en Contrat à Durée Indéterminée que les temps complets et viennent beaucoup plus du chômage que d'un emploi à temps complet.

Le temps partiel a été conçu comme moyen de lutte contre le chômage. C'est en réalité un temps incomplet sensé convenir à la notion de « salaire d'appoint » des femmes²⁶⁷.

Le mariage

Le taux de nuptialité, c'est-à-dire le nombre de mariages pour mille habitants, ne cesse de diminuer. Et pourtant la France compte encore 49,9% de mariages contre 35,7% de célibataires et 7% de divorcés. Depuis le pic de l'an 2000, on remarque que l'âge du mariage recule en fonction des années. Il est de 29 ans pour les femmes et de 31 pour les hommes. Ces raisons seraient en partie dues à la difficulté de trouver un emploi, au développement et à la prolongation de l'union libre. On remarque quand même qu'il existe de fortes disparités entre les régions. Le taux de mariages le plus important a été enregistré en Ile de France (49 425 mariages), puis dans la région Rhône Alpes (26 450) et la Provence Alpes Côtes d'Azur (21 487). En revanche, les régions qui enregistrent le moins de mariages sont le Limousin (2923), la Franche Comté (4990) et l'Auvergne (5442).

Taux de nuptialité et nombre de mariage en fonction des années

Années	Nombre de mariage	Taux de Nuptialité
1996	280 072	4,8
2002	279 087	4,7
2007	260 000	4,2

²⁶⁷ Christiane Marty « Réduction et encadrement de l'emploi à temps partiel », Article paru dans la revue « Attac », Montreuil sous Bois, le 26 mai 2006 (www.france.attac.org)

Age des hommes et des femmes au premier mariage

Années	Hommes	Femmes
1996	29,4	27,4
2002	30,6	28,5
2006	31,3	29,4

La France compte 26 300 000 ménages parmi lesquels 7,8% de familles monoparentales. En moyenne un ménage français compte 2,3 personnes. Les femmes (8,3%) sont plus souvent seules que les hommes (5,7%). Dans le Limousin, le taux de femmes seules atteint les 10%. La part des enfants de moins de 25 ans vivant dans une famille monoparentale a beaucoup augmenté de 1999 à 2005 passant de 15,8% à 18,2%.²⁶⁸

Depuis l'instauration du Pacte Civil de Solidarité (PACS)²⁶⁹ en novembre 1999, le nombre de nouveaux Pacs conclus augmente d'année en année. Il a plus que quintuplé entre 2001 et 2007 passant de 19 632 à 102 012. Ce qui fait environ quatre Pacs conclus pour dix mariages. En 2007, on se rapproche d'un Pacs pour deux mariages. Les Pacs entre personnes de même sexe ont beau avoir augmenté de près de 50%, la hausse vient surtout de l'augmentation des Pacs signés entre personnes de sexe différent. En effet, leur nombre est passé de 15 246 à 97 000, soit une multiplication par plus de six en six ans. En même temps, le nombre de mariage a diminué, passant de 288 000 en 2001 à 260 000 en 2007. Depuis les années 2000, les mariages sont compensés par l'augmentation des Pacs.

Depuis 2006, le nombre de naissances hors mariage a augmenté passant de 48,4% en 2005 à 50,5% en 2006. Ce qui représente une augmentation de 2% en un an. Et pourtant au milieu des années soixante, à peine 6% des enfants naissaient hors mariage. En 1980, on dépassait la barre des 10%. En 1994, ils étaient 37,2% et en 1999, 46,2%²⁷⁰. On constate de plus, que les parents se mariaient en général après la naissance des enfants mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. De nos jours, le mariage ne représente plus qu'une simple formalité pour une majorité des français, de plus, la réforme du droit de la famille en est venue à supprimer les principales différences qui subsistaient entre les enfants dits « naturels ou illégitimes » et les enfants légitimes dès 1972. Et depuis juillet 2006, elle ne distingue plus le type de naissance, naturelle ou légitime lors de l'enregistrement de la naissance.

²⁶⁸ « Plus de femmes que d'hommes, selon l'INSEE », La Tribune, Paris, Le 01/07/2008

²⁶⁹ Gilles Pison « La population de la France en 2007 », Population et société n°443, Mars 2008, (www.ined.fr)

²⁷⁰ Statistiques « Naissances hors mariage », (www.ined.fr)

Selon les statistiques, les naissances hors mariage surviennent le plus souvent au sein de couple stables, et 90% de ces enfants sont reconnus par leur père juste avant ou après leur naissance. Dans les années 60 et 70, ce type de naissance était présent dans certains milieux sociaux (ouvriers vivant en concubinage ou des forains), ou étaient du à des circonstances particulières (grossesses accidentelles, difficulté d'obtenir le divorce,...). De nos jours, le concubinage favorise ces naissances dans des milieux différents mais elles restent plus fréquentes tout de même dans les milieux populaires²⁷¹.

A la différence de l'enfant né d'un couple marié, pour lequel la filiation est automatiquement dans la déclaration de la naissance, celle de l'enfant né hors mariage doit être, en principe établie par une reconnaissance des deux parents (soit conjointement, soit séparément).

Le divorce

Depuis la mise en application au premier janvier 2005 de la nouvelle loi sur le divorce votée en 2004, le nombre de divorces a fortement augmenté en 2005 (152 000, soit 15,7% de plus qu'en 2004).

La loi n°75-167 du 11 juillet 1975 a modifié la partie du code civil relative au divorce et élargi les cas dans lesquels le divorce est possible en instaurant le divorce par consentement mutuel ainsi que le divorce pour rupture de la vie commune. Les motifs de divorce sont prévus par les articles 230 à 246 du code civil tels qu'ils résultent de cette loi. Quand à la procédure de divorce, elle a été récemment modifiée par la loi n°93-22 du 8 janvier 1993 qui a institué un juge aux affaires familiales compétent pour prononcer tous les types de divorce.

En France, il existe trois types de divorce :

1) Le divorce par consentement mutuel. Ce type de divorce peut se faire de deux façons différentes soit par requête conjointe, dans ce cas les deux époux sont d'accord sur le principe même de divorce comme sur les modalités et ses conséquences.

Soit sur demande acceptée, l'un des époux demande le divorce en invoquant des faits qui selon lui rendent intolérable le maintien de la vie commune et l'autre admet la demande et ses motifs. Il s'agit donc d'un compromis, par conséquent, les époux ne doivent pas nécessairement être en accord sur les modalités et les conséquences du divorce. Ce sera au juge de trancher.

2) Le divorce pour rupture de la vie commune

²⁷¹ Francisco Perez-Munoz, France Prioux « Naitre hors mariage », Population et sociétés, n°342, Janvier 1999 (www.ined.fr)

3) Le divorce pour faute, il peut être prononcé dans deux cas

- En cas de condamnation de défendeur à une peine de réclusion

- En cas de violation grave ou renouvelée de devoirs et obligations du mariage rendent intolérable le maintien de la vie commune. Ce cas recouvre de nombreuses situations comme l'adultère, l'inobservation des obligations financières la négligence des enfants, l'abandon sans raison valable, le refus de relations sexuelles ou la cruauté²⁷².

La loi du 26 mai 2004, entrée en vigueur le premier janvier 2005 a réformé la procédure de divorce en simplifiant la procédure du divorce par consentement mutuel. En effet, le législateur a supprimé le délai de réflexion de trois mois, supprimant ainsi la seconde audience. Dorénavant, il n'y aura qu'une seule requête conjointe et le divorce sera prononcé à l'occasion de l'audience si la convention définitive est homologuée par le juge aux affaires familiales. Ainsi le divorce peut être prononcé dans de très courts délais.

Aujourd'hui, le divorce sur demande acceptée est devenu « le divorce pour acceptation du principe de la rupture de mariage ». Lors de l'audience de conciliation, si les deux époux acceptent le principe de la rupture de mariage, cette acceptation devient irrévocable. Le juge n'aura plus qu'à se prononcer sur les conséquences du divorce (enfants, pension, prestation compensatoire,...).

Le divorce pour faute a lui aussi subi des modifications notamment en ce qui concerne l'autonomie de la faute par rapport aux conséquences financières du divorce. L'époux fautif peut solliciter une prestation compensatoire et les donations faites à son avantage ne sont plus révoquées. Les violences conjugales sont réprimées plus sévèrement.

Le divorce pour rupture de la vie commune est devenu « le divorce pour altération définitive du lien conjugal ». Le délai de séparation est passé de six ans à deux ans, le versement d'une prestation compensatoire est maintenant possible, le devoir de secours ne survit plus au divorce et l'époux peut désormais demander des dommages et intérêts.

Suite à l'application de cette nouvelle loi, l'année 2005 fut riche en divorce. Le taux passa les 50% (52,3%) puis il régressa en 2006 (49,9%). La nouvelle législation qui a instauré un véritable divorce par consentement mutuel, avec une seule audience devant le juge a en effet, réduit les délais de procédure ce qui provoqua une hausse des divorces cette année là.

De plus, les procédures entamées sous cette législation se sont ajoutées aux anciennes²⁷³.

²⁷² « Les conditions légales du divorce », Le divorce en France (www.Sénat.fr)

²⁷³ « La situation démographique en 2005 », Divorces, (www.insee.fr)

Nombre de divorces par année

Année	Divorce en milliers	Taux de divorces
1995	119 189	38,2%
2002	115 860	39,2%
2006	135 960	46,7%

Nombre d'hommes et de femmes remariés

Année	Remariage en milliers	Hommes veufs ou divorcés	Femmes veuves ou divorcées
1996	280 072	52 348	49 322
2002	279 087	50 814	48 248
2006	268 100	54 946	52 201

La violence conjugale

En France, on recense beaucoup de cas de violence conjugale, et pourtant de nos jours, les françaises font de longues études et acquièrent plus facilement leur indépendance.

En 2003, Nicolas Sarkozy alors ministre de l'intérieur mit en place l'OND (Observatoire Nationale de la Délinquance), rattaché au département de l'Institut National de Hautes Etudes de Sécurité (INHES). Cet observatoire était une initiative des députés Robert Pandraud (UMP et ancien ministre délégué à la sécurité) et Christophe Caresche (PS, adjoint de Paris).

La mission de l'observatoire est de recueillir et d'analyser toutes les statistiques correspondant à la délinquance en France, soit en collectant les informations auprès des forces de l'ordre (nombres de plaintes) soit en mettant en place des enquêtes auprès de l'INSEE. En 2007, l'observatoire comptait neuf employés à plein temps. Il a publié le 8 juillet 2008 son bulletin mensuel où il recense le nombre de cas de violences conjugales en 2007. Parmi les violences recensées, il y a les violences physiques (coups, mutilations, agressions sexuelles, séquestrations, meurtres), psychologiques (insultes, chantage, menaces, humiliation) et autres (vol, destruction, confiscation,...). 47 573 faits ont été enregistrés par la gendarmerie et la

police, ce qui constitue une hausse de plus de 30% par rapport à 2004 (36 231), mais pas une augmentation du nombre de cas : il y a plus de déclarations qu'avant et il y a une nouvelle définition de la violence conjugale qui inclut désormais les violences faites par un ancien conjoint. Les violences conjugales représentent plus d'un quart de l'ensemble des actes de violence²⁷⁴.

En 2006, 137 femmes sont mortes de coups portés par leur compagnon (environ une femme tous les jours) et plus de 3000 actes de violence ont entraîné une incapacité de travail supérieur à huit jours. Le phénomène de la violence conjugale n'a pas fini d'étonner puisque les chiffres ne cessent de croître d'année en année. Leur nombre est passé de 144 100 en 2004 à 184 500 en 2007, soit une augmentation de plus de 28%. Ce qui est énorme pour un pays comme la France²⁷⁵.

Les circonstances des morts par violences conjugales sont relativement classiques et prévisibles : dispute, alcool, séparation et jalousie. Dans la majorité des cas (54%), c'est une dispute qui a déclenché l'acte de violence, puis viennent l'alcool, pour 29% des cas, la séparation pour 27% des cas et la jalousie (22%). La folie, l'absorption de drogues ou de médicaments et la dépression ne viennent que dans moins de 10% des cas.

Selon les statistiques, environ 18 femmes sur 10 000 reconnaissent avoir été battues par un conjoint. Mais il existe de fortes disparités selon les régions. 25 pour 10 000 dans les Bouches du Rhône et dans le Nord de l'île de France et on dépasse les 45 pour 10 000 en Guyane.

Dans sept départements Seine et Marne, Hautes Alpes, Landes, Haute Vienne, Ariège, Tarn et Garonne, Cher, les violences conjugales représentent plus du tiers des agressions sur les quinze ans et plus. La Creuse enregistre le plus faible nombre de cas par rapport à sa population féminine²⁷⁶.

La loi n°2006-399 consiste à renforcer la prévention et la répression des violeurs au sein du couple ou commises contre les mineurs, car ce phénomène s'accroît au fil des années. Cette loi comporte des dispositions importantes comme l'instauration d'une circonstance aggravante générale pour les crimes et les délits commis au sein du couple, l'extension de l'application de cette circonstance aux concubins, aux partenaires liés par un Pacs et aux « ex », la reconnaissance du vol entre époux, du viol entre époux, ou le principe de l'éloignement du conjoint violent du domicile commun du couple. La loi contient des

²⁷⁴ Observatoire National de la Délinquance (www.inhes.interieur.gouv.fr)

²⁷⁵ Valérie Bonvoisin, Cyril Rizk « Plus de 47 500 faits de violences volontaires sur femmes majeures par conjoint ou ex-conjoint ont été enregistrés par la police et la gendarmerie en 2007, soit 31% de plus qu'en 2004 », Grand Angle n°14, Juillet 2008 (www.inhes.interieur.gouv.fr)

²⁷⁶ Samantha Lille « Couples-Le fléau des violences conjugales », France Soir, Paris, Le 09/07/2008

dispositions luttant contre les mariages forcés et assure une répression accrue des violences faites aux mineurs, lutte contre l'excision, ou contre le tourisme sexuel. Le texte de loi a été approuvé à l'unanimité au sénat, comme à l'Assemblée Nationale. Cette loi est très efficace mais certains paramètres doivent encore évoluer comme le développement des structures de prise en charge adaptées, pour les victimes ou pour les auteurs de violences²⁷⁷.

Certains cas de violence entraîne des décès, on retrouve les taux les plus hauts dans six régions : le Nord Pas de Calais (7,01)²⁷⁸, la Champagne-Ardenne (6,70), la Lorraine et le Limousin (5,63), la Franche-Comté (5,37), la Provence Alpes Côte d'Azur (5,33) et les Pays de la Loire (4,03). La Corse n'est pas concernée par ce problème puisqu'on n'y recense aucun décès²⁷⁹.

La prostitution

En France, la prostitution n'est pas un délit mais il y a tout de même des limites notamment résultant de la loi du 13 avril 1946, la loi Marthe Richard²⁸⁰, nom d'une ancienne prostituée devenue parlementaire et connue de l'opinion publique concernant son combat contre les maisons de tolérance. Cette loi atténue considérablement le contrôle de l'Etat sur la prostitution, puis elle autorise désormais l'exercice de la prostitution dans d'autres lieux que les maisons de tolérance, sur la voie publique notamment.

Cette loi est prohibitionniste puisqu'elle maintient la surveillance des prostituées par la création d'un fichier sanitaire national et centralisé qui les empêche de quitter le milieu de la prostitution pour refaire éventuellement leur vie dans une autre région. Ce n'est qu'en 1960 que ces fichiers disparurent pour de bon. De plus, elles étaient fichées sur des fichiers spéciaux et présentées régulièrement à la police.

La loi du 30 juillet 1960 permet à la France d'appliquer la Convention des Nations-Unies en autorisant le gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances. Les ordonnances 60-1245 et 60-1246 du 25 novembre 1960 affirment que la prostitution est devenue une activité libre. En effet, selon l'article 16-1 du Code civil : « Chacun a droit au respect de son corps ».

²⁷⁷ Code pénal : application de la loi n°2006-399 pour la répression des violences au sein du couple ou contre les mineurs (www.assembleenationale.fr)

²⁷⁸ En millions d'habitants

²⁷⁹ « Recensement des cas de décès dans le couple », 2003-2004, Statistiques Insee Lorraine (www.insee.fr)

²⁸⁰ Béatrice Houchard « Prostitution ou traite des êtres humains ? », Fondation Robert Schuman, Synthèse n°64, Paris, Le 28 octobre 2002 (www.robert-schuman.org)

Le Code Pénal de 1994, renforce et punit le proxénétisme pour l'incitation aux relations sexuelles. La loi du 18 mars 2003, dite de la sécurité intérieure²⁸¹, définit le racolage comme un délit et il est puni de deux mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende. A l'issue de cela, les prostituées sont susceptibles de passer 24 heures en garde à vue pour qu'une enquête soit menée à bien sur leur proxénète.

Cette loi inclut deux mesures, la prostitution faite à un mineur peut amener à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende. Si elle est faite sur une personne vulnérable qui souffre de maladie, d'une grossesse, d'une déficience physique ou psychique, d'une infirmité. Selon l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains, les chiffres ne cessent d'augmenter d'année en année. 2054 personnes ont été mises en cause pour racolage dont 19 mineurs et 745 pour proxénétisme²⁸².

Les conséquences de cette loi sont assez inquiétantes puisque la prostitution a plutôt mal évolué. Les femmes sont beaucoup moins accessibles, et leur attitude a changé, elles sont beaucoup plus méfiantes et tentent de se fondre dans la masse. De plus, un nouveau genre de prostitution est né, ces femmes sont plus nombreuses à travailler dans des bars à hôtesse, des instituts de massage, des hôtels ou d'autres lieux similaires. Et on note aussi augmentation de la prostitution par internet²⁸³.

En France et comme dans de nombreux pays, les prostituées payent leur impôts et sont considérées comme des victimes, c'est pourquoi, la loi les protège en leur réservant des places dans des centres d'hébergement pour les victimes de la traite des êtres humains dans des conditions sécurisantes.

Abolir la prostitution n'est donc peut-être pas la bonne solution car cela nuit quand même aux droits des femmes. Beaucoup d'entre elles sont victimes de violence de la part des hommes, de leurs clients et de leurs proxénètes, bien sûr. L'industrie du sexe est en pleine expansion internationalement et ce trafic dépend des mêmes réseaux que ceux de la drogue, des armes et du blanchiment d'argent. La solution serait de suivre l'exemple de la Suède qui punit le client, c'est un modèle pour l'Europe car il fonctionne bien et les gens ont ouvert les yeux pour le bien être de leur pays mais pour celui des femmes aussi.

²⁸¹ Matiada Ngalikpima « Législations et politiques nationales en matière de prostitution en France », Fondation Scelles, Mars 2008, P.3 (www.fondationscelles.org)

²⁸² Matiada Ngalikpima « Législations et politiques nationales en matière de prostitution en France », Fondation Scelles, Mars 2008, P.3 (www.fondationscelles.org)

²⁸³ Adrienne O'Deye, Vincent Joseph « La prostitution des mineurs à Paris : données, acteurs et dispositifs existants », Cabinet Anthropos, Rapport final, Paris, Octobre 2006, P.15-16 (152 pages)

En France comme dans les pays du Nord, l'évolution du marché du travail²⁸⁴ se caractérise par un fort développement du secteur des services. Même si elle s'accompagne de progrès non négligeables pour certaines femmes, les inégalités de genre restent encore extrêmement profondes. On assiste à l'essor des services marchands et administratifs. On remarque que certaines formes d'emploi comme les Contrats à Durée Déterminée, les stages, les contrats aidés, ou même le travail à temps partiel favorisent la précarité. Et pourtant beaucoup de femmes optent pour une activité à temps partiel. Ce choix leur permet de concilier vie professionnelle et vie familiale mais le salaire sera aussi beaucoup plus bas. Les femmes représentent 85% des personnes qui travaillent à temps partiel, un sous emploi, le plus souvent subi, qui a explosé dans les années 80²⁸⁵.

Les femmes sont entrées en masse sur le marché du travail, elles y ont acquis une fragile reconnaissance. Mais les hommes n'ont guère investi le domaine domestique, mais malgré tout, il semble évoluer avec le temps.

Depuis la deuxième moitié du vingtième siècle, les conditions de vie des femmes se sont fortement améliorées. Le travail ménager est facilité par l'introduction des appareils électroménagers, avec parfois, le partage des tâches effectué par le conjoint. Cette nouvelle technologie permet à la femme d'être plus libre et surtout plus autonome²⁸⁶.

Le combat des femmes a été spectaculaire. Elles ont obtenu grâce à leur acharnement ce qu'elles désiraient depuis déjà plus de deux siècles : le droit de vote, le droit à l'éducation et au travail. Et bien plus tard, dans les années 70, une maternité maîtrisée avec le développement de moyens de contraception tels que la pilule contraceptive et le droit à l'avortement (loi du 17 janvier 1975), un partage de l'autorité parental (loi du 4 juin 1970) et des procédures de divorces simplifiées (loi du 11 juillet 1975)²⁸⁷.

Avec les années soixante, les revendications féministes se font beaucoup plus puissantes en Europe, grâce à la paix fermement établie, à la prospérité économique et aux découvertes technologiques. En France, le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) est créé en 1970. Puis l'année 1975, est déclarée « Année de la Femme », et la date du 8 mars, « Journée Internationale de la Femme », par l'Organisation des Nations Unis (ONU).

Dans le monde associatif, il y a une surreprésentation des hommes parmi les dirigeants et pourtant beaucoup de femmes contribuent aux activités des structures.

²⁸⁴ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La Découverte, Paris, 2003, P.38 (121 pages)

²⁸⁵ Martine Buffier-Morel « L'emploi du temps au féminin : entre liberté et égalité », L'harmattan, Paris, 2007, P.102 (211 pages)

²⁸⁶ Michèle Ferrand « Masculin-féminin », Editions La Découverte, 2002, P.19-20 (123 pages)

²⁸⁷ Patricia Latour, Monique Houssin, Madia Tovar « Femmes et citoyennes : du droit de vote à l'exercice du pouvoir », Editions de l'Atelier, Editions Ouvrières, Paris, 1995, P.127 (127 pages)

Les femmes restent très largement minoritaires dans les instances de régulation et de décisions telles que les instances prud'homales et professionnelles, les conseils d'administration des sociétés anonymes, les jurys des concours et instances de promotion de la fonction publique²⁸⁸.

En politique, les femmes sont faiblement représentées, et ce à tous les niveaux. Malgré la naissance de nouvelles lois leur situation s'améliore, certaines s'en sortent mais d'autres se voient attribuer toujours les mêmes type de postes notamment dans l'éducation, les affaires sociales ou la santé.

Aujourd'hui, le combat pour l'émancipation des femmes se poursuit suscitant toujours dans l'opinion publique et dans la classe politique (encore profondément masculine) des débats.

1.2.3.Principaux mouvements et actions des femmes en Occident au 20^e siècle

Dès le 18^e siècle déjà, les femmes se sentaient désavantagées par rapport aux hommes. Elles écrivaient pour dénoncer l'oppression dont elles étaient victimes. Comme ce fut le cas d'Olympe de Gouges en France, ou de Mary Wollstonecraft en Angleterre. Mais c'est réellement au 19^e siècle que tout débuta. Elles luttèrent pour défendre au mieux les droits des femmes. Leur premier combat fut celui de l'éducation. En effet, comme le soutenait Condorcet, l'ignorance des hommes provenait certainement d'un manque d'éducation²⁸⁹.

Si l'on considère aujourd'hui, que le 21^e siècle est celui des femmes, le 20^e siècle fut celui de leur combat pour sortir du foyer dans lequel les traditions patriarcales les avaient confinées. Partout dans le monde, les femmes luttèrent afin d'acquérir les droits dont elles étaient privées en rêvant un jour de construire un nouvel avenir avec les hommes.

Alexandra Kollontaï, une communiste et féministe russe fut très courageuse, s'opposa à la guerre mondiale en 1914, et en 1915, et fit partie des Bolcheviks²⁹⁰.

Les premiers mouvements féministes qui émergèrent en Occident à la fin du 19^e siècle concentrèrent leurs actions dans le domaine du travail et des droits civiques. En effet, pendant la première guerre mondiale, les industries avaient besoin de main d'œuvre et embauchaient des femmes qu'elles sous payaient. Les ouvrières américaines et européennes réagirent en créant leur propre syndicat et en multipliant les grèves. Comme on dit : « A travail égal,

²⁸⁸ Marie-Jo Zimmermann « Avancées et lacunes de la France concernant les applications de la convention CEDEF/CEDAW », Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes, Accès des femmes aux responsabilités, Le 14/05/2008, P.9 (www.observatoire-parite.gouv.fr)

²⁸⁹ Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminismes et identités nationales », Les chemins de la recherche, Lyon, 1998, P.49 (306 pages)

²⁹⁰ Françoise d'Eaubonne, A.Rogozina « La femme russe », Encre, Paris, 1988, P.67-68 (177 pages)

salaires égaux ! ». Leur deuxième préoccupation fut l'obtention du droit de vote. Au Royaume-Uni, la lutte fut violente avec l'intervention d'Emmeline Pankhurst et de ses suffragettes. Leur acharnement, dans tous les pays, était si important que les résistances du monde politique cédèrent progressivement devant la détermination de tous ces mouvements de femmes.

La seconde guerre mondiale et les luttes de libération dans le tiers monde font passer le combat des femmes au second plan. L'heure est aux luttes contre le fascisme, le nazisme et le colonialisme. Beaucoup de femmes y participèrent. Néanmoins, tous ces événements furent bénéfiques aux femmes puisque beaucoup d'entre elles eurent accès aux écoles, trouvèrent un travail salarié et certaines rejoignirent le monde fermé de la politique²⁹¹.

Suite à cela, la seconde génération du féminisme fit son apparition en élargissant ses revendications. Leur ambition étant de devenir l'égal de l'homme tout en restant femme. La naissance du Women's Lib aux Etats-Unis et du MLF en France fit prendre un nouveau tournant au féminisme. Ce qu'elles réclamaient, c'était le droit à la contraception et à l'avortement. Les manifestations se succédèrent et lorsque la loi Veil qui autorisa le droit à l'avortement fut promulguée en 1974, tout le monde fut déchaîné²⁹².

Tout au long de ces années, les femmes ont mené des combats acharnés et surtout très difficiles. Mais malgré tout, elles ont obtenu ce qu'elles désiraient par-dessus tout : leur émancipation.

Au début du 20^e siècle, l'*International Council of Women* (ICW), continua à lutter pour l'obtention des droits économiques, familiaux et politiques des femmes. Des sections locales de l'ICW furent créées dans chaque pays. En France, en 1901, le *Conseil National des Femmes Françaises* (CNFF), regroupa une quarantaine d'associations et œuvres féminines ayant pour objet l'amélioration du sort de la femme du point de vue éducatif, social et moral. A la même époque, en 1904, se créa aux Etats-Unis et en Angleterre une seconde organisation internationale : *The International Woman Suffrage Alliance* (IAW). Celui-ci s'opposa aux comités contre le suffrage féminin qui s'étaient formés dans ces deux pays et prit des positions internationalistes à une époque de nationalisme. Des sections nationales de l'IAW se formèrent dans les pays d'Occident pour promouvoir le suffrage des femmes. Une autre organisation, créée en Angleterre pour le même but par Emmeline Pankhurst et ses filles (*The Women's social and political union*), il utilisa les tactiques extrémistes : bris de vitres,

²⁹¹ Sarah Fishman, Yves Durand, Cécile Veyrinaud « Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945 : 1940-1945 », L'harmattan, Paris, 1996, P.36 (280 pages)

²⁹² Michèle Riot-Sarcey « Histoire du féminisme », Editions La découverte, Paris, 2002, P.107 (122 pages)

bombes, incendies, interruption de meetings parlementaires, grève de la faim et même suicides²⁹³.

Pendant la première guerre mondiale, les femmes furent embauchées en très grand nombre dans les usines d'armements françaises, anglaises,...pour y remplacer les hommes appelés au combat. Elles étaient environ 400 000 et on les surnommait les « munitionnettes », car elles fabriquaient des obus. Ce fut la première fois que des femmes accédèrent à des métiers exclusivement masculins. Le rôle de la mère au foyer fut oublié...

Certaines occupaient des fonctions bien définies, elles travaillaient dans les banques ou à la poste où elles distribuaient le courrier, s'occupaient des travaux administratifs ou conduisaient des transports (tramways, métros, ambulances). Certaines remplaçaient leur époux commerçants, même si elles en avaient l'habitude auparavant, ce travail devenait plus difficile car elles devaient tout gérer seules²⁹⁴.

Dans les campagnes, elles participaient aux travaux agricoles. Beaucoup d'entre elles s'engageaient comme infirmières dans les hôpitaux pour s'occuper des blessés ou elles venaient en aide à des médecins qui opéraient sur le champ de bataille.

A la fin de l'année 1914, les mairaines de guerre virent le jour, il s'agissait de femmes qui envoyaient des lettres d'encouragement ou des colis à des soldats qu'elles avaient rencontrés lors des permissions. C'était un soutien moral pour ces hommes fragiles et malheureux en quête d'affection²⁹⁵.

Ces femmes furent nombreuses à participer à la guerre, la pénibilité de ces travaux leur permit de goûter à leur future émancipation, mais bon nombre d'entre elles retrouvèrent les valeurs traditionnelles de leurs foyers.

Alors, le principal comité de l'ICW, intitulé *Peace and International Relations*, créé en 1899, exigea la création d'une organisation internationale dans le but de restaurer la paix. Les membres de l'ICW organisèrent une conférence internationale à La Haye : les femmes allemandes, Austro-hongroises, britanniques, italiennes, se réunirent pour condamner l'oppression des femmes. Ces femmes étaient prêtes à s'entraider malgré l'agressivité qui sévissait dans leur pays respectif. La Conférence décida d'envoyer des déléguées des pays non belligérants comme les Etats-Unis et la Hollande en Grande-Bretagne, en Allemagne et

²⁹³ Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, P.80-81 (214 pages)

²⁹⁴ Michelle Zancarini-Fournel « Histoire des femmes en France : 19^e -20^e siècle », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005, P.55 (254 pages)

²⁹⁵ Jean-Yves Le Naour « Les mairaines de guerre, l'autre famille des soldats », « Les chemins de la mémoire », n°181, Le 6 mars 2008 (www.cheminsdememoire.gouv.fr)

en Autriche-Hongrie pour présenter leur appel en faveur de la paix au nom du monde des femmes²⁹⁶.

Après la première guerre mondiale, le droit de vote fut obtenu par les femmes dans 21 pays. Les grandes organisations féministes comme l'ICW et l'IAW se consacrèrent alors à la prévention de la guerre et à la défense des droits des travailleuses et des femmes : bien-être des ouvrières, allocations familiales, égalité des conditions de travail pour les deux sexes, défense des enfants illégitimes, droit de la femme mariée de garder son nom et sa nationalité. Ces deux associations se regroupèrent à Genève au sein du Comité uni des Organisations représentatives de Femmes. Il comprenait : *la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté*, *l'Union des femmes chrétiennes pour la tempérance*, *l'Association mondiale des Jeunes Femmes chrétiennes*, *le Comité International des Infirmières*, *l'Union Mondiale des Femmes pour la Concorde Internationale*. Ce Comité agit comme groupe de pression auprès de la Société Des Nations et du BIT pour développer les relations internationales, promouvoir la paix, abolir la prostitution, améliorer la santé et le bien-être des enfants, l'éducation des jeunes et les conditions de travail et de salaires des travailleuses. Malheureusement elles n'obtinrent de la Société Des Nations que la femme mariée garde sa nationalité²⁹⁷.

Les féministes du CFF eurent plus de chance dans le domaine de l'éducation des filles : droit de passer le baccalauréat, égalité des agrégations,..., elles militèrent pour le droit des femmes à l'emploi, de meilleures conditions de travail et l'égalité des salaires. Les femmes purent entrer dans les administrations centrales. Après deux ans de luttes, les employées des PTT obtinrent en 1927 l'égalité des salaires avec les hommes, suivies de peu par les employées de la Caisse des Dépôts et Consignations et des professeurs de l'enseignement secondaire. La déception fut grande lorsque les féministes apprirent que le droit de vote ne leur avait pas été accordé. Malgré tout, Léon Blum accorda quatre sous-secrétariats d'Etat à des femmes mais leur refusa le droit de vote.

Dans le domaine du mariage, un premier succès fut obtenu quand en 1932, on reconnut le droit de la femme mariée à un étranger de garder sa nationalité. De plus, les françaises obtinrent le droit d'avoir une carte d'identité sans le consentement du mari²⁹⁸.

²⁹⁶ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2003, P.81 (127 pages)

²⁹⁷ Eliane Gubin, Lee Van Molle, Lee Beyers « Des femmes qui changent le monde : histoire du Conseil International des Femmes, 1888-1988 », Editions Racine, Bruxelles, 2005, P.115 (243 pages)

²⁹⁸ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2003, P.84 (127 pages)

En Union Soviétique, la misère de l'hiver 1916-17, fit éclater la Révolution. En effet, le 8 mars 1917, à l'occasion de leur journée internationale, les femmes ouvrières et ménagères défilèrent à Petrograd (Saint-Pétersbourg) pour réclamer du pain, le retour de leurs époux partis au front, la paix et la République. Il y eut une accentuation brutale de la crise de ravitaillement due à une longue guerre : une hausse des prix avec l'introduction des cartes de rationnement. La famine grondait, les files s'allongeaient et les femmes s'organisaient allant jusqu'à prendre d'assaut les boulangeries et les magasins d'alimentation. De plus, elles ne supportaient pas que leurs compagnons ou leurs enfants fussent au front et en reviennent dans un état lamentable. Elles avaient souvent pris leur place dans les usines où elles avaient acquis indépendance et combativité. Leur objectif était de rassembler un maximum de monde : quelques uns acceptèrent comme les ouvriers des usines Poulitov alors que les autres étaient un peu plus réservés. Ce ne fut qu'à partir du troisième jour que la grève gagna la totalité des usines de la capitale, les étudiants rejoignirent le mouvement. Désormais, les Bolcheviks se chargeaient d'organiser cortèges et grèves. Le mouvement devint plus sérieux et tueries et changements dans le gouvernement s'annoncèrent. Il fallut attendre le huitième jour pour assister à l'abdication du Tsar Nicolas II²⁹⁹.

Alexandra Kollontaï,³⁰⁰ communiste et féministe russe issue de l'aristocratie, participa elle aussi à la grande Révolution de 1917, elle devint commissaire du peuple dans le gouvernement des soviets, ce qui lui valut d'être la première femme au monde à faire partie d'un gouvernement. Ses actions pour les femmes furent exemplaires.

Elle forma en 1907 un club de 200 femmes à Saint-Pétersbourg qui demandait la protection des travailleuses contre le travail trop dur, avant et après les maternités. Les premiers décrets sociaux de la révolution bolchévique créèrent l'assurance maladie, la gratuité des soins pendant seize semaines avant et après la naissance d'un enfant et l'interdiction de renvoyer une femme enceinte. La domination du mari fut supprimée dans le mariage et dans l'administration des biens du ménage, le divorce facilité et l'enfant illégitime devint l'égal de l'enfant légitime. Dans le domaine des droits politiques, l'égalité fut proclamée. Les intellectuels comme Alexandra Kollontaï, Lénine et Trotsky comprirent très vite que l'égalité des droits accordée aux femmes dans la famille et le travail était impuissante à réaliser l'égalité sociologique des conditions entre les sexes tant que les femmes auraient en charge les tâches éducatives et domestiques. Après avoir fourni des efforts qui ne servirent à rien

²⁹⁹ Pierre Vallaud, Eric Deroo « 14-18 : la première guerre mondiale », Volume 2, Fayard, Paris, 2004, P.13 (312 pages)

³⁰⁰ Françoise d'Eaubonne, A.Rogozina « La femme russe », Encre, Paris, 1988, P.67-68 (177 pages)

dans le but d'améliorer la condition féminine, l'avortement légal fut quand même aboli en 1936, ainsi que le droit de la mère célibataire de demander en justice l'aide financière du père de son enfant. Le divorce devint plus difficile et plus coûteux, et l'homosexualité un délit. La construction d'une société socialiste fut perçue par les stalinistes comme nécessitant le retour aux rôles masculins et féminins traditionnels dans la famille : les femmes étaient encouragées à avoir une nombreuse progéniture, à travailler durement pour remplir les exigences du Plan. Malgré les discours égalitaires, elles devaient se tenir à leur place dans la famille, au travail et dans la société : une place secondaire qui ne mettait plus en jeu la prépondérance des hommes dans les rôles économiques et politiques et la subordination des femmes dans les tâches domestiques³⁰¹.

Dans les pays fascistes³⁰² : en Allemagne, en Italie et en Espagne, la femme était perçue comme un être inférieur, destiné à servir le mari dans la famille et l'état national-socialiste en lui donnant beaucoup d'enfants.

En Espagne, les mouvements féministes réapparurent dès l'obtention du droit de vote. La mobilisation de ces femmes contribua à l'intégration du principe d'égalité de genre. En 1920, Clara Campoamor, militante du suffragisme espagnol et de l'égalité entre hommes et femmes et présidente de l'organisation de l'Union Républicaine Féminine était l'une des figures les plus connues du féminisme national. Elle militait devant les « Cortes » pour les droits de l'individu et de l'égalité du traitement entre hommes et femmes. De plus, elle se battait pour que le principe de l'égalité et de l'élimination de toutes discriminations de sexes soit inscrit dans la Constitution. Et c'est ce qui arriva la même année. Malheureusement, la guerre civile anéantit toutes ses illusions. Seules les femmes appartenant aux associations reconnues par le ministère de l'intérieur pouvaient militer ou prendre la parole, les autres étaient réduites à la clandestinité. Cependant, elles réussirent à s'organiser au sein de certaines universités, de partis politiques d'opposition, d'associations ou de mouvements ouvriers³⁰³.

L'Allemagne nazie adopta le slogan des trois K (enfants, cuisine, église). Ce fut le premier pays à licencier par décret toutes les femmes mariées travaillant dans la fonction publique. De plus, toute une série de mesures furent prises pour « écarter » les jeunes filles de

³⁰¹ Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique : environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, P.165 (441 pages)

³⁰² Jacques Fijalkow « Les femmes dans les années quarante : juives et non-juives, souffrances et résistance », deuxième colloque de Lacaune, 20-21 septembre 2003, Editions de Paris, Paris, 2004, P.26 (246 pages)

³⁰³ Brigitte Frotiée « Politique d'égalité des chances en Espagne, une intégration dans le processus de transition démocratique », VIII Congrès de l'Association française de Science Politique, Atelier 13 « Genre et action publique en Europe », Lyon, 14-16 Septembre 2005, P.3-4

la culture, pour leur interdire l'entrée des lycées et des écoles mixtes et les préparer dans les écoles spéciales aux fonctions de bonnes ménagères. Un quota de 10% de filles fut fixé pour l'admission au bac. L'exercice de la médecine fut interdit aux femmes.

L'Espagne républicaine instaura le droit de vote, la réduction des écarts entre les hommes et les femmes, l'admission aux emplois et charges publiques sans distinction de sexes, le mariage civil et le divorce, puis en 1936, le droit à l'avortement. Les espagnols jouissaient alors d'une situation légale parmi les plus avancées d'Europe grâce à la victoire de la gauche.

La féministe Emma Goldman séjourna en Espagne en 1936, pour soutenir la Révolution espagnole et combattre le fascisme. Elle lança un appel aux femmes dans la revue « femmes libres » en les invitant à se soulever contre Franco. A partir de 1938, Franco fit de la législation espagnole l'une des plus archaïques d'Europe. Ce n'est qu'à partir de 1975, à la mort de Franco, que le féminisme renaquit³⁰⁴.

Les grands pays n'auraient jamais pu mettre fin à l'occupation fasciste sans l'aide des femmes. Cette participation à la lutte antifasciste prit deux formes : engagement des femmes dans l'armée régulière ou les combats de guérillas, participation massive à la production de guerre. La lutte des femmes soviétiques³⁰⁵ pour défendre leur territoire contre l'invasion nazie fut exemplaire : de septembre 1941 à janvier 1944, elles siégèrent à Leningrad durant 900 jours. Elles participèrent à toutes les activités : construction de fossés antichars, de barbelés autour de la ville, participation à la défense antiaérienne et aux luttes de guérillas, fabrication de munitions dans les usines de guerre,...

Dans toute l'Europe, des femmes sauvèrent par leur participation à la lutte antifasciste l'honneur de leur pays. En France³⁰⁶, trois femmes mortes pour leur participation à la résistance, la communiste Danièle Casanova, cette militante communiste qui fonda l'Union des Jeunes Filles de France, un mouvement de filles pacifiste et antifasciste, participa à la mise en place des comités féminins en région parisienne, fonda aussi *la Voix des femmes* et organisa des manifestations contre l'occupant.

La chrétienne Bertie Albrecht, sa rencontre avec des féministes anglaises lui donna goût à défendre la condition féminine. Elle créa en 1933, une revue féministe *Le problème sexuel*, dans laquelle, elle milita pour la liberté de contraception et d'avortement.

La socialiste Suzanne Buisson, membre du SFIO (Section Française de l'International Ouvrier), elle devint responsable de la rubrique « La femme, la militante » au *Populaire* et

³⁰⁴ Carmen Alcalde « Mujeres en el franquismo : Exiliadas, nacionalistas y opositoras », Flor del Viento Ediciones, Barcelona, 1996, P.92 (188 pages)

³⁰⁵ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2001(127 pages)

³⁰⁶ Dominique Loiseau « Femmes et militantismes », L'harmattan, Paris, 1996, P.54 (239 pages)

secrétaire du Comité National des Femmes Socialistes. De 1938 à 1939, elle fit partie de la Commission Administrative Permanente, principal organe décisionnaire de la SFIO³⁰⁷.

Ces femmes symbolisent l'héroïsme dans la résistance de milliers d'autres françaises, appartenant à toutes les opinions politiques et religieuses. Certaines créèrent des réseaux dans l'entreprise où elles travaillaient, d'autres servaient de boîtes aux lettres, d'agents de renseignements ou de liaison. Déportées, elles organisèrent la lutte au sein des camps de concentration. A Ravensbruck passèrent environ 7000 françaises dont les trois quart étaient des prisonnières politiques.

En Italie, il y eut 35 000 résistantes et 70 000 femmes firent partie des groupes de défense de la femme associés au corps des volontaires de la liberté. 4653 femmes furent arrêtées, torturées et condamnées, 623 furent fusillées ou tombèrent au combat, 2750 furent déportées en Allemagne et 15 furent décorées de la médaille d'or de la résistance. En Espagne des milliers de femmes dont Eva Forest et Lidia Falcón participèrent à la lutte contre le franquisme³⁰⁸, la première était une écrivaine proche des membres de l'ETA et la seconde, une féministe, fille d'un leader communiste et petite-fille d'un anarchiste, avocate, journaliste et écrivaine, elle a publié de multiples ouvrages sur le droit et la condition des femmes. Ces femmes ont connu la torture et la prison pour avoir comploté contre le régime franquiste. D'autres organisèrent leur solidarité aux victimes du fascisme. En Allemagne nazie, il y eut aussi des femmes courageuses comme Joan Kirchner, Eva Buch³⁰⁹ et ses compagnes qui s'engagèrent héroïquement dans le combat antinazi : traquées, dénoncées, elles furent pendues par les hitlériens.

En Angleterre et aux Etats-Unis³¹⁰, c'est grâce aux femmes mobilisées pour produire dans les usines d'armements que les hommes purent se battre sur les fronts les plus lointains. A partir de 1945, la main d'œuvre féminine chuta, particulièrement dans des secteurs tels que la métallurgie, la chimie et l'agriculture. Les femmes étaient obligées d'accepter des salaires inférieurs aux hommes pour conserver leur emploi, alors que pendant la guerre l'écart s'était réduit. Les préjugés à l'égard des femmes mariées, qui s'étaient traduits par des interdictions de travailler au moment de la crise mondiale, reprirent de plus belle, ce qui n'empêcha pas les anglaises mariées d'y faire face.

³⁰⁷ Guylaine Guidez « Femmes dans la guerre : 1939-1945 », Editions Lavauzelle, Panazol, P.122 (297 pages)

³⁰⁸ Carmen Alcalde « Mujeres en el franquismo : Exiliadas, nacionalistas y opositoras », Flor del Viento Ediciones, Barcelona, 1996, P.128 (188 pages)

³⁰⁹ Gilbert Badia « Ces allemands qui ont affronté Hitler », Editions de l'Atelier, Paris, P.188 (254 pages)

³¹⁰ Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique : environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, P.161 (441 pages)

Aux Etats-Unis une campagne fut déclenchée pour le retour des femmes au foyer³¹¹, car il fallait réintégrer les démobilisés au marché du travail. Mais la brutale déflation du nombre de femmes au travail ne se poursuivit pas aussi longtemps et aussi complètement qu'on aurait pu s'y attendre : les américaines ne se détournèrent pas du monde du travail, sauf peut-être dans les classes moyennes où diminuèrent le pourcentage des femmes ayant le doctorat et celui des femmes exerçant des professions libérales. Plus tard, un indéfinissable malaise s'empara des femmes instruites des classes moyennes que le culte restauré de la mère au foyer limitait aux rôles d'épouse, de mère et de consommatrice. En Angleterre, aux Etats-Unis, tous établissements collectifs (crèches, garderies, cantines) qui avaient été créés pour faciliter le travail des femmes disparurent.

En France³¹², le pouvoir fut contraint d'accorder leurs droits politiques aux femmes, mais il maintint la législation napoléonienne alors que les femmes de la plupart des pays occidentaux obtenaient des droits plus égalitaires dans la famille. Il fallut attendre 1965 pour une réforme de la condition de la femme mariée dans l'administration des biens du ménage et 1970 pour le remplacement de la puissance paternelle par la puissance parentale.

Dans tous les milieux sociaux, des femmes courageuses et intelligentes travaillèrent sans relâche à remplacer la guerre par la négociation avec ceux qui dirigeaient la résistance contre le colonialisme français en Indochine et en Algérie. Il y eut d'innombrables femmes³¹³ des classes moyennes et des ouvrières pour organiser de grandes manifestations et des grèves pour la paix en Indochine et en Algérie, des intellectuelles et des journalistes de grande valeur qui firent connaître la vérité sur la condition faite au peuple d'Indochine, ce fut le cas d'Andrée Viollis, journaliste et écrivaine, elle fut une figure marquante du journalisme d'information et du grand reportage, militante des plus grandes causes humaines comme le féminisme ou l'antifascisme.

Madeleine Riffaut, poétesse, journaliste et correspondante de guerre, elle participa à plusieurs tentatives contre les nazis, grande reporter pour le journal l'humanité, elle couvrit la guerre d'Algérie ainsi que la guerre du Viêt-Nam pendant sept ans.

D'autres, offrirent leur soutien au peuple algérien, comme Germaine Tillion, cette ethnologue et écrivaine française qui se rendit en Algérie pour sa thèse, elle y retourna pour une mission

³¹¹ Sarah Fishman, Yves Durand, Cécile Veyrinaud « Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945 : 1940-1945 », L'harmattan, Paris, 1996, P.18 (280 pages)

³¹² Michelle Zancarini-Fournel « Histoire des femmes en France : 19^e-20^e siècle », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005, P.146 (254 pages)

³¹³ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2001, P.93 (127 pages)

d'observation et participa entre autres à la création de centres sociaux. Elle dénonça la torture et impulsa la lutte contre le sous-développement algérien et assumait la très dangereuse mission demandée par le gouvernement français des premiers contacts avec les chefs de l'insurrection algériennes dans la casbah d'Alger. Un silence total entoure les actions multiples de ces femmes³¹⁴.

De brillantes avocates comme Madeleine Stibbe ou Gisèle Halimi, défendirent avec courage les nationalistes algériens devant les tribunaux. Madeleine Collas et Madeleine Rébérioux, historienne française, elle fut responsable du Front solidarité Indochine entre 1971 et 1975. Elle fut la première femme à présider la Ligue des Droits de l'Homme de 1991 à 1995. Ces femmes dénoncèrent la torture. Micheline Pouteau et ses amies du réseau Jeanson³¹⁵ organisèrent la solidarité en France avec la lutte nationaliste des algériens³¹⁶.

Cependant, les femmes françaises auraient pu obtenir leurs droits depuis que Simone de Beauvoir avait écrits « Le deuxième sexe » en 1949. Dans cet ouvrage³¹⁷ l'auteur affirmait avec force sa conviction que la société de l'époque incite et oblige la femme à se marier quelle qu'en soit la raison, économique par exemple. Cette même société attribue à la femme une position d'infériorité dépendante de son prochain.

Cet appel fut entendu des femmes de toutes les classes sociales et de tous les continents où l'ouvrage fut traduit en diverses langues. Le deuxième sexe inspira les grandes féministes de l'ICW et du CNFF. Simone de Beauvoir insistait sur la nécessité pour les femmes d'exercer une profession afin de conquérir l'indépendance économique. Elle allait inspirer la lutte féministe des fondatrices américaines et françaises des mouvements de libération des femmes.

En Union Soviétique, les déclarations officielles, les films, la littérature d'après-guerre rendirent hommage à l'action des femmes dans la lutte contre l'occupant nazi, mais si le droit à l'avortement fut rétabli en 1955 (sans doute pour pallier l'avortement clandestin), si l'on discuta des droits de la mère célibataire, les femmes étaient toujours perçues et glorifiées comme des mères et des productrices. Autrement dit, la conception instrumentale de la femme dominait encore dans le discours officiel. Mais, contrairement aux pays occidentaux, l'hécatombe tragique de millions d'hommes soviétiques contraignit à utiliser la main-d'œuvre

³¹⁴ Paulette Bascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.392 (575 pages)

³¹⁵ Le réseau Jeanson était un groupe de militants français qui agissait sous les directives de Francis Jeanson qui opère en tant que cinquième colonne pour le compte du FLN durant la guerre d'Algérie.

³¹⁶ Sivéra « Les porteurs de valises », « Les collabos des égorgés du FLN », Le Crapouillot n°109, Mai-juin 1992, P.44-48 (www.algerie-francaise.org)

³¹⁷ Andrée Michel « Le féminisme », PUF, Paris, 2001, P.94 (128 pages)

féminine sans limitation de rôles. Le pourcentage de femmes dans la population active fut le plus élevé de tous les pays (70% en 1959), et les femmes firent des percées spectaculaires dans des professions traditionnellement masculines : ainsi, en 1960, elles constituaient 80% des médecins et le tiers des ingénieurs, elles étaient 44,7% de paysannes et autant dans l'industrie en générale³¹⁸.

Au cours des vingt dernières années qui suivirent la seconde guerre mondiale, les femmes se sont rendues compte qu'elles étaient présentes pour les besoins de production et de reproduction de la société. On les utilise en temps de guerre dans la production et dans l'armée, mais on les renvoie au foyer quand on n'a plus besoin d'elles.

A partir de 1965, de nouveaux mouvements de libération de femmes apparurent³¹⁹. En effet dans la plupart des pays occidentaux, une nouvelle génération de femmes apparaissait qui était née entre 1935 et 1945, la majorité d'entre elles avaient un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs mères. Beaucoup avaient bénéficié de la mixité à l'école et suivi des cours à l'université.

Aux Etats-Unis³²⁰ en 1966, Betty Friedan fonda NOW³²¹ (*National Organization of Woman*) suite au succès de son livre « La femme mystifiée » en 1963. Cette organisation regroupait surtout des femmes de classes moyennes, mariées et ayant des enfants. On lui reprochait justement de ne pas compter dans ses rangs de femmes appartenant à la classe ouvrière.

En 1971, elle se perçoit comme un groupe de pression politique en vue d'obtenir des buts précis : recyclage des mères de familles par l'accès à la formation et au droit à l'emploi, égalité des salaires masculins et féminins et des droits dans la famille, abolition de la publicité sexiste,...pour NOW, la femme est un être humain, elle a le droit de développer son potentiel, et ne se limite pas à jouer le rôle d'épouse ou de mère...

Des femmes célibataires et jeunes se séparèrent de NOW pour créer dès 1967 les premières cellules d'un mouvement plus radical, le *Women Liberation Movement*. Ce groupe multiplia ses actions auprès des pouvoirs politiques locaux et fédéraux et ses organes d'information. Il étendit son influence comme groupe de pression pendant que se répandait au

³¹⁸ Evelyne Enderlein « Les femmes en Russie soviétique 1945-1975-Perspectives 1975-1999 », L'harmattan, Paris, 2000, P.30 (213 pages)

³¹⁹ Naty García Guadilla « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) », Presses Universitaires de France, Paris, 1981, P.26-27 (146 pages)

³²⁰ Paulette Bascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.407 (575 pages)

³²¹ Voir thèse partie I.1.L'histoire du féminisme

même moment une large gamme de littérature féministe : « La dialectique du sexe » de Shulamith Firestone (1970), « La femme eunuque » de Germaine Greer (1970), « la politique du mâle » de Kate Millet (1970). Ces ouvrages livrèrent les fondements de base concernant la division des sexes.

Cette influence a très vite atteint l'Europe qui aborda en priorité le thème de la sexualité. La création de ce type de mouvements nous indique néanmoins que l'union fait la force et que les opprimés ne peuvent prendre conscience de leur oppression et la transcender qu'en se réunissant.

En France³²², le *Mouvement de Libération des Femmes* se constitua à partir de groupes d'étude et de réflexion de militantes issues des mouvements de mai 68. En effet, des réunions non mixtes eurent lieu dès octobre 1968, à l'initiative de Monique Wittig et Antoinette Fouque.

En mai 1968, Anne Tristan créa, avec des amies FMA (Féminin, Masculin, Avenir), un groupe officiel du MDF (Mouvement Démocratique Féminin), fondé par des militantes affiliées à la FGDS (Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste). Elles s'en séparèrent bientôt et rédigèrent à plusieurs un numéro spécial de partisans : *Libération des femmes- années zéro*, où apparaissait l'essentiel de la philosophie du MLF : la dénonciation du travail domestique « invisible », l'analyse par Christine Delphy³²³ du système patriarcal qui reposait sur ce travail effectué par les femmes dans la famille et en fit une classe opprimée et exploitée.

Le mouvement publia en mai 1971, le premier des six numéros du journal « Le torchon brûle », édité jusqu'en 1973, et ouvert à toutes.

Dans les pays de l'Est de l'Europe³²⁴ (URSS et démocraties populaires), les femmes étaient avantagées sur le plan de l'accès à l'emploi et aux services sociaux. Ainsi leur taux d'activité était plus élevé qu'en Occident et elles bénéficiaient de congés de maternité rémunérés et de service de garde des enfants, gratuits ou à bas prix. Le taux de chômage était alors très bas. Il y avait très peu de prostitution et de pornographie. En outre, une femme n'avait pas de mal à trouver un emploi, il y avait très peu de ségrégation de genre. Ainsi en

³²² Françoise Picq « Libération des femmes : les années mouvement », Editions du Seuil, Paris, 1993, P.11-12 (380 pages)

³²³ Mage (Marché du Travail et genre, Centre National de la Recherche Scientifique) « Histoire de pionnières », Travail, genre et sociétés n°4, L'harmattan, Paris, 2000, P.158 (246 pages)

³²⁴ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2003, P.110 (128 pages)

URSS, en 1980, un ingénieur sur deux était une femme et, dans l'agriculture, 40% des zootechniciennes, agronomes et vétérinaires étaient des femmes. Cependant de grandes disparités existaient d'un pays à l'autre. Ainsi tandis qu'en République Démocratique Allemande (RDA), 57% des enfants âgés de 0 à 3 ans étaient accueillis dans les crèches, en URSS, en 1976, seul un tiers de cette classe d'âge en bénéficiait. Les avantages acquis ne masquaient pas l'existence d'inégalités entre hommes et femmes.

Depuis l'effondrement de l'économie planifiée, la situation des femmes de la Russie et des Pays de l'Est européen³²⁵ s'est énormément aggravée. La ségrégation par l'emploi et les écarts salariaux étaient et restent comme à l'Ouest très prononcés. Ainsi selon les pays, elles ne sont que 3 à 10% à diriger des entreprises plus ou moins importantes.

Le chômage les frappe massivement, en Russie, les femmes constituaient 62% des chômeurs en 1995, tandis qu'elles étaient passées de 65 à 55% entre 1991 et 1995 en Bulgarie. En Roumanie et en Pologne, le pourcentage était respectivement de 56% et 53% cette dernière année³²⁶.

Les services de garde des enfants sont devenus payants et les prestations sociales relatives aux congés de maternité ou parentaux ont été supprimées ou diminuées pour faire place à une économie de concurrence sauvage qui pénalise fortement les femmes. La prostitution et la pornographie ont droit de cité. En Pologne, le droit des femmes à l'avortement a été aboli.

Le 20^e siècle fut marqué par la lutte du droit de vote des femmes. Emmeline Pankhurst créa « *The Woman Social and Political Union* ». Cette organisation avait une manière bien particulière et surtout très violente de se battre pour obtenir le suffrage féminin. D'autres organisations comme le IAW (*International Woman Suffrage Alliance*) ou le ICW (*International Council of Woman*) avaient pour objectifs de défendre les droits de femmes mais une de leurs sections, visait à promouvoir le droit de vote féminin³²⁷.

Les femmes ont toujours réclamé l'accès à l'éducation et au travail salarié. Au cours de la première guerre mondiale, les femmes remplacèrent les hommes partis en guerre dans les industries. Malheureusement, leurs droits étaient différents de ceux des hommes. C'est pourquoi, les occidentales revendiquèrent ces droits en faisant grève³²⁸.

³²⁵ Andrée Michel « Le féminisme », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2003, P.111 (128 pages)

³²⁶ Jacqueline Heinen « Illusions perdues pour les femmes de l'Est », Le Monde diplomatique, Paris, Décembre 1996

³²⁷ Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, P.59 (214 pages)

³²⁸ Sarah Fishman, Yves Durand, Cécile Veyrinaud « Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945 : 1940-1945 », L'harmattan, Paris, 1996, P.42 (280 pages)

Dans les pays fascistes, les femmes étaient considérées comme des êtres inférieurs³²⁹, elles étaient écartées de la vie sociale. Beaucoup de femmes occidentales opposées à ces régimes participèrent aux guerres et donc aux luttes antifascistes et anticolonialistes. Ces efforts furent récompensés car beaucoup de femmes purent s'éduquer et travailler en toute liberté.

En période d'après-guerre, une nouvelle génération de femmes apparaissait en Occident. De nouveaux mouvements de libération furent créés. Aux États-Unis, le mouvement NOW (*National Organization of Woman*) était perçu comme un groupe de pression politique. Ses objectifs étaient bien précis : égalité des salaires, abolition de la publicité sexiste,...

En France, le MLF (*Mouvement de Libération des Femmes*) est né de plusieurs courants, de réformistes à radicaux. A la fois héritier du mouvement de Mai 1968 et du Women's Lib américain naissant des luttes pour le droit à la contraception et à l'avortement amorcées par le planning familial, des revendications à l'égalité de tous les droits, moraux, sexuels, juridiques, économiques, symboliques, et de la lutte contre toute forme d'oppression et de misogynie³³⁰.

Ces mouvements ont provoqué l'hostilité de nombreuses femmes du tiers monde qui ne se reconnaissent pas dans ces combats d'occidentales et veulent mener leurs propres luttes comme elles l'entendent. Les mouvements féministes ont toutefois donné un second souffle aux combats des femmes dans le monde. En 1975, l'année de la femme fut proclamée par les Nations-Unies et une conférence internationale leur est consacrée à Mexico. L'égalité des sexes est réaffirmée par la Convention Nationale de 1979, sur « l'abolition de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes ». Cette convention est précieuse puisqu'elle les aide les femmes à faire respecter leurs droits à travers le monde. De nombreuses conférences ont été organisées par l'ONU, à Copenhague en 1980, à Nairobi en 1985 et à Pékin en 1995. Les femmes du monde se rencontrent pour discuter et résoudre au mieux les différents problèmes qui subsistent dans chaque pays³³¹.

Ces mouvements de femmes sont bénéfiques à l'évolution du statut de la femme à travers le monde. En Occident, le plus important a été fait, aujourd'hui, la femme est différente, elle est indépendante et elle n'a plus besoin de compter sur son mari pour survivre.

³²⁹ Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique. Environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, P.130 (441 pages)

³³⁰ Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminismes et identités nationales », Les chemins de la recherche, Lyon, 1998, P.207 (306 pages)

³³¹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.137 (463 pages)

Conclusion

Le terme de féminisme s'imposa au 19^e siècle pour signaler l'aspiration collective des femmes à l'égalité entre les sexes au sein d'une société soumise à la domination masculine. Dès le XV^e siècle, en France, Christine de Pisan releva l'importance de l'éducation des femmes. Mais c'est la Révolution française qui leur permit d'affirmer le droit à un statut social et politique équitable dans le cadre de la nouvelle société en gestation³³².

Beaucoup d'écrits comme celui de Mary Wollstonecraft³³³ en Angleterre ou d'Olympe de Gouges en France, dénoncèrent l'exploitation dont étaient victimes les femmes dans ces sociétés. Malheureusement, le Code Napoléon consacra en 1804 l'incapacité juridique de la femme. Les doctrines saint simoniennes et fouriéristes firent ressortir le rôle déterminant des femmes dans le progrès social et donna un nouvel élan au mouvement. Mais les rapports avec la gauche étaient ambigus et beaucoup s'opposaient à cette insertion³³⁴.

Dans les années 1830 et 1848, les américaines s'organisèrent. Des ouvrages comme « *Woman in the nineteenth century* » de Margaret Fuller eurent un certain retentissement. Les 19 et 20 juillet 1848, à la convention de Seneca Falls, un groupe de femmes adopta une déclaration de principes inspirée de la Déclaration d'Indépendance Américaine. Elle fut signée par 68 femmes et 32 hommes. Le texte réclama entre autres, le droit de vote, le droit à l'instruction ou le droit au travail³³⁵.

Les suffragettes étaient le nom donné à un mouvement féministe qui se développa au Royaume-Uni au début du XX^e siècle. Le terme provient du mot « suffrage » qui désigne le droit de vote. Ses membres revendiquaient l'élargissement du droit de vote aux femmes³³⁶.

En 1949, Simone de Beauvoir publia « le deuxième sexe ». Le combat politique passa par la dénonciation des éléments culturels sur lesquels est fondée la domination masculine.

La fin des années 60 marqua un renouveau des mouvements féministes qui apparaissaient dans tous les pays occidentaux. En France, le Mouvement de Libération des Femmes ou le

³³² Michèle Riot-Sacey « Histoire du féminisme », Editions La Découverte, Paris, 2002, P.13 (122 pages)

³³³ Alisa del Re, Jacqueline Heinen, Pamela Abbott « Quelle citoyenneté pour les femmes ? La crise des Etats-Providence et de la représentation politique en Europe », L'harmattan, Paris, 1996, P.49 (320 pages)

³³⁴ Paulette Bascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, P.224 (575 pages)

³³⁵ Ginette Castro « Radioscopie du féminisme américain », Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984, P.31 (303 pages)

³³⁶ Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, P.59-81 (214 pages)

Women's Lib aux Etats-Unis, dénoncèrent l'oppression des femmes et militait en faveur de la liberté sexuelle et de l'avortement³³⁷.

Le machisme est partout et il est plus ou moins violent selon les mentalités du pays où il se trouve. En Amérique Latine, la violence a pris de grandes proportions, elle est plus présente dans les milieux défavorisés. C'est devenu un véritable fléau. Chaque année, le nombre de victimes augmente. Même si beaucoup de femmes arrivent à se livrer, les autres passent leurs problèmes sous silence. La majorité des femmes issues de ces zones à risque sont bien souvent peu éduquées et afin de vivre plus décemment, elles n'ont que comme seul échappatoire, le mariage. Même si celui-ci met leur vie en danger³³⁸.

Les religions monothéistes sont basées sur la domination patriarcale : l'homme a la charge de sa famille et la femme reste au foyer. En Islam, la polygamie est encore active, elle est répandue dans les milieux aisés d'Afrique, mais encore une fois l'image de la femme y est minimisée³³⁹.

Le mariage forcé est une grande préoccupation pour certaines adolescentes. Sous la pression de leurs parents, ces jeunes filles cèdent et épouse un homme plus âgé qu'elles. Face à ce choix, elles finiront leurs jours enfermées dans un foyer par l'homme qui leur a volé leur jeunesse³⁴⁰.

En Asie, avoir une fille est une véritable tragédie : avortement, abandon, ou vengeance...tel sera le sort de ses enfants qui n'ont pas leur mot à dire. Dans ces cultures, être une fille n'est que source de problèmes.³⁴¹

Beaucoup de pays comme le Maroc s'ouvrent et assouplissent leurs lois vis-à-vis des femmes³⁴²d'autres, malheureusement en guerre, notamment l'Afghanistan³⁴³, se referment et acceptent mal, la révolte des femmes face aux actions du gouvernement.

En Afrique³⁴⁴ tout comme en Amérique Latine³⁴⁵, la femme essaye de se développer. Dans les villes, elles travaillent, et se mobilise pour faire valoir leurs droits, de plus, elles aident leurs

³³⁷ Natty García Guadilla « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) », Presses Universitaires de France, Paris, 1981, P.29 (146 pages)

³³⁸ « La violence au foyer : un véritable fléau pour les boliviennes », Article de Lhynda Tremblay, pour le CECI, 1997

³³⁹ Mamadou Moustapha Wone « Faudrait-il supprimer la polygamie ? », Article publié dans le journal « Wal Fadjri », Dakar, 2005

³⁴⁰ Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam, l'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, P.86 (328 pages)

³⁴¹ Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu : l'élimination des filles en Inde et en Asie », Editions La Découverte, Paris, 2006 (200 pages)

³⁴² Dominique Lagarde « La femme égale de l'homme », L'Express, Paris, Le 11 décembre 2003

³⁴³ Julie Gagné, Jean-Sébastien Rioux « Femmes et conflits armés : réalités ; leçons et avancement des politiques », Presses Universités Laval, Québec, 2005, P.161 (257 pages)

« sœurs » des campagnes à s'en sortir. Elles aimeraient les éduquer, pour qu'elles rejoignent leurs mouvements et ainsi montrer qu'elles valent mieux que tout autre personne.

En Europe, la situation de la femme est bien meilleure. En politique, par exemple, il reste beaucoup de progrès à faire, sauf dans les pays scandinaves. Ce déséquilibre a donné naissance au système des quotas, qui permet d'obtenir un nombre égal d'hommes et de femmes³⁴⁶.

Dans bon nombre de domaines, les sociétés occidentales modernes restent sexistes, beaucoup de secteurs professionnels ou de professions restent presque exclusivement le domaine d'un sexe ou de l'autre. Dans le monde du travail la disparité reste immense. Les possibilités d'emploi sont moindres pour les femmes et la précarité plus grandes pour elles. Enfin, pour réussir professionnellement, elles doivent s'adapter au modèle masculin et en adopter les valeurs de compétitivité et d'agressivité³⁴⁷.

Selon une étude, les femmes continuent d'assumer 80% des tâches domestiques. Par conséquent, elles accumulent du temps de travail rémunéré et du temps de travail domestique au détriment du temps de loisirs et de repos. C'est ce que l'on appelle la double journée³⁴⁸.

L'émergence des mouvements féministes a fait évoluer beaucoup de choses, dans toutes les régions du monde. Les femmes sont plus indépendantes depuis qu'elles travaillent et qu'elles ont un salaire, mais ce n'est pas juste cela qui justifie leur émancipation. Elles peuvent s'exprimer en toute liberté comme n'importe quel citoyen, jusqu'à être écoutées. Elles ont réussi à obtenir ce qu'elles voulaient depuis des années, mais le combat est loin d'être fini, car si elles veulent obtenir leur pleine émancipation, ce sera en luttant toujours plus.

³⁴⁴ Bénédicte Tariere Peretu « Les africains dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria », L'harmattan, Paris, P.89 (244 pages)

³⁴⁵ Centro de la Mujer Flora Tristán (www.flora.org.pe)

³⁴⁶ Mariette Sineau, Conseil de l'Europe « Parité-Le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », Council of Europe, Strasbourg, 2004, P.15 (97 pages)

³⁴⁷ Michèle Ferrand « Féminin/masculin », Editions La Découverte, Paris, 2004, P.13 (123 pages)

³⁴⁸ INSEE, Jean-Michel Charpin « Femmes et hommes : Regards sur la parité », INSEE, Paris, 2004, P.118 (173 pages)

II-La situation de la femme en Amérique Latine

Introduction

L'Amérique Latine est une vaste région qui regroupe de nombreux pays, et par conséquent différents peuples. Malheureusement, ce continent est dirigé par les hommes. Leur mentalité est si archaïque que ces derniers ne supportent pas de voir les femmes s'ouvrir sur le monde, en sortant ou même en travaillant. En général l'image de la femme est réduite à celle d'une mère, à savoir une femme qui ne travaille pas et qui passe ses journées à la maison à s'occuper de sa famille et de son foyer. Elles se regroupent donc en mouvements de femmes, ce qui les aide à avoir plus de confiance en elles³⁴⁹. D'ailleurs, certaines d'entre elles se sont démarquées des autres en faisant preuve de courage. Elles ont voulu montrer leur potentiel en essayant de sauver, avec les hommes leur pays de certaines atrocités, notamment celles de la dictature³⁵⁰, qui a ravagé une bonne partie des pays latino-américains. Certaines ont pris les armes, comme ce fut le cas au Salvador, en Colombie ou au Nicaragua. D'autres ont préféré insister en essayant d'obtenir gain de cause. En Argentine³⁵¹, des mères qui ont perdu leurs enfants pendant la guerre sale dans les années 70, veulent connaître les raisons de ces kidnappings. Elles se réunissent depuis plusieurs années, tous les jeudis sur la place de mai de Buenos Aires afin de recevoir de la part des autorités qui s'en occupent, la réponse qu'elles attendent. Enfin quelques unes ont opté pour la grève de la faim, cette mesure est pratique puisqu'elle permet d'apitoyer le gouvernement, et il a parfaitement fonctionné pour ces femmes de mineurs boliviens qui souhaitaient défendre les droits de leurs époux.³⁵² Toutes ces femmes ont des stratégies bien différentes, qui placent leur courage en première ligne. Rigoberta Menchú est une figure emblématique latino-américaine reconnue dans le monde pour ses efforts. Indienne du Guatemala, elle essaye depuis le décès de certains membres de sa famille de faire valoir les droits de son peuple. C'est un combat de tous les jours car en Amérique Latine, les Indiens ne sont pas reconnus, et en plus de cela ils sont exploités. La majorité d'entre eux sont bien souvent pauvres, ils vivent en communauté avec leurs anciennes traditions, et sont peu éduqués. Ils ne peuvent donc pas se défendre seuls. Il fallait

³⁴⁹ Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las mujeres latinoamericanas », Lom Ediciones, Santiago du Chili, 2000, P.73 (131 pages)

³⁵⁰ Josette Trat, Diane lamoureux, Roland Pfefferkorn « L'autonomie des femmes en question : antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe », L'harmattan, Paris, 2000, P.10 (240 pages)

³⁵¹ Eric Sarnier « Mères et « folles » de la place de Mai, Argentine 1976-2000 », Desclée de Brower, Paris, 2000, P.11 (176 pages)

³⁵² Jean-Pierre Lavaud « La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs. Bolivie 1977-1978 », Editions du CNRS, Paris, 1999, P.128 (200 pages)

bien que quelqu'un réagisse et ce fut une femme ! Elle leur sert de porte-parole et même si elle a déjà obtenu de bons résultats, elle continue dans sa lancée pour acquérir la pleine égalité des citoyens.

En Amérique Latine le niveau éducatif est faible. Même si la majorité des enfants vont à l'école, les taux d'abandons, d'absentéismes et de redoublements sont au plus haut. Le taux d'alphabétisation a augmenté, mais on remarque que l'on développe un intérêt plus important pour l'enseignement primaire que pour le secondaire ou le supérieur. Selon les statistiques, les filles seraient plus assidues et plus studieuses que les garçons, surtout dans les Caraïbes. Elles resteraient plus longtemps à l'école. Certains pensent que cela serait lié au fait que la majorité des enseignants du primaire sont des femmes. Enseigner les encourageraient à étudier et surtout leur serviraient d'exemple à suivre³⁵³.

Eduquer des adultes et en particulier les femmes est un défi qu'impose la plateforme latino-américaine qui découle de la Conférence de Pékin. C'est un point important car cela leur permettrait d'accéder à un emploi tout en participant à la bonne santé économique du pays.

Trouver un emploi pour une femme latino-américaine est plus difficile qu'ailleurs. Celle-ci a encore du mal à s'insérer dans la vie active. D'une part parce qu'elle n'a pas encore accès à la totalité des postes, il existe encore trop de secteurs réservés aux hommes, mais aussi parce qu'elle n'a pas le temps de se consacrer pleinement à son emploi. Elle doit aussi s'occuper de son foyer. Pourtant, de nos jours, il est important qu'une femme travaille pour aider son mari, car le niveau de vie a augmenté et les besoins ne sont plus les mêmes qu'avant³⁵⁴.

L'Amérique Latine à la particularité d'être divisée. En effet, il existe trop de différences entre les communautés Indiennes qui vivent dans les zones montagneuses ou dans les zones rurales et les citadins. Les premiers ne sont pas reconnus, leurs droits étant trop souvent bafoués, ils doivent vivre de leurs travaux pénibles, bien souvent exploités par leurs employeurs, et n'ont pas le droit à la sécurité sociale. Les autres, étant plus aisés, ont accès à l'éducation et ont une meilleure qualité de vie, car ils ont un emploi qui leur convient et ils évoluent dans des conditions bien plus favorables³⁵⁵.

³⁵³ Statistiques de l'Unesco « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

³⁵⁴ Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina », Editora Banco interamericano de desarrollo, New-York, 2006, P.5 (344 pages)

³⁵⁵ Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en América Latina y el Caribe », Narcea Editions, Madrid, 2004, P.155-156 (206 pages)

En Amérique Latine, la misère prédomine et les enfants sont contraints de travailler pour survivre. Ils effectuent tous types de travaux pénibles voire dangereux pour leur santé. Ils travaillent dans l'artisanat, l'industrie, ils effectuent des travaux agricoles ou miniers. On constate toutefois, que les filles sont plus présentes dans le domaine des travaux domestiques. Ce qui est loin d'être facile pour elle, car c'est une activité non reconnue qui demande beaucoup d'efforts.

Certains enfants sont utilisés pour des trafics de drogue, de la pornographie ou de la prostitution. Il est indéniable que ces enfants puissent évoluer normalement. Cette situation est d'autant plus inquiétante que cette grande région a beaucoup de mal à faire face à ce terrible fléau³⁵⁶.

2.1.Les femmes en action

2.1.1.Le féminisme en Amérique Latine

L'Amérique Latine est un vaste continent connu dans le monde pour sa diversité. Tous les pays sont unis par un seul et même lien : une population indienne exterminée par les colons puis remplacées par des esclaves noirs venus d'Afrique. A cette nouvelle population, on imposa le catholicisme, et c'est avec le temps que ce métissage donna naissance à une nouvelle culture. Malheureusement, ce changement n'était que le début d'une longue histoire puisque l'Amérique Latine a traversé une dure période de crise, notamment après les luttes guérillères des années 70 contre les dictatures militaires, puis la crise économique des années 80. Ce n'est qu'à partir des années 90 qu'il y eut un semblant de rébellion : les pays se démocratisèrent et prirent un tournant néolibéral³⁵⁷. Le mouvement zapatiste vit le jour en 1994 au Mexique, puis le mouvement des « sans terre », la fronde chaviste au Venezuela, et les soulèvements populaires contre la privatisation de l'eau et du gaz. Puis on assista à la victoire présidentielle d'un indien, Evo Morales, en Bolivie, puis celle d'une femme, Michelle Bachelet, à la tête du parti socialiste au Chili.

³⁵⁶ Jean-Maurice Derrien « Travail des enfants en questions », L'harmattan, Paris, 2008, P.409 (455 pages)

³⁵⁷ Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin « Identités et ruptures », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007, P.46 (298 pages)

C'est dans ce contexte de racisme, d'écarts sociaux, de profond machisme et de conservatisme chrétien mais aussi de fortes traditions de luttes populaires nationalistes et révolutionnaires que se sont développés les mouvements de femmes et féministes en Amérique Latine³⁵⁸.

Le féminisme est apparu très tôt en Occident, et c'est bien des années plus tard qu'il s'est exporté vers le continent latino-américain. C'est au début des années 70 que ce mouvement a séduit beaucoup de femmes. Mais tout le monde n'est pas de cet avis : selon Asunción Lavrin³⁵⁹, il se serait développé prématurément dans les pays du Cône Sud, vers 1880 car selon elle, les mouvements de femmes latino-américains ont tous un passé historique. Au Mexique, un premier Congrès féministe se serait tenu dans le Yucatan dès 1910, et pour finir, à la fin des années 60, il aurait ravagé les capitales de nombreux pays comme le Mexique, l'Argentine ou même le Brésil³⁶⁰.

En Amérique Latine, on a assisté à une détérioration croissante des conditions de vie, une situation d'autant plus grave pour les femmes prolétaires des milieux ruraux, et des villes, ce phénomène est plus connu sous le nom de « la féminisation de la pauvreté ». Dans la seconde moitié du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, des changements se sont produits : elles étaient plus présentes dans tous les secteurs de la vie économique, social, politique, et professionnel. Cependant, ce nouveau rôle est accompagné de contradictions très préoccupantes, comme la crise de déstructuration du noyau familial, l'augmentation de la violence envers les femmes et les enfants, le manque de soutien à la santé sexuelle et reproductive et les hauts taux de mortalité infantile et maternelle. On représente toujours la femme comme une épouse ou une mère, et on la renvoie toujours dans son foyer. Aujourd'hui, tout a changé, son insertion dans la société provoque des modifications au sein de la famille et bouleverse les rôles traditionnels autant féminins que masculins³⁶¹.

La libération des femmes est le fruit de la lutte qu'ont livré les femmes en occident ou ailleurs, pendant des siècles contre leur oppression.

³⁵⁸ Maxine Molyneux « Movimientos de Mujeres en América Latina : Estudio teórico comparado », Catedra, Madrid, 2003, P.225 (329 pages)

³⁵⁹ Asunción Lavrin, Eugenia Rodríguez Sáenz « Un siglo de luchas femeninas en América Latina » Editorial Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, P.4 (267 pages)

³⁶⁰ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'Atelier, Paris, 2004, P.400 (463 pages)

³⁶¹ Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en América Latina y el Caribe », Editions Narcea, Madrid, 2004, P.155 (206 pages)

Les pays du Cône Sud

Asunción Lavrin a fait une étude d'ensemble sur le premier féminisme latino-américain qui s'est précisément développé en Amérique du sud à l'orée du XX^e siècle. Car selon elle, le féminisme aurait débuté dans le Cône Sud³⁶².

Les premières féministes étaient issues en majorité des classes moyennes urbaines. Elles étaient éduquées, et commençaient à assumer des responsabilités professionnelles. La première génération se distingua par des juristes, des médecins, des enseignantes qui furent souvent les premières femmes à pénétrer dans les professions exclusivement masculines.

Elvira Rawson de Dellepiane³⁶³, était une des premières femmes à obtenir au 19^e siècle un diplôme universitaire en Argentine. Cette féministe fit partie du Conseil National des Femmes, elle participa à la création du premier Centre Féministe et joua un rôle important au cours du premier Congrès féminin International de Buenos Aires en 1910. En effet, elle proposa des changements dans le Code Civil, plutôt progressistes, comme l'égalité du pouvoir de la patrie entre le père et la mère, la libre administration des biens de la part de la femme et le maintien de tous les droits individuels de la femme encore après le mariage.

Elle fut entre 1907 et 1908, médecin inspectrice et médecin de la troisième section d'hygiène scolaire du département national d'hygiène. Elle fut l'unique femme à intégrer cette section à l'époque. En plus d'exercer la médecine, elle était professeur d'hygiène et de puériculture à l'université. Passionnée par son métier, elle aimait se rendre utile, elle multiplia ses actions auprès des hommes et des femmes, tant dans le milieu professionnel que social ou familial. Son féminisme était modéré puisqu'elle adhérait à la pensée libérale et laïque. On pouvait le définir comme un rééquilibrage entre la situation de l'homme et de la femme.

En 1916, elle fonda et dirigea la première institution dédiée à l'attention des enfants handicapés de Uspallata. Une de ses premières mesures fut de rendre obligatoire le verre de lait dans les écoles. En 1919, elle créa l'Association pour les droits de la femme, secondée par d'autres féministes comme Alfonsina Storni et Adela Di Carlo. En peu de temps, l'association compta 11 000 membres qui luttèrent pour l'égalité sur le plan juridique, politique et social. De son côté, Paulina Luisi³⁶⁴ l'une des plus célèbres féministe uruguayenne fut la première à avoir suivi des cours à l'université de médecine de Montevideo, la première à enseigner à

³⁶² Asunción Lavrin, Eugenia Rodríguez Sáenz « Un siglo de luchas femeninas en América Latina » Editorial Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, P.4 (267 pages)

³⁶³ Erika Cervantes « Elvira Rawson de Dellepiane », Cimac, México, Le 27 février 2007 (www.cimacnoticias.com)

³⁶⁴ Erika Cervantes « Paulina Luisi », Cimac, México, Le 5 avril 2005 (www.cimacnoticias.com)

l'université et à disposer de son propre laboratoire pour mener à bien ses recherches sur la fécondation et la fertilité. En 1908, elle devint grâce à l'obtention de son diplôme, la première femme médecin du pays.

Elle faisait partie d'une famille de classe moyenne, son père a toujours insisté pour qu'elle et ses sœurs se débrouillent seules pour arriver à leurs fins, et c'est en l'écoutant qu'elles suivirent toutes de bonnes formations universitaires. Paulina quant à elle, marchait sur les pas de sa mère, une ancienne féministe qui à l'époque, luttait pour l'obtention du droit de vote féminin et l'instauration d'une éducation laïque. En tant que membre du Parti Socialiste, elle présida en 1916, le Conseil National des Femmes d'Uruguay. Ses principales préoccupations étaient la lutte pour la paix, l'éducation des femmes et le libre accès aux professions, la lutte contre la traite des blanches et la prostitution réglementée, et la défense des mères célibataires.

Ces femmes et féministes prirent conscience que l'éducation pouvait améliorer leurs conditions de vie et par là même moderniser leur pays dès la fin du 19^e siècle³⁶⁵.

Dans les pays du Cône Sud, le travail salarié féminin était de plus en plus présent et il devint bientôt le centre d'intérêt des féministes qui le partagèrent avec le parti socialiste. En 1924, une législation fut promulguée en Argentine visant à protéger la mère et son enfant au travail. Les féministes obtinrent leur premier triomphe parlementaire en obtenant la sanction de la loi 11.317 qui établissait que les femmes ne pouvaient pas travailler plus de huit heures par jour et quarante huit heures par semaine, la prohibition du travail nocturne et des tâches insalubres, l'interdiction du licenciement des femmes enceintes, la permission d'allaiter et l'obligation aux entreprises d'avoir des garderies. En 1926, les féministes triomphèrent à nouveau avec la sanction de la loi des Droits Civils de la femme qui bien qu'elle n'établissait pas la pleine égalité entre hommes et femmes, elle établissait pour la première fois le principe que les hommes et les femmes devaient être comparés en termes de droits³⁶⁶.

Au Chili³⁶⁷, le code du travail adopté inclut des dispositions concernant les femmes et tout particulièrement leurs congés de maternité. Les femmes ne pouvaient donc pas depuis 1931 occuper un poste à risques comme travailler dans les mines souterraines ni dans des activités qualifiées comme étant supérieures à leurs forces ou dangereuses pour leurs conditions

³⁶⁵ Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las mujeres latinoamericanas », Lom Ediciones, San José, 2000, P.17-19 (131 pages)

³⁶⁶ Maricel Bertolo « Trabajo femenino en Argentina : primeras expresiones legislativas », Facultad de Ciencia Política, Rosario, 2000, P.9 (17 pages)

³⁶⁷ Yáñez Andrade Juan Carlos « Chile y la organización internacional del trabajo (1919-1925) : hacia una legislación social universal », Revista de estudios histórico-jurídicos, n°22, Valparaíso (WWW.SCIEC.org)

physiques ou morales (Article 15). Selon l'article 181, les femmes disposaient d'un repos de six semaines avant l'accouchement et de douze semaines après l'accouchement. Au cours de la grossesse et un an après l'événement, la femme ne peut être renvoyée (Article 186). L'article 187 stipulait que la femme enceinte ne pouvait effectuer de tâches difficiles ni des activités nocturnes. De plus, les établissements qui comptaient vingt femmes ou plus devaient avoir des salles particulières pour que les femmes qui allaitaient s'y rendent afin d'être plus tranquilles (Article 188), les mères disposaient d'une heure par jour pour nourrir leurs enfants (Article 191).

Le combat féministe en faveur de la travailleuse mère de famille concernait peu de salariées car la majorité des femmes étaient célibataires et sans enfant. Tandis que le travail domestique qui employait plus de femmes n'a pas retenu leur attention. On demanda à la loi de leur garantir le même salaire que celui des hommes, et en même temps de leur accorder une protection spécifique du fait qu'elles soient mères. Elles souhaitaient par conséquent que les femmes obtiennent une fonction différente de celle des hommes³⁶⁸.

En Uruguay³⁶⁹, le travail des femmes et des mineurs était spécialement réglementé et limité. Le travail leur était interdit dans le nettoyage ou la réparation des moteurs en marche ou des machines dangereuses (Art.4 de la loi 5032 de 1914). Le repos hebdomadaire des travailleuses était sujet à certaines exceptions, aucune de ces exceptions n'était applicable aux femmes et aux mineurs de 16 ans (Art.7 de la loi 7318 de 1920), selon les lois, les femmes et les mineurs n'avaient pas le discernement suffisant pour distinguer les activités qui pouvaient être dangereuses pour leur santé.

Selon la loi 6.102 de 1918, les employeurs devaient avoir des chaises dans tous leurs établissements où travaillaient des femmes, au cas où elles souhaitaient se reposer. De plus, les femmes n'avaient pas le droit de travailler dans certains établissements (Art.3 de la loi 11.249 de 1949). Des décrets signés entre 1941 et 1945, interdirent le travail aux femmes en général et plus spécialement aux femmes enceintes dans des entreprises qui utilisaient du benzol.

Elles souhaitaient conférer à la maternité une fonction sociale, car jusque là, les mères étaient dévalorisées³⁷⁰.

³⁶⁸ « Mujeres latinoamericanas », Mujeres en Chile, Legislación, Derecho laboral (www.eurosur.org)

³⁶⁹ « Mujeres latinoamericanas », Mujeres en Uruguay, Legislación, Derecho laboral (www.eurosur.org)

³⁷⁰ Maxine Molyneux « Movimientos de Mujeres en América Latina : Estudio teórico comparado », Catedra, Madrid, 2003, P.263 (329 pages)

Le secteur de la santé des femmes était un autre domaine où il fallait intervenir (féminisme maternaliste). Il était primordial d'instaurer une politique de santé publique centrée sur la femme-mère et diffuser la notion d'une maternité scientifique. Parallèlement à la création de maternité, à la formation des sages-femmes, aux visites médicales et campagnes de vaccination et à la distribution de lait pour les jeunes enfants, se mit en place une véritable éducation des mères de famille en matière d'hygiène domestique, de soins aux nouveaux-nés, d'alimentation diététique. Ce fut en professionnelles de la santé publique : gynécologues, pédiatres, infirmières, assistantes sociales, inspectrices du travail que les féministes intervinrent dans le domaine de la santé publique³⁷¹.

La santé publique concernait d'abord les gens les plus pauvres, et ce fut une bonne occasion pour des millions de femmes d'en devenir les principales bénéficiaires.

La protection de la femme en tant que mère devint le centre d'une politique sociale fondée sur la qualité de la reproduction humaine. Les mesures prises ont vite prévenu la « destruction » visaient qu'à permettre aux femmes d'exercer cette responsabilité sacrée qui était la leur : mettre au monde puis élever des enfants sains et robustes.

La majorité des thèmes tournaient toujours autour de la famille. Concernant le divorce, les féministes étaient plutôt réticentes. Elles pensaient à l'époque que suite à l'annulation d'un mariage, l'homme délaisserait sa femme et celle-ci aurait du mal à s'en sortir. Car en réalité, pour l'Etat, le mariage représentait l'obligation pour un homme, de protéger sa femme dans l'intérêt de la nation. En effet, l'article 131 du Code Civil de 1840³⁷² souligne que « *Le mari doit protection à sa femme et que celle-ci doit obéir à son époux* ». La femme serait donc soumise à son époux. Les revendications des féministes des premières générations du Cône Sud passaient par l'acceptation préalable d'une condition d'infériorité considérée comme naturelle. Le discours féministe en appela donc à la justice en faveur des faibles.

Les partis féminins qui fleurirent dans les années 1920 et 1930 étaient des associations qui poursuivaient la défense des causes civiques. Pour leurs membres, la politique fut l'arène où se déployaient les vices de l'autre sexe, et son bilan fut désastreux si on en jugeait la façon dont les pays étaient gouvernés. Les femmes avaient tort de s'y investir. Cette façon de penser s'inspirait des idéologies corporatistes de l'époque.

³⁷¹ Isabel Morant « Historia de las mujeres en España y América Latina (III) del siglo XIX a los umbrales del siglo XX », Editions Catedra, Madrid, 2005, P.779 (975 pages)

³⁷² Magdalena León de Leal, Eugenia Rodríguez Sáenz, Aída Martínez « Ruptura de la inequidad ? Propiedad y género en la América Latina del siglo 19 », Editions Siglo del Hombre, Bogota, 2005, P.195 (303 pages)

Vers 1935, un tournant se produisit à l'égard de la question sur le vote des femmes et plus largement de leur place dans la politique. Le droit de vote apparaissait comme nécessaire³⁷³. Jusque là les femmes étaient des citoyennes passives. Quelle frustration de ne pouvoir choisir celui qui représentera votre pays au cours des années à venir ? et encore plus lorsqu'on sait qu'aucune d'entre elles ne pourra participer à l'élaboration de lois ou autres réformes. Pourtant c'était indispensable si les femmes voulaient percevoir une once de changements. La crise économique de 1929 eut des répercussions négatives sur la condition des femmes en Argentine mais aussi au Chili où des propositions de lois visant à exclure la femme de certains emplois ou à leurs fixer des salaires inférieurs à ceux des hommes se mirent en place. Des associations de femmes surgirent pour s'opposer à de telles mesures discriminatoires. Mais les partis radicaux et socialistes se dotèrent de sections féminines. Les femmes comprirent donc que le suffrage devait devenir la priorité numéro une. Ainsi, la campagne des féministes chiliennes pour les élections présidentielles et municipales de 1938 se situa dans une perspective nationale, car elles pouvaient déjà voter pour les municipales, depuis 1934. Le droit de vote fut le meilleur moyen d'obtenir des changements dans les domaines souhaités.

C'est dans les années 1930 que la question du droit de vote avait mobilisé les féministes et leurs opposants et agité l'opinion publique. Dès 1932, les uruguayennes obtinrent le droit de vote pour les élections nationales. L'Argentine attendra 1946 et le Chili 1949³⁷⁴.

La plupart des mouvements féministes³⁷⁵ firent des voyages et nouèrent des contacts, des échanges d'informations et des plates-formes élaborées en commun. Les féministes d'Argentine, du Chili et d'Uruguay ont organisé des congrès entre elles, ainsi qu'avec d'autres pays latino-américains comme le Pérou, elles se sont rendues en Europe et aux Etats-Unis. Leurs délégations prirent part à des missions d'enquête, des rencontres internationales et congrès panaméricains. La figure de María Abella de Ramírez³⁷⁶ et son combat auprès d'autres leaders féministes du Cône sud fut exemplaire internationalement. Née en 1863, elle naquit en Uruguay et vécut toute sa vie à Buenos Aires en Argentine. Elle appartenait au mouvement des libres penseurs qui posa au début du 20^e siècle la question de l'égalité entre

³⁷³ Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las mujeres latinoamericanas », Lom Ediciones, Santiago du Chili, 2000, P.38 (131 pages)

³⁷⁴ Bélangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, 2001, P.90-113-141 (173 pages)

³⁷⁵ Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las mujeres latinoamericanas », Lom Ediciones, Santiago du Chili, 2000, P.68 (131 pages)

³⁷⁶ Alba G. Cassina de Nogara « Las feministas », Instituto Nacional del libro, Montevideo, 1989, P.31 (167 pages)

les sexes. En 1910, elle fonda la « Liga Feminista Nacional » dont l'organe était *La nueva Mujer*. La même année, se tint en Argentine la première conférence féminine internationale où prit forme l'idée d'une « Federación Femenina Panamericana ». En 1911, elle se rendit en Uruguay pour y fonder la section uruguayenne de la Fédération Féminine Panaméricaine. En réalité cette idée venait de la chilienne María Espíndola de Muñoz.

Beaucoup d'autres femmes sont de grandes figures pour les pays du Cône Sud et grâce à elles de nombreux clubs ou associations se sont formées dans le but de faire face au mieux à la discrimination des femmes.

En Argentine³⁷⁷, les femmes anarchistes et socialistes promurent les premières organisations de femmes. « La Unión Gremial Femenina », composée principalement par des prolétaires, le « Centro Socialista Femenino » et le « Consejo Nacional de Mujeres ». Un groupe plus autonome fut « La Unión Feminista Nacional » fondée en 1918, dont les objectifs étaient l'émancipation civile et politique de la femme, l'élévation de leur niveau culturel et le droit à percevoir un salaire égal à celui des hommes pour la même fonction. L'union était dirigée par Alicia Moreau mais aussi, Julia Garcia James, Adela Garcia Salaberry et bien d'autres, la poétesse Alfonsina Storni y faisait quelques apparitions. Ensuite, on créa « La Liga de los Derechos de la Mujer » présidée en 1922 par Julieta Lanteri Renshaw³⁷⁸. Cette femme était une personne courageuse et après ses études de médecine, elle devint la cinquième femme médecin du pays. En 1906, elle intégra la Centre Féministe du Congrès International de la libre pensée qui se déroula à Buenos Aires et avec d'autres féministes, comme Raquel Camaña ou Elvira Rawson de Dellepiane, elles se battaient pour obtenir des droits civiques féminins en Argentine. Selon la Constitution, la femme pouvait élire mais ne pouvait pas être élue, alors, elle forma son propre groupe, le « Partido Nacional Feminista » et décida de se présenter.

En 1919, elle postula pour devenir députée au Parlement, en se faisant passer pour la première candidate féminine. Elle organisa sur la place Flores avec Alicia Moreau de Justo un simulacre de « vote de rue » qui attira plus de deux mille personnes. Les féministes du monde en prirent connaissance et s'en inspirèrent. Cette arrogance, lui permit de faire son entrée au parti socialiste où elle fut bien acceptée.

³⁷⁷ Dora Barrancos «Mujeres en la sociedad argentina: una historia de cinco siglos », Editorial Sudamericana, Buenos-Aires, 2007, P.125 (351 pages)

³⁷⁸ María Pilar Pérez Cantó, Susana Bandieri, Lucía Lionetti « Educación, género y ciudadanía. Las mujeres argentinas, 1700-1943 », Miño y Dávila, Buenos-Aires, 2005, P.37 (272 pages)

Une autre femme Alicia Moreau, amie de Julia Lanteri, et qui faisait partie des six femmes qui s'inscrivirent pour la première fois à l'université pour étudier la médecine en Argentine, était une icône pour le monde féministe et socialiste. Elle obtint remarquablement son diplôme en 1913, c'est elle qui fonda le Mouvement Féministe Argentin. Elle profita du Congrès International de la libre pensée pour proposer l'idée de fonder un mouvement en faveur des droits politiques de la femme. A ses cotés se trouvait Julia Lanteri, Elvira Rawson de Dellepiane, Sara Justo et bien d'autres. Elles fondèrent le « Centro Feminista de Argentina » et le « Comité pro-sufragio ». Dès la fin du Congrès, le Parti Socialiste, invita Alicia à donner des conférences aux sympathisants des différents centres socialistes. Sa carrière universitaire lui fit s'intéresser tout particulièrement aux maladies sociales en relation avec la discrimination des femmes et des travailleurs³⁷⁹.

Au Chili, Amanda Labarca³⁸⁰ était une des plus grandes féministes du moment, issue de la classe moyenne, elle obtint son bac en sciences humaines en 1902. Elle alla aux Etats-Unis puis en France pour se spécialiser dans l'éducation scolaire. En 1915, elle organisa le « Círculo de lecturas », puis elle fonda le « Consejo Nacional de Mujeres » en 1919 dont la principale préoccupation était l'obtention d'une plus grande justice sociale pour les femmes. En 1922, elle devint professeur émérite de psychologie à la faculté de philosophie, de sciences humaines et d'éducation du Chili, cela fit d'elle la première femme chilienne à accorder un enseignement au niveau universitaire. En 1944, elle fut élue présidente de la Fédération Chilienne des Institutions Féminines, organisation qui regroupait tous les mouvements et groupes féminins du pays dont le but était l'obtention du droit de vote aux chiliennes.

En 1920, surgit le « Club de Señoras », composée de femmes de haute et moyenne bourgeoisie et dirigée par Delia Matte Izquierdo. Les femmes de la classe ouvrière faisaient partie des « Centros Belén de Sarraga », du nom de sa fondatrice. Ces centres virent le jour dans la région du Salitre dans la pampa.

Elena Caffarena³⁸¹, leader féministe lutta toute sa vie pour défendre aux mieux les valeurs des femmes, qui pour elle ne se limitait pas à la maternité et aux tâches ménagères. Elle étudia le droit à l'université du Chili, et devint avocate en 1926. Elle fut l'une des quinze premières femmes juristes du pays. Son souhait était de développer une société démocratique où une

³⁷⁹ Dora Barrancos «Mujeres en la sociedad argentina: una historia de cinco siglos », Editorial Sudamericana, Buenos-Aires, 2007, P.127 (351 pages)

³⁸⁰ Gilda Luongo « Bio-grafia de Amanda Labarca » Feministas tramando, Chile, Le 16/10/2006 (www.feministastramando.cl)

³⁸¹ « Los cien años de Elena Caffarena », Mujeres Hoy, Santiago de Chile, Le 24/03/2003 (www.mujareshoy.com)

égalité hommes-femmes serait établie. Elle fonda en 1935, le « Movimiento de Emancipación de la Mujer Chilena », qui avait pour particularité de mobiliser des femmes en masse pour lutter contre leur oppression en tant que travailleuses, mères ou citoyennes.

Son parcours fut semé d'embûches mais, elle réussit à obtenir le droit de vote pour les femmes aux élections municipales de 1935. Elle écrivit un livre « *Capacidad de la mujer casada en relación a sus bienes* » où elle exposait certaines de ses idées déjà très avancées pour l'époque.

A travers le journal « Mujer Nueva », on critiqua la discrimination de la femme au travail et dans l'éducation, en espérant que cette dernière puisse un jour postuler à de nouveaux postes. Elles participèrent à deux congrès : en 1937 et en 1940.

Dès la fin du 19^e siècle et durant la première moitié du 20^e siècle, en Uruguay³⁸², différents types d'organisations de femmes se multiplièrent, parmi elles des travailleuses anarchistes, socialistes et communistes qui voulaient le droit à une rémunération égale à celle des hommes et soulignaient le rôle de la femme au sein de la famille et de la société. On pourrait citer les libertaires du 900 comme Juana Rouco Buela, María Collazo et Virginia Bolten qui passèrent du mouvement ouvrier au féminisme. Le « Círculo Aurora » qui participait à la célébration du premier mai et qui, en 1900, discutait sur l'émancipation des femmes.

María Abella de Ramirez créa en 1911 le premier groupe féministe : « La Sección Uruguaya » qui était rattachée à la « Federación Femenina Panamericana ». Plusieurs années auparavant, en 1901, les femmes anarchistes avaient formées « Sociedades de Resistencia de Lavanderas, Planchadoras, Costureras, fosforeras y cigarreras » dirigée par María Collazo. En 1916, Paulina Luisi, une des plus grandes féministes fonda le « Consejo Nacional de Mujeres », composé de plusieurs associations fédérées, puis en 1919, se créa la « Alianza Uruguaya Por el Sufragio Femenino », dérivée d'une commission du « Consejo Nacional de Mujeres » qui publiait la revue « Acción Femenina ». Paulina Luisi³⁸³ se rendit compte qu'il était fondamental de combiner les postulats féministes avec les revendications économiques et sociales des travailleuses et créa en 1923 la « Alianza Uruguaya de Mujeres ». Déjà dans les années vingt, on pensait que le mouvement féministe devait s'allier aux femmes des classes travailleuses dans le but de rompre l'isolement et d'éviter n'importe quelle déviation élitiste.

³⁸² Silvia Rodríguez Villamil, Grupo de Estudios sobre la condición de la mujer en el Uruguay « Mujeres e historia en el Uruguay. Aportes del seminario mujeres e historia en el Uruguay », GRECMU, Montevideo, 1992, P.125 (264 pages)

³⁸³ Alba G. Cassina de Nogara « Las feministas », Instituto Nacional del libro, Montevideo, 1989, P.69 (167 pages)

La création du « Comité Femenino Antimilitarista » était une réponse au projet de loi qui devait rendre obligatoire le service militaire. En 1924 et 1925, des femmes syndicalistes célébrèrent la semaine de la femme travailleuse, qui précéda la première célébration du 8 mai 1930.

Beaucoup d'ouvrages³⁸⁴ ont été écrits dans le Cône Sud sur le féminisme entre 1880 et 1940. « *El movimiento feminista* » d'Elvira López (1901) fut la première thèse de doctorat écrite à ce sujet. Dans sa thèse, elle analysait l'accès des femmes à l'université, elle détaillait les pays qui acceptaient des femmes dans les universités. Elle avait remarqué que la médecine était la première branche où le nombre de femmes était le plus important. Mais une fois que ces femmes étaient reçues, ces médecins avaient des difficultés à développer la profession³⁸⁵.

Le Mexique

Le Mexique est une société basée sur la domination masculine, comme la totalité des états latino-américains. Ces us se perpétuent depuis les sociétés précolombiennes. En effet, elles se retrouvent sous la tutelle de son mari. Celle-ci se chargera par conséquent des tâches ménagères et des devoirs domestiques³⁸⁶.

Au 19^e siècle, l'église catholique exerça un fort pouvoir notamment dans la conservation du rôle social joué par les femmes. Pendant la période de la Réforme, les biens de l'église devinrent biens d'Etat. L'éducation et plus particulièrement celle des filles fut confiée à l'église et aux couvents. L'école représenta donc une possibilité et surtout le premier combat des femmes pour acquérir une certaine indépendance face au poids social de l'église³⁸⁷.

Au cours de la dictature de Porfirio Díaz, la situation de la femme évolua. La Révolution industrielle a peu à peu incorporé la main d'œuvre féminine dans les usines (textile et tabac), ou comme employées de commerce ou secrétaire mais le salaire féminin fut plus bas que celui des hommes. Peu à peu les femmes ont elles aussi eu recours à l'éducation et à la formation. Dès 1878, on instaura un règlement dans les écoles primaires et secondaires pour les filles où l'on enseigna les devoirs de la femme en société et de la mère dans ses relations de famille et

³⁸⁴ Dora Barrancos « Las mujeres y su « Causa » », Article paru dans la revue « Criterio » n°2308, Buenos Aires, Argentine, Septembre 2005 (www.revistacriterio.com)

³⁸⁵ Alicia Palermo « Mujeres que ejercieron en Argentina en el siglo XX », Convergencia (revista de ciencias sociales), México, Mayo-Agosto 2005, P.77 (PP.59-79)

³⁸⁶ María Juana Correa Luna « Pariendo como diosas », Revista electrónica latinoamericana Vinculando.org, México le 07/07/2005 (www.vinculando.org)

³⁸⁷ María de la Luz Parcelo « Condiciones de la mujer en México durante el siglo XIX », INAH, México, 1992, P.108 (239 pages)

de l'Etat, l'hygiène et la médecine domestique. En 1890, l'Ecole Normale pour les Demoiselles fut créée et en 1903, l'Ecole Mercantile Miguel Lerdo de Tejada³⁸⁸.

Le féminisme naquit à cette époque grâce à l'émergence des classes moyenne et ouvrières féminines. En effet, les femmes sortaient progressivement de la sphère familiale. Elles participaient à la production de richesses mais aussi faisaient partie des mouvements sociaux ou à des organisations où elles étaient actives. En 1876, lors du premier Congrès Ouvrier, le débat porta sur la nécessité de lutter pour retrouver la dignité du genre féminin et prendre en compte la préoccupation de la double journée et celle de la parole des femmes.

Malgré toutes ces propositions, les femmes n'étaient que des militantes ou des participantes mais rien de plus.

Lors du deuxième Congrès Ouvrier en 1880, la participation des femmes fut très relative. Des revues apparaissaient comme la « Siempre viva » (1870), « Hijas del Anahuac »(1873), « l'Album des femmes » (1883-1888)³⁸⁹.

Le mouvement féministe se construisit progressivement indépendamment d'autres mouvements sociaux. Les femmes aspiraient à obtenir la reconnaissance sociale, plus d'indépendance sans pour autant modifier les rôles sociaux établis.

Au cours de la Révolution Mexicaine, le mouvement féministe se renforça. Les femmes participèrent activement à l'effort révolutionnaire : certaines préparaient à manger ou s'occuper des blessés pendant que d'autres étaient espionnes, ou transportaient des armes. Des clubs féminins se créèrent. Dans le courant zapatiste³⁹⁰, la participation féminine est naturelle et les préoccupations féministes sont inscrites dans les débats politiques.

Dès 1911, une lutte féministe se créa pour la reconnaissance des femmes. En mai, les militantes féministes demandaient le droit de vote pour les femmes. En 1915 aura lieu le premier congrès féministe dans l'état de Tabasco où les débats tournaient notamment autour de questions sur l'éducation des jeunes femmes en améliorant leur niveau éducatif et en organisant des écoles d'inspiration laïque.

En 1916, certaines résolutions influencèrent la loi des Relations Familiales de 1917 qui revenait sur le Code civil de 1884. Cette loi permit l'égalité légale. Elle accordait les mêmes

³⁸⁸ Oresta Lopez Perez « Las mujeres y la conquista de espacios en el sistema educativo », Article paru dans la « Revista latinoamericana de estudios educativos », Volume 27 n°3, Centro de estudios educativos, México, 1997, P.73-93

³⁸⁹ María de la Luz Parceró « Condiciones de la mujer en México durante el siglo 19 », Instituto Nacional de Antropología e historia, Mexico, 1992, P.99 (239 pages)

³⁹⁰ Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las mujeres latinoamericanas », Lom Ediciones, Santiago du Chili, 2000, P.30 (131 pages)

droits et devoirs aux hommes qu'aux femmes, elle accorda la personnalité juridique aux femmes mariées pour signer les contrats et gérer des affaires et des biens propres. De plus, les enfants nés hors mariage devinrent légitimes et le divorce fut facilité lorsque les époux étaient d'accord. L'article 123³⁹¹ permit la régulation de la relation du travailleur à l'entreprise et l'établissement de normes de protection pour la femme.

Lors du Congrès du Yucatan, des décrets furent signés pour que les femmes soient incorporées dans l'appareil administratif de l'Etat ou encore le permis légal d'abandonner le foyer paternel à 21 ans comme pour les jeunes hommes³⁹².

Hermila Galindo³⁹³ prononça un discours sur le suffrage féminin, elle fonda notamment le quotidien « *Mujer moderna* » dans laquelle elle développait certaines idées féministes. A cette période au Yucatán, le service domestique était rémunéré, et par là même, considéré comme un véritable emploi.

Les années 20 furent revendicatrices pour les femmes. Des groupes et ligues de femmes prirent de l'ampleur et du poids. Certains états autorisèrent le droit de vote aux femmes pour les élections municipales.

La fondation du « *Consejo Feminista Mexicano* » dirigé par Elena Torres et Refugio García mobilisa un grand nombre de femmes, elle proposait de lutter pour l'émancipation économique, sociale et politique de la femme. Depuis sa création, les femmes étaient autorisées à occuper des postes dans l'administration publique. En 1921, fut créé le secrétariat de l'éducation publique.

Les luttes se succédèrent mais ne se ressemblaient pas : certaines pour réformer le Code agraire, et d'autres pour amplifier le Code Civil. Pour aboutir aux droits politiques des femmes, on mis en place la « *Liga de Orientación Femenina* » du Parti Socialiste du sud est. En 1923, se déroula le Congrès de la Liga Panamericana de Mujeres dont les principales résolutions étaient de demander l'égalité civile pour que les femmes puissent être éligibles aux postes administratifs, que l'on réforme la loi des Relations Familiales afin que les enfants restent dans tous les cas avec leur mère jusqu'à leur majorité, l'égalité politique et la représentation parlementaire pour les groupes sociaux et que hommes et femmes soient égaux

³⁹¹ Article 123 de la Constitution mexicaine de 1916-1817

³⁹² Miriam Ruiz « *Mujeres conmemoran 86 aniversario del congreso feminista de Yucatán* », Article paru dans la revue Cimac, México, le 15 janvier 2002 (www.cimacnoticias.com)

³⁹³ Erika Cervantes « *Hermila Galindo de Topete, primera mujer Congressista* », Cimac, México, Le 04/02/2003 (www.cimacnoticias.com)

au travail. Il est indéniable que le Congrès du Yucatán et celui de la Ligue panaméricaine permirent d'élever la situation de la femme dans la société mexicaine³⁹⁴.

En 1923, au Chiapas, on promulgua les lois émancipatrices pour les femmes luttant contre la prostitution et pour la promotion de l'alphabétisation, l'hygiène et le contrôle médical, mais aussi pour la conception de l'amour libre et du divorce. Dans ces années là, beaucoup de grandes figures s'engagèrent dans ces luttes, comme Antonieta Rivas Mercado, Guadalupe Marin et Frida Kahlo.

Le Conseil Féministe Mexicain convoqua à un Congrès féministe à México où fut accordé en 1923, un programme de lutte pour obtenir la modification du Code Civil en cours, l'augmentation de l'éducation populaire, des garderies infantiles et des droits politiques de la femme.

Pendant le gouvernement de César Córdova, le décret n°8 instaura les élections du 11 mai 1925 au Chiapas³⁹⁵. A l'époque, cette province avait pour députée locale Florinda Lazos, qui soutenait avec engouement la lutte pour les droits des femmes.

Comme nous l'avons souligné précédemment, le mouvement révolutionnaire de 1910 fut bénéfique à la condition des femmes mexicaines puisque quelques lois furent mises en place à leur faveur.

Ce fut dans le sud est mexicain que naquit ce mouvement qui aboutit à la conquête du vote et la possibilité pour des dirigeantes, des présidentes municipales et des députées locales d'être élues. La Constitution de l'état du Yucatán reconnut le droit de vote féminin en 1922 aux élections municipales. Le même sort se produisit, en 1923, au Chiapas (entrée en vigueur en 1925) ainsi que dans la province de San Luis de Potosí, en 1923.

Sous Cardenas, les mouvements féministes se fondèrent plus officiellement avec les mouvements sociaux nationaux à travers la création du Front Unique Pro Droit de la Femme (1935-1938), qui réunissait des femmes ouvrières de classe moyenne et supérieure, de régions différentes de l'Etat mexicain, lettrées ou analphabètes, catholiques, communistes. Ce front comprenait environ 50 000 femmes dans 25 secteurs. Refugio Garcia en fut la première secrétaire. Frida Kahlo, Concha Richel ou Esther Chapa en faisaient aussi partie. Ce groupe avait des revendications anti-impérialistes, anti-fascistes, en faveur de l'éducation et d'une

³⁹⁴ Yolanda de la Torre « Voz y voto de las mujeres en México », Cimac, México, Le 17/10/2006 (www.cimacnoticias.com)

³⁹⁵ Candelaria Rodríguez « Chiapas a 80 años del voto femenino », Cimac, México, Le 12/05/2005 (www.cimacnoticias.com)

prise en compte de l'opinion publique, du respect du travail et de la propriété de la terre et enfin du droit de vote des femmes³⁹⁶.

Le troisième rapport du gouvernement montra une volonté d'accorder le droit de vote aux femmes. Le rapport annonça une modification des articles 34 et 35 de la Constitution Mexicaine qui permit l'accès des femmes au suffrage. Ce décret fut approuvé par la chambre des députés mais ne fut jamais publié dans le Journal Officiel. Cardenas voulait incorporer les femmes à la politique, c'est pourquoi, il nomma Matilde Rodriguez Cabo et Esther Chapa à des postes du gouvernement.

Issue de la classe moyenne, Esther Chapa³⁹⁷ était une féministe incontestée de son temps, elle devint médecin diplômée de l'Université Autonome de Mexico, elle fut la première femme à obtenir un poste de professeur titulaire au sein d'une université. En 1932, elle devint présidente du Front pro droits de la femme. De formation communiste, elle défendait la corporation des travailleurs et pour cela, elle fit partie du premier syndicat des chirurgiens du District Fédéral et de la Fédération des Syndicats des Travailleurs au service de l'Etat (FSTE). Elle était directrice de l'Ecole Nationale de Médecine Scolaire et de l'Ecole Nationale d'Infirmierie, elle faisait aussi partie de l'Assemblée du Gouvernement de l'Institut de Relations Mexicano-Russes et de la société de l'amitié Chino-Mexicaine.

En 1954, en tant que fonctionnaire, elle améliora la condition des femmes dans la prison pour femmes de Santa Marta Acatitla, quand elle était chef de prévention social du pénitencier fédéral durant la présidence d'Adolfo Ruiz Cortines.

A partir des années quarante, le Mexique était en plein développement et la situation de la femme s'améliora. En 1947, Miguel Alemán permit un essai de vote féminin pour les commissions municipales afin d'équiper juridiquement la femme pour que l'état se modernise. Ce fut exactement le 17 octobre 1953 que la réforme de l'article 34 de la Constitution fut approuvée et promulguée une deuxième fois par Adolfo Ruiz Cortines³⁹⁸.

Une autre inquiétude des féministes de l'époque fut la légalisation de l'avortement. La première proposition sur ce thème dans le Code Pénal Fédéral et du District Fédéral qui date de 1920, provenait d'un groupe de femmes féministes, qui, durant la Convention

³⁹⁶ Humberto Monteón González, Gabriela María Luisa Riquelme Alcantar « El presidente Cardenas y el sufragio femenino », Revue Espiral, Janvier-Avril, N°38, Universidad de Gualajara, México, 2007 (www.revistaespiral.org)

³⁹⁷ Erika Cervantes « Esther Chapa fue promodora incansable del voto femenino », Cimac, México, Le 11/10/2005 (www.cimacnoticias.com)

³⁹⁸ Alejandra García Williams « Droit de vote féminin : un demi-siècle d'histoire », Article paru dans le bulletin d'information de l'ambassade du Mexique « Le Mexique aujourd'hui », N°40, Novembre 2003, P.3 (14 pages)

d'Unification pénale célébrée en 1936, présenta un texte intitulé « l'avortement pour causes sociales et économiques » dans lequel elles proposaient la légalisation totale de l'avortement. Cette proposition était traduite par les auteurs comme une analyse marxiste de la situation de la femme.

En 1937, la proposition fut à nouveau exposée devant le Front Socialiste des avocats par la chirurgienne Matilde Rodriguez Cabo³⁹⁹, auteur du document. Le point de départ du document fut la reconnaissance de l'oppression spécifique basée sur les conditions matérielles de leur existence. « leur situation d'infériorité présente un double aspect, économique, car elles travaillent à l'intérieur et à l'extérieur de leur foyer, et social pour être biologiquement une femme ».

Beaucoup de femmes ont toujours eu recours à ces pratiques clandestinement et elles étaient sévèrement sanctionnées. Un peu avant cet événement, la GIRE (Groupe d'Information et de Reproduction Choisie) affirmait que certains états se proclamaient en faveur d'une légalisation et que les sanctions encourues seraient assouplies si la loi ne passait pas. Et ce n'est que le 24 avril 2007, au grand étonnement de tous, car le Mexique est un pays conservateur et catholique, que l'avortement fut légalisé⁴⁰⁰.

Durant les trois premières décades du 20^e siècle, les femmes latino-américaines ont réussi à créer des organisations autonomes à caractère social et politique. Il est certain que l'autonomie du mouvement féministe de cette époque n'a pas le même caractère que celui des organisations actuelles de femmes. Mais cependant, il ne faut pas négliger les efforts qui ont été produits au cours de cette période. Dans la majorité des cas, le mouvement autonome des femmes eut comme finalité immédiate de réaffirmer le rôle de la femme dans la société, et lutter pour leurs droits civiques et culturels. Ces mouvements se sont mis en place bien différemment en fonction de la situation économique et politique de chaque pays. Voici quelques partis féminins créés dans certains pays latino-américains :

A Cuba, en 1918, se fonda le « Club Femenino de Cuba »⁴⁰¹ dans le but de conquérir les droits égalitaires de la femme. Son programme était supérieur aux autres clubs existants, en effet, il créa des écoles nocturnes, et des cycles de conférences, il protégea les travailleuses

³⁹⁹ Hilda Soria « Una mujer encabezó la despenalización del aborto », Cimac, México, Le 15/03/2005 (www.cimacnoticias.com)

⁴⁰⁰ María de la Luz Tesoro « Feministas propusieron desde 1936 despenalizar el aborto », Cimac, México, Le 04/04/2007 (www.cimacnoticias.com)

⁴⁰¹ Evelio Tellería Alfaro « Devenir histórico de las organizaciones femeninas en Cuba », Revista Trabajadores, La Havane, Le 20/08/2008 (www.trabajadores.cu)

grévistas et défendait surtout le droit au suffrage féminin et autres problèmes politiques auxquels étaient confrontés les femmes de l'époque. L'année 1923 fut décisive pour ses participantes. Le Club Femenino et d'autres institutions se mobilisèrent pour le droit des femmes au vote et son incorporation à toute l'activité politique nationale. Dans les syndicats, des réclamations bien spécifiques des ouvrières, spécialement dans les industries de tabac, de confection et de textile ainsi que des services et autres travaux dans lesquels la présence féminine était majoritaire furent exigées.

En 1925, à l'initiative du Club femenino fut organisé le premier Congrès féminin dirigé par Pilar Jorge de Tella. Des déléguées de toutes les régions et des villes les plus importantes étaient présentes. Elles assistèrent à de passionnants débats sur divers thèmes comme les droits des enfants illégitimes et la protection des mères célibataires, sur le suffrage féminin et l'égalité des salaires, le travail égal pour les deux sexes...

En mai 1930, fut créée la « Unión Laborista de Mujeres » pour résister à la dictature de Machado. Son programme idéologique, étroitement lié au Parti Communiste, évolua vers des positions radicales et de gauche. A partir de 1933, et compte tenu de l'ambiance de convulsion révolutionnaire qui sévissait dans le pays, cette organisation prit le nom de « Unión Radical de Mujeres » présidée par Ofelia Dominguez Navarro, avocate et journaliste tenace et fonceuse. Elle obtint son Doctorat en Droit civil de l'Université de La Havane en 1921. Puis elle devint en 1922, la première femme notaire de Cuba. Déléguée lors du premier Congrès féminin en 1923, elle organisa à Santa Clara sa ville natale, une délégation du Club Femenino de Cuba et fonda la revue « Villaclara », qu'elle dirigea. En 1928, et après plusieurs actions, elle fonda la « Alianza Nacional Feminista »⁴⁰² dont elle était la vice-présidente et deux ans plus tard, elle aida à créer la Unión Laborista de Mujeres. Elle participa à de nombreuses campagnes sur la discrimination des femmes ainsi que dans la lutte contre la dictature de Machado.

Son programme était d'améliorer la condition de vie des femmes par le biais d'un changement de statut civil et politique qui à l'époque étouffait ou retardait leurs initiatives.

A ces deux organisations s'ajouta ensuite la « Alianza Sufragista », dont l'une des principales dirigeantes était Mari Blanca Sabas Alomá. Ces femmes furent dénoncées par le Parti Communiste pour avoir été soi disant complices du gouvernement. En effet, elles leurs soulignaient l'importance de l'obtention du vote féminin alors que d'autres causes auraient dues être plus urgemment traitées.

⁴⁰² Asunción Lavrín, Eugenia Rodríguez Saénz « Un siglo de luchas feministas en América Latina », Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, P.30 (267 pages)

En Equateur⁴⁰³, une des premières organisations de femmes fut le groupe « Rosa Luxemburgo », il avait un caractère plus prolétaire car il était composé de travailleurs agricoles et participa activement à la première grève de Guayaquil du 15 novembre 1922. Ce jour là, une des grévistes Tomasa Garcés, femme d'un dirigeant ferroviaire se coucha avec ses trois enfants devant la locomotive pour éviter la fin de la grève, en incitant les hommes à suivre son exemple. En 1920, on organisa le « Frente Femenino Anticlerical » et la « Alianza femenina » présidée par la professeure Matilde Nogales et avec l'aide de Nela Martínez, María Luisa, Raquel Verdesoto de Romo Dávila, Lucía Clavijo et d'autres femmes progressistes du reste du pays. Elle lutta pour la promotion de la femme à travers tout type de revendications féministes et politiques. Elles se réunissaient périodiquement, discutaient, donnaient des conférences et réalisaient de nombreux travaux.

Au Vénézuéla⁴⁰⁴, les femmes luttèrent contre la dictature de Juan Vicente Gómez par le biais de la « Agrupación Cultural Femenina » (1935). Créée par Carmen Clemente Travieso⁴⁰⁵, une remarquable journaliste et autodidacte originaire de Caracas. Elle lutta pour les droits sociaux, économiques, et politiques des femmes et du peuple vénézuélien. Elle fut la première femme du pays à obtenir le titre de reporter par l'Université Centrale du Vénézuéla, et elle devint plus tard, la première femme à faire des reportages.

Elle consacra toute sa vie à décrire dans ses écrits la réalité du Vénézuéla, ses traditions, son histoire ainsi que les biographies de personnages illustres du pays. Elle partageait sa lutte contre l'oppression des femmes par le biais du quotidien « Ahora », où pendant dix ans, elle dirigea la page « Cultura para la mujer » du groupe « Cultural Femenina » de laquelle elle fut la fondatrice et membre active.

Son organisation traitait les problèmes spécifiques des femmes. Elle revendiquait ses droits sociaux et politiques, la nécessité de mettre en place des formations pour leur assurer un bon développement personnel. Elle créa un dispensaire populaire, une Maison de la Femme Ouvrière et elle inaugura les écoles nocturnes pour les femmes.

En décembre 1935, les femmes portèrent au Président de la République un message (el mensaje de mujeres venezolanas) dans lequel elles réclamaient un plus grand intérêt en leur faveur et aux besoins des femmes pauvres.

⁴⁰³ « Portal de Ecuador », « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur (www.eurosur.org)

⁴⁰⁴ « Portal de la mujer en Venezuela » « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur (www.eurosur.org)

⁴⁰⁵ Gioconda Espina « El recorrido de los estudios de género en la educación superior en Venezuela », Centro de Estudios de la Mujer de la UCV, 17 juillet 2002 (www.cem.ve)

En 1936, naquit la « Asociación Venezolana de Mujeres » qui luttait pour l'amélioration de la situation de la femme et de l'enfant. Elle concentrait son action sur la promotion des lois et la création de garderies pour les enfants des travailleuses. Ces deux organisations unies, elles furent convoquées au Premier Congrès de Femmes qui proposa plusieurs réformes au Code Civil⁴⁰⁶. Ils rassemblèrent environ 12 000 signatures et soumièrent le tout au Parlement. En 1942, un nouveau Code Civil fut promulgué qui présentait de grandes avancées.

A Porto-Rico, se déroula en 1919, le premier Congrès des Femmes Travailleuses, il en découla la création de la « Asociación Feminista Popular »⁴⁰⁷, présidée par Franca de Armiño, leader et marchande de tabac de la « Federación Libre de Trabajadores » et féministe dévouée. Franca de Armiño publia de nombreux articles dans le périodique « Justicia ». L'un d'eux intitulé « A la mujer obrera » appelait les travailleuses à se rassembler, d'affirmer leurs droits en tant que citoyennes et de demander la justice sociale.

Au Pérou⁴⁰⁸, peu de femmes s'intéressaient au droit de vote féminin, seules quelques socialistes franchirent le pas comme María Jesus Alvarado et Adela Montesinos. La première créa en 1915 le groupe « Evolución Femenina », qui avait pour objectif de lutter pour la culture et les droits des femmes. D'autres femmes comme Zoila Aurora Cáceres et Elvira García García luttèrent pour l'éducation générale et pour le droit de vote.

C'est par le biais du périodique « Protesta » que les femmes s'exprimaient pour faire connaître les objectifs de la lutte féministe à venir.

En 1919, le Pérou connut sa première mobilisation féministe de l'histoire : le « Comité Pro-Abastamiento de las Subsistencias » exigea la baisse des prix de certains produits de première nécessité et créa une assemblée féminine. Dans les années 20, le périodique « Labor » et la revue « Amauta » donnèrent un nouvel élan au mouvement féministe car les femmes y rédigeaient des articles sur des thèmes de leur choix.

⁴⁰⁶ Luis Vitale « La formación social latinoamericana (1930-1978) », Editions Fontamara, Barcelone, 1979, P.119 (192 pages)

⁴⁰⁷ Luis Ricardo Fraga « Latinas in latino politics », Préparée pour la délibération de la Conférence sur « Latino politics : the state of the discipline », Texas A and M University, College Station, Du 30 avril au 1^{er} mai 2003, P.7 (29 pages)

⁴⁰⁸ « Portal de la mujer en Perú » « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur (www.eurosur.org)

En Bolivie⁴⁰⁹ en 1927, la première organisation féminine la plus ancienne et la plus connue fut « Ateneo femenino » créé en 1923 à La Paz par des femmes de classe moyenne et haute. Deux de ses membres participèrent au Congrès Panaméricain de femmes de Lima en 1924. Peu de temps après naquit la « Legión Femenina de Educación Popular América » qui lutta pour le droit de vote féminin.

Au niveau syndical, la première organisation fut la « Gremial de Culinarias y de sirvientas » en 1926, puis en 1927, la « Federación Obrera Local », la « Federación Obrera Femenina de La Paz »⁴¹⁰

Au début des années soixante, le suffrage féminin est enfin obtenu dans toute la région. Mais pour la population toute entière, ce droit est vécu comme une illusion tant les pays latino-américain sont partagés entre dictatures et démocraties. Mais l'entrée des femmes sur le marché du travail ouvrit un autre débat : celui des inégalités persistantes entre hommes et femmes notamment en ce qui concernait les salaires. Mais les femmes étaient aussi présentes en politique ou dans les luttes armées. Ce changement de situation laissa place à une nouvelle vague de féminisme.

Il ne faut pas oublier que dans les années soixante se créèrent en Amérique Latine des « Círculos de madres », organisées par les gouvernements ou les églises. Ces organisations avaient pour but d'élever le niveau éducatif des femmes tout en les maintenant dans les rôles traditionnels. En général, c'était des femmes de la classe moyenne qui les dirigeaient car elles étaient pionnières dans ce domaine et les cours étaient donnés à des femmes du peuple, provenant des villes ou des campagnes.⁴¹¹

De 1970 à 1980, plusieurs groupes se formèrent en suivant le modèle occidental de leurs consœurs européennes et nord-américaines. Ce qu'elles souhaitaient obtenir par-dessus tout, c'était l'émancipation de la femme. De nouvelles préoccupations vinrent s'ajouter à leur combat comme le droit à l'avortement et au divorce, la reconnaissance des enfants illégitimes, le pouvoir de la patrie, la violence et la maltraitance conjugales, ainsi que la lutte pour la discrimination envers l'homosexualité⁴¹².

⁴⁰⁹ « Portal de la mujer en Bolivia » « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur (www.eurosur.org)

⁴¹⁰ Laura Muñoz, Laura Muñoz Mata, Felicitas López Portillo « Movimiento Obrero en América Latina », Universidad Nacional Autónoma de México, Mexico, 1995, P.18 (192 pages)

⁴¹¹ Marta Fuentes « Feminismo y movimientos populares de mujeres en América Latina », Nueva Sociedad n°118, Buenos-Aires, Mars-Avril 1992, P.55-56, (PP.55-60)

⁴¹² Lourdes Bandeira, Bérengère Marques-Pereira, Ilán Bizberg « La citoyenneté sociale en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 1995, P.195 (279 pages)

Sur le continent latino-américain il n'existait que trois régimes démocratiques à la fin des années 70, les autres étaient gouvernés par des juntes militaires mis en place par les Etats-Unis. Ces dictatures firent régner la terreur sur la majorité des pays du continent⁴¹³.

Des associations de femmes comme celles des mères de la place de Mai en Argentine, ou les Comadres au Salvador eurent le courage de dénoncer les atrocités qu'elles vivaient quotidiennement⁴¹⁴.

C'est au cours de cette période que les femmes prirent conscience de leur situation, leur droits étaient bafoués et il fallait qu'elles s'expriment d'une manière ou d'une autre pour mettre fin à la tyrannie. C'est à ce moment là que le féminisme fit son entrée dans la région. A la fin des années 80 tous les pays s'étaient « convertis » à ce courant. La lutte pour la démocratie était l'objectif principal à atteindre. Julieta Kirkwood⁴¹⁵ l'avait bien compris elle partageait cette opinion et décida de l'étendre à travers tout le continent. Cette sociologue et théoricienne féministe, fut l'une des plus grandes figures les plus influentes dans la genèse et le développement du féminisme moderne chilien. Elle travailla pour la récupération de l'histoire des femmes et centra ses recherches sur la participation féminine en politique. Ses apports à la théorie féministe influencèrent les autres féministes du continent latino-américain.

Au cours de la dictature militaire, elle participa aux actions de protestation et intégra des organisations de droits humains. En 1979, elle fit partie du groupe fondateur des Cercles des Etudiants de la femme qui ensuite donna naissance à la Casa de la Mujer La Morada, dans lequel elle joua un rôle de leader en proposant en 1983, la formation d'un mouvement d'opposition à la dictature regroupé autour du slogan « la démocratie dans le pays et à la maison ».

Après cette période d'oppression, la gauche gagna du terrain, le climat était beaucoup plus détendu et les femmes reprirent confiance en elles. Leur objectif était de défendre leurs droits et ce à tous les niveaux : la lutte contre le machisme était entamée. Et pourtant beaucoup de femmes ne furent pas séduites par ce mode de pensée et préféraient se regrouper simplement en mouvement de femmes. Ce qui leur permettait d'agir ensemble et d'atteindre des objectifs communs qu'ils soient féministes ou non⁴¹⁶.

⁴¹³ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.402 (463 pages)

⁴¹⁴ Jules Falquet « Le mouvement féministe en Amérique Latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale », Article paru dans Actuel Marx n°42 « L'Amérique Latine en lutte hier et aujourd'hui », PUF, Paris, 2007 (www.netx.u-paris10.fr)

⁴¹⁵ Judith Muñoz « El querer saber se parece a la rebeldía : Julieta Kirkwood Bañados », Bulletin « Fundación Equitas », N°2, Année 1, Décembre 2003, P.5 (17 pages)

⁴¹⁶ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Catedra, Madrid, 2003, P.226 (379 pages)

C'est en 1975 que fut proclamée la première conférence mondiale sur la femme⁴¹⁷. Elle se déroula à Mexico et fut organisée à la demande de l'Assemblée générale des Nations-Unies pour attirer l'attention internationale sur le besoin de développer des objectifs futurs précis, des stratégies efficaces et des plans d'action en faveur de la promotion des femmes. A cette fin, l'Assemblée générale identifia trois objectifs clés qui devaient servir de base au travail des Nations-Unies en rapport avec les femmes.

- 1) Une égalité complète entre hommes et femmes, et l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe.
- 2) L'intégration et la pleine participation des femmes au développement.
- 3) Une contribution de plus en plus importante des femmes au renforcement de la paix internationale.

Un programme d'action fut mis en place. C'est un document qui proposait des directives aux gouvernements et à la communauté internationale pour mettre en œuvre au cours des dix années à venir les trois objectifs prioritaires déterminés par l'Assemblée générale. Ces trois objectifs devaient être atteints par chaque pays avant 1980.

Les années 80 furent la « décennie perdue » de la crise économique⁴¹⁸, la période des dictatures dans le Cône Sud et des guérillas en Amérique Centrale. Le régime de domination patriarcale exercée sur la femme l'a amenée à être discriminée et marginalisée comme n'importe quelle autre minorité. Cette situation lui permit de comprendre la profonde signification de l'oppression des indigènes et des noires, en cherchant l'alliance avec ces minorités et avec d'autres femmes vivant dans d'autres secteurs exploités.

Les féministes latino-américaines et caribéennes firent entrer dans leur rang des femmes des milieux populaires issues de mouvements sociopolitiques, tous liés sans exception à la gauche. Ces femmes provenaient essentiellement de mouvements sociaux comme du parti écologiste, syndical, culturel ou de quartier. Elles n'avaient plus peur de dire qu'elles voulaient le pouvoir et elles recherchaient une plus grande participation sociale. Le féminisme des secteurs populaires était porté par des groupes comme le CIDHAL de Mexico, qui s'intéressait autant aux mexicaines qu'aux réfugiées centraméricaines ou le groupe Flora Tristan du Pérou. Il s'agissait d'aller vers les femmes des secteurs populaires et les

⁴¹⁷ Nations-Unies « Dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique-Latine et des Caraïbes », Cepal, Quito, Equateur, 6-9 août 2007 (www.un.org)

⁴¹⁸ Marta Fuentes « Feminismo y movimientos populares de mujeres en América Latina », Nueva Sociedad n°118, Buenos-Aires, Mars-Avril 1992, P.55-56, (PP.55-60)

sensibiliser au féminisme en partant de leurs nécessités concrètes, intensifiées par la crise économique, par le biais d'ateliers de formation liés à des projets de développement de revenus ou plus directement de survie.

Les féministes firent cette démarche dans le but d'acquérir leur autonomie, il s'agissait d'avoir le contrôle, la capacité de s'autodéterminer sur ses propres actions et d'être indépendantes de toutes les institutions⁴¹⁹.

C'est aussi au cours de cette décennie que les féministes latino-américaines et caribéennes créèrent un espace d'articulation politique régional : « Les Rencontres féministes latino-américaines et caribéennes »⁴²⁰. Par le biais de ces rencontres, elles tissèrent des réseaux d'action collective, définirent des dates de luttes communes et signèrent des liens politiques d'identité et de solidarité régionale. Les rencontres se déroulaient à deux ou trois ans d'intervalles depuis celle de Bogotá, en Colombie, en 1981. La dernière en date, a eu lieu à Sao Paulo, au Brésil, en octobre 2005.

Ces rencontres sont un lieu privilégié de dialogue, de débats, de conflits, de controverses et de formation de coalitions entre les différents courants de pensée féministe de la région. Ces rencontres sont des espaces de réflexion critique féministe, échange d'idées, de perspectives, de projets et d'utopies. Lors de ces rencontres, les femmes qui y participent s'identifient au féminisme, elles sont originaires des mouvements de base les plus divers.

Ces femmes proviennent de différents horizons, notamment en ce qui concerne les pays d'origine, les classes sociales, l'âge, les options sexuelles et les groupes ethno-raciales. Elles ont aussi de différentes trajectoires politiques et des expériences de militantisme dans les espaces les plus variés⁴²¹.

Depuis les années 90, les thèmes sont plus diversifiés, on traite plus facilement de :

- La relation du féminisme avec les différents mouvements sociaux
- La globalisation, l'exclusion sociale et la justice du genre
- Les questions de l'inclusion et l'expansion du mouvement féministe, pensés à partir de la critique du féminisme faite par les mouvements de femme noires, jeunes et lesbiennes.
- L'institutionnalisation des organisations féministes

⁴¹⁹ Amalia E.Fischer P. « Les chemins complexes de l'autonomie », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2, « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, P.69 (152 pages)

⁴²⁰ Nations-Unies « Dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique Latine et des Caraïbes », Cepal, Quito, Equateur, 6-9 août 2007 (www.un.org)

⁴²¹ Gina Vargas « América Latina, encuentros feministas, énfasis y estrategias », ALAI, América Latina en movimiento, Le 11/01/99 (www.archivochile.org)

-La relation du féminisme avec l'Etat, l'ONU et les institutions politiques internationales, entre autres discussions.

Par le biais de ces rencontres les femmes ont trouvé le bon moyen d'exposer leurs idées et de se confronter dans un lieu bien défini. Elles illustrent bien l'ampleur que le mouvement a pris au cours de cette décennie.

Les années 90 sont marquées par de fortes tensions. Les féministes pures et dures se voient reprocher un certain élitisme et radicalisme alors que les féministes provenant des secteurs populaires sont qualifiées de populistes et de maternalistes. L'alliance de classes et d'ethnies permit à ces femmes de s'unir pour lutter contre la domination patriarcale, mais la situation a viré aussitôt à la mésentente, pour ce qui est des projets politiques et idéologiques. Suite à l'effondrement d'une grande partie des idéaux de gauche après la chute du mur de Berlin et à travers les conférences organisées par les Nations Unies, toute une partie du mouvement se lança dans les préparatifs de la Conférence de Pékin⁴²². Les financements qui provenaient principalement des institutions internationales, des Etats-Unis et de l'Europe étaient de plus en plus nombreux. Des organisations de femmes non gouvernementales se structurèrent et le féminisme entra au sein d'institutions académiques (Centre de recherche et programmes d'études) et politiques (organismes gouvernementaux pour les femmes, politiques publiques, mesures anti-discriminatoires).

La création d'ONG s'inscrit dans une recherche de stabilité et de création d'alternatives (maisons de femmes, développement rural, éducation et formation, violence domestique,...). Suite à cela, un conflit éclata entre « les autonomes » et les « institutionnelles ». En effet, les ONG devinrent le relais des organismes gouvernementaux chargés de mettre en œuvre des politiques en faveur des femmes.

La plupart des pays qui finançaient les ONG imposaient leurs règles, qui étaient de plus en plus conformes aux intérêts politiques de leur pays, transformant le travail féministe en une marchandise qui devait être produite avec efficacité et fournie dans des délais impartis. Dans beaucoup d'ONG féministes les rapports entre les individus étaient devenus des rapports patrons/employées.

⁴²² Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkorn « L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe », L'harmattan, Paris, 2006, P.57 (240 pages)

De plus, les ONG furent accusées d'accepter à tort des financements internationaux provenant de l'impérialisme. Le cas de l'AID⁴²³ a fait beaucoup parlé. En effet, cette institution de financement nord-américaine avait financé plusieurs coups d'états sur le continent, notamment au Brésil et au Chili, ainsi que la déstabilisation du gouvernement sandiniste et qu'elle avait appuyé des programmes de stérilisation forcée dans certains pays de la région. A ce moment là, certaines féministes ne voyaient aucun inconvénient à recevoir des fonds de cet établissement nord-américain et pourtant, elles estimaient qu'en tant que mouvement social, le mouvement féministe ne devait pas accepter ce financement pour des raisons éthiques et d'engagement politique.

Les années 90, virent naître des désaccords au sein même de son mouvement. Des inégalités poussèrent les femmes noires, indiennes et lesbiennes à critiquer le climat d'animosité qui se créa. Revendiquant l'égalité, le respect et la tolérance dans la société et donc au sein du mouvement des femmes, elles soulevèrent la question de leur exclusion spécifique. Une partie des lesbiennes s'opposèrent ouvertement à l'hétérosexualité du mouvement⁴²⁴ : sans cesser de participer aux rencontres féministes, elles organisèrent leurs propres rencontres continentales depuis 1987. Le réseau de femmes noires est apparu en 1992 formé par des femmes de la plupart des pays de la région. « *Son objectif principal était d'articuler le féminisme noir autour d'actions d'affirmation identitaire des femmes noires et du combat contre le racisme et contre la discrimination* »⁴²⁵. Les indiennes, elles aussi, moins bien organisées dans le féminisme, participèrent à ces remises en cause.

La démocratisation des années 80, a en effet, fomenté l'accès au pouvoir de certaines femmes du mouvement féministe. Cette forme de féminisme s'organisa en mettant en place des structures d'Etat chargées de lutter contre les pratiques reposant sur les inégalités du genre : ministère de la femme (Chili, Pérou, Costa-Rica, Paraguay, République Dominicaine), ministère de la jeunesse, de la femme, de l'enfance et de la famille (Panama), entité dépendant du ministère du travail et de la prévision sociale ou du ministère de la culture (Uruguay). De plus, l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination

⁴²³ Amalia E.Fischer P. « Les chemins complexes de l'autonomie », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2, « Féminismes dissidents en Amérique-Latine », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, P.79 (152 pages)

⁴²⁴ Melissa Cardoza « Vue d'un balcon lesbien », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2, « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, P.22 (152 pages)

⁴²⁵ Jurema Werneck « Lalodés et féministes. Réflexions sur l'action politique des femmes noires en Amérique Latine et aux Caraïbes », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, P.47 (152 pages)

contre la femme (ONU 1979) et sa ratification par les parlements ont contraint les gouvernements à adopter des réformes législatives et des mesures anti-discriminatoires en faveur d'une meilleure égalité entre hommes et femmes notamment en matière de violence domestique et sexuelle. Par contre, la question des droits reproductifs et sexuels fut mise de côté tant le poids de l'église catholique était fort⁴²⁶.

La quatrième conférence mondiale sur la femme s'est déroulée à Pékin en 1995⁴²⁷. La déclaration régionale sur l'Amérique Latine qui en dépend s'intitule *La Plataforma de Acción*. Elle est le document le plus complet produit par une conférence des Nations-Unies en rapport avec les droits des femmes, puisqu'il incorpore ce qui a été accompli dans les conférences et traités antérieurs. Tout comme la Déclaration des Droits de l'Homme, la CEDAW (Déclaration sur la discrimination contre les femmes), ou la Déclaration de Vienne. Il réaffirme les définitions de la Conférence du Caire et ajoute un paragraphe sur les droits humains en général.

Certains points ont été mis en place pour éliminer la discrimination envers les femmes, éradiquer la pauvreté et adopter des mesures pour qu'un nombre décisif de femmes occupe des postes stratégiques.

Ce document traite aussi de la sexualité et de la reproduction et de certaines lois sur l'avortement. Il parle des recommandations prises sur le travail non rémunéré et des problèmes de races et d'ethnies qui subsistent entre les individus, et qui est une cause principale de discrimination.

Suite à la Conférence de Pékin, les féministes estimaient que la meilleure stratégie pour parvenir à une égalité homme/femme serait d'entrer dans les instances du pouvoir politique. Pour elles, l'obtention du suffrage fut primordiale mais en aucun cas, cet acte ne garantissait aux femmes leur représentation politique. A la fin des années 90, suite à la revendication de mesures de discriminations positive permettant l'accès aux parlements et aux gouvernements locaux, certains partis politiques adoptèrent des quotas internes⁴²⁸. Ce fut le cas de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, du Costa-Rica, du Mexique, du Paraguay, du Venezuela, et de la République-Dominicaine. Suite à la mise en place de ces mesures les féministes autonomes reprochèrent aux féministes institutionnelles de sacrifier leur autonomie au profit du pouvoir politique. Les féministes d'Amérique Centrale qui ont lutté pour se détacher des

⁴²⁶ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.405-406 (463 pages)

⁴²⁷ Red de Educación Para las Mujeres « 10° encuentro feminista latinoamericano y del Caribe », La red va..., Vol.7 n°346, REPEM, Le 09/02/05 (www.Repem.org.uy)

⁴²⁸ Bérangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.7 (187 pages)

guérillas et fonder un espace autonome politique pour leurs organisations grâce aux fonds de la coopération internationale et celles du Cône Sud qui se sont battues pour accéder aux instances politiques de décision sont visées.

Au cours des années 2000, tout a changé et le féminisme s'est épuisé⁴²⁹. Les luttes entre autonomes et institutionnelles persistent et les combats s'accroissent. Avec la montée de la violence qui touche plus particulièrement les femmes, de la pauvreté et du racisme, les femmes ont de quoi s'occuper !

En Colombie, une organisation féministe, *la Ruta Paífrica* incite les femmes à se mobiliser contre la guerre et appelle à la paix. *Mujeres Creando*, en Bolivie sont des femmes qui refusent l'autoritarisme et les logiques du pouvoir d'Etat.

De nombreuses femmes s'opposent au néolibéralisme⁴³⁰. Beaucoup d'entre elles militent activement dans les mouvements paysans, indiens et noirs (Mouvement Zapatiste au Mexique, Mouvement des Sans Terres au Brésil, Mouvement Mapuche au Chili), dans les luttes populaires (Chavistes au Venezuela, ouvrières et Piqueteras en Argentine). La plupart de ces mouvements se déclarent progressistes et ils reproduisent donc les rôles traditionnels de la société. C'est pourquoi, ces femmes mènent une double lutte pour tenter d'éliminer ces discriminations.

Les femmes pauvres et racisées mènent aujourd'hui des combats acharnés. Depuis, la victoire de Rigoberta Menchú, les Indiennes sont actives et de plus en plus visibles en Colombie, en Equateur et en Bolivie.

L'ancienne présidente de la Fédération latino-américaine des travailleuses domestiques, Casimira Rodríguez Romero⁴³¹, Indienne Quechua et travailleuse domestique, a été nommée ministre de la justice du gouvernement d'Evo Morales de février 2006 à janvier 2007. Cette promotion en étonna d'ailleurs plus d'un en Bolivie. Bien que cette fonction n'ait duré seulement qu'une année, cela représente un franc succès pour la population indigène mais aussi pour les femmes du pays. Son souhait serait d'améliorer les droits humains et de faire entrer un certain nombre de femmes, travailleuses domestiques, à la charge de postes similaires.

⁴²⁹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.407 (463 pages)

⁴³⁰ Mercedes Olivera B. « Le « Mouvement indépendant des femmes » du Chiapas et sa lutte contre le néolibéralisme », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Anti²podes, Lausanne, 2005, P.129-139 (152 pages)

⁴³¹ Guadalupe Gómez Quintana « Casimira Rodríguez, contra el colonialismo y la servidumbre », Cimac, México, Le 10/04/2007 (www.cimacnoticias.com)

Son parcours est surprenant, elle n'a pas été nommée à ce poste par hasard. En effet, elle faisait partie du Syndicat des Travailleuses Du foyer⁴³² à Cochabamba, et secrétaire exécutive du Syndicat où elle lutta en dénonçant la violation des droits humains et dans le pays pour obtenir une loi qui concerne les travailleuses du foyer. De 2001 à 2005, elle fit partie de la Confédération Latino-américaine des travailleuses du foyer. La victoire qu'elle remporta fut la loi pour les travailleuses du foyer promulguée le 9 avril 2003, cette loi porte le numéro 2450, et elle régule les droits du travail comme les horaires, la sécurité sociale, et le droit aux employées de toucher des étrennes. La situation de ces femmes est mondialement connue, tout le monde sait qu'elles souffrent de discrimination et d'exploitation. Casimira Rodriguez a lutté toute sa vie pour changer les mentalités et en tant que travailleuse domestique, elle sait de quoi elle parle.

Elle fit la connaissance d'Evo Morales en l'an 2000 lors de son invitation pour être députée. Elle refusa ce poste car elle voulait s'investir beaucoup plus auprès de ses diverses organisations. Mais elle changea d'avis en 2005, car elle pensait que sa présence pouvait changer les choses. Elle a toujours clamé haut et fort qu'elle et Evo Morales partageaient les mêmes motivations et que sans son soutien et de celui de son parti, le MAS (Movimiento Al Socialismo), la loi pour les Travailleuses Domestiques ne serait jamais passé.

Le gouvernement d'Evo Morales compte trois autres ministres⁴³³ :

La ministre de l'intérieur : Alicia Muñoz

Anthropologue, elle fut militante du Parti Communiste Bolivien et fut exilé au Chili et en Hollande. Elle fut la dirigeante de la Fédération Démocratique des femmes de Bolivie et sénatrice du MAS jusqu'en 2005. Aujourd'hui, elle est la première femme à être nommée ministre de l'intérieur en Bolivie. Sa lutte est axée sur la drogue, les services d'intelligence et le maniement de la police.

⁴³² Pour elle, le terme domestique renvoyait systématiquement aux animaux, alors, l'expression utilisée désormais est « Travailleuse du foyer »

⁴³³ Luciana Peker « Romper los moldes », Partido Por la Victoria, Montevideo, Le 28/07/2006, P.12 (www.pvp.org.uy)

La ministre de la production et des microentreprises : Celinda Sosa

Elle est éducatrice sociale et travaille comme directrice exécutive au Centre de formation et de recherche sur la femme paysanne à Tarija. Elle fut aussi secrétaire générale de la Fédération des Femmes Paysannes de Bolivie.

La ministre de la santé : Nilda Heredia

Chirurgienne et vétéran de la lutte sociale, elle fut exilée durant la dictature d'Hugo Bánzer. Elle fut présidente de la Fédération Latino-américaine des Associations des Familles de Détenus Disparus jusqu'en 2005.

Au Mexique, c'est une ancienne travailleuse domestique Indienne, la commandante Ana María, devenue Major d'Infanterie, qui a mené la prise de San Cristobal au début du mouvement Zapatiste en 1994. La commandante Ramona⁴³⁴, a été l'un des symboles du mouvement (décédée en 2006), Indienne Tzotzukna, elle fut l'une des représentantes les plus éminentes de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale.

Elle a lutté pour défendre les droits des femmes indigènes et des artisanes pour le droit à l'éducation et la valorisation du travail artisanal. Elle fit de gros efforts pour exiger la création d'hôpitaux, de marchés où les femmes pouvaient vendre leurs objets sans intermédiaires, de crèches ou de restaurants. Elle a aussi lutté contre le racisme et la discrimination, pour la liberté de choisir un partenaire de vie, et l'accès à l'utilisation de moyens contraceptifs, car cela permet d'en finir avec le trafic de femmes. Elle participa tout comme la commandante Ana María à l'élaboration de la Loi Révolutionnaire des Femmes.

Les Indiennes Mazahuas des environs de Mexico sont apparues armées et le visage couvert, pour exiger une meilleure répartition de l'eau. En effet, les installations hydrauliques qui desservent la capitale passent sur leurs terres mais ces dernières ont du mal à profiter de l'eau⁴³⁵.

De leur côté, les femmes Afrodescendantes, font partie de mouvements sociaux et politiques, au Brésil, à Panama, à Porto-Rico et en République Dominicaine. Beaucoup d'entre elles

⁴³⁴ «Construyó la ley revolucionaria de las mujeres », Cimac, México, Le 05/01/2007 (www.cimacnoticias.com)

⁴³⁵ Jules Falquet « Le mouvement féministe en Amérique Latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale », Article paru dans Actuel Marx n°42 « L'Amérique Latine en lutte hier et aujourd'hui », PUF, Paris, 2007 (www.netx.u-paris10.fr)

militent au sein de mouvements féministes, et contribuent activement à leurs renouvellements théoriques et institutionnels. La situation de la femme afro est ambiguë, elles ont une mauvaise réputation sur le continent et ont du mal à s'insérer. Elles souffrent du racisme⁴³⁶. En effet, peu d'entre elles ont des postes importants au sein d'entreprise ou en politique où leur participation est quasi nulle. On les retrouve le plus souvent dans le secteur des travaux domestiques, soit dans les strates socioéconomiques les moins bien rémunérées. De nos jours ces femmes réagissent car elles veulent que les choses changent, elles ont parcouru un long chemin à la recherche de leur reconnaissance. Leurs principaux objectifs seraient d'éradiquer le racisme, l'exclusion sociale et la pauvreté. Pour cela, elles se sont regroupées en organisation qui servent à promouvoir l'implantation de politiques publiques et équitables qui garantissent leurs droits à la diversité ethnique et culturelle, à exercer et protéger leur identité et leur territoire, leur droit à la participation et la représentation politique, à assurer l'usage de leurs ressources naturelles, aux services sociaux, et à l'emploi entre autres⁴³⁷. De nos jours, les préoccupations des femmes ont changé. Celles-ci essaient d'améliorer leurs conditions de vie en militant au sein de ces divers mouvements. Il est loin le temps où les féministes voulaient juste créer un autre monde où les hommes et les femmes seraient égaux !

Le féminisme a fait son apparition en Amérique Latine depuis plus d'un siècle. Les pays du Cône Sud et quelques autres comme le Mexique développèrent prématurément des mouvements de femmes dont le but était de vaincre le patriarcat et rétablir par la suite une égalité entre les deux sexes. Ces femmes, issues des classes moyennes urbaines et éduquées ont vite compris qu'il fallait séparer les rôles tout en faisant ressortir la différence existant entre les deux individus à savoir la maternité. C'était pour elles le bon moyen d'expliquer à la population féminine qu'elles avaient des droits et qu'elles devaient en jouir. Il est vrai que mettre au monde un enfant est une grande responsabilité alors pourquoi ne pas le faire dans les meilleures conditions possibles. Le droit de vote était aussi une de leurs préoccupations mais elles ne figuraient pas en tête de liste. C'est plus tard, dans les années trente, que les femmes ont pris conscience que leur situation dépendait de leur place en politique. En effet,

⁴³⁶ Sueli Carneiro « Noircir le féminisme », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, P.28 (152 pages)

⁴³⁷ Marta Rangel « Organizaciones y articulaciones de los afrodescendientes de América-Latina y el Caribe », Cepal, Santiago de Chile, Février 2008, P.7-8 (73 pages)

leur entrée dans ce domaine faciliterait la mise en place de lois favorables à l'évolution de la condition féminine⁴³⁸.

Les femmes ont donc commencé à militer au sein de différents mouvements sociaux et certains partis politiques abritaient même des sections féminines. En participant à ces diverses actions, elles eurent enfin le désir de se faire respecter et tout en avançant, elles avaient la sensation d'exister.

Dans les années 70, la situation se compliqua et les femmes durent faire face aux régimes patriarcaux imposés par les dictatures ou les gouvernements militaires sévissant dans la majorité des pays. Beaucoup d'entre elles se mobilisèrent pour venir en aide aux personnes des secteurs populaires (éducation, garde d'enfants, cantines populaires,...).

Les années 80 seront qualifiées de « décennie perdue » du fait des politiques d'ajustement structurel et de la détérioration des conditions de vie sur le continent. Mais au contraire, elle sera gagnée par les femmes qui s'organisèrent en un mouvement pluriclassiste, pluriethnique, et se constituèrent en un acteur politique de la promotion de l'égalité entre hommes et femmes⁴³⁹.

Un autre problème se posa : la métamorphose d'associations de femmes en ONG. Beaucoup de féministes autonomes s'opposèrent à ce choix, mais ce qu'elles recherchaient réellement en dépendant de ces organisations, était une stabilité à long terme et une source de financements sûrs.

Cette période correspondait aussi au début des rencontres féministes du continent latino-américain. Ce fut l'inauguration du rassemblement des féministes en un mouvement structuré. Débats, confrontations, échanges d'idées étaient au programme et bien que des désaccords subsistaient, internationalement le mouvement paraissait plus fort et mieux ordonné⁴⁴⁰.

Depuis la quatrième conférence mondiale sur la femme qui s'est déroulée à Pékin en 1995, la situation s'est améliorée, certaines femmes sont présentes en politique ou travaillent dans des secteurs autrefois réservés aux hommes, mais de nos jours, elles rencontrent de nouveaux problèmes comme la violence domestique, la pauvreté ou le racisme⁴⁴¹.

Bien que les tensions règnent entre Indiennes, Afrodescendantes, Lesbiennes, femmes des secteurs populaires, Autonomes et Institutionnelles, le mouvement est uni et rassemble de

⁴³⁸ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Catedra, Madrid, 2003, P.262 (379 pages)

⁴³⁹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les Editions de l'Atelier, Paris, 2004, P.404 (463 pages)

⁴⁴⁰ CEPAL « CEPAL analiza la situación de las mujeres de América Latina y el Caribe », paru dans la revue « Mujeres Hoy » le 07 septembre 2005 (www.mujereshoy.com)

⁴⁴¹ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les Editions de l'Atelier, Paris, 2004, P.407 (463 pages)

plus en plus de monde chaque année pour une seule et même cause : l'évolution du statut de la femme dans la société latino-américaine.

2.1.2.La situation de la femme latino-américaine

Le statut de la femme latino-américaine semble difficile à expliquer, elle varie selon chacun des pays. Cette région est composée de nombreux pays, tous différents les uns des autres, de par leur situation géographique, leur statut politique (de nombreux pays ont connu le régime de la dictature, depuis les années 80, elles ont laissé place à la démocratie), les origines des populations,...Malgré tout cela, ces pays ne sont pas épargnés par la misère, les maladies, la violence entre autres fléaux. Ce qui n'aide en aucun cas, la situation des latino-américains⁴⁴².

Dans l'ensemble des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, les dernières décennies ont été marquées par une nette amélioration de la condition féminine. La différence de salaire entre les hommes et les femmes s'est considérablement rétrécie. Dans certains pays, les femmes touchent aujourd'hui entre 90 et 95% du salaire des hommes et jouissent d'un meilleur accès à l'éducation et à l'emploi.

Alors que les filles ont de plus en plus accès à l'éducation, leurs camarades masculins préfèrent arrêter l'école surtout dès le secondaire. C'est un phénomène nouveau dans la région qui apparaît surtout aux Caraïbes. Ce problème diffère d'un pays à un autre. En effet, les garçons préfèrent trouver un emploi plus rapidement dans le but d'acquérir une nouvelle autonomie⁴⁴³.

Pour ce qui est de la politique⁴⁴⁴, les femmes y sont sous-représentées. Tant que celles-ci ne siègeront pas ni au parlement ni au sénat, leurs préoccupations ne seront pas prises en compte par la classe politique comme elles le mériteraient.

En Amérique Latine, la participation des femmes à travers le droit de vote a été un long processus au cours duquel le droit au suffrage n'a pas toujours été accompagné d'une représentation politique passant par la présentation de candidatures à des postes électifs nationaux ou locaux.

⁴⁴² Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin « L'Amérique Latine : Identités et ruptures, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007, P.33 (298 pages)

⁴⁴³ Nations-Unies « Population, éducation et développement : rapport concis », United Nations Publications, New-York, 2003, P.19 (59 pages)

⁴⁴⁴ Bérangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.7 (187 pages)

En Argentine⁴⁴⁵, les hommes ont acquis le droit de vote en 1912 et c'est seulement en 1921 que le droit de vote féminin aux municipales fut autorisé dans la province de Santa Fe et en 1927 pour celles de la province de San Juan. La véritable reconnaissance du droit des femmes au vote et à la représentation politique se produisit en 1947 par le biais de l'incorporation des femmes aux pratiques politiques corporatistes des péronistes. Cet événement a été précédé d'un long processus de lutte pour l'émancipation féminine, entamé au début du siècle. En 1910, les universitaires argentines organisèrent le premier congrès féminin international au cours duquel elles revendiquèrent l'adoption du suffrage universel, une réforme du code civil mettant fin à la perte, par les femmes mariées, de leurs droits civils ainsi que du contrôle de leurs propriétés, le droit au divorce, l'enseignement laïque pour les deux sexes,...En 1928, les féministes affiliées au parti socialiste furent à l'origine de l'appui donné par ce parti au projet de vote féminin. Dans les années 30 et 40, les féministes militèrent activement en faveur de la légalisation du vote des femmes en créant des circonscriptions électorales potentielles.

En Uruguay⁴⁴⁶, la loi 8.297 de 1932, reconnut le droit de vote aux femmes. Mais il fut réellement instauré en 1934. Ces dernières purent exercer ce droit pour la première fois aux élections nationales de 1938. Les féministes ont beaucoup œuvré pour en arriver à leurs fins. L'implication de Paulina Luisi et la création du « Consejo Nacional de Mujeres » et plus tard de la « Alianza Uruguaya de Mujeres », organisation qui militait pour l'obtention du droit de vote féminin, y sont certainement pour quelque chose dans ce long processus.

Au Chili⁴⁴⁷, la reconnaissance du droit de vote des femmes date de 1949 et a pour étape intermédiaire son application au niveau municipal (1931). Elle se produisit à la suite d'un long processus de luttes impulsé par la naissance des premières organisations politiques féministes dans les années 20, par la réunion du premier Congrès panaméricain des femmes en 1922 et par la formation du parti féministe chilien (PFC) en 1947.

⁴⁴⁵ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Catedra, Madrid, 2001, P.265 (379 pages)

⁴⁴⁶ Veronica Giordano « Ciudadanía universal/Derechos excluyentes : la mujer según el código civil en Argentina, Brasil y Uruguay (1900-1930) », En libro : « Jornadas Gino Germani », IIFCS, Instituto de Investigaciones Gino Germani, Buenos-Aires, Argentina, 2003, P.17 (www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar)

⁴⁴⁷ Bérangeère Marquès-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2000, P.56 (187 pages)

Au Mexique⁴⁴⁸, les femmes ont obtenu le droit de vote en 1947, mais n'ont acquis celui d'être élues qu'en 1953. La reconnaissance des droits de citoyenneté des Mexicaines s'est produite pendant l'étape de consolidation de l'hégémonie politique du parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Elle faisait partie de la stratégie de cooptation des femmes menée par Lazaro Cardenas (1934-1940) et par ses successeurs Miguel Aleman (1946-1952) et Adolfo Ruiz Cortines (1952-1958). En fait, il s'agissait de l'aboutissement d'un long chemin entamé par les féministes en 1910 et qui était passé, suite à la participation des femmes à l'étape révolutionnaire, par l'amendement de l'article 34 de la constitution qui a redéfini, en 1917, le concept de citoyenneté.

A Cuba⁴⁴⁹, l'un des principaux succès du 20^e siècle obtenu pour les femmes est sans conteste le droit de vote. Pour la première fois, elles avaient la possibilité de penser et de choisir la personne qui gouvernerait la province où elles résidaient. La femme a toujours été considérée comme un être passif, incapable de s'affirmer et cloîtré dans son foyer à s'occuper de ses enfants. En 1934, elles gagnèrent ce droit après maintes luttes et campagnes, c'est aussi en partie grâce au premier Congrès national des femmes célébré en 1926 à La Havane que tout aboutit. Cuba fut l'un des premiers pays américains à acquérir ce droit après les Etats-Unis, l'Equateur et l'Uruguay.

Dès 1915, à Porto-Rico⁴⁵⁰, le Parti Socialiste fut le seul et unique parti à encourager et exiger le droit de vote aux femmes. Plus tard, certaines organisations ouvrières exclusivement féminines se mirent en place comme la « Federación Libre » qui, en 1919, dirigea le premier Congrès des Travailleuses de Porto-Rico dont les leaders étaient Emilia Hernández et Genara Pagán. Ces femmes militaient pour la pleine émancipation féminine mais demandaient surtout le droit de vote des femmes sans restriction. En 1929, les Etats-Unis accordèrent ce droit mais cela ne concernait que les femmes qui savaient lire et écrire, les autres durent attendre 1935 pour jouir de ce droit.

L'Equateur fut le seul et unique pays d'Amérique Latine qui n'eut pas recours aux actions de mouvements ou organisations de femmes pour obtenir le droit de vote. En effet, beaucoup de

⁴⁴⁸ Blanca Olivia Peña Molina « Igualdad o diferencia ? Derechos políticos de la mujer y cuota de género en México : Estudio de caso en Baja California Sur », Plaza y Valdés, Mexico, 2003, P.57 (279 pages)

⁴⁴⁹ Jorge Alonso « El derecho de la mujer al voto », La ventana n°19, Guadalajara, 2004, P.154

⁴⁵⁰ Ana María Portugal « Efemérides de abril », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 31/03/2004 (www.mujereshoy.com)

pays latino américain concédèrent le suffrage féminin par simple stratégie politique, et ce fut le cas en Equateur. Malgré tout, une femme, Matilde Hidalgo de Procel⁴⁵¹, fut la première femme à voter dans ce pays. Première femme à obtenir le baccalauréat en 1913, puis aussi à s'inscrire en faculté de médecine en 1921, elle décida de s'inscrire sur les registres du canton de Machala pour voter aux élections de 1924, malheureusement, le Conseil National lui refusa ce droit, il fit alors appel au Ministre du Gouvernement et le Conseil de l'Etat lui donna raison et lui ordonna d'accepter. Elle put ainsi voter lors des élections de juin 1924. Cette femme a toujours défendu du mieux qu'elle pouvait le droit des femmes, en étudiant, elle s'est rendue compte que cela pourrait l'aider à occuper des postes à responsabilité pour atteindre ses objectifs. En 1954, elle fonda et dirigea la Croix Rouge Féminine de El Oro, en 1956, elle reçut le grade de Grande Officier de l'Ordre National au Mérite. Elle faisait partie de la Fédération de femmes médecins de l'Equateur et au cours du troisième Congrès Panaméricain des femmes médecins réuni à Santiago du Chili, elle était la représentante de sa fédération. Cette femme fut sans aucun doute la précurseur des mouvements de revendications de la femme.

Il ne faut pas oublier que malgré tout les femmes ont toujours participé à l'histoire sociale, politique et économique de leur pays. Ce n'est qu'à partir des années 80 que les mouvements se sont mis en place.

Date d'obtention du droit de vote féminin pour les pays restants.⁴⁵²

Equateur	1929	Venezuela	1947
Salvador	1939	Bolivie	1952
Brésil	1935	Colombie	1954
Costa-Rica	1941	Pérou	1955
République Dominicaine	1942	Honduras	1955
Panama	1945	Nicaragua	1955
Guatemala	1945/1965*	Paraguay	1961

*Obtention du droit de vote en 1945 pour les femmes éduquées et en 1965 pour les femmes analphabètes.

⁴⁵¹ José Alfredo Andaluz Prado « Derecho al sufragio para la mujer ecuatoriana », El Correo, Quito, Le 10/05/2006 (www.diariocorreo.com)

⁴⁵² Blanca Olivia Peña Molina « Igualdad o diferencia ? Derechos políticos de la mujer y cuota de género en México : Estudio de caso en Baja California Sur », Plaza y Valdés, Mexico, 2003, P.58 (279 pages)

La sous-représentation des femmes dans les assemblées parlementaires est un fait bien réel. Deux solutions sont généralement proposées pour remédier à cette sous-représentation : les quotas et la parité.

Dans le Cône Sud, le Chili et l'Uruguay voient plusieurs de leurs partis instaurer des quotas⁴⁵³. La parité, elle, vise l'équilibre entre les sexes et donc un pourcentage de présence équivalente dans tous les rôles de la vie politique (c'est le cas de la France).

Les principes de quotas et de parité sont les moyens juridiques et politiques qui permettent d'imposer une véritable égalité entre hommes et femmes. En Amérique latine, ces méthodes, qui seraient une alternative pour la situation des femmes, n'est apparue que depuis la fin des années 80. Ce serait peut-être, l'aboutissement des mouvements féministes des années 60 et 70.

En Amérique Latine, la faible participation des femmes à la vie politique demeure, malgré un accès réel à la sphère publique. En effet, la participation de femmes à divers mouvements de masse comme des mouvements ouvriers, politiques ou féministes leur a permis d'y faire leur entrée mais malgré tout, elles ont toujours du mal à s'intégrer et surtout à y être beaucoup plus nombreuses⁴⁵⁴.

Dans l'histoire politique, seulement six femmes⁴⁵⁵ ont occupé des présidences, deux d'entre elles au cours des années 70 : *Maria Estela (Isabel) Martinez de Perón* (Argentine . 1974-1976), *Isabel. Lidya Guetler de Tejada* en Bolivie (novembre 1979-juillet 1980). Les trois autres dans les années 90 : *Violeta*, veuve de Chamarro, au Nicaragua (1990-1995), et *Mireya Moscoso* au Panama (1999-2004). Et enfin, les deux dernières en 2006 et 2007, il s'agit respectivement de Michelle Bachelet au Chili et de Cristina Kirchner en Argentine.

Dans les cinq premiers cas, l'élection de ces femmes a davantage été le fruit d'un capital politique hérité d'hommes appartenant à leur famille que de leur propre popularité. La mort du président Juan Domingo Perón a ainsi permis l'accession au pouvoir de celle qui était alors vice-présidente, sa deuxième épouse, Isabel⁴⁵⁶. L'assassinat du journaliste Pedro Joaquín Chamorro par les paramilitaires du dictateur Anastasio Somoza a quant à lui été capitalisé par les opposants à la révolution sandiniste en faveur de la candidature présidentielle de son

⁴⁵³ Béangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.7 (187 pages)

⁴⁵⁴ Asunción Lavrín, Eugenia Rodríguez Sáenz « Un siglo de luchas femeninas en América latina », Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, P.99 (267 pages)

⁴⁵⁵ Béangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.29 (187 pages)

⁴⁵⁶ José del Pozo « Historia de América Latina : 1825-2001 », Editions Lom, Buenos-Aires, 2002, P.192 (286 pages)

épouse, Violeta⁴⁵⁷, compte tenu du soutien nord-américain à la coalition UNO. Au Panama, le décès du conservateur Arnulfo Arias a donné lieu à une crise affectant le leadership, charismatique, au sein du parti « Arnulfiste ». Elle sera mise à profit par Mireya Moscoso, sa veuve, qui sera élue présidente lors de sa deuxième candidature sous la bannière de l'alliance Union pour le Panama dont la branche principale est justement le parti « Arnulfiste ».

La seule exception fut la nomination provisoire, par le congrès bolivien, de Lidya Guetler⁴⁵⁸, ex-commandant des milices armées du mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) et présidente du sénat en 1979, dont la présidence dura huit mois et parvint à calmer la crise provoquée par le coup militaire de Natusch Busch contre le président Walter Guevara du MIR. Dans les autres cas, il s'agit de femmes issues de la classe moyenne supérieure parmi lesquelles Ertha Pascal-Trouillot est la seule dont la trajectoire politique soit marquée en faveur de la reconnaissance des droits des femmes.

Pour finir, le cas de Michelle Bachelet est une première en Amérique Latine. En effet, elle est la fille d'un général de l'Armée de l'air et d'une anthropologue. Son père accusé de trahison, fut détenu et torturé par le régime de Pinochet. En mars 1974, il mourut d'un arrêt cardiaque du aux sévices qu'on lui infligea. Après leur libération du centre de détention de Santiago Michelle et sa mère se réfugièrent en Australie chez son oncle. Cette dernière poursuivit ses études médicales en Allemagne et revint s'installer en 1979 au Chili. C'est au cours des années 80 qu'elle s'engagea en politique.

Adhérente du parti socialiste chilien dans les années 70, elle devint membre de son Comité Central en 1995, et de 1998 à 2000 elle fut membre du bureau politique. En 1996, en tant que candidate socialiste, elle se présenta aux élections municipales à Las Condes, dans la banlieue de Santiago, mais elle n'obtint que 2,35% des suffrages.

Le 11 mars 2000, elle fut nommée ministre de la santé par le président Ricardo Lagos puis le 7 janvier 2002, ministre de la défense. Ce poste ne fut jamais occupé par une femme auparavant.

Au cours de l'année 2004, encouragée par le président Lagos et voyant sa côte de popularité augmenter, elle décida de se présenter aux élections présidentielles. Elle avait comme principaux rivaux Joaquín Lavín de l'UDI (Union Démocrate Indépendante) et Sebastián Piñera du RN (Rénovation Nationale). Au premier tour, elle obtint 45,87% des voix et le 15 janvier 2006, elle remporta l'élection présidentielle avec 53,5% des voix.

⁴⁵⁷ Michael A. Genovese « Mujeres líderes en política. Modelos y prospectiva », Editions Narcea, Madrid, 1997, P.126 (306 pages)

⁴⁵⁸ José del Pozo « Historia de América Latina : 1825-2001 », Editions Lom, Buenos-Aires, 2002, P.192 (286 pages)

Le système de quotas a été conçu pour faciliter l'accès des femmes aux postes électifs et aux niveaux hiérarchiques associés à l'ancienneté, soit à travers les partis, soit par l'intermédiaire d'une législation nationale. Le premier pays à avoir opté pour ce système est l'Argentine et le résultat a été probant. Dès 1991, une loi, la *Ley de Cupos*⁴⁵⁹ a établi un quota de 30% de présence féminine aux postes électifs nationaux. Par conséquent, entre 1993 et 1998 la représentation des femmes argentines a ainsi doublé contrairement aux autres pays. Les quotas par partis ont été introduits dans 35 pays, dont 12 latino-américains⁴⁶⁰ qui sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie (seulement pour les postes administratifs), le Costa-Rica, l'Equateur, le Mexique, Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine et le Venezuela.

Dans les pays où prédomine un système mixte, la représentation féminine a soit faiblement augmenté, c'est le cas du Panama avec 8,3% en 1994, il passe à 9,9% en 1999, soit augmenté de manière significative, par exemple, le Venezuela, de 5,9% en 1993, il passe à 13,1% en 1998.

Par contre, le Brésil qui connaît un système de représentation proportionnelle à listes ouvertes, le pourcentage de femmes a diminué après l'application des quotas (de 7% en 1994, il passe à 5,8% en 1998).

Les sièges du parlement⁴⁶¹ sont de plus en plus occupés par des femmes, et l'augmentation est plus importante depuis l'arrivée des lois des quotas. Mais les chiffres restent tout de même faibles. L'évolution a été fulgurante dans des pays tel que l'Argentine (de 6% à 36,2%), le Costa-Rica (de 17,3% à 38,6%), le Mexique (8,8% à 22,4%), et le Pérou (de 10,8% à 29,2%). Certains autres ont peu évolué, c'est le cas du Paraguay (de 2,5% à 8,8) ou de la Bolivie (de 11,5% à 16,9%). L'application des quotas a augmenté la représentation des femmes dans la plupart de pays concernés, même si cela ne concerne pas la majorité.

La représentation des femmes à travers les quotas reste faible mais elle permet d'apporter un soutien féminin, qui pourrait, à la longue, exercer un certain déséquilibre sur le contrôle de la vie politique par les hommes.

On peut donc estimer que les lois de quotas peuvent s'avérer efficaces si l'on observe que tendanciellement et au niveau mondial la représentation des femmes est la plus élevée dans

⁴⁵⁹ La *ley de cupos* ou loi 24012, est une loi instaurée en 1991, dans le but de parvenir à une parité homme/femme dans les gouvernements latino-américains, ce projet proviendrait des mouvements de femmes argentins.

⁴⁶⁰ Graciela Sapriza, Urania Ateneo Ungo Montenegro, María del Carmen Feijoó « Participación política de las mujeres en América Latina », COPPPAL, Mexico, 2008, P.94 (187 pages)

⁴⁶¹ Cepal « Unidad de la mujer. El aporte de las mujeres a la igualdad en América Latina y el Caribe », 2007

les pays dotés de telles lois, surtout lorsqu'elles sont couplées à des systèmes de représentation proportionnelle à des listes fermées (c'est-à-dire où ce sont les partis qui établissent les lois). Les quotas restent un bon moyen d'établir une parité hommes-femmes. Ce système a été proposé pour la première fois au niveau international au moment de la Conférence de Pékin en 1995, mais ce sont des pays latino-américain, et notamment l'Argentine qui ont posé le problème nationalement déjà.

Le taux d'alphabétisation⁴⁶² s'est nettement amélioré depuis ces dernières décennies, et ceci, malgré les grosses différences qui persistent entre les différents pays du continent.

La plupart des pays se sont engagés à améliorer et moderniser leurs systèmes éducatifs pour les enfants comme pour les adultes. Etant donné que la population augmente de 1,5% chaque année cela signifie qu'il reste encore beaucoup d'efforts à produire.

Concernant le taux d'alphabétisation des hommes et des femmes, le fossé est moins important entre les deux genres, les résultats restent très encourageants. Selon une étude de l'Unesco⁴⁶³ sur ce sujet, en voici les principaux chiffres sur les pays les plus intéressants.

	1988		1990		1995		2002	
	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Argentine	97,8	98,2	98	98,4	98,2	98,6	98,4	98,9
Bolivie	95,7	87,4	96,2	89,1	97,2	91,7	98,2	94,4
Chili	97,6	98,1	97,8	98,3	98,2	98,7	98,7	99,2
Colombie	94	95,1	94,3	95,6	95,3	96,7	96,6	97,9
Cuba	99,1	99,1	99,3	99,2	99,7	99,6	99,8	99,8
Guatemala	69,3	64,5	80,5	66,3	83,2	69,8	86,3	74
Mexique	95,5	93,7	95,9	94,3	96,7	95,5	97,6	96,9
Nicaragua	67,1	68	67,8	68,8	69,4	70,6	71,6	73
Pérou	96,6	91,2	94,9	92,1	97,6	93,8	98,4	95,8
Uruguay	98,5	99,2	98,6	99,3	98,9	99,4	99,1	99,6

Grâce à ce tableau, nous pouvons observer les différences de taux d'alphabétisation entre hommes et femmes dans chaque pays. Au Guatemala, l'écart entre hommes et femmes est très significatif, mais les deux taux ont clairement augmenté depuis 1988. Au Nicaragua, le taux est resté faible, il a peu évolué depuis 1988, autant pour les femmes que pour les hommes.

Dans la plupart des pays, les taux oscillent entre 90% et 99%, ce qui est très positif pour un continent comme l'Amérique Latine. Des pays comme Cuba, qui détient le taux le plus fort,

⁴⁶² Voir partie II.1.L'éducation en Amérique Latine

⁴⁶³ Etude de l'UNESCO sur l'alphabétisation en Amérique Latine

ou l'Argentine, le Chili et l'Uruguay sont les pays les mieux positionnés car ils ont les taux les plus élevés.

Les femmes qui ont fait plusieurs années d'études, et qui sont donc diplômées d'université par la suite, se retrouvent principalement salariées et ne travaillent pas forcément dans des professions libérales. L'amélioration du taux d'alphabétisation des femmes n'est pas forcément synonyme d'une amélioration des conditions de travail et de carrières des femmes. C'est quand même une grande réussite, mais il ne faut pas oublier que certains domaines d'étude et certains secteurs sont encore fermés à la femme.

La situation de la femme dans le milieu professionnel⁴⁶⁴ a augmenté depuis ces dernières décennies. Même si le taux de chômage touche plus les femmes que les hommes, celles-ci font tout leur possible pour trouver un emploi. Elles se sont rendues compte qu'un salaire ne suffisait pour entretenir une famille et améliorer leur qualité de vie. En 2004, 9,4 millions de femmes des zones urbaines étaient sans emploi, 6,8 de plus qu'en 1990, soit 12,3% de la population active féminine. Bien que le chômage ait touché les deux genres, la hausse a été beaucoup plus importante chez les femmes. Entre 1990 et 2004, le taux de chômage masculin a augmenté de 5,3% à 9,1% alors que le taux féminin grimpeait de 6,5% à 12,3%⁴⁶⁵.

Un « Boom » s'est produit, dans la participation des femmes sur le marché du travail, qui est dû à une meilleure scolarisation, à l'urbanisation et à la baisse du taux de fécondité, ainsi qu'à de nouveaux moyens culturels qui favorisent l'autonomie des femmes. La hausse de nombre de ménages dirigés par les femmes a également joué un rôle⁴⁶⁶.

Les femmes latino-américaines commencent à occuper des postes qui leur étaient fermés il y a de cela presque vingt ans. De grandes disparités au niveau de l'avancement de certains pays perdurent tout de même. Dans un même pays, il existe des disparités entre les zones urbaines et les zones rurales. Les régions rurales ont une population féminine de 22 à 25 millions de femmes, âgées de quinze ans et plus et dont la vie est quasiment prédéterminée : ou elles se marient très jeunes et elles se consacrent à leur foyer ou bien elles quittent la campagne pour devenir domestique, ouvrières ou prostituées.

⁴⁶⁴ Voir partie II.2.L'activité professionnelle en Amérique Latine

⁴⁶⁵ Statistiques de la CEPAL, (Comisión Económica para América Latina : Commission Economique pour l'Amérique Latine), « Estadísticas sociales », CEPAL, 2004

⁴⁶⁶ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en America-Latina », Catedra, Madrid, 2003, P.343 (379 pages)

Malgré l'évolution de la place de la femme au sein de la société, on remarque que les conditions de travail ne se sont pas améliorées. En effet, en Amérique Latine où les femmes travaillaient environ trois heures de moins par semaine que les hommes, elles travaillent désormais sept heures de plus.

Concernant les salaires il existe, comme partout dans le monde, des inégalités. Cependant bien que les hommes gagnent plus que les femmes à compétences égales, les écarts se sont tout de même rétrécis en gardant toujours les disparités selon les pays. Au Mexique par exemple, les femmes gagnent 77% du salaire des hommes en 2005. Au Paraguay, le pourcentage est passé de 63% en 1990 à 81% en 2001. En Equateur, la différence a été significative en passant de 68% en 1990 à 93% en 2005, ce qui est important pour un pays d'Amérique Centrale, où il existe une forte population Indigène⁴⁶⁷.

La situation de la femme en Amérique Latine est assez complexe. Le féminisme s'est réellement installé sur le continent vers les années 70, dès lors, de nombreuses femmes se sont « réveillées » et ont fait parler d'elle pour défendre de multiples causes. Elles se sont regroupées en mouvements de femmes⁴⁶⁸ pour obtenir plus de pression vis-à-vis des grandes institutions. Ces mouvements ont obtenu une audience significative depuis plus de trente ans. Des conquêtes au niveau des lois sociales, au niveau de la dénonciation de la violence domestique sous toutes ses formes ainsi que des violences sociales contre les femmes ont trouvé aujourd'hui, un espace énorme dans les médias et dans les différents moyens de communication. Ils se sont surtout faits connaître auprès des différentes catégories de personnes et sont donc présents dans leurs consciences.

L'organisation des femmes indigènes, des femmes africaines, des femmes des zones rurales... Ces différents groupes représente un pas important vers un monde plus juste, au niveau des diverses institutions et surtout au niveau des relations entre être humain. Les femmes s'engagent dans des combats quotidiens, comme la lutte contre la violence domestique ou la lutte contre les taux inférieurs des salaires octroyés aux femmes, mais comme ces femmes le disent si bien, si elles n'avaient rien fait, la situation aurait pu être pire. Certaines associations ou fédérations⁴⁶⁹ essaient de protéger la condition de la femme dans leur pays.

La *Fundación Mujer y género (Fondation femmes et avenir)* est une ONG féministe qui oeuvre depuis 13 ans dans le Nord-Est de la Colombie à des projets visant à promouvoir et à

⁴⁶⁷ Cepal « Anuario estadístico 2006 », « Trabajo »

⁴⁶⁸ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en America-Latina », Catedra, Madrid, 2003, P.61 (379 pages)

⁴⁶⁹ Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las latinoamericanas », Lom Editions, Santiago du Chili, 2000, P.80 (131 pages)

étendre l'exercice des droits des femmes. La fondation intervient en matière de prévention de la violence familiale et offre un soutien socio-psychologique à l'intention des personnes déplacées. Elle met l'accent sur la problématique des relations hommes-femmes et travaille à renforcer l'autonomie des femmes déplacées⁴⁷⁰. Cette fondation n'est qu'un exemple, il en existe des milliers sur le continent latino-américain qui défendent les mêmes valeurs, c'est le cas de « Feministas en marcha » à Porto-Rico, « Centro de Estudios de la Mujer » au Chili, « Las Mélicas » au Salvador, La « Asociación de Mujeres en Marcha » en Argentine, le « Centro de Información y Desarrollo de la Mujer » en Bolivie, le « Comité Nacional Feminista » au Nicaragua,...

Certaines ont des objectifs plus spécifiques comme c'est le cas du « Red de Mujeres Afrodescendientes de América Latina y del Caribe », qui défend les droits des femmes afrodescendantes contre tout types de discrimination, raciale, sexuelle ou même la pauvreté. Le « Red de Mujeres Contra la Violencia », au Nicaragua qui défend les femmes contre tous les types d'actes de violences.

Selon la Déclaration des ONG féministes et de femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes⁴⁷¹, les accords du Caire doivent être pris en considération. Ces objectifs sont fondamentaux pour la bonne évolution du statut de la femme sur le continent. Cela concerne l'éradication de certains fléaux comme tous types de discrimination : la pauvreté, la violence ou le racisme. Mais aussi l'amélioration de certains domaines comme l'éducation, surtout en ce qui concerne les femmes et les petites filles, la santé, légaliser l'avortement et multiplier le nombre de centres dans les zones les plus reculées par exemple. Ces organisations de femmes améliorent au quotidien le sort de milliers d'individus, mais elles comptent sur le soutien du gouvernement pour que cela se concrétise afin de pouvoir renforcer les droits humains, la justice et le bien-être des citoyens.

Des femmes se sont faites connaître grâce à leurs luttes engagées, ce fut le cas de *Eva Perón*, dit *Evita*⁴⁷², elle fut, et elle restera, le symbole de toute une nation, l'Argentine.

Elle se fit connaître comme étant vedette de radio, c'est d'ailleurs en 1944, qu'elle y rencontra son futur mari, le colonel Juan Perón. En 1945, lorsqu'il était ministre du travail, il fut emprisonné par l'armée, Eva mobilisa ouvriers et syndicats pour qu'il soit libéré. La

⁴⁷⁰ www.funmujer.org

⁴⁷¹ Cecilia Olea « Declaración de las ONG feministas y de mujeres de América Latina y del Caribe », San Juan, Puerto Rico, Le premier juillet 2004 (www.mujereshoy.com)

⁴⁷² Michael A. Genovese « Mujeres líderes en política : modelos y prospectiva », Narcea Editions, Madrid, 1997, P.231 (302 pages)

manifestation du 17 octobre 1945 fut le signal de la révolution des sans chemises (los descamisados), 200 000 personnes marchent dans la capitale et demandent à Juan Perón d'être leur président. Evita se trouve alors être la deuxième dame d'Argentine. Même si elle n'a jamais eu de poste officiel au gouvernement elle a eu une influence considérable sur les conditions sociales, notamment à travers la fondation d'aide sociale. Elle a beaucoup défendu les classes ouvrières et a créé de nombreux hôpitaux, des écoles, des orphelinats et des maisons de retraite. Elle a réussi à obtenir le droit de vote pour les femmes et forma le parti féministe péroniste en 1949. Malheureusement, elle décéda en 1952, elle n'avait que 33 ans.

Tandis que certaines femmes sont des symboles pour l'Amérique Latine, ou même dans le monde entier, d'autres essaient de se faire un nom dans leur pays, c'est le cas de *Marta Lucía Ramirez*⁴⁷³. Spécialiste en droit commercial, elle fut la dernière directrice de l'Institut Colombien du Commerce Extérieur (1990-1991). Puis, elle fut vice-ministre du Commerce Extérieur entre 1991 et 1994. Durant la présidence de Andrés Pastrana, elle devint pendant quatre ans ministre de Commerce Extérieur (1998-2002), puis fut nommée ambassadrice de Colombie en France. Sous Alvaro Uribe, elle était à la tête de l'armée (2002-2003). Elle avait pour mission d'engager des réformes et de moderniser l'armée colombienne en lutte depuis des années avec la guérilla. Elle dut aussi améliorer l'image internationale de l'armée régulièrement accusée par les organisations de défenses des droits de l'homme. Depuis 2006, elle est sénatrice et participe activement à la Commission Accidentelle pour les Affaires de Genres, dans laquelle participe tous les membres féminins du Congrès, dans le but de promouvoir des initiatives en faveur de l'égalité des genres, aussi bien dans le domaine familial, économique, politique que social.

Une autre femme colombienne aussi, prit conscience de la violence et de la misère dans son pays, il s'agit d'*Ingrid Betancourt*⁴⁷⁴. Femme politique colombienne, elle est la fille d'un ancien ministre de l'éducation et d'une reine de beauté devenue sénatrice. Elle fit ses études en France et se maria avec Fabrice Delloye. Après son divorce en 1990, elle revint à Bogota et entra au ministère des finances. Elle fut élue députée en 1994 et créa son propre parti, « Oxígeno Verde », en 1998 dont l'objectif premier était de lutter contre la corruption,

⁴⁷³ « Quién es MLR ? », « Hoja de vida » (www.martaluciamirez.com)

⁴⁷⁴ Jacques Thomet « Ingrid Betancourt. Histoire du cœur ou raison d'état ? », Hugo, Paris, 2006, P.50 (221 pages)

puis la redistribution des richesses et enfin la protection de l'environnement. Elle est élue sénatrice la même année.

Son destin par contre, a très mal tourné, puisqu'en 2002, elle se présenta aux élections présidentielles et fut enlevée avec sa directrice de campagne, Clara Rojas, par les FARC (Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes), au début de sa campagne. Elle a été libérée le deux juillet 2008.

Au Chili, *Michelle Bachelet*⁴⁷⁵ fut la première femme nommée ministre de la défense. Elle fut conseillère au ministre chilien de la défense de 1998 à 2000 puis nommée ministre de la santé par le Président Ricardo Lagos avant de prendre en main l'armée. Son rôle était de redonner un nouveau visage à l'armée chilienne depuis le départ de Pinochet. Sa nomination consolida la nouvelle démocratie. En janvier 2006, elle fut élue au deuxième tour des élections présidentielles. A 54 ans, elle est la première femme présidente élue au suffrage universel de toute l'Amérique du Sud. Le 23 mai 2008, elle est élue présidente de l'Union des Nations sud-américaines.

Sa politique est basée sur la parité, dans le but de laisser une chance aux femmes du pays. En effet, son gouvernement est composé de 10 ministres hommes et autant de femmes. Elle s'est engagée immédiatement à augmenter le nombre de garderies, créer un ministère de l'environnement, mettre en place des soins gratuits pour les personnes âgées de plus de soixante ans, offrir des bourses d'études aux jeunes les plus démunis...et sur du long terme, elle souhaiterait lutter contre la pauvreté et le chômage et moderniser la santé et l'éducation.

En octobre 2007, Cristina Fernández de Kirchner⁴⁷⁶ a été élue présidente de la nation argentine avec 45,23% des voix, succédant ainsi à son mari Néstor. Son électorat était principalement composé d'ouvriers. Elle a affirmé que les femmes et les jeunes tenaient une place importante à ses yeux et qu'elle ferait tout pour les propulser au premier rang.

Avocate de formation, elle entra en politique en tant que députée provinciale, puis nationale et devint sénatrice de Buenos-Aires entre 2005 et 2007⁴⁷⁷. La popularité de son époux battait son plein mais ce dernier a préféré laisser sa place, pour tenter d'opérer des changements. D'autant plus qu'il ne sera pas mis à l'écart : comparé au couple des Perón, ils ont besoin de se consulter pour prendre les bonnes décisions.

⁴⁷⁵ Christine Ockrent « Madame la...Ces femmes qui nous gouvernent », Plon, Paris, 2007, P.40 (219 pages)

⁴⁷⁶ L.D « Cristina Kirchner investie présidente de l'Argentine », Le Figaro, Paris, Le 10/12/2007

⁴⁷⁷ Rodrigo Contreras Osorio « La gauche au pouvoir en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2007, P.106-107 (230 pages)

Les politologues affirment qu'ils ont tous les deux la même politique mais que Cristina mise sur l'international. Elle souhaiterait entretenir de bonnes relations avec l'Europe ainsi que ces voisins sud américains. Surnommée la « Reine Cristina », elle serait beaucoup plus diplomate que son mari qui a plongé le pays dans un isolement total. En effet, cette femme a le devoir de reprendre les rennes d'un pays criblé de dettes et donc loin d'être en bonne santé due en partie à la crise économique de 2001.

En 2008, elle a baissé dans les sondages, elle aurait du mal à redresser les erreurs commises par son mari et sa politique est loin de séduire le monde agricole⁴⁷⁸.

Une deuxième femme, Elisa Carrió⁴⁷⁹, elle aussi avocate, a affronté Cristina Kirchner lors des élections présidentielles de 2007. Elle s'était déjà présentée en 2001, contre Carlos Menem et Nestor Kirchner mais elle n'avait récolté que 13,05% des suffrages. Aujourd'hui, son score est passé à 23% mais malheureusement cela n'est pas été suffisant pour l'emporter. Sa politique n'a rien à voir avec celle de ses anciens adversaires. Elle a toujours travaillé pour construire une République et plus précisément, une démocratie basée sur la justice et la vérité. Elle s'oppose fermement au capitalisme qui selon elle contamine la majorité des pays latino-américains et se bat pour dénoncer la corruption. Elle a toujours été considérée comme une femme de centre gauche. Après le retour de la démocratie, elle fut élue députée de sa province, le Chaco, et aujourd'hui de la circonscription de Bueno-Aires. Elle y jouera un rôle déterminant puisqu'elle sera à l'initiative de plusieurs lois.

En 2001, elle démissionna du parti de l'Union Civile Radicale duquel elle était membre depuis plusieurs années.

Elle a su montrer à plusieurs reprises qu'elle était une bonne oratrice surtout lorsqu'elle présida la Commission Spécial Investigatrice sur les faits illicites en relation avec le blanchiment d'argent. Elle y est restée de mai à novembre 2001.

En 2003, elle fut fondatrice et présidente du parti ARI (Alternativa de República de Iguales) et elle recueillit plus de trois millions de votes, ce qui fut une première dans l'histoire de l'Argentine. Aujourd'hui, ce parti politique est présent dans toutes les provinces argentines où il existe une parité homme-femme. Ce qu'elle souhaite c'est créer une nouvelle culture qui permettrait d'exercer dans de meilleures conditions le pouvoir.

⁴⁷⁸ Patrick Bèle « L'Argentine ne croit plus en Cristina Kirchner », Le Figaro, Paris, Le 18/07/2008

⁴⁷⁹ « Trayectoria » (www.elisacarrio.com.ar)

Depuis 2005, les femmes deviennent présidente et beaucoup d'entre elles ne le regrettent pas même si elles avouent avoir des moments de doute. Ces femmes ont fait des études et ont eu un parcours surprenant, c'est pourquoi, elles ont aussi le droit d'affronter les hommes et affirmer leurs idées. On remarque que depuis que les femmes ont obtenu le droit de vote en Amérique Latine, elles s'intéressent beaucoup plus à la politique et on observe une augmentation de ces dernières dans les fonctions ministérielles, en particulier depuis l'an 2000. Elles sont surtout présentes dans le ministère des finances, de l'intérieur ou de l'armée.

Même si de nombreuses femmes ne sont pas connues à l'heure actuelle, elles peuvent le devenir d'ici quelques années. D'autres sont courageuses et militent dans le but d'améliorer leurs conditions de vie pour elles et leurs familles. C'est le cas, surtout dans les pays en guerre comme en Colombie où la guérilla sévit de plus en plus. Au Salvador, au Nicaragua, au Guatemala,... des milliers de femmes se sont engagées dans des combats quotidiens pour libérer leur pays, elles se sont battues comme les hommes, et ont réussi à vaincre les dictatures, comme la dictature de Somoza au Nicaragua⁴⁸⁰. En Argentine, des femmes de toutes classes confondues ou plutôt des mères⁴⁸¹ se rassemblent tous les jeudis depuis les années 70 sur la place de mai de Buenos-Aires, elles souhaiteraient rendre hommage à leurs enfants qui furent enlevés par les forces armées durant la dictature de 1976. De par cette action elles souhaiteraient obtenir l'incarcération des coupables.

Les femmes essaient à travers différentes associations et différents mouvements d'améliorer leur condition et d'obtenir ce qu'il y a de plus juste pour elles. Certaines, se font connaître par le biais de différents combats pour défendre les droits de leur peuple. Par exemple, le cas de Rigoberta Menchù⁴⁸², est bien présent dans nos esprits puisqu'il nous rappelle le prix Nobel 1992, qu'elle a obtenu en reconnaissance de son travail pour la justice sociale et la réconciliation ethnoculturelle basée sur le respect des droits des peuples indigènes. D'autres arrivent à aller jusque dans le gouvernement, ce qui est plutôt positif pour la population féminine. Malheureusement pour accéder au gouvernement, la route est longue. En Amérique latine il existe le système de quotas qui concerne actuellement 12 pays latino-

⁴⁸⁰ Jeanne Bisilliat, Christine Verschuur « Le genre, un outil nécessaire, introduction à une problématique », L'harmattan, Paris, 2000, P.123 (263 pages)

⁴⁸¹ Eric Sarnier « Mères et « folles » de la place de Mai. Argentine 1976-2000 », Desclée de Brouwer, Paris, 2000, P.38 (176 pages)

⁴⁸² Elizabeth Burgos « Me llamo Rigoberta Menchú y así menacio la conciencia », Seix Barral, Barcelone, 1998 (284 pages)

américain⁴⁸³. C'est une manière de « forcer » les femmes à rentrer dans le monde de la politique et à occuper des postes où elles pourraient bien se faire élire. Malgré tout, certaines femmes sont quand même présentes dans les ministères et dans les parlements, c'est le cas de Marta Lucía Ramirez en Colombie. Les femmes ont quand même obtenu malgré tout le droit de vote⁴⁸⁴ dans la majeure partie des pays d'Amérique latine. L'Equateur fut le premier pays à obtenir ce droit, tous les pays le suivirent et en 1961, ce sont les femmes paraguayennes qui eurent ce privilège.

Les femmes sont de plus en plus présentes sur le marché du travail⁴⁸⁵, les effectifs sont les plus hauts dans les zones urbaines, car dans les zones rurales, les femmes restent le plus souvent chez elle pour s'occuper de leur foyer. De plus, elles vont moins à l'école que les citadines car leur famille en ont moins les moyens. Si elles choisissent de travailler, elles sont soit femmes de ménages ou domestiques. En ville, les femmes ont plus le choix, mais elles occupent des postes bien définis comme dans le secteur de l'éducation, ou celui des services où les taux sont les plus importants. Elles peuvent prétendre à des postes plus diversifiés car elles font plus d'études que les femmes vivant dans les zones rurales. Les femmes ont fait le choix de travailler car elles veulent améliorer leurs conditions de vie. De plus, un certain nombre de foyers sont de plus en plus dirigés par les femmes, et celles-ci sont donc contraintes à travailler. Même si les conditions de travail ne sont pas les meilleures (salaire plus faible que celui des hommes), elles s'accrochent et parviennent à leur but. La situation évolue mais il faut noter que certains domaines sont encore interdits aux femmes.

2.1.3. Les actions féminines en Amérique Latine

Le statut des femmes latino-américaines fait beaucoup parler, on dit d'elles qu'elles sont opprimées, et étouffées par un machisme sans fin. Elles sont violentées, harcelées, et quotidiennement, elles n'ont pas le droit de vivre la même vie que celle des hommes. Mais malgré tout, elles se défendent et parviennent à mener, pour certaines, une vie bien plus agréable qu'avant. On a déjà vu dans une partie précédente qu'en formant des mouvements de femmes, elles exercent des pressions si fortes auprès des gouvernements qu'elles réussissent à se faire entendre, pour finalement prouver leur existence⁴⁸⁶. Mais elles ont aussi excellé dans

⁴⁸³ Béragère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.32 (187 pages)

⁴⁸⁴ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Catedra, Madrid, 2003, P.265 (379 pages)

⁴⁸⁵ Cepal « Anuario estadístico 2006 », « Trabajo »

⁴⁸⁶ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América-Latina », Catedra, Madrid, 2003, P.61 (379 pages)

un domaine qui est plutôt réservé aux hommes, à savoir celui de la guerre et de la révolution. Quand il s'agit de défendre leurs droits, elles sont en première ligne.

La situation de l'Amérique Latine est très complexe, c'est une région exposée à de multiples problèmes : elle a connu un passé historique très douloureux et elle assiste depuis plusieurs années à de nombreux changements politiques, notamment celui de la dictature, des régimes qui ne sont guère bénéfiques à la condition féminine.

Le métissage de la population est très divers, chaque personne est différente et les communautés essaient d'exister, mais cela est très difficile. Le cas des Indiens⁴⁸⁷ est le plus dramatique, ceux-ci se battent pour pouvoir vivre pleinement dans leur pays comme des citoyens normaux. Ils vivent, pour la plupart, en marge de la société, dans les chaînes de montagnes ou dans des villages éloignés des grandes villes. Les gouvernements des différents pays les excluent de la société et profitent de leurs rendements économiques qui contribuent à la bonne santé du pays. Mais certains ont compris leur raisonnement, ce fut le cas de Rigoberta Menchú⁴⁸⁸, prix Nobel de la paix en 1992, qui, aida, les Indiens du Guatemala à s'affirmer. Elle deviendra par la suite leur porte-parole. Elle arriva à améliorer la qualité de vie de ses compatriotes et de plus, elle devint une icône dans le monde entier. Cette femme est un exemple parmi tant d'autres en Amérique Latine, mais grâce à sa persévérance et à son courage, des gens vivent mieux maintenant qu'avant !

Dans d'autres pays, c'est la dictature qui l'emporte. Cela empêche les femmes de s'épanouir, mais celles-ci se battent pour leur patrie en agissant, tout comme les hommes, ce fut le cas au Nicaragua, au Salvador, en Colombie et dans bien d'autres pays. Les femmes se sentent concernées par le problème, en effet, ce sont des régimes sans avenir pour la société et qui n'offrent aucun avantage aux citoyens. De plus, les dictatures d'Amérique Latine sont réputées pour avoir eu des répercussions atroces, ce fut le cas en Argentine, concernant les mères de la place de mai⁴⁸⁹, qui ont perdus leurs enfants, et qui, aujourd'hui, ne sont toujours pas reconnus. Cette situation est horrible, et les femmes veulent connaître la vérité sur ce qui s'est réellement passé. Les femmes pensent qu'ensemble, elles obtiendront ce qu'elles désirent. Peut-être qu'un jour à force de s'accrocher, on leurs donnera ce qu'elles recherchent depuis tant d'années. Mais malheureusement l'Argentine n'est pas la seule à avoir été

⁴⁸⁷ Mercedes Olivera B. « Le « Mouvement indépendant des femmes » du Chiapas et sa lutte contre le néolibéralisme », Dans Nouvelles Questions féministes n°2, Volume 24 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Antipodes, Lausanne, 2005, P.136 (152 pages)

⁴⁸⁸ Elizabeth Burgos « Me llamo Rigoberta Menchú y así menacio la conciencia », Seix Barral, Barcelone, 1998 (284 pages)

⁴⁸⁹ Eric Sarnier « Mères et folles de la place de mai, Argentine 1976-2000 », Desclée de Brower, Paris, 2000, P.11 (176 pages)

« déchirée ». D'autres pays en ont fait les frais comme ce fut le cas au Chili, sous le régime de Pinochet, ou en Bolivie, au Paraguay, au Brésil, en Uruguay, pays qui ont connus la guerre sale. Le Mexique a eu aussi son quota de mésaventures.

En 1973, en Argentine⁴⁹⁰ Juan Perón fut de nouveau élu, c'est donc sa troisième épouse, Isabel Martinez de Perón, qui vivra cette période à ses côtés. Les extrémistes de droite et de gauche organisèrent des séries d'attentats et le gouvernement prit des mesures d'urgences sous formes de décrets. De cette façon, il était possible d'emprisonner des suspects pour une durée indéterminée. Perón mourut en 1974, sa femme fut donc proclamée présidente, mais elle dut faire face à de graves problèmes économiques et aux attentats terroristes. Isabel Martinez de Perón fut finalement évincée par le coup d'état du 24 mars 1976. Une junte militaire gouverna le pays jusqu'au 10 décembre 1983 durant ce que l'on appelle la guerre sale. Videla, Viola, Galtieri se succédèrent à la tête de la junte. Les services secrets argentins, conjointement à ceux du Chili, du Brésil, de la Bolivie, du Paraguay et de l'Uruguay instituèrent une répression violente nommée opération Condor, au cours de laquelle ils systématisèrent les arrestations, les assassinats, les tortures et les enlèvements politiques. Les militaires prirent des mesures sévères contre les terroristes et les personnes qu'ils soupçonnaient de les soutenir. Ces terroristes appartenaient pour la plupart à la jeunesse militante de gauche. Des milliers de personnes disparurent entre 1973 et 1983, sans compter les centaines d'enfants et de bébés (nés dans les prisons clandestines), de ces personnes qui ont été enlevés à leur famille naturelle et adoptés sous de faux noms par des militaires qui les appuyaient.

Les femmes ont manifesté à plusieurs reprises dans ce pays, mais la résistance la plus étonnante et la plus marquante reste sans conteste, celle des mères de la place de mai⁴⁹¹. Ayant perdu leurs enfants dans des conditions atroces sous la dictature militaire des années 70, pendant la guerre sale, elles essaient de comprendre ce qui s'est réellement passé et d'obtenir une réponse à leur question.

Les militaires ont admis que plus de 9000 personnes avaient été kidnappées et elles ne sont toujours pas reconnues. Les mères de la place de mai estiment que le nombre de disparus avoisine les 30 000. Depuis la chute du régime dictatorial, le gouvernement civil a estimé qu'il y avait certainement eu 11 000 personnes portées disparues.

⁴⁹⁰ Bérangère Marques-Pereira, Patricio Nolasco « La représentation politique des femmes en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2001, P.41 (187 pages)

⁴⁹¹ Eric Sarner « Mères et folles de la place de mai, Argentine 1976-2000 », Desclée de Brower, Paris, 2000, P.11 (176 pages)

Ces femmes ont donc décidé de se réunir chaque jeudi, depuis le mois d'avril 1977, sur la place de mai de Buenos-Aires. C'est un combat sans fin qu'elles mènent et une résistance face à la dictature de l'époque. Au début, elles n'étaient que 14 femmes et maintenant elles sont 20 000. Ce sont des femmes qui proviennent en grande majorité de milieux populaires et non politisés et qui partagent malheureusement la même tragédie. Au début, on les traitait de folles, mais leur mouvement s'est vite structuré, à sa tête, il y a une présidente, Hebe De Bonafini⁴⁹². Cette femme de 80 ans a appris la politique par ses deux fils, par le biais de livres ou d'articles de presse. L'un d'eux participait à un plan d'alphabétisation des adultes et aidait les prisonniers de la dictature, l'autre, travaillait au sein d'un syndicat. Son fils aîné fut enlevé en 1977, par les militaires, c'est à ce moment là que commença son périple en quête de la vérité. Elle rencontra une femme qui se trouvait dans la même situation qu'elle, puis elles décidèrent de rejoindre le groupe de femmes de la Place de Mai. L'enlèvement de son deuxième fils et d'autres membres du mouvement dont Azucena Villaflor⁴⁹³ fut une terrible tragédie.

Elles publient un périodique, plaident leur cause à l'étranger et reçoivent de l'aide nationale et internationale. C'est pourquoi, les autorités ne peuvent plus les ignorer. On les chasse, on les menace, mais rien y fait, la lutte continue et s'intensifie.

Après la chute de la dictature militaire à laquelle les mères argentines ont largement contribué, elles continuent à se battre sur les circonstances de la mort des disparus et pour obtenir le châtement des coupables. A la suite de la déception provoquée par les lois d'amnisties approuvées par les présidents Alfonsín et Menem, l'action et le discours de la présidente se durcit jusqu'à arriver à une scission du mouvement en 1986.

L'association est représentée par l'organisation d'opposition radicale *Madres de la plaza de Mayo*, dont la présidente revendique une totale indépendance des partis politiques et refuse toute négociation avec le pouvoir en place. En revanche, le groupe dissident (Association Mères de la place de mai-ligne fondatrice), opte pour une collaboration avec les institutions et les partis politiques.

Pendant ces douloureuses années de l'histoire argentine, deux autres associations se sont créées : les grand-mères de la place de mai qui arrivent à identifier 600 bébés nés en détention et HIJOS, l'association des enfants des disparus.

La presse occidentale a pris l'habitude de comparer les mères de la Place de Mai à « Las Damas de blanco » de La Havane à Cuba, ces femmes sont des mères ou des parentes de

⁴⁹² Id., P.37

⁴⁹³ Activiste sociale argentine, elle fut l'une des fondatrices du mouvement des femmes de la Place de Mai

dissidents emprisonnés qui ont collaboré à des sanctions économiques contre Cuba. Ils furent arrêtés lors de la vague de répression lancée par Fidel Castro contre des journalistes indépendants, syndicalistes et opposés à son gouvernement. Ces femmes se réunissent donc chaque dimanche depuis le mois de mars 2003, date où ils furent emprisonnés.

Hebe de Bonafini a dit : « ce mouvement n'a rien à voir avec le mouvement argentin, car pour elle le blanc signifie la vie alors que pour ces femmes il signifierait la mort. De plus, ces femmes par leurs actions défendent le terrorisme des Etats-Unis »⁴⁹⁴. Selon plusieurs sources, elles seraient de connivence et incitées par la congressiste Ileana Ros-Lehtinen et la FNCA (Fundación Nacional Cubano Americana) de Floride pour passer à l'acte et recevoir de leur part, de l'argent en contrepartie⁴⁹⁵.

Hebe de Bonafini soutient le peuple cubain, elle pense que Fidel Castro a toujours eu raison de s'opposer aux Etats-Unis. Selon elle, ce sont les dirigeants de ce pays qui sont à l'origine de tous les problèmes qui se passent aujourd'hui et donc certainement de l'enlèvement de ses enfants et de milliers d'autres en Argentine. Elle explique dans une entrevue qu'il faudrait tous les condamner autant ce qui ont monté l'Opération Condor que les Bush qui continuent à envenimer la situation aux quatre coins du monde⁴⁹⁶.

Pendant 45 ans, le Nicaragua⁴⁹⁷ a été dominé par la « cleptocratie » de la famille des Somoza. De 1909 à 1933, le pays fut occupé par les troupes américaines. Le général Sandino, décida alors d'engager une guérilla entre 1927 et 1933. A la suite de cela, le contingent étranger vaincu se retira. A la tête de la Garde Nationale, se trouvait Anastasio Somoza García. Celui-ci profita de sa position pour prendre le pouvoir. Il fit assassiner Sandino et plusieurs de ses hommes. Il dirigea le pays jusqu'à sa mort en accaparant toutes les richesses (terres, mines,...). Il fut assassiné par un poète et sympathisant marxiste, Rigobeto López Pérez, lors d'une manifestation, en 1956. A sa mort, le pays fut gouverné par ses deux fils et plus précisément par Luis Somoza Debayle, qui avait une vision plus démocratique et moderne, ce qui déplaisait à son jeune frère qui commandait la garde nationale. Celui-ci décéda de manière suspecte en 1967. Par conséquent, son frère, Anastasio Somoza Debayle, lui succéda, poursuivant l'œuvre familiale en augmentant sa fortune et en contrôlant le pays

⁴⁹⁴ Salim Lamrani « La plaza de Mayo se trouve en Argentine et nulle part ailleurs », Entrevue avec Hebe de Bonafini, Cuba Solidarity Project, Le 4 juin 2005 (www.vdejaj.club.fr)

⁴⁹⁵ Salim Lamrani « Les « Dames en blanc » de Cuba », Le Grand Soir, Le 6 juin 2008 (www.legrandsoir.info)

⁴⁹⁶ Salim Lamrani « La plaza de Mayo se trouve en Argentine et nulle part ailleurs », Entrevue avec Hebe de Bonafini, Cuba Solidarity Project, Le 4 juin 2005 (www.vdejaj.club.fr)

⁴⁹⁷ Henri Weber « Nicaragua : La Révolution sandiniste », François Maspéro, Paris, 1981 (184 pages)

grâce à des entreprises, qui avait un monopole à l'intérieur des frontières. Anastasio entretenait de bonnes relations avec les Etats-Unis.

Le 19 juillet 1979, les guérilleros du Front Sandiniste⁴⁹⁸ prirent Managua, la capitale, et inscrivent dans l'histoire, 20 ans après Cuba, la deuxième révolution d'Amérique Latine. Après la révolution le FSLN prit la tête d'un pays qui souffrait de malnutrition, de maladies et de contaminations par les pesticides. Malheureusement la guerre n'était pas encore finie, car les contre-révolutionnaires (Las Contras)⁴⁹⁹, attaquèrent le régime sandiniste. Ceux-ci parvinrent quand même à bénéficier de l'aide des Etats-Unis qui ne voulaient pas voir un deuxième régime socialiste et anti-américain s'installer en Amérique après la révolution cubaine. Les sandinistes remportèrent les élections du 4 novembre 1984, avec 66% des voix.

Il serait bon de constater qu'au cours de cette révolution, une majorité de femmes se sont battues pour sauver l'honneur de leur pays. Au Nicaragua, les femmes⁵⁰⁰ ont joué un rôle très important dans cette lutte armée, dans les villes elles se sont battues avec les hommes, et dans les colonnes des guérillas, elles ont représenté jusqu'à 25% du contingent. De plus, il y eu plusieurs femmes commandantes : la commandante Dora Téllez, plus connue sous le nom de Commandante 2, elle menait des fronts de guerre et fut responsable de ce que l'on appelait à l'époque le Front Occidental Rigoberto López Pérez, qui fut un des fronts les plus important de la guerre. En 1978, elle fut l'unique femme à participer la prise du Palais National. En 1979, elle était chargée de l'unité sandiniste qui prit la ville de León, première ville qui tomba aux mains des guérilleros. Son histoire ne s'arrêta pas là puisque en 1995, elle fonda le MRS (Mouvement de Renovation Sandiniste) après avoir quitté le FSLN. Plus tard en tant que ministre de la santé, elle mit en place des campagnes de santé publique qui récompensa le Nicaragua du prix des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, car de sérieux progrès avaient été faits dans ce domaine. En 2004, on lui refusa un visa d'entrée aux Etats-Unis la qualifiant de terroriste, certains membres d'Harvard (où elle devait se rendre) et d'autres universités publièrent une déclaration en sa défense en signalant que l'accusation du département de l'Etat nord américain contre elle était une persécution politique contre ceux qui rendaient possible le démantèlement de la dictature de Somoza.

⁴⁹⁸ FSLN (Frente Sandinista de Liberación Nacional : Front Sandiniste de Libération Nationale), est un parti politique du Nicaragua fondé en 1961 comme une organisation politico-militaire sociale démocrate, inspirée par la lutte du général Augusto Sandino. Le FSLN joua un rôle majeur dans l'histoire du Nicaragua en déclenchant la Revolución Popular Sandinista (Révolution Populaire Sandiniste) en 1979.

⁴⁹⁹ Las Contras ou les Contre-Révolutionnaires, sont composés d'ex-somozistes, de membres de la garde nationale, de catholiques et de paysans déçus de la révolution.

⁵⁰⁰ Jeanne Bisilliat, Christine Verschuur « Le genre : un outil nécessaire, introduction à une problématique », L'harmattan, Paris, 2000, P.123 (263 pages)

En 2008, on entend encore parler d'elle, elle a fait une grève de la faim pour lutter contre la hausse des prix de certains aliments, elle voulait demander au président de trouver un compromis pour baisser ces prix mais malheureusement sa santé ne lui a pas permis d'aller jusqu'au bout et aucun accord ne fut signé. Cette grève était un appel à la mobilisation pour contrer la politique dictatoriale de Daniel Ortega⁵⁰¹.

D'autres femmes occupaient elles aussi ce poste à haute responsabilité, comme ce fut le cas de Leticia Herrera, connue sous le nom de « Commandante Miriam » elle a été nommée depuis le mois de mars 2007, par le gouvernement de Daniel Ortega, consul nicaraguayenne au Costa-Rica, elle participa à l'assaut de la maison Chema Castillo le 27 décembre 1974, et fut vice-présidente de l'Assemblée Nationale et chef des CDS (Comité de Défense Sandiniste) dans les années 80 (structure de contrôle politique, d'espionnage et de délation créées à l'image des CDR cubains)⁵⁰².

Mónica Baltodano⁵⁰³, Cette femme qui vient de la classe moyenne a commencé la politique à l'âge de 15 ans dans le Mouvement Juvenil Chrétien, elle intégra dès son plus jeune âge des établissements religieux. Lorsqu'un fait marquant lui fit prendre conscience qu'elle devait militer encore plus fortement, une collégienne, Doris Tijerino, fut prisonnière, torturée et violée par les militaires, les collégiennes se rassemblèrent et militèrent pour sa libération. Elles créèrent une alliance et s'opposèrent à la dictature. En 1977, elle fut prisonnière elle aussi, mais fut relâchée un an après, puis elle intégra l'Etat Major de la capitale qui dirigea l'insurrection de Managua, le repli tactique de Masaya et les prises de Jinotepe et Granada. En 1979, elle reçut le grade honorifique de Commandante Guerillera et en 1986, l'ordre Carlos Fonseca. En 1982, elle est nommée ministre des affaires régionales, puis comme vice-présidente.

En 1990, elle est élue comme conseillère municipale de Managua et fut reconnue pour sa lutte contre la corruption contre le président Arnaldo Alemán (jugé et emprisonné pour corruption) qui fit un pacte avec Daniel Ortega, par lequel ils s'étaient répartis les principaux pouvoirs de l'Etat. En 1996, elle fut élue députée nationale et proposa de nombreux textes de lois. Elle fut exclue de tous les organes politiques car elle avait dénoncé le pacte en cours. Elle devint leader d'un parti de gauche qui dénonçait le mauvais comportement du FSLN, elle se consacra ensuite aux nouveaux mouvements sociaux nicaraguayens, et au questionnement sur

⁵⁰¹ Sandra Torres Pastrana, Guadalupe Gómez Q. « Nicaragua : Dora Tellez marchará mañana contra la carestía », Cimac, Mexico, Le 21/08/2008 (www.cimac.com)

⁵⁰² José Ramón Gutierrez « Denuncian « terrorismo psicológico » en consulado de Nicaragua en Costa-Rica », Nicaragua Hoy, Le 14/02/2008 (www.nicaraguahoy.info)

⁵⁰³ Claudia Korol « Mujeres inconvenientes-Diálogo con Mónica Baltodano, Comandante Guerillera Sandinista », Entrevue réalisée en octobre 2003, (www.monicabaltodano.com)

le néolibéralisme, au traité de libre-échange avec les Etats-Unis (CAFTA) et aux politiques interventionnistes et militaristes des Etats-Unis.

Aujourd'hui, elle est la dirigeante du Mouvement pour la Rénovation du Sandinisme, composé de commandants de la Révolution dont Dora María Téllez (opposé à Daniel Ortega) qui participa avec d'autres forces à une alliance lors de la campagne électorale de 2005.

Aujourd'hui, la situation au Nicaragua n'est pas l'une des plus réjouissantes. Les mouvements sandinistes sont divisés en deux d'un côté, Daniel Ortega qui dirige le FSLN et de l'autre, le MRS fondé par des dissidents du FSLN, dans lequel se trouve Mónica Baltodano ou Dora María Téllez. En 2006, il effectua une alliance avec le parti socialiste, chrétien ou même écologique ainsi que d'autres petits mouvements politiques ou sociaux. Le premier aurait des idées proches de la dictature de Somoza alors que les autres sont marxistes. Ce climat n'est guère bon pour la population et encore moins pour les femmes.

Mais la participation des femmes à la guerre au Nicaragua n'est pas un phénomène tout récent, en effet, elles étaient déjà actives dans la lutte menée par Sandino au début du 20^e siècle. D'ailleurs sa femme, Blanca Arrauz, partageait les mêmes idées que lui et était une combattante exemplaire. D'autres figures nicaraguayennes se sont battues pour leur patrie, ce fut le cas des sœurs Lía Toro. De nombreuses femmes ont été torturées et tuées par les américains en 1912, on parle le plus souvent de Lucia Matamoros, écartelée pour avoir lutté contre l'intervention américaine de l'époque, ou de Lucia Matamoros, épouse d'un guérillero libéral, et qui fut la première à affronter les marines américaines à Chinandega, et qui se fit tuer en 1926.

Les femmes ont joué un rôle prépondérant dans l'armée sandiniste de libération, elles ont agi volontairement. Leur présence était nécessaire. Elles ont fait preuve de courage et de beaucoup d'imagination mais malheureusement la société nicaraguayenne et plus particulièrement les hommes ne sont pas du même avis. Selon eux, une femme n'a rien à faire dans l'armée et encore moins au front. Une sociologue américaine, Margaret Randall, s'est penchée sur la question. Elle a compris que ce même schéma se produisait dans les sociétés à régime patriarcal. Cela signifie qu'une fois la guerre terminée les femmes peuvent retourner à leurs fourneaux. De plus, lorsqu'un peuple arrive au pouvoir, il se produit un recul de la participation des femmes à la vie politique. Ce genre de situation montre bien que la femme fait partie intégrante de la société, mais qu'elle existe seulement quand on a besoin d'elle ! Heureusement, ces femmes ont réagi et se sont regroupées en mouvement féministes dans les

années 90, dans le seul et unique but de faire participer la femme à la vie du pays et résoudre les divers fléaux auxquels elles étaient confrontées, comme la violence par exemple⁵⁰⁴.

Au Mexique, et plus précisément dans la région du Chiapas la majorité des femmes se considère comme des révolutionnaires, elles militent au sein de l'EZLN⁵⁰⁵ (l'Armée Zapatiste de Libération Nationale). C'est une armée révolutionnaire basée au Chiapas, l'un des Etats les plus pauvres du Mexique. Il affirme représenter les droits des populations indigènes du Chiapas, et est aussi en Europe un symbole de la lutte anticapitaliste. Le nom du groupe provient du révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata, qui fut l'un des principaux acteurs de la guerre civile mexicaine de 1910 contre la dictature de Porfirio Díaz. Les militants se considèrent comme ses héritiers et les héritiers de 500 ans de résistance indigène à l'impérialisme.

On se souvient qu'en janvier 1994⁵⁰⁶, les zapatistes se soulevèrent contre le néolibéralisme et pour leur autonomie. Cette date coïncidait avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre échange de l'ALENA nord-américain.

Les combattants masqués, ayant pour porte-parole le sous-commandant Marcos, prirent le contrôle de cinq municipalités du Chiapas, ils déclarèrent leur volonté de marcher sur Mexico, la capitale. Après quelques jours de combat, la société mexicaine réagit en manifestant pour demander la fin des affrontements et éviter l'embrasement du conflit. Le président Carlos Salinas De Gortari proposa un cessez-le feu et entreprit de dialogues avec les rebelles. Cette discussion dura deux ans et aboutit aux accords de San Andrés, signés en 1996. Ces accords avaient pour but d'arranger les deux camps, mais aujourd'hui, les zapatistes ne sont toujours pas satisfaits, ils luttent afin d'exister aux yeux du gouvernement et obtenir ce qui leur revient. C'est au cours de la table ronde de San Andrés, le 16 février 1996 que l'armée zapatiste prit conscience que la femme était opprimée, qu'elle ne participait pas aux diverses activités comme les hommes.

Son fondement

En 1993, un an avant ce soulèvement, il y eut une autre révolte, et ce fut celle des femmes pour la reconnaissance de leurs droits. Une indigène tzotzil, Susanna⁵⁰⁷, était chargée

⁵⁰⁴ Margaret Randall « Sandino's daughters : testimonies of nicaraguan women in struggle », Rutgers University Press, Vancouver, 1995, P.4 (220 pages)

⁵⁰⁵ EZLN : Ejercito Zapatista de liberación Nacional

⁵⁰⁶ Sous-commandant Marcos, Yvon Le Bot « Le rêve zapatiste », Seuil Editions, Paris, 1997, P.13 (294 pages)

de parcourir les communautés et de discuter avec les femmes. Après environ un an de discussion et de consensus, elles rédigèrent des articles de lois afin d'être plus respectées par le gouvernement et aussi par les hommes. Beaucoup d'entre elles affirmaient ne passer qu'au second plan, elles disent être consignées dans leur foyer pour préparer le repas, laver le linge, s'occuper des enfants ou quand elles travaillent elles effectuent les travaux des champs, très éprouvants qui les empêchent de se reposer et ne leur offre aucune distraction ou elles sont domestiques et leur patron leur donne un plateau repas en guise de salaire. Chez elles, elles subissent la violence infligée par leur mari, elles n'ont pas le droit à l'héritage, elles doivent se marier à douze ans et n'ont pas l'autorisation de gouverner. Toutes ces raisons ont poussé les femmes à réagir et à modifier leur quotidien, pour elles, être à la fois femme et indigène constitue une double discrimination. C'est pourquoi, l'obtention de cette loi est une revanche sur le passé et une fierté qu'elles revendiquent.

Elles ont présenté leur projet devant le CCRI⁵⁰⁸, et celui-ci fut approuvé. Cette loi appelée « *la loi révolutionnaire des femmes*⁵⁰⁹ » est donc composée de dix points très révolutionnaires et en voici quelques uns : les femmes ont le droit à l'éducation, elles peuvent décider du nombre d'enfants qu'elles désirent et dont elles peuvent s'occuper, elles ont le droit de participer à la lutte révolutionnaire, de travailler et de percevoir un salaire, d'être à la tête d'une communauté...cette loi fut acceptée avec réticence par les hommes mais ils s'en accommodèrent.

La loi révolutionnaire des femmes passa dans « El Despertado Mexicano », l'organe informatif de l'armée zapatiste, le premier janvier 1994.

Les femmes furent les premières de la société civile à se mobiliser pour l'arrêt de la guerre, le respect de la personne et pour la paix tout simplement. Lors des premières négociations entre l'EZLN et le gouvernement, elles formèrent une bonne partie du cordon civil de protection autour de la cathédrale de San Cristobal. Aujourd'hui, elles représentent un tiers de l'EZLN, elles sont presque toutes indiennes et sont très jeunes. De plus, elles sont nombreuses à occuper des grades élevés dans l'armée zapatiste.

⁵⁰⁷ Mónica Pérez « Las leyes de las mujeres zapatistas », Cimac, Mexico, Le 20/01/2004 (www.cimac.com)

⁵⁰⁸ Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène

⁵⁰⁹ Léo Gabriel, Ileana Almeida, Alicia Castellanos « Autonomie multiculturelles en Amérique Latine et ailleurs », L'harmattan, Paris, 2007, P.70 (320 pages)

En 1977, en Bolivie, quatre femmes de mineurs emprisonnés commencèrent une grève de la faim⁵¹⁰ illimitée pour libérer leurs époux. Leurs revendications étaient :

- 1) Amnistie générale des prisonniers et exilés pour raisons politiques
- 2) La réintégration des ouvriers expulsés dans leurs emplois
- 3) La dérogation du décret qui interdisait les organisations syndicales
- 4) La dérogation du décret qui déclarait les mines « Zones militaires »

La plupart des mines et certains secteurs de l'activité industrielle étaient en voie d'être paralysées. Ces femmes furent rapidement rejointes dans leur acte de protestation extrême dans le pays par divers groupes : des féministes, des catholiques, des intellectuels, ..., au total, 1200 personnes mobilisées par les droits de l'homme. Moins d'un mois plus tard, au bout du 22^e jour de grève, par contre un accord fut passé entre le représentant du gouvernement et le président de l'APDH, en présence de Monseigneur Manrique. Ils accordèrent une amnistie générale en faveur de tous les boliviens arrêtés, exilés, ou rebelles pour motifs politiques ou syndicales. Le texte précisait les conditions de réintégration des mines et les garanties offertes aux personnes qui ont participé à la grève de la faim ou à son soutien. Par conséquent, les exilés revinrent au pays et les mineurs emprisonnés ou licenciés pour des raisons politiques retrouvèrent leur travail.

A l'époque régnait dans le pays un climat dictatorial. Hugo Banzer dirigea la Bolivie de 1971 à 1978, en faveur d'un coup d'état militaire contre le président Juan José Torres. Cette dictature serait responsable de la mort de 200 personnes et de la disparition de 150 autres. Hugo Banzer serait accusé d'avoir participé à l'opération Condor, avec ses homologues chilien (Augusto Pinochet) et argentin (Jorge Videla). Cette opération visait à décapiter les mouvements de gauche de l'Amérique Latine. En ce qui concerne la Bolivie, il rétablit la peine de mort en 1971, un décret de loi organisait la détention illimitée et sans jugement pour motifs politiques, en 1974, tous les partis syndicaux et réunions politiques furent interdits.

La grève de la faim fait partie intégrante du répertoire contestataire des femmes boliviennes depuis les années cinquante⁵¹¹. C'est une forme d'action qui leur permet d'agir quand d'autres moyens souvent plus violents et utilisés par les hommes ont échoué. A ce jour de nombreuses grèves ont été effectuées pour diverses revendications, politiques, professionnelles ou autres. Cette méthode est très répandue et se veut être très efficace.

⁵¹⁰ Jean-Pierre Lavaud « L'instabilité politique de l'Amérique Latine-Le cas bolivien », L'harmattan, Paris, 1991, P.128 (290 pages)

⁵¹¹ Jacques Sémelin « Quand les dictatures se fissurent-Résistances civiles à l'Est et au Sud », Desclée De Brouwer, Bruges, 1995, P.107 (260 pages)

En Colombie⁵¹², la situation n'est pas l'une des plus réjouissantes d'Amérique Latine, le pays connaît un climat de guérilla et de guerre civile depuis de nombreuses années et la population en subit les conséquences. La condition de la femme est bafouée, elles sont pour la plupart, violées ou même persécutées par les paramilitaires. Des femmes et des enfants ont été portés disparus et de nombreux féminicides ont été commis, on dénombre de nombreux cas de violations des droits humains et d'infractions. Les femmes sont enlevées par des groupes de guérilleros dans le but d'être violées. La population subit aussi les déplacements forcés sur tout le territoire colombien provoqués par l'armée. De leur côté, les hommes doivent se battre pour sauver leur patrie, mais ce n'est pas simple tous les jours. Le conflit armé est présent depuis les années 80 et malgré maintes tentatives de cessez-le feu, rien n'y fait, les jours passent et se ressemblent : la guerre dévaste le pays.

Les femmes veulent réagir à leur façon, et montrer qu'elles pourront faire face à ce conflit et améliorer la situation des habitants du pays. C'est pourquoi, en 1996, a été créée « *La Ruta Pacífica de Mujeres Colombianas*⁵¹³ », c'est un mouvement qui permet aux femmes du pays, provenant de différents horizons et de différentes communautés (noires, indigènes, blanches, métisses...), de se rassembler et de faire bouger la situation actuelle du pays. Une de ses fondatrices est María Eugenia Sánchez, sociologue et féministe qui travaille à la « Casa de las Mujeres », une des ONG qui composent le mouvement.

Ce qu'elles recherchent, ce n'est pas résoudre le conflit armé mais de faire connaître à la société colombienne et au monde extérieur le mauvais traitement infligé aux femmes quotidiennement. Elles le définissent comme une résistance. C'est à la fois un mouvement social féministe, pacifiste, antimilitariste et qui prône la non-violence. Ce mouvement est composé de 320 organisations et groupes de femmes colombiens et il travaille avec des ONG. Depuis sa création de nombreuses marches se sont succédées et les femmes du pays sont de plus en plus nombreuses à les rejoindre chaque année. Par exemple, en 2002, lors d'une manifestation, les femmes demandèrent au président de la république, Alvaro Uribe, d'arrêter de recruter des femmes pour faire la guerre. En effet, la majorité de ces femmes sont contraintes d'intégrer l'armée. Elles ont par la même occasion exprimé leur refus de porter l'uniforme militaire, d'accomplir le service militaire et de payer les impôts pour la guerre, car la pauvreté augmente terriblement. Pour aider les victimes, les femmes se déplacent dans les zones les plus sensibles et les plus dévastées, notamment dans les zones rurales, et recueillent

⁵¹² Denis Rolland, Enrique Uribe Carreño « La Colombie aujourd'hui vue par la presse colombienne », L'harmattan, Paris, 2007, P.136 (310 pages)

⁵¹³ Site de la Ruta Pacífica (www.rutapacifica.org.co)

des informations. Par la suite, elles dénoncent les violations commises contre les droits humains. Et elles proposent leur solidarité et leur aide à la population civile⁵¹⁴.

Une grande mobilisation de femmes s'est déroulée le 25 novembre 2005, son objectif était d'arriver à Chocó pour participer à la marche contre la peur et l'indifférence à Quibdó (capitale de la région), une des activités commémoratives du 25 novembre, journée internationale pour la non-violence contre les femmes. Environ 3000 femmes participèrent au rendez-vous pour démontrer leur solidarité envers les chocoanas qui luttent pour défendre leurs territoires et le droit à une vie digne en exigeant du gouvernement local des mesures qui diminueraient la crise humanitaire qui sévit dans la région⁵¹⁵.

Cette région est située à la limite de la forêt est peuplée par des indigènes ou des populations afro-colombiennes. Ce territoire est à l'abandon depuis plus de vingt ans, les guerilleros, les paramilitaires, les forces publiques ou les narcotrafiquants se disputent le contrôle de la zone et la région a connu bon nombre de violences, agressions, séquestrations ou déplacements. En général, ce sont le plus souvent les femmes qui en subissent les conséquences, elles sont plus faibles et sont la proie et le butin de guerre de ces hommes. Certaines s'en sortent mieux que d'autres, qui abandonneront tout : leurs foyers, leurs terres et leurs cultures et iront vivre dans des centres urbains espérant recevoir de l'aide des autorités, malheureusement rares sont celles qui y arrivent car elles seront exclues et vivront dans la pauvreté. Mais celles qui resteront vivront les abus et les violences sexuelles quotidiennement.

Dans ces cas là, la Ruta Pacífica se dit être une organisation féministe, en effet, la guerre⁵¹⁶ a une connotation masculine, et donc un côté machiste, les hommes ont besoin de montrer leur emprise sur les femmes par le biais de la violence, mais ce qu'elles veulent par-dessus tout serait :

- 1) Le respect pour les droits humains et le droit international humanitaire
- 2) Arrêter l'usage de la population civile comme objectif militaire dans les affrontements
- 3) Arrêter l'utilisation du corps féminin comme territoire de guerre

Ces peuples ont connu de terribles situations et ont survécu à l'esclavage, l'invasion et l'usurpation et actuellement, ils luttent contre les déplacements, la militarisation, l'abandon et la pauvreté.

Les conséquences des conflits armés sur les femmes sont :

⁵¹⁴ Sabine Masson « Violences contre les femmes et résistances féministes dans le conflit armé colombien. L'exemple de la Ruta Pacífica de las Mujeres », Editions T'okup, Lausanne, 2007, P.23 (27 pages)

⁵¹⁵ Ochy Curiel « Colombia. La Ruta Pacífica », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 14/12/2005 (www.mujereshoy.com)

⁵¹⁶ Sabine Masson « Violences contre les femmes et résistances féministes dans le conflit armé colombien. L'exemple de la Ruta Pacífica de las Mujeres », Editions T'okup, Lausanne, 2007, P.7 (27 pages)

- Les déplacements forcés
- La prostitution forcée
- L'anticonception et les avortements forcés
- L'intimidation face à la participation politique et sociale des femmes
- Des travaux domestiques forcés
- L'interdiction d'enterrer les morts
- Les viols sexuels

Les femmes sont solidaires et viennent en aide aux plus démunis. Depuis la création de ce mouvement, les gens doivent se sentir soutenus même si la guerre continue, c'est un grand pas en avant. Elles savent ce qu'elles veulent et elles n'ont pas peur de le réclamer.

Comment parler des femmes révolutionnaires d'Amérique Latine et ne pas évoquer le nom de Rigoberta Menchú. Cette femme s'est fait connaître dans le monde entier en 1992, date à laquelle on lui attribua le prix Nobel de la paix pour son autobiographie « *Moi, Rigoberta Menchú*⁵¹⁷ », et surtout pour son travail pour la justice sociale et la réconciliation ethnoculturelle basée sur le respect des droits des peuples indigènes. Pour elle, ce prix Nobel rendait hommage à la lutte des indigènes et c'est aussi une reconnaissance symbolique pour les victimes de la répression, du racisme et de la pauvreté. Dans sa lutte elle essaie de donner une place à la femme Maya dans la société actuelle.

C'est la première fois que ce prix fut attribué à une Indienne et surtout si jeune, elle n'avait alors que 33 ans. Cette année coïncide avec la célébration des 500 ans de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Née sur les hauts plateaux de Chimel en 1959 dans une famille nombreuse de paysans pauvres, elle est une Maya Quiché qui n'a appris l'espagnol qu'à l'âge de 20 ans. Issue d'une famille chrétienne et révolutionnaire, elle ne tarda pas à se faire porte-parole des Indiens opprimés de son pays. Elle milita dès 1979 avec sa famille dans le Comité de l'Union des Paysans (CUC). En 1980, elle fut à la tête d'une grève organisée par la CUC revendiquant de meilleures conditions pour les fermiers.

En 1981, elle doit s'exiler au Mexique, après le décès de ses parents et d'un de ses frères pendant la répression menée par le gouvernement et les groupes paramilitaires. Là-bas, elle y organisa la résistance et la lutte pour le droit des populations indiennes paysannes. Elle rentra

⁵¹⁷ Carina Gobbi, Instituto del Tercer Mundo « Guía de las mujeres 2000: América Latina y El Caribe », Instituto del Tercer Mundo, Montevideo, 2000, P.44 (179 pages)

l'année suivante au Guatemala et participa à la création de la Représentation Unie de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG). En 1983, elle écrivit son livre *Moi, Rigoberta Menchú*. En 1986, elle devint membre du comité national de coordination du CUC et un an plus tard, elle fut narratrice dans le film « *Quand les montagnes tremblent* », qui raconte les luttes et les souffrances du peuple Maya⁵¹⁸.

En 1992, elle obtint donc le prix Nobel de la paix et en 1993, elle fut nommée ambassadrice pour l'année internationale des peuples indigènes par les Nations-Unies.

Aujourd'hui encore, elle continue de militer mais sa situation actuelle lui permet d'être médiatrice entre le gouvernement et les paysans. En septembre 2007, elle s'est présentée aux présidentielles de son pays⁵¹⁹. Elle créa pour ce faire, le WINAQ qui signifie « Intégrité de la personne humaine » en kiché, il s'agit d'une plateforme regroupant de nombreux mouvements du pays. Selon Rigoberta, ce parti est encore en construction, il reflète sa façon d'envisager la vie des guatémaltèques et plus particulièrement celle des indigènes, elle appelle tous ceux qui veulent se joindre à elle, Indiens ou non, pour défendre les mêmes causes. Elle a du s'associer au parti EG (Encuentro para Guatemala), dont la leader et secrétaire générale est Nineth Montenegro, militante de gauche, activiste humanitaire et députée qui a fait du bon travail pour les droits de l'homme au Congrès de la République, ainsi que de sa dirigeante Otilia Lux de Cotí, ex ministre de la culture.

Son idéologie serait proche d'une démocratie sociale ou d'un christianisme social, avec des propositions comme la réforme agraire, l'augmentation de la charge fiscale pour ceux qui gagnent plus, le retour de l'armée à leurs quartiers en dehors du cadre de la sécurité citadine et l'égalité des genres.

Elle reçut le soutien du MAS, parti qui amena la victoire à Evo Morales ainsi que le soutien du président bolivien en personne. Malheureusement, elle a été éliminée dès le premier tour, en ne récoltant que 3% des suffrages. C'est Oscar Berger qui remporta les élections. La victoire d'une femme aurait pu changer bien des choses, surtout que dans toute l'histoire du Guatemala, c'est la première femme et indigène qui ose se présenter lors d'élections présidentielles. Cette situation peut par conséquent, inciter à l'avenir des femmes ou des indigènes à participer au processus politique car ces individus sont mis à l'écart des prises de décisions⁵²⁰.

⁵¹⁸ Françoise Harrois-Monin « Faire résonner la voix des Indiens », L'express, Paris, Le 24/08/2003

⁵¹⁹ « Rigoberta Menchú decidirá alianza con Encuentro por Guatemala », Granma, Année 11, N°52, La Havane, Le 21 février 2007

⁵²⁰ « Partido de Rigoberta Menchú impulsa candidaturas femeninas », Granma, Année 11, N°133, La Havane, Le 13 mai 2007

Rigoberta Menchú a une immense côte de popularité et on parle d'elle nationalement et internationalement à travers ses luttes sociales et sa revendication des droits des peuples indigènes, des femmes et des plus démunis. On aurait pu penser que ces peuples auraient pu démontrer leur façon de se venger en élisant une femme Indienne, car dans le passé, leur exclusion et leur discrimination empêchèrent leur accès au pouvoir, si souvent persécutés et massacrés pendant les gouvernements des généraux Fernando Romeo Lucas et Efraín Ríos Montes entre 1978 et 1983.

Elle a obtenu un petit score mais le taux d'abstention était aussi élevé, puisqu'il était de 53%. Le rôle de son parti n'a pas fonctionné puisqu'il devait inciter les peuples indigènes à se présenter aux urnes.

Après avoir reçu de nombreuses reconnaissances nationales et internationales, elle est devenue une icône du monde latino-américain. Elle représente la révolution et son courage est celui d'une femme qui incarne les souffrances et les espoirs des ethnies indigènes qui forment les 60% de la population de ce pays d'Amérique Centrale.

Comme on le sait si bien, le statut de la femme latino-américaine n'est pas l'un des plus enviés du monde. Mais celles-ci, malgré tout, essaient de faire leur possible pour démontrer ce qu'elles valent. De nos jours elles sont plus instruites et elles étudient plus, elles occupent des secteurs plus diversifiés dans le milieu professionnel, et elles sont présentes en politique. Mais lorsqu'on évoque les efforts qu'elles ont produits depuis ces dernières années, on oublie qu'elles se sont battues et qu'elles continuent à se battre pour défendre leur patrie. On pourrait même penser que ce n'est pas un fait exceptionnel, car dans le monde de nombreuses femmes prennent ou ont déjà pris les armes, mais en Amérique Latine, c'est différent, les conflits dus à la dictature et à l'intrusion nord-américaine se succèdent depuis des siècles et de ce fait, certains pays ne connaîtront jamais la paix...Malgré tout, elles ne se découragent pas et foncent, mais elles sont surtout motivées par un point essentiel qui est leur avenir et celui de la femme en général.

Dans la plupart des pays latino-américains, une majorité de femmes ont du se battre au moins une fois, car au XX^e siècle, la région a été dévastée par la dictature. Comme on l'a vu précédemment, ce n'est pas un régime bénéfique à la population d'un pays, alors pour se défendre, on prend les armes et on se bat. Mais les résultats sont désastreux voire même sanglants. Les femmes sont courageuses, d'ailleurs, certaines pensent qu'il est préférable de se battre aux côtés des hommes plutôt que de rester au foyer à subir les atrocités des militaires. Les tortures, les disparitions, les violences et les décès se sont succédés

quotidiennement dans cette vaste région et dans certains pays comme en Colombie, par exemple, où le désastre continue.

De tout temps les femmes ont participé aux révolutions, au Nicaragua⁵²¹ par exemple, elles sont engagées dans les luttes depuis le XIX^e siècle, elles sont souvent très actives et très efficaces. Certaines commandent les armées pendant que d'autres sont au front. Au Mexique, elles représentent un tiers de l'armée zapatiste et bon nombre d'entre elles ont des grades élevés (commandante par exemple).

Aujourd'hui encore, le combat continue, au Venezuela⁵²², en 2002, la population se souleva pour renverser le coup d'état organisé par l'élite au pouvoir et les Etats-Unis. Leur unique but étant de redonner la présidence à Hugo Chávez. Comme elles le clament haut et fort, au Venezuela, la révolution a un visage de femme, en effet, lorsqu'on réfléchit bien, 70% des femmes sont à la tête des foyers dans le pays. De plus, les femmes sont souvent regroupées en cercles ou en mouvements de femmes, et elles prennent soin, par conséquent, de leurs communautés et de leur pays. En Bolivie⁵²³, les femmes ont compris que pour résister il faut apitoyer. Comme ce fut le cas en 1978, des femmes de mineurs emprisonnés ont entamé une grève de la faim. Par solidarité des citoyens les ont suivi et leurs revendications furent acceptées.

Rigoberta Menchù⁵²⁴ est une Indienne du Guatemala qui a vite compris que les Mayas étaient opprimés et délaissés, suite aux décès de ses parents et de son frère, dans de tristes circonstances, elle s'est battue pour défendre son peuple. Depuis qu'elle a obtenu le prix Nobel de la paix en 1992, elle est reconnue à travers le monde, c'est pourquoi, elle milite encore, mais cette fois-ci en ayant un soutien beaucoup plus important.

Les femmes latino-américaines n'hésitent pas à affronter le danger, en plus d'être actives et très efficaces, elles sont courageuses et ont des âmes de révolutionnaires. C'est un point positif car l'Amérique Latine a besoin de ce genre de femmes pour avancer et retrouver peut-être un jour la sérénité.

⁵²¹ Jeanne Bisilliat, Christine Verschuur « Le genre : un outil nécessaire, introduction à une problématique », L'harmattan, Paris, 2000, P.123 (263 pages)

⁵²² « Venezuela : la révolution a le visage d'une femme » (www.globalwomenstrike.net)

⁵²³ Jacques Sémelin « Quand les dictatures se fissurent-Résistances civiles à l'Est et au Sud », Desclée De Brouwer, Bruges, 1995, P.107 (260 pages)

⁵²⁴ Carina Gobbi, Instituto del Tercer Mundo « Guía de las mujeres 2000: América Latina y El Caribe », Instituto del Tercer Mundo, Montevideo, 2000, P.44 (179 pages)

2.2.La société latino-américaine

2.2.1.L'éducation dans la société latino-américaine

L'Amérique latine a beaucoup de progrès à faire en matière d'éducation. Mais l'écart éducatif entre hommes et femmes, entre alphabètes et analphabètes, entre ruraux et citadins s'est considérablement réduit depuis le début des années 90.

Le nombre d'enfants déscolarisés a chuté énormément passant de 11,4 millions en 1990 à 2,5 millions en 2005. De nos jours, presque 95% des enfants de la région vont à l'école, mais on compte moins de filles dans les établissements scolaires. On constate que si les garçons redoublent plus, les filles abandonnent plus vite l'école.

En Amérique latine et aux Caraïbes, les efforts ont surtout portés sur l'éducation primaire, où la scolarisation compte un peu plus de 80 millions d'enfants en 2004⁵²⁵.

On remarque que dans les Caraïbes, les filles⁵²⁶ sont plus scolarisées que les garçons et par conséquent, elles réussissent mieux qu'eux dans la vie active. Le taux d'alphabétisation des femmes est beaucoup plus élevé que celui des hommes et les trois quarts des enseignants du primaire sont des femmes. Les hommes préférant l'enseignement supérieur.

Malheureusement ce n'est pas le cas de tous les pays. En effet, l'éducation des femmes et des filles est un problème majeur pour la société latino-américaine. On remarque que selon des études, les garçons sont plus nombreux que les filles à être scolarisés et qu'en conséquence, il existe plus de femmes analphabètes que d'hommes. Cette situation favorise l'exclusion des femmes et les empêche de participer à la vie sociale⁵²⁷. Même si en général le taux d'alphabétisation a grimpé en Amérique Latine, il est passé de 84% en 1990 à 90 % en 2005⁵²⁸, l'éducation progresse, mais ce n'est pas suffisant. Selon le sénateur José Octavio Borón, la qualité de l'éducation serait lamentable dans la région. De nombreuses réformes ont été mises en place mais sont elles utiles ?

C'est dans les campagnes⁵²⁹ que l'on dénombre le plus d'analphabètes, les enfants ne sont pas assidus, ils sont partagés entre leur éducation et le travail. En effet, deux enfants sur cinq ne terminent pas l'école primaire ou la finissent avec au moins deux ans de retard alors qu'en ville, cela n'arrive qu'à un enfant sur six.

⁵²⁵ Statistiques Unesco, « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

⁵²⁶ Unicef « Situation des enfants dans le monde, Amérique Latine et Caraïbes », 2004 (www.unicef.org)

⁵²⁷ Marina Subirats « La educación de las mujeres : de la marginalidad a la coeducación », Série « Mujer y desarrollo n°22 », Cepal, Santiago du Chili, Août 1998 (38 pages)

⁵²⁸ Statistiques Unesco, « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

⁵²⁹ Jean-Claude Fritz « La nouvelle question indigène. Peuples autochtones et ordre mondial », L'harmattan, Paris, 2005, P.112 (506 pages)

De plus, on remarque que les garçons sont plus nombreux dans ces milieux à fréquenter les établissements scolaires. Les écoles manquent et la qualité de l'enseignement n'est peut-être pas adaptée à ce milieu ? De cette inquiétude est née en Colombie le système éducatif « Escuela Nueva »⁵³⁰, en effet, avec beaucoup de patience et de persévérance le projet porta ses fruits, et les résultats le démontrent ! Ces campagnes sont mises en place dans la plupart des pays latino-américains. Elles permettent aux enfants pauvres vivant dans des zones rurales ou isolées de s'éduquer tout en apprenant à accepter et respecter les autres.

L'enseignement supérieur est « mis de côté » en effet, l'école primaire préoccupe davantage car c'est tout de même la base de l'éducation. Même si le nombre d'inscrits, en particulier les filles, augmente depuis plusieurs années, on se demande si les cours et les professeurs intéressent réellement les étudiants.

Un peu d'histoire...

Dés la fin du 19^e siècle, des femmes militèrent pour améliorer la condition féminine, elles s'attaquèrent en premier lieu à l'éducation, pensant que si l'homme réfléchissait mieux, cela pourrait effacer les inégalités qui résidaient entre les hommes et les femmes. Beaucoup d'entre elles réussirent à entrer au sein de prestigieuses écoles et universités et se firent un nom. Ces femmes issues en particulier de la classe moyenne occupaient des professions plutôt libérales.

Dans l'Antiquité, l'éducation était réservée à une élite religieuse, ceux qui détenaient le pouvoir. Au Moyen-âge, certains réussirent à en bénéficier mais toujours sous le contrôle des religieux. L'éducation de l'époque était une mission évangélique, ce n'est qu'après la séparation de l'église et de l'Etat que nous avons réellement pu jouir d'une éducation laïque basée sur le savoir et la connaissance. En Amérique Latine, l'accès à l'éducation était un privilège et les femmes ne pouvaient pas y accéder, car c'était un domaine extrêmement masculin. Au Panama, Sara Sotillo⁵³¹, diplômée de la « Escuela Normal de las Institutoras » fit de l'éducation un combat quotidien. Son souhait était de relever les niveaux des instituteurs et par la suite améliorer leurs conditions salariales. Elle fonda en 1944 le « Magisterio Panameño Unido » qui regroupait tous les représentants de toutes les écoles de la capitale. En

⁵³⁰ Bernard Collot « Une école du troisième type ou « la pédagogie de la mouche » », L'harmattan, Paris, 2002, P.245 (330 pages)

⁵³¹ Universidad de Panamá « Sara Sotillo, una maestra ejemplar », dans « Mujeres que cambiaron nuestra historia », Instituto de la Mujer, Panamá, 1996, P.91 (176 pages)

1946, elle créa des lois relatives à l'éducation (loi n° 36 et 47) et fut à la tête de bon nombre d'association d'instituteurs.

La première organisation féministe, le « Centro Feminista de Renovación », avait pour objectif, l'intensification et la diffusion de la culture de l'élément féminin, l'amélioration d'un point de vue social et moral, l'indépendance économique, l'égalité avec l'homme concernant leurs droits et la responsabilité devant la loi. Sara Sotillo participa en tant que déléguée au premier Congrès féministe célébré le 20 et 21 juin 1923 au Panama où on approuva la création du « Partido Nacional Feminista »⁵³² et la création de la « Escuela de Cultura Femenina ». Le 24 juin 1924, on établit sa création à l'école Manuel José Hurtado pour les femmes mariées ou célibataires de plus de 16 ans. L'accès étant gratuit pendant une durée de sept ans.

Une autre femme, qui a consacré toute sa vie à l'éducation et aux droits de la femme, est Otilia Arosemera de Tejeira⁵³³. Orpheline dès ses huit ans, elle prit son destin en main, institutrice en 1923, elle partit aux Etats-Unis où elle obtint son diplôme de Pédagogie à l'Université de Columbia à New-York. Elle fut la première femme panaméenne à être professeur à l'université en 1954. Présidente et fondatrice de la « Asociación de Mujeres Universitarias de Panama » en 1940, elle fut réélue trois fois à ce poste. Elle fut membre du « Consejo Nacional de Educación » de 1950 à 1962. Secrétaire pour cinq périodes de deux ans à la Commission Nationale de l'Unesco au Panama et vice présidente de 1954 à 1968. Présidente du « Nacional de Mujeres » en 1979, elle fut représentante du Panama lors du premier « Congreso Femenino Centroamericano de Educación » au Costa-Rica en 1938 et représentante dans la « New Education Fellowship » aux Etats-Unis en 1941. Elle fut secrétaire générale du PNF entre 1937 et 1938. Tous ces postes lui valurent l'élection de la « Mujer de las Américas » en 1967.

En Argentine, comme nous l'avons précisé dans une partie précédente, beaucoup de femmes « avaient de l'avance » sur les autres pays latino-américains, elles militaient déjà pour améliorer la condition féminine et surtout pour leurs propres droits. Une d'entre elles se

⁵³² Urania Atenea Ungo Montenegro « Educación de niñas y de mujeres en Ibero-América », Partie 5.4 « Las Mujeres y la educación en América Latina. Una aproximación a los dilemas y desafíos », Jornadas de cooperación sobre género y educación », Antigua, 2006, P.176 (373 pages)

⁵³³ Universidad de Panamá « Mujeres que cambiaron nuestra historia », Instituto de la Mujer, Panamá, 1996, P.112 (176 pages)

focalisa sur l'éducation, Cecilia Grierson⁵³⁴. D'origine irlandaise par sa mère et écossaise par son père, elle a commencé à l'âge de 13 ans sa vocation de professeur en donnant des cours avec sa mère dans une école rurale, puis auprès de familles pauvres. Elle fut l'une des premières femmes médecin du pays diplômée en tant que médecin chirurgien de la faculté des sciences et médecines de Buenos-Aires en 1889. Avant d'être diplômée, elle fonda la « Escuela de Enfermeras del Círculo Médico Argentino » qui fut reconnue en 1891 par l'attention publique, puis se spécialisa dans la gynécologie obstétrique. En 1891, elle fut l'une des membres de la « Asociación Médico Argentino » et elle y implanta un cours de massage, puis écrivit « Masaje y Práctica », précurseur de la kinésiologie moderne. En 1892, elle créa la « Sociedad de Primeros Auxilios » et publia un livre sur l'attention aux blessés accidentés. Parallèlement, elle dicta des classes d'anatomies dans l'Académie des Beaux Arts et donna des consultations psychopédagogiques gratuites pour les enfants attardés.

Un séjour en Europe l'aidera à parfaire ses méthodes en gynécologie et elle y étudia surtout les traitements des aveugles et des sourds et muets. Puis elle publia le livre « Educación técnica de la Mujer ». Cette femme, féministe et socialiste, s'engagea dans le combat pour l'égalité des sexes, auprès de Elvira Rawson ou Julieta Lanteri, ce que ses parents lui inculquèrent elle le transmit à sa façon au peuple argentin et surtout au moins chanceux, précurseur de nombreuses méthodes, notamment l'accidentologie et la kinésiologie, on lui rendit hommage en donnant son nom à l'école d'infirmières de Buenos-Aires. Même si de nos jours, peu de gens la connaissent, elle a travaillé ardemment pour élever le niveau social et intellectuel de la femme argentine.

En Argentine, beaucoup de femmes eurent accès très tôt à l'éducation par rapport aux autres pays latino-américain. Beaucoup d'entre elles étaient issues de la classe moyenne et savaient que l'accès à ce domaine leur apporterait beaucoup pour la suite. Ce comportement facilita l'inscription d'autres femmes et déclencha des changements dans la formulation de lois et réformes favorables à l'accès aux femmes dans l'éducation produits dans les années 70 et 80 en Argentine mais aussi dans d'autres pays du continent.

A cette période, se créèrent des écoles et des lycées dont les objectifs étaient de former de bonnes mères et épouses. Leur programme était élémentaire, il fallait qu'elles sachent lire et

⁵³⁴ Ana María Portugal « Cecilia Grierson, una visionaria del Siglo XIX », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 17 juillet 2003 (www.mujereshoy.com)

écrire et qu'elles aient des connaissances d'arithmétique et de langage. L'instruction secondaire n'a fait son apparition dans le pays qu'à partir du début du 20^e siècle⁵³⁵.

Au Mexique, au 17^e siècle déjà, une femme, Sor Juana Inès de la Cruz⁵³⁶, défendit le droit d'accès à la connaissance et au savoir pour tous. Cela était plutôt rare à une époque où seul le haut clergé avait le droit de dissenter sur la bible. Autodidacte, à l'âge de trois ans, elle apprit à lire seule et donnait des cours à sa sœur aînée. Lorsque sa mère la prévint que les femmes ne pouvaient pas accéder aux études, lui vint l'idée de se déguiser en homme pour pouvoir entrer à l'université mais elle refusa ensuite.

Plus tard, elle apprit le nahuatl, et le latin en vingt leçons, puis s'initia aux sciences qui la passionnaient : la musique, les mathématiques, la théologie, l'astronomie et la philosophie.

En 1662, elle devint dame de compagnie de la vice-reine du Mexique et son entrée à la cour lui permit de s'enrichir intellectuellement. Puis elle s'engagea comme religieuse au couvent. Elle y trouva du temps pour lire et écrire, sa bibliothèque personnelle était considérée comme étant la plus grande de toute la Nouvelle Espagne, elle comptait environ 4000 exemplaires, avec en plus des instruments de musique et des outils de science.

Elle écrivait des poèmes mais aussi des pièces de théâtre, et de la prose, dans une de ses œuvres, « Los empeños de una Casa », elle expliquait comment les femmes pouvaient recevoir une bonne éducation et pouvaient développer leur capacité intellectuelle⁵³⁷.

En son hommage, depuis 1933, un prix qui porte son nom vise à récompenser le travail littéraire produit par des femmes de lettres mexicaines une fois par an.

Grâce à Juana Inés de la Cruz, l'idée de l'éducation scientifique pour les femmes provient du 16^e siècle, une des précurseurs les plus importantes de la lutte pour l'éducation scientifique pour les femmes. Elle offrit le témoignage de sa vie comme argument irréfutable du droit de la femme à s'éduquer, elle proposait par ses divers écrits des stratégies spécifiques pour savoir comment profiter de l'espace de la femme et elle anticipa une des problématiques centrale du féminisme contemporain : le débat sur le privé et le public. Son essai autobiographique intitulé « Respuesta a Sor Filotea de la Cruz » écrit en 1691, a été traité comme l'un des premiers manifestes féministes d'Amérique Latine. En effet, selon elle, la femme a une envie

⁵³⁵ Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en América Latina y el Caribe », Narcea Editions, Madrid, 2004, P.148 (206 pages)

⁵³⁶ Erika Cervantes « Sor Juana Inés de la Cruz, el derecho al conocimiento y la verdad », Cimac, México, Le 15 avril 2003(www.cimacnoticias.com)

⁵³⁷ Antonio Linage Conde « La vida monástica de Sor Juana Inés de la Cruz », Revue « Studia Monastica », Volume 43, N°1, PP 67-81

naturelle de s'éduquer, cela constitue donc une passion d'étudier, de chercher, d'être une femme savante. Elle a toujours revendiqué son statut de femme savante et tenta de faire partager cette chance avec son entourage⁵³⁸.

Au Mexique, les femmes purent entrer dans l'enseignement supérieur dès la fin du 19^e siècle. Le général Villada voulait donner à l'instruction publique un caractère pratique dans le but de préparer les individus à intégrer directement et dans les meilleures conditions le travail productif dans le commerce, les bureaux, l'école et l'industrie. De nombreuses écoles virent le jour comme un conservatoire de musique, une école d'arts, d'obstétriciennes ou d'agriculture. En 1867, la Loi Organique d'Instruction Publique fut proclamée établissant deux niveaux d'enseignements : le primaire et le secondaire. Pour la première fois les mexicains eurent accès à une éducation laïque et gratuite. Sous Porfirio Diaz beaucoup d'événements se produisirent des femmes osèrent franchir le pas pour s'inscrire dans des universités affirmant qu'elles avaient aussi le droit de s'éduquer pour occuper des postes plus intellectuels comme ceux des hommes. Elles profitèrent de cette époque car l'une des préoccupations du gouvernement était l'éducation pour tous. Beaucoup d'écoles furent ouvertes et les secteurs les plus sollicités par les femmes furent le professorat et la médecine, des domaines où il faut savoir s'occuper et être à l'écoute des autres. Ce qui caractérisait bien le comportement de la femme et beaucoup de monde pensait que c'est ce qu'elle faisait de mieux⁵³⁹.

L'Ecole des Arts et des Métiers fondé en 1889, ne proposait que des ateliers de télégraphie et de restauration de livres mais à la fin du 19^e siècle les secteurs furent plus diversifiés avec la création d'ateliers de photographie, de comptabilité supérieure, de confection puis plus tard de commerce et de pharmacie. A cette période, la femme était beaucoup plus valorisée et des choix s'offraient à elle, ce qui n'aurait pas été possible quelques années auparavant.

La majorité des femmes que nous avons vu jusque là n'avaient jamais rencontré de problèmes pour s'être inscrites dans des universités mais une d'entre elle Matilde Montoya⁵⁴⁰ a eu un parcours difficile, première femme médecin du Mexique, sa mère a tout fait pour qu'elle sache lire et écrire dès son plus jeune âge, à 11 ans elle s'inscrivait à l'école primaire

⁵³⁸ Yamila Azize Vargas « Mujeres latinoamericanas y educación en el fin del siglo XIX¿Participación cuantativa o transformación cuantativa ? », dans : « Estudios Básicos de derechos humanos IV », Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Costa-Rica, 1996, P.6 (25 pages)

⁵³⁹ María de Lourdes Alvarado « La educación superior femenina en el México del siglo XIX. Demanda social y reto gubernamental », UNAM, CESU, Plaza y Valdés, Mexico, 2004, P.260 (364 pages)

⁵⁴⁰ Erika Cervantes « Mailde Montoya, primera médica de México », Cimac, Mexico, Le 13 janvier 2004 (www.cimacnoticias.com)

supérieure, acte qu'elle ne put faire car elle était trop jeune. Alors elle acheva son cursus par le biais de cours à domicile et fut reçue à 13 ans à son examen d'institutrice de primaire.

Ayant des problèmes financiers, elle poursuivit son cursus dans la « Escuela de Parteras y Obstetras » qui accueillait des mères célibataires et des personnes pauvres. Son diplôme en poche et pour parfaire ses méthodes, elle prit des cours supplémentaires, puis elle alla s'installer à Puebla où elle avait une bonne clientèle féminine. Malheureusement, tout les villageois ne voyaient pas sa venue de très bon œil, les hommes en particulier, se moquaient d'elle et lancèrent des attaques à son encontre, mais les femmes la soutenaient. Cette situation lui valut son départ puis elle retourna à Mexico dans le but de rentrer cette fois à la prestigieuse « Escuela Nacional de Medicina » mais elle fut la seule et unique élève, les hommes se moquaient d'elle lui disant qu'elle ne pourrait jamais faire ce métier. Certains même allèrent jusqu'à la faire renvoyer. C'est alors qu'elle écrivit un courrier au président porfirio diaz, qui accepta son inscription pour les examens. Après l'obtention de son diplôme, elle écrivit une seconde lettre pour demander l'accès autorisé aux femmes dans les universités. Le président fit une demande auprès de la chambre des députés, mais comme celle-ci n'était pas libre il fit un décret pour que les femmes puissent y entrer immédiatement.

Et elle fut acceptée. Son diplôme fut félicité par le premier ministre et les journaux en ont beaucoup parlé. Cette femme décida ensuite de soutenir le combat pour le droit des femmes.

Matilde Montoya n'était pas la seule à se battre pour obtenir un accès féminin à l'éducation, il y eut aussi Columba Rivera, Guadalupe Sánchez, Asunción Sandoval ou Dolores Rubio Avila. Le parcours de ces femmes représente aujourd'hui pour des milliers de mexicaines un événement important dans l'histoire culturelle du pays.

Suite aux divers exemples cités, nous pouvons affirmer que la majorité des pays latino-américain ont connu le même schéma pour laisser libre accès à l'éducation aux femmes⁵⁴¹. Elles laissèrent de côté les stéréotypes machistes pour acquérir un droit qui leur permettrait d'occuper des postes plus variés et surtout leur permettre de sortir de leur foyer. Toujours désavantagées par rapport aux hommes, au niveau des salaires par exemple, elles n'hésitèrent pas à aller de l'avant. En effet, le salaire d'une femme représentait la moitié de celui d'un homme, et de plus, peu de postes étaient accessibles, les choix étaient limités et lorsqu'un poste se présentait, beaucoup de railleries et d'insultes fusaient à l'encontre de ces dames, certaines abandonnèrent mais d'autres plus entêtées ne lâchèrent pas prise, pensant que c'est

ainsi qu'elles réussiraient. L'accès à l'éducation pour les femmes a toujours été un instrument de liberté et d'égalité tout au long de l'histoire⁵⁴².

La qualité de l'enseignement en Amérique Latine est une question préoccupante⁵⁴³, en effet, le continent compte les taux de redoublement les plus élevés au monde : chaque année, un élève sur trois de primaire redouble. Selon certaines estimations, cela coûterait plusieurs milliards de dollars annuellement pour enseigner à ces redoublants. Seulement la moitié des élèves qui entrent à l'école termineront leur cycle, ce qui laisse beaucoup trop d'enfants incapables de maîtriser les langues, les mathématiques ou les sciences. Selon l'Unesco, le redoublement est en partie responsable des 18% d'élèves qui ne terminent pas leur cycle primaire.

Dans pratiquement chaque test international, qui comprend de la lecture, des mathématiques et des sciences, les élèves latino-américains obtiennent de faibles résultats par rapport à ceux d'autres régions du monde.

Les enseignants sont généralement mal formés, leur statut est inférieur et rien ne les incite à viser l'excellence professionnelle. La pédagogie est basée sur la mémorisation sans aider les élèves à acquérir les capacités de remettre en question, d'explorer, de travailler en groupe et d'apprendre par eux-mêmes.

Il est clair que les systèmes éducatifs ne sont pas équitables. En effet, les élèves des familles les plus pauvres obtiennent des résultats plus faibles que les élèves des classes moyennes ou des classes supérieures. La plupart des redoublants en primaire sont pauvres et fréquentent des écoles publiques, écoles de niveau inférieur. Dans une bonne partie de la région, une bonne éducation est encore le privilège des riches et des classes moyennes supérieures, et elle est dispensée dans les écoles privées et coûteuses⁵⁴⁴.

La majorité des pays se sont engagés dans la modernisation et la réforme de leurs systèmes éducatifs. Selon les statistiques de l'Unesco, on assiste à une réelle amélioration de l'éducation dans tous les pays, au moins 95 % des enfants de la classe d'âge correspondante

⁵⁴² Urania Atenea Ungo Montenegro « Educación de niñas y de mujeres en Ibero-América », Partie 5.4 « Las Mujeres y la educación en América-Latina. Una aproximación a los dilemas y desafíos », Jornadas de cooperación sobre género y educación, Antigua, 2006, P.175 (373 pages)

⁵⁴³ Luis Miguel Lázaro Lorente, Alejandro Tiana Ferrer « Problemas y desafíos para la educación en el siglo XXI en Europa y América Latina », Universitat de Valencia, Valence, 2001, P.47 (219 pages)

⁵⁴⁴ Luis Miguel Lázaro Lorente, Alejandro Tiana Ferrer « Problemas y desafíos para la educación en el siglo XXI en Europa y América Latina », Universitat de Valencia, Valence, 2001, P.51 (219 pages)

sont scolarisés dans l'enseignement primaire. La qualité de l'éducation reste un problème majeur, comme l'indiquent les taux d'échec scolaire et de redoublement dans plusieurs pays⁵⁴⁵. Dans son bilan annuel, la Cepal signale qu'à l'exception du Guatemala et de la République-Dominicaine, tous les autres pays présentent un taux d'inscription féminines supérieur à celui des inscriptions masculines dans le secondaire et que dans l'enseignement supérieur seul le Mexique n'atteint pas ses objectifs.

Cuba est le pays qui compte le moins de redoublants, en 2000, il y en avait 2% et en 2003, il n'y en avait aucun. Le Chili et la Bolivie arrivent juste derrière avec un taux de 1% en 2003. D'autres pays n'atteignent pas 10% de redoublants, c'est le cas de la République Dominicaine (3%), l'Equateur (4%), le Pérou (6%), le Mexique (8%) et Panama (9%). Tous les autres pays dépassent les 10% de redoublants, et on remarque que là où les taux sont les plus élevés, ce sont des pays où prédomine la pauvreté ou des pays à forte population indigène vivant dans des zones rurales. Le taux le plus haut se trouve au Brésil (29%), le Guatemala (27%), et le Nicaragua (18%)⁵⁴⁶.

Parmi ces élèves, un certain pourcentage atteindra la dernière année de primaire, mais selon les pays le taux varie énormément. Le Chili a un pourcentage très élevé, 98% des élèves atteindront ce niveau, à Cuba, ils sont 97%, et au Mexique 90%. D'autres ont des taux très rapprochés, c'est le cas du Costa-Rica et du Vénézuéla (89%), du Pérou (84%), de la Bolivie (83%). Malheureusement certains sont très en retard comme par exemple, le Nicaragua (55%) ou la République-Dominicaine (54%).

Dans l'enseignement secondaire 5, 6% des élèves sont des redoublants. Les pays où le taux est le plus fort est le Brésil (19%) suivi de l'Argentine (12%), du Costa-Rica et de l'Uruguay (10%). Les autres pays se situent sous la barre des 10%. Les pays qui ont le taux le plus faible sont Cuba et le Paraguay (1%), le Chili et le Mexique (2%), la Bolivie, la Colombie, la République Dominicaine, le Salvador et le Guatemala (3%).

Le nombre d'élèves qui sont diplômés du second cycle du secondaire et qui passeront en première année d'enseignement supérieur varie selon les pays : au Pérou, ils sont 68%, au Chili 66% et au Brésil 61%. Au Paraguay et en Argentine ils sont 43% et au Mexique 35%.

⁵⁴⁵ UN Millenium Project, Nations-Unies, Cepal « Objetivos de desarrollo del milenio. Una mirada desde América Latina y el Caribe », United Nations Publications, New-York, 2005, P.116 (333 pages)

⁵⁴⁶ Statistiques de l'Unesco, « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org) UN Millenium Project, Nations-Unies, Cepal « Objetivos de desarrollo del milenio. Una mirada desde América Latina y el Caribe », United Nations Publications, New-York, 2005, P.116 (333 pages).org

Le nombre de filles est toujours bien plus important, au Brésil, il y a 69% de filles reçues contre 53% de garçons. En Argentine, il y aura 50% de filles pour 36% de garçons. Dans d'autres pays la différence n'est pas trop marquée, c'est le cas du Pérou (69% de filles et 67% de garçons) ou du Paraguay qui compte 45% de bachelières pour 41% de bacheliers.

L'enseignement supérieur est, l'un des « plus grands défis éducatifs » de la région. Malgré un taux d'inscription qui a augmenté pendant les années 1990, le taux d'étudiants inscrits en 2004 est de 28%, il était de 30% pour les filles et de 26% pour les garçons. Les pays qui comptent le plus d'inscrits sont l'Argentine (64%), Panama (46%), le Chili (43%) et la Bolivie (41%).

Les filles sont aussi plus nombreuses que les garçons dans l'enseignement supérieur mais cela se ressent plus dans deux pays : l'Argentine où il existe une différence de 26% (Filles : 77% et garçons : 51%), au Panama, le taux de filles inscrites est de 57% et celui des garçons de 36%. Les sciences sociales, le commerce et le droit attirent la plus grande proportion d'étudiants, sauf à Cuba où l'enseignement et la santé prédominent⁵⁴⁷.

En général, les filles latino-américaines sont plus attirées par certains domaines, notamment celui de l'éducation, des sciences sociales et des sciences humaines

La région compte 6,5 millions d'enseignants pour 143 millions d'élèves et étudiants. 43 % sont des instituteurs, et une majorité sont des femmes (4,5 millions), dans le primaire, elles représentent 77% des enseignants et dans le secondaire, elles sont 65%. Les hommes qui enseignent dans le supérieur sont plus nombreux que les femmes. Ils représentent environ 60% des enseignants du supérieur⁵⁴⁸. Les pays où le nombre d'enseignants femmes est le plus important, tous cycles confondus sont le Brésil (90%) et l'Argentine (86%). Les pays où elles sont moins nombreuses sont la Bolivie (61%), le Pérou et le Mexique (61%).

Il est vrai que les filles sont plus présentes à l'école que les garçons, et plus particulièrement en primaire. En général, les garçons affichent un taux de redoublement supérieur et un niveau scolaire inférieur à celui des filles et selon les pays un taux d'absentéisme plus important.

La disparité entre les sexes apparaît vers l'âge de 10 ans pour les garçons. Selon un élément d'explication, la socialisation des filles à la maison les aide à se concentrer sur une tâche bien précise, ce qui les familiariserait au cadre de la salle de classe.

⁵⁴⁷ Statistiques de l'Unesco, « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

⁵⁴⁸ Statistiques Cepal « Anuario estadístico 2005 », Education

De plus, le nombre d'enseignantes femmes dans le primaire influencerait les petites filles à les imiter et cette situation donnerait lieu à une pénurie de modèles positifs pour les jeunes garçons⁵⁴⁹.

L'éducation a beaucoup progressé en Amérique Latine et 44% des enfants fréquentent un établissement secondaire. Les filles étant toujours plus nombreuses comme c'est le cas dans le primaire. En 2003, elles étaient 47% contre 41% de garçons. En 2003, le taux de redoublement des filles et des garçons était de 12%. On remarque que dans tous les pays, les taux sont un peu plus hauts chez les garçons (par exemple en Argentine : 7,7% pour les garçons et 5,2% pour les filles), excepté à Cuba où le taux est nul, car le redoublement n'y est pas pratiqué, en Bolivie et au Chili (1%), ainsi qu'au Brésil (31%).

Dans le secondaire, on constate qu'il y a moins de redoublants et que les taux sont plus bas qu'en primaire. Les filles ont toujours un taux de redoublement inférieur à celui des garçons. A Cuba pour les filles, il est de 1% et pour les garçons de 2%. Au Vénézuéla (7% pour les filles et 11% pour les garçons), en Argentine (9% pour les filles et 14% pour les garçons).

En primaire, les filles sont plus assidues que les garçons et les chiffres le démontrent, en effet, elles sont plus nombreuses à atteindre la dernière année de primaire. Excepté dans deux pays : la Bolivie 86% de garçons atteignent la dernière année contre 80% et Cuba où les garçons parviennent en classe supérieure avec un taux de 98% et les filles avec un taux de 97%. A ce niveau là, il y a très peu de différence mais il est bon de le préciser quand même. Au Chili, les taux sont les mêmes (98%) ainsi qu'au Pérou (84%). En République Dominicaine l'écart est important, 88% de filles sont reçues alors que seulement 59% des garçons le sont aussi. Au Guatemala, l'écart n'est que de 2% et ce sont les garçons qui l'emportent (Filles : 74% et garçons : 76%)⁵⁵⁰.

La situation éducative des femmes est très préoccupante. Etouffée par un machisme sans fin, elles ont mis des années avant de pouvoir s'éduquer. Malgré tout, on remarque qu'elles sont plus assidues et surtout plus appliquées que les hommes à l'école. Dans la région Amérique Latine, il est impossible de généraliser puisque les différences entre pays sont très importantes. De nos jours, on pourrait diviser les pays en trois catégories⁵⁵¹ :

⁵⁴⁹ « Situation des enfants dans le monde, Amérique-Latine et Caraïbes », Unicef, 2004 (www.unicef.org)

⁵⁵⁰ Statistiques de l'Unesco, « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

⁵⁵¹ Statistiques de la Cepal « Anuario estadístico 2006 », Educación (www.eclac.org)

- a) ce premier groupe obtient de bons résultats en ce qui concerne l'éducation basique, son pourcentage de réussite atteindrait les 90% et en ce qui concerne l'éducation secondaire, il serait proche ou supérieur à 50%. C'est le cas de l'Argentine, du Chili, de Cuba, du Panama et de l'Uruguay suivis du Costa-Rica et du Pérou avec des pourcentages un peu inférieurs. Dans ces pays, le pourcentage de la population non scolarisée et les taux d'analphabétisme sont inférieurs à 10%.
- b) Cette deuxième catégorie comprend les pays qui ont un bon niveau d'éducation basique mais qui en revanche n'atteignent pas les 50% de réussite. De plus, le pourcentage de personnes non instruites et analphabètes se situe entre 10 et 15% de la population de plus de 15 ans. La Colombie, le Paraguay et le Venezuela étaient dans cette situation dans les années 80 et l'Equateur et le Mexique les ont rejoint au cours des années 90.
- c) Cette troisième catégorie comprend les pays qui ont un niveau d'éducation basique insuffisant. Les taux de personnes non instruites et analphabètes sont supérieurs à 16%. Dans cette situation, on retrouve le Salvador, le Guatemala, le Honduras, la Bolivie, le Brésil, le Nicaragua et la République Dominicaine. Le Salvador et le Guatemala sont dans une situation dramatique puisque leur taux d'analphabétisme dépasse les 40%.

Nous pouvons remarquer que le taux d'alphabétisation féminin est toujours supérieur à celui des hommes et qu'il est plus ou moins élevé selon le pays d'origine. Certains pays ont un taux inférieur à 10%, c'est le cas de l'Uruguay, de Cuba, de l'Argentine, du Chili, du Costa-Rica, de Porto-Rico, du Vénézuéla, du Paraguay, de la Colombie, du Panama, du Mexique et de l'Equateur. Les autres pays ayant des taux supérieur à 10%. Deux d'entre eux sont dans des situations dramatiques, c'est le cas du Nicaragua et du Guatemala. Ces pays comptent des populations pauvres vivant dans les zones rurales. Ces gens ne peuvent pas avoir accès à l'éducation par faute de moyens financiers. Ces populations sont le plus souvent des Indiens. Un plan national panaméen appelé « Mujer y desarrollo 1994-2000 » démontra que le taux d'alphabétisation national des hommes était de 10% et celui des femmes de 11%. Dans les zones rurales et plus particulièrement chez les indigènes il atteignait 36% chez les hommes et 54% chez les femmes. Comme nous l'avons évoqué plus haut, ces gens n'ont pas accès à l'éducation car peu d'écoles sont implantées dans ces zones et se déplacer jusqu'à la

ville reviendrait beaucoup trop cher. Alors les enfants travaillent avec leurs parents ou leurs grands-parents et ce schéma se répète depuis des générations⁵⁵².

Les filles sont moins scolarisées que les garçons et pour rétablir cette forme de discriminations, de nombreuses mesures devraient être mises en place dans les années à venir, en voici quelques unes⁵⁵³ :

-La gratuité de tous les établissements pour que tout le monde puisse accéder à l'éducation y compris les gens qui vivent dans les zones rurales.

-Mettre en place de nouvelles lois pour que les filles et les femmes intègrent les établissements scolaires et les centres d'éducation dans des conditions équitables.

-Accepter plus de filles dans les écoles afin d'obtenir la parité à tous niveaux et pour tous types d'études.

-Modifier les livres de texte car on note une sous-représentation ou une absence de la femme.

-Améliorer le langage dans le système éducatif et dans les livres de texte, car il est jugé comme étant trop sexiste.

-Inclure des activités sportives féminines tout en les faisant participer aux activités mixtes.

Toutes ces mesures permettront d'incorporer au mieux les filles et les femmes dans le système éducatif existant. Parfois si certaines filles arrêtent leurs études en milieu d'année, c'est qu'elles ont une raison valable. C'est pourquoi, il faudrait les inciter à rester à l'école au moins pendant la période obligatoire.

L'abandon scolaire⁵⁵⁴ des filles est un phénomène fréquent en Amérique Latine. Cela se produit le plus souvent dans les secteurs pauvres.

On remarque que les taux d'abandon sont assez faibles dans l'enseignement primaire sauf dans les pays où il existe des populations indigènes. C'est le cas des pays d'Amérique centrale par exemple. Dans le secondaire les taux sont plus élevés, surtout chez les filles. Des études réalisées en Amérique Latine⁵⁵⁵ indiquent que les jeunes filles interrogées citent les raisons familiales comme premier ou second facteur déterminant de leur abandon. Parmi ces raisons, la grossesse ou la maternité sont citées par 33% des filles des zones urbaines chiliennes, 6%

⁵⁵² Marina Subirats « La educación de las mujeres : de la marginalidad a la coeducación », Série « Mujer y desarrollo n°22 », Cepal, Santiago du Chili, Août 1998, P.8 (38 pages)

⁵⁵³ Id., P.11

⁵⁵⁴ Ernesto Espíndola, Arturo León « La deserción escolar en America Latina », Revista Iberoamericana de Educación n°30 Educación y conocimiento : una nueva mirada, Septembre-Décembre 2002, OEI Ediciones

⁵⁵⁵ Nations-Unies, Cepal « Panorama social de América Latina : síntesis », United Nations Publications, New-York, 2002, P.121 (280 pages)

des paraguayennes et 11% des vénézuéliennes. Dans la même enquête, l'absence d'écoles est fournie comme motif d'abandon dans les zones rurales, plus souvent par les filles que par les garçons. Ce qui indique que le temps passé pour se rendre à l'école est une préoccupation plus sérieuse pour les parents dans le cas de leurs filles que dans celui de leur fils.

Pour éviter cela et surtout pour y remédier, il faudrait organiser des discussions avec des femmes autonomes pour qui l'éducation fut décisive dans leur parcours professionnel.

Le soutien des familles est une stratégie tout aussi utile. Il permettrait de faire prendre conscience à l'enfant de la chance qui lui est offerte. En effet, si l'abandon se produit c'est essentiellement parce que ces familles ne connaissent pas dans leur environnement quelqu'un pour qui l'éducation a été déterminante pour sa carrière professionnelle. Il est donc important que les mères expliquent à leurs filles que l'éducation est un droit et que dans le futur, elle ne leur apportera que des avantages.

Une autre cause des abandons est les grossesses précoces des adolescentes. Elles ne supporteraient pas les commentaires et les moqueries de leurs camarades. Il faudrait que les enseignants discutent de ces problèmes avec leurs élèves tout en acceptant les jeunes filles concernées le plus naturellement possible au même rang que leurs camarades. C'est grâce à leur présence en cours qu'elles trouveront plus tard un emploi.

Lutter contre le travail infantile⁵⁵⁶ serait aussi une mesure à prendre car beaucoup d'enfants arrêtent leurs études pour gagner de l'argent et subvenir aux besoins de leur famille, et il s'agit le plus souvent des filles. Beaucoup de gouvernement comme le Chili ont mentionné dans leur programme avant les élections présidentielles l'attribution de bourse, mais les années passent et peu de familles en ont reçu.

En ce qui concerne l'éducation des femmes adultes, il faudrait garder les méthodes de bases comme la lecture, l'écriture et apprendre à compter. Elles seront enseignées dans un climat plus détendu qu'à l'école tout en leur apprenant certaines habitudes mentales indispensables à leur future évolution. L'autoestime, la confiance en leurs capacités et la connaissance de leurs droits les aidera à trouver du travail sans être impuissante.

Il est impératif de les informer sur la santé et l'éducation sexuelle et reproductive surtout pour les femmes adultes qui ont des enfants.

⁵⁵⁶ Nations-Unies, Cepal « Panorama social de América Latina : sintesis », United Nations Publications, New-York, 2002, P.121 (280 pages)

Certaines femmes ayant un âge avancé devraient être dirigées vers des études professionnelles car elles sont plus rapides et le niveau est plus bas, de plus, elles donnent lieu à des emplois plus féminisés comme secrétaire ou esthéticienne. Les autres plus jeunes, accèderaient aux études supérieures, plus valorisées, qui permettrait de rompre les stéréotypes et améliorer l'image de la femme⁵⁵⁷. Depuis l'apparition des mouvements de femmes dans les années 70, les femmes sont devenues solidaires, ces organisations sont souvent des ONG et misent beaucoup sur l'éducation. C'est un argument pour que ces femmes trouvent plus facilement un emploi. Elles travaillent dans de bonnes conditions, en petits groupes et surtout à leur rythme.

Certaines mesures ont été prises afin de réduire les inégalités éducatives et faire en sorte que les femmes accèdent d'ici peu à une forme égalitaire de l'éducation, ainsi qu'une croissance stable de leurs niveaux éducatifs et de leurs qualifications professionnels.

Plusieurs documents existent pour y parvenir : « la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers les femmes ». L'article 10 de la partie III établit que les états adopteront toutes les mesures appropriées pour éliminer la discrimination contre la femme afin d'assurer l'égalité des droits avec l'homme dans le domaine de l'éducation. Pour cela, la Convention⁵⁵⁸ est faite de plusieurs points qui permettront d'assurer les conditions d'égalité entre hommes et femmes :

- 1) Les conditions d'orientation en matière de carrières, d'orientation professionnelle, l'accès aux études et l'obtention de diplômes à tous niveaux éducatifs et pour toute la population.
- 2) L'accès aux mêmes programmes d'étude, aux mêmes examens, à la qualification du personnel enseignant et des locaux scolaires et des équipements de même qualité.
- 3) L'élimination de tous les stéréotypes relatifs aux rôles masculins et féminins, moyennant la stimulation de l'éducation mixte et d'autres types d'éducation qui aideront à réaliser cet objectif en révisant particulièrement la modification des livres et des programmes scolaires.
- 4) La réduction des taux d'abandon féminins dans les études et l'organisation de programmes pour les filles et les femmes qui ont abandonné l'école prématurément.

⁵⁵⁷ Regina Cortina, Nelly P. Stomquist « Promoviendo la educación de mujeres y niñas en América Latina », Editorial Pax México, Mexico, 2001, P.78 (369 pages)

⁵⁵⁸ « La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Troisième partie, Article 10

Un deuxième document est important pour l'éducation des femmes est la plateforme d'action provenant de la quatrième conférence mondiale sur la femme célébrée à Pékin en septembre 1995. L'annexe B du quatrième chapitre considère la situation des femmes et les mesures qu'elles doivent prendre pour parvenir à une réelle égalité sur ce plan⁵⁵⁹.

Il signale que l'éducation est un droit humain et qu'il constitue un instrument indispensable pour atteindre les objectifs d'égalité et de développement et de paix. De plus, elle établit l'importance de l'éducation non discriminatoire pour les garçons et les filles et constate que l'investissement éducatif pour les filles et les femmes est un des meilleurs moyens pour obtenir une bonne croissance économique avec un rendement social et économique très élevé. Nous avons bien ici les deux raisons fondamentales qui justifient la nécessité de la croissance dans l'éducation des femmes : sur le plan individuel, le caractère d'un droit humain et sur le plan collectif, le bienfait social et économique qu'il suppose pour les pays.

Assurer l'égalité de l'accès à l'éducation est un des principaux objectifs de cette plateforme. C'est pourquoi certaines mesures devront être prises par les gouvernements de chaque pays. Ils devront assurer pour l'an 2000 l'accès universel à l'enseignement basique et réussir à avoir au moins 80% de filles et de garçons dans l'enseignement primaire et secondaire pour l'an 2005, et obtenir l'accès universel à l'enseignement primaire dans tous les pays avant l'an 2015. Il s'agit par conséquent, d'un objectif très concret et fondamental pour avancer dans l'éradication de la pauvreté et la prise de pouvoir des femmes.

Quant aux recommandations du programme d'Action Régionale pour les Femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes, il établit les objectifs à atteindre dans la conférence de Pékin d'un point de vue régional. L'objectif stratégique II.4 dit clairement qu'il faut « garantir à toute la population et spécialement aux filles et aux femmes l'accès à une éducation formelle et informelle qui les prépare pour l'exercice de leurs droits et de la pleine citoyenneté, la participation équitable au niveau des décisions et un partage égalitaire des responsabilités familiales et domestiques » il ajoute plus loin « il faut assurer la permanence des filles au sein du système éducatif »⁵⁶⁰.

⁵⁵⁹ Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes », Nations-Unies, Beijing, 4-15 septembre 1995, 1996, New-York (Annexe II, Chapitre IV, Partie B-Education et formation)

⁵⁶⁰ Programme d'Action Régional en faveur des femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes, 1995-2001, Objectif stratégique II.4. Elle établit les objectifs à atteindre dans la Conférence de Pékin d'un point de vue régional pour l'Amérique Latine.

Comment encourager l'Éducation des populations rurales en Amérique Latine ? C'est une préoccupation pour de nombreuses ONG et surtout pour le continent lui-même, on sait tous très bien qu'il existe une grande différence entre les populations urbaines et les populations rurales, mais en matière d'éducation, elle est énorme.

Un atelier, organisé par la FAO, l'Unesco et le Centre de Recherche et de Développement de l'Éducation (*Centro de Investigación y Desarrollo de la Educación*, (CIDE), ont présenté plusieurs études de cas réalisées sur l'état de l'éducation des populations rurales dans plusieurs pays de la région. Au Brésil, en Colombie, au Chili, au Honduras, au Mexique et au Pérou. Ce travail confirme que la pauvreté est bien plus grande en zone rurale qu'en zone urbaine et que le fossé qui sépare l'enseignement en milieu rural et en milieu urbain est en train de s'élargir.

Les principaux problèmes de l'éducation dans les régions rurales d'Amérique Latine sont: le nombre limité d'enfants pouvant passer de l'école primaire à l'école secondaire, le taux d'analphabétisme plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain, surtout parmi les femmes et la mauvaise qualité de l'éducation.

Les causes principales de ces problèmes proviennent de la qualité et la quantité insuffisante d'enseignants disponibles dans les régions rurales, aux livres et aux programmes qui reflètent la culture urbaine, au manque d'écoles secondaires rurales où pourraient continuer leurs études ceux qui terminent l'école primaire, à la difficulté d'adopter des approches pédagogiques innovatrices et efficaces, et à la discrimination entre les sexes⁵⁶¹.

Dans les années 80 et 90, de nombreux programmes scolaires ont été mis en place et furent un véritable succès, le plus connu et surtout le précurseur est un programme colombien « Escuela Nueva », il fut créé en 1975 par Vicky Colbert, ministre de l'éducation en Colombie, et fondatrice de l'association « Volvamos a la gente »⁵⁶² elle s'intéresse à l'éducation en milieu rural et décida de réagir quand elle prit conscience que les taux d'abandons, d'absentéisme, et de redoublements augmentaient chaque année, elle a voulu apporter une touche supplémentaire en améliorant la qualité des cours. En effet, la plupart des élèves ont des difficultés d'apprentissage⁵⁶³.

La méthode Escuela Nueva a été conçue pour des écoles rurales qui abritent une classe unique à un ou plusieurs niveaux avec un ou deux enseignants au maximum. Ce type d'école se

⁵⁶¹ « Education pour le développement rural : vers de nouvelles réponses politiques », FAO et Unesco, Edité par David Atchoarena (Unesco) et Lavinia Gasperini (FAO), Paris, Rome, 2003 (468 pages)

⁵⁶² Revenons au peuple

⁵⁶³ Vicky Colbert « Mejoreando el acceso y la calidad de la educación para el sector rural pobre. El caso de la Escuela Nueva colombiana », Revista iberoamericana de educación número 20, Madrid, Mai-Août 1999 (www.rioei.org)

rencontre dans 80% des écoles rurales de Colombie. L'apprentissage impliquait la participation active des enfants et le travail en groupe. Ces écoles sont dotées de matériels pédagogiques, des cahiers d'exercices et des manuels destinés au travail collectif.

En ce qui concerne les enseignants, ils suivent une formation initiale dans les écoles pilotes, puis ils progressent en assistant à des stages pratiques et à des réunions mensuelles. Leur but étant de se familiariser avec l'auto-apprentissage et par conséquent, d'apprendre à aider au mieux les élèves en difficultés.

Dans les années 90, le nombre d'abandons et de redoublements avait fortement diminué, et les progrès des élèves sur du long terme étaient impressionnants. Ce type d'écoles s'est exporté dans de nombreux pays d'Amérique Latine (Brésil, Guatemala, Nicaragua, Pérou, Chili,...)⁵⁶⁴ mais aussi en Afrique et en Asie.

Malheureusement, aujourd'hui, à cause des bouleversements politiques, la création d'écoles de ce type n'a pu se poursuivre⁵⁶⁵. Des écoles revinrent à l'enseignement traditionnel tandis que d'autres ne reçurent jamais le nouveau matériel pédagogique. Vicky Colbert quitta le ministère de l'Education pour relancer l'Escuela nueva, en s'appuyant sur sa fondation *Volvamos a la gente* et sur des partenariats entre les communautés locales, les responsables gouvernementaux et le secteur privé. Des associations de planteurs de café financèrent certaines innovations, dans le domaine des technologies de l'information par exemple, tandis que l'Etat achetait le matériel pédagogique. Le travail se concentra sur cinq régions, afin de créer un « pôle d'excellence ». Le rétablissement a été spectaculaire. Une étude comparative sur 11 pays latino-américains, menée par l'Unesco en 1998, a montré que la Colombie était le seul pays où les performances des écoles publiques rurales étaient supérieures à celles des établissements situés en ville. La Banque mondiale estime que l'Escuela nueva est l'une des trois grandes réformes de l'enseignement dont le succès à grande échelle est démontré⁵⁶⁶

On remarque bien que les enfants ne vont pas souvent à l'école dans les milieux ruraux. En effet, ceux-ci travaillent pour aider leur famille et ce n'est pas toujours facile. Dans la région un enfant sur cinq travaille. De plus, la plupart du temps, les parents ne sont pas éduqués non plus, et cela aurait une énorme influence sur les enfants. Une étude de l'Unicef⁵⁶⁷ a démontré que si la mère n'était pas instruite, elle ne solarisait pas son enfant. Et les chiffres

⁵⁶⁴ D'autres projets de ce type ont vu le jour en Amérique Latine comme par exemple « Casas Familiares » au Brésil, le programme chilien ou les écoles rurales « Educo » au Salvador, « Amer » en Equateur, « Educa todos » au Honduras, et le réseau « Fe y Alegría » au Pérou.

⁵⁶⁵ Ernesto Schiefelbein « Redéfinition de l'éducation de base en Amérique Latine. Les enseignements de l'école nouvelle en Colombie », Presses Unesco, Paris, 2005, P.98 (127 pages)

⁵⁶⁶ Angela Constanza Jerez T. « Escuela Nueva s'installe en ville », El Tiempo, Colombie (www.unesco.org)

⁵⁶⁷ « Progrès pour les enfants », Unicef, 2005 (www.unicef.org)

le prouvent, en Amérique Latine, 5% des enfants ne vont pas à l'école si leur mère est instruite, contre 15% si celle-ci a un niveau d'instruction. En effet, les filles instruites devenues mères sont plus favorables à envoyer leurs enfants à l'école, transmettant et multipliant d'une génération à l'autre les bienfaits de l'éducation.

Nous pouvons donc affirmer que l'éducation d'une population ne se fait pas du jour au lendemain. Il faut prendre en compte plusieurs critères. En effet, chaque pays d'Amérique Latine est très différent suivant sa population, sa géographie et ses moyens financiers. Si le pays compte des populations indigènes, il sera plus difficile de les éduquer, ceux-ci vivant dans les zones rurales feront plus abstraction de l'école que les autres⁵⁶⁸. Cette façon de penser est tout à fait logique. Ces peuples sont habitués à vivre ainsi depuis des siècles, ils perpétuent leurs us et coutumes et sont, par conséquent, convaincus que l'école ne leur apportera rien de plus. Dans un second temps, ce qui posera problème sera la barrière de la langue. Ces populations s'expriment dans des langues locales et il n'existe malheureusement pas encore d'écoles bilingues officielles. Enfin, certains pays, dépenseront peu d'argent pour l'éducation, mais ce qu'ils négligent, c'est que l'éducation d'un enfant contribue sur du long terme à une économie plus développée et surtout à la bonne santé du pays.

L'Amérique Latine n'a pas de chance, elle compte le plus haut taux de redoublement, d'absentéisme et d'abandon au monde. Cela s'explique par une trop grande différence entre la situation des zones rurales et celle des zones urbaines. Les enfants des campagnes ratent beaucoup de cours pour aider leurs parents aux travaux des champs, certains abandonneront pendant que d'autres redoubleront. En revanche, dans les villes, les taux sont nettement meilleurs. Les enfants étant plus appliqués et plus assidus réussissent mieux aux examens.

Sur le continent latino-américain, on constate que les filles⁵⁶⁹ réussissent beaucoup mieux que les garçons à l'école et à tous les niveaux. Elles souhaitent peut-être imiter leurs enseignantes qui sont plus présentes que les hommes au primaire et au secondaire. Les hommes étant plus nombreux dans l'enseignement supérieur. Malheureusement, malgré leur capacité l'accès des filles à l'éducation est assez limité. Cela serait dû à la hiérarchie des genres. En effet, le masculin l'emporte sur le féminin et par extension les hommes sont plus valorisés que les femmes. Ces dernières souffrent donc d'une double marginalisation : elles n'ont pas l'opportunité de s'éduquer au même niveau que les hommes et par la suite, elles

⁵⁶⁸ Ernesto Schiefelbein « Redéfinition de l'éducation de base en Amérique Latine. Les enseignements de l'école nouvelle en Colombie », Presses Unesco, Paris, 2005, P.31 (127 pages)

⁵⁶⁹ « Situation des enfants dans le monde, Amérique Latine et Caraïbes », Unicef, 2004 (www.unicef.org)

seront exclues de la société car elles n'auront pas assez de « bagages » pour faire leur entrée dans la vie active. De nos jours des conventions sont mises en place pour freiner cette discrimination en facilitant l'accès à l'éducation pour les femmes⁵⁷⁰.

Force est de constater que certains pays ont des taux de réussite impressionnants, c'est le cas du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, mais surtout de Cuba qui est en tête. Depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir, l'éducation est la priorité numéro un. Des campagnes d'alphabétisation furent lancées pour les adultes et pour les enfants illettrés. Et ce fut un succès, il faut dire que Cuba investit beaucoup d'argent pour les études chaque année. Il faut savoir que l'école est obligatoire de 6 à 17ans, qu'elle est entièrement gratuite, même à l'université, et que les taux d'abandons, d'absentéisme et de redoublements sont quasiment nuls à tous niveaux confondus. Dans l'enseignement supérieur, il existe encore des disparités, mais on ne peut pas être parfait partout. Aujourd'hui encore, des nouvelles « techniques » permettent d'améliorer la qualité de l'enseignement. Par exemple, pour avoir une relation plus riche entre enseignants et élèves, on a réformé les trois premières années du secondaire pour que les élèves aient le même enseignant dans toutes les matières, à l'exception de l'éducation physique et des langues vivantes. Le but final étant de resserrer les relations et de développer une vision plus large du savoir⁵⁷¹. Alors Cuba pourrait-il servir de modèle à tous les autres pays latino-américain ?

Dans certains pays, on lance des campagnes d'alphabétisation ou des systèmes éducatifs tels que « Educo » au Salvador, « Fe y alegría » au Pérou, « Escuela Nueva » en Colombie, et bien d'autres encore. Ces systèmes ont permis à la population pauvre des zones rurales d'accéder à l'éducation. Escuela Nueva⁵⁷² a été cherché plus loin et a tout misé sur les relations entre élèves et professeurs ainsi que la qualité de l'enseignement tout en favorisant la mixité. Ce fut un succès, sur plusieurs années, les résultats étaient meilleurs et les élèves étaient plus à l'aise au sein de ce genre d'établissement. Malheureusement, ces efforts n'ont pas pu continuer car l'association n'avait pas reçu assez de moyens financiers pour mieux se développer.

⁵⁷⁰ Marina Subirats « La educación de las mujeres : de la marginalidad a la coeducación », Serie « Mujer y desarrollo » n°22, Cepal, Santiago du Chili, Août 1998, P.11-12 (38 pages)

⁵⁷¹ Susan Nkinyangi « Enseigner aux adolescents », Bulletin Education aujourd'hui, Unesco, 2003 (www.unesco.org)

⁵⁷² Ernesto Schiefelbein « Redéfinition de l'éducation de base en Amérique Latine. Les enseignements de l'école nouvelle en Colombie », Presses Unesco, Paris, 2005, P.31 (127 pages)

2.2.2.L'activité professionnelle en Amérique Latine

En 2005, 55,3%⁵⁷³ de la population est active en Amérique Latine, mais malgré tout on remarque de nombreuses disparités entre hommes et femmes sur le marché du travail.

Ceux-ci occupent des activités professionnelles bien différentes. D'une part, parce que la femme a encore du mal à se faire accepter dans certains domaines. En effet, il existe encore trop de secteurs masculinisés et son intégration y est très mal vue. D'autre part, parce qu'elle est partagée entre son foyer et sa carrière professionnelle. Quand on est une femme, il est difficile de choisir, les femmes d'aujourd'hui, veulent travailler, pour aider leur conjoint car les situations financières de certaines familles ne permettent toujours pas de vivre comme elles le souhaiteraient. Le niveau de vie a augmenté et tenir un foyer est devenu hors de prix !⁵⁷⁴

Dans les villes, les gens évoluent plus vite que dans les zones rurales. Ils ont en général un niveau d'éducation plus élevé. En revanche, dans les campagnes, les gens sont peu ou pas du tout alphabétisés, ils occupent pour la plupart des métiers agricoles et ce dès leur très jeune âge. Cette situation concerne les minorités et plus particulièrement les populations Indiennes. Ceux-ci perpétuent leurs coutumes de générations en générations sans avoir besoin de suivre le rythme urbain. Ils vivent tranquillement de leurs travaux et cela leur suffit, mais il faut savoir que sur le continent, c'est dans les zones rurales que l'indice de pauvreté est le plus élevé. L'agriculture est aujourd'hui, en Amérique Latine, le secteur de l'économie où l'on retrouve les plus fortes proportions d'emplois précaires. Parmi les travailleurs ruraux se retrouvent les taux les plus élevés des travailleurs sans contrat ni sécurité sociale⁵⁷⁵.

Le travail des enfants est une activité qui se développe fortement. A l'origine, ce type de travail était associé aux économies agricoles de subsistance dans lesquelles il représentait une contribution complémentaire au revenu familial. Maintenant, il est de plus en plus présent dans les foyers urbains. En effet, de nombreuses familles ont du mal à subvenir à leurs besoins et ont par conséquent, ils optent pour cette alternative. Les enfants travaillent ponctuellement ou de façon permanente. Mais le pire pour l'avenir de ces enfants est le travail salarié dans lequel ils sont employés comme main d'œuvre bon marché à la place des

⁵⁷³ Statistiques de la CEPAL, 2005 (www.eclac.org)

⁵⁷⁴ Banco Interamericano de desarrollo, Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina », Editora Banco interamericano de desarrollo, New-York, 2006, P.5 (344 pages)

⁵⁷⁵ Erika Ruíz Sandoval « Migración y desarrollo en América Latina¿Círculo vicioso o círculo tecnológico autónomo de México (ITAM), Mexico, 2007, P.158, Revue « Pensamiento Iberoamericano n°0», (P.153-180)

adultes⁵⁷⁶. Beaucoup d'organismes s'intéressent à l'avenir de ces enfants car ces derniers ne pourront pas continuer à travailler car c'est leur avenir qui sera compromis.

Un peu d'histoire

L'accès au travail rémunéré pour les femmes fut une bataille de longue haleine et fut surtout l'un des principaux droits revendiqués par celles-ci. Une fois obtenu, elles allèrent plus loin en demandant de meilleures conditions de travail et de salaires. Il faut savoir que les femmes ont de tout temps travaillé, quand apparut l'industrialisation, elles intégrèrent des usines en tant qu'ouvrières alors que beaucoup d'entre elles participaient aux activités artisanales ou rurales. Dans ce principe d'insertion, les femmes n'étaient pas considérées comme des travailleuses, leurs salaires étaient bas, car ils venaient compléter ceux de leurs conjoints, mais ces femmes préféraient choisir ce genre de travail plutôt que de rester cloîtrée chez elles. En Amérique Latine, le jour de la femme naquit dans les années quarante, avant cela, il n'existait pas d'espaces féministes proprement dits, et le secteur des travailleuses, réduit était très peu syndicalisé. Les courants anarchistes venus d'Europe, favorisèrent la création de syndicats et de formes d'organisations communautaires. L'anarchisme s'exprimait à partir de multiples expériences organisatives comme le journalisme, la littérature, la pédagogie et d'autres expressions artistiques. C'est une façon différente de voir la vie fondée sur la négation du principe d'autorité dans l'organisation sociale et le refus de toutes contraintes découlant de ces institutions basées sur ce principe, son objectif est de développer une société sans domination où les individus coopèrent librement. Ses concepts de liberté, d'autogestion et d'autonomie inspirèrent les premières femmes contestataires des collectifs ouvriers, car elles n'étaient pas satisfaites de leur condition. En Amérique Latine, il existait une majorité « d'anarcho-syndicalistes », qui défendaient les droits des plus démunis et une minorité de « doctrinaires », qui étaient opposés à la structuration de groupes organisés et qui fonda l'autoritarisme. Ces personnes pensaient mais agissaient peu, car leurs idées étaient trop extrémistes⁵⁷⁷.

Cette philosophie se propagea en Amérique Latine⁵⁷⁸ par le biais des immigrants européens, qui arrivèrent en Argentine au milieu du 19^e siècle. Ces immigrants provenaient essentiellement

⁵⁷⁶ « Le travail des enfants en Amérique Latine », Document de Travail de l'OCDE, Paris, 2003(www.ocde.org)

⁵⁷⁷ Luis Vitale « Contribución a una historia del anarquismo en América Latina », Instituto de Investigación de Movimientos sociales « Pedro Vuskovic », Santiago du Chili, 1998, P.8 (43 pages)

⁵⁷⁸ Ana María Portugal, Juana Rouco « Día internacional de la mujer : Anarquistas, una historia silenciada », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 15 mai 2005 (www.mujireshoy.com)

d'Italie, d'Espagne et de France où l'anarchisme était fleurissant. La population immigrante rencontrait de sérieuses discriminations comme des salaires bas, aucune législation qui régularit les heures de travail, ni le repos, et ils vivaient dans des logements insalubres. Leur mécontentement se solda par une augmentation importante du chômage qui aboutit à la grève générale de 1920. De grands anarchistes étaient à la tête de ces grèves comme un des plus connus, Errico Malatesta, un exilé italien, qui reprit à Buenos-Aires son journal bien connu en Italie, « La Question Sociale ». Ces individus dénonçaient par le biais de leurs journaux et autres écrits, dans leur langue d'origine, les conditions de vie déplorables dont ils étaient victimes.

L'anarchisme latinoaméricain différait de l'anarchisme occidental, il voulait dans un premier temps se rapprocher des plus démunis, et plus particulièrement des indigènes. Au Mexique, au début du 20^e siècle, la reconversion des frères Flores Magón qui passèrent du libéralisme à l'anarchisme fut reconnue par Emiliano Zapata. L'un d'entre eux, Ricardo participa et orienta la lutte des paysans de Morelos. Pour lui, c'était primordial de respecter le mode de vie des Indiens. A Cuba, au début du 20^e siècle, les anarchistes soutenaient les secteurs ouvriers mais aussi les paysans. Suite à un mouvement de grève après la signature d'un manifeste dans une exploitation sucrière, un jeune ouvrier, Adolfo Perez Rizo fut assassiné, un leader anarchiste de Las Villas, Fernando Iglesias, fut emprisonné, et plusieurs anarchistes espagnols furent expulsés du pays⁵⁷⁹.

Les femmes se sentaient elles aussi concernées par tous les problèmes qu'elles rencontraient et firent partie de ces mouvements, dans le journal « La voz de la mujer »⁵⁸⁰, la phrase « Ni Dios, ni patrón, ni marido », définissait l'idéologie du féminisme anarchiste de ce journal, le premier de ce genre qui fit son entrée à Buenos-Aires en 1897. Il fut écrit par des femmes espagnoles et italiennes, il tentait de dénoncer l'oppression des femmes en les incitant à se mobiliser contre leur subordination en tant que femmes et travailleuses. Cette expression traduisait un mal-être et une protestation qui était redondante dans les pages de la presse anarchiste produite par les femmes entre 1896 et 1920. De grandes figures féminines s'y attelèrent comme Juana Rouco Buela en Argentine, Juana Belén de Sarraga au Mexique, Luisa Capetillo à Porto-Rico, Petronila Infantes en Bolivie et bien d'autres.

⁵⁷⁹ Luis Vitale « Contribución a una historia del anarquismo en América Latina », Instituto de Investigación de Movimientos sociales « Pedro Vuskovic », Santiago du Chili, 1998, P.16, 21 (43 pages)

⁵⁸⁰ Erika Cervantes « Virginia Bolten, Voz de la mujer », Cimac, Mexico, Le 3 mai 2005 (www.cimacnoticias.com)

Les mouvements syndicaux

Ces femmes, exploitées, luttèrent pour leurs droits du mieux qu'elles le purent quand se créèrent internationalement les syndicats. Malheureusement, elles ne purent intégrer ces organisations qui étaient strictement réservées aux hommes. Rares étaient celles qui pouvaient participer aux réunions, sauf certaines plus éduquées s'y autorisèrent. Ce ne fut réellement qu'à partir des années 60 et 70 que les femmes entrèrent en masse dans les syndicats alors que d'autres préféraient défendre leurs droits par le biais de mouvements féministes ou autres organisations.

Les femmes participèrent à la lutte syndicale⁵⁸¹ de deux façons, en formant des comités de soutien créés par des épouses, des sœurs et des filles de travailleurs membres des luttes syndicales, ou en étant tout simplement activistes ou dirigeantes de syndicat. Le premier fut un appui à la lutte syndicale et disparut soit par la répression soit parce que leurs demandes furent satisfaites. A partir des années 70 et 80, on remarqua une augmentation de la participation féminine syndicale. A cette époque, la question de la femme était primordiale, car elles étaient nombreuses à intégrer le secteur productif et l'arrivée des mouvements féministes favorisa leurs interrogations en mettant l'accent sur leurs mauvaises conditions de travail, ce qui créa de nombreux débats à ce sujet. Les dirigeants organisèrent des rencontres entre travailleuses desquelles surgirent les premières sections féminines syndicales et beaucoup d'entre elles eurent des postes au sein de la direction. Les principales revendications tournaient autour du salaire, des conditions de travail, de la stabilité de l'emploi, des formations, des services pour la garde d'enfants,...

Certaines sections étaient exclusivement féminines, comme ce fut le cas des couturières mexicaines. En 1985, suite à tremblement de terre la ville de Mexico fut détruite, ainsi que de nombreuses entreprises. Des femmes qui travaillaient dans des ateliers de coutures ne reçurent aucune aide de l'état, beaucoup d'entre elles décédèrent et il n'y eut aucun constat des dégâts de la part des autorités. Elles décidèrent de former un syndicat pour obtenir ce qu'elles réclamaient, c'est-à-dire dénoncer les conditions déplorables dans lesquelles elles travaillaient.

⁵⁸¹ Cepal « Participación, liderazgo y equidad de género en América Latina y el Caribe », Santiago du Chili, Décembre 1999, P.81 (110 pages)

Se créa alors le 19 septembre 1985, le « Sindicato Independiente de Costureras »⁵⁸². Il avait pour but de revendiquer le rôle des femmes ouvrières dans le mouvement syndical ouvrier.

En Bolivie, comme nous l'avons vu dans une précédente partie, les femmes de certains ouvriers miniers soutinrent la lutte syndicale en se mobilisant par le biais d'une grève de la faim pour faire sortir de prison leur époux, elles demandèrent par la même occasion de meilleures conditions de travail.

En décembre 2001, en Argentine, pendant la crise économique qui sévissait dans le pays, les patrons de l'entreprise textile Brukman⁵⁸³ disparurent sans laisser de traces. L'usine avait été pillée, même les fonds cotisés par les travailleurs pour leur couverture sociale et les salariés, à dominance féminine ne furent jamais payés. Les travailleuses décidèrent d'occuper l'usine et d'organiser la production car leur objectif était de l'acquérir. Pour cela, elles assurèrent la surveillance du bâtiment et créèrent leur propre journal, elles prirent la décision concernant la production et la commercialisation des produits. Elles cherchaient le soutien et la solidarité des autres organisations syndicales pour exproprier les anciens patrons. Elles incarnèrent de bons producteurs et gestionnaires et elles en profitèrent pour demander d'autres revendications comme le droit à l'avortement.

En décembre 2003, elles gagnèrent la bataille légale et devinrent les patrons légitimes de l'entreprise. Aujourd'hui, la situation n'a pas changé mais ce que souhaitent ces femmes c'est un peu plus de reconnaissance de la part du gouvernement car elles ne sont pas les seules dans ce cas là.

La mobilisation et la participation de femmes dans les luttes ouvrières se sont intensifiées ces dernières années, mais les membres masculins voient cette augmentation comme un frein à la bonne santé de ces organisations. Pour eux, les femmes manquent de confiance en elles et ne peuvent pas s'investir comme elles le devraient car elles ont des responsabilités familiales. Mais alors pourquoi ne pas leur proposer des formations qui les mettraient plus en confiance et laisser les conjoints se responsabiliser beaucoup plus auprès de leurs familles?⁵⁸⁴

Un autre problème est posé par les syndicats exclusivement ou à dominance féminine. Si nous prenons le cas du syndicat des couturières mexicaines, nous verrons que leur situation n'a pas

⁵⁸² Miriam Ruiz « Empeora situación de las costureras a 18 años delos sismos », Cimac, Mexico, Le 17 septembre 2003(www.cimacnoticias.com)

⁵⁸³ Valeria Selinger « Brukman, une usine sans patron », Documentaire, Cinquième planète, Paris, 2004

⁵⁸⁴ OIT « Género, formación y trabajo », Partie 2 « Posición de las mujeres en los sindicatos » (www.cintefor.org.uy)

beaucoup évolué depuis sa création. En effet, de nos jours, il existe beaucoup plus de syndicats féminins et la concurrence est rude, tout le monde ne peut pas être satisfait.

Quelques exemples

Virginia Bolten⁵⁸⁵ fut la première femme argentine à se trouver à la tête de la première marche du premier mai, jour international de la fête du travail. Elle arborait une grande banderolle noire avec des lettres rouges qui disait : « Premier mai, fraternité universelle », puis elle fit un discours révolutionnaire à son assemblée, ce qui lui valut une peine de prison pour avoir perturbé l'ordre public. Elle rédigeait des articles dans le journal « La voix de la femme » (premier organe informatif à tendance communiste, féministe et anarchiste de l'époque) au sujet des injustices rencontrées par les travailleuses. En 1904, elle se rendit à Buenos-Aires pour faire partie du « Comité de Huelga Femenino » dans le mouvement syndical qui, organisé par la « Federación Obrera Argentina » mobilisa les travailleurs du Marché de fruits de Buenos-Aires.

En 1907, elle fit partie d'une grande manifestation, celle des locataires, suite à la promulgation de la loi de Résidence⁵⁸⁶. En effet, beaucoup de syndicalistes anarchistes masculins furent déportés pour avoir organisé des campements pour ces ex locataires⁵⁸⁷ pour les loger au cours du mois d'août. María Collazo, Virginia Bolten et Juana Rouco Buela furent les femmes qui marchèrent en exil vers l'Uruguay pour avoir participé à ces actes en qualité d'anarchistes. Juana Rouco Buela affirma dans son autobiographie qu'elle-même était considérée par la police comme étant un élément perturbateur pour la tranquillité du capitalisme et de l'état et que Virginia était tenace et très courageuse, elle était de plus, reconnue comme étant une grande oratrice, et elle était surnommée « Luisa Michel », pour sa fougue et son acharnement.

A Puerto-Rico, Luisa Capetillo, fille d'une institutrice française et d'un père prolétaire d'origine espagnole, a joui d'une éducation que peu de portoricaines ont connue. Elle fit son entrée dans le mouvement syndical en 1907, lorsqu'elle participa à l'âge de 15 ans à une grève agricole à Arecibo, un village au nord de l'île, dont la majorité des habitants

⁵⁸⁵ Erika Cervantes « Virginia Bolten, Voz de mujer », Cimac, Mexico, Le 3 mai 2005 (www.cimacnoticias.com)

⁵⁸⁶ Ana María Portugal « Anarquistas : « Ni Dios, ni Patrón, ni marido » », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 8 mars 2005(www.mujereshoy.com)

⁵⁸⁷ « Los inquilinos » comme on les surnommait en Argentine étaient des familles expulsées de leur maison par les tuyaux d'arrosage des pompiers et ils perdirent le peu de biens qu'ils possédaient.

provenaient de la classe ouvrière et avaient des idées anarchistes. Elle travaillait dans une industrie de tabac où elle était lectrice, et grâce à ce poste, elle eut l'opportunité de se documenter sur le socialisme, le romantisme et l'anarchisme, d'où elle puisait son inspiration pour ses idées à venir.

En 1910, elle édita la revue « Mujer », et lors du sixième Congrès ouvrier de la « Federación Libre de Trabajadores », d'orientation anarchiste, elle approuva l'idée de créer une organisation féminine dans ses rangs⁵⁸⁸.

Elle faisait partie de la « Federación de Torcederos de Tabaco »⁵⁸⁹ qui avait des filiales dans certains pays des Caraïbes et sur la côte Est des Etats-Unis. Elle y voyagea et notamment à Cuba où elle fut arrêtée et jugée pour avoir porté un pantalon dans les rues de la ville. Mais le juge la relâcha rapidement car aucune loi ne mentionnait que les femmes ne pouvaient en porter.

Elle écrivit de nombreux ouvrages et articles, d'ailleurs, un de ses livres intitulé « Mi opinión sobre los derechos, responsabilidades y deberes de la mujer »⁵⁹⁰ traitait de la femme, qu'elle considérait comme un être humain à part entière qui avait peu de liberté et que le système social de l'époque maintenait dans un monde d'ignorance et d'esclavage. Certains passages sont contradictoires car elle décrivait la femme comme un être influencé par son physique, son intelligence, son émotion et son environnement social. Elle insistait sur le mariage en affirmant que le plus important était l'amour et non les formalités. Elle-même ne s'est jamais mariée. Pour elle, il ne fallait pas stéréotyper l'éducation des femmes et des filles car c'était un acte primordial, elle était partisane de la même éducation pour tous.

Luisa de Capetillo se disait féministe mais n'intégra jamais ce type de mouvement, elle préférait se lier aux mouvements ouvriers car selon elle, l'union était le meilleur moyen de faire obtenir aux femmes pauvres plus de justice et d'égalité. Elle fut la première femme portoricaine qui mêla le féminisme au syndicalisme, avec son ouvrage « mi opinión sobre los derechos, responsabilidades y deberes de la mujer », elle fut aussi la première à organiser ses idées féministes et à oser les publier.

En 1919, surgit l'OIT, qui déclara qu'un de ses objectifs primordial était d'en finir avec la discrimination salariale faite envers les femmes, mais il visait aussi à améliorer le

⁵⁸⁸ Ana María Portugal « Anarquistas : « Ni Dios, ni Patrón, ni marido » », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 8 mars 2005 (www.mujereshoy.com)

⁵⁸⁹ Cette fédération était affiliée à la « Federación Libre de Trabajadores »

⁵⁹⁰ Norma Valle Ferrer « Luisa Capetillo, historia de una mujer proscrita », Editions Cultural, San José de Puerto-Rico, 1990, P.75 (150 pages)

travail dans les industries, le chômage, la protection de la maternité, ou le travail de nuit des femmes en créant des conditions appropriées pour offrir des opportunités égales à tous les êtres humains sans distinction de race, de croyance et de sexe. Ce n'est qu'en 1951 que le principe « A travail égal, salaire égal » fut affirmé⁵⁹¹.

Au Mexique, Juana Bélen Gutierrez⁵⁹² fut une des premières femmes à demander plus de justice pour le sort des femmes. Elle a toujours lutté contre la dictature de Diaz, issue d'une famille pauvre, elle n'a jamais entamé de grande carrière universitaire. Autodidacte, elle se documentait sur l'anarchisme et lisait de grands auteurs comme Bakunin et Kropotkin, qui orientèrent sa pensée vers le courant anarcho-syndicaliste. Elle faisait partie d'un Cercle Libéral dont les leaders étaient les frères Flores Magón, Camilo Arriaga et Librado Rivera, groupe qui avait pour but de faire tomber la dictature de Porfirio Diaz. Elle était membre du Partido Liberal Mexicano (PLM).

Journaliste, elle collabora au quotidien « El diario del hogar » et dans « El hijo del Ahuizote ». En 1901, elle créa « Vésper » pour la ville de México pour agiter et organiser les masses. Cette publication attaqua la dictature de Porfirio Diaz et dénonça sa complicité avec le clergé, pour cela le gouvernement confisqua l'impression du journal. En 1903, elle fut arrêtée lors d'un meeting par des policiers en civils et fut emprisonnée. Lors de sa sortie, elle s'exila en compagnie de journalistes et d'activistes comme Elisa Acuña et Sara Estela Ramirez à Laredo, au Texas, où elles relancèrent la publication de « Vésper » en plus de celle des journaux « La corregidora » et « La protesta nacional ».

A la fin de 1907, elle fonda « Las hijas del Anahuac », groupe de 300 femmes ayant une orientation anarchiste qui se réunissait chaque dimanche après-midi. Dès 1904, elles demandèrent par le biais de manifestations et de grèves, une amélioration des conditions de travail pour les femmes.

Représentant un danger pour la dictature, elle fut déportée aux Etats-Unis puis elle revint à Mexico en 1909 et fonda le « Club Político Femenil Amigas del Pueblo » et continua à participer au PLM.

⁵⁹¹ Organisation Internationale du Travail, « Origines et histoire », (www.ilo.org)

⁵⁹² Guadalupe Cruz Jaimes « Juana Belem Gutiérrez, periodista, poeta y revolucionaria », Cimac, Mexico, Le 23 février 2007 (www.cimacnoticias.com)

En 1910, à l'arrivée de Madero au pouvoir elle pensait assister à de nombreux changements mais rien ne se produisit. Elle participa alors au Plan Ayala⁵⁹³, se déclara Zapatiste et fut emprisonnée une troisième fois.

En 1917, elle fonda le « Consejo Nacional de Mujeres Mexicanas » et continua son travail de propagande en instaurant en 1919, « El desmonte », une revue avec des articles qui parlaient de la vie politique et syndicale.

Cette, femme révolutionnaire, poète, féministe et journaliste n'a jamais cessé jusqu'à sa mort de dénoncer, par le biais de ses écrits, toutes les injustices que pouvaient rencontrer les femmes.

En Colombie, les actions de Betsabé Espinoza⁵⁹⁴ contre l'exploitation laborale et les droits économiques furent un événement important pour le continent tout entier. Le 14 février 1920, les ouvrières de la compagnie de textile Medellín, paralysaient leurs activités. Leurs conditions de travail étaient dégradantes, elles n'étaient pas autorisées à porter des sous-vêtements pour éviter la transmission de maladies, elles n'avaient pas de temps de repos, sauf un très court pour manger, des salaires extrêmement bas et elles subissaient des abus sexuels. La grève dura en tout 22 jours, elles reçurent le soutien de certains habitants du village, de certains entrepreneurs, d'autorités et même des religieux. Suite à cela, un accord fut signé entre les ouvrières et Emilio Restrepo, le patron des lieux, stipulant que la journée de travail ne devait pas dépasser les neuf heures et cinquante minutes, une hausse des salaires de 40%, et la destitution des ouvriers qui tenteraient de les abuser sexuellement.

Cette grève fut sans doute l'une des plus importantes de Colombie et eut des répercussions dans toute l'Amérique Latine. Ce fut la première fois que les femmes sortaient de chez elles pour manifester mais ensuite, elles le firent à plusieurs reprises, et plusieurs secteurs furent touchés comme celui des téléphonistes, des cueilleuses de tabac et de café à Cundinamarca, Tolima et huila⁵⁹⁵.

En 1925, dans la localité de Oruro en Bolivie, eut lieu le deuxième Congrès Ouvrier et seulement deux femmes déléguées y assistèrent : Angelica Ascui et María de Macedo, qui

⁵⁹³ Plan révolutionnaire initié par Emiliano Zapata, qui visait à restituer aux populations indiennes un tiers des territoires communaux spoliés par les propriétaires terriens.

⁵⁹⁴ Alexandra Ayala Martín « Betsabé Espinosa y Georgina Fletcher, pioneras de los derechos de las mujeres », Revue « María María », Juillet 2008 (www.unifemandina.org)

⁵⁹⁵ Sonia Rincón « Evocación y vigencia de los años veinte », entrevista con María Tila uribe, « Nueva Gaceta n° 12 », Bogotá, Septembre 2007, P.12

dénoncèrent l'exploitation des femmes et des enfants dans les industries. Elles exigèrent une législation en faveur des travailleuses enceintes, la création d'universités populaires et d'écoles pour la classe ouvrière.

Dans les zones urbaines d'Amérique Latine, on remarque chez les hommes comme chez les femmes que la tranche d'âge la plus active est quand même celle des 25-34 ans (96,5% d'hommes et 69% de femmes). Ceux qui travaillent le moins sont les plus jeunes à savoir les 15-24 ans ainsi que les seniors (60 ans et plus). Ils représentent respectivement 51,3% et 36,5% de la population active.

Les chiffres prouvent aussi que les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes sur le marché du travail. En 2005, 71,9% d'hommes sont actifs contre seulement 39,3% de femmes. Cette différence s'expliquerait par un nombre d'emplois encore trop masculinisés, et une mentalité beaucoup trop machiste. La contribution des femmes à l'économie continue d'être occultée, parce que les statistiques de l'emploi et la comptabilité nationale sous-estiment la place des femmes dans la population active et parce que la ségrégation entre les sexes se prolonge dans le monde du travail.

Selon les statistiques sur l'emploi⁵⁹⁶, quatre facteurs principaux justifierait cette situation: la persistance des différences entre les salaires des hommes et des femmes, l'inégalité d'accès à l'emploi stable, la perpétuation et parfois l'accentuation de la ségrégation professionnelle et l'accroissement du «travail fantôme» (travail invisible, non rémunéré mais économiquement nécessaire, à la fois dans les secteurs domestique, agricole et informel). Il est vrai que les femmes ont encore du mal à se détacher de certains postes et sont mieux représentées dans certains secteurs, c'est le cas du commerce (31,8%) ou des services (42,9%). Certains secteurs accueillent de plus en plus de femmes au fil des ans, comme par exemple, les transports (17,3%) ou des métiers, normalement réservés aux hommes tels que techniciens ou travailleurs professionnels (17%). Elles ne sont que 3% à occuper des postes qualifiés dans la fonction publique et 11,5% dans l'administration.

Là où elles sont le moins représentés c'est dans les travaux agricoles ou la pêche (2%). Quant aux hommes, ils sont surreprésentés dans un secteur qui est celui des transports⁵⁹⁷, où ils représentent 41,5% de la population active masculine. Ils sont 13% à occuper des postes dans des domaines professionnels bien particuliers, (techniciens, ou travailleurs

⁵⁹⁶ Banco Interamericano de Desarrollo, Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina. Desafíos para las políticas laborales », Editora Banco Interamericano de Desarrollo, New-York, 2006, P.12-13(344 pags)

⁵⁹⁷ Ce secteur comprend les travailleurs non agricoles, les conducteurs de machines, les transporteurs et les travailleurs assimilés.

professionnels). Par contre, en comparaison avec les femmes, seulement 13% d'entre eux sont commerçants ou vendeurs, et 10,5% travaillent dans les services, en effet, ce secteur est beaucoup plus féminisé. Cependant, Ils sont peu à occuper des postes dans l'administration (5,3%), et encore moins à être directeurs et fonctionnaires publics supérieurs (4%). On remarque que parmi ces différents groupes professionnels, une grosse proportion de femmes travaille en tant que salariées (54%) ou à son compte (34%). Elles représentent 16,6% du secteur des services domestiques et elles ne sont malheureusement que 3% à être employeurs. Du côté des hommes, on constate que tout comme les femmes, ils sont plus nombreux à être salariés (63%) plutôt qu'employeurs (7%), ils ne sont que 29% à travailler à leur compte et sont très peu représentés dans les services, où ils sont un peu moins de 1%⁵⁹⁸. Il est vrai que l'écart des salaires entre hommes et femmes s'est rétréci depuis les années 2000, à tel point que dans certains pays, des femmes touchent entre 90% et 95% du salaire des hommes. Mais selon les données rassemblées par la Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, les femmes de cette région ne gagneraient que de 44 à 77% du salaire des hommes⁵⁹⁹.

Les causes de ces disparités salariales sont multiples⁶⁰⁰. Tout d'abord, les métiers où l'on trouve surtout des femmes sont en général, moins valorisés. Les différences de gains sont notables par exemple pour le travail aux pièces accompli au foyer, le travail agricole salarié et dans le secteur informel. En outre, les hommes occupent plus souvent des emplois à plein temps qui leur offrent des possibilités de carrière et des avantages découlant de l'ancienneté, alors que les femmes sont très présentes dans le travail à temps partiel et dans le travail temporaire, mal rémunéré et précaire. Enfin, les femmes sont moins disponibles que les hommes pour effectuer des heures supplémentaires, travailler la nuit ou par équipes en raison de leurs responsabilités familiales ou d'obstacles juridiques. Malheureusement, on sait très bien que l'économie ne peut être effective que si hommes et femmes gagnent le même salaire et si elles ont un meilleur accès au secteur traditionnellement réservés aux hommes. C'est d'autant plus important que dans la région, la majorité des femmes ont un niveau d'éducation plus élevé.

⁵⁹⁸ Statistiques CEPAL, « Anuario estadístico 2005 », secteur économie, 2005 (www.eclac.org)

⁵⁹⁹ Statistiques CEPAL, « Anuario estadístico 2005 », secteur économie, 2005 (www.eclac.org)

⁶⁰⁰ Banco Interamericano de Desarrollo, Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina. Desafíos para las políticas laborales », Editora Banco Interamericano de Desarrollo, New-York, 2006, P.152-153 (344 pags)

En 2005, le taux de chômage⁶⁰¹ s'élevait à 9,3% et force est de constater qu'il varie en fonction du sexe, de l'âge et des années d'études de la population active. On remarque de surcroît, que le taux est toujours plus haut chez la femme que chez l'homme et plus le niveau d'étude est élevé plus le taux de chômage sera bas. Ce qui signifie par conséquent que l'éducation joue un rôle primordial dans l'obtention d'un travail ! La plupart des pays ont des taux qui se situent en dessous des 10%, le pays qui compte le moins de chômeurs est Cuba (1,9%), ensuite viennent des pays comme le Mexique (4,7%), le Costa-Rica (6,9%), le Nicaragua (7%), la Bolivie (8,2%), le Chili (9,2%) ou le Pérou (9,8%). Certains autres pays dépassent les 10% de chômeurs et selon le BIT⁶⁰² il s'agirait d'un phénomène inquiétant, en effet, des pays comme l'Argentine compte 11,6% de chômeurs, c'est le cas aussi de l'Uruguay (12,4%), de la Colombie (14%), mais aussi de la République Dominicaine qui Enregistre un taux de 18%.

L'agriculture et les activités économiques rurales sont les principales sources d'emploi en Amérique Latine et dans les Caraïbes, avec plus de 30% de la population active employée dans l'agriculture. L'Amérique Latine possède de nombreuses forêts et beaucoup de terres boisées. C'est aussi l'un des premiers producteurs de produits primaires tels que le café, le sucre, le maïs, les bananes,... Avec un PIB en hausse de 4,3 % en 2005, soit une augmentation du PIB par habitant de près de 3 %, la région Amérique Latine et Caraïbes vient de connaître sa troisième année consécutive de croissance. Cette période de croissance est très positive.

Dans un contexte de croissance généralisée, les économies sud-américaines affichent des rythmes d'expansion supérieurs à ceux de l'Amérique centrale et du Mexique. Ces différences entre sous-régions s'expliquent en particulier par l'évolution des termes de l'échange qui ont connu en 2005 une amélioration de 4,8 % en moyenne dans toute la région. Cette évolution a été particulièrement favorable aux pays sud-américains et surtout au Mexique. En revanche les pays d'Amérique centrale, importateurs nets de pétrole et concurrents de la Chine sur le marché nord-américain du textile, ont non seulement souffert d'une détérioration des termes de l'échange mais ont enregistré en outre un ralentissement du taux de croissance de leurs exportations en termes réels⁶⁰³.

De plus, l'amélioration de la situation économique de la région commence à jouer favorablement sur l'emploi. Cette augmentation a rendu possible une baisse du taux de

⁶⁰¹ Statistiques CEPAL, « Anuario estadístico 2005 », Taux de chômage en Amérique Latine (www.eclac.org)

⁶⁰² Rapport annuel sur les tendances de l'emploi, Bureau International du Travail, Paris, Janvier 2006 (www.ilo.org)

⁶⁰³ Cepal « Anuario estadístico 2006 », « Economie », 2006 (www.eclac.org)

chômage. Il est passé de 10,3 % en 2004 à 9,3 % en 2005⁶⁰⁴. Malgré de tels chiffres, qui sont très encourageants, on ne doit pas oublier qu'une grande proportion des travailleurs se trouve en situation de faible productivité, faible revenu, précarité et absence de protection sociale. Enfin, l'Amérique Latine est entrée dans des processus d'intégration régionale, accompagné de la multiplication d'accords de libre-échange entre pays qui ont joué un rôle déterminant sur le commerce, contribuant à la croissance économique et au développement de la région.

En Amérique Latine, la migration des campagnes vers les villes a été un processus sélectif touchant principalement les femmes⁶⁰⁵. En effet, entre 1960 et 1970, 3,8 millions de femmes ont quitté le secteur rural pour aller s'installer en ville. La jeune femme migrante qui s'engage comme domestique abandonne son foyer pour aller vivre « chez son patron » ou dans un lieu qu'elle ne connaîtra pas, où prédomine le plus souvent la servitude. Elle deviendra alors employée de maison et même si cette fonction est parfois bien rémunérée, elle est très dévalorisée dans la société. Comme on l'a vu précédemment, le service domestique est la catégorie qui regroupe le pourcentage le plus élevé de la main d'œuvre féminine.

La majorité de ces migrantes rurales sont jeunes et issues du milieu paysan (ou prolétariat agricole). Leur niveau de scolarité est très bas, elles ont souvent eu un enseignement primaire inachevé et bon nombre d'entre elles sont analphabètes, surtout chez les plus âgées. Même si elles atteignent un niveau de scolarité plus élevé, elles peuvent difficilement aspirer à un statut professionnel différent.

Concernant les conditions de travail, elles sont très précaires⁶⁰⁶ : non seulement, la réglementation du travail est généralement assez restreinte, mais on l'ignore souvent totalement, ce qui fait qu'elle n'est pas appliquée. La journée de travail n'a pas de limites, surtout pour la bonne logée et nourrie, et le salaire est inférieur au salaire minimum légal. Bien qu'une partie du salaire soit payée en nature, l'autre partie sera payée en espèce. L'augmentation du coût de la vie et les lourdes responsabilités pécuniaires qui pèsent sur ces femmes envers leurs enfants et leur famille les situent dans le groupe des plus pauvres parmi les pauvres.

⁶⁰⁴ Id.

⁶⁰⁵ Nations-Unies, Cepal « Migración internacional, derechos humanos y desarrollo en América Latina. Síntesis y conclusiones », Montevideo, Uruguay, du 20 au 24 mars 2006, P.39 (62 pages)

⁶⁰⁶ Réunion du Comité Exécutif du Réseau des Femmes Parlementaires des Amériques « L'impact des migrations sur les femmes en Amérique Latine », Iles Margarité, Vénézuéla, 22 février 2003, P.2 (4 pages)

Le travail des petites filles

Certains organismes se sont penchés sur le travail des enfants en Amérique Latine et aux Caraïbes. En effet, environ 17 millions d'enfants de 5 à 14 ans auraient une activité professionnelle. Ce qui représente 10,5% de cette classe d'âge de la région⁶⁰⁷. Ce taux est comparable à celui de l'Asie (19%), ou de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (15%).

On constate tout de même que le taux est deux fois plus élevé dans la classe d'âge des 10-14 ans (21,5%) que dans celle des 5-9ans (10,6%). Ce nombre atteint 18 à 20 millions si on y inclut les enfants qui travaillent dans les mines Boliviennes ou Colombiennes, ceux qui vendent des cigarettes ou des friandises aux carrefours des rues des grandes villes ou ceux qui travaillent à la campagne⁶⁰⁸.

Etant donné la configuration géographique et économique de l'Amérique Latine, un grand nombre d'enfants sont des travailleurs agricoles⁶⁰⁹. Ils aident fréquemment leurs parents à cultiver les champs et à vendre sur les marchés. Sur tout le continent, les enfants sont présents dans les champs de canne à sucre, d'hévéas, de tabac ou de café et dans les grands vergers tournés vers l'exportation. En République Dominicaine, des jeunes ouvriers agricoles sont même « importés » d'Haïti. En Colombie, la culture des fleurs pour l'exportation qui s'est développé dans les années 90, emploie également des enfants. Cela concerne plus les filles que les garçons. En Colombie et plus encore, au Venezuela, celles-ci sont presque toutes employées dans l'industrie manufacturière. Tandis qu'entre un quart et la moitié des garçons sont employés dans la construction. Dans le secteur tertiaire environ les trois quarts des enfants (plus de filles que de garçons), travaillent dans l'hôtellerie et le quart restant travaille dans les services aux personnes.

En Colombie, les estimations varient entre 800 000 et 2 à 3 millions d'enfants actifs. Ils seraient plus de 3 millions au Pérou et 2,5 millions au Guatemala, et en Equateur, leur nombre serait compris entre 500 000 et 1 million.

Au Brésil, les enfants sont employés dans des fours à charbon de bois sur des sites disséminés dans la forêt du pays. Souvent dans un état de malnutrition avancé, ils sont obligés de travailler 12 heures par jour.

L'Amérique Latine est un des continents les plus urbanisés au monde (75% de la population est concentré dans les villes) et l'Unicef estime qu'au moins 15 millions d'enfants vivent de

⁶⁰⁷ Selon une étude de l'OIT, en 2004, L'Amérique Latine comptait 11% de travailleurs et 8% de travailleuses.

⁶⁰⁸ « Le travail des enfants dans le monde », article Unicef, 2002 (www.unicef.org)

⁶⁰⁹ Jean-Maurice Derrien « Travail des enfants en question », L'harmattan, Paris, 2008, P.65 (520 pages)

façon permanente dans les rues des villes où ils ont investi toutes sortes de métiers (vendeurs de fruits et de journaux, cireurs de chaussures, laveurs de voitures,...) et trouvent refuge dans des squats, des sous-sols ou des friches urbaines. Une partie des enfants issus de l'exode rurale sont placés comme domestiques dans des maisons aisées des grandes villes. Le salaire n'est souvent constitué que du lit et de la nourriture. Au Venezuela, 60% des fillettes actives du pays sont des domestiques⁶¹⁰.

Il est vrai que le travail domestique a toujours existé en Amérique Latine mais depuis les années 90, il inquiète de plus en plus les organismes internationaux. Ils ont pris conscience de l'ampleur de ce problème et de l'incidence négative qu'il pouvait avoir sur le bien être de ces enfants. La plateforme de Pékin reconnaît l'importance de ce fléau et dresse comme objectif d'éliminer l'exploitation économique du travail infantile et protéger les filles du travail⁶¹¹.

Les causes qui les motivent sont la santé, l'éducation et le développement de l'enfant, ainsi que son bien être. De plus, on remarque qu'un enfant travailleur aura peu de chance de trouver plus tard un travail stable, et les générations à venir perpétueront ce schéma et auront par conséquent du mal à sortir de la pauvreté.

Selon l'OIT⁶¹², la convention n°138 stipule qu'à l'âge de 15 ans un enfant peut commencer à travailler. Il peut de plus, réaliser des petits travaux s'il a moins de 13 ans et des travaux plus dangereux s'il a plus de 18 ans.

Dans les années 90, beaucoup d'études ont négligé le travail domestique. Donc, certaines filles qui travaillent ainsi ne sont pas considérées comme travailleuses mais elles subissent quand même les conséquences de cette activité. Beaucoup d'entre elles sont malades ou ne viennent pas en classe car elles ont du mal à combiner les deux. Cependant, la majorité des études démontrent que plus de 90% des filles se consacrent au travail domestique. En Bolivie par exemple, 99% sont des filles et 1% des garçons.

Les garçons sont plus présents dans les secteurs du marché. Dès leur plus jeune âge les enfants sont orientés vers des secteurs bien distincts ce qui favorisera plus tard la discrimination de la femme sur le marché du travail.

Il existe deux catégories de travail domestique :

1) Le travail réalisé au foyer : s'occuper des frères et sœurs ou aider dans d'autres domaines.

⁶¹⁰ « Le travail des enfants dans le monde », article Unicef, 2002 (www.unicef.org)

⁶¹¹ Plan d'action Conférence de Pékin ONU (www.un.org)

⁶¹² « Convention de l'OIT n°138 », Site de l'OIT (www.oit.org)

2) Le travail réalisé à l'extérieur, dans des maisons familiales afin d'effectuer des tâches domestiques.

Il existe plusieurs types de tâches comme s'occuper des enfants ou des personnes âgées, transporter de l'eau ou du bois, cuisiner, laver et repasser le linge, faire les courses, et faire le ménage.

Généralement, les familles n'attendent pas que leurs enfants soient rémunérés, mais préfèrent obtenir des biens matériels ou une inscription à l'école par exemple. Ce secteur est celui où l'on trouve le plus de fillettes exploitées, en ce qui concerne les salaires, mais aussi les abus physiques ou sexuels. Ces travaux étant réalisés pour la plupart au noir, aucune inspection ne peut être établie⁶¹³.

Le travail des enfants est un véritable fléau et beaucoup d'entre eux en sont contraints car leur famille est pauvre, ou n'ont pas de couverture sociale, ou tout simplement parce que dans le foyer la situation est invivable, il y a trop de violence. Les enfants travaillent beaucoup : en Bolivie une étude a confirmé que les enfants de moins de 12 ans travaillent environ 20 heures par semaine et que ceux de plus de 12 ans, environ 30 heures. Ce qui est énorme si on prend en compte les heures de cours.

Selon l'OIT pour éradiquer ce problème il faut en parler aux entreprises pour qu'ils évitent d'employer des enfants. Actuellement l'IPEC, l'agence spécialisée de l'ONU qui œuvre pour l'élimination du travail des enfants s'est donnée comme mission prioritaire de mettre fin à toute formes de travail infantile à savoir les enfants réduits en servitude, les enfants qui travaillent dans des conditions ou des secteurs dangereux et les enfants les plus vulnérables, c'est-à-dire, ceux qui sont âgés de moins de douze ans et les filles.

En décembre 2003, ils étaient 177 pays à ratifier la convention 182 de l'OIT et 131 pays à ratifier la convention 138, qui portent respectivement sur l'interdiction du travail des enfants et sur la fixation d'un salaire minimum notamment dans les pays en développement. La multiplication de ces conventions permettra peut-être un jour d'y remédier et surtout de penser au bien être présent et futur des enfants⁶¹⁴.

En Amérique Latine, la population active a augmenté mais, on remarque bien que les femmes sont présentes dans des secteurs bien définis, notamment dans le secteur des services

⁶¹³ Daniela Zapata Sapiencia « Trabajo, educación y salud de las niñas en América Latina y el Caribe. Indicadores elaborados en el marco de la plataforma de Beijing », CEPAL, Serie « Mujer y desarrollo » n°82, Santiago du Chili, Avril 2007, P12 (44 pages)

⁶¹⁴ ALAI, « Niñas y niños trabajando : analizando el trabajo infantil », Bulletin n°18, IDEAS, Córdoba, Espagne, Octobre 2007 (alainet.org)

ou dans le commerce, la restauration et l'hôtellerie. Par contre, on retrouve plus d'hommes dans les transports, la construction ou des emplois bien précis tels que techniciens⁶¹⁵. Si ces femmes ne travaillent pas dans d'autres domaines c'est qu'elles ne le peuvent pas. Les hommes dirigent et sont à la tête des emplois les plus valorisants, et lorsque les femmes arrivent à leurs niveaux elles font face à de terribles inégalités.

L'analphabétisme concerne en majeure partie les femmes des milieux ruraux, celles-ci travaillent pour la plupart aux champs, et si ce n'est pas le cas, elles sont victimes de l'exode rurale et se voit accepter des boulots précaires comme par exemple, domestiques. Ces métiers sont à la fois dégradants et difficiles à assumer, car en plus de vivre loin de leur famille, elles gagnent peu et se font traiter comme des moins que rien⁶¹⁶.

Un point très important en Amérique Latine reste à résoudre, c'est le cas du travail des enfants⁶¹⁷. En effet, les chiffres sont alarmants, ils rejoignent ceux de l'Asie et du Moyen-Orient. L'Unicef trouve ce bilan inquiétant. La majorité des filles sont présentes dans le secteur des travaux domestiques. Ce domaine n'est pas complètement pris en compte par les organismes de travail car les enfants n'y sont pas embauchés légalement. Les conditions de travail sont éprouvantes psychologiquement et physiquement pour ces êtres vulnérables. Il s'agit en effet, du secteur où il existe le plus d'exploitation. Bien heureusement, de nos jours beaucoup d'études ont démontré que ces filles souffrent autant que les autres. Cela a surtout contribué à faire prendre conscience aux autorités l'ampleur de ce drame. Grâce à des conventions et autres solutions, la situation des enfants travailleurs devrait s'améliorer d'ici peu⁶¹⁸.

2.2.3.La famille en Amérique Latine

La famille latinoaméricaine est en pleine mutation, en effet, la famille traditionnelle est confrontée actuellement à de gros changements. Dans un premier temps, nous évoquerons ce que représentent la famille et l'origine des populations qui composent l'Amérique Latine,

⁶¹⁵ Statistiques sur l'emploi de la Cepal « Anuario estadístico 2005 » (www.eclac.org)

⁶¹⁶ Réunion du Comité Exécutif du Réseau des Femmes Parlementaires des Amériques « L'impact des migrations sur les femmes en Amérique Latine », Iles Margarité, Venezuela, 22 février 2003, P.2 (4 pages)

⁶¹⁷ Jean-Maurice Derrien « Travail des enfants en question », L'harmattan, Paris, 2008, P.65 (520 pages)

⁶¹⁸ Daniela Zapata Sapiencia « Trabajo, educación y salud de las niñas en América Latina y el Caribe. Indicadores elaborados en el marco de la plataforma de Beijing », CEPAL, Serie « Mujer y desarrollo » n°82, Santiago de Chile, Avril 2007 (44 pages)

car cela a en effet un lien avec cette nouvelle situation⁶¹⁹. La famille chrétienne européenne fut exportée en Amérique Latine, elle est basée sur la monogamie et dans le libre choix du futur mari, elle est traditionnellement composée de deux parents, dont le père qui se charge de subvenir aux besoins de sa famille en travaillant et d'une mère qui à la fonction de tenir son foyer en restant à la maison pour s'occuper de l'éducation des enfants et des tâches ménagères.

La formation et la dissolution des couples, la sexualité et la fécondité, la violence domestique et les migrations favorisent les modifications au sein des foyers et c'est ce que nous allons étudier plus particulièrement.

Ensuite, nous verrons que sur le continent, comme internationalement, beaucoup de couples préfèrent vivre en union libre, ce qui est un retour aux sources, car ce type d'union existait déjà depuis longtemps dans les milieux pauvres et ruraux⁶²⁰. En effet, les gens n'avaient pas les moyens de se marier. Ce type d'union se propage désormais dans les milieux urbains, ce qui favorise la baisse du taux de nuptialité. De plus, la formation des couples est beaucoup plus précoce.

Les femmes se marient donc moins et étudient beaucoup plus et attendent d'obtenir une activité professionnelle pour faire des enfants. Elles en font par conséquent moins qu'avant et cela contribue à la baisse du taux de fécondité. Dans certains pays, les taux de divorces sont très élevés, en se mariant très jeunes et sur un coup de tête, les couples se séparent très vite. Mais parfois, le divorce est salvateur car il évite les sévices d'un conjoint trop violent.

Nous verrons que les types de foyers ont évolué, en effet, on constate qu'il existe plus de foyers dirigés par des femmes avec ou sans enfants, mais malheureusement, c'est ce type de ménages qui tombe le plus souvent dans la précarité. En effet, ces femmes sont de jeunes divorcées ou séparées, elles n'ont pas eu la possibilité d'étudier suffisamment et doivent se contenter d'emplois moins valorisés⁶²¹.

Depuis la conférence mondiale sur les femmes des Nations-Unies qui s'est déroulée à Mexico en 1975, des millions de femmes à travers le monde évoluèrent. Elles firent notamment leur entrée sur le marché du travail, c'est alors que les comportements se modifièrent.

Le féminisme est un courant qui a toujours valorisé au mieux la femme, en l'incitant à faire des études pour travailler et acquérir de bonnes carrières professionnelles ainsi que son

⁶¹⁹ David Robichaux « ¿Sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.38 (390 pages)

⁶²⁰ Raquel Gil Montero « ¿Metodos, modelos y sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.86 (390 pages)

⁶²¹ Statistiques sociales « Anuario estadístico 2007 », Cepal (www.eclac.org)

autonomie personnelle. Et c'est sur elles que repose l'organisation familiale, c'est pourquoi, de nombreuses mesures doivent être prises pour favoriser le bien-être de ces ménages⁶²².

La famille est une institution sociale ancrée dans les nécessités humaines universelles de base biologique : la sexualité, la reproduction et la subsistance quotidienne. Ses membres partagent un espace social défini en termes de relation de parentalité conjugale et de paternité et de maternité. C'est en fait une organisation sociale basée sur des relations de production, de reproduction et de distribution avec sa propre structure de pouvoir et de forts composants idéologiques et affectifs⁶²³.

Ainsi le mariage civil fut introduit dans la majorité des pays vers la fin du 19^e siècle, mais la reconnaissance légale du divorce a du attendre pour certains pays près de cent ans comme l'Argentine en 1987 ou le Chili en 2004. Le succès des dernières décennies fut l'égalité juridiques des enfants matrimoniaux et extramatrimoniaux (appelés batards ou illégitimes). Aussi dans certains pays, il y a eu des avancées dans la reconnaissance des unions de fait aux bénéfiques de la santé, des droits successoriaux, obtention de pensions et bien d'autres droits. En termes historiques, les changements et tendances dans le comportement matrimoniaux et reproductifs ont fait partie des processus d'urbanisation de modernisation et de sécularisation. Tout au long du 20^e siècle, la région Amérique Latine a expérimenté des transformations structurelles qui affectèrent l'organisation sociale et les normes familiales. Spécialement dans la seconde moitié du 20^e siècle, l'urbanisation accélérée et l'augmentation du taux de participation féminine dans la force du travail et la croissance au niveau de l'éducation sont certaines des grandes transformations⁶²⁴.

Les dictatures des années 70, laissèrent place à des démocratisations des états pendant les années 80. Cette violence et les vagues de répressions laissèrent de grosses traces dans la vie quotidienne et dans les liens familiaux, y compris les exils et les déplacements forcés avec de profonds effets dans le fonctionnement familial. A partir des années cinquante, la croissance de la population de certains pays fit un bond et l'implantation de politiques actives de contrôle de la natalité incombée par les Etats-Unis perturba les relations familiales. Les féministes

⁶²² Sonia Montañó « Sueño de las mujeres : Democracia en la familia », Dans « Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales : necesidad de políticas públicas eficaces », Cepal, Octubre 2004, P.3 (37 pages)

⁶²³ Irma Arriagada « Familias y políticas públicas en América-Latina, una historia de desencuentros », Cepal, Santiago du Chili, Octubre 2007, P.23 (418 pages)

⁶²⁴ Sonia Montañó « El sueño de las mujeres : democracia en la familia » dans « Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales : necesidad de políticas públicas eficaces » (Conférence), Cepal, Santiago du Chili, Octubre 2004, P.6 (37 pages)

s'insurgèrent, en effet, leur objectif était de réguler la population pour qu'elle ne soit pas trop importante alors qu'ils oubliaient le bien-être familial et le désir des femmes.

La totalité des pays qui composent l'Amérique Latine ont tous un point commun : Ce sont des pays colonisés par des peuples de langues essentiellement hispanique leur ayant laissé leur propre culture en héritage ainsi que la religion chrétienne. Ces pays furent colonisés dès la fin du 15^e siècle jusqu'au début du 19^e siècle pour la plupart. L'arrivée des familles juives, des esclaves africains puis des européens dans le Cône Sud compliqua la situation des familles, car selon les pays et les zones, il sera difficile d'en faire une généralité. Certaines zones sont beaucoup plus métissées que d'autres, certains pays comptent un nombre plus important d'africains, c'est le cas des Caraïbes, du Brésil et du Mexique. Certains présentent un taux élevé de familles d'origine créole et donc héritiers d'une culture européenne transformée, on les trouve en Argentine, en Uruguay et un peu moins au Chili⁶²⁵.

L'urbanisation a laissé place depuis le 20^e siècle à de gros changements, les flux migratoires à l'intérieur et l'extérieur des pays ont rendus la situation de chacun d'eux plus moderne et posttraditionnel pour ce qui est de la reproduction par exemple. Cela crée de plus, un fossé entre certaines populations comme les Indigènes concentrés dans les zones rurales ou les descendants des africains, qui peuplent les côtes, ces populations vivent de plus dans des conditions précaires et on du mal à s'intégrer car ils sont discriminés. Ce n'est pas le cas des autres populations de caractère euro-créole-métissé, plus occidentalisé et qui s'en sortent mieux financièrement.

Le processus de modernisation a affecté toutes les familles, en effet, la croissance fut massive depuis la seconde moitié du 20^e siècle ce qui a désuni les familles. Le déracinement a beaucoup affecté certaines familles et le processus d'urbanisation accéléré pose un problème pour la majorité des pays latino-américain⁶²⁶. En effet, ces pays sont à l'origine des zones rurales, le Mexique par exemple était rural à 90% et à la fin du siècle les familles urbaines se sont multipliées extraordinairement. Le nouveau contexte urbain à l'habitude de rompre la relation interfamiliale, parentale et communautaire et isoler les unités domestiques entre elles. A la fin du siècle, les circonstances se sont aggravées à cause de la restructuration du commerce international, la détérioration des relations d'échange, la dette externe, la

⁶²⁵ David Robichaux « ¿Sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.38 (390 pages)

⁶²⁶ Sonia Montañó « El sueño de las mujeres : democracia en la familia » dans « Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales : necesidad de políticas públicas eficaces » (Conférence), Cepal, Santiago du Chili, Octobre 2004, P.4 (37 pages)

monétarisation de la politique, la récession économique de la production et l'affaiblissement des marchés locaux, la quasi-totalité des familles ont souffert de l'impact de cette situation économique. D'ailleurs beaucoup d'individus et notamment les femmes ont du se trouver un emploi bien souvent mal rémunéré.

On constate qu'avec la modernisation, les familles suivent de moins en moins la religion, la population étant mieux éduquée y compris les adultes. On préfère sacrifier ses croyances au profit de nouvelles nécessités et attentes vitales. L'église a bien compris cela, et se rapproche de la société civile tout en se heurtant à la classe politique. Beaucoup d'organisations publiques et non gouvernementales se préoccupaient des familles en les orientant et les assistant quelles que soient leur assignation religieuse et idéologique. Pour les catholiques la famille est basée sur la monogamie et la fidélité à un seul être tout au long de sa vie, et de nos jours, ce qui se passe en Amérique Latine est contraire à ces dires⁶²⁷.

Dans chaque pays apparaissent des modalités et des coutumes particulières qui parfois contrastent avec certaines zones. Par exemple, la différence entre les zones cotières qui abritent des familles d'afrolatinoaméricains et de mulâtres et les divers altiplanos latinoaméricains où les populations Indigènes sont importantes, où se développèrent les premières cultures traditionnelles plus rigides, auxquelles vinrent s'ajouter les cultures des zones métropolitaines des pays. Un des graves problèmes pour l'orientation et la promotion familiale est de prétendre gouverner tout le pays depuis les grandes capitales en imposant des modèles urbains à tout le reste. Vivre en Amérique Latine dans des zones rurales et dans des villes est complètement différent et pourtant le même rythme de vie leur est imposé.

Dans la conception globale du modèle institutionnel de la famille, la pluralité des fonctions familiales étaient intégrées de manière unitaire. Aujourd'hui, les fonctions de la famille sont fragmentées entre elles : les relations sexuelles ne décrivent pas spécialement un comportement reproductif depuis l'arrivée des contraceptifs. Les parents d'une famille ne sont pas obligatoirement mariés, et ils peuvent désormais avoir d'autres enfants, d'une précédente relation ou reconstruire une famille grâce à la légalisation du divorce. Ces changements constituent un dérèglement de l'organisation familiale.

⁶²⁷ Jaime Aviña Zepeda « La familia en América-Latina », Revue Bien Común, N°152, Année 13, Mexico, Août 2007, P.30 (www.fundaciónpreciado.org)

Le mariage, les unions consensuelles et le divorce

Dans la majorité des pays de la région, on constate des changements importants dans les processus de formation des familles : taux de nuptialité en baisse, croissance dans la proportion d'unions consensuelles, hausse de l'âge du premier mariage et croissance du taux de divorce. Cet ensemble de changements pourrait être pris comme un indicateur du lien conjugal ou tout simplement d'une crise. Cependant, on se rend compte que cette perspective peut être interprétée comme un indice de plus grande liberté de choix, de la possibilité de sortir d'une relation insatisfaisante et de l'introduction et l'expansion de nouvelles formes de familles.

Le taux de nuptialité⁶²⁸ est plus élevé dans certains pays comme l'Equateur (6,8‰), Porto-Rico et le Costa-Rica (6‰), le Mexique (5,6‰), dans certains les taux sont beaucoup plus faibles comme en République-Dominicaine (2,8‰), et quelques uns n'excèdent pas les 4‰, comme l'Uruguay, le Chili ou l'Argentine, mais aussi, le Nicaragua, le Panama, le Salvador ou le Vénézuéla. On remarque que dans les zones urbaines le taux de nuptialité est beaucoup plus élevé, au Salvador le taux est de 5,3‰ alors qu'il n'est que de 1,5‰ dans les zones rurales.

Les taux de divorce⁶²⁹ sont élevés en Colombie (4,5‰), en Uruguay (4,33‰), à Porto-Rico (3,9‰), à Cuba (3,06‰). Les taux les plus faibles se retrouvent au Salvador (0,64‰), au Mexique (0,68‰) ou au Panama (0,88‰). Comme pour les mariages, les taux sont plus élevés en ville qu'à la campagne, à Cuba le taux passe de 3,8‰ dans les zones urbaines à 0,77‰ dans les zones rurales.

Très tôt, les unions consensuelles s'étendirent dans les zones rurales et dans les milieux défavorisés de la région. Le processus d'urbanisation et de modernisation modifia ce comportement puisqu'il fut remplacé par le mariage formel. Cependant, pour les pays qui ne légalisèrent pas le divorce, la séparation et les formations de nouvelles unions impliquèrent des arrangements consensuels. On remarque que les milieux urbains sont touchés par ces unions, certains continueront ainsi alors que d'autres se marieront plus tard ou lorsqu'ils auront des enfants.

Comme nous l'avons déjà signalé, ces unions ont débuté dans les milieux ruraux et pauvres et dans un second temps de nos jours elle représente une expression de liberté personnelle, car ces gens ne désirent pas de formalités pour s'aimer et fonder une famille, mais malgré tout,

⁶²⁸ Annuaire statistiques 2004 des Nations-Unies « Taux de nuptialité » (www.unstats.org)

⁶²⁹ Annuaire statistiques 2004 des Nations-Unies « Taux de divorce » (www.unstats.org)

cela contribue à la décadence du mariage. Les unions libres ou informelles subsistent notamment dans les pays des Caraïbes, comme Cuba, Porto-Rico ou la République-Dominicaine, l'Amérique Latine centrale comme le Salvador, le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala, et l'Amérique-Latine orientale et Atlantique Centrale, comme le Vénézuéla, la côte de Colombie et du Golfe du Mexique. Il existerait en quelques sortes un modèle d'union libre propre à l'Amérique Latine⁶³⁰.

Les pays que nous venons de citer (hors mis le Vénézuéla) avaient des taux qui dépassaient les 40% à la fin des années 90, le Vénézuéla et le Pérou dépassaient les 30%, et les autres pays se situent au dessous de ce seuil. Le pays qui détient le taux le plus faible est le Mexique avec un taux de 15,3%.

La religion catholique impose le mariage et si cela ne marchait pas et que le divorce serait la seule alternative, cela signifierait que la femme ne puisse pas maintenir le lien matrimonial, ce qui ferait d'elle une mauvaise femme. Mais d'un autre côté, le divorce est tout aussi important puisqu'il peut faire sortir la femme d'un mariage insatisfaisant, violent par exemple.

On remarque par ailleurs, une augmentation des familles recomposées suite à un divorce, mais aussi des familles composées de membres familiaux externes comme les grands parents par exemple.

Le premier Code Civil mexicain, proclamé en 1827 dans l'état d'Oaxaca, permettait que le couple se sépare mais il n'autorisait pas la séparation définitive du couple, ni le remariage, c'était contraire aux normes de l'église catholique. En 1870, sept causes furent ajoutées au Code Civil pour rendre le divorce possible : l'adultère, la prostitution, la violence, la corruption ou la tolérance de celle-ci vers les enfants, l'abandon du domicile conjugal pour plus de deux ans, la cruauté et une accusation fautive faite par l'un des conjoints. L'adultère effectué par l'épouse était une cause de divorce alors que celui du mari était effectif s'il avait lieu dans la maison commune ou quand celui-ci entretenait une liaison.

Ce fut le 29 décembre 1914⁶³¹, que fut décrétée la loi du divorce, qui établissait que le mariage pouvait se dissoudre soit par consentement mutuel ou consentement libre des conjoints lorsqu'il y avait plus de trois ans de mariage ou si une raison empêchait sa réalisation. Une fois le mariage dissout, les époux avaient le droit de se remarier. La loi du divorce entra en vigueur lors de la Révolution mexicaine.

⁶³⁰ Julieta Quilodrán « L'union consensuelle latinoaméricaine a-t-elle changé de nature ? », Colegio de México, Discours lors de la 24^e Conférence générale de l'union internationale pour l'étude scientifique de la population, Salvador, Brésil, 18-24 août 2001, P.5

⁶³¹ Mónica Pérez « El divorcio en México », Cimac, Mexico, Le 27 janvier 2004 (www.cimacnoticias.com)

En République Dominicaine⁶³², le divorce fut proclamé très tôt, par le biais de la loi n°1306 de 1937. Il existe deux formes de divorces, le divorce ordinaire et le divorce spécial. Ce type de divorce doit avoir obligatoirement une cause établie par la Loi de Divorce, à savoir :

- Le consentement mutuel
- L'incompatibilité de caractère
- Absence d'un des conjoints décrétée par le tribunal
- L'adultère
- Condamnation d'un des conjoints pour peine criminelle
- Sévices ou injures graves commises par un des conjoints
- Abandon volontaire du domicile conjugal par un des conjoints
- Alcoolisme ou dépendance à la drogue

Si aucune des causes suivantes ne correspond à la situation du demandeur, la demande se fera devant le Tribunal de Première Instance du District Judiciaire. Les parties devront présenter des documents et des témoins qui seront susceptibles de prouver leurs dires. L'audience aura lieu et le juge décidera si oui ou non il accorde le divorce.

S'il s'agit d'une condamnation pour peine criminelle par exemple, une justification sera demandée pour assurer que ce type de peine ne sorte pas du cadre des demandes ordinaires. Si ce n'est pas le cas, le recours d'appel reste ouvert, ce qui prendra environ deux mois après la date de la notification. Après le passage en appel et la sentence transcrite devant l'Office du Registre d'Etat Civil, la personne qui a obtenu le divorce devra comparaître devant l'Officier de l'Etat Civil et le Conservatoire d'hypothèques correspondant afin d'en effectuer la prononciation. De plus, il devra publier le dispositif de la sentence dans un journal de circulation national dans les huit jours suivant la prononciation.

Le divorce spécial ou « à la vapeur »⁶³³ concernent les étrangers ou les dominicains qui ne résident pas dans le pays et valable dans le cas du divorce par consentement mutuel. Leur accord sera souscrit devant un notaire public de la juridiction du domicile du couple, et devra être légalisé devant le consul dominicain le plus proche de chez eux. Ensuite, on leur

⁶³² Marcos Vargas « Droit de la famille en République-Dominicaine », Institut International de Droit d'Expression et d'Inspiration Françaises, Le 22 octobre 2006 (www.institut-idef.org)

⁶³³ « Divorces en République-Dominicaine », Consulat général de la République-Dominicaine (www.la-republique-dominicaine.org)

attribuera un juge de première instance rapidement. L'audience sera fixée dans les trois jours, et la sentence sera transcrite auprès des autorités correspondantes dans les huit à dix jours. Pour que cette sentence soit valide à l'étranger, elle devra être légalisée dans le bureau du Procureur de la République ainsi que dans le Secrétariat de l'Etat des Relations Extérieures puis à l'Ambassade ou au Consulat du pays des demandeurs.

Au Nicaragua⁶³⁴, a été mis en place le 28 avril 1988 la loi n°38 sur le divorce unilatéral. La loi établit que le conjoint qui veut divorcer doit se présenter personnellement avec les formalités demandées devant le juge. Le juge prendra connaissance de la demande et avisera l'autre conjoint par une notification qu'il recevra à son domicile. Il y aura un recours d'appel s'il y a des enfants mineurs, et des incompréhensions concernant la pension alimentaire et les biens communs. Le lien matrimonial sera dissout lors de la sentence de première instance et sera définitive lorsque le juge aura adressée la certification correspondante. Même si les hommes ont beaucoup recours à cette pratique, cette initiative a été principalement créée pour les femmes car elles subissent des violences conjugales.

En Equateur⁶³⁵, le divorce par volonté unilatérale ou sans expression de cause fonctionne sur le même système qu'au Nicaragua. Il s'agit de la possibilité pour les conjoints de solliciter un juge pour achever leur mariage sans la nécessité de compter sur le consentement des deux époux, et en omettant d'expliquer les motifs de leur décision.

Au Mexique⁶³⁶, ce type de divorce a été accepté le 28 aout 2008 dans la ville de Mexico. Cette pratique est beaucoup plus simple que les autres puisque les conjoints ne nécessitent pas d'avocats, cette démarche est beaucoup plus rapide et épargne l'angoisse des enfants. Beaucoup de députés étaient réticents quant à sa promulgation car ils pensent que cette attitude favoriserait le pouvoir des femmes dans le couple et inciterait les gens à se marier et à divorcer quand ils le désirent.

⁶³⁴ Edgerd Barberena S. « Divorcio unilateral también por poder », El Nuevo Diario, Managua, Le 28/03/2000

⁶³⁵ « Reforma al Código Civil. El divorcio por decisión unilateral », Universidad San Francisco de Quito, Herramientas del Abogado, P.5 (6 pages)

⁶³⁶ « Aprueba la ALDF divorcio unilateral en la ciudad de México », Cimac, Mexico, Le 28/08/2008 (www.cimacnoticias.com)

Le Chili⁶³⁷ a dû attendre le 18 novembre 2004 pour se doter d'une loi sur le divorce. Selon certains avocats, le Chili a vécu dans l'hypocrisie pendant 120 ans avec plus de 50 000 chiliens qui vivaient séparés. La nouvelle loi qui remplaçait un texte datant de 1884, et qui admettait la séparation mais pas le divorce. Ceux qui en avaient les moyens pouvaient opter pour l'annulation du mariage en ayant recours à des avocats spécialisés. La loi prévoit désormais le divorce immédiat en cas de violence, d'alcoolisme, de toxicomanie ou d'homosexualité. Un délai d'un an pour un divorce à l'amiable et de trois ans de séparation pour un divorce demandé par l'un des conjoints seulement (divorce unilatéral). Le Chili est le dernier pays d'Amérique Latine à approuver le divorce.

La Colombie⁶³⁸ a instauré en 2005, la loi n°962, du divorce « express », qui peut se faire immédiatement si les conjoints réunissent toutes les conditions requises. Ce type de divorce est le consentement mutuel. Jusqu'alors, il fallait se présenter devant un juge, mais maintenant cela se fait devant un notaire. Sous le gouvernement d'Alfonso López, la Colombie établit le mariage civil anulable avec le recours au divorce. Ce n'est qu'avec la Constitution de 1991 que le divorce fut réellement admis pour les mariages réalisés par l'église catholique, mais ce n'est qu'en 1992, qu'il s'étendit à tous les types de mariages : civils, religieux, chrétiens ou non.

Au Pérou⁶³⁹, une loi sur le divorce rapide a été promulguée en mars 2008 et sera applicable dès le 14 juillet de cette même année. C'est un divorce à consentement mutuel qui se fera désormais en mairie ou chez un notaire. Par conséquent, les époux doivent être d'accord sur la répartition des biens conjugaux, la garde des enfants, la pension alimentaire et autres détails. De plus, pour que le divorce se prononce, il faut que le couple soit marié depuis plus de deux ans, qu'ils aient des enfants mineurs, handicapés ou non. Mais voilà, cette nouvelle a ouvert le débat sur la famille, les religieux s'inquiètent car selon eux, cela favoriserait le déchirement des familles, alors qu'avec la crise économique que le pays subit, il faudrait les renforcer. La ministre de la justice Rosario Fernandez pense l'inverse et affirme que cette loi serait bénéfique pour des couples en crise car cela leur éviterait de perdre du

⁶³⁷ María Cecilia Espinosa « Chile : A un paso del divorcio », MujeresHoy, Santiago de Chile, Le 11/02/2004 (www.mujireshoy.com)

⁶³⁸ Antonio Fernández Castillo « El divorcio "express" fulmina a 90 000 parejas... », El País, Madrid, Le 16/11/2007 (www.lacomunidad.elpais.com)

⁶³⁹ José Alfredo Andalúz Prado « Ley sobre divorcio « rápido » levanta polémica en Perú », Correo, Quito, Le 16/03/2008 (www.diariocorreo.com.ec)

temps. En effet, cette nouvelle forme de divorce offre des délais beaucoup plus rapides. L'attente serait d'environ six mois.

La fécondité et le comportement reproductif

Le taux de fécondité a lui aussi chuté dans la région. Comme on le sait, cela a un rapport avec la position sociale des femmes. On remarque de plus, que les femmes qui ont un niveau élevé d'éducation ont une fécondité plus basse que les moins éduquées. Et étant donné que les opportunités éducatives sont en augmentation dans la région, le taux de fécondité a baissé. Le niveau éducatif des femmes influe sur l'âge de la première union et retarde l'arrivée du premier enfant. Le lien entre mariage et maternité n'est pas encore brisé et il reste primordial, mais il cesse de définir le rôle légitime de la femme. En effet, maintenant elles peuvent décider du moment précis où elles voudront un enfant⁶⁴⁰.

Le taux de fécondité est bas dans des pays comme Cuba (1,9) ou Porto-Rico (1,9), et il est élevé au Guatemala (4,6), en Bolivie (4), au Paraguay (3,8), au Honduras (3,7), et au Nicaragua (3,3). Les autres pays se situent entre 2 et 3 comme le Salvador (2,9), le Venezuela et la République-Dominicaine (2,7), la Colombie (2,6), ou l'Argentine (2,4)⁶⁴¹.

Le comportement reproductif des hommes et des femmes a un rapport avec les avancées des technologies reproductives et avec les politiques publiques liées à la sexualité et la reproduction. Au cours des dernières décennies, dans diverses conférences et conventions internationales, s'établirent les bases pour la reconnaissance des droits reproductifs, en légitimant les initiatives appropriées pour la définition de politiques dans ce domaine. L'opposition de certains groupes et notamment celle de l'église catholique furent très intenses. Chacun est libre d'avoir accès à une vie sexuelle saine. Tout au long de ces décennies, de nombreux changements se sont opérés mais ce n'est pas suffisant pour satisfaire chacun et tant qu'il existe une opposition, il n'y aura pas d'avancées.

Dans la région, l'éducation sexuelle, la législation sur la santé reproductive et la légalisation de l'avortement sont des thèmes conflictuels. Pour palier les désirs et les nécessités des individus, il faudrait informer la population pour qu'elle choisisse leur comportement reproductif : tout le monde n'a pas recours au contrôle de la fécondation. Selon une étude,

⁶⁴⁰ Ingrid Schockaert « Travail féminin et fécondité en Amérique Latine », Volume 60, Institut démographique, Université de Louvain-La-Neuve, 2005, P.171 (P.157 à 178)

⁶⁴¹ «Anuario estadístico 2007», Cepal (www.eclac.org)

beaucoup de femmes ont eu des grossesses non désirées et cela serait en partie dû à un bas niveau d'éducation.

Les grossesses adolescentes

On remarque aussi que depuis le début du 21^e siècle, les grossesses d'adolescentes sont en augmentation, un argument de plus qui fait baisser la fécondité des femmes adultes. Au Venezuela par exemple, 15,4% des adolescentes avaient eu une grossesse, entre 2000 et 2005, elles étaient 20,6%. En Colombie, elles étaient 14,5% dans les années 70 et 16,8% entre 2000 et 2005⁶⁴². La majorité de ces jeunes filles ont eu des rapports sexuels non protégés. Ce phénomène serait dû à la domination masculine. En Argentine, selon une étude, 80% des filles mères ont eu des enfants avec un homme de dix ans de plus qu'elles, et les autres avec un homme d'au moins vingt ans d'écart.

Selon les statistiques, on dénombre plus de grossesses chez les jeunes filles qui se trouvent dans la tranche de l'adolescence tardive (17-19 ans), en effet, elles sont moins nombreuses entre 14 et 17 ans. En Argentine par exemple, elles sont 3,7% d'adolescentes de 15 ans à avoir eu un enfant contre 23,6% à 19 ans. Au Mexique, elles ne sont que 1,8% à 15 ans et 26,2% à 19 ans. Au Guatemala, les chiffres sont plus élevés : 33% de jeunes filles de 19 ans ont eu une grossesse alors qu'à l'âge de 15 ans, elles n'étaient que 2,6%.

On note aussi un grand fossé dans les statistiques les filles qui proviennent de la campagne et les citadines. La situation économique est donc un facteur déterminant. Dans les zones rurales, elles étaient entre 40 et 60% à avoir eu un enfant avant 20 ans alors que dans les zones urbaines, elles étaient entre 25 et 36%⁶⁴³.

Ces chiffres ont augmenté depuis la fin des années 80, et ils proviendraient d'un problème culturel dû aux relations sexuelles précoces et à « l'érotisation » de certains programmes diffusés par les différents moyens de communication et notamment certains programmes de télévision destinés aux adolescents et aux enfants.

Les services de santé en Amérique Latine ne sont pas formés pour aider les jeunes, c'est aux parents, aux membres de la famille ou à des individus spécialisés dans ce domaine d'intervenir et de leur faire comprendre qu'il faut éviter un tel comportement car cela peut

⁶⁴² Agnès Guillaume, Susana Lerner, « L'avortement en Amérique Latine et dans les Caraïbes », Chapitre 5 « Grossesse non désirée et niveaux de fécondité », Revue Ceped, Paris-Mexico 2007 (www.Ceped.org)

⁶⁴³ Sara Más « Maternidad temprana ¿mal de pobres ? », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 30/08/2005 (www.mujereshoy.com)

entraîner des grossesses non désirées, mais aussi des recours aux avortements illégaux ou la transmission de maladies sexuellement transmissibles.

Dans les familles, ce sujet est tabou et rares sont les parents qui abordent le sujet de la sexualité. Par contre, l'éducation sexuelle et reproductive devrait être au programme des écoles mais cela viendrait encore une fois se heurter aux idées conservatrices de certains groupes. Et pourtant, limiter le nombre de grossesses adolescentes est primordial car il représente un gros risque pour ces jeunes filles. En effet, le dernier cycle de la croissance n'est pas achevé, et le squelette ainsi que le pelvis ne sont donc pas complètement formés⁶⁴⁴.

C'est pourquoi, ces femmes ont souvent des problèmes de santé, elles ont plus de fausses couches et de complications obstétricales la mortalité infantile y est plus élevée. Cela s'observe chez les jeunes adolescentes, car après 18 ans, leur corps est prêt pour la maternité.

Une majorité des grossesses sont non désirées, cela concerne les premières naissances qui, à un âge plus avancé, sont planifiées et voulues par les parents. Cela signifie que les droits reproductifs des adolescents sont bafoués. Souvent, les femmes se retrouvent seules⁶⁴⁵ face à ce dilemme, elles vivent et souffrent en silence car les hommes s'effacent et tentent de se défilier face à cette responsabilité. Les filles se laissent en général influencer par leurs partenaires mais parfois, ces grossesses sont le fruit de violences ou d'abus sexuels. On dit souvent que les mères adolescentes ont beaucoup plus de chance de devenir plus tard des mères célibataires qui affronteront leurs problèmes familiaux sans avoir à assumer l'irresponsabilité du père. Elles se retrouveront pour la plupart dans la précarité, seules, avec un niveau éducatif bas. Ce qui est un handicap pour trouver un emploi.

Depuis cette prise de conscience en Amérique Latine, de nombreux programmes⁶⁴⁶ ont été créés nationalement pour tenter d'affronter le problème efficacement. En Argentine, le Programme National de Santé Sexuelle et de Procréation Responsable créé par le Ministère de la santé a pour objectif de donner des réponses sur la mortalité maternelle, les avortements et les grossesses adolescentes, les MST et le sida. Il diffuse de nombreuses campagnes et donne de nombreux conseils.

Le Programme d'Attention aux Personnes et aux Mères Adolescentes (PAMA) créé par l'association Pro bien-être de la Famille Colombienne (profamilia) offre l'attention intégrale aux adolescentes enceintes ou qui allaitent, à leurs couples ou à leurs familles qui

⁶⁴⁴ Agnès Guillaume, Susana Lerner, « L'avortement en Amérique Latine et dans les Caraïbes », Chapitre 5 « La grossesse à l'adolescence est-elle un problème ? », Revue Ceped, Paris-Mexico 2007 (www.Ceped.org)

⁶⁴⁵ Cepal, Unicef « Maternidad adolescente en América Latina y El Caribe-Tendencias, problemas y desafíos », Desafíos n°4, Santiago du Chili, Janvier 2007, P.8 (12 pages)

⁶⁴⁶ Cepal, Unicef « Maternidad adolescente en América Latina y El Caribe-Tendencias, problemas y desafíos », Desafíos n°4, Santiago du Chili, Janvier 2007, P.11 (12 pages)

font face à une grossesse prématurée et bien souvent non planifiée. Il facilite le processus d'adaptation de l'aide et des personnes qui l'entourent et aide à prévenir une seconde grossesse par le moyen d'aide médicale, psychologique, sociofamiliale et éducative.

Le Programme d'Anticonception d'Urgence au Chili a été créé par le Ministère de la santé, il permet de distribuer la pillule du lendemain à la population qui la nécessite, soit les individus de plus de 14 ans, dans le but de diminuer les risques de grossesses non désirées et faire baisser les taux de complications, l'interruption du cycle éducatif, l'inégalité des genres dans l'accès à l'anticonception et les effets négatifs sur les bébés non désirés.

Ce comportement implique souvent un arrêt des études et se traduit par des regrets et un style de vie que l'on ne désirait pas forcément : bon nombre de ces jeunes filles trouveront des emplois moins bien rémunérés et seront pour la plupart employées dans le secteur informel⁶⁴⁷. Dans beaucoup de pays, des études ont été menées pour savoir quelles sont les personnes touchées par ce type de grossesses, et elles concluaient que ces « accidents » arrivaient dans les milieux les plus défavorisés, et surtout dans les zones rurales, car elles traduisent une élévation du statut social. Dans les milieux urbains, en revanche, la situation est différente car ces filles ne se rendent pas compte de la gravité du problème, elles n'ont pas de suivi fiable, elles fument, boivent ou se nourrissent mal, ce qui est déconseillé pour les fœtus. Et pourtant un bon soutien psycho-social démontre le bon déroulement de la grossesse⁶⁴⁸.

La violence domestique

La violence domestique est un phénomène récurrent en Amérique Latine et il constitue une violation des droits humains. Les mouvements de femmes ne cessent de se battre pour tenter d'éradiquer ce problème mais en vain. Dès les années 80, ce thème devint une priorité. C'est d'ailleurs au cours de la Conférence mondiale des femmes qui se déroula à Pékin que certains objectifs furent fixés pour en venir à bout⁶⁴⁹.

Le terme famille renvoie systématiquement à l'affection et à l'intimité, et pourtant beaucoup d'entre elles côtoient la violence quotidiennement, mais une minorité ose en parler car c'est un sujet honteux. Ces dernières années beaucoup d'homicides liés à la violence conjugale furent dénoncés.

⁶⁴⁷ « Adolescentes pobres adelantan maternidad », Cimac, Santiago du Chili, Le 15/08/2005 (www.cimacnoticias.com)

⁶⁴⁸ Agnès Guillaume, Susana Lerner, « L'avortement en Amérique Latine et dans les Caraïbes », Chapitre 5 « La grossesse à l'adolescence est-elle un problème ? », Revue Ceped, Paris-Mexico 2007 (www.Ceped.org)

⁶⁴⁹ Nations-Unies « La violencia doméstica contra mujeres y niñas », Fondo de las Naciones-Unidas para la infancia, Centro de investigación Innocenti, N°6, Juin 2000, P.17 (30 pages)

Ce fléau qui concerne toutes les classes sociales touche en général les femmes, les petites filles ou les personnes du troisième âge. Les individus qui passent à l'acte ont souvent été élevés par des familles violentes. Mais parfois il traduit une domination, en effet, dans certaines familles, le salaire de la femme devient parfois plus élevé que celui de l'homme et en conséquence, pour affirmer sa masculinité, ce dernier utilisera la violence⁶⁵⁰.

Ce comportement est odieux et il devrait être sévèrement puni car il contribue au processus de destruction de certaines familles.

La prostitution

Dans les années 80, l'Amérique Latine connut une grande crise économique et en conséquence, les femmes firent leur entrée en masse sur le marché du travail. Malheureusement, de nombreux secteurs leur claquèrent les portes au nez. Certaines durent rester chez elles pendant que d'autres tombèrent au chômage. Alors elles décidèrent d'émigrer à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Beaucoup d'entre elles se prostituèrent car cette activité était l'une des mieux rémunérées mais aussi la plus dégradante. Cette activité comprenait les femmes plutôt jeunes qui résidaient dans les zones périphériques ou rurales. La société leur a démontré que l'argent était la clef du bien-être, surtout dans les villes où le système de consommation est plus visible. De plus, ces jeunes filles, vulnérables, correspondaient au profil recherché par les proxénètes⁶⁵¹.

La situation continue d'empirer puisque des études réalisées en Amérique Centrale et du sud dénoncent que les trafics de femmes et de petites filles sont en augmentation et que de plus en plus d'adolescentes et de filles très jeunes y sont incluses.

Dans la majorité des pays, la prostitution est interdite. Les législations sont toutes les mêmes, elles sanctionnent par le biais de leur Code Pénal, le proxénétisme et le trafic de personnes et pourtant il est en augmentation ce qui démontre beaucoup de laxisme de la part des gouvernements. De nombreuses associations féministes, d'ONG ou autres s'insurgent devant de tels faits⁶⁵². En effet, pour eux, la prostitution, le proxénétisme et la traite de personnes sont une atteinte aux droits humains, il s'agit d'une pratique dévalorisante, humiliante et qui

⁶⁵⁰ Irma Arriagada « Familias y políticas públicas en América-Latina, una historia de desencuentros », Cepal, Santiago du Chili, Octobre 2007, P.111 (418 pages)

⁶⁵¹ Julieta Montaña « La prostitución en América Latina », Congrès International sur l'Exploitation Sexuelle et le Trafic de Femmes, AFESIP Espagne, Madrid Le 26,27 et 28 octobre 2005, P.1

⁶⁵² Julieta Montaña « La prostitución en América Latina », Congrès International sur l'Exploitation Sexuelle et le Trafic de Femmes, AFESIP Espagne, Madrid Le 26,27 et 28 octobre 2005, P.5 et 6

exploite l'être humain à outrance. Ils les affectent dans leur propre droit, comme dans leur liberté sexuelle et leur dignité d'être humain.

Récemment un courant est né, leur philosophie consisterait à légaliser la prostitution⁶⁵³ mais d'autres s'y opposent, car pour eux, et plus précisément des féministes, cela impliquerait une recrudescence des violences envers les femmes, comme cela se fait en Allemagne, en Australie ou au Pays-Bas. Des lois existent nationalement pour la protection des services du sexe et on observe une nette amélioration de ces exploitations sur les mineurs mais cela reste un délit puisque ces actes sont normalement interdits par la loi.

Ces mesures ne proviennent pas de la majorité des prostituées mais des personnes qui disent les représenter, ceux qui gagnent de l'argent sur leur dos. L'influence du courant qui demande la légalisation de l'exploitation de la prostitution est poussée et alimentée par de grands réseaux de trafiquants de femmes et d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Il ne tarde pas à faire sentir sa présence en Amérique Latine par le biais des mafias comme celles du Brésil, de la République-Dominicaine ou de la Colombie, ainsi que par certaines femmes qui se prostituent et qui pensent que cette activité est une activité commerciale comme n'importe laquelle et que l'Etat, au lieu de la pénaliser, devrait plutôt la protéger car c'est une source d'emploi pour des milliers de femmes qui ont choisi cette activité.

Teresa Ulloa⁶⁵⁴, directrice de la coalition régional contre le trafic de femmes et d'enfants en Amérique Latine et aux Caraïbes, affirme qu'il faudrait que personne ne vende son corps pour survivre, car c'est humiliant et il faudrait essayer de combattre la pauvreté car c'est souvent ces personnes qui se font embrigader.

Beaucoup de femmes subissent des tortures, des agressions sexuelles, des viols, des menaces, des grossesses non désirées, des avortements et autres problèmes permanents durant l'exercice de leur activité. La prostitution est en elle-même une violation des droits humains basiques comme l'intégrité et la dignité des femmes et des petites filles⁶⁵⁵.

La migration

Bien souvent, la migration fait partie d'une stratégie économique familiale lorsqu'elle est volontaire. Mais parfois, ce n'est pas le cas lors de l'exil ou des déplacements forcés.

⁶⁵³ Carmen Vigil et María Luisa Vicente « Prostitución, liberalismo sexual y patriarcado », Asociación para la Prevención, Reinserción y atención de la Mujer Prostituida (APRAMP), Madrid, 2006, P.12 (19 pages)

⁶⁵⁴ María de la Luz « Reglamentar prostitución genera más violencia contra mujeres », Cimac, Mexico, Le 13/12/2007 (www.cimacnoticias.com)

⁶⁵⁵ Julieta Montaña « La prostitución en América Latina », Congrès International sur l'Exploitation Sexuelle et le Trafic de Femmes, AFESIP Espagne, Madrid Le 26,27 et 28 octobre 2005, P.10

A l'époque, tout au long du 20^e siècle, les jeunes adultes migraient de la campagne vers la ville dans le but d'aider leur famille. Les hommes pour entrer dans le travail non qualifié comme la construction et l'industrie et les femmes surtout dans le travail domestique. Dans les familles déjà composées, c'est en général l'homme qui quittait le domicile. Et il s'arrangeait pour revenir régulièrement chez lui ou faire venir sa famille dans son nouveau lieu de résidence.

Aujourd'hui⁶⁵⁶, la situation s'est modifiée, les changements migratoires ne se font plus de campagne à ville mais de ville à ville, le niveau éducatif, et les capacités professionnelles ne sont plus basées sur des motivations familiales mais sur des opportunités professionnelles. On remarque aussi que de plus en plus de femmes sont concernées par ce phénomène à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays. Elles partent jeunes, souvent entre 20 et 25 ans, avant de fonder une famille et pour fuir des situations de crise comme la pauvreté ou l'insécurité. Mais beaucoup d'entre elles n'exauceront pas leur souhait puisqu'elles travailleront pour la majorité dans le secteur informel.

Les flux migratoires ont toujours un lien familial, en général, ces hommes ou ces femmes qui quittent leur lieu de résidence seront aidés par un membre de leur famille. Une fois en place, ils tenteront de ramener leur famille puis d'autres membres qui constitueront ainsi une communauté. De là des sommes d'argent leur seront envoyées. On peut donc en conclure que plus les membres d'une famille sont éloignés mieux ils contribuent à la bonne santé économique d'un pays.

Force est de constater que l'exil ou les déplacements provoquent de graves tensions au sein de l'organisation familiale et la vie quotidienne. Ce climat d'insécurité et de peur modifie le rythme de vie. La violence politique est très dure pour la vie de famille et cela aboutit souvent à des déplacements collectifs ou des fugues. L'exil politique est une expérience qui touche les personnes impliquées dans l'action politique et la vie publique et qui appartiennent à la population urbaine éduquée, de classe moyenne, mais aussi des leaders ouvriers et des paysans de la classe de travailleurs. Alors que les déplacements involontaires et les fuites surviennent dans les zones les plus défavorisées, dans les zones rurales lointaines et n'épargnent personne⁶⁵⁷ : les enfants, les femmes, les malades, les personnes âgées,...

⁶⁵⁶ Adela Muñoz de Liendo, Députée et Représentante au parlement andin au Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires des Amériques (COPA) «Femmes et migrations dans la communauté andine », Puerto-Rico, du 23 au 25 septembre 2004, P.5 (www.feminamericas.org)

⁶⁵⁷ Adela Muñoz de Liendo, Députée et Représentante au parlement andin au Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires des Amériques (COPA) «Femmes et migrations dans la communauté andine », Puerto-Rico, du 23 au 25 septembre 2004, P.11 (12 pages) (www.feminamericas.org)

En Colombie, des familles entières ont du quitter leur village, ou subir des tortures voire même des assassinats. On estime à plus de deux millions de personnes déplacées dans ce pays durant les quinze dernières années du aux conflits politiques d'intervention des forces armées, des paramilitaires, de la guérilla armée et des groupes narcotrafiquants. Ce problème affecte les peuples noirs et indigènes : les enfants déplacés ne vont pas à l'école, les familles se retrouvent sans toit et n'ont pas accès aux services de santé. Ces fuites détruisent des millions de familles et face à cela les programmes des gouvernements sont insuffisants, et pourtant le bien être de ces familles renvoie toujours à la même réflexion : l'avenir économique du pays.

Les types de foyers

On observe une réduction des familles nucléaires⁶⁵⁸, passant de 63,1% en 1990 à 61,4% en 2005. La raison serait la croissance des ménages non familiaux. Malgré tout, ce type de famille continue à prédominer. Il s'agit d'une famille constituée par un ou deux parents avec ou sans enfants. Les familles nucléaires bi parentales et sans enfants sont dirigés par le père en général, à plus de 90%.

Les ménages nucléaires bi-parentaux avec enfants chutent, passant de 46,3% à 41,1% ce qui s'explique en partie à la transformation des familles monoparentales avec enfants dont le chef de famille est en général une femme.

Comme nous venons de le dire les familles monoparentales dont le chef est une femme sont en augmentation, cela constitue un phénomène important dans la région spécialement en Amérique Centrale, cela serait du en partie à la croissance du célibat, des séparations et des divorces, des migrations et de l'espérance de vie. En Argentine, les femmes représentent 85,1% des chefs de famille alors que les hommes ne sont que 14,8%. Au Mexique et en Colombie, elles sont à peu près 88% à diriger leur foyer les dans la majorité des pays, les taux d'hommes chefs de famille n'excèdent pas les 15%⁶⁵⁹.

D'un point de vue socioéconomique et culturel, il obéit à la croissante participation économique des femmes, qui leur permet d'acquérir leur indépendance économique et l'autonomie sociale et donc constituer ce type de ménage.

La proportion des familles étendues qui constituent un foyer sur cinq diminue passant de 23% à 21,7%. Ces familles sont composées par d'autres membres familiaux comme les grands-parents par exemple. Les familles recomposées ne représentent que 2% des foyers. C'est le

⁶⁵⁸ Statistiques sociales « Anuario estadístico 2007 », Cepal (www.eclac.org)

⁶⁵⁹ Statistiques sociales « Anuario estadístico 2007 », Cepal (www.eclac.org)

père qui est le chef de famille comme en Bolivie (63,6%), le Mexique (62,3%) ou le Chili (60,2%). Certains pays comme le Nicaragua qui comptaient 51,7% d'hommes chef de famille dans les années 90, a vu son taux diminuer par rapport à celui des femmes passant à 48,3%, ce qui fait que se sont les femmes qui règnent dans leur foyer à plus de 51%.. La République Dominicaine, l'Uruguay, le Venezuela, le Paraguay, l'Argentine, le Costa-Rica et la Colombie présentent des taux très serrés et la tendance risque de s'inverser d'ici quelques années.

Il y a eu une augmentation des foyers non familiaux, passant de 11,5% à 14,8% ainsi que des familles unipersonnelles (de 6,7% à 9,7%). La plus grande proportion de foyers unipersonnels se rencontre dans les zones urbaines de l'Uruguay et de l'Argentine, principalement à Buenos-Aires. Ce Type de familles est principalement dirigé par des femmes (Argentine : 68,6% et Uruguay : 63,8%). Certains pays d'Amérique Centrale ou andins comme le Panama, le Honduras, le Venezuela et le Pérou ont des hommes comme chef de famille (respectivement 62,9%, 56,5%, 69,2% et 60,1%)⁶⁶⁰.

Les processus d'individualisation du à la modernisation font que les individus préfèrent vivre seuls. Ce processus se répercute surtout chez les jeunes ou les adultes d'un certain âge. Les premiers retardent leur union et les seconds ont assez de moyens financiers pour vivre.

Les féministes sont aujourd'hui conscientes que les femmes ont acquis de nombreux droits mais les changements dans leurs comportements actuels fragilisent l'état de leurs familles. « Démocratiser la famille »⁶⁶¹ est une idée typiquement féministe. S'intéresser aux groupes les plus vulnérables pour mieux les protéger est un point essentiel, mais aider les femmes à faire face aux inégalités qu'elles cotoient fréquemment en est un autre. L'augmentation de la pauvreté chez les femmes est un problème à résoudre au plus vite. Beaucoup d'entre elles vivent dans des conditions précaires et ces femmes sont à la tête de famille unipersonnelles ou monoparentales.

La société veut que le modèle type de la famille corresponde à un homme subvenant aux besoins de toute la famille et que la femme reste au foyer, à s'occuper des enfants et des tâches ménagères, mais la modernité nous fait comprendre que ce n'est plus possible, car de nombreux changements se sont opérés dans les comportements de chacun et plus le temps passe et plus il sera difficile de revenir au schéma traditionnel.

⁶⁶⁰ Statistiques sociales « Anuario estadístico 2007 », Cepal (www.eclac.org)

⁶⁶¹ Sonia Montañó « El sueño de las mujeres : Democracia en la familia » dans « Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales : necesidad de políticas públicas eficaces » (Conférence), Cepal, Santiago du Chili, Octobre 2004, P.3 (42 pages)

La division du travail non rémunéré au sein de la famille pose un autre problème, car il est toujours à la charge de la femme. Les études démontrent bien que sa répartition est inégale. Une d'entre elle réalisée en 2003 auprès de familles de Montevideo en Uruguay, le prouve⁶⁶². En effet, les hommes travaillent en moyenne 10 heures de moins que les femmes selon les types de foyers. Une femme travaillera environ 50 heures par semaine dans son foyer alors qu'un homme en passera seulement 31 heures. Dans un couple qui compte un enfant mineur, la femme travaillera 62,5 heures, dans une famille monoparentale, elle en fera 56,6 heures, dans une famille étendue, ou cohabitent trois générations, environ 56,2 heures et dans les foyers bi-parentaux, environ 54,2 heures.

Les femmes qui vivent en couple exercent 26,2 heures de travail de plus que celles qui vivent seules, et cela chute à 22,7 heures lorsqu'elles n'ont pas d'activité salariée.

Pour conclure, nous pouvons donc affirmer que les femmes travaillent toujours plus que les hommes, c'est par conséquent sur leurs épaules que repose le bien-être de la famille. Avec l'apparition des familles recomposées, certains comportements ont changé, les membres de ce type de famille sont plus autonomes et plus indépendants, ce style de vie pourra t'il changer les mentalités et alléger le travail domestique réalisé par les femmes?

Au cours de ces dernières années, on a assisté à des changements fondamentaux dans les rôles des membres des familles, fortement influencées par les institutions sociales et politiques et par les transformations dans les idées et les idéaux dominants. De nos jours, une famille moderne est plus réduite, car leurs membres ont le choix de planifier et de contrôler les pratiques de reproduction. Les individus se marient plus tard et beaucoup moins au bénéfice des unions consensuelles et ont de moins en moins d'enfants. Les unions consensuelles ou concubinage ont toujours existé en Amérique Latine, mais surtout dans les zones rurales, mais de nos jours, elles concernent toutes les classes de la population⁶⁶³.

Dès les années 70, les changements se sont opérés, en effet, c'est à cette période que les femmes entrèrent en masse sur le marché du travail. Leur attitude s'est modifiée, elles ne désiraient plus rester chez elles et s'occuper des enfants ou de leur foyer, l'activité salariée leur a permis d'acquérir leur indépendance, et même une fois mariée et avec des enfants, elles continuent de travailler. Ce qui leur laisse moins de temps pour s'occuper d'une famille

⁶⁶² Rosario Aguirre « El aporte del trabajo no remunerado al bienestar social. Conocimientos y desafíos para el diseño del sistema de protección social uruguayo », Facultad de Ciencias Sociales de Montevideo, 2005, P.7-8

⁶⁶³ Julieta Quilodrán « L'union consensuelle latinoaméricaine a-t-elle changé de nature ? », Colegio de México, Discours lors de la 24^e Conférence générale de l'union internationale pour l'étude scientifique de la population, Salvador, Brésil, 18-24 août 2001, P.5

nombreuse. Aujourd'hui, la taille de la famille a diminué, on rencontre beaucoup de familles nucléaires avec enfants dont les deux parents ont un salaire, ce qui est le plus répandu dans les milieux éduqués et qui leur permet de mieux se débrouiller⁶⁶⁴.

Un autre problème qui se pose sur tout le continent est la croissance de la pauvreté⁶⁶⁵. Les familles qui sont concernées sont en général dirigées par une femme comme les ménages unipersonnels ou les familles nucléaires monoparentales. Ces femmes ont le sentiment de pouvoir se débrouiller seules mais en tant que femmes elles sont désavantagées et sont donc confrontées à de nombreux obstacles comme des salaires plus bas que ceux des hommes, et un choix de travail beaucoup plus limité. Par la même occasion, le travail des enfants est beaucoup plus important mais c'est la seule alternative qui s'impose lorsqu'une famille a du mal à vivre. Leurs activités sont bien souvent mal rémunérées et parfois même dangereuses pour ces enfants.

La famille latino-américaine se désagrège au fil des ans⁶⁶⁶, on assiste à une réelle crise du modèle patriarcal. La baisse du taux de mariage et par là même du taux de fécondité, l'augmentation du taux de divorces sont des signes à ne pas négliger. Les milieux conservateurs et catholiques voient cette décadence d'un mauvais œil et sont en faveur de politiques pour renforcer la famille. L'objectif serait par exemple, d'offrir des services de garderies aux enfants, ou des bourses pour les enfants des milieux défavorisés comme c'est le cas au Brésil et qui remporte un franc succès d'ailleurs. Mais aussi, éradiquer la violence domestique et favoriser l'égalité des droits humains entre autres. Ces mesures doivent être mises en place pour éviter l'accentuation de cette crise et cela permettrait en plus d'alléger les responsabilités qui pèsent sur la famille et qui reposent toujours sur les épaules des femmes.

Conclusion

De nos jours, les femmes latino-américaines réussissent à donner une meilleure image d'elles-mêmes. Elles deviennent de plus en plus féministes et savent donc qu'elles ont des droits et qu'il faut les défendre. Depuis quelques temps, elles travaillent, elles ont accès à l'éducation et font de la politique. Tout cela aurait été impensable quelques années auparavant.

⁶⁶⁴ Irma Arriagada « Familias y políticas públicas en América-Latina, una historia de desencuentros », Cepal, Santiago du Chili, Octobre 2007, P.127 (418 pages)

⁶⁶⁵ Statistiques sociales « Anuario estadístico 2007 », Cepal (www.eclac.org)

⁶⁶⁶ David Robichaux « ¿Sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.38 (390 pages)

De tout temps, les femmes ont été courageuses. Elles se sont toujours battues pour le bien-être de leur patrie et les hommes oublient bien trop souvent ce détail. Certains pays ont été détruits par des régimes sans avenir, alors les femmes ont du faire preuve de courage et se battre aux côtés des hommes. Dans certains pays comme au Nicaragua ou au Mexique, elles jouent un rôle important, elles participent ou ont participé à la révolution en tant que commandantes des troupes, ou en luttant au front. Les hommes ont d'ailleurs admis qu'elles étaient actives et efficaces et qu'ils auraient eu du mal à se passer d'elles⁶⁶⁷.

Au Venezuela, elles étaient présentes lors du coup d'état lancé par les Etats-Unis. Leur but était de rendre le pouvoir à Hugo Chavez, leur ancien président.

En Bolivie, un groupe de quatre femmes fit la grève de la faim pour défendre les droits de l'homme et grâce au soutien de la population, le gouvernement abdiqua⁶⁶⁸. De son côté, Rigoberta Menchú⁶⁶⁹ est la porte-parole de son peuple Indien du Guatemala. Elle sait qu'il faudra du temps et de la patience pour atteindre son objectif à savoir l'existence de ses compatriotes. En effet, le gouvernement ne les reconnaît pas et leurs droits de citoyens sont bafoués. En tout cas, les femmes sont courageuses et lorsqu'elles désirent quelque chose, elles agissent pour l'obtenir.

L'Amérique Latine compte beaucoup de populations pauvres, et elles sont situées en général dans les campagnes ou dans les zones montagneuses. Il s'agit en grande majorité des communautés Indiennes⁶⁷⁰. Ces personnes n'ont pas accès à l'éducation par faute de moyens financiers et surtout car les écoles sont trop éloignées. Les populations rurales et citadines ne se fréquentent donc pas. La barrière de la langue pose un second problème : ces individus parlent le langage de leurs ancêtres et malheureusement, il n'existe pas encore d'écoles bilingues. Ce qui est une véritable tragédie pour les enfants issues de ces populations. Alors ils fréquentent les établissements des alentours mais ils sont souvent absents, car ils doivent aider leurs parents à travailler. En outre, il existe peu d'établissements scolaires et la qualité de l'enseignement laisse à désirer. On laisse de côté ces zones qui, selon les gouvernements, vivent en marge de la société. A la différence, les écoles situées en zones urbaines obtiennent chaque année de meilleurs résultats. Le fossé est énorme entre ces deux catégories sociales,

⁶⁶⁷Carina Gobbi, Instituto del Tercer Mundo « Guía de las mujeres 2000: América Latina y El Caribe », Instituto del Tercer Mundo, Montevideo, 2000, P.132 (179 pages)

⁶⁶⁸ Jean-Pierre Lavaud « L'instabilité politique de l'Amérique Latine-Le cas bolivien », L'harmattan, Paris, 1991, P.128 (290 pages)

⁶⁶⁹ Carina Gobbi, Instituto del Tercer Mundo « Guía de las mujeres 2000: América Latina y El Caribe », Instituto del Tercer Mundo, Montevideo, 2000, P.44 (179 pages)

⁶⁷⁰ David Atchoarena, Lavinia Gasperini « Education pour le développement rural : vers de nouvelles réponses politiques », FAO et Unesco, Edité par l'Unesco (Paris) et la FAO (Rome), 2003 (468 pages)

c'est pour cela que le continent détient le plus fort taux de redoublement, d'absentéisme et d'abandon⁶⁷¹.

Les filles se démarquent des garçons de par leurs résultats scolaires qui s'avèrent être bien meilleurs. En effet, selon les statistiques, les filles s'intéresseraient plus à l'école que les garçons et feraient de plus longues études qu'eux, et ce dès le primaire. D'un autre côté, on s'aperçoit que les femmes enseignent plus au primaire et au secondaire alors que les hommes seraient plus présents dans l'enseignement supérieur. C'est peut-être parce que les filles ont en face d'elles un modèle, qu'elles sont plus appliquées que les garçons en cours⁶⁷².

Etant donné que beaucoup d'enfants latino-américains n'ont pas accès à l'école, certains pays ont pris l'initiative de lancer des campagnes d'alphabétisation. La plus connue fut celle de « l'Escuela Nueva » qui commença en Colombie⁶⁷³. Des écoles pilotes ont été installées dans les campagnes afin d'inciter les enfants à s'y rendre. Les techniques utilisées sont différentes de celles proposées dans les écoles traditionnelles.

La Conférence de Pékin a insisté pour que les pays sous développés s'engagent pour redresser le niveau éducatif de certaines zones du monde. L'Amérique Latine en fait partie : des objectifs ont été fixés. Ceux-ci consistent à redresser le taux d'alphabétisation, éduquer les femmes, car celles-ci sont moins éduquées que les hommes ou inciter les enfants à venir plus nombreux en cours.

Les femmes qui résident en milieu rural sont désavantagées. Elles restent au foyer pour s'occuper des enfants ou du ménage. De nos jours, la situation a changé, et elles sont obligées de travailler pour mieux vivre. Malheureusement, c'est dans ces milieux que l'on recense le plus haut pourcentage d'analphabétisme. Il est donc difficile pour elles de trouver un emploi. C'est pourquoi, certaines d'entre elles seront obligées de s'installer en ville pour faire des ménages ou devenir domestiques dans de grandes résidences. Les conditions de vie ne sont pas agréables : elles gagneront peu, seront mal traitées et l'éloignement de leur famille ne fera qu'empirer les choses⁶⁷⁴.

La femme latino-américaine a encore du mal à se trouver une activité professionnelle. Le machisme les empêche de s'ouvrir plus et de s'insérer dans la vie active. Si elles y parviennent, elles seront confrontées à de véritables inégalités : écarts de salaires, difficultés d'évoluer dans l'entreprise, harcèlement moral,...c'est un véritable défi qu'elles se

⁶⁷¹ Statistiques de l'Unesco « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

⁶⁷² Statistiques de l'Unesco « Education pour tous », 2004 (www.unesco.org)

⁶⁷³ Ernesto Schiefelbein « Redéfinition de l'éducation de base en Amérique Latine. Les enseignements de l'école nouvelle en Colombie », Presses Unesco, Paris, 2005, P.31 (127 pages)

⁶⁷⁴ Réunion du Comité Exécutif du Réseau des Femmes Parlementaires des Amériques « L'impact des migrations sur les femmes en Amérique Latine », îles Margarita, Vénézuéla, 22 février 2003, P.2 (4 pages)

lancent !⁶⁷⁵C'est pourquoi, elles sont plus présentes dans certains secteurs, comme le commerce, les services aux personnes ou l'administration.

Les enfants sont obligés de travailler pour aider leurs parents mais ce n'est pas recommandé pour leur bien-être⁶⁷⁶. De nos jours beaucoup d'organismes internationaux s'inquiètent de leur sort. Si beaucoup d'enfants font des travaux dangereux, on remarque que les filles sont plus nombreuses dans les services aux personnes. Cette situation enferme ces petits êtres dans une vie future bien définie à savoir la pauvreté.

III.La situation de la femme à Cuba

Introduction

La femme cubaine a beaucoup de mal à s'insérer dans la vie active, non pas parce qu'elle n'en a pas le droit mais parce que les hommes ne veulent pas faire l'effort de l'accepter. Dans la société cubaine, la femme tient une place importante tout comme l'homme. Mais Cuba est encore ancré dans des traditions ancestrales où l'homme domine et la femme se tait. Bien heureusement depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, elle a fait ses preuves. Elle peut accéder à des postes qui autrefois n'étaient réservés qu'aux hommes. D'ailleurs, les chiffres le démontrent, aujourd'hui, il y a plus de 50% de femmes actives sur l'île. Si ce chiffre est si élevé, c'est en partie grâce à la FMC. Depuis 1960, cette organisation exerce de fortes pressions pour laisser libre accès aux femmes dans certains domaines. Tout cela leur permet de reprendre confiance en elles et d'acquérir une nouvelle expérience pour plus tard⁶⁷⁷.

La FMC est une organisation de masses qui développe des politiques et des programmes afin d'atteindre le plein exercice de l'égalité de la femme à tous les niveaux de la société. Elle regroupe 3 600 000 membres féminins âgés de plus de 14 ans⁶⁷⁸.

La FMC est bénéfique pour les femmes cubaines, elle leur permet une insertion plus rapide dans certaines activités et surtout elle les aide à se prendre en charge et à se responsabiliser.

⁶⁷⁵ Banco Interamericano de Desarrollo, Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina », Editora Banco Interamericano de Desarrollo, New-York, 2006, P.152 (344 pages)

⁶⁷⁶ Jean-Maurice Derrien « Travail des enfants en question », L'harmattan, Paris, 2008, P.5 (520 pages)

⁶⁷⁷ Gisèle Halimi « Choisir/ la cause des femmes, fini le féminisme ?, Gallimard, Paris, 1983, P.367-368(206 pages)

⁶⁷⁸ « Qué es la FMC ? » Revue de la fédération, bibliothèque de la FMC, La Havane, Cuba

En effet, avant la création de cette organisation, les femmes n'avaient aucune estime d'elles-mêmes et elles ne savaient surtout pas ce qu'elles valaient.

Fidel Castro détient à lui seul les rênes du pouvoir. De plus, le Parti Communiste est l'unique parti sur l'île. Lui et son frère Raúl en sont d'ailleurs les secrétaires généraux. Selon la Constitution cubaine, il serait « la force supérieure dirigeante de la société et de l'Etat ». Aucune décision ne peut être prise sans son consentement. On prend conscience que le nombre de femmes a sensiblement augmenté dans l'Assemblée Nationale depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro. Cela serait en partie du au socialisme qui incorpore la femme dans la société pour se rendre utile comme tous les citoyens.

La famille est importante à Cuba, selon la Constitution, elle représente « *la cellule fondamentale de la société* ». De nos jours, les femmes sont plus libres, elles peuvent travailler et s'occuper comme elles le souhaitent. Mais souvent cette conduite est très mal vue par la gent masculine. Certains n'acceptent pas que leurs femmes travaillent.⁶⁷⁹

Les taux de mariages stagnent, par contre, les divorces sont en hausse. Ces chiffres seraient du à l'immaturation des mariés. Ceux-ci sont bien souvent trop jeunes lorsqu'ils échangent leurs consentements. De plus, à cause des pénuries de logements, certains couples sont obligés de vivre chez leurs parents, et la situation est encore pire lorsque les grands-parents sont présents.⁶⁸⁰

Les cubains sont nombreux à délaisser la religion et se disent pour la majorité être non croyants. Mais il existe quand même sur l'île quelques pratiquants catholiques (40%), des juifs et très peu de musulmans et de bouddhistes. Certains sont partisans de la santería, un syncrétisme originaire d'Afrique. Il séduit de plus en plus de monde mais aucun chiffre n'est encore publié. En 1992, on instaura la liberté de culte. Les citoyens peuvent par conséquent, pratiquer la religion qu'ils souhaitent en toute liberté⁶⁸¹.

De nombreuses lois ont été instaurées pour satisfaire toutes les catégories d'individus en matière de santé. Il existe de nombreux avantages pour toute la population en particulier pour les femmes enceintes, les malades ou les invalides. Mais les plus encadrés sont les personnes âgées. Il existe tous types d'établissements dans lesquels on s'occupe d'eux avec le plus grand intérêt.⁶⁸²

⁶⁷⁹ Helen Icken Safa, Denise Paiewonski « De mantenidas a proveedoras : mujeres e industrialización en El Caribe », UPR, San Juan de Puerto-Rico, 1998, P.37 (266 pages)

⁶⁸⁰ Sara Más « Cuba : familia en tiempo de cambio », Article Revue CIMAC, La Havane, 27 septembre 2005 (www.cimacnoticias.com)

⁶⁸¹ Philippe Létrilliart « L'Eglise et la Révolution », L'harmattan, Paris, 2005, P.44 (473 pages)

⁶⁸² Joaquin Oramas « Cuba est le pays adéquat pour vivre 120 ans », Granma Digital Internacional, La Havane, 13 janvier 2006 (www.granma.cu)

A Cuba, on ne parle pas de prostitution mais plutôt de Jineterismo, ce terme à la mode depuis la fin des années 80, définit les jeunes gens qui cherchent à entretenir une relation avec des touristes dans le but de profiter de certains loisirs et de s'offrir certains biens⁶⁸³.

En faisant ce métier, les femmes ont un seul et unique but : obtenir un visa de sortie de territoire. Bien souvent lorsqu'elles rencontrent quelqu'un, ils entretiennent ensemble une relation qui durera un certain temps. Une fois que ce dernier aura quitté l'île, ils correspondront par courrier ou par téléphone et dans le meilleur des cas, cela aboutira peut-être à un mariage.

La prostitution est très mal vue, c'est un acte illégal passible de plusieurs années de prison. De nombreuses opérations ont été mises en place par l'Etat, dans le but de « tout nettoyer ». Ces pratiques furent très utiles mais très vite tout recommença⁶⁸⁴.

De son côté, l'Etat profite aussi puisque c'est un moyen efficace de faire rentrer de l'argent et surtout d'attirer le tourisme. Ce qui inquiète les autorités et diverses ONG, c'est la présence plus importante de jeunes de moins de 16 ans au sein de ces pratiques. Selon Fidel Castro, il n'existe aucune prostitution infantile à Cuba, les jeunes doivent s'éduquer et se divertir en suivant les règles de la Révolution. En effet, Cuba a été félicité à plusieurs reprises par les Nations Unies en conséquence de ces résultats scolaires remarquables. Alors cette situation serait elle due à un dérapage politique ?

3.1. Les femmes cubaines, de grandes révolutionnaires ?

3.1.1. Les révolutions cubaines et le rôle des femmes

L'île de Cuba est reconnue en Amérique latine pour ses grandes révolutions. En effet, celle-ci a fortement inspiré les autres peuples et par la suite, de nombreuses révolutions se sont succédées. Les autres pays ont enfin pris conscience qu'ils pourraient avancer seuls sans être chaperonnés par les Etats-Unis. Ces luttes donneront peut-être naissance un jour, à l'unification du continent latino-américain. En effet, cette utopie était le rêve du commandant Ernesto « Che » Guevara⁶⁸⁵, il pensait qu'ensemble les pays pourraient affronter l'impérialisme nord américain avec force et se débrouiller seuls par la suite. Jusqu'alors, Fidel

⁶⁸³ Samy Tchak « La prostitution à Cuba : communisme, ruses et débrouilles », L'harmattan, Paris, 1999, P.47 (158 pages)

⁶⁸⁴ Doctor Marcelino Diaz Pinillo « Drogas, proxenetismo, corrupción de menores y venta y tráfico de menores », Granma International Digital, La Havane, Cuba, 1999 (www.granma.cu)

⁶⁸⁵ Christine Pic-Gillard « Révolutions à Cuba. De José Martí à Fidel Castro », Ellipses Marketing, Paris, 2007, P.57 (189 pages)

Castro était le seul à avoir tenu tête au géant du nord, de plus, il a réussi à balayer la cruelle et corrompue dictature de Fulgencio Batista. C'est pourquoi, certains Latino-américains voient d'abord en lui l'homme révolutionnaire. De plus il est reconnu par les nouvelles générations comme étant l'une des plus grandes figures du 20^e siècle⁶⁸⁶. Aujourd'hui encore il persiste dans ses idées. Mais son âge ne lui permettra pas d'aller jusqu'au bout, Castro n'est pas éternel ! même si la plupart des européens pensent qu'il est trop âgé et qu'il devrait céder sa place. En Amérique du sud certains pense le contraire.

En 1959, Fidel Castro marche sur La Havane, se présentant alors comme un libérateur. Le peuple se rangea de son côté, car toute l'île se mit en grève⁶⁸⁷ pour le soutenir. Celui-ci prétendait redistribuer les richesses au peuple. Cette révolution fut longue et tous les cubains y participèrent, y compris les femmes. Mais malgré tout, bien avant ces événements, les cubaines ont joué un rôle tout aussi important au cours des guerres indépendantistes. Elles étaient présentes pour défendre leur nation et ont vaincu avec courage les troupes espagnoles. Ces femmes sont des symboles pour tous les cubains et d'ailleurs, l'une d'entre elle est surnommée « la mère de la patrie », il s'agit de Mariana Grajales. Cette femme, née de parents dominicains inculqua à ses enfants l'amour de la patrie. Selon ces propos, il fallait se dévouer et ne pas hésiter à donner son sang et son existence pour la sauver. Bien d'autres femmes eurent la même réaction et la suivirent à cette époque⁶⁸⁸.

Les femmes⁶⁸⁹ ont efficacement participé aux diverses guerres et révolutions et la plupart des cubains en sont fiers et sont en admiration devant certaines de ces figures. Aujourd'hui, Fidel Castro affirme que la femme fait partie intégrante de la société et qu'il faut l'aider à avancer. C'est ce qu'il prétend faire depuis son arrivée au pouvoir, même si ses efforts prennent du temps, la femme est sur la bonne voie, celle de son émancipation !

L'île de Cuba compte sans aucun doute une multitude de femmes courageuses. Beaucoup d'entre elles participèrent aux guerres indépendantistes de 1868 et de 1898. Elles effectuaient tout type de tâches : elles épiaient, s'en allaient au front comme leurs époux, détournaient des fonds, soignaient des blessés, et parfois, elles mourraient au combat comme n'importe quel soldat.

⁶⁸⁶ Salim Lamrani, Ricardo Alarcón « Estados-Unidos contra Cuba. La guerra contra el terrorismo y el caso de los cinco », El viejo topo, Mataró, 2005, P.9 (229 pages)

⁶⁸⁷ Jean Lamore « Cuba au cœur de la Révolution. Acteurs et témoins », Ellipses Marketing, Paris, 2006, P.58 (208 pages)

⁶⁸⁸ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de una patriota », Article n°20, Granma, La Havane, Le 18 novembre 1973, (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁶⁸⁹ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, Paris, 2006, P.54 (263 pages)

A une époque où la différence des genres se faisait le plus sentir, les femmes jouèrent un rôle clef dans la lutte pour l'indépendance du pays. A cette époque, les femmes ne pouvaient pas exprimer leurs idées. Les coutumes, les lois, la religion et les préjugés les enfermaient dans leur foyer et les empêchaient de développer leurs capacités intellectuelles. Selon le gouvernement supérieur de l'île, la femme n'était qu'une simple domestique⁶⁹⁰.

Beaucoup de cubains émigrèrent vers les Etats-Unis, car c'était plus proche, il y avait beaucoup de transports maritimes et les lois nord américaines permettaient l'entrée libre de ces étrangers.

A cette époque, les femmes étaient très croyantes et la guerre altérait leur vie de façon importante. C'est la religion qui rythmait leur vie, les prières et les services étaient le seul prétexte pour sortir de chez elles. Malheureusement, elles se sentirent trahies lorsqu'elles découvrirent que l'église soutenait les colons. Ces religieux provenaient d'Espagne et ils laissèrent les femmes dans une mauvaise position.

Edelmira Guerra⁶⁹¹, fondatrice du club « Esperanza del valle » est un exemple de femmes qui essaya d'influencer le climat idéologique de ces années là. En 1891, elle rendit publique, lors d'une plateforme, sa vision du nouveau Cuba : Education publique pour les enfants, instruction libre pour les adultes qui en avaient besoin, séparation de l'église et de l'état.

En 1895, elle écrivit au gouvernement rebelle en demandant que le droit de vote féminin soit inscrit dans la Constitution. Sa demande fut refusée, en 1901, elle reformula sa demande auprès de l'Assemblée Constitutionnelle, mais l'initiative fut annulée. Malheureusement, elle décéda et tomba dans l'oubli. Elle fut enterrée dans une fosse commune.

José Martí⁶⁹² pensait que les femmes nord américaines étaient suffisamment éduquées pour devenir professeurs, médecins, avocates ou artistes. Pour lui, une fois que les femmes auraient incorporé le monde du travail, la vie de la société prendrait une autre tournure. Dans sa propre définition, la femme représentait la pureté, la maternité, la beauté et la sensibilité mais il était partisan de leur éducation qui disait-il, réhausserait leur raffinement et leur qualités. Il soutenait aussi le droit de vote féminin, car les femmes faisaient partie de la société, et la

⁶⁹⁰ Julio César González Pagés « Historia de la mujer en Cuba : del feminismo liberal a la acción política femenina », Cemhal, Revue n°48, Lima, Août 2003

⁶⁹¹ La Doctora Vicentina Rodríguez de Cuesta «Patriotas cubanas », Talleres Heraldo Pinareño, Pinar del Río, Cuba, 1952

⁶⁹² Teresa Prados Torreira « « Desatando las alas », la mujer Cubana en la guerra de independencia », Revue Santiago, N°84-85, Universidad de Oriente, Santiago de Cuba, 1998, P.270-271 (P.249-275)

patrie appartient à tout le monde, il est donc normal qu'elles puissent s'exprimer, ce sont des citoyennes comme les autres.

En avril 1892, José Martí créa le PRC (Parti Révolutionnaire Cubain) à New-York, et c'est alors que les femmes comprirent qu'elles pouvaient aussi agir pour obtenir plus de droits comme le droit au suffrage par exemple. A une époque où la différence de classes et de races se faisait sentir, on remarquait que les femmes noires étaient peu nombreuses dans ce type de clubs, cependant, ceux de Martí, de Maceo et de Mariana Grajales furent les premiers à compter des femmes noires qui jouissaient des mêmes droits que les autres⁶⁹³.

Ces clubs féminins de l'émigration permirent aux femmes cubaines d'être présentes dans les espaces publics dans lesquels se déroulaient des débats dont le thème principal était la transformation de l'île. Entre 1892 et 1898, il existait une centaine de clubs féminins qui sympathisèrent avec les idées séparatistes des indépendantistes cubains⁶⁹⁴.

Il était difficile pour la femme cubaine du 19^e siècle de s'exprimer quand on n'a comme seul refuge la religion ou son propre foyer. Le féminisme cubain de cette époque, était un mouvement essentiellement social, puisqu'il venait en aide aux femmes en tentant de leur donner plus d'importance, leur stratégie était surtout basée sur l'obtention du droit de vote et de l'éducation.

Tout au long du 19^e siècle, la nouvelle identité cubaine se forgea, les femmes prirent conscience qu'elles devaient se battre pour obtenir quelques droits, et aussi soutenir des êtres chers. C'est aussi par solidarité pour leurs pères, frères ou époux qu'elles se battaient. Les femmes répondirent à cet appel et pourtant appartenir à ces clubs impliquait un risque comme celui d'aller en prison si elles étaient démasquées. Les membres devaient prendre un nom de guerre ou un pseudonyme qu'elles utilisaient lorsqu'elles accomplissaient des tâches révolutionnaires, et jurer de garder le secret sur leurs activités. Ainsi, il était possible de rencontrer des noms pottoresques et inspirés de la dimension romantique de l'époque : La Tocaza, Aguila, La Coronela, La Solitaria,...

Certains clubs étaient mixtes, mais les femmes préféraient être ensemble car c'était considéré comme étant plus respectable, elles étaient donc majoritaires et occupaient des postes à grande responsabilité.

⁶⁹³ Paul Estrade « El papel de la emigración patriótica en las guerras de independancia de Cuba (1868-1898) », Tebeto n°11, Fuerteventura, 1998, P.96 (P.83-102)

⁶⁹⁴ José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », UJI, Castellón de la Plana, 1998, P.276 (285 pages)

Le club crée dans la ville de Remedios, une des premières villes fondées par les espagnols était un exemple de remise sans limites à la cause indépendantiste, et une preuve d'audace, d'intégrité et de courage de la part des femmes cubaines.

Doña Antonia fut emprisonnée dans la prison de Remedios, mais à peine fut elle relâchée, qu'elle recommença ses activités révolutionnaires avec le même enthousiasme. Elle fut l'une des personnes les plus efficaces dans la Révolution dans l'ancienne région de Las Villas. D'autres femmes furent de bons éléments comme María Escobar à Caibarién, Trinidad Lagomesino à Sancti Spíritu ou Rita Suárez del Villar à Cienfuegos⁶⁹⁵.

Les clubs réalisaient une active propagande dans le but de gagner des adeptes et recueillir des dons, en argent ou en espèce. De plus, chaque partenaire y contribuait chaque mois selon ses moyens. Grâce à ces fonds, ils s'approvisionnaient en vêtements, en nourriture, en médicaments, en armes, en munitions... La tâche la plus difficile était de trouver des munitions car elles étaient en général achetées ou voler aux soldats espagnols. Par exemple, lorsque ceux-ci étaient de passage dans un petit village, ils dormaient sur la place principale ou dans les porches des maisons, ils retiraient leurs cartouches pour s'allonger, et c'est à ce moment là que les femmes intervenaient, elles s'approchaient des hommes, et en douce prenaient leurs munitions, elles repartaient en les cachant sous leur jupes amples et longues.

Pour cacher des munitions ou des armes dans les maisons, les gens réalisaient des cachettes, en arrachant des planches du sol et ils les y glissaient. Quand un logement était surveillé, ils les déplaçaient vers une autre demeure pour brouiller les pistes.

Ces clubs⁶⁹⁶ permettaient à ces femmes de participer aux actions même loin du champ de bataille. Elles cousaient ou préparaient à manger, mais avec un niveau d'émotion plus fort que celui qu'elle connaissait au sein de leur foyer. A la campagne, les femmes accueillaient les rebelles dans leur foyer, elles les soignaient, leur préparaient à manger, laver leur vêtements. Dans les territoires contrôlés par les rebelles, elles pouvaient aussi occuper le poste de « Perfectas » ou de « jefes locales », elles s'occupaient de la nourriture, des vêtements, des armes, des munitions,...

Elles dirigeaient aussi la production dans les ateliers, cachés dans les montagnes où étaient produits les armes, la poudre, les uniformes et autre matériel de guerre. Dans certains cas,

⁶⁹⁵ Paco Cruz « Mujeres en los clubes revolucionarios », Revue Mujeres, n°297, La Havane, Le 24/08/2006 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁶⁹⁶ Teresa Prados Torreira « « Desatando las alas », la mujer Cubana en la guerra de independancia », Revue Santiago, N°84-85, Universidad de Oriente, Santiago de Cuba, 1998, P.264 (P.249-275)

elles jouaient un rôle militaire dans l'armée rebelle, se battant près des hommes. En général, celles qui prenaient les armes étaient des esclaves humbles émancipées. Le cas de Maria Aguilar qui fut emprisonnée et condamnée à une longue sentence au rocher des îles Chafarinas, en Afrique du Nord ou Maria Hidalgo y Santana, une femme qui servait en 1895, comme porte-drapeau, elle reçut sept blessures de guerre et obtint comme une vingtaine de femmes le grade de capitaine.

Une femme, Enriqueta Faver réussit à s'inscrire à l'université de La Havane sous le nom de Enrique Faver. Elle obtint ses diplômes de médecine mais lorsqu'on découvrit qu'elle était une femme, on lui retira son titre. Bien d'autres femmes de lettres comme Gertrudis Gómez de Avellaneda ou Luisa Pérez de Zambrana devinrent autodidactes ou prirent un précepteur car elles n'avaient pas accès à l'éducation.

Une étude réalisée par la Docteur Maria Dolores Ortiz sur les premières universités à Cuba révéla que le 6 septembre 1883, une seule et unique femme s'inscrivit à l'université de La Havane pour étudier la philosophie et les lettres. Ce fut Doña Mercedes Riba et Pinós. Dans les années 90, seulement 10 femmes étaient inscrites et diplômées en études supérieures⁶⁹⁷.

Malgré tout, ces femmes acceptaient les lois non écrites sur la ségrégation sexuelle en travaillant dans des clubs exclusivement féminins et indépendantistes.

Ainsi pendant la guerre de dix ans (1868-1878), surgit « La Liga de las Hijas de Cuba »⁶⁹⁸, créée par Emiliana de Villaverde à New-York. Elle fut considérée comme le premier club féminin à caractère politique. Sa fonction principale était de soutenir la révolution naissante avec des médicaments, des vêtements et des armes. Puis naquirent « Hijas de pueblo », qui opérait à La Nouvelle-Orléans et à La Havane, le « Comité Central de Señoras » et pendant la petite guerre (1879-1880) se créa « Las Hijas de Libertad » qui agissait à Cuba comme aux Etats-Unis.

Dans la préparation et pendant la guerre de 1895, les clubs révolutionnaires féminins proliféraient nouvellement. Beaucoup d'entre eux étaient étroitement liés au parti créé par José Martí, Le Parti Révolutionnaire Cubain, organisation qui comptait 49 clubs de ce type. A la fin de la guerre, les femmes représentaient 37% des délégués au PRC qui comptait environ 1500 femmes⁶⁹⁹.

⁶⁹⁷ Acela Caner Román « Mujeres cubanas y el largo camino hacia la libertad... », Revue « Cuba Socialista », La Havane, Juillet 2004

⁶⁹⁸ Victor Joaquín Ortega « Una vida ejemplar », Revista Mujeres n°106, La Havane le 18 Octobre 2002 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁶⁹⁹ Paul Estrade « Les clubs féminins dans le parti révolutionnaire cubain (1892-1898) », Cahiers de HAH n°2, L'harmattan, Paris, 1986, P.12 (42 pages)

A Cuba, certaines femmes qui participèrent aux guerres indépendantistes sont de véritables symboles aux yeux des cubains. C'est le cas de Mariana Grajales, Mère de la Patrie, María Cabrales, Bernarda Toro, épouse de Máximo Gómez et mère de Panchito, Lucia Iñiguez, Ana Kindelán, Angela Quirós, Dominga Moncada, María Josefa Pina, Luz Vázquez, Adriana del Castillo, Manuela Caucino, Antonia Romero, María Escobar, Inocencia Martínez, Evangelina Cossío, Magdalena Peña Redonda, Isabel Valdivia, Mercedes Sirven, Caridad Sousa⁷⁰⁰.

Par ailleurs, les femmes de Camagüey ont joué un rôle important dans ces luttes, et ont la réputation d'avoir été d'un grand secours, elles donnèrent le meilleur d'elles-même : leurs rêves, leurs espérances et la volonté de lutter pour la liberté. Ce fut le cas de Ana Betancourt Agramonte, préceuse des droits des femmes et combattante aux côtés de son époux, Ignacio Mora ou de Concha Agramonte Boza, qui participa aux événements de 1868 et de 1895.

Ana Josefa de Agüero Perdomo, compagne de Joaquín de Agüero avec qui elle partagea les mêmes idéaux. Les sœurs Mercedes et Juana Mora de la Pera assassinées au maquis près de quelques uns de leurs enfants en 1871. Amalia Simoni et Ana de Quesada, patriotes et combattantes, respectives épouses de Ignacio Agramonte, le héros de Camagüey et Carlos Manuel de Céspedes, le Père de la Patrie.

Ana Josefa Agüero, qui paya de sa vie les services de communication prêtés aux mambis et María Aguilar Borrero qui du haut de ses quinze ans se lança dans la guerre de maquis et devint une des plus actives collaboratrices dans la guerre de 1895. Gabriela de Varona Varona qui subit la perte de tous les hommes de sa famille et l'horreur de la prison.

Gabriela de Varona Varona, qui pour finir la guerre de dix ans, partit en exil et revint en 1895 avec certaines armes utilisées par les camagüeyens qui s'élevèrent dans le lieu mythique de Las Guásimas de Montalbán.

Beatriz Varona surnommée « La Calandria » fut une active communicatrice des deux étapes de la guerre indépendantiste, et la seconde Rosa Castellanos surnommée « La Bayamesa », car elle était originaire de Bayamo, consacra toute sa vie aux soins des malades et des blessés et reçut le grade de capitaine de l'Armée Libératrice.

Aurelia Castillo était connue pour son œuvre littéraire, marquée par une profonde ferveur patriotique et révolutionnaire, au point d'être expulsée du pays par Valeriano Weyler et Juana Arias. Elle combattit dans les batailles de Las Guásimas, La Sacra, Palo seco et Melones, a

⁷⁰⁰ La Doctora Vicentina Rodríguez de Cuesta «Patriotas cubanas », Talleres Heraldo Pinareño, Pinar del Río, Cuba, 1952

qui Gómez et Maceo concédèrent les grades de Colonel de l'Armée Libératrice⁷⁰¹. La liste est évidemment exhaustive mais ces femmes sont les plus connues.

Quelques exemples

Suite à l'extermination des aborigènes de l'île, on les remplaça par des esclaves noirs provenant d'Afrique. Certains d'entre eux réussirent à s'échapper et se dirigèrent vers les zones montagneuses. La-bas, ils formèrent de petits clans de réfugiés. Certains de leurs soulèvements étaient dirigés par des femmes, Carlota, une esclave d'origine lucumí, fut la première à se soulever le 5 novembre 1843, à la raffinerie de sucre de Triumvirato. Elle dirigeait la rébellion qui s'étendait de la province de Matanzas jusqu'aux raffineries de Acana, Concepción, San Lorenzo, et San Miguel ainsi que d'autres caféières et des propriétés d'élevage. Malheureusement Carlota mourut au combat en essayant de libérer d'autres esclaves. En hommage à cette femme de sang africain, la mission internationaliste de Cuba en République d'Angola fut baptisée « Operación Carlota »⁷⁰².

Emilia Casanova⁷⁰³ consacra toute sa vie à la Révolution. Fille de riches propriétaires terriens, elle partit aux Etats-Unis avec son père pour étudier mais à la demande de sa mère, ils durent revenir sur l'île.

Après quelques actions conspiratives la famille Casanova se vit forcée de fuir vers les Etats-Unis en 1854. Là-bas, Emilia fit la connaissance de Cirilio Villaverde avec qui elle se maria en 1855. L'année suivante, elle décida de revenir à Cuba pour continuer ses activités. Mais le gouvernement espagnol ne la laissa pas tranquille et elle dut retourner aux Etats-Unis. Elle y fonda en 1869 la « Ligue des filles de Cuba », premier club féminin politique. Elle multiplia ses actions en envoyant des lettres à de grandes personnalités comme Garibaldi ou Victor Hugo car selon elle l'indépendance de chacun était l'affaire de tous. Elle écrivit dans le quotidien *América Latina*. Son époux qui la soutenait dans sa lutte fonda le périodique « El espejo » qui défendait les idéaux patriotiques. C'est elle qui organisa l'expédition du Fanny à

⁷⁰¹ Maricel González Suárez « Camagüeyenas en la historia », Revue Mujeres, n°254, La Havane, Le 20/10/2006 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷⁰² Marta Rojas « Carlota, la rebelde », Granma, Numéro 32, La Havane, Le 1^{er} février 2008 (www.granma.cu)

⁷⁰³ Victor Joaquín Ortega « Una vida ejemplar », Revista Mujeres n°106, Le 18 octobre 2002 (www.mujeres.cubaweb.cu)

la demande du Général Julio Grave de Peralta. Celui-ci devait arrimer à Cuba mais il se perdit en mer.

José Martí reçut les félicitations d'Emilia Casanova lorsqu'il fonda le PRC, qui d'après lui était une de ses plus célèbres amies.

Elle revint à Cuba pour l'enterrement de son époux mais malheureusement elle dut s'exiler à nouveau. Malgré son âge avancé, la lutte continua et elle fonda le club José María Aguirre. Le 4 mars 1897, elle décéda à New-York.

Le Général Magdalena Peña⁷⁰⁴ combattit dans toutes les guerres d'indépendance. De mère française et de père espagnol, elle fut déléguée du Club Révolutionnaire de New-York à Pinar del Río, pendant la guerre de dix ans. A New-York, elle fit la connaissance de José Martí. Suite à cela, elle s'affilia au PRC et quand commença la guerre de 1895, elle collabora secrètement avec Antonio Maceo et Máximo Gómez au cours de leurs actions à Pinar del Río. Elle fut identifiée comme traîtresse pour avoir passé des informations aux indépendantistes dans la maison de son père. On l'enferma à la prison de Recogidas de La Havane où elle devint la meneuse des prisonniers en lutte pour un traitement plus humain. On la libéra seulement à la fin de la guerre de 1898.

Son patriotisme la transforma en une personne dévouée et courageuse. Máximo Gómez l'admirait beaucoup et ayant beaucoup d'estime pour elle, María Cabrales, l'épouse du général Maceo, la surnommait la patriote exemplaire.

Le destin de Luz Noriega⁷⁰⁵ tourna mal et pourtant elle était heureuse. Récemment mariée au médecin Francisco Hernández, elle décida de suivre son époux au maquis, pour défendre la patrie, en pleine lune de miel. En tant qu'infirmière, elle soignait de jour comme de nuit les blessés et les malades mais elle les abandonnait lorsqu'elle s'emparait de son arme pour aller se battre comme n'importe quel soldat.

En 1896, le couple fit partie de la colonne de guerre d'Antonio Maceo. Elle entra dans la légende lorsqu'elle combattit héroïquement sur le champ de bataille de Rio de Auras et reçut ensuite le grade de capitaine.

Le couple décida de se réfugier dans une demeure dans la province de Las Villas mais Francisco tomba gravement malade. Surpris par une troupe ennemie, le jeune médecin fut

⁷⁰⁴ Marilys Suárez Moreno « Voluntad y patriotismo en Magdalena Peñarredonda », Revue « Mujeres » n°202, Le 30 Septembre 2004 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷⁰⁵ Marilys Suárez Moreno « Luz Noriega, encendida Cubanía », Revue Mujeres, N°306, La Havane, Le 26/10/2006 (www.mujeres.cubaweb.cu)

fusillé devant son épouse. Elle ne supporta pas la vue de ce désastre et devint folle. Elle décéda quelques années après en 1901.

Mercedes Sirvén Pérez⁷⁰⁶ provient d'une famille de l'Orient cubain, révolutionnaire qui émigra en Colombie à cause de leurs activités séparatistes. Elle naquit à Bucaramanga. Elle revint à Cuba où elle acheva ses études de pharmacie à l'Université de La Havane au début de l'année 1895. Grâce à ce titre, elle s'installa à Holguín où elle retrouva son frère le Docteur Faustino Sirvén. Celui-ci avait décidé de partir au combat avec son épouse. Sa sœur se joignit à eux et ensemble ils partirent pour le maquis en apportant une grande quantité de médicaments provenant de La Havane. Suite à cela, Mercedes obtint le diplôme de la Capitaine de la santé au ranch de Palmarito, au sud de Las Tunas, où était établie sa pharmacie révolutionnaire. En 1897, elle fut promue Commandante.

Mais parmi toutes ces cubaines, celle qui s'est le plus détachée de son époque est Evangelina Cossío y Cisneros⁷⁰⁷. Elle serait devenue une espèce d'Hélène de Troyes de son temps pour être entrée aux Etats-Unis au cours de la guerre contre l'Espagne. La presse nord américaine la surnommait « Jeanne d'Arc de Cuba » et elle fut sauvée par un correspondant nord américain William Randolph Hearst. Ce dernier fit passer Evangelina pour le symbole des crimes espagnols contre la femme cubaine, en la présentant comme la fille d'un insurgé enfermé qui avait été emprisonnée pour résister à la luxure d'un colonel espagnol. Une fois libérée et emmenée à New-York, Hearst fit défiler la jeune femme dans les rues de la ville et la conduisit à un meeting au Madison Square Garden. Ensuite, il l'emmena à Washington, où elle fut reçue avec tous les honneurs par le Président Kingsley.

La fugue d'Evangelina s'effectua depuis la prison de La Havane, la Casa de Recogidas, où la jeune fille attendait d'être transférée vers l'île de Ceuta, afin de purger une peine de vingt ans de prison. En réalité, elle s'y trouvait pour avoir participé à un complot indépendantiste dans le but de capturer le chef militaire de l'île des Pins et proclamer l'indépendance de ce territoire. Dans cette conspiration, elle devait attirer chez elle, le colonel José Berriz. Malheureusement, une trahison empêcha l'action de se dérouler correctement, Evangelina fut arrêtée et condamnée.

⁷⁰⁶ Dra Vicentina Elsa Rodríguez De Cuesta « Patriotas Cubanas », Talleres Heraldo Pinareño, Pinar del Río, 1952

⁷⁰⁷ Josefina Ortega « Evangelina Cossío y Cisneros-La boda del valor y la audacia », Revue La Jiribilla, La Havane, 2004 (www.lajiribilla.cu)

Hearst, de son côté engagea un mouvement de protestation nationale créant aux Etats-Unis le comité pro Evangelina Cossío, dirigée par la première dame de la nation. Ils récoltèrent 200 000 signatures qui réclamaient la libération de la jeune femme. Ces signatures furent remises au Pape Léon dans le but d'obtenir la clémence de la Reine María Cristina d'Espagne, mais celle-ci ne donna jamais de réponse.

Hearst demanda de l'aide au journaliste Karl Decker qui connaissait bien l'île. Celui-ci partit pour Cuba dans le but de faire évader Evangelina avec l'aide de Tom Mallory et des cubains Miguel Hernández et Carlos Carbonell. La cellule de la jeune femme avait une fenêtre à barreau qui donnait sur la terrasse. Les hommes limèrent les barreaux et à l'aide d'une échelle, la jeune femme réussit à s'enfuir. Cette dernière se cacha un temps chez ses sauveurs, puis, c'est déguisée en marin et muni d'un faux passeport, elle prit le bateau pour rejoindre les Etats-Unis.

L'entre deux guerre

Au début du siècle, et après les luttes indépendantistes, les femmes participèrent à la lutte civique et dans la conspiration contre le président libéral Gerardo Machado. Le 2 octobre 1930, Ofelia Dominguez, Flora Díaz et l'ex-professeure de Rafael Trejo étaient à la tête du cortège funéraire de l'étudiant assassiné. Cet homme est aujourd'hui considéré comme le premier martyr de la fédération étudiante cubaine⁷⁰⁸.

Suite à cet événement, le « Directorio Estudiantil Femenino » de l'Université fut créé. Les élèves de l'Ecole des Maitres et autres personnalités de la lutte pour les droits de la femme s'identifièrent.

Ema Lopez, Beneranda Martinez, Rosario Guillaume, Silvia Shelton, Loló de la Torrente et Leonor Acosta signèrent un manifeste en 1921 au côtés de Alejo carpentier, Rubén Martinez, Juan Marinello et quinze autres hommes.

Ce groupe de femmes plus un autre comme Angela Rodriguez, Virginia Pego, Sara del Llano, Clara Luz Duran, Inés Segura Bustamente et Calixta Guiteras signèrent un autre document le 18 novembre 1930, au nom du « Directorio Estudiantil Universitario » ayant une position antidictatoriale⁷⁰⁹.

⁷⁰⁸ José Antonio Torres « Crece la membresía y la historia de la FEU », Granma n°272, Année 11, Santiago de Cuba, le 02/10/2007 (www.granma.cu)

⁷⁰⁹ Luis Vitale « Historia de la mujer en cada país de latinoamérica », Chapitre IV- Cuba, Universidad de Chile, 1927, P.4 sur 8, (www.mazinger.sisib.uchile.cl)

Certains intégrèrent le Parti Communiste et plus particulièrement la « Ala Izquierda Estudiantil » et le mouvement « Joven Cuba » de Guiteras, parmi elles, la professeure María Luisa Batista, compagne de Pedro Vizcaíno.

Ainsi, les alliances entre les groupes de femmes et les organisations se formèrent avec les œuvres de l'ère Machado. Ce fut le cas en 1931 de la « Alianza Nacional Feminista » qui collabora avec Carlos Saladrigas et Joaquín Martínez Saenz, fondateurs de l' « ABC ». Cette alliance influença la rédaction du manifeste de l'organisation conspirative dans lequel fut inclus le suffrage féminin comme un de ses objectifs : d'autre part, la maison de la combattante Elena Mederos, de l'avenue de la paix dans le quartier de Kohly se transforma en un site de réunion des opportunistes à Machado, avec Jorge Mañach ou Saladrigas. Au cours de ces réunions, Elena marchait dans la rue ou faisait semblant de lire un livre pour signaler les mouvements suspects aux agents gouvernementaux.

L'ABC était une organisation armée, des classes moyennes, nationaliste, antilibérale et anticommuniste et dans son programme on décelait une part de fascisme à l'italienne.

De l'autre côté, on y trouvait la « Ala Izquierda Estudiantil », conformée par la section la plus radicale et marxiste du Directoire Etudiant Universitaire⁷¹⁰. Dans son programme en 1931, il fit un appel à la lutte révolutionnaire et anti-impérialiste à Cuba. Une femme en faisait partie, Esther Borja.

Le premier aout 1933 un groupe de femmes qui avait participé au processus de médiation pour chercher un remplacement pacifique bourgeois à la dictature de Machado, se retira près d'autres organisations du comité de la médiation. Dans le document du 12 aout 1933 où fut annulée l'expérience de médiation signée entre autres, l'organisation des femmes oppositionnistes et María Corotuinias pour représenter l'Ecole Normale des Maitres.

La disparition de Machado du devant de la scène n'écarta pas les femmes de leurs actions. « Joven Cuba », organisation née de la TNT⁷¹¹, fondée par Antonio Guiteras en 1934, comptait une section féminine qui travaillait pour incorporer les femmes à l'activité révolutionnaire et incluait un corps auxiliaire de guérillas urbains et rurales, une sorte de Croix Rouge qui assistait les blessés. Ces femmes participaient à des opérations variées comme des séquestrations ou des demandes de rançons.⁷¹²

⁷¹⁰ Juana Rosales García « Revolución y antimperialismo en Antonio Guiteras », Cubasocialista, La Havane, Mai 2005

⁷¹¹ Groupe révolutionnaire créé initialement par Antonio Guiteras dans le but de faire tomber la dictature de Batista par le biais de sabotages, attentats ou de propagande.

⁷¹² Luis Vitale « Historia de la mujer en cada país de latinoamérica », Chapitre IV- Cuba, Universidad de Chile, 1927, P.4 sur 8, (www.mazinger.sisib.uchile.cl)

Vers la fin de 1935, l'organisation était constituée d'environ 15 000 membres dans toutes les provinces de l'île et parmi lesquelles il y avait beaucoup de femmes.

Guiteras avaient confiance aux femmes en tant qu'actrices politique. Au cours de la période gouvernée par Ramón Grau San Martín et lorsqu'il devint secrétaire du gouvernement, il désigna deux femmes comme maires⁷¹³ : Caridad Delgadillo, dans la commune de Jaruco et Caridad Delgadillo, dans celle de Guines. De plus Diana Padilla et Flora Díaz Parrado furent chargées des missions diplomatiques. De nombreuses femmes faisaient partie de son organisation armée comme Dora Alonso, Dalia Rodríguez, Conchita Valdivieso, Xiomara O Hallorans, Hilda Touza, Dulce María Montoto.

Deux femmes étaient à ses côtés, Fara Rey, sa compagne et fondatrice du « Partido Social Revolucionario » et Tete Silva, épouse du Commandant Luis Orlando Rodríguez, lequel assumait la direction de la Croix Rouge lorsque la dictature de Machado s'inclina.

Elena Mederos

Ses parents étaient des exilés cubains de Tampa en Floride, qui revinrent à La Havane à la fin du 19^e siècle et c'est à ce moment là, en 1900 que naquit Elena. Docteure en pharmacie, elle n'a jamais travaillé, préférant se consacrer à sa famille.

Dès 1928, elle fit son entrée dans la vie publique en tant que membre du « Comité de las Comunidades por una Acción Cívica », puis de la « Federación Nacional de las Mujeres ». Elle était une féministe engagée mais ce qu'elle recherchait c'était un équilibre entre les deux sexes. Selon elle, les femmes n'étaient pas considérées comme de véritables êtres humains car elles étaient privées de nombreux de droits.

Elle fut secrétaire de la « Alianza Feminista », déléguée à Cuba de cinq conférences qui faisaient partie de la Commission Interaméricaine des Femmes de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Conseillère technique au séminaire du Mexique et de Porto-Rico, organisée par l'Institut International pour la Protection de l'Enfance. Tout au long de sa vie, elle présida et fut membres d'une trentaine d'organisations, elle voyagea beaucoup et noua des relations à travers le monde.

Cette femme anticommuniste s'est opposée à toutes les dictatures et collabora avec des mouvements clandestins d'opposition à la tyrannie de Machado, de Batista mais aussi de Fidel Castro. Après l'arrivée du Commandant en Chef au pouvoir elle luta comme elle

⁷¹³ Acela Caner Román « Mujeres cubanas y el largo camino hacia la libertad », Revue Cuba Socialista, la Havane, Juillet 2004

pouvait au sein de ses organisations mais elle s'installa dans les années 60 avec sa fille aux Etats-Unis et s'intéressa au sort des prisonniers politiques, suite à l'arrestation d'un de ses neveux. De là, elle participa aux côtés de l'évêque Eduardo Bora Masvidal et de Franck Calzón à la création de l'organisation « Of human rights »⁷¹⁴ qui permettait de dénoncer au monde entier les atrocités qui se passaient dans les prisons du pays et la face cachée du totalitarisme cubain.

Au début du 21^e siècle, se créa en Espagne la Fondation Elena Mederos pour défendre les droits humains, son plus grand combat. Il vise à promouvoir un soutien et une solidarité internationale. Cette femme pleine de courage et de détermination décéda le 25 septembre 1981.

Il est important de savoir que beaucoup de femmes ont aussi participé à la révolution cubaine de 1959. Leur collaboration fut très utile. Bien avant que Fidel Castro ne s'empare de La Havane, elles faisaient partie de mouvements d'opposition à la dictature. Le « *Frente Cívico des Mujeres Martianas* » et « *Mujeres Oposicionistas Unidas* », ces organisations étaient reconnues et reconnaissaient seulement le démantèlement du régime putschiste de Batista, c'était la priorité de leur programme. Les femmes étaient considérées comme étant courageuses, elles se battaient pour atteindre leur objectif, comme ce fut le cas de Urselia Baez qui décéda le 3 septembre 1957 quand une bombe lui explosa dans les mains alors qu'elle la manipulait dans les toilettes pour femmes au théâtre América située au cœur de La Havane. Elle avait déjà participé à de multiples missions similaires et avaient donc mis sa vie en péril à plusieurs reprises. L'explosion devait se produire à 21 heures, heure du traditionnel coup de canon qu'écourent les havanais chaque année.

En 1952, trois personnes⁷¹⁵ créèrent le « *Frente Cívico de las Mujeres Martianas* ». ⁷¹⁶ Le mouvement prit le nom de José Martí, car le centenaire de sa mort était proche, et il adoptait de plus, une structure basée sur des commissions de travail par équipe. La coordinatrice générale était Aïda Pelayo⁷¹⁷, importante figure de cette révolution. Les activités du Front

⁷¹⁴ Reinaldo Bragado Bretaña « Elena Mederos : en el centenario de su nacimiento » dans « La fisura, los derechos humanos en Cuba », Tome II, Cátedra del pensamiento libre, Miami, USA (www.sigloxxi.org)

⁷¹⁵ Pedro González, ancien combattant de la guerre civile espagnole incarcéré à Burgos en 1940, Carmen Castro Porta, Olga Román Sánchez

⁷¹⁶ Frente Cívico de las Mujeres Martianas. Il existait d'autres groupes de femmes qui collaborèrent avec des mouvements révolutionnaires tels que le Front des Femmes Cubaines (FMC : Frente de Mujeres Cubanas) ou celui des Femmes Unies de l'Opposition (MOU : Mujeres Unidas de la Oposición)

⁷¹⁷ Matilde Salas Servando « Una de las acusadas en el juicio del Moncada », Revue Mujeres, La Havane, 03/10/2005 (www.mujeres.cubaweb.cu)

étaient à la fois légales et clandestines. Leur but étant de répandre les idées de José Martí afin d'éveiller la conscience patriotique et nationale, d'inciter la lutte contre le pouvoir en place par le biais de la presse écrite et parlée, de manifestes, de brochures, et de refuser toute alliance avec les secteurs politiques favorables à l'établissement de compromis avec le régime de Batista. Elles apportaient leur soutien aux familles de défunts et de prisonniers, elles fournissaient une aide médicale aux combattants blessés,...enfin, elles eurent recours à des moyens plus violents : sabotages, attentats, transports d'armes,...⁷¹⁸

Malheureusement, en 1959, la victoire de la révolution a dissout le Front car le but fixé était enfin atteint.

Le deuxième était formé dès sa création de femmes au foyer, de toutes les fractions, militantes ou sympathisantes du Directoire, ou du M-26, de la Résistance Civique, de l'Organisation Authentique, du PSP, et de diverses organisations, chaque mouvement avait sa propre représentation. Les activités étaient très variées mais elles aidaient en partie les prisonniers politiques, en les soutenant par des courriers ou en réunissant de la nourriture, des vêtements ou des médicaments qui leurs seraient partagés par la suite. On leur cherchait des avocats ainsi que l'asile politique. Puis lorsqu'une multitude de femmes abandonna Cuba, le groupe rejoignit la lutte anti-Batista⁷¹⁹.

Deux femmes se sont fait connaître grâce à l'attaque de la Caserne Moncada, ce fut le cas de Haydée Santamaría et de Melba Hernández⁷²⁰. Haydée ou plutôt Yéyé était une femme vive et énergique, elle militait activement aux côtés de son frère Abel, dans les rangs de la Jeunesse Orthodoxe et plus tard dans le mouvement de Fidel Castro, dans le seul et unique but de changer la réalité sociale. A l'arrivée de Batista au pouvoir, ces espoirs s'envolèrent et c'est donc sans aucune hésitation qu'elles participèrent à l'attaque de la Moncada en 1953.

Melba, jeune avocate de 33 ans faisait partie de l'équipe des 24 rebelles dirigés par Abel Santamaría. Ceux-ci s'emparèrent d'un hôpital qui surplombait la caserne Moncada. A l'issue de ce combat les deux femmes furent arrêtées, incarcérées et condamnées à sept mois de

⁷¹⁸ Annett Ríos Jáurequi « Honra la Universidad al Frente Cívico de Mujeres Martianas », Revue Mujeres n°170, La Havane, Le 13/02/2004 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷¹⁹ José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », UJI, Castelló de la Plana, 1998, P.284 (285 pages)

⁷²⁰ Marta Denis Valle « Haydée y Melba, las muchachas del Moncada », Revue Mujeres, La Havane, 29/07/2005 (www.mujeres.cubaweb.cu)

prison à Guanajay. En 1954, à leur sortie, elles divulguèrent clandestinement le manifeste de Fidel Castro, « *L'Histoire m'acquittera* ». ⁷²¹

Haydée ⁷²² qui fit partie de la Direction Nationale du mouvement du 26 juillet s'engagea dans la lutte clandestine, sous le nom de Maria. En 1956, elle regagna Santiago de Cuba pour attendre l'arrivée du Granma. Melba, de son côté, a voyagé au Mexique pour y contacter des moncadistas isolés, tout en galvanisant ce qui restèrent sur l'île. Ces femmes se retrouvèrent plus tard dans la Sierra Maestra auprès des rebelles.

Vilma Espin Guillois ⁷²³ et Celia Sanchez Manduley ⁷²⁴ jouèrent un rôle clé au cours de la révolution de 1959, la première prit en charge la coordination de la province sous le pseudonyme d'Alicia et établit des contacts par téléphone. à l'occasion de la visite de l'ambassadeur des Etats-Unis, elle monta avec d'autres compagnons une grande manifestation où participèrent de nombreuses mères de Santiago de Cuba, vêtues de noir. Malheureusement Vilma est poursuivie et rejoint Fidel Castro dans la Sierra Maestra, elle changea de nom et se fit appeler Deborah. Pendant ce temps, les femmes remplacèrent les hommes, car ceux-ci étaient trop rapidement suspectés et arrêtés par la police. Elles jouaient le rôle de messagères et transportaient des armes, de la dynamite cachées sous leurs vêtements, elles allaient jusqu'à réaliser des sabotages.

Dans la Sierra Maestra, Vilma y retrouva sa compagne de lutte Celia, ou Norma. Elle avait rejoint les guérilleros depuis le 16 février 1957 et avait organisé un contingent de combattants clandestins armés destiné à renforcer le front des guérilleros. Son incorporation permit l'assaut et la prise de la caserne El Uvero. Sa participation au combat fut telle qu'elle devint représentante de la Sierra auprès de la Direction Nationale du Mouvement. Elle s'occupa de tout : établit de nouvelles routes d'accès à la Sierra, installa des postes de commandement, sema des plants de malanga ⁷²⁵ pour pouvoir s'alimenter, assura le maintien des communications locales ou internationales du commandement, alla chercher et ramena tout types de médecins,...

⁷²¹ « *La historia me absolverá* », manifeste écrit par Fidel Castro lors de son séjour en prison

⁷²² Marilys Suárez Moreno « Haydée, eterna heroína de la Moncada », Revue Mujeres, La Havane, 28/12/2006 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷²³ Mercedes Santos Morav « Heroína, esposa y madre : Vilma », Revue Mujeres n°341, La Havane, Le 28 juin 2007 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷²⁴ Mariblanca Staff Wilson « Mujeres que dejaron huellas », Imprenta Universal Books, Panamá, 2005, P.259 (592 pages)

⁷²⁵ Tubercule comestible local

Première femme soldat des troupes rebelles, Celia assumait également la responsabilité de la logistique, tout en poursuivant, jusqu'en octobre 1957, différentes missions dans le llano⁷²⁶.

Ces femmes étaient surprenantes, elles firent tant pour la révolution qu'elles sont aux yeux des cubains de vraies héroïnes.

Dans les campagnes, les femmes⁷²⁷ étaient aussi très efficaces, elles y réalisaient le même style d'actions qu'en ville: transport d'armes, confections d'uniformes, enseignement auprès de paysans analphabètes, messagères,...

Beaucoup y sacrifièrent leur vie. Ce tragique destin fut le même pour bon nombre d'entre elles. Ce fut le cas de Clodomira Ferrales, Lidia Esther Doce Sánchez, Urselia Díaz Baez, les soeurs Giral, Aléida Fernández Chardiet,...la présence de ces femmes a mis du temps à être acceptée, et pourtant les hommes ont finalement compris qu'elles étaient indispensables.

Depuis 1957, beaucoup de femmes avaient intégrées la Sierra Maestra. Celia fut la première à participer à une action armée. Au cours de cette attaque, quelques femmes se détachèrent comme Teté Puebla, Oniria Gutiérrez, Angelina Antolín, Rita García, Herenia Vázquez et bien d'autres. Tout au long de la lutte, un nombre plus important de femmes se joignit à l'Armée Rebelle et pour aider les hommes à lutter, Celia Sánchez eut l'idée de fonder une unité de femmes. Elle en parla à Fidel Castro, qui prit note de cette idée, car pour lui, Celia était une bonne alliée et il l'écoutait attentivement.

Au cours de l'été 1958, les troupes de l'Armée Rebelle triomphèrent et à la fin du mois d'août, le commandant convoqua ses alliés à une réunion pour connaître l'avis des uns et des autres concernant la formation d'un probable front féminin dans lequel se regrouperaient pour la première fois, en tant que combattantes, des femmes qui avaient acquis suffisamment de confiance en l'Armée. Après maintes discussions, certains s'y opposèrent fermement affirmant que les femmes étaient trop faibles et que leur constitution ne leur permettraient pas d'aller jusqu'au bout, d'autres considéraient qu'elles étaient faites pour soigner dans les hopitaux, ou pour rester aux fourneaux ou dans les ateliers.

Fidel réussit à les convaincre en leur disant qu'elles seraient indispensables à tous les stades du combat, il illustra ses propos d'exemples en démontrant le courage et la volonté des femmes qui combattirent pour leur patrie au cours des luttes indépendantistes du 19^e siècle.

Le front se mit en place et leur première tâche fut la responsabilité de la garde de la Commanderie, elles devaient veiller à la sécurité du site et lorsque Fidel s'approchait le

⁷²⁶ Elle interviendra dans le reportage sur les guérilleros de Bob Taber, journaliste nord-américain, en l'emmenant sur les lieux mêmes de la résistance.

⁷²⁷ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, 2006, P.59 (265 pages)

signaler, et elles accomplirent cette mission avec succès. La création de ce front impliquait des sacrifices, en effet, elles étaient traitées comme des hommes, elles étaient confrontées aux mêmes risques et aux mêmes dangers, elles accomplissaient les mêmes activités et avaient le même droit de combattre, une arme au poing.

Ce projet fut accepté par Fidel Castro et se concrétisa le 4 septembre 1958. Cette unité prit le nom de la mère du général cubain et héros des guerres d'indépendance, Antonio Maceo. Le « Pelotón Femenino Mariana Grajales »⁷²⁸, plus souvent appelées « las Marianas » (les Mariannes)⁷²⁹ était un groupe formé de 13 femmes décidées et audacieuses qui combattirent armes en main, l'armée de Batista. Celia Sanchez n'en fit pas officiellement partie mais les membres la considéraient comme telle car elle représentait un soutien de valeur inestimable.

Le peloton était entraîné par le Commandant en personne, leur chef était Isabel Rielo Rodríguez, femme ayant de grandes qualités démontrées lors de sa capacité à diriger, courageuse au combat, et la sous-chef était Teté Puebla, elle aussi une grande dame⁷³⁰.

Elles combattirent pour la première fois au Cerro Pelado mais ensuite, elles étaient dispatchées dans diverses colonnes et combattirent à plusieurs reprises à La Presa de Hoguín, Chaparra, Gibara, Puerto Padre, Oro de Guisa, et les batailles de Guisa et Raffo.

Certains hommes eurent du mal à accepter sa création, mais leurs efforts payèrent, et certains d'entre eux se rendirent compte de leur efficacité, ce fut le cas du commandant Eddy Suñol⁷³¹, chargé de les encadrer et qui, en novembre 1958, en fit l'éloge dans un rapport envoyé à Fidel Castro à la fin des combats du Cerro Pelado et de Guisa.

Malgré de nombreuses réticences, les rebelles ont su écouter Fidel Castro et laisser leurs camarades femmes s'installer à leurs côtés. Ils se sont par la suite, rendus compte qu'elles se battaient pour la même cause et qu'elles démontraient beaucoup de courage. Ils ont appris à vivre ensemble et à s'accepter tels qu'ils étaient.

Beaucoup de femmes sont des héritières de ces combattantes, ce fut le cas dès le 20 novembre 1961 avec la formation du Bataillon « Lydia Doce », et de celles qui incorporèrent les Milices Nationales Internationales et se formèrent en tant que cadres supérieures et officiers des Forces Armées, accomplissant des missions internationalement. Ainsi que celles qui

⁷²⁸ El Pelotón Mariana Grajales

⁷²⁹ Jesús Risquet « Pelotón Mariana Grajales, la mujer cubana en la insurrección », Revue « Trabajadores Digital », La Havane, Le premier septembre 2006

⁷³⁰ Elsa Montero Maldonado « El pelotón Mariana Grajales : expresión de la concepción de Fidel sobre el papel de la mujer en la lucha revolucionaria », Revue Mujeres n°401, La Havane, Le 28/08/2008 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷³¹ Margaret Randall, Mayra Alvarez Martínez « Mujeres en la revolución », Editions Siglo Veintiuno, Mexico, 1977, P.12 (375 pages)

intégrèrent les Milices de Troupes Territoriales et les Bataillons de Production et de Défense⁷³².

La fondation de ce peloton a prouvé aux hommes qu'elles n'étaient pas faites pour seulement rester au foyer ou pour avoir des enfants mais il a été l'opportunité pour les femmes de pouvoir participer à toutes les tâches de responsabilité comme les hommes.

Celia Sánchez Manduley

Elle provenait de Manzanillo, dans la province de Granma, elle tient son patriotisme et sa rébellion de son père médecin. Lorsqu'elle était jeune, elle l'accompagnait régulièrement lors de ses visites auprès de malades. Son père lui expliqua très tôt les injustices de la vie et elle comprit qu'elle devait agir. Ils entrèrent tous deux dans l'orthodoxie, attirés par le programme contre la corruption et en faveur des réformes de Chibás visant à nettoyer la République. Malheureusement, le 10 mars 1952, Fulgencio Batista interrompit le rythme constitutionnaliste du pays. Ensuite, se multiplièrent les tortures et les assassinats justifiés par la loi de la fugue. Celia sympathisa avec un jeune avocat, peu connu, Fidel Castro, pour elle, c'était une solution pour faire place à la Révolution.

Femme généreuse, elle était touchée par la pauvreté, et dès son plus jeune âge, elle distribuait des jouets et des médicaments aux enfants des campagnes⁷³³.

Elle soutint avec ferveur la Révolution et fut fondatrice et dirigeante du Mouvement du 26 juillet dans le territoire oriental.

En mars 1957, elle devint la première femme à entrer dans les rangs de l'Armée Rebelle. Elle partagea aux côtés de Fidel Castro la direction générale du Mouvement du 26 juillet dans les décisions les plus importantes. Elle participa au combat de l'assaut du Cartel de l'Uvero, première action importante de la troupe révolutionnaire. Héroïque et audacieuse, son apport fut décisif dans les plans pour rendre possible le débarquement du Granma ainsi que le regroupement et la consolidation de l'armée rebelle. Elle fut un véritable soutien pour ces hommes.

Elle conserva de nombreux documents de cette épopée perdue au beau milieu de la montagne. C'est grâce à ces archives qu'elle créa l'actuel Bureau des Affaires Historiques du Conseil d'Etat⁷³⁴.

⁷³² « Federación de Mujeres Cubanas : unidas para ayudar a la patria », Revue Mujeres n°318, La Havane, Le 18/01/2007 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷³³ Marilys Suárez Moreno « Un corazón habitado por el amor », Revue Mujeres n°385, La Havane, Le 08/05/2008 (www.mujeres.cubaweb.cu)

Lorsque la Révolution triompha, elle agit comme secrétaire du Conseil des ministres et ensuite comme secrétaire du Conseil de l'Etat. Nommée membre du Comité central du Parti depuis sa fondation, et députée au pouvoir populaire. Cette femme sensible et humaine décéda le 11 janvier 1980 d'une terrible maladie.

Lidia Doce Sánchez et Clodomira Ferrales

La première femme était originaire de Velasco dans la province d'Oriente. Elle a toujours eu une âme de révolutionnaire et s'incorpora dès le coup d'état du 10 mars 1952 dans la lutte contre la dictature de Fulgencio Batista. La seconde venait de Cayayal, une ville appartenant à Manzanillo. En juin 1957, elle rejoignit l'avant-garde des troupes rebelles. Prisonnière des forces du commandant Angel Sánchez Mosquera, alors qu'elle accomplissait une mission dans la centrale sucrière de Estrada Palma, elle parvint à s'enfuir et à pied depuis Bayamo, elle retrouva les guérilleros à La Miel. En janvier 1958, elle fut pour la seconde fois capturée alors qu'elle soignait un blessé, mais parvint quand même à s'enfuir à nouveau. Elle fut alors recrutée par le commandant Central de La Plata où, Fidel Castro l'employa à des tâches délicates et dangereuses, bien qu'elle était analphabète.

Ernesto Guevara et Fidel Castro avaient énormément confiance en elles⁷³⁵, C'est à leur demande qu'elles vinrent à La Havane pour accomplir d'ailleurs avec courage, les nombreuses missions qu'elles devaient effectuer en tant que messagères de guerre dans la Sierra Maestra. Lors d'une mission, certains combattants de l'Armée Rebelle devaient participer à la mise à mort d'un homme surnommé « El Relojero ». Pour maintenir le tyran en place, les sbires du condamné capturèrent certains combattants dont Lidia et Clodomira.

Le 12 septembre 1958, elles tombèrent aux mains de ces hommes, elles furent emmenées dans une maison. On les tortura et les blessa sévèrement pendant cinq jours. Mais aucun mot ne s'échappa de leurs bouches. Le 17 septembre, un des sbires, Julio S. Laurent perdit patience et les amena près de la mer où il les immergea dans un sac de pierre et les trempa dans l'eau, comme il n'apprit rien de la bouche de ces femmes, il les jeta directement dans la mer.

Fidel Castro les surnomment, les femmes héroïques, car disait-il, elles donnèrent des preuves de leur courage et de leur confiance. Les sévices et les tortures qu'elles subirent ne laissèrent

⁷³⁴ Ana Isa Vidal Díaz « Celia Sánchez Manduley «La heroína de la revolución cubana », Portail de Celia Sánchez Manduley, Radio Habana Cuba (www.radiohc.cu)

⁷³⁵ Regla Zulueta « Mensajeras de la gloria », Revue Mujeres n° 350, La Havane, Le 06/09/2007 (www.mujeres.cubaweb.cu)

rien échapper, elles étaient de véritables révolutionnaires et elles partageaient le même destin : consacrer leur vie à la lutte émancipatrice⁷³⁶.

Isabel Luisa Rielo Rodríguez

Originnaire de la province de Santiago de Cuba, et docteure en pharmacie, elle intégra le mouvement du 26 juillet en 1952. Elle fit ses premiers pas de Révolutionnaire dans l'Armée Rebelle tout d'abord dans la colonne numéro 4 à la demande du Che puis dans la colonne numéro 1 commandée par Fidel Castro.

Lors de la formation du Peloton Mariana Grajales, Fidel entraîna et enseigna les filles à tirer. Après plusieurs jours de préparation, il les convoqua pour élire une dirigeante, pour en finir, c'est Isabel qui fut désignée pour la qualité de ses performances au tir. Elle se démarquait de ces camarades⁷³⁷.

Elle fut la fondatrice du quatrième Front Simon Bolivar et participa à différents combats dans la lutte insurrectionnelle, dans la Sierra Maestra où elle obtint le grade de Capitaine.

Après le triomphe de la Révolution, elle eut des postes à responsabilité, parmi elles, la fondation en 1961, de l'école des Milices Lidia Doce. Elle participa à la fondation du Parti Communiste et fut déléguée au cours de son premier Congrès, en plus de mener à bien d'autres responsabilités dans la FMC et dans le Pouvoir Populaire⁷³⁸.

Cette femme fut décorée à plusieurs reprises, elle en reçut beaucoup en tant que combattante de l'Armée Rebelle de la clandestinité internationaliste de seconde classe et de l'ordre Ana Betancourt.

Vilma Espín Guillois

Elle vit le jour en 1930 à Santiago de Cuba. Elle obtint son diplôme d'ingénieur chimique industrielle⁷³⁹ en 1954. Elle est reconnue pour son audace et son courage dans la lutte contre la tyrannie de Batista. Elle participa au soulèvement de Santiago de Cuba le 30 novembre 1956. Elle fut désignée coordinatrice provinciale du Mouvement du 26 juillet dans

⁷³⁶ Yudith Madrazo Sosa « Dos mujeres : la misma pasión e igual destino », « 5 Septiembre », Cienfuegos, Le 17/09/2008

⁷³⁷ Iraidá Campo Nodal « Año 1958, parece que fue ayer... », Revue Mujeres n°388, La Havane, Le 29/05/2008

⁷³⁸ Iris Dávila « La capitana », Revue Mujeres n°401, La Havane, Le 28/08/2008 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷³⁹ Mercedes Santos Moray « Heroína, esposa y madre : Vilma », revue Mujeres n°341, La Havane, Le 28/07/2007 (www.mujeres.cubaweb.cu)

la province d'Oriente, puis elle intégra l'Armée Rebelle dans le second Front oriental Franck País.

Après le triomphe de la Révolution elle lança et dirigea la création de la FMC⁷⁴⁰ qu'elle présida depuis sa formation. Promotrice de l'égalité des genres, elle introduisit l'éducation sexuelle, participa à l'élaboration de la législation révolutionnaire sur l'égalité des chances et sur d'autres thèmes en relation avec l'enfance et l'adolescence. Elle reçut le titre de chercheuse du mérite et de Docteure Honoris Causa en sciences sociales. Vilma est connue internationalement pour la défense des droits de la femme, ce qui fait d'elle une femme aimée et respectée. Elle fut d'ailleurs vice-présidente de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes.

Elle intégra parallèlement le Comité Central du Parti Communiste Cubain depuis sa fondation. Elle fut membre du Bureau Politique et du Conseil de l'Etat. Elle présida la Commission d'Attention à la jeunesse, l'enfance et l'égalité des droits de la femme dans le parlement cubain et la Commission de prévention et attention sociale assignée au Conseil des ministres. Vilma était attentive aux autres, elle souhaitait le bien-être, le renforcement et le développement de la famille cubaine⁷⁴¹. Aujourd'hui, après son décès en 2007, elle est toujours considérée comme étant l'héroïne révolutionnaire de la République de Cuba.

Le 10 octobre 1868 marque le début des luttes indépendantistes. Dès lors, des milliers de familles ont combattu pour un idéal : l'indépendance. Tout le monde se dirigeait vers le maquis, un fusil à la main pour affronter les colonialistes espagnols. Les femmes de leur côtés soignaient les blessés, préparaient les repas, lavaient le linge,...la guerre impose de terribles sacrifices et les femmes du 19^e siècle étaient prêtes à tout pour sauver leur honneur. Ces femmes avaient d'autres préoccupations, elles ne pensaient plus à elles mais à leurs enfants, leurs petits-enfants et surtout à leur avenir. Ces femmes furent très utiles pendant ces périodes. Elles soutenaient moralement leurs époux, et les accompagnaient parfois au combat, elles savaient garder des secrets et étaient messagères, elles aidaient à cultiver la terre afin de nourrir les troupes, elles éduquèrent leurs enfants pour en faire de vrais soldats. Toutes ces

⁷⁴⁰ « Las luchas de Vilma-Reflexiones del Comandante en jefe, Fidel castro Ruz », Revue Mujeres n°340, La Havane, Le 19/06/2007 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷⁴¹ « Vilma estará como paradigma de mujer comprometida con la patria y la revolución, con el partido y Fidel », Discours prononcé par José Ramón Machado Ventura, membre du Bureau Politique et vice-président du Conseil de l'Etat, au cours de la veillée solennelle en honneur à Vilma Espín Guillois, Granma n°171, Année 11, Le 20/06.2007 (www.granma.cu)

actions faisaient de ces femmes de véritables héroïnes. Elles faisaient preuve de beaucoup de courage et de volonté pour arriver à leurs fins⁷⁴².

Cuba est une île qui a connu un passé fort douloureux et depuis la prise de pouvoir de Fidel Castro, ce pays s'est refermé sur lui-même, de par la position évidente anti-américaniste de son dirigeant. Ce n'est pas un point négatif pour l'île, mais, le peuple cubain en a subi les conséquences. Malgré tout, la révolution cubaine leur a beaucoup apporté, en matière d'éducation, une campagne d'alphabétisation a été lancée en 1961⁷⁴³. Des milliers d'adolescents furent envoyés dans les campagnes afin d'apprendre à lire à bon nombre de paysans illettrés, pendant que d'autres se rendaient dans des centres de formation. Fidel Castro avait promis que tous les cubains sauraient lire à la fin de l'année 1961. Aujourd'hui encore, Cuba est selon les statistiques de la Cepal, un des pays les mieux alphabétisés du continent latino-américain. D'autres changements ont été effectués dans ce secteur et dans celui de la santé, du travail, de l'économie, ...

Les femmes ont joué un rôle important dans l'indépendance de leur pays. Elles se sont battues avec vaillance certains pensent que Fidel Castro a toujours voulu inclure la femme dans la société cubaine, car elle en fait partie, l'oppression dont elle est victime est exagérée, il faut donc lui permettre de s'exprimer aussi bien que son prochain, l'homme. Le commandant en chef a laissé une chance aux femmes de démontrer ce qu'elles valaient dans la lutte armée, et elles se sont très bien débrouillées, elles en ont d'ailleurs épâté plus d'un. Elles se sont battues avec courage et ténacité, elles ont occupé les mêmes postes que les hommes, et elles l'ont fait avec tact et admirativement. Aujourd'hui encore, ces femmes sont des symboles de la révolution aux yeux du peuple. Si elles sont capables de se défendre comme les hommes, elles ont alors le droit de vivre de la même manière que ces derniers!

3.1.2. Les grandes révolutionnaires cubaines

En pleine crise révolutionnaire, des femmes ont su s'imposer et surtout ont réussi à améliorer la situation de leur pays. En partie, par leur courage, leur intelligence et leur talent. Ces premières femmes ont voulu voir renaître leur pays, le voir enfin libre. Pendant cette

⁷⁴² Iraidá Campo Nodal « La demajagua : despertar de un pueblo », Revue Mujeres n°153, Le 9 octobre 2003 (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁷⁴³ Isabel Holgado Fernández « ¡No es fácil! Mujeres cubanas y la crisis revolucionaria », Icaria, Barcelone, 2000, P.269 (352 pages)

première guerre d'indépendance, en 1898, trois femmes ont fait part de leur dévouement, c'est le cas de **Ana Bétancourt**, **Mariana Grajales** et **Adela Azcuy Labrador**.

La première était une femme très cultivée, elle n'avait pas fait d'études mais était autodidacte. Elle avait l'esprit révolutionnaire et aurait voulu voir un jour la femme s'émanciper. Elle tint de très intéressants discours à ce propos. Pour elle, la femme était l'égal de l'homme, ils avaient les mêmes valeurs. En effet, celle-ci doit être libre et faire ce qu'elle désire : si elle veut se battre pour son pays, elle le fera. Elle savait qu'elle avait des capacités pour le faire, alors, pour se rendre utile, elle servit son pays de cette façon. De plus, elle reçut un jour le titre d'Agent du Comité Révolutionnaire Cubain de Camagüey. Elle était une femme courageuse qui ne demandait pas mieux de voir un jour naître l'égalité Des genres, mais ce qu'elle souhaitait par-dessus tout, c'était une patrie libre⁷⁴⁴.

La deuxième de par ses origines dominicaines et de par la couleur de sa peau (elle était mulâtresse), prônait l'égalité des races. Après avoir grandi près d'un bague, elle comprit que la liberté représentait beaucoup pour l'homme. Elle s'engagea dans une lutte acharnée pour essayer de servir au mieux sa patrie. Elle persuada son mari et ses enfants de la suivre dans son combat. telle était la devise de la famille patriote : « *Libérer la patrie ou mourir pour elle* ». L'indépendance de son pays et la liberté des citoyens étaient possibles, c'est pourquoi, il faut se défendre sans trop se poser de questions. Car, de toutes façons, c'est l'avenir du pays et de ses citoyens qui prime. Sa force de caractère fit d'elle le symbole de la femme et de la mère combative et révolutionnaire⁷⁴⁵.

Le cas d'Adela Azcuy Labrador est un peu différent, elle s'est battue, elle aussi, pour l'indépendance de son pays, mais elle faisait partie de l'Armée, ce qui était très rare à l'époque. Promue sous-lieutenant, puis capitaine, elle devint rapidement un élément indispensable à la guerre. De par ses connaissances pharmaceutiques, elle se rendait utile auprès des soldats blessés. Elle avait par conséquent, une double fonction. Elle était dotée d'une force de caractère incroyable et d'un courage sans limite, ce qui l'aida à triompher dans ses exploits⁷⁴⁶.

D'autres femmes se sont aussi battues pour une cause révolutionnaire, aux cotés de Fidel Castro, dans le but de sauver Cuba, qui était, à cette époque, sous l'emprise de Fulgencio Batista : il s'agissait par exemple, de **Emma Rosa Chuy**, de **América Domitro**,

⁷⁴⁴ Nydia Sarabia « Ana Betancourt, cubana en el mundo », Granma, 26 mars 1975, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁴⁵ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de patriota », Article n°20, Granma, 18 novembre 1973, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁴⁶ Yolanda Pelaez « Adela Azcuy Labrador « La Capitana » », Granma, 1982, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

des **sœurs Giral** ou de **Vilma Espín**. Elles s'investissaient dans leur projet, pour retrouver un monde meilleur. Le cas de ces femmes est à prendre en considération, car elles se sont battues, comme les hommes, pour sauver leur patrie. Emma Rosa Chuy, cette jeune enseignante avait un fort caractère, si fort qu'il l'aida dans toutes ses épreuves. Elle faisait partie de mouvements révolutionnaires et étudiants. De plus, elle participa à des assauts puis, elle intégra les troupes rebelles de Raúl Castro. Elle décéda, alors qu'elle n'avait que 24 ans, dans un tragique accident de voiture.

América Domitro était connue des troupes de Batista pour ses idées révolutionnaires et c'est son père qui à chaque fois, était accusé. La famille déménagea à plusieurs reprises afin d'éviter toutes ces persécutions, ces agressions et bien d'autres sarcasmes. América fréquentait le célèbre révolutionnaire Franck País, mais celui-ci décéda un peu avant leur mariage. Elle faisait partie du mouvement 26 de Julio. Elle aussi, avait un ferme tempérament, c'est une preuve de courage ! elle osait aller de l'avant. Elle se rendit très utile pendant la guerre : elle s'occupait des blessés, des ravitaillements, des brassards,...mais par manque de Chance, une terrible maladie l'emporta⁷⁴⁷.

Lourdes et Cristina Giral étaient originaires de Cienfuegos, elles s'installèrent à La Havane afin de trouver du travail, mais plus tard, elles intégrèrent le mouvement de Résistance Civique. Elles étaient très dévouées, et auraient voulu voir un jour, renaître l'île, libre et indépendante. Mais les troupes de Batista ne les épargnèrent pas, les policiers fouillèrent leur appartement, puis, les tuèrent à coups de balles. Elles décédèrent sur le coup. Elles avaient respectivement 28 et 22 ans⁷⁴⁸.

Toutes ces femmes étaient courageuses, elles avaient en elles, l'envie de vaincre. Dotées de forts caractères, (une qualité qui leur donnait la force d'avancer), elles n'hésitaient pas à prendre des risques et à mettre leurs vies en péril. A l'époque, il était rare de voir des femmes se lancer ainsi dans des combats si dangereux. Leur but était d'offrir une chance à tous les citoyens cubains de profiter un jour d'un nouveau pays et, de prouver que les femmes sont elles aussi capables de se défendre tout comme les hommes !

⁷⁴⁷ Antonia Vasquez « América Domitro », Revue « Verde Olivo », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »

⁷⁴⁸ Elena Alavez « Dos jóvenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, le 16 juin 1978, La Havane

S'il est possible de parler d'émancipation de la femme, ce serait en partie grâce à une cubaine nommée **Ana Betancourt**⁷⁴⁹. Son nom est gravé dans les mémoires des femmes à jamais, car la fête de sa mort est célébrée sur l'île tous les 8 mars. Elle naquit à Camagüey, et est issue d'une très grande et noble famille de la région, berceau des héros et des martyrs de cette lutte pour l'indépendance. Elle épousa le 17 août 1854, l'infatigable révolutionnaire, le courageux séparatiste et finalement martyr de la noble cause que tous deux entreprirent, Ignacio Mora, avec lequel elle participa aux rêves patriotiques qui précédèrent le soulèvement du 4 novembre 1868 à Camagüey.

La collaboration d'Ana Betancourt dans les jours de conspiration, dit un historien, fut assidue et efficace. Sa maison servit de point de réunion des patriotes de Port au Prince. Les conjurés y reprenaient courage. De là, cette femme traça des bans destinés à ordonner l'esprit public pour le commencement de cette tâche. Après l'avoir mérité, Augusto Arango lui envoya la nomination d'agent de Comité Révolutionnaire Cubain de Camagüey. Et il s'avère que la femme qui écrivit ces bans fut une autodidacte. Mais comme la majorité des femmes, elle reçut une éducation pour ainsi dire, assez médiocre. Mais dès son mariage, elle se mit à étudier, entre autres disciplines l'anglais, le français dans les livres de son mari, qui lui, était un homme très cultivé.

Quand le 8 novembre Ignacio Mora s'allia aux patriotes camagueyens qui se soulevaient, les derniers mots d'adieu d'Ana à son mari furent⁷⁵⁰ : « *Por mi y por tí, lucha para la libertad* ». Et plus tard, lorsqu'elle eut des nouvelles du comte de Valmesada, en connivence avec Napoleón Arango, que quelqu'un surnomma « *Quintacolumnista* », Ana Betancourt prouva encore son intégrité. La veille de l'Assemblée célébrée dans les mines, elle écrivit à son mari une lettre dans laquelle elle lui demandait une action décidée des patriotes en leur faisant remarquer comment ils devaient répondre aux émissaires de Valmesada. En conclusion, ils rejetèrent l'adhésion de Camagüey à la Révolution.

Les activités de la patriote durèrent peu dans l'enceinte de la ville de Port au Prince. Elle était fichée. Avec un tel motif, le 4 décembre 1868, elle sortit de la ville discrètement. Elle alla partager avec Ignacio Mora, son compagnon, les rigueurs de la vie insurgée. Ana

⁷⁴⁹ Lázaro David Pujol « Ana Betancourt de Mora, una historia, una mujer, una ciudad », Revue Mujeres n°397, La Havane, Le 31/07/2008

⁷⁵⁰ Nydia Sarabia « Ana Betancourt, cubana en el mundo », Granma, 26 mars 1975, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

Bétancourt devrait être considérée comme le premier leader féminin car elle a toujours eu de grandes idées sur les droits des femmes⁷⁵¹.

On lui demanda d'assister à la proclamation de la République et de mettre à l'occasion de cet événement très important le nom de cette grande femme cubaine. Elle y prononça ce bref et historique discours⁷⁵² :

« *Ciudadanos :*

« *La mujer cubana en el rincón oscuro y tranquilo del hogar espera paciente y resignada esta hora sublime, en que una revolución justa rompe el yugo, le desata las alas.*

« *Todo era esclavo en Cuba : la cuna, el color, el sexo.*

« *Vosotros queréis destruir la esclavitud de la cuna, peleando hasta morir si es necesario.*

« *La esclavitud del color no existe ya, habéis emancipado al siervo.*

« *Cuando llegue el momento de libertar a la mujer, el cubano que ha echado abajo la esclavitud de la cuna y de la esclavitud del color, consagrará también su alma generosa a la conquista de los derechos de la que es hoy en la guerra su hermana de caridad, abnegada, que mañana será, como fue ayer, su compañera ejemplar ».*

Carlos Cespedés sut se rendre compte parfaitement de la transcendance du discours d'Ana Betancourt. L'historien cubain comprit que ce qu'elle demandait était l'émancipation de la femme. Elle voulait être libre.

Ayant du s'éloigner de son conjoint à cause de la guerre, Ana Betancourt eut la mauvaise chance de tomber prisonnière des troupes espagnoles le 9 septembre 1871, restant séparée pour toujours de son compagnon.

Dans son exil forcé, elle apprit avec un inapaisable regret la mort d'Ignacio Mora devant le peloton d'exécution à El Chorillo le 14 octobre 1875. En errant dans des pays étrangers, elle continua à lutter n'importe où dans la mesure du possible.

La mort la surprit le 7 février 1901 à Madrid⁷⁵³. Tous les cubains et surtout la femme cubaine doivent lui rendre hommage. L'admiration et le remerciement de ses compatriotes résideront toujours sur l'île pour cette championne de l'émancipation de Cuba et surtout pour l'émancipation de la femme.

⁷⁵¹ Asunción Lavrín, Eugenia Rodríguez Sáenz « Un siglo de luchas feminas en América Latina », Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, P.24 (267 pages)

⁷⁵² Nydia Sarabia « Ana Betancourt, cubana en el mundo », Granma, 26 mars 1975, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁵³ Antonio José Molina « Mujeres en la historia de Cuba », Editions Universal, Miami, 2004, P.103 (1047 pages)

Adela Azcuy⁷⁵⁴ fut une combattante exemplaire de la première indépendance de Cuba, dans la guerre de 1895. Elle naquit à *Ojo de Agua*, province de Pinar el Rio, le 18 mars 1861, cadre aussi de ses exploits, et mourut en 1914 à La Havane. *Gabriela de La Caridad*, de son vrai nom, descendait d'une famille aux ressources moyennes. Dès son plus jeune âge, elle était une bonne cavalière et surtout une bonne chasseuse. Dans sa jeunesse, sa vocation littéraire se réveilla, elle composa des sonnets et des dizains, parallèlement, elle devint experte en maniement d'armes à feu.

Elle était ferme et tenace, elle avait des qualités qui l'amènèrent à vaincre tous les obstacles de l'époque grâce à sa condition de femme. En février 1896, elle entra dans les forces patriotiques du lieutenant colonel Miguel Lores, dans la zone de Gramales. Dès le mois de janvier de cette même année, le général Antonio Maceo se trouvait dans la province de Pinar del Rio pour allumer la guerre révolutionnaire.

Adela avait des connaissances pharmaceutiques qui faisaient d'elle un soldat très utile pour la troupe, la même chose se produisit lorsqu'il se battait contre les espagnols, elle devait s'occuper des malades ou des blessés, même en plein milieu de la guerre.

De par sa remarquable participation à la guerre, elle passa sous lieutenant en mai 1896. Peu de temps après, elle intégra la troupe du colonel Miguel Banegas qui l'incorpora dans son régiment. Le fait qu'elle ne faisait pas partie des combattants fit qu'Adela réclamait le droit de lutter en manifestant : « *Yo he venido a la guerra pelear, y si tengo que morir, quiere morir como los valientes, peleando* ».

Durant toute la campagne, elle se distinguait de par son courage. Elle resta avec les partisans patriotiques jusqu'à la fin de la guerre, elle participa à de nombreux combats dirigés par Antonio Maceo.

Parmi les batailles où sa présence fut remarquable, on peut citer celles de Loma Blanca, Caja del Negro, Tumbas de Estorino, Montezuelo, Loma del Toro et Cacarajícara. Ses compagnons de lutte racontaient ses exploits en disant que durant une attaque contre les espagnols, Adela resta isolée du groupe des insurgés auprès de deux combattants morts. Un coup de feu détourna la ligne de mire de l'arme qu'elle portait, l'ennemi aurait pu la capturer quand elle fit preuve d'impartialité et d'astuce, en réussissant à s'évader et retourner près des siens.

A une autre occasion, le lieutenant colonel Banegas l'envoya défendre avec l'aide de plusieurs patriotes un lieu qui, par son importance stratégique, cherchait à être pris par l'armée colonialiste. Adela, à cheval, un revolver à la main les fit reculer.

⁷⁵⁴ Marilys Suárez Moreno « Adela Azcuy, una capitana mambisa », Revue Mujeres n°177, La Havane, Le 02/04/2004

Elle était combattante et infirmière à la guerre, grâce à cela, elle obtint le grade de capitaine de l'Armée Libératrice, surnom qui l'immortalisa dans l'histoire de la patrie cubaine⁷⁵⁵.

Mariana Grajales Cuello naquit dans un foyer d'extrême pauvreté, le 26 juin 1808, à Oriente. Là où primait la rectitude dans les mœurs, la justice et la grandeur que surent lui imprégner ses parents. Née de parents dominicains : José Grajales et Teresa Cuello, ils s'installèrent à Cuba au début du 19^e siècle. Elle forgea son caractère qui ne l'abandonna pas jusqu'au jour de sa mort. Elle sut surmonter les tabous de son époque pour se placer dans l'histoire comme un être extrêmement important.

Elle avait un désavantage de par sa condition sociale, en effet, elle faisait partie d'une société colonialiste et bourgeoise, qui craignait le pigment obscur de la peau. Sa situation économique était apparemment en contre-opposition aux mœurs et aux sentiments d'une société esclavagiste, que ce soit le mulâtre libre ou le blanc pauvre. Son enfance et sa jeunesse se passèrent en plein apogée de l'esclavage. Près de chez elle, il y avait un bagne pour esclaves. Ceci lui fit prendre conscience de l'ignoble situation de ces hommes enfermés comme des bêtes dans les cellules.

« On a pu dire avec tant de justice que Mariana incarne le prototype par excellence de la mère et de la patriote exemplaire. Ce fut l'exemple féminin le plus important que Cuba ait connu. Elle a atteint une dimension telle, qu'on la rangea parmi les plus grands symboles de la femme s'intéressant à la cause indépendantiste du continent⁷⁵⁶ ».

Elle grandit et devint une femme. Mariana Grajales était une mulâtresse, cette condition sociale ne l'empêcha pas de se lancer dans la lutte armée, de stimuler ses enfants, son mari, sa famille et ses amis. Elle le fit lorsque le devoir de libérer la patrie le réclamait.

Dès le début de la guerre de dix ans, les Maceo décidèrent de s'incorporer à la lutte, Mariana, son époux Marcos Maceo et leurs enfants jurèrent dans leur grande propriété « Les délices » de libérer la patrie ou de mourir pour elle.

A partir de ce moment, toute la famille partit en guerre. Antonio, José et Justo (trois de ses enfants), depuis le 25 octobre 1868. Mariana, s'unit le lendemain, avec le reste de la famille, aux cubains qui luttaient pour l'indépendance.

⁷⁵⁵ Yolanda Pelaez « Adela Azcuy Labrador « La Capitana » », Granma, 1982, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁵⁶ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de patriota », Article n°20, Granma, 18 novembre 1973, La Havane (école de « Los Oficios »)

Cette femme resta pendant ces dix années de guerre une remarquable patriote. Avec les libérateurs elle partagea la vie hasardeuse de ces moments, en les encourageant, et en voyant mourir les plus aimés parmi ses êtres chers. « *Y tú, empinate, porque ya es hora de que te vayas al campamento !* », dit elle au plus jeune de ses enfants, après avoir soigné les deux autres, blessés, et recevoir Antonio dans un état pitoyable.

Les enfants de Mariana Grajales appartenaient à la patrie. Elle donna tout. De ses neuf garçons, sept périrent à la guerre avec des grades obtenus à force de courage⁷⁵⁷.

En signant le pacte du Zanjón, elle fut envoyée en exil auprès d'Antonio et de son épouse. A Kingston (en Jamaïque), elle reçut la visite de grands patriotes cubains, parmi eux celle de l'apôtre José Martí. D'ailleurs, il dit de Mariana que⁷⁵⁸ : « *Fue la mujer que más conmovió su corazón...en Mariana Grajales se fusionaron la familia y la patria en un solo destino : la libertad* ». Il décrivit de nombreuses pages sur elle qui sont des sources indispensables pour l'historiographie américaine.

Là, malgré son âge avancé, elle ne cessa pas d'encourager ceux qui luttèrent pour réorganiser la guerre. Elle mourut à Kingston le 27 novembre 1893⁷⁵⁹.

Mariana Grajales est le symbole de la femme et de la mère cubaine combative et révolutionnaire.

La lutte insurrectionnelle qu'initia le commandant Fidel Castro dans la Sierra Maestra, suivi d'un groupe d'hommes convaincus par la nécessité de changer en profondeur le régime régnant sur l'île, eut un énorme appui du peuple cubain, et surtout des femmes. L'une d'elles fut **Emma Rosa Chuy**.

Diplômée de l'Ecole normale des Maîtres d'Orient, où elle fut la collègue de Franck País et de Pepito Tey, elle commença à travailler en 1953 dans la localité de Cueto. Plus tard, elle demanda des classes à Cabonico, Seboruco et La Herradura, toutes situées dans la province orientale.

Durant la période scolaire 1957-1958, elle enseigna dans une école nocturne de Guaro. Connaissant la nécessité de maîtres qu'avait la zone de Mayarí⁷⁶⁰, spécialement les classes qui travaillaient de nuit, elle demanda à être mutées vers ce lieu. Cela l'importait de sacrifier

⁷⁵⁷ José Marmol « Antonio Maceo Grajales : el titán de bronce », Editions Universal, Miami, 1998, P.17 (139 pages)

⁷⁵⁸ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de patriota », Article n°20, Granma, 18 novembre 1973, La Havane (école de « Los Oficios »)

⁷⁵⁹ Nydia Sarabia « Historia de una familia mambisa : Mariana Grajales », Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 2006, P.105 (189 pages)

⁷⁶⁰ Nydia Sarabia « Tras la huella de los héroes », Gente Nueva, La Havane, 1980, P.56 (361 pages)

la commodité, qu'elle aurait pu avoir si elle décidait de travailler tout près de chez elle . elle n'avait par conséquent, pas d'avantages économiques, comme les dépenses concernant les transports, une chambre et de la nourriture. De plus, elle se trouvait loin de son Université d'Oriente où elle étudiait la pédagogie.

« *Era una maestra ejemplar* »⁷⁶¹, manifestèrent ce qui, alors, étaient ses collègues de travail, en se rappelant cette époque où le gouvernement tyrannique de Batista négligeait totalement l'enseignement à Cuba.

Ce fut précisément lors de son travail à Guaro qu'Emma Rosa commença activement sa relation avec le mouvement révolutionnaire du « *26 de julio* »⁷⁶². Elle appartenait aussi au *FEU* et au *Club Juvenil del Colegio de Maestros*⁷⁶³.

Peu de jours avant la grève du 9 avril 1958, elle participa avec un groupe de collègue à l'assaut et la prise du Preston Central.

Après cette action, elle intégra les forces rebelles qui, sous la direction de Raúl Castro, opéraient dans la zone du II Frente Oriental Franck País.

Elle avait accompli ses responsabilités comme il se devait, grâce à sa force de caractère. Elle réalisait, entre autres, des devoirs de parcours pour les campements rebelles, où étaient mis en évidence son courage et sa volonté de vaincre tous les obstacles qui s'interposaient.

Cette jeune révolutionnaire qui n'avait pas encore fêté ses 24 ans, décéda le 15 avril 1958 en plein accomplissement du devoir lorsque la « jeep » dans laquelle elle voyageait eut un accident dans la Loma de la Vigía. Emma Rosa Chuy Arnau, était née le 29 juin 1934 à San Luis, Oriente⁷⁶⁴.

Un jour le tyran Batista arriva en Floride, à Camagüey, lors d'un parcours politique. Il avait célébré dans cette ville un royaume de sympathie. Une belle jeune femme avait été élue : **América Domitro**. Il voulut la connaître. Il lui envoya alors un émissaire, dans le but de la rencontrer, mais la réponse de la jeune femme fut négative. Cette réponse fut considérée comme une offense et ils usèrent des représailles contre son père, qui fut immédiatement emprisonné. Un peu après, la famille Domitro décida de déménager à Victoria de Las Tunas. Dans leur nouvelle résidence, ils subirent des persécutions et des arrestations, car on les

⁷⁶¹ « C'était une maîtresse exemplaire »,

⁷⁶² Mouvement du 26 juillet ou M-26, ce mouvement a été créé par Fidel Castro afin de regrouper les survivants à l'issue de l'échec sanglant de la Caserne Moncada à Santiago de Cuba, le 26 juillet 1953

⁷⁶³ Mouvement révolutionnaire étudiant

⁷⁶⁴ Yolanda Pelaez « La mujer en la Revolución-Emma Rosa Chuy », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Ofios »

accusait d'être les ennemis du régime. Cette circonstance provoqua un nouveau changement de domicile, cette fois dans le village de San Luís.

América Domitro naquit à Guanabacoa, La Havane, le 25 novembre 1935. Elle était la cinquième des six enfants de Ivan Domitro et de Rufina Terlebauka. En 1940, les parents d'América déménagèrent à nouveau à Holguín, et là, elle y débuta ses études primaires. Elle continuera ses études supérieures en Floride, à Camagüey.

Quand l'assaut du Cuartel Moncada se produisit, América se trouvait à San Luís, le 26 juillet 1953. Peu de temps après, elle sera appelée par le chacal Jesus Sosa Blanco et admonestée fortement de par son amitié avec son compagnon du parti socialiste populaire, qu'elle aidait pour quelques travaux. Les réprimandes étaient tellement fortes que son père dut choisir encore une fois de déménager. Cette fois-ci dans le village de El Caney, près de Santiago de Cuba⁷⁶⁵.

En 1955, América se lia à un groupe de la société de jeunes de l'église Saint Jean Baptiste de El Caney. Ce groupe juvénile ne célébrait pas seulement des cultes religieux, mais, il divulguait l'idéologie de San Martín. Elle y connut un jeune de Santiago qui fréquentait avec assiduité le temple, il participait activement aux réunions et se détachait des autres de par ses idées révolutionnaires : il s'agissait de Franck País. Elle connut aussi Josué País et Nano Díaz, et grâce à eux, elle se lia d'amitié à Oscar Lucero.

Le 25 novembre 1956, la veille du déchirement révolutionnaire, América et Franck, concrétisèrent leur relation amoureuse.

Près de Franck, elle participa aux préparatifs du soulèvement du 30 novembre, à Santiago de Cuba. Elle mena à bien de nombreuses missions, elle porta des uniformes, des brassards, elle transmit des messages, ... Elle accompagna le dirigeant révolutionnaire dans de nombreuses occasions, dans des activités clandestines risquées⁷⁶⁶.

Après le soulèvement, le lendemain, elle fut emprisonnée par les sicaires du régime et fut soumise à un interrogatoire rigoureux. En même temps, ils effectuèrent un enregistrement minutieux à son domicile.

En liberté, et après le débarquement du Granma, América reprit activement le travail révolutionnaire. Elle rassembla des médicaments, des vêtements, ... elle confectionna des hamacs, des uniformes et autres articles nécessaires à l'Armée Rebelle (Ejército Rebelde)

⁷⁶⁵ Antonia Vasquez « América Domitro », Revue « Verde Olivo », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁶⁶ Antonia Vasquez « América Domitro », Revue « Verde Olivo », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

naissante. Son activité n'était pas limitée. Avec d'autres compagnons, parmi lesquels on trouvait Vilma Espín et Asela De Los Santos, elle accompagna jusqu'au Manzanillo, plusieurs des futurs combattants envoyé par Franck País pour nourrir les rangs de l'Armée Rebelle.

Franck fut emprisonné et emmené dans la prison de Boniato. América lui rendit visite fréquemment, elle s'occupait de lui et lui servait de liaison avec les compagnons de la lutte clandestine.

La situation de la famille de América devint insoutenable à El Caney et ils durent déménager à Santiago. Ils s'installèrent dans la maison de la rue Heredia, au coin de la rue Clarín. Le 30 juillet, jour de la mort de Franck, elle fit des courses pour les préparatifs de leur mariage. Elle entendit des coups de feu. Quelqu'un cria : « On a tué Franck ! » Elle essaya de se rendre sur les lieux, mais la police l'empêcha de passer. Elle retourna chez elle. Entre temps, on lui annonça que Franck avait été emprisonné. Face au doute, elle prit sa jeep et on lui confirma sa mort. Elle réussit, tout de même, à s'approcher du lieu mais, on l'empêcha de passer. Le corps était étalé en pleine rue. Aux côtés de Madame Rosario, la mère de Franck, elles partirent à la morgue, dans l'espoir de récupérer le cadavre. Ce fait sanglant arrivé si soudainement, suscita une si grande mobilisation de la part des habitants du village, qu'elles l'obtinrent⁷⁶⁷.

Initialement le cadavre de Franck fut ramené chez Madame Rosario, dans la rue San Bartolomé. Mais le local était si petit qu'América lui demanda de le ramener chez elle, dans la rue Heredia, où tout le village rendit de grands honneurs au leader abattu.

La mort de Franck ne limita pas son activité et son dévouement à la lutte. Au contraire, elle décupla ses forces : on la vit toujours disposée à réaliser n'importe qu'elle tâche : elle travaillait inlassablement le maniement des armes, le déplacement des compagnons de la plaine à la montagne et vice-versa, dans la recherche et l'approvisionnement des médicaments, ...América était une figure très connue des forces répressives, et toute cette persécution autour d'elle lui menait la vie dure à Santiago de Cuba. Elle partit s'installer à La Havane à la fin de l'année 1957. Elle s'intégra immédiatement aux groupes révolutionnaires d'action et de sabotage. Et, militant pour eux, elle participa à la séquestration d'un coureur automobile connu, l'Argentin Manuel Fangio.

⁷⁶⁷ Eduardo Palomares Calderón « Aquella tarde vimos erguirse a Frank País en su extraordinaria estatura », Revue Trabajadores, La Havane, Le 30/07/2007 (www.trabajadores.cu)

Postérieurement, le mouvement du *26 de julio*⁷⁶⁸ lui chargea d'une mission dans laquelle on lui demandait d'être discrète et sereine. Dans la clinique « Modelo » du Cotorro⁷⁶⁹, l'ingénieur Ramón García (Ramonín), était hospitalisé clandestinement, car il s'était gravement brûlé avec une de ses inventions qu'il essayait : un lance-flammes. Elle resta un mois à s'occuper du blessé avec un grand dévouement. Par ses qualités de femmes discrète et vaillante, beaucoup de membres du mouvement *26 de julio*, la préférait comme compagne dans ses tâches clandestines : c'était le cas de Oscar Lucero.

Elle participa aussi aux préparatifs de la grève d'avril 1958 et elle y resta consignée avec quelques compagnons. Quand l'échec de la grève devint évident, elle envoya des armes et des médicaments en lieux sûrs, pour ensuite les emmener à la Sierra Maestra⁷⁷⁰.

Les répressions se multiplièrent. On sentait une atmosphère de crime et de violence de par la présence des policiers de Batista. Au milieu de cette situation le mouvement s'engagea à exécuter le policier Esteban Ventura Novo, lieutenant colonel de la tyrannie, coupable de multiples crimes, chef d'un district de la police et d'un groupe spécial de répression. On prétendait exécuter l'assassin dans la voiture dans laquelle il voyageait près de ses partisans. L'action s'effectuerait dans une trame de la route d'El Rincón à Bejucal. América, près de sa compagne, Thelma Bornot, vérifia durant plusieurs jours la route qu'elle suivait habituellement avec sa caravane d'automobiles et compila d'autres informations qui pourraient résulter utiles pour mener à bien l'attentat. L'action ne put se réaliser, alors, les compagnons engagés furent emprisonnés⁷⁷¹.

Le 18 juillet 1958, elle tomba prisonnière avec d'autres compagnons. Le groupe de policiers qui effectuèrent la détention était envoyé par le lieutenant colonel Orlando Carratalá, membre du groupe 5 spécial de répression que dirigeait son frère, le colonel Conrado Carratalá, chef de direction de la police. Plus tard, elle rencontra le chef de la police national, le sanguinaire brigadier, Pilar García, Esteban Ventura et Conrado Carratalá, qui dirent à son arrivée : « *Ahora sí se acabó con el movimiento 26 de julio* »⁷⁷². Et América répondit : « *Para acabar con el movimiento hay que subir la sierra y matar a Fidel* »

⁷⁶⁹ Juan Antonio Monroy « Frank País. Un líder evangelico en la Revolución cubana », Clie Editions, Villadecavals, 2003, P.156 (188 pages)

⁷⁷⁰ Chaîne de montagnes situées dans la région de Santiago de Cuba.

⁷⁷¹ Antonia Vasquez « América Domitro », Revue « Verde Olivo », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁷² « Maintenant, le mouvement 26 juillet s'achève »

Castro »⁷⁷³. Ils essayèrent de les soudoyer en leurs proposant, en échange de leur liberté, de dénoncer la maison du mouvement à La Havane.

Face au refus ferme de telles propositions, Ventura se dirigea vers América⁷⁷⁴ : « *¿Cómo siendo tú una muchacha tan linda eres fidel-comunista ? ¿Tú eres boba, tú eres imbécil ?* »⁷⁷⁵ América lui répondit : « *Si yo fuera imbécil estaría ocupando la posición que tiene usted* »⁷⁷⁶. Ventura leva la main pour la frapper.

Ensuite, on conduisit les femmes au Laguito, dans le Reparto Country Club de Marianao, où ils les dénudèrent, les attachèrent à un arbre et les frappèrent. Pendant plusieurs jours, elles furent soumises à ce genre de tortures. Jusqu'à qu'ils les emmenèrent aux geôles du *Servicio de Inteligencia Militar*⁷⁷⁷ (SIM). Là, un autre criminel, le colonel Irenaldo García Baéz, fils de Pilar García, continuait les tortures. Le 29 juillet, ils les déplacèrent au *Buró de Invenstigaciones*⁷⁷⁸ où ils les fichèrent et les conduisirent, ensuite, à la prison de Mantanilla.

América abandonna la prison le 19 novembre et se réfugia chez une amie, à La Havane, où elle reçut sa lettre de créance pour aller à la montagne.

Déguisée et cachée, elle attendit à Santiago chez son amie, jusqu'à ce qu'elle sorte vers le deuxième front oriental « Franck País »⁷⁷⁹. Elle y resta jusqu'au premier janvier 1959. La nouvelle de la fuite du tyran la surprit à Palma Soriano alors qu'elle était réunie avec quelques compagnons de différents fronts.

Elle revint à Santiago de Cuba et quelques jours plus tard, elle partit à La Havane. Son premier travail au *Triunfo de la revolución*⁷⁸⁰, elle le réalisa dans le département de la divulgation du Ministère de la Défense. De là, elle passa au Ministère des Relations Extérieures où elle fut directrice des affaires générales.

Le 13 novembre 1960, América épousa Ramón García⁷⁸¹, ce compagnon qu'elle avait soigné, brûlé par son lance-flammes. Toutes ces actions et ces souffrances endommagèrent son état de santé. Elle avait de fortes douleurs à la tête, qui s'accrochèrent. En plus d'un état

⁷⁷³ « Pour en finir avec le mouvement, il faudra franchir la montagne et tuer Fidel Castro »

⁷⁷⁴ Antonia Vasquez « América Domitro », Revue « Verde Olivo », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

⁷⁷⁵ « Comment une fille aussi jolie que toi puisse être fidel-communiste ? Tu es bête ou imbécile ? »

⁷⁷⁶ « Si j'étais imbécile, j'occuperai votre poste »

⁷⁷⁷ « Service d'Intelligence Militaire »

⁷⁷⁸ « Bureau des recherches »

⁷⁷⁹ Juan Antonio Monroy « Frank País. Un líder evangelico en la Revolución cubana », Clie Editions, Villadecavals, 2003, P.155 (188 pages)

⁷⁸⁰ « Triomphe de la révolution »

⁷⁸¹ Juan Antonio Monroy « Frank País. Un líder evangelico en la Revolución cubana », Clie Editions, Villadecavals, 2003, P.156 (188 pages)

anémique persistant. Elle rentra à la clinique Modelo del Cotorro, car elle était enceinte. Le 15 avril, le bombardement des aéroports de La Havane, San Antonio de Los Baños, et de Santiago de Cuba, se produisit. Ce même jour, América fut victime d'une agression alors qu'elle était assise près de la porte principale de la clinique. Un individu descendit d'une voiture et tira sur elle. Deux coups de feu l'atteignirent et la blessèrent, au visage et à l'épaule. Elle dut se faire opérer. En conséquence de cet attentat, elle perdit l'enfant qu'elle concevait.

A partir de là, sa santé devenait de plus en plus délicate, et un état d'hypertension artérielle lui survint. Cependant, son souhait d'avoir une descendance la rendit heureuse lors de la naissance d'une petite fille, le 6 août 1963, qu'elle appela Diana. Mais, sa santé ne put s'améliorer. Malgré cela, elle commença à travailler dans le département de philatélie du Ministère des Communications.

Sa proposition de continuer à servir la révolution ne put durer que peu de temps, pour América. La maladie avançait et l'obligeait à se déplacer dans une autre clinique. Jusqu'au 3 mars de cette même année, où son cœur ne put résister à la maladie⁷⁸².

« Caruca et Cristina furent assassinées par les policiers et jamais je ne pourrai oublier ces jours. Mais pour cette si grande révolution, elles donnèrent leur vie. Après leur mort, pour mon mari et moi, c'était différent, Mais l'œuvre de la révolution vivra toujours et pour elles, si c'est nécessaire, je renouvellerai cette épouvantable tragédie : je suis satisfaite de mes filles⁷⁸³. »

Les sœurs Giral furent assassinées le 15 juin 1958⁷⁸⁴. Les parents de Lourdes et Cristina, José et Alicia, vivent à Cienfuegos, dans la vieille grande bâtisse de Cisneros 19, toujours avec un certain amour pour la révolution et le regret de ces mauvais souvenirs. La chambre des jeunes femmes est restée telle quelle, on y ajouta quelques pièces du mobilier de l'appartement de La Havane : le téléviseur avec les tâches séchées de sang, le canapé avec les déchirures que firent les policiers, en recherchant des indices,...

Les jeunes filles ont été présentes dans la révolution, à l'heure décisive de la libération cubaine. En 1958, la guerre révolutionnaire dans la Sierra Maestra et dans les villes

⁷⁸² Juan Antonio Monroy « Frank País. Un líder evangelico en la Revolución cubana », Clie Editions, Villadecavals, 2003, P.156 (188 pages)

⁷⁸³ Elena Alavez « Dos jovenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, La Havane, Le 16 juin 1978

⁷⁸⁴ Marilys Suárez Moreno « Lourdes y Cristina más allá del tiempo », Revue Mujeres n°338, La Havane, Le 07/06/2007

devenait de plus en plus importante. Le mouvement s'approfondissait et s'étendait, une forte et tenace résistance s'incorpora à la dictature castriste déjà hésitante, qui, depuis le 10 mars 1952, assombrissait la nation cubaine.

L'Armée Rebelle, dans la Sierra Maestra, après de successives victoires, obligea les troupes régulières de Batista à se replier. Ils avaient créés une opération-radio qui ne cessait de se consolider et de s'amplifier.

En février, leurs premières transmissions dans la Sierra Maestra commencèrent, elle gagna du pouvoir et de l'audience, jusqu'à devenir « *Radio Rebelde* »⁷⁸⁵ dans la station émettrice la plus écoutée du pays. Aux côtés de la presse clandestine, elle maintenait la population informée sur la vérité du développement de la lutte.

Cette lutte s'étendit dans les villes par de grandes manifestations. Face à la terreur officielle, la réponse révolutionnaire croissait : sabotages, mobilisations générales de résistance, vente de bons, propagande, et agitation pour faire prendre conscience de la situation à la population, organisation de centres d'approvisionnement,...En plus de l'action des organisations révolutionnaires, de nombreux secteurs s'intégrèrent dans le *Movimiento de la Resistencia Cívica*⁷⁸⁶, appuyé par le mouvement *26 de julio*, qui développait une précieuse activité de mobilisation révolutionnaire dans la population. Les sœurs Giral faisaient partie de ce mouvement⁷⁸⁷.

Dans la soirée du vendredi 13 juin, comme d'autres week-ends, Lourdes et Cristina Giral, allaient en compagnie de leur frère, Manuel Arnaldo, chez leurs parents, car le dimanche avait lieu la fête des pères. Ils croisèrent une foule qui se déplaçait dans tous les sens afin de distribuer la propagande révolutionnaire, parmi cela, on y trouvait l'hymne du mouvement du *26 de julio*.

L'appartement numéro 42, de l'édifice 19 et 24, dans le Vedado, occupé par les deux jeunes femmes, restait désert. Seul un étroit couloir les sépare de l'appartement d'en face, le numéro 41, loué par Amparo Ramos. Cet homme qui faisait passer des combattants du *Directorio Estudiante*⁷⁸⁸, recherchés par la police, pour ses fils ou ses neveux.

Ce même jour, la Direction de l'organisation se réunit dans l'appartement. Le combattant internationaliste Díaz Arguelles, mort en Angola, laissa pour histoire le témoignage des

⁷⁸⁵ Radio Rebelde

⁷⁸⁶ Mouvement de la Résistance Civique

⁷⁸⁷ Marilys Suárez Moreno « Asesinato a la espera », Revue Mujeres n°390, La Havane, Le 12/06/2008

⁷⁸⁸ Directoire Etudiant

faits⁷⁸⁹ : « *Le 13 juin, la Direction de l'Organisation réunissait les compagnons Chomón, Machín, Alberto Mora, Julio García, Enrique Rodríguez Loeches, Eduardo García Lavandero (aujourd'hui, martyr), et moi, et en parlant de l'organisation, un fils de madame Ramos appelé Vidalino González arriva, étudiant en médecine et qui visitait une fois de plus, la maison. En parlant avec Chomón, je lui dis que cet après-midi, Santiago Rey irait à la consultation du docteur Quero, dans le site L et 25, face à l'hotel Habana Libre et que lui était sûr de cela parce qu'il y travaillait, de plus, je l'avais entendu dire...».*

L'exécution du sénateur de la dictature resta accordée. Les détails s'achevèrent, le temps presse. Ce sera un coup effectif et si public que la censure sera impuissante. En accord avec ce qui a été prévu, à 17h, l'attentat se réalisa. Bien que Santiago Rey réussisse à sauver sa vie, avec une blessure à la tête, la nouvelle commença à se divulguer.

Il fallut abandonner l'appartement du 19 et du 24 occupé par le Directoire. Une délation se produisit dans la matinée du 15 juin, l'édifice fut pris par les forces répressives.

De puissants réflecteurs illuminent l'immeuble depuis la rue et plus de cent policiers y pénétrèrent en foule. Un grand enregistrement se réalisa et on trouva seulement des locataires étrangers aux événements, galvanisés par la terreur.

Au troisième étage, on trouva deux appartements : le 41 et le 42. Le premier a été abandonné par les membres du Directoire et le second, est celui des sœurs Giral⁷⁹⁰. Les policiers restaient embusqués, à l'affût de victimes présumées. La nuit tomba. L'après-midi dominicale était très calme. Lourdes et Cristina, jeunes et joviales, totalement étrangères aux faits qui venaient de se produire, quelques heures auparavant, revenaient de Cienfuegos. Agiles, elles montèrent les marches pendant qu'elles commentaient les incidents du voyage. Elles se dirigèrent vers leur appartement...

Manuel Arnaldo Giral, leur frère, est aujourd'hui secrétaire général du centre du parti du vice-ministère de l'aire de production du ministère de la chimie.

Malgré leurs tempéraments distincts, les sœurs étaient très impliquées. Lourdes, Caruca, pour la famille, la plus jeune, était joviale, active et décidée. Cristina, au contraire, se montrait plus réservée, peut-être un peu moins heureuse, et un peu timide. Toutes les deux travaillaient activement contre la dictature de Batista⁷⁹¹.

⁷⁸⁹ Elena Alavez « Dos jovenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, La Havane, Le 16 juin 1978

⁷⁹⁰ Ramón Pérez Cabrera, Arístides « De Palacio hasta Las Villas. En la senda del triunfo », Lulu.com, La Havane, 2007, P.143 (412 pages)

⁷⁹¹ Marilys Suárez Moreno « Asesinato a la espera », Revue Mujeres n°390, La Havane, Le 12/06/2008

Depuis 1924, le couple José Ramón Giral et Alicia Andreu résident à Cisneros 19, à Cienfuegos. Lourdes et Cristina y vécurent aussi, les deux uniques filles et les plus jeunes de cinq enfants. Cristina, l'aînée, naquit en 1930, et Lourdes, en 1936. C'est un foyer modeste de famille travailleuse. Lourdes fit ses études dans l'école Elisa Browman et conclut ses études secondaires dans les « *Dominicas Americanas* ». Cristina commença le primaire dans l'*Apostolado* et quelques années plus tard, face aux différences marquées par les filles de familles riches, elle demanda à ses parents de lui changer d'école, elle termina alors, ses études dans la modeste école de *Catalina Hernández*. Postérieurement, sa vocation pour l'enseignement détermina son entrée dans l'école *del Hogar* (foyer).

Cependant, Cristina ne réalisa pas son rêve d'être enseignante. C'était une époque de profonde corruption administrative, dans laquelle le peu de places existantes dans les écoles publiques devaient s'acheter en milliers de pesos. Cristina n'exerça pas ce métier. Elle continua ses études et devint secrétaire dans l'académie Pérez Aguayo.

Aujourd'hui, Cienfuegos est une des provinces ayant le plus rapide et le plus solide développement industriel. Mais, dans l'atmosphère étroite du passé, on ne pouvait pas offrir des opportunités de travail à un pays néo-colonial sous-développé, avec une armée croissante de chômeurs. Ainsi, Lourdes Giral en 1954, comme l'avaient fait ses frères avant, entreprit l'exode inévitable vers la capitale à la recherche de travail⁷⁹².

Elle vivait chez son frère Arnaldo, dans le 25 et O, dans le Vedado. Quelques années auparavant, avait été fondée la « *Concretera Nacional, S.A.* », que présidait José Ferrer, le fils d'un riche propriétaire et courtier de sucre de Cienfuegos, duquel le père des Giral fut nommé fondé de pouvoirs. A travers la gestion familiale, Lourdes obtint un modeste emploi dans les bureaux de l'entreprise, située au neuvième étage de l'édifice Ambar Motors, à Infanta et 23. Elle ne passa pas un an à La Havane et déjà Lourdes s'incorpora à la lutte clandestine contre Batista. Dans son propre centre de travail, à travers le « *Movimiento de Resistancia Cívica* »⁷⁹³. Elle restera fidèle à cette activité jusqu'au dernier instant.

Deux ans après, en 1956, sa sœur Cristina décida de venir s'installer à son tour, à La Havane. Le logement de Arnaldo devint trop juste, alors les filles allèrent habiter dans un appartement de l'édifice 25 et N. Cristina commença à travailler dans l'entreprise *Concretera* en tant que réceptionniste, poste qui lui permit de nouer des liens avec le mouvement clandestin. Leur travail à l'intérieur et à l'extérieur du centre de travail, concernant la

⁷⁹² Marilys Suárez Moreno « Lourdes y Cristina más allá del tiempo », Revue Mujeres n°338, La Havane, Le 07/06/2007

⁷⁹³ Mouvement de Résistance Civique

Resistencia Cívica, est basé sur la vente de bons du mouvement du *26 de julio* et dans la distribution de propagande révolutionnaire.

A partir des derniers mois de l'année 1957, leur activité révolutionnaire s'approfondit et se multiplie. Sans abandonner les tâches qu'elles viennent de réaliser, comme les ventes de bons, la propagande, la préparation de boîtes de pharmacie, les services de liaisons,...elles s'engagent à exécuter de plus grandes tâches : transport de dynamite pour sabotage et prêter leur appartement pour des réunions clandestines⁷⁹⁴ de la direction de la *Resistencia Cívica*.

La veille de la grève du 9 avril, leur activité augmente au maximum et après l'échec de l'action, leur esprit ne chute pas. Lourdes et Cristina poursuivent la lutte dans la plaine, pendant que celle-ci va entrer dans sa phase finale, dans la Sierra Maestra. Dans la soirée, elles sortent. Elles établissent les contacts avec le travail révolutionnaire accompli.

Durant leur ultime séjour à Cienfuegos, Cristina affirme : « *Malgré les horribles crimes de la dictature, la révolution triomphera ! Il faut se sacrifier, être forts, être préparées,...* ». Et Lourdes lui a réitéré sa proposition de s'incorporer dans la guerre révolutionnaire, dans la Sierra.

Le dimanche 15 juin, le jour de la fête des pères, à une heure passée de l'après-midi, après avoir déjeuné, les deux sœurs quittent Cienfuegos en compagnie de leur frère, Arnaldo, dans sa voiture, en direction de La Havane, pour retourner le lendemain à leur travail habituel et s'adonner aux tâches de la révolution. Pour la dernière fois, leurs parents les verront vivantes⁷⁹⁵.

Dans la capitale, les événements se précipitent. Après l'attentat de Santiago Rey, la dictature redoute la violence répressive. On cherche les auteurs du fait. Dans la matinée du dimanche, les policiers de l'assassin Esteban Ventura entourent l'édifice numéro 19 et 24 et pratiquent un minutieux enregistrement. Ils violentent les portes des appartements inoccupés, le numéro 41 et 42. Dans le premier, ils espèrent capturer les compagnons du *Directorio*⁷⁹⁶, les auteurs de l'attentat, ou trouver un indice valable. Ils ne trouvèrent rien. L'enregistrement de l'appartement des sœurs Giral montre le même résultat. Les sicaires restent embusqués dans les deux appartements, dans l'attente éventuelle de l'arrivée des révolutionnaires, avec l'ordre précis de tirer sur eux à boulets rouges.

La fratrie Giral arrive à La Havane à 17h30. Ils s'arrêtent d'abord, chez Arnaldo, dans le Reparto sevillano, où ils se dirigent vers le Vedado, après avoir mangé et avoir pris un

⁷⁹⁴ Ramón Pérez Cabrera, Arístides « De Palacio hasta Las Villas. En la senda del triunfo », Lulu.com, La Havane, 2007, P.143 (412 pages)

⁷⁹⁵ Marilyns Suárez Moreno « Asesinato a la espera », Revue Mujeres n°390, La Havane, Le 12/06/2008

⁷⁹⁶ Les compagnons du Directoire

bain. Avant de garer la voiture, ils se retournent pour s'assurer qu'il n'y a aucun danger. Tout semble tranquille. Ils s'arrêtent à la porte de l'édifice. Généralement, Arnaldo, les accompagne jusqu'à leur appartement, mais aujourd'hui, elles refusent, elles pensent qu'il doit être fatigué après avoir autant conduit. Ils se disent au revoir⁷⁹⁷.

Les jeunes filles, préoccupées, souriantes, discutant, montent l'étroit escalier jusqu'au troisième étage.

La porte de leur appartement a été forcée. Ont-elles été victimes d'un vol ? se demandent-elles. Dans ces instants, à travers la porte, des coups de feu sont tirés. Elles se sentent traquées, elles sont blessées, elles courent à la recherche de protection, dans un appartement voisin. Elles frappent à la porte, elles crient, mais, on ne leur ouvre pas.

Les policiers désireux de tirer, sortent dans le couloir, surprennent les jeunes filles blessées frappant désespérément à la porte de l'autre appartement et ouvrent à nouveau le feu. Cristina et Lourdes tombent criblées de rafales de balles⁷⁹⁸.

Dans la rue, le frère, au volant de sa voiture, en attendant le changement des feux, écoute le bruit lointain et sourd des tirs. Mais, il ne fait pas le rapprochement avec ses sœurs. Quelques minutes après, dans l'édifice 19 et 24, les assassins les plus fameux de Batista se rassemblent. Les cadavres desséchés sont abattus au sol. L'appartement est en proie de pillage policier, ils s'approprient de l'argent, des vêtements, des bijoux,...les corps des jeunes filles sont enveloppés dans un couvre-lit puis traînés jusqu'en bas.

Dans la station de police du Malecón, Arnaldo entend la première version officielle des faits, mais ce ne sont que des interprétations fausses et des mensonges. Ce sera celle qui apparaîtra dans la presse de Cienfuegos et dans les quotidiens de La Havane. On permit à leur frère de les voir à la morgue, pour les identifier : Cristina présente neuf perforations de balles et Lourdes, treize. Leurs corps est couvert d'hématomes. Elles avaient 28 et 22 ans.

Le 17 juin 1958, on effectua les funérailles des sœurs Giral à La Havane. A travers ce combat révolutionnaire, elles ont gagné l'éternel respect, l'admiration et la reconnaissance de leur peuple. Elles constituent un exemple de courage, d'abnégation, de conscience et d'héroïsme pour la femme cubaine actuelle.

Aujourd'hui, la *Concreteira Nacional* est devenu l'entreprise *Hormigón Hermanas Giral*. Leurs labours accumulent des heures de travaux volontaires pour garantir l'accomplissement des compromis des œuvres, pour le onzième festival de la jeunesse et des

⁷⁹⁷ Elena Alavez « Dos jóvenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, La Havane, Le 16 juin 1978

⁷⁹⁸ Marilys Suárez Moreno « Asesinato a la espera », Revue Mujeres n°390, La Havane, Le 12/06/2008

étudiants. Ceci est le meilleur hommage, pour le prochain événement international de la jeunesse et pour le vingtième anniversaire des sœurs assassinées, Lourdes et Cristina Giral⁷⁹⁹.

Les femmes cubaines se sont toujours battues vaillamment pour sauver leur pays des mains les plus indésirables. Ce qu'elles cherchaient à démontrer par-dessus tout, c'est qu'une femme peut aussi prendre les armes comme un homme, elles cherchaient à établir une égalité entre les genres. Mais cette égalité passait aussi par leurs droits, bafoués mais qu'elles se devaient de faire valoir et respecter par la population toute entière. Toutes ces femmes présentées dans cette partie ont fait preuve de courage et ont su lutter pour leur patrie quitte à mourir pour elle. Ces femmes étaient à la fois des battantes et des militantes courageuses mais aussi les précurseurs d'un mouvement féministe cubain à venir.

Certaines d'entre elles sont de vraies icônes pour Cuba, c'est le cas de Mariana Grajales⁸⁰⁰, considérée comme la mère de la patrie. Cette femme avait le sens de la famille, elle n'a pas hésité à engagé la totalité des membres de sa famille pour anéantir les troupes ennemies. Pour elle, ses fils étaient de vrais soldats, entraînés quotidiennement pour atteindre leur but. C'est à cette solidarité familiale et surtout à l'engagement d'une femme courageuse et téméraire que les cubains ne cessent de rendre hommage encore aujourd'hui.

Ana Betancourt⁸⁰¹, issue d'une famille créole, elle était autodidacte et a toujours dénoncé l'exploitation et la discrimination faite aux femmes. C'est grâce à son mariage avec Ignacio de La Mora, un homme cultivé, qu'elle forgea son caractère et comprit que l'éducation jouait un rôle important dans le processus d'émancipation de la femme.

Durant la Révolution de 1959, beaucoup de femmes accompagnèrent Fidel Castro dans la Sierra Maestra pour combattre mais aussi pour aider à réaliser de nombreuses autres tâches, elles étaient nombreuses, parmi elles, Vilma Espín Guillois, Celia Sanchez Manduley, Tete Puebla et bien d'autres. Par contre, beaucoup d'autres femmes, moins connues participaient activement à la Révolution de manière plus discrète, en militant dans le Mouvement du 26 juillet ou d'autres organisation similaires.

⁷⁹⁹ Elena Alavez « Dos jóvenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, La Havane, Le 16 juin 1978

⁸⁰⁰ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de patriota », Article n°20, Granma, 18 novembre 1973, La Havane (école de « Los Oficios »)

⁸⁰¹ Lázaro David Pujol « Ana Betancourt de Mora, una historia, una mujer, una ciudad », Revue Mujeres n°397, La Havane, Le 31/07/2008

Les sœurs Giral⁸⁰² en sont l'exemple parfait. Elles faisaient partie d'une des cellules du Mouvement de Résistance Civique, une organisation populaire qui réalisaient des actions révolutionnaires aux côtés du Mouvement du 26 juillet. Malheureusement, elles ne furent pas épargnées et furent sauvagement assassinées par des sbires de Batista, à leur retour de week-end. Ces femmes ont eu un destin tragique comme beaucoup d'autres. On pourrait ajouter que le pont commun entre toutes ces militantes était leur courage. Elles n'ont reculé devant aucun obstacle jusqu'à en payer le prix fort.

3.1.3. La F.M.C : Qu'est-ce que la F.M.C ?

Le régime castriste se vante de prendre de l'avance sur une majorité de pays concernant la condition de la femme. En effet, depuis 1959, l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro a changé la donne. Son souhait était d'incorporer la femme à la sphère publique et privée de la société et c'est ce qu'il a fait par le biais du socialisme qui selon lui favoriserait l'égalité entre hommes et femmes. A Cuba, l'outil de la Révolution est sa Constitution qui apparaît comme étant totalement égalitariste. Elle attribue aux femmes par le biais du chapitre VI, une position sociale équitable et protectrice et assure l'égalité totale des genres⁸⁰³. La création de la FMC en 1960 avait pour but d'intégrer les femmes de toutes les couches sociales à la société afin d'améliorer leur sort. Fidel Castro dans ses discours a toujours insisté sur ce phénomène, selon lui la femme serait un être comme les autres faisant partie intégrante de la société, elle a des droits et elle doit s'en servir pour parvenir à son évolution sociale. Pour cela, le rôle de la FMC est primordial : elle développe des politiques et des programmes pour acquérir le plein exercice de l'égalité de la femme dans tous les milieux de la société⁸⁰⁴. Elle est structurée sur une base territoriale d'un niveau national, provincial et municipal intégrée par des secrétariats professionnels et des comités. Ces structures sont liées à la base par des organisations qui fonctionnent volontairement au niveau des communautés. L'organisation célèbre tous les cinq ans son Congrès, l'organe directeur dans lequel on évalue les avancées du travail effectué, on adopte de nouvelles stratégies et on élit le Comité National et les membres du secrétariat.

⁸⁰² Elena Alavez « Dos jóvenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, La Havane, Le 16 juin 1978

⁸⁰³ Julien Souriau « Cuba, côté femmes. Les transformations de la condition de la femme à Cuba au cours des années 1990 », Mémoire de recherche, IEP Toulouse, 2004, P.27

⁸⁰⁴ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América latina. Estudio teórico comparado », Catedra, Madrid, 2003, P.121 (379 pages)

La revue Mujeres⁸⁰⁵, qui est mise en ligne est un journal éthique et révolutionnaire qui cherche à aborder la réalité du pays et contribue à diffuser et socialiser les idées de l'égalité des droits et des opportunités entre hommes et femmes. Il permet de faire connaître au monde l'implication des femmes dans une société où le machisme est bien ancré.

La fédération des femmes cubaines qui comptait, au moment de la fondation en 1960, près de 70 000 membres, est une organisation non gouvernementale qui en regroupe aujourd'hui plus de 3 896 000⁸⁰⁶, soit plus de 84,4% de la population féminine à partir de quatorze ans. Son action touche toutes les femmes, qu'elles soient citadines ou rurales, qu'elles soient travailleuses, étudiantes ou ménagères, qu'elles soient adultes ou jeunes.

Devoirs des fédérées

Ces femmes membres ont des devoirs et des obligations⁸⁰⁷ comme dans la majorité des fédérations pour veiller au bon fonctionnement de celle-ci. Elles doivent dans un premier temps, respecter les statuts de l'organisation, leur présence est obligatoire au cours des assemblées, des congrès pour lesquels elles ont obtenu un mandat, payer les cotisations, avoir de la discipline dans l'exercice de leurs fonctions, une participation active au travail d'émulation socialiste organisé par les délégations, le perfectionnement constant de leur niveau idéologique, technique, politique et culturel, conformisme des normes en vigueur afin de parvenir au respect de la propriété sociale et à une conduite modeste simple et honnête dans la collectivité, reproduction de la stricte vérité dans les comptes-rendus qui leur sont demandés sur leurs activités, défense des intérêts de la Révolution et lutte contre toutes les manifestations susceptibles de lui nuire.

Ces femmes ont toutes la possibilité d'être élues à des postes de direction dans l'organisation et de participer en tant que déléguées aux assemblées et au congrès. Elles peuvent suivre des cours, séminaires et autres activités organisées par l'organisation dans le but de perfectionner leur niveau idéologique et culturel, ainsi que des activités sportives et récréatives.

⁸⁰⁵ Revista Mujeres « ¿Quiénes somos ? » (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁸⁰⁶ Site internet de la FMC (www.mujeres.cubaweb.cu)

⁸⁰⁷ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba-Des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'harmattan, Paris, 2006, P.69 (265 pages)

Sanctions des fédérées

Ces femmes ne sont pas toutes parfaites et certaines d'entre elles commettent des fautes plus ou moins graves. En règle générale, les femmes sont sanctionnées par les membres des délégations mais lorsqu'il s'agit d'une dirigeante, elle sera jugée par le Congrès, qui décidera de sa sentence.

Lorsque les affiliées accumulent des absences ou des impayés, ou qu'elles se comportent mal vis-à-vis de la société, elles auront une simple amende, par contre lorsqu'elles ont une attitude jugée antisociale qui porte atteinte au prestige et à l'autorité de l'organisation, elles seront expulsées pendant un temps donné (la séparation). L'expulsion est le dernier recours, et elle dénonce une atteinte envers les fondements de la Révolution, comme une trahison ou le départ frauduleux vers une autre destination⁸⁰⁸.

La casa de orientación de la mujer y familia

La FMC inclut dans ses succès cette institution influencée par les mouvements de femmes d'Amérique Latine et des autres pays du monde, lesquels offrent de nombreux services. Ces maisons ont l'objectif d'accorder des consultations psychologiques, sociales et légales. Ainsi que des informations sur les droits des femmes et comment elles peuvent les utiliser. Les groupes prioritaires sont les femmes au foyer, les travailleuses, les femmes rurales, les chefs de familles femmes, les mères célibataires, les femmes du troisième âge et celles qui travaillent dans les moyens de communication.

Il existe dans le pays 175 institutions de ce type dans toute l'île où travaillent 4 338 collaborateurs : psychologues, juristes, sociologues, pédagogues qui offrent leurs services et réalisent des activités à caractère éducatif bénévolement et gratuitement⁸⁰⁹. Ces maisons servent de véhicules pour les initiatives de la FMC au niveau local. En 1996, la plus importante des maisons situées à La Havane sur la place de la Révolution avait prêté son aide à 171 000 personnes en donnant des cours de couture, de coiffure et de réparation de bicyclettes⁸¹⁰.

D'un point de vue méthodologique, il se divise en quatre points:

⁸⁰⁸ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba-Des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'harmattan, Paris, 2006, P.70 (265 pages)

⁸⁰⁹ Tania Caram León « Mujer y poder en Cuba » dans « La gobernalidad en América Latina. Balance reciente y tendencias a futuro », FLACSO, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, La Havane, 2005, P.10 (17 pages)

⁸¹⁰ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Catedra, madrid, 2003, P.140 (379 pages)

- Orientation individuelle pour atender les personnes qui sollicitent de l'aide
- Le contrat territorial dans toute la province
- L'orientation de groupe par le biais d'ateliers, de rencontres, de vidéo-débats, de conférences et espaces culturels.
- La formation qui comprend pour les femmes au foyer et les mères célibataires des programmes d'entraînement. Les cours vont de l'informatique en passant par la coiffure, le maquillage, la médecine traditionnelle, le marketing. Le but de ces cours est d'aider la femme à s'insérer au mieux dans la société, c'est-à-dire à trouver un travail ou plus particulièrement de monter sa propre affaire⁸¹¹.

Cette institution élabore des recherches sur certains thèmes comme l'alcoolisme, la convivence familiale, la violence, l'adolescence, l'éducation sexuelle, le troisième âge, la santé et il fait de la prévention pour le sida.

Elle constitue une force essentielle pour élever le niveau idéologique, politique et culturel de la femme, faisant en sorte que celle-ci puisse exercer la totalité de ses droits et participer sur un pied d'égalité avec l'homme et avec les mêmes chances que lui aux affaires de la société. Elle travaille systématiquement à consolider la famille et veille en particulier à l'épanouissement des enfants, des adolescents et des jeunes qui sont le plus précieux trésor du peuple.

Elle mobilise l'action et l'enthousiasme des masses féminines pour toute tâche qui se présente, faisant fond sur leur décision volontaire de servir la révolution avec désintéret.

La F.M.C est structurée organiquement et fonctionne selon les principes du centralisme démocratique. Ses organisations de base se réunissent tous les trimestres pour évaluer le travail réalisé, envisager les actions à venir, analyser des questions présentant un intérêt culturel, politique, social,...

Les femmes ayant, dès le début, exprimé leur désir de participer à la révolution, de contribuer à la consolider, à la défendre et à la faire avancer, la création de la F.M.C a répondu à leur ferveur révolutionnaire croissante. Depuis la fédération constitue un moyen irremplaçable de canaliser leur apport sans prix à la construction du socialisme.

La F.M.C permet aux femmes d'analyser et de faire connaître leurs inquiétudes, leurs intérêts, leurs besoins et leurs vues sur des questions locales ou nationales, sur tout ce qui

⁸¹¹ Yaremis Casanova infante « Casa de Orientación a la Mujer y familia de Bayamo. Un lugar para aprender y reflexionar », La Demajagua, Granma, Le 25 juillet 2006

concerne la bonne marche de la révolution dans la communauté de vie ou sur les lieux de travail.

Veillant systématiquement à ce qu'elles occupent la place qui leur revient dans tous les secteurs professionnels, elle a constitué un facteur vital pour faire participer des centaines de milliers de femmes au travail socialement utile et pour assurer le recyclage permanent des travailleuses selon les possibilités de chaque endroit.

Elle œuvre pour que les femmes soient promues, selon leurs capacités et leur formation technique et professionnelle, à des postes toujours plus importants dans l'administration de l'Etat et à la direction politique du pays⁸¹².

Elle a, dès le début, soutenu la demande des femmes de participer effectivement à la défense du pays, en favorisant leur entrée dans les Milices nationales révolutionnaires. Elle contribue aujourd'hui aux travaux d'organisation du service militaire volontaire féminin⁸¹³ et des Milices des troupes territoriales, ainsi qu'à la préparation des autres « fédérées » en vue de garantir la participation réelle des femmes à la guerre du peuple tout entier.

La fédération a, aux côtés du ministère de l'Education, travaillé à élever le niveau scolaire des femmes. Elle a intensément participé à la campagne d'alphabétisation de 1961, nommé l'année de l'éducation⁸¹⁴, ainsi qu'à celles respectives au CEP et au BEPC, terminées en 1980 et en 1985 respectivement, ne cessant d'insister auprès des femmes, pour qu'elles se forment afin d'être en mesure de remplir dûment les responsabilités qui lui correspondent dans la production et dans la formation des nouvelles générations. Elle s'efforce encore de nos jours d'élever le niveau scolaire de différents groupes d'adultes en retard sur ce plan et de faire prendre conscience aux jeunes membres de la nécessité de tirer le meilleur parti des possibilités qu'offre le système national d'éducation, et ce afin que les nouvelles générations de femme participent activement à la révolution scientifique et technique.

Elle stimule aussi des actions visant à former les nouvelles générations selon les principes révolutionnaires et à les préparer dans tous les domaines afin d'en faire des citoyennes utiles à la société.

⁸¹² Isabel Holgado Fernández « No es fácil! Mujeres Cubanas y la crisis revolucionaria », Icaria Editorial, Barcelone, 2000, P.94 (352 pages)

⁸¹³ Carina Gobbi, Instituto del Tercer Mundo « Guía de las mujeres 2000. América Latina y El Caribe », Instituto del tercer Mundo, Montevideo, 2000, P.93 (179 pages)

⁸¹⁴ Marilys Suárez Moreno « Cuba 1961. Epopeya por la alfabetización », Mujeres n°214, La Havane, Le 23/12/2004

Les organisations de base de la F.M.C et le mouvement des mères au service de l'éducation (qui regroupe 1 442 575 membres) contribuent à renforcer le lien entre le foyer, l'école et la communauté de vie, veillant à la ponctualité et à l'assistance des élèves, les incitant à étudier seuls ou en groupe, stimulant des activités périscolaires et d'autres activités ayant à voir avec l'enseignement.

La F.M.C réalise un travail de prévention sociale permanent qui, partant des activités des Mères au service de l'éducation⁸¹⁵, se fonde essentiellement sur le dévouement de plus 20 000 assistantes sociales bénévoles. Ces dernières se forment par des stages de courte durée qui leur permettent de s'occuper d'adolescents et de jeunes présentant des problèmes de conduite, ainsi que de leurs familles, de jeunes détenues ou d'anciennes détenues en vue de leur réinsertion dans la société.

La F.M.C s'est attachée dès sa création à fournir aux familles des textes permettant de contribuer à l'éducation et à la formation des enfants. A cet égard, elle a prêté une attention spéciale à l'éducation sexuelle, indispensable à la formation intégrale de l'individu, mais reléguée à cause de préjugés traditionnels.

Compte tenu de la grande ignorance qu'on constatait dans ce domaine, la F.M.C a lancé dans les années soixante les premiers cours d'éducation sexuelle, par le biais de débats sur la santé au sein des organisations, puis a stimulé la formation d'un groupe de travail aux côtés de représentants des ministères de la Santé Publique et de l'éducation, ainsi que de l'Union des jeunes communistes, en vue de coordonner les efforts dans la mise au point d'un programme d'éducation de la famille qui répond aux besoins de la population. C'est à partir de là qu'à vu le jour, en 1977, le groupe national de travail sur l'éducation sexuelle, de type interdisciplinaire et multisectoriel, rattaché à la commission permanente de l'assemblée nationale pour la jeunesse, l'enfance et l'égalité en droits de la femme.

Les tâches prioritaires de la F.M.C sont la participation des femmes aux programmes de santé de la communauté, notamment dans les régions rurales⁸¹⁶, par l'intermédiaire de brigadistes sanitaires qui se montent actuellement à plus de 58 000.

Ces brigadistes sanitaires représentent un maillon essentiel entre la polyclinique, le médecin de la communauté et celle-ci. Leurs activités, en ville aussi bien qu'à la campagne, portent sur les points suivants : Vaccination et immunisation, allaitement maternel, mortalité infantile,

⁸¹⁵ Maria Auxiliadora César « Mujer y política social en Cuba : El contrapunto socialista al bienestar capitalista », Mercie, La Havane, 2005, P.82 (173 pages)

⁸¹⁶ Mariana Ravenet Ramírez, Niurka Pérez Rojas, Marta Toledo Fraga « La mujer rural y urbana, estudios de casos », Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1989, P. 37 (207 pages)

dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus, les soins du nouveau-né, les soins de la femme enceinte, les maladies contagieuses, la nutrition, l'éducation sanitaire, l'éducation sexuelle, l'hygiène et l'environnement.

Il s'agit là d'une activité bénévole, au service de la société, à partir des plans de programmes élaborés par la F.M.C avec le concours des ministères de l'Education et de la Santé Publique, et d'autres organismes de l'état et en coordination avec eux, en fonction du développement socio-économique du pays.

En tant que représentante des femmes, la F.M.C a participé et participe à la mise au point de toutes les lois ayant à voir avec la protection de la femme⁸¹⁷, en particulier la Constitution, la loi sur la maternité des travailleuses, le code de la famille, la loi sur la protection et l'hygiène du travail et la loi sur la sécurité sociale. Les femmes de tout pays analysent, discutent et approuvent ces lois au sein de leurs organisations de base, ainsi que d'autres qui présentent un intérêt pour tout le peuple, ce qui leur permet de faire parvenir aux instances compétentes leurs propositions de modification, d'ajout ou de suppression de tout article.

La F.M.C travaille aussi systématiquement, avec les organes de l'administration centrale de l'Etat et en fonction des possibilités économiques du pays, au développement de services qui facilitent les tâches du foyer et assurent les soins, pendant la journée aux enfants et aux personnes âgées au sein des familles de travailleurs.

La F.M.C s'efforce systématiquement de faire prendre conscience aux conjoints de leur responsabilité commune en ce qui concerne l'éducation et les soins des enfants, et à tous les membres de la famille de la nécessité de partager à part égale les travaux ménagers qui retombent injustement sur la femme, même quand celle-ci travaille à l'extérieur.

Elle mène des enquêtes et des recherches scientifiques au sujet des problèmes de la femme et de la famille, avec le concours des organismes d'Etat et d'organisations compétentes. Elle se tient aussi au courant des recherches qui se font sur ce point dans le pays. Elle dispose d'un centre de documentation et d'information sur la femme⁸¹⁸.

La F.M.C a mené une activité internationale intense et utile, et elle maintient de vastes relations avec des organisations analogues de nombreux pays, échangeant des expériences et divulguant les acquis et les réalités de la révolution. Elle occupe une place de choix dans des

⁸¹⁷ Isabel Holgado Fernández « No es fácil! Mujeres Cubanas y la crisis revolucionaria», Icaria Editorial, Barcelone, 2000, P.330 (352 pages)

⁸¹⁸ Jorge Benítez G. « Cuba hoy: Desafíos de fin de siglo », Lom Editions, Santiago du Chili, 1995, P.116-117 (208 pages)

organismes et des institutions internationales tels que la commission sur la condition juridique et sociale de la femme (ONU) et la fédération démocratique avec l'UNICEF, l'Unesco, l'ONUDI, ..., quand elles sont au service de la femme et de l'enfant, et elle utilise toutes les tribunes disponibles pour défendre, outre ces objectifs, la cause de la paix et le droit des peuples à une vie meilleure.

La F.M.C maintient des relations étroites avec les mouvements féminins révolutionnaires et progressistes sur tous les continents et réalise systématiquement des actions de solidarité avec les femmes et les peuples qui se battent pour un monde de justice et de paix⁸¹⁹.

La F.M.C constitue un facteur clé dans la lutte qui mène la révolution pour éliminer les séquelles de discrimination qui persistent dans la société cubaine. Sa tâche prioritaire est le plein exercice de l'égalité juridique dont bénéficie la femme à Cuba dans tous les domaines économiques, politiques et sociaux.

STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT

NATIONAL

Congrès	Organe supérieur de direction, se réunit tous les cinq ans pour analyser le travail réalisé, le rôle de la femme dans la révolution, et pour fixer les objectifs et les travaux de la prochaine période. Elit le comité national au scrutin direct et secret.
Comité national	Organisme supérieur entre deux congrès, est élu pour cinq ans. Se réunit au moins deux fois l'an pour analyser et évaluer les objectifs fixés par le congrès, dégagant les directives nécessaires dans ce sens.
Présidente	Elue par le Comité national, c'est l'autorité supérieure.
Secrétariat	Elu par le Comité national, et dirigé par la présidente et le secrétaire générale. Dirige et organise le travail entre deux plénums du Comité et s'occupe des questions relatives à l'idéologie, à l'organisation, à l'éducation, à la santé, à la production, à la défense, aux relations

⁸¹⁹ Federación de Mujeres Cubanas « Qué es la FMC ? », Federación de Mujeres Cubanas, La Havane, 1980, P.10 (19 pages)

internationales, à la recherche et autres. Se réunit au moins une fois par mois.

Appareil Auxiliaire Subordonné au secrétariat et structuré par départements et sections dirigés par des fonctionnaires.

PROVINCIAL

Assemblée Organe supérieur en province, se réunit tous les cinq ans avant la Congrès pour analyser le travail effectué, fixer les objectifs de la prochaine étape, élire le Comité et le secrétariat de ce niveau, ainsi que les délégués au Congrès.

Comité Provincial Organe supérieur de la province entre deux Assemblées, il est chargé de matérialiser le travail de la F.M.C à ce niveau. Le nombre de ses membres est fixé par l'assemblée en fonction des normes établies par le Comité national (de 49 à 71 personnes. Se réunit au moins deux fois par an). Il existe 14 comités provinciaux.

Secrétariat Elu par le Comité provincial, est chargé de concrétiser les tâches de la F.M.C entre deux plénums. Dirigé par une secrétaire générale et formé de cinq ou onze membres. Se réunit au moins deux fois par mois.

Appareil auxiliaire Subordonné directement au secrétariat, l'aide dans ses activités. Formé de départements et sections dirigés par des fonctionnaires, en fonction d'un total approuvé dans chaque province.

MUNICIPAL

Assemblée Organe supérieur à ce niveau. Se réunit tous les cinq ans avant l'assemblée provinciale, pour analyser le travail réalisé, fixer les objectifs de la prochaine étape, élire le comité et le secrétariat

municipaux, les déléguées à l'assemblée provinciale et les candidates déléguées au congrès.

- Comité municipal** Organisme supérieur entre deux assemblées municipales, est chargé de matérialiser les tâches à ce niveau. Sa quantité de membres est déterminée par l'assemblée selon les normes établies par le Comité national (de 15 à 51). Il existe 169 comités municipaux.
- Secrétariat** Elu par le Comité municipal, est chargé entre deux assemblées de concrétiser les tâches à ce niveau. Conduit par une secrétaire générale et formé de neuf membres au plus. Se réunit au moins deux fois par mois.
- Appareil auxiliaire** Directement subordonné au secrétariat, l'aide dans son travail. Formé de fonctionnaires en fonction d'un total approuvé par chaque municipalité.
- Bloc** Groupe un certain nombre de délégations (de 2 à 25 selon le territoire). Plus de 13 000 dans le pays.
- Assemblée** Organe supérieur dans le bloc, se réunit tous les ans pour dresser le bilan du travail et fixer les buts de la prochaine période. En année de congrès, avant l'assemblée de l'instance supérieure, élit les déléguées à celle-ci et les candidates déléguées du Congrès.
- Secrétariat** Elu par l'assemblée, est formé d'une secrétaire générale et de quatre dirigeantes. Se réunit périodiquement entre deux assemblées pour évaluer et superviser les activités des délégations du territoire.
- Délégation** Base de la structure, elle groupe les membres de la F.M.C selon un maximum et un minimum établi en fonction de l'étendue du territoire.

Assemblée de Délégation

Organe essentiel, réunit six fois par an la totalité des membres pour évaluer les activités réalisées, analyser les problèmes concrets et débattre de questions intéressant les femmes.

Dresse le bilan des activités une fois l'an, fixant les objectifs de l'étape suivante.

Lors de la préparation du Congrès, propose les déléguées aux assemblées de blocs et les candidates déléguées aux Congrès. Dans les délégations non groupées en blocs, les déléguées à l'assemblée municipale sont élues en leur sein.

Secrétariat

Elu par l'assemblée, formé d'une secrétaire générale et de quatre dirigeantes. Se réunit périodiquement entre deux assemblées pour organiser et superviser les activités.

Il existe plus de 68 000 délégations dans le pays, dont chacune groupe de 16 à 100 membres.

Ont été élues en 1987, 1 632 permanentes (jusqu'au niveau municipal) et 405 622 dirigeantes bénévoles de délégations et de blocs.

Les sept congrès de la F.MC

Le premier congrès a eu lieu deux ans après la fondation de la fédération. Il se déroula à La Havane, en 1962 et avait pour objet de faire sortir la femme de l'ombre, et surtout de démontrer qu'elle peut obtenir une place au sein de différents postes et de différents domaines.

Voici un extrait de ce premier congrès :

« Las grandes tareas que la patria exigia pudieron canalizarse a partir de entonces con renovado vigor y mayor efectividad. Además, la federación de mujeres surgía con un objetivo esencial, el de elevar el nivel ideológico, político cultural y científico de las mujeres, a fin de incorporarlas masivamente al proceso de construcción de la nueva vida. »⁸²⁰

⁸²⁰ Voir « **Premier congrès national** » Federación de Mujeres Cubanas, La Habana, 1962, paragraphe 3, p.36.

Le deuxième congrès se déroula au théâtre Lázaro Peña de La Havane, du 25 au 29 novembre 1974. Ce fut un grand débat au sein du mouvement ouvrier et étudiant.

Voici les principaux axes que les femmes avaient développés à cette occasion :

- Le cas de la femme au foyer et le rôle que peut y jouer la fédération
- Le rôle de la famille dans le socialisme et la responsabilité vis à vis de la nouvelle génération
- Le rôle de la fédération envers les campagnardes, les femmes jeunes et les salariées

Les objectifs :

- Faire un bilan du travail réalisé par l'organisation du premier au deuxième congrès national
- Analyser le contenu du travail actuel de l'organisation et les problèmes spécifiques de la femme

Le troisième congrès se déroula du 5 au 8 mars 1980. Il visait à traiter les objectifs de la vie interne :

- Faire que la femme soit consciente de la valeur et de la nécessité de sa participation
- L'incorporer dans les tâches d'édification, consolidation et défense de la société socialiste
- Elever le niveau idéologique, politique et culturel de celle-ci
- Recueillir les problèmes, les inquiétudes de la femme
- Continuer les lourdes tâches en espérant obtenir la pleine égalité de l'homme et de la femme dans tous les domaines de la vie : politique, sociale, économique, culturelle...

Le quatrième congrès, se déroula en avril 1985. Après avoir lu ce document, un paragraphe m'interpella. Il y est expliqué que la femme a aussi le droit à une chance et qu'elle peut s'exprimer d'une façon ou d'une autre, afin d'égaliser l'homme dans les différents

travaux. Pour cela, elles ont l'opportunité de se porter volontaires pour certains postes afin de prouver ce qu'elles valaient :

« El trabajo voluntario, experiencia formidable para las masas femeninas, había contribuido a formar nuevas concepciones en la mentalidad de todos y brindó a las mujeres la oportunidad de incorporarse a la vida laboral, la satisfacción de dar su aporte económico a la sociedad, le permitió, a ellas, y a todo el pueblo, ganar confianza en las capacidades de la mujer, a la vez que demostró la importancia y necesidad de utilizar esta fuerza de trabajar que había permanecido estancada. »⁸²¹

C'est le 26 janvier 1990 que se tint **le cinquième congrès** de la femme à La Havane. Cette fois-ci, elles militent pour que la femme aillent au-delà de tous ces efforts, pour toutes ces fédérées, la femme représente : *« Une force fondamentale du travail révolutionnaire après trente ans de socialisme, elle est marquée par les préjugés et la discrimination. »* Elles veulent se détacher de leur statut de simples femmes au foyer, elles veulent se rendre utiles en travaillant, car elles s'en sentent aussi capables que les hommes.

« Socialismo : libertad, independencia, soberanía, dignidad, justicia social, seguridad para la formación y desarrollo de nuestros hijos, derecho a la igualdad, a la vida, a decidir nuestro destino, a trabajar por el porvenir que soñamos y defenderlo con todas nuestras fuerzas. »

Selon elles, c'est cela la définition du mot socialisme, et elles en sont confuses car cela ne correspond pas à ce qu'elles vivent.

Voici quelques chiffres concernant les femmes cubaines :

- 12% des femmes travaillaient en 1959
- 38,3% des femmes travaillaient en 1989
- 45% des femmes travaillent actuellement
- 40,2% des fédérées travaillaient et 13,6% étaient des étudiantes en 1989

Les deux derniers congrès étaient moins intéressants, il y a encore de nombreuses fédérées mais, elles montrent de moins en moins d'acharnement à ce qu'elles recherchent. **Le sixième** congrès se déroula du 1^{er} au 3 mars 1995 et **le septième** et dernier, cinq années plus tard soit du 6 au 8 mars 2000.

⁸²¹ Voir F.M.C « Cuarto Congreso » Editora política, La Habana, 1987, p.4.

La FMC est une fédération de femmes qui compte aujourd'hui plus de 85% de la population féminine du pays dans ses rangs. Elle représente un espoir, un soutien mais aussi une force pour celles qui comptent se faire une place au sein de la société. Cette organisation est indépendante de l'Etat, elle vit de diverses entrées d'argent comme des cotisations des militantes par exemple⁸²².

A sa tête se trouvait jusqu'à l'an dernier Vilma Espín, une femme impliquée en politique qui combattit aux côtés de Fidel Castro dans la Sierra Maestra. C'est une femme de caractère, déterminée, bien connue dans le monde pour son combat pour la défense des droits des femmes à Cuba et dans le monde. Elle a su donner à la FMC un visage à la fois révolutionnaire et féministe.

Les Congrès qui se déroulèrent depuis 1962 ont permis aux femmes de faire leur entrée sur le marché du travail mais aussi en politique et dans diverses associations et organisations. Une bonne partie du travail a été faite mais de gros efforts devront encore être fournis. Le huitième Congrès⁸²³ qui se déroulera en mars 2009 évaluera les changements effectués au niveau de la santé, de l'éducation et de l'emploi mais aussi en ce qui concerne la promotion des femmes à des postes de direction et il traitera aussi du respect des droits sexuels et reproductifs mais aussi civils et politiques d'un point de vue légal et politique.

Ce Congrès sera le bon moment pour analyser les problèmes de violence conjugale qui augmente à Cuba pour mieux le comprendre. En effet, Cuba n'a pas encore de législation concernant ce fléau et n'est pas non plus doté de tribunaux de famille. C'est pourquoi, la FMC réalise des actions de sensibilisation avec la police et les organes de justice.

Ce Congrès s'intéressera aussi à la famille, la base de la société cubaine comme l'affirme la Constitution qui tend à se détériorer ainsi qu'aux personnes du troisième âge et au sort des femmes qui s'en occupent.

⁸²² Julien Souriau « Cuba, côté femmes. Les transformations de la condition de la femme à Cuba au cours des années 1990 », Mémoire de recherche, IEP Toulouse, 2004

⁸²³ Dalia Acosta « Día de las mujeres-Cuba : Avances y desafíos en debate », Centro Memorial Dr Martin Luther King Jr, La Havane, 2008

3.2.La situation de la femme à Cuba

3.2.1.La femme et son incorporation dans la société

La femme cubaine a toujours lutté pour sa patrie et de nos jours, c'est par le biais de la FMC qu'elle essaie d'obtenir plus d'égalité avec l'homme. Le féminisme s'est développé très tôt dans ce pays et beaucoup de femmes participèrent à la création de nombreux partis et autres associations. Nous verrons que le suffrage féminin⁸²⁴ a été avec l'éducation une des revendications premières des féministes. Pour elles, il représentait une bonne façon de s'exprimer et de faire partie de la société. Il est vrai qu'une fois obtenu les féministes ne se sont pas arrêtées là, elles en voulurent encore plus, elles demandèrent la promulgation de la loi du divorce puis la répartition égale des biens du mariage, la reconnaissance des enfants illégitimes,...des petits détails qui pouvaient équilibrer les différences entre hommes et femmes.

L'activité professionnelle⁸²⁵ est un point qui s'est développé plus tardivement, nous verrons que c'est bien après la révolution de 1959 que les femmes arrivèrent en masse sur le marché du travail, avant cette période, elles étaient considérées comme inaptes pour travailler, et le chômage et le peu de postes existants les confinaient dans leurs foyers. Mais elles étaient quand même là lorsqu'on avait besoin d'elles, quand le manque de main d'œuvre se faisait sentir. Mais une fois, leurs missions terminées, on les renvoyait directement dans leur foyer.

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à faire de longues études, elles arrivent mieux que les hommes, elles sont conscientes des difficultés qu'elles auront à trouver un emploi, alors, elles mettent toutes les chances de leur côté. Certaines feront des études de médecine ou de sciences pendant que d'autres opteront pour une carrière militaire. Le service militaire féminin⁸²⁶ existe à Cuba depuis 1984, il permet aux femmes d'avoir des connaissances sur le terrain et si elles le souhaitent d'en faire leur métier.

Les femmes d'aujourd'hui sont beaucoup plus ouvertes et ont beaucoup plus de droits qu'avant la révolution mais cela ne suffit pas, elles souhaiteraient en obtenir plus, comme ce qui se fait internationalement. Elles luttent quotidiennement dans les rangs de la FMC, c'est grâce à cette organisation que les femmes ont commencé à travailler, avec l'aide des CDR. Des sections furent créées pour veiller à leur bonne insertion. Cette fédération fait partie de l'Etat, elle

⁸²⁴ José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », Universitat Jaume I, Castelló de la Plana, 1998, P.279

⁸²⁵ Juan y Verena Martínez Alier « Cuba, economía y sociedad », Ediciones Ruedo Ibérico, Paris, 1972

⁸²⁶ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba, des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'harmattan, Paris, 2006

s'intéresse grandement à la question féminine et elle sera toujours là pour promouvoir l'égalité des genres.

Le début du féminisme

Le début du féminisme à Cuba se situe aux alentours de la seconde moitié du 19^e siècle, comme dans la majorité des pays du monde. Ces femmes avaient des objectifs et des priorités qui n'étaient pas la quête de l'égalité entre hommes et femmes à l'époque. C'est pourquoi, avant d'y arriver elles luttèrent pour l'accès à l'éducation ou pour le droit de vote. Ces droits représentant la valorisation de la femme dans la société. A Cuba, on identifie le féminisme aux luttes révolutionnaires. Les femmes qui exigeaient le droit de vote se sentaient trahies par les gouvernements qui ne tinrent pas leurs promesses, c'est pour cette principale raison qu'elles rejoignirent la lutte révolutionnaire⁸²⁷.

Comme dans tous les pays latino-américains, les objectifs du mouvement féministe ne se limitaient pas à l'égalité homme-femme, elles avaient comme références principales, les objectifs des féministes marxistes pour lesquelles il était indispensable de faire chuter la division sexuelle du travail reconnue comme le moteur des inégalités hommes-femmes, ainsi que la concentration du pouvoir des classes bourgeoises qui détenaient le milieu du travail.

La perspective féministe se maintint longtemps dans les luttes féminines cubaines, il existait de nombreuses similitudes entre les mouvements féministes mondiaux sauf qu'à Cuba, les femmes luttèrent contre l'impérialisme et c'est ensuite qu'elles luttèrent pour l'égalité des sexes.

Avec l'arrivée de la pensée marxiste dans la société cubaine, on commença à identifier le féminisme avec la lutte des classes bourgeoises d'où provenait véritablement le mouvement d'ailleurs. Ce féminisme contredisait les objectifs du mouvement révolutionnaire qui étaient de faire chuter le régime bourgeois en place.

Les femmes cubaines n'ont jamais voulu prendre le nom de féministe même s'il existe aujourd'hui de fortes similitudes avec ces mouvements. Elles préfèrent s'appeler femmes et

⁸²⁷ Iliana Benítez Jiménez « La estigmatización del término feminismo en Cuba », Universidad de Oriente, Santiago de Cuba, 2002, P.80

organisations révolutionnaires plus que féministes car elles se disent plus impliquées dans la lutte révolutionnaire que la lutte féministe⁸²⁸.

Celles qui introduisirent ce mouvement à Cuba ne faisaient pas seulement partie de la haute classe, mais elles représentaient une minorité dans une société où l'analphabétisme était très élevé et la pensée libertaire des femmes représentait une illusion pour celles qui devaient lutter quotidiennement afin de nourrir leurs enfants.

En janvier 1959, le féminisme qui existait à Cuba était un féminisme libéral bourgeois. La Révolution cubaine démonta la structure des classes existantes, c'est pourquoi à l'intérieur de celle-ci on critiquait ce féminisme.

La FMC s'est distancé de ce mouvement féministe. Cette organisation représentait des paysannes, des ouvrières, des femmes au foyer ce qui ne coïncidait pas avec sa théorie et qui créa un choc des classes. C'est en partie grâce à la révolution que la femme a pu incorporer l'espace public, mais malgré tout, Cuba reste un pays machiste, basé sur la domination patriarcale.

Les femmes de la FMC pensent que Cuba est un cas unique dans l'accès à un équilibre homme-femme, il incarne une position logique pour les femmes dans un cadre socialiste, un contexte depuis lequel les femmes peuvent lutter pour une égalité plus juste avec le soutien du gouvernement⁸²⁹. Et pourtant, si l'on regarde bien, le socialisme a essayé de solutionner le problème en séparant la situation de la femme de celle de l'homme.

Stratégie nationale pour l'égalité des opportunités

L'Etat cubain a adopté les documents et les accords internationaux qui font la promotion et valorisent l'évolution de la situation de la femme. Parmi eux, comme nous l'avons déjà évoqué, Cuba fut le premier pays à signer et le second à ratifier la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination contre la Femmes (CEDAW).

De plus, le décret-loi du plan d'action national de la république de Cuba a été signé en 1997 suivant la quatrième Conférence International sur la Femme à Pékin, il permet d'analyser et d'évaluer les points négatifs et de les solutionner par le biais d'objectifs en se projetant dans le futur. En 2000, les points inquiétants de l'île étaient le machisme, pour cela il faudrait tenter d'éliminer les stéréotypes qui pèsent sur la femme et qui l'empêche d'accéder à des

⁸²⁸ Iliana Benítez Jiménez « La estigmatización del término feminismo en Cuba », Universidad de Oriente, Santiago de Cuba, 2002, P.81

⁸²⁹ Brigida Pastor « Cuba : Mujer y Revolución », Cimac, Mexico, Le 04/12/2001

multitudes de postes, la violence contre les femmes au sein du foyer mais aussi au travail, la prostitution qui dénonce selon le comité une attitude antisociale et le sort des prostituées qui est laissé de côté par le gouvernement, le taux de chômage qui est plus important chez les femmes que chez les hommes. Le sida, et l'avortement en matière de santé et la transparence de données sur les femmes rurales.

En 2006, lors d'un rapport, Cuba a été largement félicité pour ses efforts⁸³⁰, mais malgré tout, il reste beaucoup à fournir pour changer les mentalités et parvenir à la pleine égalité entre homme et femme. Les délégations d'autres pays qui étaient présentes ont remarqué que certains préjugés étaient un frein à l'incorporation de la femme dans le milieu professionnel, mais que dans les familles les pères avaient des comportements plus responsables envers leurs femmes et leurs enfants.

Pour ce qui est de la violence domestique, la délégation cubaine a déclaré qu'ils «étaient un des premiers pays à se préoccuper de ce fléau car le Code Pénal puni sévèrement les coupables et que le lien de parenté entre la victime et son agresseur est un facteur aggravant, de plus, le Code contient une définition d'abus sexuel et de harcèlement.

Concernant la prostitution les délégations restent outrées car elles pensent que le travail effectué n'a pas été suffisant à ce sujet, les autorités cubaines se vantent d'avoir des prostituées avec des niveaux éducatifs hors pair et pourtant nous savons bien qu'être prostituées n'est pas une fierté, surtout dans des pays pauvres, ces femmes se salissent et pour elles c'est un moyen de survie lucratif. Mais le gouvernement ne veut pas l'admettre car ces pratiques rapportent beaucoup pour les caisses de l'Etat.

Les femmes ont fait leur entrée dans le monde du travail avec succès mais en politique les chiffres sont faibles, certaines mesures devraient être prises pour qu'elles puissent être élues localement, ce serait déjà un bon entraînement.

L'âge du mariage reste un problème car dans certaines conditions l'homme peut y avoir accès dès ses 16 ans et la femme 14 ans, ce qui est un âge trop précoce. En effet, le nombre de divorce est déjà trop élevé et il serait un facteur de son augmentation. Ces jeunes ne sont pas assez responsables pour pouvoir assumer un foyer.

L'absence de tribunaux de famille est un autre point à traiter, surtout après un divorce, la femme a tout à y perdre car l'administration des biens ne doit pas être équitable.

⁸³⁰ Assemblée générale des Nations-Unies « Malgré des soucis liés à la persistance de la violence et du patriarcat, Cuba est félicité pour ses actions en faveur de la femme », 739^e et 740^e séances, New-York, Le 08/08/2006

Dans le domaine de la santé l'avortement est toujours considéré comme faisant partie du planning familial, ce qui va à l'encontre du programme du plan d'action de Beijing.

Ces remarques démontrent bien qu'il reste beaucoup à faire mais qu'il faudra du temps et l'implication de tous les acteurs de la société : les stéréotypes, les préjugés, les conduites et les jugements de valeur sexistes ancrés dans les traditions patriarcales se modifient dans un processus complexe de reconceptualisation dans lequel sont impliqués la volonté politique, la législation, les moyens de diffusion, l'école, la famille, la subjectivité de chaque individu : la société dans son ensemble⁸³¹.

Au cours de l'examen du troisième et du quatrième rapport du gouvernement cubain, le comité reconnu dans ses observations les effets négatifs de la loi Helms-Burton et de l'embargo économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis contre Cuba, dans la pleine application de la Convention et de la plateforme d'action de la Conférence de Pékin. Cet embargo impose une charge de plus en plus lourde et grave pour les femmes.

En effet, les circonstances du blocus ont un impact sur les femmes et sur la vie quotidienne des familles et cela se manifeste dans divers secteurs. Par exemple, la femme chercheur ou scientifique se retrouvent bloquées car elles n'ont pas la possibilité de se procurer de matériel de pointe pour mener à bien leur développement scientifique. De plus, elles ne peuvent pas participer à des stages de perfectionnement, des cours ou autres événements qui ont lieu dans des laboratoires nordaméricains. Elles n'ont pas non plus accès aux bourses, aux fonds ou autres financements octroyés par des organisations ou organismes internationaux dans des institutions nordaméricaines.

Pour les femmes rurales, c'est un autre problème, le manque de combustible, de produits d'hygiène, de moyens de transport et d'aliments entre autres compliquent la réussite de leur vie de famille et limite les possibilités de développement personnel. L'Etat cubain reste convaincu que grâce à cette expérience il a fondé une société solidaire et plus juste et que grâce à ces tensions, ces défis relevés et autres problèmes rencontrés il a construit la société basée sur la connaissance.

L'obtention du droit de vote féminin

A Cuba, les femmes étaient considérées comme de simples femmes au foyer, et ce qui se passait dans le monde occidental pour la lutte du droit de vote féminin était très mal vu sur

⁸³¹ Site internet de la FMC (www.muieres.cubaweb.cu)

l'île. Au cours de la présidence de José Miguel Gómez, du Parti Libéral (1909-1913), les premières associations légalement enregistrées se créèrent, la première fut le « Partido Popular Feminista », né à La Havane en novembre 1912, avec Emilia Pérez de Viñas à la présidence. Un mois plus tard, deux autres associations se créèrent le « Partido de Sufragistas Cubanas », présidé par Digna Collazo et le « Partido Nacional Feminista »⁸³², cette association qui avait été créée dans la maison de Amalia E. Mallén de Ostolaza dans le quartier du Vedado pour faire de la propagande pour l'égalité civile, politique et sociale des deux sexes et proposer des lois et des mesures en faveur des femmes et des enfants. Ce groupement fut le premier à aborder le thème du suffrage féminin à Cuba, entre autres revendications comme des revendications pour les travailleuses comme la réforme de la loi de service civil établissant qu'un pourcentage de femmes puissent être engagées dans la fonction publique nationalement mais aussi dans les provinces et dans les municipalités, elles souhaitaient aussi un libre accès aux femmes dans les commerces, les industries ainsi que l'égalité des salaires.

Le 31 mars 1913, deux des organisations féminines fusionnèrent, le Partido Nacional Feminista et le Partido Popular Feminista, la dernière les rejoint le 23 novembre 1914. Elles prirent le nom de « Partido Nacional Sufragista »⁸³³ et avait pour présidente Amalia Mallén de Ostolaza et vice-présidente Digna Collazo, Emilia Pérez de Viñas, Sara Aguirre, Concepción Barroso, Luz Rubio et Herminia Morales Gómez. Cela se passa au début de la période présidentielle du Général Mario García Menocal, du Parti Libéral.

Cette union favorisa la demande de nouvelles revendications comme la création de postes plus élevés au sein de l'Etat, les provinces ou les municipalités, mais aussi du divorce pour le mariage civil et l'abolition de la peine de mort.

Les femmes qui faisaient partie de cette association provenaient essentiellement de la classe moyenne urbaine, on dénombrait peu de femmes noires et aucune n'avait d'affiliation au Parti Conservateur ou au Parti Libéral.

Entre 1914 et 1917, cette association fut l'une des plus importantes concernant la promotion du suffrage féminin, elles avaient décidé de célébrer un Congrès suffragiste mais par faute de moyens, elles ne purent le réaliser, ce qui mit fin à ce projet.

Menocal fut réélu pour un second mandat en 1917, et le pays connut une croissance économique élevée et on assista à une modernisation quant à la promulgation de certaines lois

⁸³² Evelio Tellería Alfaro « Devenir histórico de las organizaciones femeninas en Cuba », Trabajadores, La Havane, Le 20/08/2008

⁸³³ Iraidá Campo « Efemérides », Revue Mujeres n°279, La Havane, Le 13/04/2006

comme celle de l'autorité parentale le 18 juillet 1918 et la loi du Divorce le 30 juillet de cette même année⁸³⁴. La première permit aux femmes de se libérer de la tutelle de leurs pères ou de leurs époux dans le but d'administrer leurs biens. La deuxième donnait à la femme la possibilité de s'exprimer à son tour et de ne plus être à la merci de son mari. Grâce aux associations suffragistes, Cuba devint l'un des premiers pays latinoaméricains à se doter de pareilles lois.

Le 3 juillet 1917, à l'occasion d'une session publique dans l'Académie de sciences, Dulce María Borrero annonça officiellement la création du « Club Femenino de Cuba ». Ce groupe était composé de femmes de lettres, de journalistes, de pédagogues, d'avocates, ou de peintres. Ce club était avant tout féministe et demandait les mêmes revendications que les autres partis féministes du monde entier.

Sa présidente était Pilar Jorge de Tella, Emma López Seña, Hortensia Lamar, Rosario Guillaume et Dulce María Borrero, assistées par de grandes personnalités comme María Luiza Dolz, Lola Borrero et Dulce María Sainz de la Peña.

Bien qu'il fût à de maintes reprises critiqué, ce club fut un grand pas en avant concernant l'évolution du statut de la femme dans la société cubaine. Il développait de grandes campagnes pour le suffrage mais aussi pour d'autres causes. Il fonda des écoles nocturnes pour les ouvrières et d'autres pour l'enseignement du commerce, il créa la première institution de filles qui fonctionna dans le pays. Il demanda au gouvernement la mise en place de nouvelles lois comme « La ley de las sillas »⁸³⁵ qui voulait que les employées qui travaillaient plus de six heures pouvaient disposer de chaises et quand elles n'en avaient pas besoin de rester debout. La loi des 50% d'employées dans des magasins où l'on vendait des articles exclusivement féminins. Mais d'autres types de lois à caractère social étaient aussi envisagés comme des lois pour la lutte contre la mendicité infantile, les drogues ou la prostitution.

Une des actions les plus importantes faites par l'association fut la création de la prison pour femmes de Guanabacoa⁸³⁶ qui tentait de rééduquer les détenues. On leur offrait des cours d'instruction primaire, et des cours de politesse et de couture. De plus, c'est un endroit qui leur garantissait d'avoir des lits, des vêtements et de la nourriture. Un des nombreux hommes qui assistaient aux réunions du parti, Miguel de Carrión⁸³⁷, et qui n'était pas pour autant défenseur des droits de la femme, écrivit des nouvelles à ce sujet, qui décrivait les relations

⁸³⁴ José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », Universitat Jaume I, Castelló de la Plana, 1998, P.279

⁸³⁵ Ciro Bianchi Ross « Mujeres », Revue Mujeres n°375, La Havane, Le 28/02/2008

⁸³⁶ Ciro Bianchi Ross « Mujeres », Revue Mujeres n°375, La Havane, Le 28/02/2008

⁸³⁷ Susana Montero Méndez « La narrativa femenina cubana (1923-1958) », Cuadernos hispanoamericanos n°544, P.19-42, Madrid, 1995, P.22-23

entre les femmes intellectuelles et les recluses. Cela traduisait en quelques sortes la confrontation de deux mondes opposés qui s'entraidaient.

En 1921, une initiative fut prise par Alfredo Zayas y Alfonso lors de l'inauguration de ses quatre années de présidence, car il voulait accorder le suffrage féminin mais malheureusement, cela fut refusé par le Congrès de la République.

A l'initiative du Club féminin, on créa la « Federación Nacional de Asociaciones Femeninas de Cuba », qui était composée de cinq associations : le « Club Femenino de Cuba », le « Congreso Nacional de Madres », la « Asociación de Católicas Cubanas », la « Asociación de Enfermeras » et le « Comité de la Creche Habana Nueva ». Ces organisations représentaient environ 8 000 femmes.

Le premier Congrès fut célébré le 5 Octobre 1922 et cela correspondait à la célébration du premier Congrès de femmes au niveau national dans toute l'Amérique Latine. Toutes les organisations du pays avaient le droit de s'y rendre, elles étaient par contre obligées de ne pas critiquer le féminisme ou le suffrage féminin et ne pas émettre de propagande religieuse.

Le Comité exécutif était présidé par Pilar Morlón de Menéndez⁸³⁸ qui fut secondée par un groupe de femmes provenant de diverses organisations de différentes régions du pays. Le Congrès se déroula dans l'Académie de Sciences de La Havane du 1^{er} au 7 avril 1923. De nombreux points furent traités qui suscitèrent débats et polémiques. Les thèmes étaient diverses : écologiques, nationalistes, sociaux, politiques, économiques, ainsi que de la législation ouvrière.

Dans la nuit du 6 avril, les femmes abordèrent le thème du suffrage féminin, Pilar Jorge de Tella prit la parole et annonça tout haut que c'était un acte important pour l'avenir des femmes, en effet, il permettrait de tout changer car grâce à cela, des milliers de femmes pourraient participer activement à la vie politique et sociale du pays en tant que citoyenne.

Le premier Congrès féminin attira l'attention de la presse et permit à un important groupe de femmes de commencer un nouveau type de journalisme, loin des recettes de cuisine et autres tâches domestiques. Ce fut le cas d'une grande journaliste féministe, Mariblanca Sabas Aloma, qui n'hésita pas à dénoncer de nombreuses injustices⁸³⁹. Leurs initiatives firent changer les mentalités en démontrant que les femmes étaient elles aussi capables de faire autre chose que de rester cloîtrées chez elle.

⁸³⁸ José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », Universitat Jaume I, Castelló de la Plana, 1998, P.279

⁸³⁹ María del Carmen Mestas « De esa incansable batalladora », Revue Mujeres n°295, La Havane, Le 10/08/2006

L'élection de Gerardo Machado entre 1925 et 1933 fut une aubaine pour certaines et un cauchemar pour d'autres, mais les suffragistes pensaient que c'était une bonne occasion d'exposer au grand jour le problème.

Le second Congrès fut célébré du 12 au 18 avril 1925, dans les mêmes circonstances que le précédent. Le nouveau président était présent, et cela pouvait jouer en la faveur des suffragistes, car c'est ce processus qui allait être le thème principal du congrès. Machado⁸⁴⁰ en profita pour faire un discours dans lequel il affirmait que les femmes avaient le droit d'exercer leurs fonctions civiques, car elles avaient toujours lutté pour leur patrie.

Lors de la nuit du 17 avril, Angela Zaldivar intervint en ne machant pas ses mots, elle soutenait que la femme ne comptait pas parmi les citoyens cubains car elle n'avait pas le droit de s'exprimer par le vote. Le climat de ce second congrès était au plus mal à cause des altercations entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise, leurs revendications ne correspondaient pas. Les représentantes de la classe ouvrière souffrant de la crise économique requéraient des mesures plus radicales alors que les déléguées bourgeoises aspiraient à des demandes plus féministes⁸⁴¹. Il y eut des turbulences, des évanouissements, des coups,...L'Académie de Sciences décida alors de ne plus prêter ses locaux pour éviter des malentendus de ce type.

Le Club Féminin et des déléguées de trois provinces se retirèrent du congrès devant les organisations religieuses qui étaient là pour contrecarrer les thèmes les plus polémiques comme celui concernant la reconnaissance des enfants illégitimes. En revanche, ce second congrès permit la présence de la femme noire travailleuse représentée par Inocencia Valdés, vétéran et combattante du « Gremio de Despalilladoras » et la présentation de thèmes incandescents comme la condamnation contre l'augmentation de la pornographie dans des annonces, des livres, des journaux et des spectacles.

Les femmes étaient 12 000 à ce congrès, elles prirent connaissance grâce aux déléguées des efforts réalisés par les femmes au nom d'une citoyenneté politique qui leur permit de participer à la sphère publique.

⁸⁴⁰ K.Lynn Stoner « From the house to the streets : The Cuban women's movement for legal reform, 1898-1940 », Duke University Press, Durham, 1991, P.66

⁸⁴¹ Susana Montero Méndez « La narrativa femenina cubana », Cuadernos Hispanoamericanos n°544, P.19-42, Madrid, 1995, P.20

A partir de 1925, au cours de la dictature de Machado, qui dura jusqu'en 1933, le thème du suffrage féminin divisa les femmes en deux camps. Ce n'est qu'en janvier 1934, sous la présidence de Ramon Grau San Martín, que fut approuvé l'article n°39⁸⁴².

Beaucoup de féministes et de suffragistes de l'époque moururent pendant que d'autres partirent en exil. Elles savaient pertinemment qu'une autre ère allait débiter.

Mariblanca Sabas Aloma

Originnaire de Santiago de Cuba, cette militante se fit connaître par des collaborations dans des publications locales *Selecta* et *Diario de Cuba* ainsi que dans *Orto* à Manzanillo. En 1919, elle intégra la rédaction de *Diario de Cuba*. Peu après elle s'installa à La Havane et devint chef de section des enregistrements électoraux du recensement général de la population. A Santiago elle fut élue présidente de la section féminine de l'organisation civique « Juventud Nacionalista de Oriente » et en 1922, elle dirigea la revue mensuelle *Astral*, à caractère antiimpérialiste. En 1923, elle assista au premier Congrès National des Femmes, célébré à La Havane.

Dans la capitale, elle fréquentait l'Université populaire José Martí et fit partie du Conseil suprême du « Movimiento de Veteranos et Patriotas ». Elle fut membre active du « Grupo Minorista »⁸⁴³, de la « Liga Anticlerical » et de la « Liga Antiimperialista », ainsi que du « Club Femenino de Cuba ».

En 1927, elle arriva en 1930 à la rédaction de *Bohemia* et de *Carteles* en 1933. Elle voyagea aux Etats-Unis pour faire des conférences, elle suivit au Mexique des études d'art et de littérature. Elle lutta activement contre la dictature de Machado en publiant de nombreux articles pour condamner le régime, elle fut détenue et emprisonnée à plusieurs reprises, de par ses actions au sein de l'organisation oppositionniste ABC Radical.

En 1948, le premier ministre la désigna membre de l'assemblée de l'économie de guerre, peu après le président Prío la désigna ministre sans portefeuille, ce qui fit d'elle la première femme à occuper le poste de ministre dans toute l'histoire de Cuba.

Au cours de la période prérévolutionnaire, elle collabora avec de nombreux journaux pour dénoncer encore plus d'atrocités. En 1961, elle fut désignée vice-coordinatrice du « Frente

⁸⁴² José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », Universitat Jaume I, Castelló de la Plana, 1998, P.281

⁸⁴³ K.Lynn Stoner « Militant heroines and the consecration of the patriarchal state : the glorification of loyalty, and national suicide in the making of Cuban national identity », Cuban Studies, volume 34, P.71-96, University Pittsburgh Press, 2003, P.84

Revolucionario de Periodismo de La Habana » et responsable de la section de la presse de l'Icap⁸⁴⁴.

Tout au long de sa carrière, cette femme dénonça, par le biais de la presse l'emprise de l'homme sur la femme, elle militait pour le divorce, la reconnaissance des enfants illégitimes, le travail féminin entre autres thèmes.

L'éducation

L'éducation est la base des fondements de la société cubaine et tout le monde est égal devant ce droit, l'Etat ne fait aucune distinction de sexe, de race, d'âge ou de religion. De plus, l'éducation sert d'outil pour l'insertion professionnelle et sociale des femmes. L'école est gratuite pour tout le monde. Les femmes et les petites-filles sont privilégiées, en effet, de nombreuses investigations ont été faites à ce sujet prouvant que le niveau scolaire d'une mère jouait un rôle primordial dans les niveaux d'apprentissage de ses enfants. C'est pourquoi, il ne faut pas le prendre à la légère.

L'éducation lui permet d'acquérir son indépendance, son émancipation. Depuis 1959, les principes de la Révolution sont clairs : éduquer la population pour une meilleure estime de soi. Ce fut par le biais de la campagne d'alphabétisation, la nationalisation d'écoles privées, la création de plan national de bourses, l'éducation des adultes, la formation accélérée des enseignants et la réforme universitaire que les femmes sont devenues d'indispensables protagonistes dans cette croisade.

La FMC⁸⁴⁵ a toujours veillé à tout ce que se passe bien et a joué un rôle primordial : dans les années 60, la FMC organisa des cours de couture qui permirent à la femme de se réinsérer socialement autant dans les villes que dans les campagnes. Elle fut à l'origine de la création d'écoles consacrée à requalifier d'anciennes domestiques, du personnel féminin de services, des paysannes et des ex-prostituées. Les différents cours spécialisés permirent de réinsérer ces femmes socialement.

Au cours de la campagne de 1961, les femmes furent 55% des alphabétisés et représentaient 59% des alphabétisants, elles servaient de leins avec les familles. Dans les années 90, les femmes et la population en général avait obtenu un bon niveau éducatif et en 1997, par le biais d'un programme national d'action 425 écoles furent créées pour accueillir 57 348

⁸⁴⁴ María del Carmen Mestas « De esa incansable batalladora », Revue Mujeres n°295, La Havane, Le 10/08/2006

⁸⁴⁵ Tania Caram León « Empoderamiento femenino en Cuba : criterios para su análisis en las cooperativas », FLACSO, La Havane, P.12

enfants souffrant de problèmes comportementaux, comme des sourds, des muets, des aveugles, des attardés mentaux, des handicapés moteurs. Cette initiative avait pour but de renforcer et de changer la vie de ces bénéficiaires mais il venait surtout alléger celle de leurs mères⁸⁴⁶.

Aujourd'hui, 39,6% des femmes du pays sont scolarisées (tous âges confondus)⁸⁴⁷. Parmi elles, 50% sont inscrites dans des jardins d'enfants, 99,4% sont en primaire, 87,5% sont au secondaire. Concernant les études supérieures, on constate que de plus en plus de femmes s'inscrivent à l'université, en 2007, elles étaient 62%. On remarque que les branches les plus féminisées sont les sciences humaines, les sciences naturelles et les sciences pédagogiques. Depuis plusieurs années, les femmes émergent dans plusieurs secteurs notamment celui de la médecine, où elles représentent 70% des inscrites et des diplômées, les sciences techniques où elles sont 40% des inscrites au cours de l'année 2002-2003 et l'ingénierie informatique où elles étaient 45,9% la même année. Il faut savoir que 51,6% des femmes qui sont sorties de cette filière sont de nouveaux ingénieurs. Ces femmes représentaient 63,3% des diplômés universitaires. Et 45% étaient diplômées de l'enseignement technico-professionnel.

Dans les régions montagneuses, il existe deux centres de formation de techniciens moyens avec 6 488 étudiants et trois universités où on forme des spécialistes pour l'agriculture et dont 30 à 40% d'entre eux sont des femmes⁸⁴⁸.

Dans l'éducation supérieure, 53,4% des enseignants sont des femmes, dont 30% d'entre elles sont titulaires et 40% des auxiliaires. 38% des docteurs du pays sont des femmes.

L'incorporation de la femme adulte dans les salles de classe est une alternative politique, et cela est du au travail de la FMC qui s'investit aux cotés du Ministère de l'Éducation⁸⁴⁹. En 2002-2003, elles étaient 55,7% et le domaine le plus prisé était celui des langues avec 60% des inscrites. En 2003, 65,1% des femmes bénéficiaient des programmes alternatifs communautaires qui s'organisaient à partir des nécessités et des intérêts des participantes, parmi lesquels il y avait l'attention aux personnes du troisième âge, la préparation de la famille, des thèmes liés au programmes « Para la vida » mais aussi ceux qui concernaient l'environnement, la médecine traditionnelle, les arts manuels, l'éducation sexuelle, l'informatique,...

⁸⁴⁶ Tania Caram León « Empoderamiento femenino en Cuba : criterios para su análisis en las cooperativas », FLACSO, La Havane, P.13

⁸⁴⁷ Statistiques de la ONE, Cuba, 2007

⁸⁴⁸ Rapport de la CEDAW, Article n°358, 2004

⁸⁴⁹ Rapport de la CEDAW, Article n°354, 2004

Il existe des alternatives pour celles et ceux qui vivent à la campagne : la FMC et d'autres organisations ont encouragées l'ouverture de classes pour l'attention des femmes sous-scolarisées, fondamentalement des femmes au foyer.

Une autre alternative est le programme de « Supéracion Cultural a la Agroindustria Azucarera » (la tâche « Alvaro Reinoso ») qui compte 35,5% de femmes. Ils concernent les femmes qui vivent proches des centres sucriers ou dans des coopératives de production, qu'elles travaillent ou non dans ce domaine⁸⁵⁰.

La FMC a travers la « Casa de Orientacion a la mujer y la familia » a fait suivre des formations à 67 391 femmes, fondamentalement jeunes, dans des cours d'entraînement les préparant à des métiers qui sont indispensables à leur vie future⁸⁵¹.

Pour les jeunes de 17 à 29 ans, qui se retrouvent sans emplois et sans bagages, il existe le « Curso de Superación Integral » créé en 2002, il a un impact important sur la famille, les étudiants et les enseignants. Plus de 102 000 jeunes sont inscrits dans les 514 centres existants dans le pays, où ils reçoivent une formation équivalente à celle du baccalauréat. Les femmes représentent 65,7% des étudiants. Parmi eux, 34 318 ont fait leur entrée dans l'éducation supérieure. Pour ces individus, leur formation est leur emploi alors ils sont rémunérés 100 pesos par mois⁸⁵².

María Luisa Dolz

A l'époque où peu de femmes réussirent à se faire un nom, comme ce fut le cas de Ana Betancourt ou Laura Carvajal. María Luisa Dolz eut un parcours sans faute. Elle était avec Gertrudis Gómez de Avellaneda et Marta Abreu une des trois femmes la plus connue pour son travail intellectuel et social à Cuba à la fin du 19^e siècle.

Issue de la classe aisée, elle reçut une notable éducation, qu'elle compléta par des cours de langues : anglais, français et allemand. Elle étudia l'enseignement et après avoir donné des cours au « Colegio Nuestra Señora de la Piedad » elle obtint en 1876, le titre de « Maestra Primaria Elemental » et l'année suivante, celui de « Maestra de Instrucción Primaria Superior ». Elle devint la première femme cubaine diplômée en sciences pédagogiques et à obtenir son doctorat en sciences physico-mathématiques.

⁸⁵⁰ Rapport de la CEDAW, Article n°357, 2004

⁸⁵¹ Rapport de la CEDAW, Article n°365, 2004

⁸⁵² Rapport de la CEDAW, Article n°367, 2004

Elle lutta pour abolir les sévices infligés aux élèves et elle fut la première enseignante cubaine à recevoir des mentions honorifiques provenant d'universités et d'académies étrangères. Elle a toujours défendu au mieux l'éducation de la femme qui pour elle était « encyclopédique et complète »⁸⁵³.

Cette femme n'était pas seulement une éducatrice mais elle incarnait une des féministes les plus fameuses de son époque⁸⁵⁴.

L'activité professionnelle

A Cuba, dans les années 50, il n'y avait pas de place pour les femmes dans le monde du travail. Par ailleurs, leurs possibilités d'occuper un emploi était d'autant plus réduites que Cuba connaissait un taux de chômage élevé et que les rares places libres étaient occupées par la population masculine. A partir de 1959, la situation changea, en effet, la révolution eut un besoin accru de main d'œuvre. Près de la moitié de la population cubaine fut sollicitée. Grâce à la campagne d'alphabétisation, 70% des femmes savaient lire et écrire. Ce qui leur permettait de trouver sans mal un emploi, mais beaucoup d'entre elles hésitèrent. Tout simplement parce qu'elle souhaitait avoir la paix dans leur ménage ou bien en raison des difficultés de la vie quotidienne et des restrictions économiques que connaissait Cuba.

A partir de 1962, les travailleurs étaient sous pression : ils enchaînaient les heures supplémentaires, bien souvent non payées, ainsi que des corvées volontaires. Ce qui les rendit moins disponibles pour leur famille⁸⁵⁵.

Au départ, ce fut très difficile pour les femmes de s'insérer dans le monde du travail, mais la FMC joua un rôle très important dans cette politique d'émancipation.

Beaucoup de salariées avaient du mal à s'intégrer, c'est alors que fut créé un Front Féminin, intégré à la section syndicale de l'entreprise, il était chargé des problèmes spécifiques féminins, susceptibles de survenir au cours de la journée de travail⁸⁵⁶.

En 1968, la FMC prit l'engagement auprès de Fidel Castro, d'incorporer chaque année 100 000 femmes à la production et d'atteindre le million de salariées stables en 1975. L'âge minimum requis pour occuper un emploi était de 17 ans. Beaucoup de jeunes filles se présentèrent, qualifiées ou non. Mais leur inexpérience n'avait pas vraiment grande

⁸⁵³ Matilde Salas Servando « María Luisa Dolz : una educadora habanera », Alma Mater, La Havane, Le 25/01/2008

⁸⁵⁴ « Sobre reuniones de mujeres, un poco de historia », Mujeres n°184, La Havane, Le 21/05/2004

⁸⁵⁵ Tania Caram León « Mujer y poder en Cuba », Revue Tiempo de Cuba, La Havane, 2002

⁸⁵⁶ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba, des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'Harmattan, Paris, 2006, P.122 (265 pages)

importance. En effet, si elles le souhaitaient, le gouvernement pouvait les aider à évoluer, tout en améliorant leur niveau éducatif, par le biais de cours de perfectionnement. Leur rémunération était donc calculée selon leur qualification et non plus comme dans le passé en fonction de leur sexe⁸⁵⁷.

Dès le mois de janvier 1960, le gouvernement cubain mit en place un système de Sécurité Sociale, qui fut obligatoire pour tous les travailleurs. Ensuite, il instaura un Code du Travail destiné à veiller aux intérêts des travailleurs, quels qu'ils soient. Ceux-ci obtinrent le droit à la retraite dès la fin de leur carrière, à condition de justifier de 25 ans d'activité ou d'avoir 55 ans pour les femmes. De plus, sous contrôle d'un médecin du travail, ils purent prendre une retraite anticipée en cas de maladie ou d'incapacité. Malgré tout les femmes qui ne se sentaient pas encore retraitées pouvaient continuer leurs activités bénévolement sans avoir les mêmes responsabilités⁸⁵⁸.

En 1965, le gouvernement et le Ministère du Travail instaurèrent les résolutions 47 et 48 pour lutter contre le taux de chômage élevé. La première avait pour but de définir les types de postes qu'étaient susceptibles d'occuper les femmes, on en recensait 437. La seconde englobaient les 498 emplois dits dangereux pour la femme et sa constitution physique.⁸⁵⁹

Ces lois étaient destinées à protéger la nature de la femme en tant que travailleuse et que mère. Beaucoup de femmes approuvèrent ces résolutions mais bien vite, la FMC les trouvait discriminatoires. En effet, les femmes avaient beaucoup plus de capacités qu'ils ne le croyaient !

Sans le vouloir, le gouvernement freina la participation sociale et économique des femmes et la revalorisation de leur rôle dans la société. Le scandale fut si important autour de ces résolutions que la première fut annulée par le Ministère du Travail, quant à la seconde elle fut maintenue jusqu'en 1976. Ce n'est qu'au cours du troisième Congrès de la FMC que les femmes démontrèrent leur mécontentement. Pour elles, il s'agissait d'un frein à leur évolution professionnelle.⁸⁶⁰ Cette résolution fut remplacée par une autre tout aussi discriminatoire, la résolution 511.

⁸⁵⁷ Tania Caram León « Mujer y poder en Cuba », Revue Tiempo de Cuba, La Havane, 2002

⁸⁵⁸ Silvia Martínez Puentes « Cuba más allá de los sueños », Editions José Martí, La Havane, 2003

⁸⁵⁹ Isabel Holgado Fernández « ¡No es fácil !Mujeres cubanas y la crisis revolucionaria », Icaria Editorial, Barcelone, 2000, P.90 (352 pages)

⁸⁶⁰ Acela Caner Román « Mujeres cubanas y el largo camino hacia la libertad... », Article, Revista Socialista, La Havane, 2004

Dans le secteur rural, la condition féminine fut valorisée par la réforme agraire dès 1959. L'ANAP fit beaucoup d'efforts pour incorporer la femme aux travaux des champs. Dans les années 60, son incorporation se fit tout naturellement grâce à l'augmentation de la production sucrière qui demandait beaucoup plus de main d'oeuvre⁸⁶¹.

Les emplois de l'Etat à titre permanent augmentaient eux aussi: 53% de femmes travaillaient dans l'industrie du travail, 41% dans l'industrie laitière, 18% dans l'industrie alimentaire et 7% dans l'industrie sucrière. L'ANAP commença donc par incorporer les femmes, les filles, les sœurs des petits agriculteurs, à des brigades de travail volontaire chargées de garantir dans leurs propres zones l'accomplissement des programmes de production, plus particulièrement ceux de la canne à sucre⁸⁶².

La main d'œuvre manquait alors l'ANAP décida de faire appel à la FMC pour tenter de mobiliser un très grand nombre de fédérées. On créa des brigades de travail volontaire qui réunissaient des femmes provenant des zones rurales mais aussi des villes. Ces dernières aidaient à la récolte de la pomme de terre ou de la malanga pendant que d'autres participaient à des activités artisanales.

Ces femmes ne travaillaient pas pour rien : les plus assidues qui effectuaient 240 heures de travail pendant 6 mois recevaient le « Certificat de la travailleuse communiste la plus exemplaire » et les autres qui effectuaient entre 80 et 160 heures obtenaient « le Diplôme de la travailleuse la plus exemplaire ». Ces diplômes permettaient de valoriser le travail de ces femmes qui se tuaient à la tâche sous un soleil de plomb. Il fallut attendre les années 70 pour que leur travail soit enfin rétribué⁸⁶³.

Les paysans se regroupèrent alors en petites coopératives de production, ils vivaient tous ensemble dans de bonnes conditions : en effet, le logement, l'eau, l'électricité et les sanitaires étaient garantis par l'Etat. De plus, la FMC fomenta la création d'écoles, de boutiques et de garderies pour les enfants. Ce nouveau mode de vie permit aux familles de vivre en harmonie tout en veillant à ce que l'incorporation de la femme à son activité professionnelle se fasse dans les meilleures conditions possibles⁸⁶⁴.

Comme nous l'avons vu dans un précédent paragraphe, la femme cubaine a donc fait son entrée sur le marché du travail en partie grâce à l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir.

⁸⁶¹ Gaston Leduc « La réforme agraire à Cuba. Ses conditions de réussite », Revue économique, Vol.15 n°4, 1964

⁸⁶² Juan y Verena Martínez Alier « Cuba, economía y sociedad », Ediciones Ruedo Ibérico, Paris, 1972

⁸⁶³ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba, des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'Harmattan, Paris, 2006, P.126 (265 pages)

⁸⁶⁴ Efrén Córdova « Clase trabajadora y movimiento sindical en Cuba (1959-1996) », Vol.II, Editions Universal, Miami, 1998

Selon lui, la femme tient une place primordiale dans la société, c'est pourquoi, il a décidé de l'aider ainsi. Ce choix n'étant pas totalement faux ne tendrait-il pas vers une quelconque stratégie ?

Le service militaire

Il fut instauré en 1984 et dure deux ans. Il est facultatif et les femmes qui osent s'y aventurer doivent remplir certaines conditions comme avoir entre 17 et 25 ans, ne pas avoir d'enfants ni être enceinte, avoir un niveau équivalent à celui du collège, réussir les tests de sélection et enfin accepter d'être affectée dans n'importe quelle unité de l'armée.

Après huit mois de service et si elles ont obtenues une promotion, plusieurs options s'offrent à elles :

- Elles peuvent suivre un cours de perfectionnement et obtenir un poste dans l'armée régulière.
- Continuer leurs études supérieures et recevoir chaque mois une somme d'argent qui pourra varier en fonction de leur grade universitaire. Le Ministère des Forces Armées Révolutionnaires est à l'initiative de cette possibilité par le biais de l'ordre 18/84.
- Suivre des cours à l'Ecole Nationale de Sergents Instructeurs ou opter pour une carrière militaire dans les centres d'enseignement militaire⁸⁶⁵.

Le Premier Régiment d'Artillerie Féminin des FAR fut créé le 8 mars 1984⁸⁶⁶. Son but était de dispenser aux volontaires femmes un entraînement de combat et une formation politique. Suite à cela, les femmes furent nombreuses à vouloir y entrer par conséquent on créa un deuxième escadron.

Dans les années 80, on comptait 46 000 femmes dans les MTT, aujourd'hui, leur nombre a augmenté puisqu'elles représentent presque la moitié des effectifs⁸⁶⁷. Etant donné que la FMC a participé activement à la formation de ces milices, destinées à la défense du territoire, elles sont par conséquent composées de 48% de femmes membres de la fédération, qu'elles soient ménagères, travailleuses, paysannes ou étudiantes, leur rôle est primordial. La FMC a ainsi été chargée de la mise en place des zones de défense et d'un plan de travail des délégations en temps de guerre. Les fédérées ont alors tissé des filets de camouflage, planté arbres et arbustes, contribué à améliorer les conditions de vie des soldats, aidé à construire des fortifications et des refuges, laissant aux FAR plus de disponibilités pour leur préparation

⁸⁶⁵ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba, des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'harmattan, Paris, 2006, P.189 (237 pages)

⁸⁶⁶ PL « Contrastes y transparencias de la mujer », Revue Mujeres n°428, La Havane, Cuba, Le 12 mars 2009

⁸⁶⁷ Dans les MTT, on compte actuellement un million de cubains

militaire. Même si ces femmes ne font pas partie intégrante de l'Armée, elles viennent en aide aux soldats en leur permettant ainsi d'avoir plus de temps pour se préparer. Mais cela tout le monde l'ignore !

Le statut de la femme cubaine est assez particulier, surtout en ce qui concerne son activité professionnelle. En 2007, Cuba comptait 46% de femmes actives, et seulement 2,2% de chômeuses⁸⁶⁸. Ces chiffres ont énormément évolué depuis les années 50 où elles ne représentaient seulement que 10% de la population cubaine.

Répartition de l'activité professionnelle de la femme à Cuba

Activité Professionnelle	Femmes (en %)
<i>Education</i>	72
<i>Techniciens et professionnels</i>	65,2
<i>Sciences et technologie</i>	48,9
<i>Santé</i>	70
<i>Médecins généralistes</i>	63,8
<i>Chercheurs</i>	51,6
<i>Travail social</i>	74,4
<i>A leur compte</i>	25,4

D'après ce tableau, nous pouvons constater que les femmes sont fortement présentes dans le secteur du travail social, de la santé, et de l'éducation. D'autres secteurs sont aussi convoités comme la catégorie de techniciens et professionnels ou la médecine. Mais la majorité des domaines voient entrer un nombre plus important de femmes chaque année⁸⁶⁹.

A Cuba, l'augmentation progressive du nombre de femmes à des postes de direction n'a cessé d'évoluer à tous les niveaux, ce qui démontre sa bonne insertion dans la vie politique du pays et dans le processus de prises de décisions. Au début du 21^e siècle, le

⁸⁶⁸ Statistiques de la CEPAL, (Comisión Económica para América Latina : Commission Economique pour l'Amérique Latine), « Estadísticas sociales », CEPAL, 2005

⁸⁶⁹ Statistiques de la FMC, 2007

changement a été radical, les chiffres sont passés de 31,1% de dirigeants en 1999 à 34,8% en 2002. Ce qui représente un pas en avant dans toute l'histoire du pays⁸⁷⁰.

Sa présence en politique est indéniable, au parlement, par exemple, il y avait 23% de femmes en 1998, et en 2007, le taux a progressé puisqu'il est passé à 35,96%⁸⁷¹. La politique tracée par le gouvernement cubain et la FMC a donc porté ses fruits. On compte sept ministres femmes et 33 vice-ministres (21,5%). Certains chiffres parlent d'eux même puisque 71,4% des présidents de tribunaux, 60,3% des juges provinciaux et 47% des juges suprêmes du pays sont des femmes. De plus, certains postes de direction autrefois, réservés aux hommes s'ouvrent petit à petit. Par exemple, des 199 centres de recherches scientifiques existants sur l'île, 48 sont dirigées par des femmes.

La femme cubaine depuis la révolution a changé, elle a bien évolué et surtout a pris beaucoup d'assurance. Elle s'investit énormément afin de relever au mieux, le niveau de son image. C'est un combat qu'elle mène, dans la Fédération des Femmes Cubaines⁸⁷². Créée dans les années soixante par **Vilma Espín** une leader de la révolution castriste, elle milite pour la pleine égalité de la femme, entre autres choses. A Cuba le féminisme est réellement présent. Si nous voulons vraiment le savoir, il est indispensable d'en connaître la véritable définition : « *Le féminisme est une doctrine, une attitude favorable à la défense des intérêts propres aux femmes et à l'extension de leurs droits* »⁸⁷³. Après avoir brièvement expliqué ce terme, on se rend compte que c'est exactement le but que cherche à atteindre la FMC. Cette fédération représente pour la femme actuelle un grand pas en avant, elle la soutient dans les épreuves de tous les jours.

Depuis sa création dans les années soixante, elle a fait d'énormes progrès : elle a incité certaines femmes à travailler dans des domaines normalement « réservés » aux hommes. Lorsqu'elle a créé le Service Militaire Volontaire Féminin et a instauré les Milices des troupes Territoriales, c'était dans le seul but de voir un jour participer les femmes à la guerre.⁸⁷⁴

Certaines figures des grandes révolutions ont réussi à le démontrer, c'est le cas de Ana Betancourt, Mariana Grajales, ... D'ailleurs, au sujet de Mariana Grajales, une phrase a été dite par une journaliste faisant d'elle une femme courageuse et dévouée :

⁸⁷⁰ Rapport de la CEDAW, Article n°33

⁸⁷¹ Statistiques de la FMC, 2007

⁸⁷² « Qué es la FMC ? » Revue de la fédération, bibliothèque de la FMC, La Havane, Cuba (Cf.P.27)

⁸⁷³ Gisèle Halimi « Féminisme », dictionnaire Hachette, édition 2003

⁸⁷⁴ « Choisir/ la cause des femmes, fini le féminisme ? », Gallimard, Paris, 1983

« On a pu dire avec tant de justice que Mariana incarne la prototype par excellence de la mère et de la patriote exemplaire. Ce fut l'exemple féminin le plus important que Cuba ait connu. Elle a atteint une dimension telle, qu'on la rangea parmi les plus grands symboles de la femme s'intéressant à la cause indépendantiste du continent. »⁸⁷⁵

Par cette phrase, on se rend bien compte que Mariana Grajales était à la fois une mère et une femme révolutionnaire. Elle a tout donné pour sa patrie. Elle est un bon exemple pour les femmes d'aujourd'hui, celles qui craignent surtout que concilier une vie de famille et un travail est impossible.

Mariela Castro Espín, directrice du Centre National d'Education Sexuelle et fille de Raúl Castro et de Vilma Espín, interrogée sur le rôle de la femme dans la société cubaine affirme :

« Dès le début, la révolution cubaine a donné à tous les habitants du pays la possibilité de participer au développement national. La femme cubaine, tant exploitée au cours de l'histoire, tellement exclue, tellement écartée de la prise de décisions, y compris pour elle-même, a eu la chance historique de pouvoir participer activement au travail révolutionnaire. En participant pleinement aux luttes quotidiennes du pays et de la consolidation des institutions, processus et idées de la révolution, la femme a atteint sa véritable dimension et réussi à marquer de son empreinte l'œuvre de la révolution. »

Cela signifie que la femme a fait de gros efforts pour aider sa patrie, elle s'est beaucoup battue. Grâce à cela, elle a pu prouver sa force et son courage. Depuis, la société a de plus en plus confiance en elle. Même si c'est difficile, le combat est quotidien, mais les femmes sont fortes et de par leurs ancêtres, elles ont conservé une âme révolutionnaire.

A la fin du 19^e siècle, il était rare de voir une femme sortir de foyer, en effet, auparavant, bien avant la révolution, les femmes n'avaient pas le droit de sortir seules, c'était mal vu, elles devaient être accompagnées par un homme, comme par exemple leur frère ou leur père. La femme doit rester à la maison et s'occuper de son foyer, c'est son devoir et elle

⁸⁷⁵ Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de patriota », article n°20, La Havane,

ne peut rien faire d'autre. Certaines d'entre elles en ont eu assez, elles avaient des idées et voulaient les dévoiler, elles voulaient sortir de l'ombre et se battre, car l'homme est l'égal de la femme : c'est ce qu'elles ont voulu démontrer !

Ces femmes sont des exemples et d'ailleurs, elles ont beaucoup amené aux femmes d'aujourd'hui. Elles représentent en quelques mots la prise de conscience de la vraie valeur de la femme, notamment, l'envie de se battre contre tous ces préjugés, d'aller jusqu'au bout afin d'obtenir ce qu'elles désirent.

Lors du quatrième anniversaire de la FMC, des propos de certaines femmes anonymes, ont été recueillis par la télévision cubaine. En effet, la FMC a formé des brigades qui prêtent leurs services de santé dans des pays aussi pauvres que Cuba, c'est le cas de Haïti, par exemple :

« Cette mission pour moi, femme cubaine, signifie un des exploits de la Révolution cubaine. Elle m'a permis de venir dans un pays dans le besoin, remplir une mission très importante car la santé d'un peuple est un pilier fondamental pour le développement de la société. »

« Ce travail constitue pour toute femme cubaine la consécration sur le plan professionnel et en tant que révolutionnaire. Faire partie des brigades de coopérants cubains à l'étranger, est un nouveau front pour les femmes cubaines. »

« Nous pouvons ainsi démontrer au monde le rôle que peuvent jouer les femmes dans tous les domaines aussi bien dans la production que dans la défense du pays. Nous pouvons démontrer au monde que le gouvernement révolutionnaire a réellement donné toutes les libertés à la femme, il lui a donné la place qui lui revient dans la société. »⁸⁷⁶

Les propos de ces femmes traduisent leur fierté de représenter leur pays de cette façon. Pour elles, c'est une manière d'aider les autres, en essayant d'éviter de reproduire ce qui s'est passé à Cuba. Elles pensent qu'en démontrant leur dévouement auprès de gens démunis pourra les aider à gagner la confiance des cubains.

⁸⁷⁶ Elba Rais, Hebdomadaire « Granma », La Havane, 1999

Cette fédération subsiste encore aujourd'hui et semble avoir un énorme succès et surtout un énorme impact sur les femmes de toutes les classes sociales : les travailleuses, les étudiantes, les retraitées, les femmes au foyer,...

Si on en croit les statistiques, les femmes adhèrent de plus en plus à cette fédération. Elle est divisée en plusieurs niveaux : national, provincial et municipal. Il y a par conséquent, de nombreuses délégations sur l'île. *On dit même que 81% de la population féminine, rurale et citadine, y participe*⁸⁷⁷. Même si on se fie aux témoignages actuels, on aurait tendance à en croire le contraire. Effectivement au cours de mon séjour à Cuba, j'ai rencontré une majorité de femmes au foyer, elles ne voyaient pas l'intérêt d'y adhérer car pour elles, la vie est ainsi faite, c'est seulement une question de mentalité. Ce qui n'est pas faux, mais cette mentalité peut changer, c'est ce que les membres de la FMC ont constaté et ce qu'elles essaient de prouver à leur public féminin.

Une femme n'est pas simplement présente à la maison pour s'occuper de la lessive, de la cuisine, des enfants,...elle a aussi le droit de participer à la vie active ainsi qu'au développement de la société. Certaines restent à la maison à contrecœur, c'est souvent le cas des femmes au foyer, mais pour elles, l'homme domine et il faut l'écouter, même si cela leur déplaît. Les femmes actives sont différentes, elles savent ce qu'elles veulent, elles sont plus indépendantes. D'autres femmes vivent seules avec ou sans enfants et, se rendent compte que sans le soutien de leur mari, la vie est plus difficile, alors, elles se battent pour vivre le mieux possible. D'autres craignent de ne pouvoir concilier le travail et les tâches domestiques, alors, elles ne se lancent pas dans l'aventure. Mais, la FMC est là pour cela, elle apprend aux femmes à mieux s'organiser.

Cette fédération représente un combat sans limite, elles donnent des congrès, afin d'exposer les problèmes à résoudre : la famille, la pleine égalité, le travail, le foyer,...de nombreuses questions se posent et entre elles, elles essaient d'y répondre. Elles se concertent, elles se rassemblent, elles voyagent à travers le monde afin de rencontrer d'autres personnes et de trouver des alternatives...c'est grâce à cela qu'elles réussissent à faire bouger leur environnement, et elles ont obtenu gain de cause : certaines femmes ont des postes très importants dans plusieurs domaines, d'autres travaillent dans des milieux à la base réservés aux hommes (comme la mécanique, la police, l'armée, la politique,...).

Selon elles, c'est un pas difficile à franchir, cela demande beaucoup de réflexion et surtout du courage, avant de s'y engager, car les hommes sont moqueurs, ils les méprisent.

⁸⁷⁷ « Qué es la FMC ? » Revue de la fédération, bibliothèque de la FMC, La Havane, Cuba

*Marisel Sampret Cremet*⁸⁷⁸ est une femme qui a vécu cette expérience, avec son statut de sergent, certains hommes ont refusé d'être sous ses ordres car elle était une femme. Il y en a même un qui est allé jusqu'à démissionner. Leur attitude est très négative à l'égard des femmes, c'est une attitude machiste. Ceux-ci se croient supérieurs à la femme, par conséquent, ils refusent de se soumettre à ses ordres. Comme le disent les femmes : « *c'est ancré dans leur mentalité, ils ne pourront jamais changer* ». Mais certains ont tout de même accepté ce changement.

Mariela Castro Espín pense que la femme doit s'occuper de son foyer, et occuper une place dans la société, elle dit :

*« Dans le Cuba d'aujourd'hui, la femme conserve un rôle très important dans la famille, mais elle le fait différemment, avec une autre vision de sa propre responsabilité, ce qui la rend plus forte, plus mûre, plus responsable. Cela bien sûr, sans oublier son rôle en tant qu'être social. Ce qu'il faut souligner, à l'occasion de cette journée mondiale de la population, c'est que la femme continue aux côtés de l'homme, dans la société cubaine »*⁸⁷⁹.

La femme serait d'après Mariela Castro Espín, un élément clé au sein du foyer, mais elle tient un rôle important dans la société. Elle ajoute aussi :

*« Aujourd'hui, au milieu des difficultés économiques, la famille tend à réassumer son rôle traditionnel. Si au niveau de la société en général les acquis économiques et sociaux sont indubitables, au niveau familial, les mentalités concernant le rôle de l'homme et de la femme n'ont évolué que très lentement. La femme, selon les investigations, a assumé ses responsabilités plus rapidement et l'homme a suivi ses mouvements. »*⁸⁸⁰

On peut ressentir en eux, un sentiment de jalousie par rapport à la femme, ils craignent que celles-ci, prennent leurs places dans les différents postes qu'ils occupent. Ils savent qu'elles ont un bon potentiel et qu'elles sont capables de s'en sortir, c'est le cas dans

⁸⁷⁸ « Mujeres en la mecánica, mujeres de verde olivo », revue Mujeres, biblioteca de la FMC, La Havane

⁸⁷⁹ Mariela Castro Espín « La femme au centre du développement », Granma, La Havane, 2002

⁸⁸⁰ Mariela Castro Espín « La femme au centre du développement », Granma, La Havane, 2002

différents domaines : elles étudient de plus en plus, elles font de longues carrières même si cela ne sert à rien, c'est toujours un bon début. Tout le monde ne peut pas faire le quart de ce qu'elles font, surtout dans ce pays, où la pauvreté règne et où avoir les moyens d'étudier n'est pas donné à tout le monde.

Les membres de la FMC ont des responsabilités : certaines sont déléguées, d'autres secrétaires, c'est pour elles l'opportunité de montrer de quoi elles sont capables. Elles sont dévouées et sont à l'écoute des gens.

Après avoir étudié le cas d'une femme autrefois domestique, Paula Marina Casañas⁸⁸¹, on se rend compte que sa façon de penser a changé depuis qu'elle occupe un poste de déléguée au sein de la FMC. Ce poste lui a permis de prendre certaines responsabilités et surtout d'assumer pleinement sa couleur de peau, ce qui était auparavant un handicap pour elle, car en effet, elle était considérée comme une minorité. Effectivement, avant 1959, elle était domestique, maintenant, elle a non seulement réalisé son rêve, car elle exerce le métier de professeur de couture mais, elle a aussi réussi à s'imposer, à écouter les autres et à leur venir en aide. Elle joue un rôle très important dans sa province. Elle est présidente du CDR, et les gens l'aiment. Elle a aussi appris à s'organiser, et ce grâce aux conseils et actions de la FMC : elle a une famille, un mari retraité et un fils de seize. Si toutes les femmes avaient autant de courage pour s'affirmer, la lutte pour la pleine égalité de la femme, aurait peut-être été déjà terminée.

La FMC ne milite pas que pour les femmes. Elle offre de nombreux services à sa population, et aux populations de pays étrangers, d'ailleurs⁸⁸². En effet, la FMC a contribué à de nombreux projets, dans n'importe quel domaine. Par exemple, en voulant élever le niveau scolaire des femmes, des enfants et des adolescents, ainsi que du reste de la population, elle a participé à la campagne d'alphabétisation de 1961. Ce qui pourrait les inciter et surtout leur faciliter à trouver une place dans le monde du travail, et pour les enfants de s'améliorer en classe.

Les femmes estiment que les jeunes ne sont pas assez informés sur l'éducation sexuelle, ils bénéficieront par conséquent, de cours, à l'école. Puis, en 1977, a vu le jour le groupe national de travail sur l'éducation sexuelle, les élèves ont des cours comme à l'école mais cette fois sous forme de débats.

Toujours au niveau de la santé, et en tant que bénévoles, après avoir participé aux programmes de santé de la communauté, elles ont voulu aider la médecine sur certains

⁸⁸¹ Iraida Rodríguez Pérez « La delegada escucha, gestiona y resuelve », Mujeres, La Havane,

⁸⁸² « Qué es la FMC ? » Revue de la fédération, bibliothèque de la FMC, La Havane, Cuba

points, en se déplaçant dans les villes comme à la campagne sous forme de petits groupes aussi appelés brigadistes sanitaires.

Ces quelques exemples montrent bien que la femme peut être présente à tous les niveaux, effectivement, elle se déplace aussi, à l'étranger, elle ne donne pas simplement des congrès en Afrique et en Asie, mais elle vient en aide à des pays défavorisés comme Haïti.

Lors de mon séjour à Cuba, j'ai rencontré une famille qui m'a beaucoup touché, et en discutant avec l'homme de la maison, je me suis rendue compte que sa façon de penser était la même que la majorité des cubains que j'ai pu rencontrer⁸⁸³ :

Enrique Maldonado Ruiz, est mécanicien, il a 33 ans, il vit avec sa femme et ses enfants, dans un appartement au centre de La Havane. Sa femme, Marlene, à 29 ans, ils sont mariés depuis déjà dix ans. Leurs enfants, Victor et Ava, sont âgés respectivement de huit et quatre ans. Ils sont scolarisés à l'école du coin de la rue.

La famille mène une vie difficile, en effet, Enrique souffre de douleurs aux reins. Il a passé plusieurs séjours à l'hôpital, mais sans succès...la douleur persiste et réapparaît. Il travaille au noir de temps en temps, quand il peut, car pour lui, la vie cubaine est un vrai labyrinthe : si on se perd, on a du mal à retrouver son chemin !

Il aime passer du temps avec ses amis en bas de l'immeuble, discuter et rigoler sur tous types de sujets.

Sa femme me disait qu'il n'était pas souvent à la maison, sauf depuis qu'il a du mal à marcher à cause de ses reins. Il ne va pas trop loin et reste dans le quartier. « *Los cubanos no entienden nuestra actitud, o más bien, no quieren entenderlo...* »⁸⁸⁴, m'a lancé Marlene. Pour elle, c'est simple de comprendre une femme, elle essaie d'évoluer à sa façon, dans le meilleur environnement possible. Elle aimerait que cesse la guerre des sexes et que tout reprenne normalement.

Elle ne se plaint pas de sa situation car elle est libre de faire ce qu'elle veut. Si elle le souhaite, elle peut travailler. Elle a déjà fait l'expérience, il s'agissait pour elle, d'un mauvais souvenir, mais les circonstances en disent long. Elle ne dormait pas, elle rentrait à des heures tardives, elle commençait tôt le matin. De plus, elle faisait plusieurs petits boulots : elle travaillait dans le quartier touristique de La Havane, près de la place de la cathédrale : elle vendait des souvenirs, elle coiffait les touristes en leur faisant des tresses, elle faisait des ménages,...ce n'était pas un travail fixe, et allier petits boulots et vie de famille, c'est vraiment impossible !

⁸⁸³ « Enquête de terrain réalisée en mars 2002 à la Havane, à Cuba »

⁸⁸⁴ « Les cubains ne veulent pas comprendre notre comportement, ou plutôt, ils ne veulent pas le comprendre... »

Alors, elle a décidé de s'en tenir à son rôle de mère et de femme au foyer, pour le moment, comme elle dit : « *Veremos más tarde...* »⁸⁸⁵.

Marlene assiste à des réunions de la FMC, pour elle, c'est indispensable. Même si elle ne le fait pas pour elle, elle le fait pour les autres femmes qui ne peuvent pas y aller. Pour elle c'est une question de solidarité. Là-bas, les gens sont compétents, ils peuvent vous trouver un petit boulot quand vous voulez, on m'avait déjà demandé de garder un enfant en passant par un organisme...j'y songerai plus tard, car, pour le moment, je m'occupe de mes enfants.

Enrique, penses-tu que l'homme cubain soit machiste ?

Je pense que tous les hommes sont machistes, et les femmes féministes. Après, il y a plusieurs degrés. Pour moi, ici, ce n'est pas du machisme, car on n'opprime pas la femme, elle n'est pas séquestrée...on cherche à lui donner ce qu'il y a de mieux pour elle. Depuis toujours, la femme est à la maison, pourquoi changer ? elle fait si bien son travail. Elle élève bien les enfants, elle cuisine, elle fait les courses, elle sort, elle est libre !

Et la cubaine est elle féministe ?

Il est normal que la cubaine soit féministe, à l'égard des hommes, elle pense à son avenir, ce qu'elle veut c'est sa liberté. Elle l'a déjà, mais, elle en demande encore, c'est une sorte de vengeance. Si j'avais été à leur place, j'aurais agi de la même façon, je suppose. Il faut défendre ses droits.

Et que penses-tu de la FMC ?

C'est une fédération féministe, si elle existe, c'est que le féminisme est bien présent, et donc, le machisme aussi...ce que recherchent les femmes c'est de montrer leur existence. Si elles pensent comme cela, il faudra qu'elles s'accrochent !

⁸⁸⁵ « Nous verrons plus tard... ! »

Il y a de plus en plus de femmes en activité, qu'en penses-tu ?

Tant mieux pour elles, si c'est ce qu'elles veulent. De toutes façons, elles savent ce que nous vivons au travail, c'est très dur ! certaines sont obligées de le faire, car elles n'ont plus de mari, et pour vivre, il faut travailler. D'autres ont des enfants et nourrir une famille, ce n'est pas évident, je comprends aussi...Elles doivent se contenter de ce qu'elles trouvent. De plus, il y a des domaines qu'une femme ne peut occuper, comme gendarme, militaire, faire de la politique,...

Pour quelles raisons ?

Ce sont des métiers trop dangereux, et les femmes ne s'en rendent pas compte. Dans la politique par exemple, elles ne se font pas assez entendre. Et pour moi, la femme doit conserver son image de mère, de quelqu'un de tendre, d'affectif. Moi, j'ai deux enfants. Je préfère que leur mère reste près d'eux, c'est plus prudent pour leur éducation.

Ta femme t'a déjà parlé d'aller travailler ?

A plusieurs reprises, par exemple, quand j'étais malade, elle a du travailler à ma place. Elle accumulait de nombreux petits boulots, elle se levait tôt le matin, elle revenait à midi, puis, elle repartait après manger, et le soir, elle recommençait. Elle gagnait bien, mais elle était très fatiguée. Elle n'avait pas l'habitude de faire autant d'efforts. C'est arrivé vite ce changement. Je crois qu'elle a été bouleversée. C'est dur ici, pour gagner quelques dollars, il faut trimer !

Cet homme est très gentil, mais malgré sa compréhension envers le statut de la femme, il pense comme la majorité des cubains. La place de la femme est à la maison. Pourquoi ? parce qu'elle incarne la douceur, la tendresse, et bien d'autres qualités. Il est vrai que les hommes ont rarement vu des femmes se battre à la guerre, mais, pourtant, il y en a de plus en plus. Les femmes sont aussi fortes que les hommes. Comme le précisait Mariela Castro Espín, l'homme est bien en retard par rapport à la femme, il n'évolue pas assez vite.

Une étude réalisée par les experts du centre de recherche de la FMC que les femmes ont réussi à bien s'intégrer dans le monde du travail, depuis quelques années. Et

cette intégration est due en partie, à la FMC. Si l'on compare ces chiffres avec ceux de la période d'avant la révolution, nous verrons que les femmes sont aujourd'hui, plus présentes et ce, dans diverses activités.

Elles constituaient en 1953, 19,2% de la main d'œuvre. A l'époque, elles s'occupaient de leurs enfants, en ayant le statut de femme au foyer. Certaines femmes, à la campagne travaillaient au champ, pendant que d'autres, accomplissaient des tâches domestiques à droite et à gauche. Et maintenant, elles représentent 43,6% d'employés publics. En effet, pendant la période spéciale, le nombre de femmes employées a énormément augmenté dans le secteur technique et scientifique, il s'élève à 45%. De plus, plus de 70% d'employés de banques sont des femmes. Plus de 50% de la main d'œuvre féminine se trouve au ministère de la santé publique, beaucoup ont des rôles importants et occupent de hauts postes dans des polycliniques ou dans des hôpitaux.

Le nombre de femmes engagées dans des activités techniques et professionnelles croît énormément, elles seraient plus habiles que les hommes dans ce domaine. Les chiffres le démontrent : 66,1% de professionnels et de techniciens intermédiaires sont des femmes.

Ces chiffres sont énormes et prouvent qu'avec du soutien le statut de la femme s'améliore. Ceci leur donne plus confiance en elles, cette aide est indispensable, en effet, elles savent à présent qu'elles peuvent compter sur quelqu'un quand elles ont des soucis. Ces chiffres ne sont pas encore très élevés mais pour elle c'est un bon début, ils sont toutefois très encourageants, même si vus de l'extérieur, ils ne sont pas aussi significatifs pour nous que pour ces femmes...

3.2.2.La famille à Cuba

La famille cubaine n'a jamais été très unie. Et pourtant dans la Constitution du pays c'est un point essentiel. L'article 35 confirme bien que l'Etat protège la famille. *Il reconnaît que la famille est la cellule fondamentale de la société et lui attribue des responsabilités et des fonctions essentielles dans l'éducation et la formation des nouvelles générations*⁸⁸⁶.

Grâce aux services de garderie et aux avantages de maternité qui leur ont été concédés, de nombreuses femmes sont entrées sur le marché du travail. Adopté en 1974, le Code de la famille, qui stipule les responsabilités des personnes mariées, confère aux hommes et aux femmes des droits et des devoirs égaux en ce qui concerne les travaux domestiques et l'éducation des enfants. Des stéréotypes sexistes subsistent toutefois au sein des familles, au

⁸⁸⁶ Article 35 de la Constitution, Chapitre IV, Famille

travail et dans le milieu politique. Certains hommes ont du mal à accepter que les femmes veuillent travailler et ressentent même cela comme un abandon du foyer⁸⁸⁷.

Concernant le taux de mariage, on remarque qu'il stagne ces derniers temps. En effet, les jeunes préfèrent se mettre en couple et vivre en concubinage. De plus, certaines personnes se marient trop jeunes et cela favoriserait le divorce. Ceux-ci ne sont pas prêts à vivre ensemble, ils sont encore immatures. Selon les statistiques le taux de mariage est le plus élevé chez les jeunes de 15-19 ans puis vient ensuite la catégorie des 20-24 ans. Se marier est un acte qu'il ne faut pas prendre à la légère ! si le taux de divorce est aussi élevé à Cuba, c'est aussi parce qu'il existe une pénurie de logements, en effet, l'encombrement dans les logements ne favorise guère l'harmonie⁸⁸⁸. De plus, de nombreux couples sont obligés d'emménager chez les parents de la mariée après leur mariage.

On a peu construit à Cuba depuis les années 60, et il n'est pas rare de voir trois générations de famille vivre sous le même toit. A la campagne, il existe encore des gens qui vivent dans les *bohíos*, huttes traditionnelles dont les murs et les toits sont respectivement faits de bois et de feuilles de palmier. Matériaux déjà utilisés à l'époque par les premiers habitants de l'île⁸⁸⁹.

On remarque que l'influence décroissante de l'Église catholique et le rôle changeant de la femme sont également des facteurs de bouleversement dans les familles. A Cuba, une forte majorité de la population se dit être non croyant, certains autres pratiquent la Santería, un culte d'origine africaine instauré par les esclaves de l'époque⁸⁹⁰.

A Cuba le secteur de la Santé est l'un des plus importants pour le gouvernement. En effet, de nombreuses lois ont été instaurées pour veiller à ce que toutes les catégories d'individus puissent profiter de tous ces avantages. Notamment les soins et les médicaments gratuits pour l'ensemble de la population. La Sécurité Sociale prend en charge toute la population et protège plus particulièrement certaines personnes comme les femmes enceintes, les retraités, les malades et invalides,... mais elle soutient aussi très bien les gens les plus démunis. La loi de la maternité a été complétée en 1979, pour revaloriser l'état des femmes enceintes. Si à Cuba, les personnes du troisième âge sont plus nombreuses et vivent plus longtemps, cela signifie que l'Etat leur accorde une extrême vigilance⁸⁹¹.

⁸⁸⁷ Anett Ríos Jáuregui « Mujeres bajo presión », Granma Digital, La Havane, 24 octobre 2004

⁸⁸⁸ Sara Más « Cuba : familia en tiempo de cambio », Revue CIMAC, La Havane, 27 septembre 2005

⁸⁸⁹ Christian Nadeau « Etude socio-économique et politique de Cuba (1989-2005), Observatoire des Amériques, Montréal, 2005

⁸⁹⁰ C. Romero Bateman « La Santería en Cuba », Fapa Ediciones, Barcelone, 1998

⁸⁹¹ Loïc Abrassart « La Révolution trahie », Editions Milan, Toulouse, 2006

Nous pouvons remarquer que la situation de la femme active s'est améliorée depuis que le gouvernement cubain a promulgué de nouvelles lois, décrets et résolutions visant à garantir son égalité. C'est le cas de la Loi de la Maternité qui protège la femme qui travaille et ses enfants, de même que la loi portant sur la Sécurité Sociale et le Code de la Famille qui déclare l'égalité des conjoints en ce qui concerne leurs responsabilités envers les enfants, la famille et le foyer. La constitution de 1976⁸⁹², quant à elle proclame que tous les citoyens cubains, quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe ou leur origine nationale, sont égaux en tous points, jouissent des mêmes droits et sont tenus aux mêmes devoirs. L'égalité salariale est pratiquée sans distinction entre les hommes et les femmes, à condition, qu'ils exercent les mêmes fonctions⁸⁹³. Tous les travailleurs ont droit à un mois de congés payés⁸⁹⁴ (s'ils effectuent 11 mois de travail consécutifs par an) et la retraite est fixée à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes⁸⁹⁵.

Une nouvelle forme d'embauche (adoptée dans le cadre du Système de Direction et de Planification) a été conçue en 1980 à partir de contrats directs provenant d'entreprises locales. Par ailleurs, la résolution 511, régleme les procédures déterminant les postes à accorder de préférence aux femmes en cas d'embauche directe. Quant à la résolution 512, elle stipule que 1% des postes désignés d'office par l'organe municipal de travail sera accordés aux personnes considérées comme des cas sociaux, en raison des difficultés économiques qu'elles traversent.

La loi n° 49 du Code du travail, loi n°24 sur la sécurité sociale et la loi n°13 sur la sécurité et la santé au travail établissent sur la base du principe d'égalité des droits et l'importance du devoir de mère, que les femmes ne doivent pas occuper de travail qui puisse être dangereux. En raison de leurs différences physiques et psychologiques. Dans le même sens, cette législation oblige l'administration à créer et à entretenir des conditions de travail appropriées et les installations nécessaires pour la participation des femmes sur le marché du travail. Une femme enceinte ou une femme ayant un enfant âgé de moins de un an a le droit de refuser d'effectuer des heures supplémentaires et les doubles postes ou de travailler en dehors de son lieu de travail habituel.

⁸⁹² Cette constitution a été adoptée le 24 février 1976, et elle contient les amendements approuvés par l'Assemblée nationale du pouvoir populaire

⁸⁹³ Article 43 de la Constitution, Chapitre VI, Egalité

⁸⁹⁴ Article 46 de la Constitution, Chapitre VII, Principaux droits, devoirs et garanties

⁸⁹⁵ Article 68 de la Loi sur la Sécurité Sociale

L'organisation du travail est revue et les salaires établis afin d'utiliser et de combiner de façon plus rationnelle, les effectifs, l'augmentation de la productivité et les besoins réels de l'économie. Il existe maintenant un quota plus ou moins favorable de postes essentiellement féminins. Ce qui rassure et encourage à la fois les femmes et le gouvernement cubain⁸⁹⁶.

La Constitution de Cuba a été adoptée le 24 février 1976 et elle proclame l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens cubains quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe, ou leurs origines. La femme y jouit des mêmes droits que ceux des hommes dans les domaines économiques, politique, social, familial et juridique : l'Etat lui garantit l'exercice de ses droits, son incorporation au travail social en particulier, tout en veillant à ce que lui soient offerts des travaux compatibles avec sa condition physique. Il lui accorde des congés maternité payés, crée de multiples institutions tels que crèches, jardin d'enfants, internats et met en œuvre tout pour lui offrir l'égalité tant recherchée⁸⁹⁷.

Certains articles insistent sur la protection des individus ayant du mal à se prendre en charge, c'est le cas des handicapés mentaux, des malades, des enfants et des jeunes adultes⁸⁹⁸. Elle garantit aussi que chaque cubain doit avoir un logement décent⁸⁹⁹.

Tous les cubains âgés de plus de 16 ans, hommes et femmes, ont le droit de vote, sauf les handicapés mentaux, lorsqu'une déclaration fait état de leur maladie ainsi que les personnes juridiquement privées de leur droit pour avoir commis des délits⁹⁰⁰.

Tous les cubains, hommes et femmes, qui jouissent pleinement de leurs droits politiques ont le droit d'être élus. Le candidat au poste de député à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire doit être âgé de plus de 18 ans⁹⁰¹.

L'éducation est un droit dont tous les citoyens peuvent disposer, car l'enseignement ainsi que le matériel scolaire sont gratuits. Il existe aussi de nombreux systèmes de bourses, de semi-internats et d'internats qui permettent aux enfants dont la situation économique est difficile de suivre des études. Il en est de même pour les adultes : ils jouissent des mêmes droits et des mêmes conditions de gratuité. Ils ont ainsi accès à l'enseignement technique et professionnel et sont autorisés à suivre des cours de qualification dans des entreprises et des organismes d'Etat et des cours d'éducation supérieure pour les travailleurs⁹⁰².

⁸⁹⁶ Dominique Gay –Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, Paris, 2006

⁸⁹⁷ Article 44 de la Constitution, Chapitre VI : Egalité

⁸⁹⁸ Article 9, paragraphe b, Chapitre I : Fondements politiques, sociaux et économiques de l'Etat

⁸⁹⁹ Article 9, paragraphe c, Chapitre I : Fondements politiques, sociaux et économiques de l'Etat

⁹⁰⁰ Article 132, Chapitre XIV : Système électoral

⁹⁰¹ Article 133, Chapitre XIV : Système électoral

⁹⁰² Article 39, Chapitre V : Education et culture

L'Etat reconnaît, respecte et garantit la liberté religieuse. Les différentes croyances et religions jouissent de la même considération⁹⁰³.

Dès 1969, un projet de code de la famille est mis en place, il est élaboré pour régler juridiquement les institutions de la famille : le mariage, le divorce, les rapports parents-enfants, l'obligation alimentaire, l'adoption et la tutelle. Il est soumis à travers les Comités de Défense de la Révolution, la Centrale des Travailleurs de Cuba, l'Association Nationale des Petits Agriculteurs, la Fédération des Etudiants Universitaires, la Fédération des Elèves de l'Enseignement Secondaire, divers organismes d'état et des organisations sociales à la discussion de tout le peuple. Il est ensuite approuvé à 98%. Ensuite, le Secrétariat du parti procède à l'examen des milliers d'observations proposées par la population, concernant une bonne partie des articles du projet. Les observations les plus intéressantes seront incorporées au texte initial. Enfin, le projet de loi est entériné par le Conseil des Ministres. Celui-ci paraît ensuite au Journal Officiel le 15 février 1975. Il est ratifié par le Président de la République Osvaldo Dórticos Torrado⁹⁰⁴. Il ne sera mis en place définitivement que le 8 mars 1975, en hommage à la journée de la femme.

Le mariage et les unions consensuelles

Le mariage et sa dissolution sont règlementés à certaines conditions:

*La loi règlemente la légalisation, la reconnaissance et la dissolution du mariage, ainsi que les droits et les obligations qui en découlent*⁹⁰⁵.

Avant 1959, peu de mariages étaient célébrés à Cuba. La plupart du temps, les gens vivaient en concubinage, ils pouvaient passer devant un notaire afin de légaliser leur union, mais ce n'était pas obligatoire.

Dans les années 80, on assistait à la stabilité du taux de nuptialité puis dans les années 90, à une explosion de celui-ci. Cela serait en partie dû au facteur démographique, en effet, il y eut une croissance importante de la population nationale dans les années 70 et ces enfants se sont retrouvés plus nombreux à l'âge du mariage. Les taux ont énormément baissé depuis les années 90 et cela s'explique dans la baisse des mariages jeunes (les deux conjoints ayant

⁹⁰³ Article 8, Chapitre I : Fondements politiques, sociaux et économiques de l'Etat

⁹⁰⁴ Cette loi porte le numéro 1289

⁹⁰⁵ Article 36, Chapitre IV : Famille

moins de 30 ans) mais aussi par la chute du taux de nuptialité. On observe en revanche, une hausse des unions consensuelles, en effet, beaucoup de gens sont accompagnés au moment d'avoir des enfants. Ce type d'union touche une population bien particulière à savoir les jeunes de moins de 30 ans, originaire de la région orientale, parmi les femmes ce sont en général des mulâtres ou des métisses, ayant un niveau scolaire peu élevé et résidant dans des zones rurales et fondamentalement inactives. Cela s'expliquerait comme suit⁹⁰⁶ :

-Peu de moyens financiers

-Reproduction du schéma familial

-Influence des expériences matrimoniales antérieures

-Préférences personnelles, cela se traduit par un essai qui aboutira peut-être à un mariage

L'augmentation des unions consensuelles serait due au taux de divorces important, il serait un nouveau type d'union partout dans le monde. Le mariage reste pourtant un idéal pour des milliers de cubains mais ils optent quand même pour le concubinage. On remarque que de plus en plus de femmes dirigent les foyers selon le recensement de 2002, elles étaient 40,6% cette année et 65% d'entre elles sont seules⁹⁰⁷.

L'union consensuelle a été définie par le Code de la famille comme étant une union singulière et stable, qui se fait de commun accord entre des personnes de sexes différents et dont le lien n'a pas été légalement établi. A Cuba, ce type d'union existe depuis l'époque coloniale, la consensualité est une tradition mais de nos jours, si elle est d'actualité, c'est en partie dû à des soucis économiques.

Auparavant, les unions consensuelles étaient discriminées et les mariages étaient interdits entre les différentes races et les différentes classes sociales. L'église exigeait la formalisation du mariage religieux. Le mariage était destiné à ceux qui pouvaient se payer la cérémonie. La Constitution de 1940, essaya d'arranger les choses. L'objectif était de protéger la femme ou la concubine ainsi que ses enfants afin qu'ils vivent mieux l'abandon de leur père.

En 1975, dans la promulgation du nouveau Code de la Famille, l'article 65 stipulait que tous les enfants étaient égaux quel que soient leurs droits civils.

Dans les années 80, il existait plus de femmes de moins de 20 ans et d'hommes de moins de 25 ans unis, mais le taux était plus élevé dans les zones rurales, malgré tout on remarquait une augmentation du processus dans les zones urbaines chez l'homme de 14 à 18 ans et chez la

⁹⁰⁶ Yohanka Valdés Jiménez « El divorcio en Cuba. Características generales y efectos para la familia », dans « Familia y diversidad en América Latina », CLACSO, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.220

⁹⁰⁷ Recensement de la population 2002, ONE, Cuba

femme de 14 à 17 ans. Selon les statistiques, 27,4% d'hommes et 28,7% de femmes métisses étaient unies contre 17,4% d'hommes et 18,4% de femmes blanches⁹⁰⁸.

Dans les pays qui connurent l'esclavage et la colonisation, ce type d'union est beaucoup plus présent. 59,9% des femmes qui ont un niveau universitaire sont mariées et 64,8% des femmes sans aucun niveau scolaire vivent en concubinage.

L'union consensuelle s'est installée comme un fait économique et culturel. Elle fonctionne comme un moyen pour ceux qui ont des difficultés économiques et une absence de logement indépendant. Ce sont des unions traditionnelles et typiques des zones rurales, qui regroupent les classes basses et auxquelles on attribue peu de stabilité. Ce type d'union concerne de nos jours, les classes urbaines et proches de la classe intellectuelle ayant un style de vie beaucoup plus libre, éloigné des principes de l'église. Cette manière de vivre est plus dans le vent mais c'est une manière profondément culturelle.

A partir de 1959, les choses changèrent et le gouvernement décida d'adopter des mesures plus conventionnelles, c'est pourquoi, il fut à l'initiative d'une campagne appelée « Opération famille »⁹⁰⁹, elle fut alors menée au cours des années 60-63 et la légalisation des unions consensuelles fut facilitée, si bien qu'en 1970, le taux des mariages atteignait 13,5‰. Cependant, ce taux ne persista pas longtemps puisqu'à la fin des années 70, il redescendit à 6,5‰ et remonta à 15,1‰ en 1991. Il chuta en 1995 (6,4‰) et depuis 1996, il se stabilise (5,9‰), il est néanmoins redescendu à 4,5‰ en 2004 et il est remonté à 5,1‰ en 2007. On se rend bien compte comme nous l'avons déjà dit que les taux de nuptialité sont plus faibles dans les zones rurales. En effet, il est de 7,6‰ dans la province de La Havane et seulement de 2,7‰ à Granma, 3,3‰ à Santiago de Cuba, 4,2‰ à Pinar del Río et 4,3‰ à Guantánamo. Le mariage est régi par la loi 1289 qui correspond au *Code de la famille*, l'article n°2 le décrit comme suit :

*El matrimonio es la unión voluntariamente concertada de un hombre y de una mujer con aptitud legal para ello, a fin de hacer vida en común*⁹¹⁰.

L'âge minimum requis pour le mariage est fixé à 18 ans (Article n°3), par contre, le mariage peut être autorisé aux mineurs de moins de 18 ans pour des raisons particulières justifiées. L'acte sera conclu si la jeune fille a plus de 14 ans et si le jeune homme a 16 ans révolus.

⁹⁰⁸ Mareelén Díaz Tenorio « Uniones consensuales en Cuba » Editions Ciencias Sociales, La Havane, 1994

⁹⁰⁹ « Operación familia », ONE, population, 2003

⁹¹⁰ Le mariage est l'union volontairement concertée d'un homme et d'une femme ayant des aptitudes légales, pour vivre ensemble.

Selon l'article 4 du Code de la famille, le mariage est interdit aux handicapés mentaux, aux personnes déjà mariées ainsi qu'aux jeunes filles de moins de 14 ans et aux jeunes hommes de moins de 16 ans.

Le régime économique du mariage est celui de la communauté de biens⁹¹¹. Il ne prend fin qu'à l'extinction du mariage⁹¹². Dès lors, l'homme et la femme ont le droit de se remarier⁹¹³.

Le mariage coûte 30 pesos, ce qui est peu, il a lieu au Palais des mariages⁹¹⁴. Ce sont les futurs mariés qui décident du jour et de l'heure de leur union. On leur remet par la suite, un reçu qui atteste qu'ils ont bien payé la somme demandée, puis une semaine avant que la cérémonie n'ait lieu, le couple se rendra chez le photographe attitré du palais des mariages où ils choisiront le style de photos qui sera pris au cours des noces. Des magasins conçus pour les jeunes mariés seront à leur disposition pour effectuer tous types d'achats concernant la cérémonie ou leur future installation. Les noces terminées, ils pourront passer la nuit dans un grand hôtel moyennant une somme dérisoire

La cérémonie aura lieu en présence des témoins des mariés, de leurs proches et du notaire. Ce dernier lira aux futurs époux le Code de la famille pour qu'ils prennent connaissance des devoirs qui les attendent, puis après leur avoir demandé s'ils ont toujours les mêmes intentions, on procède à leur union. Ensuite, une fête sera donnée en leur honneur⁹¹⁵.

Malgré tous les efforts fournis par le gouvernement pour protéger et éduquer la jeunesse, de nombreux jeunes adoptent de plus en plus une attitude contraire aux valeurs familiales inculquées. Cela se manifeste par une croissance surprenante des unions consensuelles auprès des jeunes de 20 à 25 ans. Mais cela ne se produit pas seulement chez les jeunes puisque les seniors en profitent à leur façon. En effet, au bout de trente ans de mariage, certains hommes décident de tout lâcher pour n'importe quelles raisons et commencent une nouvelle relation amoureuse avec une fille beaucoup plus jeune qu'eux⁹¹⁶. Evidemment, cette jeune fille n'exécutera aucune tâche ménagère, puisqu'elle dirigera son foyer. Mais comment cela peut arriver dans une société aussi ancré dans des traditions patriarcales ?

⁹¹¹ Code de la famille, Article 29

⁹¹² Code de la famille, Article 38

⁹¹³ Code de la famille, Article 6

⁹¹⁴ Palacio de matrimonios

⁹¹⁵ Dominique Gay –Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, Paris, 2006

⁹¹⁶ Mareelén Díaz Tenorio « Uniones consensuales en Cuba », Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1994

Le divorce

Le divorce correspond à la solution pour dissoudre l'union conjugale ou légalement le mariage. C'est un acte de plus en plus courant à Cuba, il est peu cher et on remarque qu'il est très répandu chez les jeunes individus. Il correspond à l'article 51 du Code de la famille⁹¹⁷.

Il répond à une conception du mariage basée sur une relation conjugale respectueuse des droits et des devoirs de la famille. A partir du moment où celle-ci n'a plus aucun sens, ni pour le couple, ni pour les enfants, le divorce par consentement mutuel doit être envisagé. On remarque que l'instauration de ce processus s'est établie en quatre étapes⁹¹⁸ :

La première comprend la mise en vigueur du Code Civil espagnol dès 1889, qui ne proposait pas sa dissolution. Il stipulait seulement la suspension de la vie en commun des deux époux, c'est-à-dire la séparation des corps. A cette période, la famille était basée sur un modèle patriarcal dans lequel l'autorité se trouvait dans les mains du chef de famille, en général le père. L'accès au divorce était très limité et surtout lié à des normes religieuses.

La seconde, à partir de 1918, quand la loi sur le divorce fut proclamée avec la dissolution du lien matrimonial qui rendait les époux libres de se remarier s'ils le désiraient. Il reconnaissait de nouvelles causes de divorce et s'éloignait des conditions religieuses. Cette loi fut modifiée et amplifiée deux ans après. En 1934, une loi apparut reconnaissant le divorce pour faute grave.

Une troisième étape se fit en 1944, le divorce a acquis sa reconnaissance par le biais de la Constitution de la République de Cuba. Certaines normes furent adoptées attribuant équité au mariage et au divorce. Malheureusement, malgré tous ces changements, le nombre de divorces augmenta entre 1931 et 1953 mais chuta entre 1953 et 1970.

La quatrième étape se fit en 1975, avec la loi n°1289 du Code de la famille. Les deux conjoints avaient obtenu la possibilité de dissoudre leur mariage. Ces initiatives permirent à la femme de consolider ses droits au travers de l'élimination de toutes les situations discriminatoires pour elle mais aussi pour les enfants nés hors mariage.

Le divorce peut être accordé par une sentence judiciaire ou un acte notarial. Il peut se faire devant un notaire lorsqu'il existe un accord mutuel entre les conjoints concernant la

⁹¹⁷ Le divorce est la dissolution du lien de mariage préétabli moyennant un processus légal. A Cuba, le divorce est régulé par le Code de la famille. Le mariage n'a plus aucun sens pour les conjoints, pour les enfants et par extension pour la société quand certaines raisons ont créé une situation objective et que le couple n'existe plus, ou n'existera plus à l'avenir, l'union entre l'homme et la femme dans laquelle ils puissent exercer les droits, accomplir les obligations et atteindre les objectifs du mariage.

⁹¹⁸ Yohanka Valdés Jiménez « El divorcio en Cuba. Características generales y efectos para la familia », dans « Familia y diversidad en América Latina », CLACSO, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.216

dissolution du lien de mariage et ses effets immédiats. Quand ces conditions n'existent pas, le divorce se fera devant un juge en établissant la séparation pour juste cause.

Le taux des mariages baisse à Cuba, il a été très élevé dans les années 60 et 70 puisqu'il atteignait respectivement 83% et 82% et à partir des années 90, il a fortement diminué en retombant à un taux de 12,5%. Aujourd'hui en 2004, il est passé à 45%. Malgré cette remontée fulgurante, les taux de divorces sont aussi très élevés, il n'était que de 12% dans les années 60, puis de 50% dans les années 90 et en 2004, il est redescendu à 32%. Ces chiffres restent inquiétants. Alors serait ce de l'immaturation ou de l'incompatibilité entre homme et femme ?

D'après les statistiques, on se rend bien compte que la tranche d'âge la plus touchée par les divorces est celle des 15-19 ans, puis vient celle des 20-29 ans. La femme par conséquent croyant se libérer, se marie et divorce très jeune alors que du côté des hommes, on divorce le plus souvent vers les 50-60 ans⁹¹⁹.

La durée moyenne d'un couple en 2004 était de 10 à 14 ans, selon les chiffres, on se marie vers les 20-24 ans et on divorce entre 30 et 35 ans. Néanmoins de nombreux couples se séparent au bout de 1 à 4 ans de mariage. Ce qui est très court !⁹²⁰

Si ce phénomène est de plus en plus répandu c'est qu'il existe des raisons⁹²¹ :

- 1) En effet, depuis 1959, l'élévation du niveau culturel et la participation à l'emploi que lui octroie une indépendance économique et une plus grande acceptation de sa condition de divorcée et un plus grand soutien de la part de l'Etat dans l'entretien et l'éducation des enfants lorsqu'un divorce se produit. La femme de nos jours peut accéder à de meilleurs emplois et lorsqu'elle est enceinte, elle est mieux protégée. De nos jours, elles n'ont plus peur de se retrouver face à un échec conjugal et vont de l'avant pensant que cela leur permettra de fonder une nouvelle famille sur de meilleures bases.
- 2) Les individus ne sont pas préparés à vivre ensemble et assumer le mariage ou leur union.
 - Ils ne se connaissent pas suffisamment
 - Ils ne réfléchissent pas assez avant de s'engager

⁹¹⁹ Statistiques ONE, Anuario estadístico 2004, Población

⁹²⁰ «En Cuba, los matrimonios duran entre 10 y 14 años », Article de la Revue « La Nueva Cuba », La Havane, 19 juin 2006

⁹²¹ Yohanka Valdés Jiménez « El divorcio en Cuba. Características generales y efectos para la familia », dans « Familia y diversidad en América Latina », CLACSO, Buenos-Aires, Septembre 2007, P.226

-Ils idéalisent trop le mariage et leurs attentes sont pour la plupart irréelles. Ils pensent qu'ils arriveront à tout surmonter ensemble mais en réalité, la situation est différente.

3) Ils ne s'entendent pas sur leurs rôles respectifs au sein du foyer

4) Ils ont des problèmes de communication : ils ont du mal à se parler et préfèrent prendre des distances plutôt que de régler le problème

5) Leur modèle parental fut désastreux et ils reproduisent ce mauvais schéma

6) La pénurie de logement et le manque de moyens financiers obligent les époux à vivre chez leurs parents. Les familles étendues sont fréquentes à Cuba et bien qu'elles présentent des avantages pour des milliers de familles elles sont sources de problèmes et d'instabilité pour les jeunes couples.

Certaines causes de divorces qui ne rentrent pas dans ces points sont strictement personnelles et elles proviendraient des désaccords sexuels, de l'alcoolisme et enfin de la violence conjugale.

Les femmes chef du foyer

On remarque qu'à Cuba, il existe de plus en plus de femmes qui dirigent le foyer. En 1953, elles étaient 14,4% et en 2002, lors du dernier recensement de la population, elles étaient 40,6%. Ce qui signifie qu'un foyer sur cinq serait dirigé par une femme. Les femmes sont à la tête de leurs foyers lorsqu'elles sont veuves, qu'elles se séparent ou qu'elles divorcent mais l'augmentation provient aussi chez les femmes mariées⁹²². On assiste par conséquent, à un changement dans les rôles traditionnels. A Cuba, les transformations sociales et politiques poussèrent les femmes à occuper un nouveau rôle. Dès le début du 20^e siècle, elles s'organisèrent et luttèrent pour obtenir plus de droits et des revendications familiales et sociales. Le premier Congrès Féminin se tint d'ailleurs en 1933. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à faire de longues études et à faire leur entrée sur le marché du travail.

Malgré une situation économique assez difficile, la femme d'aujourd'hui maintient et défend son indépendance par-dessus tout. Cette situation oblige les hommes à partager les responsabilités au sein du foyer comme les tâches ménagères ou la garde des enfants.

⁹²² Sara Más « Feminización de las jefaturas de los hogares cubanos », Cimac, La Havane, Le 23 mai 2008

Mayelín Concepción Lee

Mayelín est une personne avec laquelle je corresponds depuis plus de dix ans. Depuis ce temps, je la connais bien, elle a aujourd'hui 31 ans et a passé la majorité de son temps à s'occuper de son enfant, Lazaro, qu'elle a eu à l'âge de 14 ans. Elle a arrêté ses études à 17 dans le but d'assumer son rôle de mère. En effet, avant cela, c'est sa propre mère qui s'occupait du bébé pendant qu'elle allait à l'école, car elle la jugeait trop jeune.

Elle se lança dans la vie active et accepta tous les genres d'emplois qu'on lui proposait, femme de ménage, employée dans des usines de tabac ou dans des ateliers de couture (ce qu'elle préférerait, car son souhait était de devenir styliste).

Elle n'hésita pas à déménager dans d'autres villes autour de La Havane pour trouver un meilleur emploi et mieux rémunéré. Malheureusement elle revint au point de départ car elle eut des problèmes de dos et ne pouvait plus bouger, elle du par conséquent arreter de travailler et retourner chez sa mère. En effet, la somme qu'elle touchait était beaucoup trop juste pour elle et son fils, ils ne pouvaient pas vivre. Elle me racontait qu'elle ne souhaitait pas vivre au crochet des autres et qu'elle aurait aimé se débrouiller seule et payer à son fils ce qu'il voulait, mais le destin en a décidé autrement. Et pourtant, c'est un enfant qui n'a jamais manqué de rien, car elle lui a toujours tout donné. Aujourd'hui, il a 16 ans, et tout se passe bien pour lui, il obtient de bons résultats à l'école et il veut même faire des études d'architecture, ce qui enchante sa mère, car elle l'a toujours poussé à faire des études pour qu'il gagne bien sa vie.

Il a de bonnes relations avec son père qui habite dans la même ville qu'eux, une banlieue proche de La Havane. Cet homme s'est remariée et a deux enfants avec sa nouvelle femme. Il voit régulièrement son fils et passe de longs moments et des week-ends entiers avec lui. Sa mère quant à elle, s'est remariée il y a deux ans avec un de ses voisins. Cet homme a un emploi, il travaille à la poste de La Havane, de religion chrétienne c'est lui et sa famille qui ont souhaité le mariage. Lazaro est content car il s'entend bien avec son beau-père. Aujourd'hui, Mayelín est rétablie bien qu'elle doive faire quand même attention à son dos, elle a trouvé récemment un emploi, comme employée de maison. Elle travaille chez de riches diplomates qui sont, dit elle, très gentils.

Niurca Diaz Biart

Niurca est une personne que j'ai connue à La Havane lors de mon premier séjour, elle est professeur et élève seule ses deux enfants de 18 et 11 ans. Elle travaille dans un lycée où

les enfants ont des difficultés, elle est professeur de dessin et de technologie. Son travail lui prend beaucoup de temps car elle n'hésite pas à faire des heures supplémentaires pour gagner plus. Surtout que ses enfants sont entrés dans la période de l'adolescence où les besoins sont plus importants. Pour elle la vie n'a pas été facile, son mari était un voleur récidiviste et il a passé une bonne partie de sa vie en prison car il préférait faire de petits trafics plutôt que de travailler. Sa femme lui a offert une seconde chance pensant qu'il allait se ranger mais il recommença. Elle a donc divorcé pour le bien de ses enfants. Aujourd'hui, il est en prison car il a commis un acte grave, et il ne voit plus ses enfants, c'est elle qui doit tout assumer comme toujours : le travail, la maison, les devoirs.

Les grossesses adolescentes

Tout comme en Amérique Latine, les grossesses adolescentes sont en augmentation et ce phénomène inquiète énormément les services sanitaires cubains. Surtout que ce fléau se diffuse essentiellement dans les zones les plus pauvres du pays à savoir dans la province d'Oriente. Le nombre d'interruption de grossesse est d'environ 70% mais il concerne 30% des moins de 19 ans. Pour une adolescente être enceinte représente un risque puisqu'il est dangereux pour son propre organisme et pour son futur enfant. S'il y a avortement, la jeune fille pourra avoir des problèmes en particulier pour concevoir dans sa vie future par exemple. Mais c'est aussi un souci au niveau de ses études car une majorité d'entre elles arrêtent leurs études pour s'occuper de leurs enfants. Cette mauvaise conduite peut briser toute une vie et de plus, ces filles ne sont pas encore assez mûres pour pouvoir élever leurs enfants. Les enfants nés de ces parents sont souvent fragiles et frêles, nés prématurés ils ne sont pas en forme⁹²³. Des programmes ont été mis en place pour résoudre ce problème, spécialement le « Programme de Santé Intégrale de l'Adolescent » qui comprend de multiples actions. De plus le Centre National de Promotion et de l'Éducation pour la Santé, le Fond de Population des Nations-Unies, les centres provinciaux de promotion de santé et autres directions du MINSAP, ont un projet, « Education Formelle pour une Conduite Sexuelle Responsable »⁹²⁴ qui a pour but de contribuer à la diminution de ce type de grossesses moyennant la formation, des recherches et la reproduction de matériels éducatifs qui informent et éduquent les

⁹²³ Cepal, Unicef « Maternidad adolescente en América Latina y El Caribe- Tendencias, problemas y desafíos », Bulletin Desafíos n°4, Santiago du Chili, Janvier 2007, P.6

⁹²⁴ Cepal, Unicef « Maternidad adolescente en América Latina-Tendencias, problemas y desafíos », Desafíos n°4, Santiago du Chili, Janvier 2007, P.11

adolescents et surtout leurs familles⁹²⁵. Les solutions proposées pour éduquer la population sont l'utilisation du préservatif comme méthode radicale la plus appropriée qui permet d'éviter n'importe quels risques comme les grossesses ou les autres maladies. De plus, certains spécialistes, des gynécologues obstétriciens réalisent des consultations pour les jeunes filles qui veulent en savoir plus sur leur sexualité ou sur d'autres sujets pour lesquels elles auraient des doutes. En effet, la physiologie d'une femme mûre est différente de celle d'une adolescente. Mais on leur propose aussi des stages de perfectionnement et l'intervention de familles et d'adolescents qui viennent témoigner.

Comme dans le reste des pays latinoaméricains, le manque de communication est un facteur déclencheur. On ne discute pas assez au sein des foyers et le sujet est encore considéré comme étant tabou et pourtant la vie des enfants est en jeu car de nos jours, les Maladies sexuellement transmissibles et le sida entre autres sévissent dans tout le pays et ne pardonnent pas à ceux qui l'attrapent.

De plus, l'adolescence est une période difficile, propice à des changements biologiques, psychologiques et sociaux et les dialogues sont beaucoup plus rares. A cuba, diverses générations cohabitent et cette situation peut aller à l'encontre de l'éducation familiale et générer des tensions entre les individus.

Beaucoup d'adolescents ignorent les risques et les dégâts que peuvent générer les relations sexuelles. La communication est trop peu valorisée.

Les grossesses précoces peuvent provoquer des complications et des troubles ou entraîner la mort de la mère ou celle de l'enfant⁹²⁶. Il arrive aussi que l'un des deux souffrent toute sa vie de troubles physiques ou mentaux. Le projet du ministère de l'éducation en collaboration avec la FMC a pour but d'influencer et d'améliorer cette situation aussi.

Etre enceinte représente beaucoup de changements et de sacrifices et cela correspond à de véritables bouleversements dans la vie d'une femme et encore plus lorsqu'on est jeune. En effet, on ne prend pas assez conscience de ce qui se passe réellement et on est encore immature, surtout lorsqu'on n'a pas encore de situation stable. A l'arrivée de l'enfant, certaines le prennent mal et ne se sentent pas à la hauteur, elles sont parfois frustrées car elles voient leurs camarades poursuivre leurs études. Certaines font des dépressions ou ont un

⁹²⁵ Carmen R.Alfonso « ¿Adolescente ?Tiempo, Paciencia y Compromiso », Trabajadores, La Havane, Le 16/12/2006

⁹²⁶ « Una de cada cinco son madres antes de los 18 años-Estable la tasa de fecundidad en adolescentes, en AL », Cimac, Mexico, Le 14 février 2007

sentiment d'exclusion pendant que d'autres acceptent sans avoir acquis suffisamment de responsabilité pour s'en occuper⁹²⁷.

Lors d'une étude réalisée dans la province de Holguin⁹²⁸ du premier janvier au 31 décembre 2001, on a remarqué que 13,2% des naissances provenaient de mères adolescentes, et que prédominaient les grossesses tardives soit entre 18 et 20 ans (52,9%) et qu'en général leur niveau scolaire était plutôt bas pour 86,2% d'entre elles. De plus, ces femmes étaient des femmes au foyer (82,2%). C'est pourquoi, il est important de prendre conscience que communiquer est important et que les programmes mis en place sont primordiaux pour pouvoir mettre fin à ce fléau qui prend de plus en plus d'ampleur et qui reste un problème de santé publique grave.

Le logement

Chaque locataire est propriétaire de son logement. Après la révolution, une loi décréta pour chaque locataire une baisse des loyers qui étaient fixés au maximum à 10% des salaires⁹²⁹. Lequel serait payé à l'Etat en remboursements mensuels après une estimation, une évaluation des services administratifs reconnus bon marché. Les anciens propriétaires, ceux qui n'avaient pas fui à Miami, ne pouvaient conserver qu'un seul appartement. Pour l'Etat, c'était assurer à chacun un logement reconnu, légalisé et en remettre aux particuliers l'entretien, son maintien en bon état⁹³⁰. Les propriétaires ne possèdent que l'usufruit de leur logement⁹³¹, ils peuvent le léguer à leurs enfants, mais ils ne peuvent en aucun cas le vendre (par contre ils peuvent se permettre de l'échanger, selon le principe des permutas). D'où l'impossibilité pour les jeunes de pouvoir se loger ailleurs que chez sa propre famille (à moins d'avoir un logement de fonction). Chez les cubains, les familles sont le plus souvent composées de plusieurs générations, grands-parents, parents, adolescents et avec leurs fiancées, et souvent les petits-enfants.

A Cuba, il existe une réelle pénurie de logements et plus précisément dans les zones urbaines. En effet, la plupart des gens pauvres vivant dans les campagnes construisent des bohíos (de vieilles huttes faites de bois et de feuilles de palmier). Ces derniers n'ont pas d'autres choix.

⁹²⁷ Carmen R. Alfonso « ¿Adolescente ?Tiempo, Paciencia y Compromiso », Trabajadores, La Havane, Le 16/12/2006

⁹²⁸ Sigfrido Valdés Dacal « Embarazo en la adolescencia-Incidencia, Riesgos y complicaciones », Hospital Ginecobstétrico Docente Provincial « Ana Betancourt de mora », Camaguey, 2000-2001

⁹²⁹ Loi n°135, on baisse les loyers de 50% lorsque celui-ci n'excède pas 100 pesos, de 40% s'il est inférieur à 200 pesos et de 30% s'il dépasse les 200 pesos.

⁹³⁰ Article 51 de la loi n° 65 sur le logement

⁹³¹ Loi n°1033

C'est pour cette simple et unique raison que le manque d'habitations incite des familles à cohabiter et à s'entasser dans des appartements parfois très restreints. Certains bâtiments sont si anciens qu'ils menacent de s'écrouler. Cela représente un danger pour des milliers de familles. Enfin, quand ces constructions disparaissent elles ne sont pas remplacées, par souci de moyens financiers. Ce qui est un comble pour une société qui affirme, dans sa Constitution, que chaque citoyen sera logé confortablement!⁹³²

La violence conjugale

L'égalité juridique des genres à Cuba existe depuis des siècles et pourtant beaucoup de femmes sont victimes de pressions psychologiques et émotionnelles, d'abus sexuels et même d'agressions physiques et autres formes de violence domestique. Peu de statistiques et autres recherches sont élaborées à Cuba sur ce sujet et pourtant selon les sociologues, c'est un phénomène qui est en réelle augmentation. Le rapport de la Cedaw révélerait que le domaine de la violence touche en majorité les femmes ou les enfants, mais particulièrement les femmes. Selon les statistiques 82% des actes violents sont exercés envers la femme par un homme⁹³³.

	1998	2001	2002
Violence de l'homme envers la femme	75	151	329
Violence de la femme envers l'homme	6	5	27
Violence d'un père envers ses enfants	14	54	28
Violence d'une mère envers ses enfants	35	40	19
Total	130	26	403

Actes de violence par année

⁹³² Christian Nadeau « Etude socio-économique et politique de Cuba (1989-2005), Observatoire des Amériques, Montréal, 2005

⁹³³ Rapport de la CEDAW, Article n°268, 2004

Cette situation serait en partie due à l'indépendance des femmes qui ont acquis depuis le début de la Révolution plus d'estime et de confiance en elles. La situation a empiré depuis qu'elles ont gagné leur place au sein de la société par le biais de l'éducation et ce depuis qu'elles se sont battues pour la revendication de certains droits comme celui du travail et de la protection légale des enfants. Cette dépendance socio-économique situe la femme dans une position de vulnérabilité et stimule les expressions violentes contre elle.

Cuba est un pays machiste et les femmes ont hérité de gênes qui favorisent la domination masculine au détriment de l'égalité sociale promue par la société cubaine. La moindre contradiction peut mener à des actes violents au sein du couple. Lorsque cela leur arrive les femmes n'en parleront pas elles garderont cette « humiliation » pour elles, mais elles se livreront par la suite à une tierce personne, famille ou amie, dans le même cas et qui a aussi reçu un soutien⁹³⁴.

Une femme sur trois serait touchée par la violence physique au moins une fois dans sa vie à Cuba. Ce fléau est plus important dans certaines zones du pays, notamment dans les milieux ruraux où sévit la pauvreté, et il est plus présent chez les populations noires ou métisses. Lorsqu'il y a des difficultés financières, se génèrent des tensions, et les conflits augmentent. La violence est source de traumatismes, de maladies, d'incapacités et cela peut même entraîner la mort. C'est un problème social et non privé. La majorité des femmes ont peur et n'osent pas s'exprimer car pour elles, cet acte doit être réglé au sein du foyer à leur façon. Comme le dit la sociologue de la SEMLAC, Clotilde Proveyer: « la masculinité violente s'apprend, elle ne naît pas »⁹³⁵. Les lois ne sont pas de réelles solutions, il faudrait plutôt éduquer et sensibiliser la population et leur expliquer que ce n'est pas la violence qui va régler leurs problèmes. A Cuba dès leur plus jeune âge, les hommes apprennent à régler leur problèmes par la violence et donc le pouvoir masculin est mis en avant. La violence est un problème culturel et d'apprentissage.

Aucune loi spécifique ne dénonce la violence conjugale. La loi numéro 87⁹³⁶ du Code Pénal créée en 1999 sanctionne cet acte comme s'il s'agissait d'une agression. Au cours de la 739^e et 740^e réunion du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, une des représentantes de la délégation cubaine a signalé que les autorités cubaines ont pris certaines mesures pour combattre ce fléau qui se répand de plus en plus. Le gouvernement

⁹³⁴ Maite González Martínez « Convivencia : violencia doméstica, causales y efectos », Mujeres n°402, La Havane, Le 04/09/2008

⁹³⁵ « Cuba : el silencio nos vuelve cómplices », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 28/11/2006

⁹³⁶ Maite González Martínez « Convivencia : violencia doméstica, causales y efectos », Mujeres n°402, La Havane, Le 04/09/2008

aurait créé des groupes de travail au sein des institutions gouvernementales et des ministères notamment un groupe de prévention de la violence conjugale, le « Grupo Nacional para la Prevención y Atención de la Violencia Intrafamiliar » créé en 1997 et coordonné par la FMC. Il est intégré par les Ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Intérieur et de la Justice, puis par la Fiscalité Générale de la République, la médecine légale, le Centre National de l'Éducation Sexuelle, l'Université de La Havane, le Centre d'Investigations Psychologiques et Sociologiques, le Tribunal Suprême Populaire et l'Institut de Radio et Télévision.

Ce groupe effectue des recherches et diffuse l'information afin de prévenir la violence conjugale. Le groupe est composé d'enseignants, de médecins, de juges, de policiers entre autres, ce qui permet de canaliser au mieux les tâches et objectifs à travers les structures et les fonctions de chaque organisme et organisation membre.

La question de la violence conjugale est désormais abordée à travers les médias, par le biais de programme télé comme « Hablemos de salud », « Haciendo camino » ou encore « cuando una mujer ». Mais en organisant aussi des émissions radio qui traitent des relations familiales ou en écrivant des articles de presse. D'autres moyens sont diffusés par le Ministère de la Santé Publique et le Bureau National des Statistiques et les systèmes judiciaires et législatifs. Les autorités ont élaboré une approche pour combattre les idées stéréotypées et les pratiques qui mènent à la violence et à la violence envers les femmes.

A travers l'éducation, le gouvernement cubain cherche à donner des outils aux femmes afin qu'elles sachent comment porter une plainte. Ils travaillent à sensibiliser la police à la violence conjugale. En effet, un rapport des Nations-Unies a indiqué que la formation de base de la police cubaine qui inclut un volet psychologique et un autre juridique est de trois ans et vise à donner aux policiers les capacités nécessaires pour travailler auprès des femmes victimes de violence conjugale⁹³⁷.

En 2006, une autre organisation non gouvernementale le CENESEX (Centre National pour l'Éducation Sexuelle) a fait une grande campagne pour la non-violence contre les femmes. Cette campagne avait pour but de sensibiliser l'impact qu'a la violence sur la santé des femmes⁹³⁸.

⁹³⁷ Commission des Droits de l'homme « Intégration des droits fondamentaux des femmes et de l'approche sociospécifiques, violence contre les femmes, Rapport de la mission à Cuba », Nations-Unies, 56^e session, La Havane, Le 8 février 2000

⁹³⁸ Dalia Acosta « Campaña cubana contra la no violencia contra las mujeres », Cimac, La Havane, Le 01/11/2006

Les personnes du troisième âge

En 1950, les personnes âgées représentaient 6,7% de la population cubaine, aujourd'hui, ils sont un peu plus de 15%. Cette population a augmenté en raison d'un niveau de vie plus élevé, d'une couverture sociale et médicale plus adéquate à leur situation et surtout de l'exil.

Aujourd'hui, l'espérance de vie atteint les 77 ans, c'est très encourageant pour un pays comme Cuba ! En effet, depuis le triomphe de la révolution, la mortalité a baissé dans le pays. A ce rythme là, les chercheurs estiment que d'ici quelques années, l'espérance de vie n'aura pas de mal à dépasser les 80 ans. Ce chiffre est tout à fait possible puisque l'espérance de vie dans certaines provinces notamment celle de Villa Clara s'élève à 78,2 d'autant plus que chez les femmes, elle dépasse les 80 ans⁹³⁹.

On remarque que d'après les statistiques, les femmes âgées sont plus nombreuses dans les zones urbaines que dans les zones rurales, en revanche pour ce qui est des hommes, il s'agit du contraire⁹⁴⁰.

En général, les femmes atteignent un âge plus avancé que celui des hommes et elles sont les premières à se retrouver sans compagnon. Par conséquent, les hommes ont plus de chance de se remarier, et le plus souvent avec une femme bien plus jeune qu'eux. Par contre, en ce qui concerne les femmes, elles ont plus de mal à retrouver un compagnon. C'est d'autant plus difficile quand on sait que la mortalité masculine est plus importante que celle des femmes⁹⁴¹. Selon une étude réalisée à la fin des années 80, on a pu constater que les femmes âgées s'adaptent mieux à la solitude que les hommes. Cela proviendrait du fait qu'elles s'occupaient des tâches domestiques dans leur foyer. Elles seront plus facilement acceptées par les membres de leur famille. Ces derniers lui confieront des petites tâches comme par exemple s'occuper des enfants en l'absence des parents. Ces activités sont loin d'être acceptées par les personnes âgées. En effet, celles-ci estiment qu'elles en ont déjà fait assez au cours de leur vie, et que désormais elles ont aussi le droit à un peu de repos⁹⁴².

⁹³⁹ Joaquin Oramas « Cuba est le pays adéquat pour vivre 120 ans », Granma Digital Internacional, La Havane, 13 janvier 2006

⁹⁴⁰ Les femmes représentent 8,9% de la population cubaine en 2005 (8,5% dans les campagnes et 9,3% dans les villes), les hommes quant à eux sont 8,7% (10,9% dans les campagnes et 6,5% dans les villes), Statistiques ONE, Anuario estadístico 2005

⁹⁴¹ Statistiques ONE, «Censo 2002 »

⁹⁴² Dominique Gay –Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, Paris, 2006

C'est pourquoi, le gouvernement à essayer de s'occuper au mieux des personnes du troisième âge en instaurant ce que l'on appelle des Centres de grands-parents⁹⁴³. En 2005, 400 000 personnes âgées fréquentaient ces centres. Ils pratiquent toute sortes d'exercices physiques, selon leur possibilité et sous contrôle médical. Ils participent à des activités culturelles et récréatives telles que des visites de musées ou des expositions. Et comme ils sont en contact avec d'autres individus, ils ont le sentiment de se sentir moins isolés.

Depuis quelques années, le gouvernement a renforcé l'instauration de maisons de retraites. Il en existe deux sortes : les maisons de retraites⁹⁴⁴ traditionnelles qui prennent totalement en charge les pensionnaires et les foyers de personnes âgées⁹⁴⁵ qui n'accueillent les personnes que pour la journée. Tout comme dans les Cercles de grands-parents, on leur organise toutes sortes d'activité : physiques, récréatives, culturelles,... Ils sont sous assistance médicale et ont un goûter et un déjeuner offerts. Par contre, ils regagnent leurs foyers en fin d'après-midi.

Ces systèmes instaurés par l'Etat sont très bien pensés puisqu'en permettant d'alléger la vie de famille de ces individus, ils leur permettent de ne pas s'ennuyer tout en faisant de nouvelles rencontres. Ces centres sont très bien structurés et empêchent donc, ces personnes de broyer du noir⁹⁴⁶.

Dans les années 80, une campagne de vaccination fut lancée contre la méningite. Elle fut un grand succès. Cette maladie étant endémique, pendant de nombreuses années, on ne s'en souciait pas. Malheureusement, cette maladie entraîne la mort de ses malades surtout chez les sujets de moins de 20 ans et notamment chez les nourrissons. C'est pourquoi, de nombreux chercheurs se sont engagés à trouver un vaccin spécifique. En 78, un vaccin fut conçu puis, en 1979, une campagne de vaccination fut lancée. Les résultats escomptés furent loin d'être atteints. C'est pourquoi, les recherchent persistèrent et en 1989, un nouveau vaccin fut présenté, par la même occasion on organisa une nouvelle campagne de vaccination pour les moins de 20 ans. Les résultats furent très bons à tel point qu'en 1991, on intégra le vaccin au Programme National D'Immunisation⁹⁴⁷ (PNI) pour tous les nouveaux-nés. Ce vaccin a été mis au point pour lutter contre la méningite à méningocoque, du groupe B. C'est le seul vaccin qui existe dans le monde.

⁹⁴³ Círculos de abuelos

⁹⁴⁴ Hogares de ancianos

⁹⁴⁵ Casas de abuelos

⁹⁴⁶ Joaquin Oramas « Cuba est le pays adéquat pour vivre 120 ans », Granma Digital Internacional, La Havane, 13 janvier 2006

⁹⁴⁷ Programa Nacional de Inmunización (PNI)

Bien que dans d'autres pays d'Amérique Latine, le vaccin se montrait peu efficace. A Cuba, on observa une baisse de l'épidémie. Suite à l'injection du vaccin, le sujet était immédiatement immunisé⁹⁴⁸.

Selon le gouvernement cubain en matière de santé, les soins médicaux préventifs et curatifs constituent un droit biologique et ceux-ci doivent être attribués à tous gratuitement. En effet, les polycliniques urbaines et rurales sont conçues pour traiter des malades externes et elles disposent dans la plupart des cas, d'un gynécologue, d'un dentiste, d'un épidémiologiste, d'un spécialiste en médecine interne et d'infirmières. Il y a aussi des assistantes sociales ainsi que certains membres des brigades sanitaires envoyés par la FMC. Celles-ci jouant un rôle important auprès des femmes enceintes et des enfants, en ce qui concerne les consultations prénatales et les consultations de puériculture.

Avant la Révolution, beaucoup de femmes et d'adolescentes avaient recours à l'avortement. Celles qui avaient le plus de moyens faisaient appel à des personnes, professionnels ou non, qui le pratiquaient illégalement. Les plus pauvres le faisaient elles-mêmes en risquant parfois leur vie. La Révolution mit en place un Programme National de Planification Familiale, qui reconnaît l'avortement et estime que la femme peut en user en toute légalité⁹⁴⁹.

Concernant la Sécurité Sociale, l'article 22 de la Déclaration des Droits Humains établit que toute personne a le droit à la Sécurité Sociale. L'article 25 va plus loin et indique que ce droit comprend les assurés touchés par le chômage, la maladie, l'invalidité et autres cas de perte de ses moyens de subsistance.

La Constitution de Cuba contient de nombreux articles en référence avec ces droits. L'article 46 de la Constitution décrit clairement que l'Etat garantit la protection de tous les travailleurs qui doivent cesser leur activité pour cause d'invalidité, de maladie ou en raison de leur âge. De plus, en cas de décès, l'Etat protège la famille⁹⁵⁰.

L'Etat prend en charge les personnes âgées sans ressources ainsi que les gens qui ne sont pas aptes à travailler et qui n'ont aucune relation familiale⁹⁵¹. De plus, la Sécurité Sociale ainsi que ses prestations sont gratuites pour tous les travailleurs salariés⁹⁵².

⁹⁴⁸ « Resultados de la vacunación antimeningocócica en Cuba », Revista Panamericana de salud pública, Vol.6 n°4, 1999

⁹⁴⁹ Dominique Gay –Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, Paris, 2006

⁹⁵⁰ Article 46 de la constitution de Cuba

⁹⁵¹ Article 47 de la Constitution de Cuba

⁹⁵² Article 49 de la Constitution de Cuba

Le 27 mars 1963 fut adoptée une loi générale de Sécurité Sociale. Cette loi couvre tous les travailleurs salariés. Elle garantit les salariés en cas de décès, d'invalidité, de maladie, de maternité et d'accidents de travail⁹⁵³.

Pour ce qui est de la maladie, les services protègent l'individu tout au long de sa convalescence. Il percevra 40% de son salaire s'il est hospitalisé et s'il reste chez lui, il en percevra 50%.

En cas d'invalidité, la personne recevra au maximum 50% de son salaire. Sauf s'il s'agit d'une invalidité due au travail et dans ce cas, il en percevra 60%.

Concernant les décès, la loi concède 60% du salaire s'il existe un dépendant, 80%, s'ils sont deux et enfin 100% s'ils sont trois.

Pour toucher la retraite il faut avoir 60 ans quand on est un homme et 55 ans quand on est une femme. Il faut justifier d'une activité professionnelle ou avoir travaillé pendant 25 ans. Dans ce cas, les retraités gagneront 50% de leur salaire. S'ils ont travaillé plus de 25 ans, ils gagneront entre 1 et 1,5% par an de plus. A titre exceptionnel, les personnes qui ont occupé un poste dangereux viendront en retraite 5 ans plus tôt.

La femme enceinte bénéficie d'un congé rétribué de 12 semaines pré et post-natal, qu'elles travaillent dans le secteur public ou privé. On lui attribuera sur son lieu de travail une heure par jour pour s'occuper de son bébé. De plus, si celle-ci n'a pas accouché dans un centre hospitalier de l'Etat, elle recevra en contrepartie une somme d'argent. Enfin, tout au long de la grossesse, elle bénéficiera d'une assistance matérielle pour elle ou pour son nouveau-né, jusqu'à ce qu'elle rentre chez elle.

Le 16 janvier 1974, Cuba adopta une nouvelle loi de Maternité qui améliora celle de 1963 sur la Sécurité Sociale. La nouvelle loi établit que chaque femme travailleuse et enceinte, quelle que soit son activité professionnelle, est obligé de cesser de travailler dans la 34^e semaine de grossesse. Elle a le droit en tout à 18 semaines de congés rémunérés, dont 6 semaines avant l'accouchement et 12 semaines après. Les congés seront rétribués en fonction du salaire qu'elle touchait 12 mois avant sa grossesse. Enfin, pour garantir les soins et le développement de l'enfant durant sa première année de vie, la mère pourra l'emmener faire un examen pédiatrique tout en prenant une journée de congé. Cette loi étant plus complète, permet à la fois à la femme enceinte de profiter de son enfant et de se reposer tout en étant payée⁹⁵⁴.

⁹⁵³ Loi 1100 sur la Sécurité Sociale

⁹⁵⁴ Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Organización de los Estados Americanos, Capítulo XI, El Derecho a la Seguridad Social

Fidel Castro avait été reçu par le Pape Jean-Paul II au Vatican, en 1996, ce dernier vint à Cuba en 1998, pensant y rétablir au plus vite le catholicisme. Cuba est le pays le moins imprégné de la religion catholique de toute l'Amérique Latine. Effectivement, cette religion est en concurrence avec les rites africains (Santería), le protestantisme et bien d'autres croyances⁹⁵⁵.

En 1959, la croyance religieuse fut rejetée par le Parti Communiste. En effet, pendant de nombreuses années, les gens étaient persécutés pour leurs convictions religieuses et les pratiquants se voyaient refuser l'accès à des emplois et à l'éducation. De plus, avec la présence Soviétique, l'éducation athée fut renforcée et la religion fut traitée dogmatiquement. En 1976, l'État accorda aux citoyens cubains la liberté de religion, mais avec certaines restrictions.

Dans les années 80, Fidel Castro rencontre le dominicain brésilien Frei Betto, un homme d'église. De là, un livre est publié « Fidel y la religion », il se vendra à plus de deux millions d'exemplaires. Dans ce livre, Fidel Castro y explique clairement sa vie, en évoquant les fêtes de Noël et de Pâques, son éducation chez les Jésuites,...il avoue être respectueux envers les différentes religions mais, il confie n'avoir jamais été touché par la foi religieuse.

La conséquence de ce livre fut l'acceptation des croyants au sein du Parti Communiste, la fin des expulsions et le retour des religieuses et des prêtres étrangers.

En 1992, un amendement constitutionnel généralisa la liberté de culte⁹⁵⁶. Les Cubains ont maintenant le droit de pratiquer ou de prêcher n'importe quelle religion. On a d'ailleurs constaté un regain d'intérêt pour la vie spirituelle, et il s'observe dans tous les cultes chrétiens, catholiques, protestants, mais peut-être encore plus dans la Santería. Aujourd'hui, environ 40% de la population est catholique⁹⁵⁷.

Le *santería* (la Voie des saints) est un mélange de rites catholiques et africain (Yoroubas) qui se pratique depuis toujours à Cuba. La religion *Yorouba* vient plus précisément du Nigeria et du Bénin. Cette religion était pratiquée à Cuba par les esclaves africains et n'était autorisée que dans les plantations. Lorsque les Africains arrivèrent à Cuba, l'Église catholique s'empressa de leur inculquer les rudiments de la religion et de les baptiser. Les Africains firent des rapprochements entre les deux religions : en effet, la religion Yorouba est dominée par un Dieu suprême Olodumare, source de l'ashé (énergie spirituelle de l'univers) qui a

⁹⁵⁵ Philippe Létrilliart « L'Église et la Révolution », L'harmattan, Paris, 2005

⁹⁵⁶ Article 55 de la Constitution de Cuba,

⁹⁵⁷ Philippe Létrilliart « L'Église et la Révolution », L'harmattan, Paris, 2005

envoyé des demi-dieux humains, appelés les Orishás, qui sont la personnification de la nature. La Bembe est la musique qui célèbre les Orishás. Les prêtres sont appelés Babalaos. On a du mal encore à estimer le nombre de fidèles à cette religion⁹⁵⁸. D'autres religions sont pratiquées à Cuba comme le Bouddhisme, l'Islam, le Judaïsme, et on retrouve aussi des Témoins de Jéovah.

Voici les principes du Parti Communiste Cubain concernant la famille : *En tant que cellule de base, la famille remplit des fonctions importantes dans la formation des nouvelles générations. En tant que centre des relations de la vie en commun, elle satisfait chez toute personne l'accomplissement d'intérêts humains, affectifs et sociaux...* la nouvelle famille cubaine est loin de ces propos. En effet, la femme a fait depuis quelques années son entrée sur le marché du travail et par faute d'un machisme persistant, elles doit faire face à de nouvelles contraintes (garde des enfants, tâches ménagères,...). Elle a encore du chemin à parcourir si elle veut un jour profiter de sa liberté absolue⁹⁵⁹.

Le nombre de mariages a beaucoup augmenté dans les années 70, cela proviendrait de l'Opération Mariage, il était élevé jusque dans les années 80 et a brutalement chuté dans les années 90 (il est passé de 80% en 79 à 12,5% au début des années 90)⁹⁶⁰. Aujourd'hui, le taux s'est redressé mais il n'atteindra jamais les chiffres des années passées. On remarque que de nos jours, la plupart des jeunes préfèrent vivre en concubinage (c'est aussi le cas des personnes d'un certain âge qui divorce et préfèrent vivre sans se remarier)⁹⁶¹.

Le nombre de divorces est aussi encore très élevé. Il a atteint les 50% vers la fin des années 90, et a probablement du être l'un des plus élevé au monde. Une étude faite auprès de médecins, a révélé et confirme ce que nous avons dit, les gens se marient beaucoup trop tôt, ils ne réfléchissent pas et ne sont pas encore prêts pour vivre ensemble. De plus, la cohabitation avec différentes générations peut générer une mésentente.

De plus, ce fort taux serait aussi du à la pénurie de logements. Le manque de nouvelles constructions a obligé les jeunes à vivre chez les parents d'un d'eux, ce qui entraînent une promiscuité et des conditions de vie difficiles⁹⁶².

⁹⁵⁸ « La Santería en Cuba », Clara Romero Bateman, Fapa Ediciones, 1998

⁹⁵⁹ « Mujeres bajo presión », Anett Ríos Jáuregui, Granma Digital, La Havane, 24 octobre 2004

⁹⁶⁰ « Operación familia », ONE, population, 2003

⁹⁶¹ Sara Más « Cuba : familia en tiempo de cambio », Article Revue CIMAC, La Havane, 27 septembre 2005

⁹⁶² Christian Nadeau « Etude socio-économique et politique de Cuba (1989-2005), Observatoire des Amériques, Montréal, 2005

Cuba est un pays qui connaît une démographie semblable à celle des pays développés, c'est-à-dire de faibles taux de natalité et de mortalité et une espérance de vie élevée. Un fort vieillissement de la population dans les années 90 a fait prendre conscience au gouvernement qu'il fallait s'occuper plus particulièrement des personnes âgées. L'Etat a développé de nombreuses structures, comme des foyers logements ou des maisons de retraite, pour qu'ils s'occupent et surtout qu'ils soient bien entourés (médecin, infirmières, assistantes sociales,...).⁹⁶³

Depuis 1959, les communistes souhaitaient que la population devienne athée. Mais beaucoup d'individus eurent du mal à laisser de côté leur croyance. Dans le livre publié sur Fidel Castro et la religion celui-ci affirmait qu'il ne se sentait pas attiré par la foi mais qu'il l'avait pratiqué tout au long de sa jeunesse. Dès 1992, par le biais d'un amendement constitutionnel, le gouvernement accepta que la population puisse pratiquer la religion de son choix librement⁹⁶⁴.

Cuba est un pays particulier qui s'en sort sur de nombreux points notamment le domaine de la santé. Il offre à la population tout ce qu'il faut, mais en réalité on se rend compte que la situation est bien plus complexe qu'elle en a l'air. Ce que décrivent les lois et décrets relève de l'utopie. En effet, à Cuba, on assiste à une pénurie générale : des logements, des médicaments, des transports,...et cela affecte toute la population, ce qui joue énormément sur le noyau familial. Cette situation serait due à l'embargo. C'est un désastre pour un pays comme Cuba, car il développe certaines compétences que des pays du monde, même développés, n'ont pas.

3.2.3.La prostitution à Cuba

L'expression « *Jineterismo* » est à la mode à Cuba depuis la fin des années 80 et du début des années 90. Il définit les personnes qui vendent leurs corps à des touristes en échange d'argent⁹⁶⁵. Les gens qui se consacrent à cette activité gagnent bien leur vie, leur cible sont les étrangers, car ils dépensent sans compter. La relation peut durer le temps du séjour, mais elle peut se prolonger de différentes manières. La plupart du temps, les couples correspondent par courrier ou par téléphone mais cela peut se terminer par un mariage ou parfois par un visa de sortie du territoire⁹⁶⁶.

⁹⁶³ « La Révolution trahie », Loic Abrassart, Editions Milan, 2006

⁹⁶⁴ Philippe Létrilliart « L'Eglise et la Révolution », L'harmattan, Paris, 2005

⁹⁶⁵ Sami Tchak « La prostitution à Cuba. Communisme, ruses et débrouille », L'harmattan, Paris, 1999

⁹⁶⁶ Lissette Bustamente « Jineteras », Altera, Barcelone, 2005

Certaines études prétendent qu'au cours de l'adolescence, des filles ou des garçons ont recours à la prostitution pour acquérir leur indépendance. Mais c'est totalement faux. A moins que cela ne se produise dans les milieux les plus aisés⁹⁶⁷.

Dans l'ouvrage « *Cuba : juvenes en los 90* », publié en 1999 par le Centre d'Etudes sur la jeunesse, on nous apprend que c'est le moyen le plus rapide de satisfaire ses besoins économiques pour soi et pour sa famille. En effet, certains parents, pour survivre acceptent à contrecœur que leur enfant se prostitue, car c'est pour eux un bon moyen de voir entrer les devises dans le foyer. Certains adolescents pensent que l'argent est obtenu plus facilement qu'en travaillant. De plus, la prostitution réapparaît à Cuba en tant qu'élément d'accès à un espace de consommation qu'il est impossible d'atteindre traditionnellement⁹⁶⁸.

Il faut savoir que dans la Constitution cubaine, la traite de personnes et sous entendu la prostitution et le proxénétisme sont des actes illégaux. Ils sont très sévèrement punis par la loi et les peines peuvent aller jusqu'à huit années de prisons, selon la gravité du délit.

« Se considera como comercio carnal, toda la acción de estímulo o de explotación de las relaciones sexuales como actividad lucrativa »⁹⁶⁹

En octobre 1998, Fidel Castro fit un discours à la télévision cubaine dans lequel il appelait les jineteras à être plus discrètes, pour cela il lança « el Operativo Lacra », cette opération consistait à fermer certains lieux fréquentés par les prostituées comme des bars ou de grands hôtels. De plus, certaines femmes provenant de milieux ruraux furent renvoyées dans leurs provinces pendant que d'autres, attrapées, furent emprisonnées. Fidel Castro souhaitait par-dessus tout avoir le contrôle de la situation⁹⁷⁰.

Aujourd'hui à Cuba, le problème de la prostitution infantile se pose. Existe-t-elle ou non ? Les Nations Unies ont souvent félicité l'île pour ses capacités éducatives. En effet, les enfants sont quasiment tous scolarisés, il y a peu de redoublement et les élèves s'en sortent

⁹⁶⁷ Mariana Ramirez Corria « El sexo como visa para salir de Cuba », Revue Cimac, La Havane le 28 octobre 2003

⁹⁶⁸ Mariana Ramirez Corria « El sexo como visa para salir de Cuba », Revue Cimac, La Havane le 28 octobre 2003

⁹⁶⁹ « On considère le commerce sexuel comme toute action de stimuler et d'exploiter les relations sexuelles en tant qu'activité lucrative », Code Pénal cubain, Título XI, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales y contra la familia, la infancia y la juventud, Capítulo I, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales, Sección cuarta, Proxenetismo y trata de personas.

⁹⁷⁰ Carlos Manuel Estefanía, « Comentando el tratamiento dado por periódico sueco Dagens Nyheter al tema de la prostitución en Cuba », Cuba Nuestra, Norsborg, Le 18 juillet 2006

bien et ont de bons niveaux. Malgré tout, selon certaines études, on se rend compte que de nombreux étudiants, lycéens comme écoliers, se prostitueraient. Effectivement, la majorité des *jineteras* sont mineures et la plupart des garçons qui offrent des services sexuels aux touristes n'ont pas non plus l'âge de 16 ans (la majorité à Cuba)⁹⁷¹.

Si j'ai choisi le thème de la prostitution, c'est parce qu'elle est très répandue sur l'île. En effet, on évoque peu cette activité mais elle est surtout présente pour appâter les touristes. A Cuba, on ne parle pas de prostitution mais plutôt de « *jineterismo* », les femmes qui le pratiquent sont les « *jineteras* »⁹⁷². Beaucoup d'ouvrages affirme que « leur but est d'offrir leur compagnie à des hommes contre une simple invitation dans un restaurant, quelques dollars ou des cadeaux en nature, et parfois cette histoire se terminera par des promesses d'invitation dans un pays occidental dans l'espoir de rencontrer l'âme sœur qui les aidera à sortir une bonne fois pour toute de l'île »⁹⁷³. Ce que souhaitent en réalité ces femmes c'est obtenir de l'argent ou quitter l'île pour mieux vivre. Le point le plus important est que contrairement à tous les cubains, ces touristes ont le dollar en poche !⁹⁷⁴

Du temps de Batista, l'île était considérée comme un bordel flottant et l'industrie du sexe avait ses hauts lieux : La Rampa, entre l'hôtel Hilton (maintenant Hôtel Habana libre), et le quartier du Vedado, avec ses grandes maisons et ses hôtels particuliers de marbre. En effet, au cours de cette période, la prostitution était tolérée même si certaines conventions internationales furent signées contre la traite des femmes blanches et de l'exploitation de la prostitution étrangère. Ces pratiques permettaient à ces femmes de survivre dans un pays où l'indice d'analphabétisme était élevé, où régnait la malnutrition et où 70% des femmes qui travaillaient (environ 12%) le faisaient dans le service domestique.

Avec le triomphe de la Révolution, les conditions économiques et sociales du pays s'améliorèrent. Un long processus mis en place par le gouvernement, avec la participation active de la FMC, fut mis en place entre 1960 et 1965 permit la rééducation et la réadaptation de ces femmes. La création d'écoles et de Centres d'apprentissage les aida à s'incorporer à la vie active du pays. Tout cela rendit possible l'éradication de la prostitution comme problème social institutionnalisé.

Dès son arrivée au pouvoir, Fidel Castro ferma les maisons closes, les boîtes de nuits, les bars spécialisés, pensant éradiquer la prostitution. Mais celle-ci fut relancée par le tourisme

⁹⁷¹ « Amir Valle, *Jineteras en el « Paraiso »* », Manuel Gayol Mecías, Article, La Opinión Digital, Los Angeles, Le 19 novembre 2006

⁹⁷² Terme cubain qui désigne « Cavalières »

⁹⁷³ Samy Tchak « La prostitution à Cuba. Communisme, ruses et débrouille », L'harmattan, Paris, 1999

⁹⁷⁴ Sara Más « El mercado del sexo en Cuba, sólo se aceptan dólares », Revue Mujeres Hoy, Le 13 octobre 2003

international. En fonction du rapport qualité-prix des voyages, de riches hommes d'affaires et des diplomates venus du Canada, d'Espagne ou d'Italie, en profitèrent⁹⁷⁵. Aujourd'hui, les lieux ont changé mais la situation a toujours été la même. C'est au cours des années 90 que la prostitution resurgit sous différentes circonstances, motivations et modalités. Cette nouvelle prostitution est associée au développement accéléré du tourisme étranger et aux éléments négatifs associés à cela.

A Cuba, la prostitution est interdite et considérée comme un acte illégal et passible de sanctions pénales. Mais cela n'empêche pas les femmes de se montrer en journée ou en pleine nuit le long de rues réputées pour ce genre d'activité. Elles savent pourtant très bien qu'elles risqueraient la prison si elles se faisaient attraper. A La Havane, il n'existe aucun lieu réservé aux jinetas, puisqu'il n'y a pas de prostituées exclues de la vie sociale ordinaire⁹⁷⁶.

Pour en revenir aux lois concernant la prostitution, on se rend compte qu'une loi a été créée en août 1999. En effet, cette loi portant le numéro 87, qui modifie l'article 302⁹⁷⁷ du Code Pénal élève sensiblement les peines au proxénétisme et à la traite de personnes. Ainsi les peines vont de 4 à 10 années d'emprisonnement pour ceux qui exercent ou qui coopèrent à la prostitution. C'est par extension les mêmes sanctions pour ceux qui ont un local ou un établissement consacré à cet acte ainsi qu'aux personnes qui obtiennent de n'importe qu'elles façon des bénéfices de la prostitution exercée par d'autres.

Les sanctions passent de 10 à 20 années de prison si ceux qui réalisent ces activités ont la fonction de protéger la santé, l'ordre public, l'éducation, le tourisme, la direction de la jeunesse ou la lutte contre la prostitution. Les peines seront les mêmes si la personne emploie le chantage, la menace, la coaction ou l'abus d'autorité.

La situation peut s'aggraver si le coupable tente de promouvoir, d'organiser ou d'inciter l'entrée ou la sortie du pays à d'autres personnes dans le seul et unique but de leur faire exercer la prostitution ou une autre forme de commerce sexuel. De plus s'il s'agit d'un habitué ou d'un récidiviste, la sanction pourra aller de 20 à 30 ans de prison.

La prostitution est un acte très ancien, il faut essayer par tous les moyens de lutter contre ce fléau. Il est certain que l'augmentation du tourisme n'a rien arrangé, le problème s'est même aggravé. La prostituée est, et a toujours été une victime. Malheureusement, il s'agit souvent

⁹⁷⁵ Eric de Saint-Ange « Cuba, sexe, salsa et illusions », Article, Le nouvel observateur, n°1866, le 10 août 2000

⁹⁷⁶ « La prostitution à Cuba. Communisme, ruses et débrouille », Sami Tchak, L'harmattan, 1999

⁹⁷⁷ Artículo 302 del Código Penal, Título XI, Delitos contra el desarrollo normal de las relaciones sexuales y contra la familia, la infancia y la juventud, Capítulo I, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales, Sección Tercera, Abusos lascivos

de jeunes filles désorientées ou de femmes seules. Il faut par conséquent essayer de les aider dans l'espoir qu'un jour elles puissent s'intégrer à la société, et leur redonner ainsi une meilleure estime d'elles-mêmes. Le but est de batailler contre ceux qui les exploitent car en effet, la loi n'a rien contre les prostituées mais elle en veut surtout à ceux qui les manipulent c'est à dire les proxénètes. Commercer avec le sexe, en sachant qu'ils corrompent de jeunes gens est un acte criminel qui mérite plus que la répudiation sociale⁹⁷⁸.

Le Code Pénal dans son article 310 punit sévèrement la corruption des mineurs et il établit des peines qui vont de 7 à 15 ans de prison, pour ceux qui utilisent les moins de 16 ans dans l'exercice de la prostitution ou dans des actes de corruption, pornographie, hétérosexuelle ou homosexuelle ou toute autre conduite malhonnête.

« El que induzca a un menor de 16 años de uno u otro sexo, a ejercer el homosexualismo o la prostitución o a concurrir a lugares en que se practique el vicio o actos de corrupción o realizar cualquier otro acto deshonesto de los previstos en este Código incurre en sanción de privación de libertad de 2 a 5 años »⁹⁷⁹

La loi 87 dans son article 18 aggrave les peines qui passent de 20 à 30 ans de prison ou voire même la peine de mort. Cela s'applique si le coupable emploie la violence ou l'intimidation, si celui-ci a causé des lésions ou une maladie à un mineur. C'est aussi le cas si celui-ci a la protesté, ou la garde du mineur. Si la victime a moins de 12 ans, si le mineur est attardé mentalement ou si l'acte se produit sur plus de deux personnes.

A la fin des années 90 et plus précisément en octobre 1998, le gouvernement cubain tenta de mettre fin à la prostitution en renvoyant certaines femmes dans leurs provinces et en emprisonnant d'autres, mais ces mesures n'ont pas suffi. Cette mesure portait le nom d' « Opération Lacra⁹⁸⁰ ». Fidel Castro la mit en place après un de ses nombreux discours. Selon lui, il était temps de tout arrêter. En effet, les principaux lieux de la nuit devinrent interdits au public le lundi. On ferma les discothèques du Commodore, le Café Cantante et le

⁹⁷⁸ « Drogas, proxenetismo, corrupción de menores y venta y tráfico de menores », Doctor Marcelino Diaz Pinillo, Article de la revue Granma International Digital, La Habana, Cuba, 1999

⁹⁷⁹ « Celui qui entraîne un mineur de moins de 16 ans, quel que soit son sexe, à exercer l'homosexualité ou la prostitution ou à se rendre sur des lieux ou se pratique le vice ou des actes de corruption ou à réaliser n'importe quel autre acte malhonnête, encourt une peine de 2 à 5 ans de prison »

Artículo 310 del Código Penal, Título XI, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales y contra la familia, la infancia y la juventud, Capítulo III, Delitos contra el normal desarrollo de la infancia y la juventud, Sección Primera, Corrupción de menores

⁹⁸⁰ Operativo Lacra

palais de la Salsa et une mention « *Sólo para los clientes* ⁹⁸¹ » fut affichée dans les salles des hôtels Marina Hemingway, Copacabana ou Habana Libre. Au Habana Café, on acceptait seulement les couples et les jeunes filles devaient être bien habillées. De plus, ses portes fermées deux heures avant.

L'Opération Lacra consiste en deux choses, d'un côté que la prostitution se fasse plus discrète sans perturber l'image tranquille que prétend avoir le régime, et de l'autre qu'il se développe sous le contrôle de ce dernier⁹⁸².

Les mesures répressives contre les prostituées furent très sévères. Beaucoup d'entre elles furent internées comme délinquantes dans des centres rééducatifs pour avoir commis un délit non autorisés par la loi. Selon une information de Fidel Castro au cours de son discours donné le 5 janvier 1999 en l'honneur du 40^e anniversaire de la constitution de la police nationale révolutionnaire, il révéla que le Centre de réception, classification et prosécution des prostituées de La Havane reçut jusqu' en novembre 1998, 6714 femmes (environ 610 par mois). 59% d'entre elles provenaient de l'intérieur du pays. Etant donné que ces femmes ont eu une attitude antisociale, en accord avec la loi, 277 d'entre elles furent internées dans des centres de réhabilitation pendant que les autres eurent un avertissement et furent renvoyées chez elles.

De nombreuses mesures furent adoptées mais certaines étaient tout de même dures pour la jeunesse cubaine. En effet, après toutes ces répressions, certains lieux eurent l'autorisation d'ouvrir à nouveau leurs portes et ils installèrent des portiers à l'entrée de ces clubs nocturnes de La Havane afin de demander aux clientes leurs papiers d'identité. Si les filles provenaient de villes comme Holguín, Santiago de Cuba, ou Guantánamo, elles n'étaient pas autorisées à entrer.

Malgré tout, la plupart de ces jineteras, en ont profité pour jouer les auto-stoppeuses dans certains quartiers, notamment le quartier résidentiel de Miramar ou le célèbre front de mer, le Malecón. Cette activité n'est pas aussi surveillée qu'on le croit. Si une jinetera est découverte, elle aura le droit à un avertissement, au bout de trois avertissements, elle ira en prison pour une durée de 2 à 5 ans⁹⁸³.

Etant donné que cette activité est très liée au tourisme, ce sont en général des endroits réservés aux étrangers qui deviennent des espaces pour la prostitution. Les cubaines se mêlent aux touristes dans le but de trouver des clients potentiels, aux alentours de certains grands hôtels,

⁹⁸¹ Seulement pour les clients

⁹⁸² « Comentando el tratamiento dado por periódico sueco Dagens Nyheter al tema de la prostitución en Cuba », Carlos Manuel Estefanía, Article, Cuba Nuestra, Le 18 juillet 2006

⁹⁸³ « Prostitución en Cuba », Manu García, Article, Noticias.com, Le 12 mars 2005

de certaines grandes rues et avenues fréquentées par les taxis, dans les restaurants, les discothèques ou même les plages. Ces femmes ne sont pas cataloguées pour leurs couleurs de peau, leur milieu social, leur niveau d'étude, leur âge. Elles appartiennent à différentes catégories socio-professionnelles, parmi elles on compte des femmes aux foyer, des chômeuses, des étudiantes, des lycéennes et parfois même des écolières. Ce qui est surprenant c'est qu'à Cuba, on affirme qu'il n'y a pas de prostitution infantile. Amir Valle, journaliste, dans son livre « Jineteras »⁹⁸⁴, nous révèle que selon lui, la prostitution infantile est bien présente sur l'île. Au cours d'une opération lancée en 1995, 12 000 jineteras ont été capturées par les services de police et 20% d'entre elles avaient moins de 18 ans. Ce qui signifie que 2400 filles étaient mineures. Dans son étude, on se rend compte, qu'en 1997, la majorité des filles avaient en moyenne 24 ans, en 2001, d'après une étude réalisée par une chercheuse de l'Eglise Baptiste de Cuba, les filles avaient en moyenne, 17 ans, et cela concernait plutôt des lycéens.

La plupart des prostituées qui apparaissent dans ce livre sont mineures et conscientes du mal qu'elles se font. De plus, les proxénètes pensent qu'un enfant devient adulte dès qu'il fête ses 11 ans. Ce qui est dénué de sens. Il faut être vraiment décalé pour réagir ainsi !⁹⁸⁵

Lorsqu'on évoque la prostitution devant les cubains, on nous répond souvent, « *Aquí no hay prostitución, pero existe el jineterismo...* ». Les jineteras, désignent les prostituées cubaines, il s'agit d'un terme local et il signifie cavalière. On les appelle ainsi car pendant la colonisation, les soldats étaient des cavaliers qui se battaient en cavalant après l'armée espagnole afin de retrouver leur liberté. Dans les années 90, le pays qui envoyait le plus de touristes à Cuba était l'Espagne, et dans les milieux intellectuels de l'île, on parlait d'une seconde colonisation due à la prolifération d'entreprises espagnoles, d'hôtels gérés par des espagnols, d'accords commerciaux avec eux,...alors on commença à dire que les prostituées qui pullulaient dans les rues étaient des « amazones » ou des « jineteras » qui cherchaient à rencontrer des touristes espagnols et comme au 19^e siècle elles luttait pour retrouver leur liberté. Depuis ce moment, ce terme est resté dans le langage cubain⁹⁸⁶.

⁹⁸⁴ Amir Valle est un journaliste cubain, il a publié son livre « Jineteras » en 2006, par la maison d'édition espagnole Planeta. Le texte s'était déjà converti en best-seller clandestin à l'intérieur et hors de Cuba, il était connu sous le nom de « Babilonia Habana o prostitutas en Cuba ». Il y a six ans, il a présenté une version initiale de son essai au concours littéraire « Casas de las Americas » où il a été ignoré mais quelqu'un l'a récupéré, scanné et mis en circulation sur Internet sans sa permission. Dans ce livre apparaissent des témoignages de prostituées cubaines. le résultat de neuf années d'immersion dans le côté occulte de la société cubaine.

⁹⁸⁵ « Jineteras », Amir Valle, Ediciones Planeta, 2006

⁹⁸⁶ « Amir Valle, Jineteras en el « Paraiso » », Manuel Gayol Mecías, Article, La Opinión Digital, Le 19 novembre 2006

D'après une étude de Sami Tchak, en 1996, il existerait trois catégories de jinetas : les occasionnelles, celles qui se prostituent régulièrement et celles qui le font à temps plein. Bien entendu, cela est calculé en fonction de leurs moyens financiers.

Les premières profitent des fêtes sur les lieux touristiques, ainsi que du contact avec les touristes afin d'obtenir quelques dollars. Ce sont des femmes, des jeunes filles ou des enfants. Elles se prostituent régulièrement, mais à temps partiel.

Les deuxièmes sont celles qui commencent à une heure précise, chaque jour en conservant leur activité salariale. C'est surtout la nuit qu'elles le font, dans le but d'arrondir leur fin de mois.

Les dernières sont des femmes originaires de différentes provinces de l'île, elles se prostituent dans le but de mener une vie meilleure dans des grandes villes. Elles consacrent tout leur temps à cette activité, en quelques mots, il s'agit là de leur profession⁹⁸⁷.

Malheureusement, on compte de plus en plus de femmes dans cette situation. Elles sont séduites par le mode de vie des occidentaux qu'elles fréquentent. Elles voient en eux la liberté tant espérée, ainsi que l'opportunité de mieux connaître les avantages que peuvent offrir les sociétés capitalistes. Cela ne peut par conséquent, qu'inciter des milliers de femmes à se prostituer, surtout si les conditions de vie cubaine ne s'améliorent pas rapidement.

Leurs tarifs varient : elles peuvent réclamer 30 voire même 100 dollars (il ne faut pas oublier qu'à Cuba le niveau de vie est très bas, en effet, 10 dollars est le salaire mensuel moyen d'un travailleur). Ces dollars représentent beaucoup pour ces filles. Ce salaire les aide à s'offrir des produits qu'elles ne pouvaient pas acheter auparavant. Mais cet argent leur permet aussi de goûter à la « fièvre acheteuse » des sociétés de consommation⁹⁸⁸.

La jinetera n'a pas seulement un comportement sexuel avec son partenaire, mais aussi un comportement social. Ces deux personnes font mine de former un couple et ce au frais du touriste : celui-ci l'emmène en discothèques, au restaurant, il lui offre ce qu'elle désire, comme tous produits de la vie quotidienne (cosmétiques, vêtements, nourriture,...). Elle profite de sa présence pour vivre intensément des moments qu'elle ne connaîtra plus après son départ. L'homme bien accompagné, profite de son séjour en se faisant plaisir tout en se devant d'entretenir une femme qui a des difficultés financières et matérielles.

⁹⁸⁷ « La prostitution à Cuba : Communisme, ruses et débrouilles », Sami Tchak, L'harmattan,

⁹⁸⁸ « El mercado del sexo en Cuba, sólo se aceptan dólares », Sara Más, Article, Revue Mujeres Hoy, Le 13 octobre 2003

Cette relation peut durer un temps incertain, tout dépend de ce que recherche la jeune fille : un soir, quelques jours, ou le temps d'un simple séjour sur l'île. Dans le meilleur des cas, ils établiront des contacts et par la suite, la jeune fille quittera l'île⁹⁸⁹.

Le problème de la prostitution à Cuba est présent essentiellement dans les pôles touristiques. Ce nouveau genre de prostitution touche en majorité des jeunes, avec un niveau éducatif élevé, en bonne santé, et ayant des droits et des nécessités élémentaires garanties, une fois qu'elles ont décidées de se prostituer, il est difficile de les rééduquer.

Il a réclamé depuis peu l'attention du gouvernement et des institutions non gouvernementales dans un sérieux engagement pour en venir à son éradication. Ce processus dépend de la Commission de Prévention et d'Attention Sociale, créée en 1986, et intégrée par des institutions de l'Etat Cubain (Ministère de l'Education, de la Santé, du Travail, de l'Intérieur,...) et par des organisations politiques et de masses. Ainsi que de la FMC. Elle développe un travail systématique auprès de chacune des prostituées détectées, ce qui est possible dans une société comme Cuba.

Les jineteras utilisent ces méthodes dans le but d'arrondir des fins de mois difficiles, ou pour obtenir des biens matériels qui sont inaccessibles aux cubains puisque leur prix est affiché en dollars (savon, sucre, vêtements,...). Lors d'un de mes séjours à Cuba, j'ai rencontré une jeune fille, prénommée Yveve, elle m'a dit clairement qu'elle était jinetera, et qu'elle faisait cela dans le but d'aider sa famille. Cette jeune fille a tout juste 20 ans, elle vit avec sa mère, sa sœur et son neveu dans une maison au centre de La Havane. Elle a remplacé sa sœur qui a cessé toute activité depuis la naissance de son fils. Yveve a donc décidé de se sacrifier. Elle a tout d'abord arrêté ses études et s'est lancée dans le jineterismo à son tour. Pour elle, c'est une question de survie. En effet, sa mère ne travaille pas car elle est malade du dos et son père a quitté la maison quelques années auparavant sans donner de nouvelles. Elles vivent toutes les trois à l'aide d'une petite pension d'invalidité perçue par sa mère. En faisant cette activité, elle pensait à son neveu de trois ans. En effet, celui-ci doit être bien nourri pour pouvoir grandir correctement. Elle me répétait souvent : « *La vida no es fácil* », en effet, même si elle fait cela à contrecœur, elle sait très bien qu'elle ne le fera pas toute sa vie. Son rêve serait d'aller rejoindre son petit ami parti vivre en France. Ce dernier lui a promis qu'un jour il viendrait la chercher. Mais en attendant, elle fréquente les touristes. Selon elle, c'est un travail que les

⁹⁸⁹ « El sexo como visa para salir de Cuba », Mariana Ramirez Corria, Revue Cimac, La Havane le 28 octobre 2003

femmes de là-bas n'aiment pas forcément, mais qui reste très bien rémunéré. C'est aussi un métier facile d'accès, et pour des jeunes femmes qui ont peu d'éducation, c'est un bon moyen de subvenir à ses besoins!⁹⁹⁰

Lors de mon deuxième séjour à Cuba, j'y ai rencontré une jeune femme de 30 ans qui se prénomme Omayda. Nous avons fait connaissance par le biais de Niurca, mon amie qui m'a si gentiment hébergée. Elles se sont vues pour la première fois à l'Alliance Française de La Havane. Après avoir sympathisé avec elle, elle m'a avoué son désir de venir très prochainement en France, et c'était sur le point de se produire rapidement car ses papiers étaient déjà mis en route. Omayda était une fille intelligente et rusée, elle a trois enfants, une fille de 12 ans, et deux garçons de 8 et 5 ans. Elle est encore avec son mari, mais les relations entre eux deux sont très complexes. Depuis quelques temps, elle a décidé de quitter la maison car ce dernier l'avait battue. Selon elle, c'est un homme égoïste et méchant. Alors à quoi bon rester à ses côtés ! elle vit actuellement chez des gens d'un certain âge à qui elle paie un loyer hors de prix. Depuis qu'elle s'y est installée, elle a commencé à travailler, mais elle ne pouvait pas faire grand-chose, car elle n'a pas fait beaucoup d'études. Elle a donc trouvé un poste de femme de ménage à l'ambassade de Pologne. Elle s'entend bien avec l'ambassadeur et c'est grâce à lui que ses papiers ont pu être traités en priorité. Depuis qu'elle travaille Omayda dépense peu mais elle s'autorise quelques sorties avec des amies au cinéma, au théâtre,... malgré tout, si elle veut se rendre en France, elle doit avoir de l'argent de côté, et elle en a beaucoup. Ce qui paraît surprenant quand on sait qu'elle travaille depuis seulement trois ans et qu'elle doit payer son loyer, ses vêtements, ses sorties, son billet d'avion, et bien d'autres choses encore.

Le choix de vivre en France n'est pas un pur hasard. Elle avait fait la connaissance d'un ambassadeur français, qui a quitté ses fonctions depuis et qui est revenu exercer en France, et avec qui elle passait beaucoup de temps. Cet homme était tombé sous le charme de la jeune fille et a souhaité qu'elle vienne s'installer en France. C'est pourquoi, elle a pris des cours de français et compte y faire venir ses enfants par la suite. Selon elle, la qualité de vie est meilleure là-bas, elle aimerait voir grandir ses enfants dans un pays capitaliste.

Cet homme lui offrait ce qu'elle désirait, de plus, il avait beaucoup d'argent et achetait souvent des vêtements ou de nombreux cadeaux à toute la famille. Malgré sa gentillesse

⁹⁹⁰ Entretien avec Yveve, juillet 2002 dans le cadre de mon rapport de thèse de DEA, « Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une société machiste »

Omayda n'était pas très à l'aise avec cet homme qui voulait s'engager avec elle: « *es generoso, y tiene una multitud de cualidades pero yo no quiero casarme con él* »⁹⁹¹.

Quand elle est arrivée en France, elle est venue chez moi, je lui ai dit qu'elle pouvait rester tant qu'elle voulait mais elle avait l'intention de rendre visite à des amis. Et ces amis, c'était cet ambassadeur, il lui avait dit de venir passer le week-end avec lui et c'est ce qu'elle a fait. De retour chez moi, elle est rentrée avec deux valises pleines de cadeaux, selon elle, il l'avait invité dans un restaurant sur les Champs Elysées à Paris et l'après-midi, elle était passé chez le coiffeur et l'esthéticienne, ensuite, elle pouvait entrer dans n'importe quel magasin et acheter ce qu'elle voulait, et elle ne s'est pas gênée, en effet, elle portait des vêtements neufs, un manteau de fourrure, sa valise était remplie de vêtements, de parfums, de cosmétiques, de bijoux et d'argent. La joie se lisait sur son visage, mais malgré tout, elle pleurait souvent en regardant les photos de ses enfants. Pour elle, ce qu'elle faisait n'était pas correct, mais elle me répétait souvent qu'à Cuba, il faut se débrouiller comme on le peut. Si grâce à cet homme, elle peut vivre une vie normale avec sa famille plus tard, elle n'aura pas à le regretter longtemps. Son rêve était de s'éloigner de Cuba pour vivre loin de son mari, elle avait peur et surtout plus aucune confiance en lui. A Cuba, elle n'y a aucune attache, car elle ne s'entendait plus très bien avec sa famille. Omayda est originaire de Pinar el Rio, une ville de la campagne située à l'ouest de l'île, et c'est pour cette raison qu'elle a fui à La Havane à sa majorité. C'est une femme qui sait ce qu'elle veut, elle s'est toujours débrouillée toute seule, aujourd'hui, elle est mariée à un antillais et a reçu ses papiers français. Etant donné que je n'ai plus de contacts avec elle, je ne sais pas si elle a réussi à faire venir sa famille à ses côtés⁹⁹².

Il est souvent difficile aux femmes d'exercer un emploi, et la plupart du temps quand elles en trouvent un, il ne leur correspond pas, et il est surtout très mal rémunéré. Alors, elles ont souvent recours à l'option la plus rentable, quoique la plus dégradante, qui est celle de se prostituer. La prostitution atteint à cette époque de telles proportions qu'elle devient un véritable fléau. On peut voir des femmes de tout âge, même si selon les études, il s'agit le plus souvent de jeunes filles, provenant de divers milieux sociaux, plonger innocemment dans un monde de corruption et de perversion qui les marquera à jamais⁹⁹³.

Dès les premiers mois du triomphe de la Révolution, une des mesures dictées par le gouvernement fut la prohibition de la prostitution sur l'île. Toutes les maisons closes et autres

⁹⁹¹ « Il est généreux, et a beaucoup de qualité mais je ne veux pas me marier avec lui »

⁹⁹² Entretien avec Omayda, à Cuba et en France juillet et septembre 2004

⁹⁹³ « Jineteras », Lissette Bustamente, Altera, 2005

lieux fréquentés par les prostituées furent fermées. De par cette mesure, le gouvernement avait l'intention de bien changer le statut de la femme, et d'arrêter de le renvoyer sans cesse au rang de la simple épouse ou de la femme au foyer. C'est ainsi que débuta la campagne pour l'égalité des sexes. La majorité des prostituées privées par le décret gouvernemental de pratiquer leur ancienne activité eurent la possibilité de s'insérer dans la société en trouvant un emploi ou en s'éduquant. Beaucoup d'entre elles y parvinrent, certaines réussirent à fonder une famille et eurent le sentiment d'avoir enfin trouver le chemin de l'honnêteté. C'est ainsi que la prostitution fut abolie à Cuba⁹⁹⁴.

Au cours des années 60 et 70 ainsi qu'au milieu des années 80, le phénomène n'existait quasiment pas, excepté quelques cas isolés. Pendant ce temps, la femme cubaine participait à la vie sociale en développant ses aptitudes en tant qu'étudiante ou travailleuse. Des milliers de femmes entrèrent à l'université, elles étaient présentes dans plusieurs branches : les sciences, les lettres, le sport, la culture générale. Le gouvernement était donc fier de ses prouesses.

A la fin des années 80, la situation changea, de par l'arrivée d'étudiants étrangers du tiers monde qui s'inscrivaient dans des écoles ou des universités cubaines. Bien que le dollar n'avait pas encore fait son entrée sur l'île, des jeunes filles avaient des relations de courte durée avec ces étudiants étrangers. Leur but n'était pas de se prostituer mais de pouvoir s'offrir des biens matériels tels que des vêtements, des cosmétiques, ou avoir la simple idée de pouvoir entrer dans des lieux fréquentés par ces étrangers.

Grâce à l'envoi de gigantesques ressources économiques de la part de l'URSS, la population cubaine avait alors atteint un niveau de vie modeste mais acceptable. Après la chute du bloc soviétique, ce niveau de vie disparut progressivement pour ensuite disparaître. L'économie cubaine était loin d'être stable et connut des changements radicaux, c'est pourquoi, on cherchait de nouvelles entrées de ressources et de devises. C'est à ce moment là que l'île ouvrit ses portes au tourisme international et que le dollar arriva sur le territoire.

Le niveau de vie peu élevé, les bas salaires et l'augmentation du tourisme sont un facteur déterminant dans la reprise de la prostitution à Cuba⁹⁹⁵.

Lors d'une interview d'Amir Valle sur son livre « Jineteras », qui traite de la prostitution à Cuba, il dit :

« Ma thèse est que la prostitution n'a jamais disparu de Cuba : ce qui s'est produit

⁹⁹⁴ « La Revolución ha hecho posible lo que somos hoy las mujeres cubanas », Martín Koppel, Article, Revue Perspectiva Mundial, Septembre 2003

⁹⁹⁵ « Jineteras :la triste carne del dólar », Ivette Leyva, Envoyée spéciale pour « El nuevo Herald », Le 25 juin 2006

*Durant les années 90 a été une manifestation d'un mal social devant la pauvreté
Etendues à toutes les couches de la population. Dans une société emmenée presque à
l'extermination toute forme de survie est acceptable. Ce qui arrive à Cuba démontre
que nous ne vivons pas dans une société différentes des autres.»⁹⁹⁶*

De par cette interview, Amir Valle nous démontre bien que la situation à Cuba va de mal en pis. La prostitution est donc une issue à tous les problèmes des cubains. Aujourd'hui, on se rend compte que dans les familles, la pratique de la prostitution est bien acceptée. Si pour nous occidentaux, cela semble être invraisemblable, pour eux, il s'agit là d'un bon moyen de faire entrer l'argent dans les foyers. C'est pour l'instant une solution de survie et de lutte contre la pauvreté.

On remarque que les jeunes sont les plus en proie à cette activité. Les proxénètes les choisissent car à cet âge là, ils sont encore innocents. Pour ces marginaux, un enfant deviendrait adulte dès qu'il atteint ses onze ans. Cette façon de penser est lamentable et incite ces enfants à devenir plus tard de véritables délinquants. Même si à Cuba, les lois sont très dures envers ces gens, peu d'entre eux se font attraper et malheureusement, le mal se répand à grande vitesse sur toute l'île. Et quand Fidel Castro clame haut et fort qu'il maîtrise la situation, on se pose toutefois des questions à ce sujet...

Conclusion

De nos jours, la femme cubaine a bien évolué. Elle travaille, elle sort, elle s'occupe en pratiquant toutes sortes d'activités. Elle est bel et bien terminée l'époque où elle devait rester enfermée chez elle pour tenir son foyer et éduquer ses enfants. Il y a un peu plus de 53% de femmes actives sur l'île, elles sont en général beaucoup plus présentes dans certains domaines comme l'éducation, l'administration, le secteur de la santé, le commerce ou les services⁹⁹⁷. A l'inverse, certains secteurs sont peu sollicités, c'est le cas de l'armée, les métiers de techniciens, la mécanique ou même le bâtiment. Certaines femmes sont très attirées par ce type de métiers pourtant, mais la majorité des hommes ont du mal à les accepter, pour eux, c'est inadmissible qu'une femme puisse accomplir ce genre de tâches. Il est vrai que pour les hommes, la femme incarne une mère, à la fois fragile et douce, et par

⁹⁹⁶ « Amir Valle, Jineteras en el Paraíso », Entrevista, Manuel Gayol Mecías, La Opinión Digital, La Havane, 19 novembre 2006

⁹⁹⁷ Statistiques CEPAL, « Estadísticos sociales », 2005

extension incapable de se surpasser et de se salir les mains. Certains hommes craignent parfois que les femmes développent des capacités supérieures aux leurs et ils seraient donc jaloux. D'autres ne voient pas une femme diriger et donner des consignes à une équipe d'hommes. En effet, le fait de se laisser commander par un « être du sexe faible » les effraie⁹⁹⁸.

Si la femme est aussi présente dans la société actuelle, c'est en partie grâce à la FMC. Elle a joué un rôle très important dans ce processus. Créée en 1960, elle ne cesse de se dévouer pour atteindre les objectifs qu'elle s'est principalement fixés : « à savoir *élever le niveau idéologique, politique et culturel de la femme faisant en sorte que celle-ci puisse participer sur un pied d'égalité avec l'homme et avec les mêmes chances que lui aux affaires de la société. Mais elle veille aussi à consolider la famille ainsi qu'à l'épanouissement des enfants* ».

La présidente de la FMC fait partie du Conseil d'Etat de la République de Cuba et dirige la Commission d'Assistance à la Femme, à l'enfance et à la jeunesse de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, dans laquelle elle participe à la formulation de lois qui ont un rapport avec les femmes. Ce fut le cas lors de l'élaboration du Code de la Famille qui fut approuvé en 1975. Après sa promulgation, la FMC a livré une dure bataille pour l'égalité des sexes, comme par exemple, la réduction des activités professionnelles considérées inaptées aux femmes⁹⁹⁹.

La Révolution met en avant l'image de la femme : celle-ci fait partie de la société et elle a le droit d'y participer activement comme tout citoyen cubain¹⁰⁰⁰. C'est pourquoi, tout est mis en œuvre pour qu'elle s'insère dans de bonnes conditions. La FMC s'en charge, puisque c'est elle qui est à l'initiative de toutes ces idées. A présent, il y a plus de 50% de femmes actives à Cuba et 36% des femmes siègent à l'Assemblée Nationale. De plus, certaines d'entre elles ont la responsabilité de certains ministères.

La famille cubaine évolue différemment. La cellule de base définit par la constitution a éclaté. De nos jours, la femme travaille, et en plus, elle doit assumer sa famille : il est fini le temps où elle devait rester sagement au foyer ! elle doit tout supporter, par définition, elle représente le pilier de la vie de famille¹⁰⁰¹.

⁹⁹⁸ « La femme au centre du développement », Mariela Castro Espín, Article paru dans « Granma », La Havane, Cuba

⁹⁹⁹ « ¿Qué es la FMC ? », Revue de la fédération, Bibliothèque de la FMC, La Havane, Cuba

¹⁰⁰⁰ « Mujeres cubanas y el largo camino hacia la liberación », Acela Caner Román, Article paru dans la revue « Cuba Socialista », La Havane, juin 2004

¹⁰⁰¹ « Mujeres bajo presión », Anett Ríos Jáuregui, Granma Digital, La Havane, 24 octobre 2004

Aujourd'hui, les jeunes préfèrent vivre en concubinage puisque le taux de mariage a fortement diminué depuis les années 90. En revanche, le taux de divorce a fortement augmenté, et il serait du en partie à la pénurie de construction de logements neufs. En effet, cette situation obligerait les jeunes à vivre chez les parents d'un des deux, ce qui par la suite favoriserait la mésentente dans les familles¹⁰⁰².

Même si Cuba fait partie du tiers monde, elle a une bonne démographie. Les personnes du troisième âge vivent plus longtemps que dans certains pays développés. Le gouvernement prend grand soin de cette population. Il existe de nombreux établissements à leur égard : des maisons de retraite ou des foyers logements qui les accueillent en journée afin de les faire pratiquer tous types d'activités¹⁰⁰³.

Suite à la visite de Frei Betto au sujet de la religion, Fidel Castro s'est rendu compte qu'il n'était pas catholique mais qu'il avait pratiqué les différentes étapes du christianisme au cours de sa jeunesse. Il a désormais pris conscience que la religion pouvait être un point fort pour sa population, c'est pourquoi, en 1992, un amendement constitutionnel fut adopté par le biais duquel on instaura la liberté de culte sur l'île. Même si le catholicisme est majoritaire, puisqu'il rassemble 40% des cubains, il existe d'autres religions à Cuba, comme le judaïsme, l'islam ou le bouddhisme mais celle qui compte de plus en plus d'adeptes est un syncrétisme venu d'Afrique, il s'agit de la santería¹⁰⁰⁴.

La prostitution à Cuba est un véritable fléau et le gouvernement tente à sa façon de l'éradiquer. Les mesures prises dans les années 90 furent efficaces mais très vite tout recommença.¹⁰⁰⁵ Le gouvernement veut faire bonne figure et dit vouloir s'en débarrasser mais il profite aussi de son côté, puisque la prostitution attire les touristes. Et cela contribue à la bonne santé économique de l'île.

Vivre à la cubaine n'est pas joyeux tous les jours, en effet, si ces femmes ont choisi cette activité, c'est en partie pour pouvoir s'offrir des biens qu'elles ne peuvent pas consommer tous les jours. Quand on a une famille à charge, il faut l'assumer. Et bien souvent les femmes qui ont fait peu d'études et qui veulent s'en sortir choisissent cette alternative, car c'est une activité simple et qui rapporte beaucoup¹⁰⁰⁶.

¹⁰⁰² Cuba : familia en tiempo de cambio », Sara Más, Article Revue CIMAC, La Havane, 27 septembre 2005

¹⁰⁰³ « Cuba est le pays adéquat pour vivre 120 ans », Joaquin Oramas, Granma Digital Internacional, La Havane, 13 janvier 2006

¹⁰⁰⁴ « L'Eglise et la Révolution », Philippe Létrillart, L'harmattan, 2005

¹⁰⁰⁵ « Comentando el tratamiento dado por periódico sueco Dagens Nyheter al tema de la prostitución en Cuba », Carlos Manuel Estefanía, Article, Cuba Nuestra, Le 18 juillet 2006

¹⁰⁰⁶ « El mercado del sexo en Cuba, sólo se aceptan dolares », Sara Más, Article paru dans la revue « Mujeres Hoy », La Havane, Le 13/10/2003

Certaines statistiques ont démontré que depuis la période spéciale de plus en plus de monde ont recours à ces pratiques, et on constate que les jeunes filles s'y mettent de plus en plus jeunes.

Serait-il possible qu'un jour, la prostitution devienne un métier reconnu par l'Etat à Cuba ?

Conclusion générale

Nous pouvons affirmer qu'être une femme dans le monde est un inconvénient, encore aujourd'hui, Selon leurs origines, elles se heurtent à de terribles inégalités. Le manque d'éducation¹⁰⁰⁷ en est parfois responsable. Beaucoup de femmes qui vivent dans des zones rurales d'Afrique ou d'Amérique Latine par exemple, vivent au crochet de leurs époux. Par manque de moyens, elles n'ont pas accès à l'éducation, et malheureusement, elles subissent la violence de leurs époux. Pour elles, cette situation est normale !

Parfois dans certaines zones du globe, le fait d'exister, est une tare. C'est le cas de certains pays asiatiques où naître fille est une véritable malédiction. En effet, dès leur naissance, elles sont abandonnées voire même tuées par leurs propres parents. En Chine, par exemple, en 1990, la mortalité des filles de moins de un an était 15% supérieure à celle des garçons et en l'an 2000, ce taux était passé à 46% de plus¹⁰⁰⁸. Une fille revient beaucoup plus cher qu'un garçon et pour des familles pauvres c'est un fardeau, alors autant s'en débarrasser dès qu'on connaît le sexe du bébé.

On se rend compte aussi, que les religions jouent un rôle important dans les rapports hommes/femmes. Les religions monothéistes placent l'homme au sommet, c'est lui le chef du foyer et c'est lui qui détient tous les pouvoirs. Dans certaines sociétés par exemple, les femmes n'ont pas leur mot à dire. En Afghanistan, les Talibans, des extrémistes musulmans, pensent que la femme devrait rester chez elle. Mais une association féministe RAWA¹⁰⁰⁹ s'y oppose. Ses membres tentent de rendre aux femmes leur dignité tout en les aidant à lutter contre les atrocités quotidiennes. Mais elles doivent faire preuve de discrétion car si on les repère elles seraient tuées. Ce qui arriva à Meena, sa fondatrice. L'association pense que ce comportement est inacceptable et que s'il venait à gagner du terrain il pourrait bien se propager dans le monde musulman mais dans d'autres sociétés par la suite.

¹⁰⁰⁷ Thierry Bloss, Alain Frickey « La femme dans la société française », Presses Universitaires de France, Paris, 1994, P.26 (127 pages)

¹⁰⁰⁸ Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu- L'élimination des filles en Inde et en Asie », La Découverte, Paris, 2006 (194 pages)

¹⁰⁰⁹ « Le combat de Mastura pour la liberté », Isabelle Nataf, article paru dans le figaro, 2002

C'est en partie grâce à l'émergence du féminisme que les femmes ont pris conscience de leur existence, qu'elles avaient des droits et qu'il fallait les défendre. Ce mode de pensée qui provenait de l'Occident leur a fait retrouver confiance en elles en leur apportant beaucoup. Leurs premières revendications furent le droit de vote, l'accès à l'éducation et au monde du travail. Plus tard, la seconde vague du féminisme, née après la seconde guerre mondiale centra ses efforts sur les droits reproductifs, c'est-à-dire le droit à la contraception, à l'avortement mais aussi un accès aux services de santé et au planning familial.

Aujourd'hui, les organisations féministes essaient d'améliorer l'image de la femme en essayant de la rendre égal à l'homme et en les protégeant contre les actes de violences, mais aussi la prostitution et le trafic d'êtres humains. En Europe, la LEF¹⁰¹⁰, qui vise à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'Union Européenne, tente de satisfaire tous les états membres. Chaque pays est différent et a ses propres revendications mais avec du temps et de la patience, certains problèmes seront résolus. Il est vrai que les femmes en demandent toujours plus, on a l'impression qu'elles ne seront jamais satisfaites. Mais tant qu'elles n'auront pas obtenues la pleine égalité avec les hommes, elles ne cesseront jamais de se battre.

Le féminisme latino-américain

Comme nous l'avons déjà dit, le féminisme est né en Occident et il apporta beaucoup aux femmes en leur permettant de s'insérer au mieux dans leur société tout en combattant le patriarcat. De nos jours, ce courant s'est propagé à travers le monde et se décline de plusieurs façons. En Amérique Latine, ses racines sont très profondes. Il serait apparu dès le milieu du 19^e siècle dans les pays du Cône Sud¹⁰¹¹, rapporté par un petit groupe de femmes originaires d'Europe, éduquées et issues des classes sociales élevées. Au tout début, le féminisme n'existait pas, il s'agissait juste d'un mouvement de femmes. Leurs revendications étaient l'accès à l'éducation et à la culture, la défense des droits sociaux et l'insertion dans le monde du travail ainsi que l'égalité civile et politique. Le premier Congrès féministe de Buenos-Aires en 1910 et celui de 1916 dans le Yucatan marque le début de ce courant. Le féminisme européen et latino-américain sont donc étroitement liés, ils ont par conséquent les mêmes origines.

¹⁰¹⁰ Marie Ramot « Lobby Européen des Femmes-La voie institutionnelle du féminisme », L'harmattan, Paris, 2006 (162 pages)

¹⁰¹¹ Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en América Latina y El Caribe », Narcea Editions, Madrid, 2004, P.156-157 (206 pages)

La deuxième vague féministe est née dans les années 70 suite aux terribles dictatures qui s'implantaient peu à peu sur le continent, ces régimes rabaissaient le rôle de la femme, la confinant dans son foyer. Elle était spectatrice des atrocités qui se déroulaient, la perte d'un enfant, d'un frère ou d'un mari ne pouvait pas la laisser indifférente. Ces femmes créèrent des associations d'opposition à la dictature et prirent les armes pour lutter contre cette indignation. Elles cherchaient la vérité, et encore aujourd'hui, elles espèrent l'obtenir comme c'est le cas en Argentine, avec les mères de la place de Mai¹⁰¹². Sans ces actions, il n'y aurait jamais eu de transition démocratique.

Il est vrai que le féminisme occidental a eu une grande influence sur le féminisme latino-américain, en ce qui concerne ses bases historiques. Mais, les femmes prirent réellement conscience de ce qu'elles étaient grâce aux contextes politiques nationaux : la crise économique et les régimes dictatoriaux furent le point de départ de cet engagement et de ces premières actions féministes.

Ce n'est que dans les années 80 que le féminisme s'est développé et diversifié¹⁰¹³. Les femmes sont désormais sur le devant de la scène, grâce à leurs actions, elles ont « envahi » l'espace public. Les différents mouvements créés sont désormais aptes à aller plus loin. La première rencontre féministe qui a lieu en Colombie en 1981, signe le début d'un féminisme régional.

L'Amérique Latine est un vaste continent qui abritent différents peuples, notamment les peuples indigènes et les populations afrodescendantes, mais aussi des blancs et des métis. Certains de ces peuples vivent un combat quotidien contre le racisme. C'est le cas de toutes les minorités. Les conflits de génération, de classe et de races durcissent les rapports. De plus, la guerre a été déclarée aux associations de femmes devenues des ONG. Ce qui déplaît aux féministes autonomes qui les traite d'assistées.

Depuis la Conférence de Pékin, la femme est beaucoup plus indépendante, les Nations-Unies n'hésitent pas à les aider mais elles ne dépassent pas certaines limites : certains thèmes comme l'avortement, la contraception ou la liberté sexuelle sont évités au risque de choquer l'église catholique.

D'un pays à l'autre, le féminisme est différent dû à son propre passé, malgré tout, même si des tensions existent, les femmes ne fatiguent pas elles continuent de se battre pour elles et pour leur pays. La particularité du féminisme latino-américain est qu'il poursuit un combat engagé. Contrairement au féminisme européen qui a tendance à s'essouffler. Beaucoup

¹⁰¹² Eric Sarnier « Mères et « folles » sur la place de Mai », Desclée de Brouwer, Paris, 2000 (176 pages)

¹⁰¹³ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Les Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.404 (463 pages)

d'européennes pensent qu'avec l'unification de l'Europe le droit des femmes sera préservé. Les tensions qui animent certains débats laissent place à de la lassitude.

La femme cubaine

Avant 1959, Cuba était un pays en voie de développement c'est-à-dire un pays dominé économiquement, politiquement, socialement et culturellement par l'impérialisme nord-américain. Ce sont les femmes qui payaient le prix fort, elles subissaient l'oppression de classes exploitées d'une part par la société capitaliste et opprimées d'autre part par la discrimination des sexes, ou raciale. Mais les femmes ont vite réagi, elles luttèrent activement pour se libérer de la colonisation espagnole au cours des guerres de libération puis à l'égal des révolutionnaires, aux luttes qui menèrent à la victoire de la Révolution menée par le Commandant Fidel Castro.

Une fois la Révolution en place, un groupe de femmes, celles là même qui participèrent à la lutte, auxquelles se joignirent d'autres femmes concernées par l'amélioration de la condition féminine, par sa pleine participation au processus révolutionnaire décidèrent de créer la FMC. C'était une réponse à leurs inquiétudes. Depuis l'arrivée du socialisme, il y a eu de nombreux progrès dans le domaine du travail, de la politique, et de réels changements au sein de la famille.

Avant 1959, la participation des femmes était quasi nulle, et la FMC¹⁰¹⁴ leur a donné confiance en elles en leur dotant de meilleures qualifications et en les motivant pour qu'elles s'insèrent dans de meilleures conditions. Encore aujourd'hui, de nombreux chercheurs sont encore convaincus que la femme ne peut pas occuper tous les types de métiers et c'est ce qu'essaie de faire changer la mentalité de la FMC.

Et pourtant, elles le peuvent et en plus, elles ont une sécurité d'emploi garantie par toutes les lois. La législation du travail favorise les femmes. La loi relative au congé de maternité par exemple rétribue celui-ci à 100% pendant 18 semaines. On peut changer de poste à la femme enceinte si cela est nécessaire pour sa santé ou sa grossesse. La loi garantit à la femme son poste sur la maternité qui protège la femme qui travaille en même temps qu'elle préserve sa maternité. De multiples institutions ont été créées pour les jeunes enfants, de 3 mois à 6 ans leur offrant l'éducation, la nourriture et enfin les soins nécessaires pour permettre aux mères une participation active à leurs activités professionnelles.

¹⁰¹⁴ Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba-Des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires », L'harmattan, Paris, 2006 (265 pages)

Aujourd'hui, le statut de la femme cubaine stagne, tous les efforts produits jusque là n'évoluent pas. La femme travaille, elle participe aux activités de la société mais il existe quand même des limites qu'elles ne peuvent pas dépasser. Cette situation me fait penser à la condition des femmes des pays maghrébins. Le féminisme a commencé grâce à la fondation d'une organisation féministe rattachée et donc dirigée par le gouvernement. Les trois gouvernements maghrébins sont des régimes autoritaires voire dictatoriaux et pourtant la situation de la femme a quand même évolué. Ces transformations étaient nécessaires à l'évolution de la société mais les femmes auront beau se battre, elles auront du mal à obtenir ce qu'elles attendent.

Le castrisme s'essoufle, ses valeurs résistent mais la jeunesse cubaine veut passer à autre chose. En effet, ils ont bien du mal à comprendre les efforts de la précédente génération et n'ont pas la même mentalité. L'état de santé du lider maximo est au plus bas et la personne qui le remplacera après son frère Raul n'aura pas le même charisme et surtout le même désir de créer un état égalitaire et loin du modèle capitaliste.

La pauvreté qui règne à Cuba a fait sombrer sa population dans le plus grand désespoir. La société égalitaire tant espérée n'existe pas. La survie est pour des millions de cubains la principale activité. Malgré tout cela, on se rend bien compte que le socialisme a quand même propulsé la femme au plus haut rang. Avant la Révolution, elle n'avait rien le droit de faire, ni travailler, ni sortir seule dans la rue, sa place était à la maison et rien d'autre. Depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir les choses ont changé en ce qui concerne le statut de la femme.

Cuba a été félicité par l'ONU à plusieurs reprises concernant ses efforts pour le droit des femmes. Il a été le premier pays à signer et le second à ratifier la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discriminations Contre la Femme (CEDAW)¹⁰¹⁵.

Pour ce qui est de l'éducation, la majorité des femmes sont alphabétisées et on constate qu'un nombre plus important de femmes poursuit des études supérieures, elles sont aussi plus nombreuses à être diplômées des universités. Elles ont acquis un niveau d'instruction beaucoup plus élevé que les générations antérieures. Elles sont plus nombreuses à occuper des postes qualifiés notamment dans le secteur technique mais malheureusement, elles ont peu de responsabilité au niveau de la direction.

En politique, elles sont aussi très présentes : elles sont 35,96% à siéger au parlement et on y compte 7 ministres femmes et 33 vice-ministres. Pour un pays du tiers monde, c'est un bon score, ce qui leur offre la septième place au monde selon le Rapport du Développement

¹⁰¹⁵ Julien Souriau « Cuba, côté femmes-Les transformations de la condition de la femme à Cuba au cours des années 90 », Mémoire de recherche, Institut d'Etudes Politiques, Toulouse, 2004, P.28 (143 pages)

Humain de 2005¹⁰¹⁶. Si les femmes s'investissent autant c'est qu'elles veulent montrer qu'elles existent et qu'elles ne sont pas faites pour avoir seulement des enfants.

Elles font de nombreux efforts pour s'en sortir mais tout ces efforts ont de réelles répercussions sur la vie quotidienne et sur la vie familiale. En effet, les nouveaux couples qui se forment sont différents. Avant ils provenaient du même milieu social mais maintenant ils se mélangent. L'homme était le seul à avoir un bon niveau éducatif et à travailler. Aujourd'hui, ce sont les femmes qui ont acquis un niveau supérieur et cela déplaît au mari. Ce qui favorise le recul du mariage ainsi que l'augmentation du nombre de femmes seules ou de mères célibataires.

L'état cubain traverse une mauvaise passe. Les nombreuses carences qui existent depuis la période spéciale forcent les gens à se débrouiller de la meilleure façon, la pénurie de logements incite les membres d'une même famille à partager leur habitation. Ce qui crée de réelles tensions entre eux. Cette cohabitation offre moins de possibilités à une femme d'avoir plusieurs enfants. En effet, beaucoup de femmes doivent s'occuper de leur foyer mais aussi de leurs parents ou grand-parents.

Un autre point noir de la Révolution cubaine est la prostitution ou le Jineterismo¹⁰¹⁷. Ce problème s'est amplifié avec la période spéciale. L'arrivée du dollar et du tourisme de masse en sont les principaux coupables. Bannie après 1959, elle revient en force aujourd'hui et aura du mal à quitter le pays. Les femmes et les jeunes filles sont les plus nombreuses à se prostituer. Il faut dire que c'est un bon moyen de gagner de l'argent facilement et sans se fatiguer.

Malgré tout cela reste un terrible fléau pour le pays qui tente de l'éradiquer à sa manière. Beaucoup d'amendes ont été distribuées et un grand nombre de femmes furent placées en détention, dans les années 90 suite à une grande opération qui consistait à faire un grand nettoyage, mais cela n'est pas suffisant, car tout recommença ensuite. L'hypocrisie du gouvernement ne règle donc en rien le problème. Le tourisme est très lucratif alors pourquoi interdire à des millions de touristes occidentaux de profiter de cette façon du pays ?

La FMC tente à sa façon d'aider les femmes à se reconstruire après cette expérience pour leur faire comprendre que ce n'est pas le bon moyen pour gagner dignement son argent. Il est vrai

¹⁰¹⁶ Ce rapport classe les pays du monde en fonction du nombre de femmes présentes en politique (du plus élevé au moins élevé)

¹⁰¹⁷ Sami Tchak « La prostitution à Cuba : Communisme, ruses et débrouille », L'harmattan, Paris, 1999 (158 pages)

que la FMC joue un grand rôle auprès des femmes¹⁰¹⁸. Depuis son existence elle est reconnue comme un maillon important à son émancipation à travers le monde. Mais aujourd'hui, tout est différent. Les femmes sont lasses, elles trouvent les réunions ennuyantes et redondantes. Les fédérées auraient souhaitées que l'organisation se renouvelle et aborde des thèmes plus actuels comme le rôle des genres au sein du foyer, le travail domestique ou le problème de la violence par exemple. Les plus anciennes pensent que les femmes des nouvelles générations sont trop différentes, et qu'elles n'ont pas les mêmes motivations. Mais avec du dialogue tout cela peut se corriger.

La FMC est une organisation rattachée au gouvernement, et elle doit forcément obéir aux ordres de ses supérieurs. Il y a par conséquent des limites à ne pas dépasser c'est pourquoi à Cuba on lui prête un caractère autoritaire comme celui de son gouvernement. Les droits des femmes et l'égalité des sexes sont par conséquent un prétexte utilisé dans le seul et unique but d'attirer les femmes du bon côté, pour les aider à se conduire en de bonnes révolutionnaires : il s'agirait donc d'une tactique politique. De plus, cette bonne conduite en faveur des femmes permettrait à Cuba de se faire de nouveaux alliés économiques, car un pays stable, dans lequel la condition de la femme se porte bien est plutôt rare dans le monde de nos jours.

Après avoir étudié la société française et la société cubaine on se rend bien compte que la situation de la femme dans ces deux pays est complètement différente. En effet, le socialisme et le capitalisme sont deux courants opposés. Elles n'ont pas lutté de la même façon pour obtenir leurs droits mais, elles se battent encore aujourd'hui, pour atteindre leurs objectifs.

La société cubaine offre des avantages aux femmes. Elle affirme vouloir protéger le droit des femmes ainsi que la famille en mettant en place des lois pour l'égalité des genres¹⁰¹⁹.

Cuba a été le seul pays latino-américain à garantir les droits reproductifs de celles-ci. Mais malgré ces efforts considérables, les femmes restent des citoyennes de seconde catégorie. Depuis la victoire de la Révolution cubaine, les femmes travaillent, sont présentes en politique et font de nombreux efforts pour améliorer leur sort. Le socialisme serait par conséquent, le meilleur moyen de voir naître un jour une égalité homme/femme à travers le monde. Malheureusement aujourd'hui, si ces femmes sont fières de ces avancées, elles ne voient aucune évolution. La société basée sur l'égalité est bel et bien là mais la vie à la cubaine n'est

¹⁰¹⁸ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Editions Cátedra, Barcelone, 2004, P.148 (379 pages)

¹⁰¹⁹ Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América Latina », Editions Cátedra, Barcelone, 2004, P.99 (379 pages)

pas tous les jours rose. Les carences quotidiennes ont bouleversé la vie de famille et opéré de nombreux changements.

La société capitaliste est basée sur le patriarcat¹⁰²⁰, il cantonne la femme à son rôle d'appareil reproductif. Avec la mondialisation elle a du se retrouver en masse sur le marché du travail mais pas dans n'importe quel secteur. Aujourd'hui, on remarque qu'elles sont plus présentes dans certains types d'emploi, les métiers de la santé et des services aux personnes, le commerce, l'enseignement et l'administration publique. Bien qu'elles aient obtenues une multitude de droits le capitalisme les force à se subordonner aux hommes. En effet, cette incorporation sur le marché du travail s'accompagne d'une discrimination salariale, du temps de travail, du chômage longue durée, de temps partiel et du plafond de verre qui les empêche d'atteindre leurs objectifs¹⁰²¹.

On se rend compte que celles qui étudient, qui trouvent un emploi ou qui font de la politique sont toujours sous-exploitées même à Cuba malgré les conditions de vie qui diffèrent complètement.

De nos jours, la société cubaine ressemble de plus en plus à une société capitaliste : on recense un nombre plus important d'unions consensuelles, de femmes seules chefs de famille, ou de mères célibataires et de familles recomposées. On observe aussi une recrudescence de la violence domestique et de la prostitution.

Les femmes cubaines que j'ai pu rencontrer en France m'ont toutes dit que ce qu'elles recherchaient étaient beaucoup plus de liberté à tous les niveaux. Les femmes cubaines s'ennuient et ressasser tous les jours les bienfaits de la Révolution est loin d'être la bonne solution !

Tous ces changements démontrent qu'il existe bien une lassitude de la part de la population toute entière et que la société tant espérée n'existe donc pas.

¹⁰²⁰ Michèle Dayras « Liberté, égalité-et les femmes ? », Tome 2, Editions du libre arbitre, Paris, 1990, P.189 (205 pages)

¹⁰²¹ Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La Découverte, Paris, 2003 (122 pages)

SOURCES

Le Lobby Européen des Femmes

The European Women's Lobby (EWL) « Towards a common European Framework to monitor progress in combatting violence against women », 2001

Observatoire européen du Lobby Européen des Femmes sur la violence envers les femmes, « Mesurer le progrès dans la lutte contre la violence envers les femmes, Focus sur les Etats Membres », 2004

EWL « Working together, Trafficking in women for sexual exploitation assistance and prevention »

Monica O'Connor, Grainne Healy « Les liens entre la prostitution et la traite sexuelle : manuel pour comprendre », 2006

Cuba

Ministerio de la Justicia « La mujer en Cuba Socialista », Orbe, La Havane, 1977 (392 pages)

Elena Alavez « Dos jóvenes revolucionarias asesinadas por la tiranía batistina », Parole de leur mère, Revue « Bohemia » n°24, le 16 juin 1978, La Havane

Mariela Castro Espín « La femme au centre du développement », Granma, La Havane, 2002

FMC « ¿Qué es la FMC ? » Revue de la fédération, bibliothèque de la FMC, La Havane, Cuba

Federación de Mujeres Cubanas « Premier congrès national », La Havane, 1962, paragraphe 3, p.36.

F.M.C « Cuarto Congreso » Editora política, La Habana, 1987, p.4.

Yolanda Pelaez « Adela Azcuy Labrador « La Capitana » », Granma, 1982, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

Yolanda Pelaez « La mujer en la Revolución-Emma Rosa Chuy », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

Nydia Sarabia « Ana Betancourt, cubana en el mundo », Granma, 26 mars 1975, La Havane (bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

Nydia Sarabia « Mariana Grajales, arquetipo de una patriota », Article n°20, Granma, La Havane, Le 18 novembre 1973, (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

Iraida Rodríguez Pérez « La delegada escucha, gestiona y resuelve », Mujeres, La Havane,

Antonia Vasquez « América Domitro », Revue « Verde Olivo », La Havane (Bibliothèque de l'école « Los Oficios »)

« Mujeres en la mecánica, mujeres de verde olivo », revue Mujeres, biblioteca de la FMC, La Havane

Entretien avec Mayelín, juillet 2002

Entretien avec Niurka, juillet 2002

Entretien avec Omayda, à Cuba et en France juillet et septembre 2004

Entretien avec Yueva, juillet 2002 dans le cadre de mon rapport de thèse de DEA, « Le statut de la femme cubaine à l'épreuve d'une société machiste »

Rapport CEDAW

Rapport de la CEDAW, Article n°33, 2004

Rapport de la CEDAW, Article n°268, 2004

Rapport de la CEDAW, Article n°354, 2004

Rapport de la CEDAW, Article n°357, 2004

Rapport de la CEDAW, Article n°358, 2004

Rapport de la CEDAW, Article n°365, 2004

Rapport de la CEDAW, Article n°367, 2004

Constitution de Cuba

Article 8, Chapitre I : Fondements politiques, sociaux et économiques de l'Etat

Article 9, paragraphe b, Chapitre I : Fondements politiques, sociaux et économiques de l'Etat

Article 9, paragraphe c, Chapitre I : Fondements politiques, sociaux et économiques de l'Etat

Article 35 de la Constitution, Chapitre IV, Famille

Article 36, Chapitre IV : Famille

Article 43 de la Constitution, Chapitre VI, Egalité

Article 46 de la Constitution, Chapitre VII, Principaux droits, devoirs et garanties

Article 47 de la Constitution de Cuba, Chapitre VII, Principaux droits, devoirs et garanties

Article 49 de la Constitution de Cuba, Chapitre VII, Principaux droits, devoirs et garanties

Article 55 de la Constitution de Cuba, Chapitre VII, Principaux droits, devoirs et garanties

Article 132, Chapitre XIV : Système électoral

Article 133, Chapitre XIV : Système électoral

Article 39, Chapitre V : Education et culture

Code de la famille

Code de la famille, Article 6

Code de la famille, Article 29

Code de la famille, Article 38

Loi

Article 51 de la loi n° 65 sur le logement

Loi n°135, on baisse les loyers de 50% lorsque celui-ci n'exède pas 100 pesos, de 40% s'il est inférieur à 200 pesos et de 30% s'il dépasse les 200 pesos.

Loi n°1033

Loi 1100 sur la Sécurité Sociale

Loi n°1289

Code pénal

« On considère le commerce sexuel comme toute action de stimuler et d'exploiter les relations sexuelles en tant qu'activité lucrative », Code Pénal cubain, Título XI, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales y contra la familia, la infancia y la juventud, Capítulo I, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales, Sección cuarta, Proxenetismo y trata de personas.

Artículo 302 del Código Penal, Título XI, Delitos contra el desarrollo normal de las relaciones sexuales y contra la familia, la infancia y la juventud, Capítulo I, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales, Sección Tercera, Abusos lascivos

Artículo 310 del Código Penal, Título XI, Delitos contra el normal desarrollo de las relaciones sexuales y contra la familia, la infancia y la juventud, Capítulo III, Delitos contra el normal desarrollo de la infancia y la juventud, Sección Primera, Corrupción de menores

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrage Partie I : Le féminisme en Europe et en Occident

Laure Adler, « A l'aube du féminisme : Les premières journalistes : 1830-1850 », Payot, Paris, 1979, (231 pages)

Chantal Albagli, Henry Lelièvre, Nicole Abar « Les femmes, mais qu'est ce qu'elles veulent ? », Editions Complexe, Paris, 2001, (335 pages)

Carmen Alcalde « Mujeres en el franquismo : Exiliadas, nacionalistas y opositoras », Flor del Viento Ediciones, Barcelona, 1996, (188 pages)

Maité Albistur et Daniel Armogathe « Histoire du féminisme français : du Moyen-âge à nos jours », Des femmes, Paris, 1977, (508 pages)

Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique : Environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, (441 pages)

Ghassan Ascha « Mariage, polygamie et répudiation en Islam », L'harmattan, Paris, 1998, (238 pages)

Gilbert Badia « Ces allemands qui ont affronté Hitler », Editions de l'Atelier, Paris, (254 pages)

Christine Bard, Christian Baudelot, Janine Mossuz-Lavau « Quand les femmes s'en mêlent : genre et pouvoir », Editions de la Martinière, Paris, 2004, (382 pages)

Françoise Basch, Madeleine Reberieux « Rebelles américaines au 19^e siècle : mariage, amour libre et politique », Méridiens Klincksieck, Paris, 1990, P.27 (224 pages)

Ney Bensadon « Les droits des femmes : des origines à nos jours », Que sais-je ?, PUF, Paris, 2001, (128 pages)

Martine Buffier-Morel « L'emploi du temps au féminin : entre liberté et égalité », L'harmattan, Paris, 2007, (211 pages)

Bruno Callies de Salies, Paul Balta « Le Maghreb en mutation : entre tradition et modernité », Maisonneuve et Larose, Paris, 1999, (254 pages)

Michel Camau, Vincent Guesser « Habib Bourguiba : la trace et l'héritage », Karthala Editions, Paris, 2004, (663 pages)

Micheline Carrier « La danse macabre : violence et pornographie », Apostrophe, Paris, 1984, (124 pages)

Ginette Castro « Radioscopie du féminisme américain », Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984, (363 pages)

Centre d'études et de recherches marxistes « La condition féminine : recherches », Editions sociales, Paris, 1978, (387 pages)

Marie Chatry-Komarek, Margot Badran, Sylvia Barack Fishman « Existe-t-il un féminisme musulman », L'harmattan, Paris, 2007, (126 pages)

Natacha Chetcuti, Maryse Jaspard « Violences envers les femmes : trois pas en avant, deux pas en arrière », L'harmattan, Paris, 2007, (319 pages)

Natacha Chetcuti, Claire Michard « Lesbianisme et féminisme : histoires politiques », L'harmattan, Paris, 2003, (314 pages)

Collectif Droits des Femmes, Collectif national pour le droit des femmes (France) « Contre les violences faites aux femmes : une loi-cadre ! une loi-cadre ! », Editions Syllepsis, Paris, 2006, (158 pages)

Collectif National pour le Droit des Femmes « De nouveaux défis pour le féminisme », Forum du Collectif National pour le Droit des Femmes, 9-10 mars 2002, Temps des Cerises, Paris, 2003, (339 pages)

Claudine Cohen « La femme des origines : images de la femme dans la préhistoire occidentale », Belin- Herscher, Paris, 2003, (191 pages)

Yolande Cohen, Françoise Thébaud « Féminisme et identités nationales », Les chemins de la recherche, Lyon, 1998, (306 pages)

Georges Daniel, Jean-Louis Bacque-Grammont « Atatürk-Une certaine idée de la Turquie », L'harmattan, Paris, 2000, (439 pages)

Michèle Dayras « Liberté, égalité-et les femmes ? », Tome 2, Editions du libre arbitre, Paris, 1990, (205 pages)

Françoise d'Eaubonne, A.Rogozina « La femme russe », Encre, Paris, 1988, (177 pages)

Tristan de Bourbon-Parme, Nathalie Turret « La Corée dévoilée : 15 portraits pour comprendre », L'harmattan, Paris, 2004, (274 pages)

Christine Delphy « Vers un féminisme matérialiste ? un féminisme matérialiste est possible », Nouvelles Questions Féministes Volume 4 n°4, Presses Universitaires Romandes, Lausanne, 1982

Alisa Del Re, Jacqueline Heinen, Pamela Abbott « Quelle citoyenneté pour les femmes ? La crise des Etats-Providence et de la représentation politique en Europe », L'harmattan, Paris, 1996, (320 pages)

Virginie Delsart, Blandine Laperche, Brigitte Lestrade « Femmes et travail en Europe », Innovations et sociétés n°20, L'harmattan, Paris, 2004, (284 pages)

Jacqueline Des Forts « Violences et corps des femmes du tiers-monde : le droit de vivre pour celles qui donnent la vie », L'harmattan, Paris, 2001, (268 pages)

- Elsa Dorlin et Collectif** « Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000 », L'harmattan, Paris, 2008, (260 pages)
- Micheline Dumont** « La pensée féministe au Québec », Editions Remue-ménage, Montréal, 2005, (750pages)
- Evelyne Enderlein** « Les femmes en Russie soviétique 1945-1975-Perspectives 1975-1999 », L'harmattan, Paris, 2000, (213 pages)
- Mansour Fahmy** « La condition de la femme dans l'Islam. Justifications des auteurs arabomusulmans contemporains », Allia, Paris, 2002, (142 pages)
- Louis Favreau, Gérald Larose, Abdou Salam Fall** « Altermondialisation, économie et coopération », Editions Karthala, Paris, 2004, (384 pages)
- Marc Fernandez, Jean-Christophe Rampal** « La ville qui tue les femmes. Enquête à Ciudad Juarez », Hachette Editions, Paris, 2005 (281 pages)
- Michèle Ferrand** « Masculin-féminin », Editions La découverte, Paris, 2004, (123 pages)
- Jacques Fijalkow** « Les femmes dans les années quarante : juives et non-juives, souffrances et résistance », deuxième colloque de Lacaune, 20-21 septembre 2003, Editions de Paris, Paris, 2004, (246 pages)
- Sarah Fishman, Yves Durand, Cécile Veyrinaud** « Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945 : 1940-1945 », L'harmattan, Paris, 1996, (280 pages)
- Roger Foehrlé, Françoise Lorcerie** « L'islam pour les profs », Karthala Editions, Paris, 1992, (242 pages)
- Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Eléonore Lépinard, Eléni Varikas** « Féminisme(s) : penser la pluralité », L'harmattan, Paris, 2005, (263 pages)
- Martine Fourier, Geneviève Vermes** « Ethnicisation des rapports sociaux : racismes, nationalismes, ethnicismes et culturalismes », L'harmattan, Paris, 1994, (241 pages)
- Julie Gagné, Jean-Sébastien Rioux** « Femmes et conflits armés : réalités, leçons et avancement des politiques », Presses Universités Laval, Québec, 2005, (257 pages)
- Naty García Guadilla** « Libération des femmes : le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) », Presses Universitaires de France, Paris, 1981, (146 pages)
- Catherine Genisson** « La parité entre les femmes et les hommes : une avancée décisive pour la démocratie : rapport au premier ministre », La documentation française, Paris, 2003, P.10 (237 pages)
- Susan Goodman, Daniel Royot** « Femmes de conscience : aspects du féminisme américain, 1848-1875 », Presses Universitaires Sorbonne Nouvelle, Paris, 1995, (265 pages)

Eliane Gubin et collectif « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, (463 pages)

Eliane Gubin, Lee Van Molle, Lee Beyers « Des femmes qui changent le monde : histoire du Conseil International des Femmes, 1888-1988 », Editions Racine, Bruxelles, 2005, (243 pages)

Guylaine Guidez « Femmes dans la guerre : 1939-1945 », Editions Lavauzelle, Panazol, (297 pages)

Danielle Haase-Dubosc, Oristelle Bonis, Mary E. John « Enjeux contemporains du féminisme indien », Editions MSH, Paris, 2002, (445 pages)

Gisèle Halimi « La cause des femmes : fini le féminisme ? », Gallimard, Paris, 1984, (497 pages)

Patience Hunkin « Enseignement et politique en France et en Angleterre : étude historique et comparée des législations relatives à l'enseignement en France et en Angleterre depuis 1789 », Institut Pédagogique National, Paris, 1962, (159 pages)

Antoinette Kebi-Moukoko « Droit congolais de la famille : filiation, régimes matrimoniaux, successions et libéralités », L'harmattan, Paris, 2008, (285 pages)

Abderrahim Lamchichi « Femmes et Islam, l'impératif universel d'égalité », L'harmattan, Paris, 2006, (328 pages)

Patricia Latour, Monique Houssin, Madia Tovar « Femmes et citoyennes : du droit de vote à l'exercice du pouvoir », Editions de l'atelier, Paris, 1995, (127 pages)

Guyonne Leduc « L'éducation des femmes en Europe et en Amérique du Nord-De la Renaissance à 1848 », L'harmattan, Paris, 2000, (525 pages)

Jean-Yves Le Naour, Catherine Valenti « Histoire de l'avortement : 19^e -20^e siècle », Seuil, Paris, 2003, (387 pages)

Dominique Loiseau « Femmes et militantismes », L'harmattan, Paris, 1996, (239 pages)

Mage (Marché du Travail et genre, Centre National de la Recherche Scientifique) « Histoire de pionnières », Travail, genre et sociétés n°4, L'harmattan, Paris, 2000, (246 pages)

Porfirio Mamani Macedo « Flora tristan : la paria et la femme étrangère dans son œuvre », L'harmattan, Paris, 2003, (342 pages)

Bénédicte Manier « Quand les femmes auront disparu : l'élimination des filles en inde et en Asie », Editions La Découverte, Paris, 2006 (186 pages)

Christine Manigand, Traian Sandu « Frontières et insécurité de l'Europe : territoires, identités et espaces européens », L'harmattan, Paris, 2008, (262 pages)

Margaret Maruani « Travail et emploi des femmes », Editions La Découverte, Paris, 2003, (121 pages)

Ihem Marzouki « Le mouvement des femmes en Tunisie au 20^e siècle : féminisme et politique », Maisonneuve et Larose, Paris, 1994, (310 pages)

Sidonie Matokot-Mianzenza « Viol des femmes dans les conflits armés et thérapies familiales : cas du Congo-Brazzaville », L'harmattan, Paris, 2003, (174 pages)

Stéphane Michaud « Flora Tristan, Georges Sand, Pauline Roland, les femmes et l'invention d'une nouvelle morale 1830-1848 », Créaphis, Grane, 2002, (108 pages)

Andrée Michel « Le féminisme », Que sais je ? PUF, Paris, 2003, (127 pages)

OCDE « Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD vers une croissance pro-pauvres : Orientations à l'intention des donateurs », OECD publishing, Paris, 2008, (372 pages)

Adrienne O'Deye, Vincent Joseph « La prostitution des mineurs à Paris : données, acteurs et dispositifs existants », Cabinet Anthropos, Rapport final, Paris, Octobre 2006, (152 pages)

Rossella Palomba, Irena E. Kotowska, Direction Générale III-Cohésion Sociale, Conseil de l'Europe « La population active en Europe », Council of Europe, Strasbourg, 2004, (137 pages)

Colette Parent « Féminismes et criminologie », Presses Universitaires de Montréal, Montréal, 1998, (170 pages)

Paulette Pascou-Bance « La mémoire des femmes : Anthologie », Les Guides MAF, Paris, 2002, (575 pages)

Bibia Pavard « Les éditions des femmes : histoire de premières années 1972-1979 », L'harmattan, Paris, 2005, (229 pages)

Françoise Picq « Libération des femmes : les années mouvement », Editions du Seuil, Paris, 1993, (380 pages)

Sylvie Pionchon, Grégory Derville « Les femmes et la politiques », Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 2004, (215 pages)

Marie Ramot « Lobby européen des Femmes la voie institutionnelle du féminin », L'harmattan, Paris, 2006, (162 pages)

Michèle Riot Sarcey « Histoire du féminisme », Editions de La Découverte, Paris, 2002, (122 pages)

Sheila Rowbotham, Pierre Kamnitzer « Féminisme et Révolution », Payot, Paris, 1973, P.61 (311 pages)

Jean Ruhlmann « Histoire de l'Europe au 20^e siècle », Editions Complexe, Paris, 1994, (479 pages)

Mariette Sineau « Parité : le Conseil de l'Europe et la participation des femmes à la vie politique », Council of Europe, Strasbourg, 2004, (97 pages)

Martine Spensky « Les femmes à la conquête du pouvoir politique : Royaume-Uni, Irlande, Inde », L'harmattan, Paris, 2001, (214 pages)

Isabel Taobada Leonetti « Les femmes et l'Islam : entre modernité et intégrisme », L'harmattan, Paris, 2004, (278 pages)

Benedicta Tariere Peretu « Les africaines dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria », L'harmattan, Paris, (244 pages)

Jean-Pierre Touzanne « L'islamisme turc », L'harmattan, Paris, 2001, (273 pages)

Josette Trat, Diane Lamoureux, Roland Pfefferkom « L'autonomie des femmes en question : antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe », L'harmattan, Paris, 2006, (240 pages)

Inès Trépant « Pour une Europe citoyenne et solidaire : l'Europe des traités dans la vie quotidienne », Editions Larcier, Bruxelles, 2002, (236 pages)

Pierre Vallaud, Eric Deroo « 14-18 : la première guerre mondiale », Volume 2, Fayard, Paris, 2004, (312 pages)

Christiane Veauvy, Marguerite Rollinde, Mireille Azzoug « Les femmes entre violences et stratégies de liberté : Maghreb et Europe du Sud », Editions Bouchene, Paris, 2004, (392 pages)

Nadine B. Weibel « Par delà le voile-Femmes d'Islam en Europe », Complexe Editions, Paris, 2000, (214 pages)

Michelle-Zancarini-Fournel « Histoire des femmes en France : 19^e-20^e siècle », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2005, (254 pages)

Nathalie Zebrinska « La guerre secrète-Vaincre la violence conjugale », L'harmattan, Paris, 2003, (142 pages)

Jacques Joseph Zéphir « Le néo-féminisme de Simone de Beauvoir trente ans après « Le deuxième sexe », un post-scriptum », Denoël-Gonthier, Paris, 1982, (270 pages)

Articles de presse et revues

Benjamin Barthe « Objectif bac pour Fatoumata », Article paru dans l'Humanité, Paris, le 19 juillet 2000

(http://www.humanite.fr/2000-07-19_Societe_Objectif-bac-pour-Fatoumata)

Sophie Bessis « Le féminisme institutionnel en Tunisie », Revue Clio, N°9/1999, Le 22 Mai 2006

Anne Fulda « Taslima Nasreen, écrivaine SDF », Article paru dans Le Figaro, Paris, Le 20 mai 2008

(<http://www.lefigaro.fr/international/2008/05/21/01003-20080521ARTFIG00013-taslima-nasreen-ecrivaine-sdf.php>)

Virginie Delsart, Blandine Laperche, Brigitte Lestrade « Femmes et travail en Europe », Innovations et sociétés n°20, L'harmattan, Paris, 2004, P.163-177 (284 pages)

Jean-Michel Demetz « Le problème, c'est le prophète et le Coran », Article paru dans « l'Express », Paris, Le 16/05/2005

(http://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-probleme-c-est-le-prophete-et-le-coran_485954.html)

Brigitte Frotiée « L'égalité des sexes en Espagne comme enjeu politique dans le processus de démocratisation », Politique Européenne n°20, L'harmattan, Paris, Automne 2006/3, (PP.75-99)

Axel Gyldén « Prostitution, le modèle suédois », L'Express, Paris, Le 03/04/2003

(http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/le-modele-suedois_496366.html)

Stevi Jackson « Récents débats sur l'hétérosexualité : une approche féministe matérialiste », Nouvelles Questions Féministes, Volume 17 n°3, Presses Universitaires Romandes, Lausanne, 1996, PP 5-26

Dominique Lagarde « La femme égale de l'homme », Article paru dans l'express, Paris, Le 11 décembre 2003

(http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-femme-egale-de-l-homme_493552.html)

Samantha Lille « Couples-Le fléau des violences conjugales », France Soir, Paris, Le 09/07/2008

(<http://www.francesoir.fr/societe/2008/07/09/couples-le-fleau-des-violences-conjugales.html>)

Henri Mendras, Sylvain Meyet « L'Italie Suicidaire ? », Revue de l'OFCE n°80, Paris, 2002, P.157-168 (208 pages)

Isabelle Nataf « Le combat de Mastura pour la liberté », Article paru dans le figaro, Paris, 2002 (http://www.rawa.org/lefigaro_fr.htm)

R.Rincón, J.Martín Arroyo « 114 mujeres asesinadas tras Ana Orantes », El País Sevilla/Granada, Le 16 décembre 2007
(http://www.elpais.com/articulo/andalucia/114/mujeres/asesinadas/Ana/Orantes/elpepuespan/20071216elpand_1/Tes)

Denis Sieffert « Manipulations antilaïques », Article paru dans « Politis », Paris, Le 14/02/2008
(<http://www.politis.fr/Manipulations-antilaïques,2956.html>)

Anne Vidalie « Les religions sont anti-femmes », Article paru dans l'Express, Paris, Le 06 juin 2005
(http://www.lexpress.fr/actualite/societe/les-religions-sont-anti-femmes_485692.html)

Mamadou Moustapha Wone « Faudrait-il supprimer la polygamie ? », Article publié dans le journal « Wal Fadji », Dakar, 2005
(http://classiques.uqac.ca/contemporains/wone_mamadou_moustapha/supprimer_polygamie/supprimer_polygamie.html)

Jacqueline Heinen « Illusions perdues pour les femmes de l'Est », Le Monde diplomatique, Paris, Décembre 1996
(<http://www.monde-diplomatique.fr/1996/12/HEINEN/7509>)

Lhynda Tremblay « La violence au foyer : un véritable fléau pour les boliviennes », Pour le CECI (Centre d'Etudes et de Coopération Internationale), Montréal, 1997

Jérémy Cliffe « De l'italien macho au suédois progressiste », Babel International, Londres, Le 01/08/2005

Mara Viveros Vigoya « Jusqu'à un certain point où la spécificité de la domination masculine en Amérique Latine », Mouvements n°31 (P.56 à 63), Janvier-février 2004 (172 pages)

« Plus de femmes que d'hommes, selon l'INSEE », La Tribune, Paris, Le 01/07/2008

Mémoire de recherche et thèse

Sophie Caussanel « Le cas des mortes de Ciudad Juarez : entre féminicide et échec de développement », Mémoire de recherche, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 2004, 123 pages)

Cécile Formaglio « Le féminisme de Cécile Brunshvicg (1877-1946) », Thèse de Doctorat soutenue en 2006 à l'Université d'Angers,

Site internet (Par ordre alphabétique)

Jean-Guy Branger, France, Groupe du Parti Populaire Européen « Campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe », Rapport commission sur

l'égalité des chances pour les hommes et les femmes, Document n° 10273, Conseil de l'Europe, 16 septembre 2004
(<http://www.assembly.coet.int/mainf.asp?link=http://assembly.coet.int/documents/workingdocs/doc04/FDOC10273.htm>)

Centro de la mujer peruana Flora tristán (www.Flora.org.pe)

Cepal « Violencia doméstica contra la mujer en América Latina y El Caribe : propuestas para la discusión », Cepal, Série « Mujer y desarrollo » n°10, Santiago du Chili, Mai 1992 (48 pages) (http://www.eclac.org/publicaciones/xml/4/28754/Serie_10.pdf)

COFEM-Collectif des Femmes du Mali (<http://www.cofemali.org>)

Eurostat « Un aperçu statistique de la vie des femmes et des hommes dans l'UE 25 », 6 mars 2006, (7 pages)
(http://www.ec.europa.eu/justice_home/news/information_dossiers/international_womens_daly_06/statistics_men_women_fr_06.pdf)

Nicolas Grojeanne, Martine Levy, Brigitte Perillie, Mathilde Dubesset, Lucie Vidal « L'égalité Homme/femme en Europe », Conférence du 4 mars 2008, Université Populaire Européenne de Grenoble
(<http://www.upeg.eu/conferences-archives/conf-20080304.html>)

Site officiel de **La marche mondiale des femmes** (www.marchemondiale.org)

Jean-Yves Le Naour « Les marraines de guerre, l'autre famille des soldats », « Les chemins de la mémoire », n°181, Le 6 mars 2008
(http://www.defense.gouv.fr/sga/actualite_et_dossiers/les_marraines_de_guerre_l_autre_famille_des_soldats)

-Christiane Marty « Réduction et encadrement de l'emploi à temps partiel », Article paru dans la revue « Attac », Montreuil sous Bois, le 26 mai 2006
(<http://www.france.attac.org/spip.php?article6336>)

Site des **Nations-Unies** (www.un.org)

Site de **paroles d'hommes** (www.Parolesdhommes.com)

Richard Poulin « Le temps de la vénalité sexuelle-Prostitution, crime organisé et marchandisation », Actuel Marx en ligne n°28, Université d'Ottawa, Le 11 novembre 2004
(<http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/alr0028.htm>)

Red Informativa de mujeres de Argentina (www.rimaweb.com.ar)

Sivéra « Les porteurs de valises », « Les collabos des égorgeurs du FLN », Le Crapouillot n°109, Mai-juin 1992, P.44-48 (<http://www.algerie-francaise.org/valise/valise-deux.shtml>)

Marie-Jo Zimmermann « Avancées et lacunes de la France concernant les applications de la Convention CEDEF/CEDAW », Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes,

Accès des femmes aux responsabilités, Le 14/05/2008, P.9 (http://www.observatoire-parite.gouv.fr/espace_presse/communiqués/pdf/OPFH_NS_CEDEF.pdf)

Code pénal : application de la loi n°2006-399 pour la répression des violences au sein du couple ou contre les mineurs
(http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/application_loi_2006_399_4_avril_2006.asp)

Eradicar la violencia doméstica en Venezuela. Informe de Amnistía Internacional, julio 2008.
« Existe la ley. Toca aplicarla », 24/07/08
(<http://www.fundamujer.org.ve/Portales/fundamujer%5Cdata%5CExiste%20la%20Ley%20Toca%20Aplicarla%20Amnist%C3%ADa%20Internacional.pdf>)

Lutte contre les violences sur les enfants, les adolescents et les femmes : programme Daphné » (<http://www.europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l33299.htm>)

Site Internet (par nom du site)

Site de Eurostat

Mariano Martínez Aedo et l'IPF (Instituto Político Familiar) «Report on the evolution of the family in Europe, 2006 », Madrid, Mai 2007
(http://www.ipfe.org/Report_Evolution_Family_europe_2007_EU27.pdf)

Statistiques Eurostat chômage, Novembre 2008
(<http://www.europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/09/3&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>)

La famille dans l'UE des 25 vue à travers les chiffres », Article Eurostat, Mai 2006
(http://www.statbel.fgov.be/studies/thesis_fr.asp?n=176)

Site de la Fondation Robert Schuman

Pascale Joannin « L'Europe une chance pour la femme », Notes de la fondation Robert Schumann, Notes n°22, Fondation Robert Schumann, Bruxelles, 2004, (85 pages)
(<http://www.robert-schuman.org/notes.php?num=22>)

Béatrice Houchard « Prostitution ou traite des êtres humains », Fondation Robert Schuman, Synthèse n°64, Le 28 octobre 2002 (<http://www.robert-schuman.org/synth64.htm>)

Site de la Fondation Scelles

Fondation Scelles « Les limites du modèle suédois de lutte contre la prostitution », Infos Mail n°2-3, Paris, Du 9 au 23 janvier 2008, P.2
(<http://www.fondationscelles.org/dmdocuments/infosmail2-3-2008.pdf>)

Matiada Ngalikpima « Législations et politiques nationales en matière de prostitution en France », Fondation Scelles, Mars 2008

(http://www.fondationscelles.org/index.php?option=com_content&task=view&id=307&Itemid=196)

Site de l'Ined

Gilles Pison « La population de la France en 2007 », Population et société n°443, Mars 2008, (http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1355/publi_pdf1_pes443.pdf)

France Prioux « Vivre en couple, se marier, se séparer », 2007 (http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1162/publi_pdf1_pop_et_soc_francais_422.pdf)

Statistiques « Naissances hors mariage » (http://www.ined.fr/fr/tout_savoir_population/fiches_actualite_scientifique/deux_enfants_sur_cinq_naissent_hors_mariage)

Francisco Perez-Munoz, France Prioux « Naitre hors mariage », Population et sociétés, n°342, Janvier 1999 (http://www.ined.fr/fr/ressources_documentation/publications/pop_soc/bdd/publication/20/)

Site de l'INHES

Observatoire National de la Délinquance (<http://www.inhes.interieur.gouv.fr/Observatoire-national-de-la-delinquance-6.html>)

Valérie Bonvoisin, Cyril Rizk « Plus de 47 500 faits de violences volontaires sur femmes majeures par conjoint ou ex-conjoint ont été enregistrées par la police et la gendarmerie en 2007, soit 31% de plus qu'en 2004 », Grand Angle n°14, Juillet 2008 (http://www.inhes.interieur.gouv.fr/fichiers/OND_GrandAngle_14.pdf)

Site de l'Insee

Enquête INSEE, « Vie politique et sociale, statistiques », 2004 (http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPCCF05524)

INSEE « Population active et taux d'emploi dans l'Union Européenne », 2007 (http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=CMFAPS03138®_id=98)

Statistique Insee « Actifs occupés selon le sexe et le secteur d'activité », 2007 (http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATCCF03104)

« Les catégories socio-professionnelle les plus féminisées », enquête INSEE, 2000 (http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/DONSOC06ya.pdf)

La situation démographique en 2005 », Divorces, (http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=sd2005)

« Recensement des cas de décès dans le couple », 2003-2004, Statistiques Insee Lorraine

(http://www.insee.fr/fr/insee_regions/lor/rfc/docs/EL76mars2007.pdf)

Enquête INSEE « Emploi du temps 1986-1999 », Economie et statistiques, 2002
(http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=natccf05519)

Enquête de l'INSEE « Emploi du temps 1999 »
(http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es352-353z.pdf)

Sophie Ponthieux, Amandine Schreiber « Dans les couples de salariés, la répartition du travail domestique reste inégale », Population et données, 2006, (51 pages)
(http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/donsoc06d.pdf)

L'écart salarial en France », étude INSEE, 2000
(http://insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=19&ref_id=12245&page=dossiers_de_profils/DP_90/DP_90_4.htm)

Le taux de chômage en France », enquête INSEE, 2003
(http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/themes/faits_et_chiffres/fc/numero54.pdf)

Site du Sénat

« Les conditions légales du divorce », Allemagne, Site du Sénat, Europe et International
(<http://www.senat.fr/lc/lc11/lc111.html>)

« Les conditions légales du divorce », Angleterre et Pays de Galles, Site du Sénat, Europe et International
(<http://www.senat.fr/lc/lc11/lc112.html>)

Les conditions légales du divorces », Belgique, Site du Sénat, Europe et International
(<http://www.senat.fr/lc/lc36/lc362.html>)

« Les conditions légales du divorce », Le divorce en France
(<http://www.senat.fr/lc/lc11/lc113.html>)

« Les conditions légales du divorce », Irlande, Site du Sénat, Europe et International
(<http://www.senat.fr/lc/lc11/lc114.htm>)

« Les conditions légales du divorce », Italie, Site du Sénat, Europe et International
(<http://www.senat.fr/lc/lc11/lc115.html>)

Le traité d'Amsterdam », Texte E 1502-Com, Le 07/06/2000
(<http://www.senat.fr/ue/pac/E1502.html>)

Etude de législation comparée n°144, février 2005, « La lutte contre les violences conjugales »
(<http://www.senat.fr/lc/lc86/lc86.html>)

Service des affaires européennes « Le régime juridique de la prostitution féminine », La Suède, Octobre 2000

(http://www.senat.fr/lc/lc79_mono.html#toc50)

Service des affaires européennes « Le régime juridique de la prostitution féminine », Les Pays-Bas, Octobre 2000

(http://www.senat.fr/lc/lc79_mono.html#toc43)

Service des affaires européennes « Le régime juridique de la prostitution féminine », L'Allemagne, Octobre 2000

(http://www.senat.fr/lc/lc79_mono.html#toc1)

« Les politiques publiques et la prostitution. Rapport d'information sur l'activité de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes pour l'année 2000. » Partie II-La prostitution

(http://www.senat.fr/rap/r00-209/r00-209_mono.html)

Ouvrages partie II : La situation de la femme en Amérique Latine

María de Lourdes Alvarado « La educación superior femenina en el México del siglo XIX. Demanda social y reto gubernamental », UNAM, CESU, Plaza y Valdés, Mexico, 2004, (364 pages)

Urania Atenea Ungo Montenegro « Educación de niñas y de mujeres en Ibero-América », Partie 5.4 « Las Mujeres y la educación en América Latina. Una aproximación a los dilemas y desafíos », Jornadas de cooperación sobre género y educación », Antigua, 2006, (373 pages)

Banco Interamericano de desarrollo, Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina », Editora Banco interamericano de desarrollo, New-York, 2006, (344 pages)

Lourdes Bandeira, Bérengère Marques-Pereira, Ilán Bizberg « La citoyenneté sociale en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 1995, (279 pages)

Dora Barrancos « Mujeres en la sociedad argentina: una historia de cinco siglos », Editorial Sudamericana, Buenos-Aires, 2007, (351 pages)

Maricel Bertolo « Trabajo femenino en Argentina : primeras expresiones legislativas », Facultad de Ciencia Política, Rosario, 2000, (17 pages)

Elizabeth Burgos « Me llamo Rigoberta Menchú y así nació la conciencia », Seix Barral, Barcelone, 1998 (284 pages)

Alba G. Cassina de Nogara « Las feministas », Instituto Nacional del libro, Montevideo, 1989, (167 pages)

Bernard Collot « Une école du troisième type ou « la pédagogie de la mouche » », L'harmattan, Paris, 2002, (330 pages)

Rodrigo Contreras Osorio « La gauche au pouvoir en Amérique Latine », L'harmattan, Paris, 2007, (230 pages)

Regina Cortina, Nelly P.Stomquist « Promoviendo la educación de mujeres y niñas en América Latina », Editorial Pax México, Mexico, 2001, (369 pages)

María de la Luz Parcero « Condiciones de la mujer en México durante el siglo 19 », Instituto Nacional de Antropología e historia, Mexico, 1992, (239 pages)

José del Pozo « Historia de América Latina : 1825-2001 », Editions Lom, Buenos-Aires, 2002, (286 pages)

Jean-Maurice Derrien « Travail des enfants en questions », L'harmattan, Paris, 2008, (455 pages)

FAO « Education pour le développement rural : vers de nouvelles réponses politiques », FAO et Unesco, Edité par David Atchoarena (Unesco) et Lavinia Gasperini (FAO), Paris, Rome, 2003 (468 pages)

Jean-Claude Fritz « La nouvelle question indigène. Peuples autochtones et ordre mondial », L'harmattan, Paris, 2005, (506 pages)

Léo Gabriel, Ileana Almeida, Alicia Castellanos « Autonomie multiculturelles en Amérique Latine et ailleurs », L'harmattan, Paris, 2007, (320 pages)

Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin « Identités et ruptures », Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2007, (298 pages)

Michael A.Genovese « Mujeres lideres en política. Modelos y prospectiva », Editions Narcea, Madrid, 1997, (306 pages)

Raquel Gil Montero « ¿Metodos, modelos y sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septiembre 2007, (390 pages)

Jean-Pierre Lavaud « La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs. Bolivie 1977-1978 », Editions du CNRS, Paris, 1999, (200 pages)

Jean-Pierre Lavaud « L'instabilité politique de l'Amérique Latine-Le cas bolivien », L'harmattan, Paris, 1991, (290 pages)

Asunción Lavrin, Eugenia Rodríguez Sáenz « Un siglo de luchas femeninas en América Latina » Editorial Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, (267 pages)

Luis Miguel Lázaro Lorente, Alejandro Tiana Ferrer « Problemas y desafíos para la educación en el siglo XXI en Europa y América Latina », Universitat de Valencia, Valence, 2001, (219 pages)

Magdalena León de Leal, Eugenia Rodríguez Sáenz, Aída Martínez « Ruptura de la inequidad ? Propiedad y género en la América Latina del siglo 19 », Editions Siglo del Hombre, Bogota, 2005, (303 pages)

Sous-commandant Marcos, Yvon Le Bot « Le rêve zapatiste », Seuil Editions, Paris, 1997, (294 pages)

Sabine Masson « Violences contre les femmes et résistances féministes dans le conflit armé colombien. L'exemple de la Ruta Pacífica de las Mujeres », Editions T'okup, Lausanne, 2007, (27 pages)

Maxine Molyneux « Movimientos de Mujeres en América Latina : Estudio teórico comparado », Catedra, Madrid, 2003, (329 pages)

Isabel Morant « Historia de las mujeres en España y América Latina (III) del siglo XIX a los umbrales del siglo XX », Editions Catedra, Madrid, 2005, (975 pages)

Laura Muñoz, Laura Muñoz Mata, Felicitas López Portillo « Movimiento Obrero en América Latina », Universidad Nacional Autónoma de México, Mexico, 1995, (192 pages)

Nations-Unies « Population, éducation et développement : rapport concis », United Nations Publications, New-York, 2003, (59 pages)

Nations-Unies, Cepal « Panorama social de América Latina : synthèse », United Nations Publications, New-York, 2002, P.121 (280 pages)

Marysa Navarro, Virginia Sánchez Korrol « Mujeres en América Latina y el Caribe », Narcea Editions, Madrid, 2004, (206 pages)

Christine Ockrent « Madame la... Ces femmes qui nous gouvernent », Plon, Paris, 2007, (219 pages)

Blanca Olivia Peña Molina « Igualdad o diferencia ? Derechos políticos de la mujer y cuota de género en México : Estudio de caso en Baja California Sur », Plaza y Valdés, Mexico, 2003, (279 pages)

María Pilar Pérez Cantó, Susana Bandieri, Lucía Lionetti « Educación, género y ciudadanía. Las mujeres argentinas, 1700-1943 », Miño y Dávila, Buenos-Aires, 2005, (272 pages)

Claudia Piras « Mujeres y trabajo en América Latina », Editora Banco interamericano de desarrollo, New-York, 2006, (344 pages)

Margaret Randall « Sandino's daughters : testimonies of nicaraguan women in struggle », Rutgers University Press, Vancouver, 1995, (220 pages)

David Robichaux « ¿Sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septiembre 2007, (390 pages)

Silvia Rodriguez Villamil, Grupo de Estudios sobre la condición de la mujer en el Uruguay « Mujeres e historia en el Uruguay. Aportes del seminario mujeres e historia en el Uruguay », GRECMU, Montevideo, 1992, (264 pages)

Denis Rolland, Enrique Uribe Carreño « La Colombie aujourd'hui vue par la presse colombienne », L'harmattan, Paris, 2007, (310 pages)

Graciela Sapriza, Urania Ateneo Ungo Montenegro, María del Carmen Feijó « Participación política de las mujeres en América Latina », COPPPAL, Mexico, 2008, (187 pages)

Eric Sarner « Mères et « folles » de la place de Mai, Argentine 1976-2000 », Desclée de Brouwer, Paris, 2000, (176 pages)

Jacques Sémelin « Quand les dictatures se fissurent-Résistances civiles à l'Est et au Sud », Desclée De Brouwer, Bruges, 1995, (260 pages)

Ernesto Schiefelbein « Redéfinition de l'éducation de base en Amérique Latine. Les enseignements de l'école nouvelle en Colombie », Presses Unesco, Paris, 2005, (127 pages)

Jacques Thomet « Ingrid Betancourt. Histoire du cœur ou raison d'état ? », Hugo, Paris, 2006, (221 pages)

Universidad de Panamá « Sara Sotillo, una maestra ejemplar », dans « Mujeres que cambiaron nuestra historia », Instituto de la Mujer, Panamá, 1996, (176 pages)

UN Millenium Project, Nations-Unies, Cepal « Objetivos de desarrollo del milenio. Una mirada desde América Latina y el Caribe », United Nations Publications, New-York, 2005, (333 pages)

Teresa Valdés « De lo social a lo político : la acción de las mujeres latinoamericanas », Lom Ediciones, Santiago du Chili, 2000, (131 pages)

Norma Valle Ferrer « Luisa Capetillo, historia de una mujer proscrita », Editions Cultural, San José de Puerto-Rico, 1990, (150 pages)

Luis Vitale « Contribución a una historia del anarquismo en América Latina », Instituto de Investigación de Movimientos sociales « Pedro Vuskovic », Santiago du Chili, 1998, (43 pages)

Luis Vitale « La formación social latinoamericana (1930-1978) », Editions Fontamara, Barcelone, 1979, (192 pages)

Henri Weber « Nicaragua : La Révolution sandiniste », François Maspéro, Paris, 1981 (184 pages)

Revues et articles de presse (classés par le nom du site internet)

Cepal

Irma Arriagada « Familias y políticas públicas en América-Latina, una historia de desencuentros », Cepal, Santiago du Chili, Octobre 2007, (418 pages)
(<http://www.eclac.cl/publicaciones/desarrollosocial/2/lcl1652p/lcl1652-p.pdf>)

Cepal « Anuario estadístico 2004 »
(<http://www.cepal.org/cgibin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/0/21230/P21230.xml&xsl=/deype/tpl/p9f.xsl&base=/deype/tpl/top-bottom.xsl>)

« Anuario estadístico 2005 »
(<http://www.cepal.org/cgibin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/0/26530/P26530.xml&xsl=/deype/tpl/p9f.xsl&base=/deype/tpl/top-bottom.xsl>)

« Anuario estadístico 2006 »
(<http://www.cepal.org/cgibin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/0/28063/P28063.xml&xsl=/deype/tpl/p9f.xsl&base=/deype/tpl/top-bottom.xsl>)

« Anuario estadístico 2007 »
(<http://www.cepal.org/cgibin/getprod.asp?xml=/publicaciones/xml/8/32598/P32598.xml&xsl=/deype/tpl/p9f.xsl&base=/deype/tpl/top-bottom.xsl>)

Cepal « Participación, liderazgo y equidad de género en América Latina y el Caribe », Santiago du Chili, Décembre 1999, (110 pages)
(<http://www.eclac.org/publicaciones/unidadmujer/2/lcl1302/lcl1302e.pdf>)

Cepal « Unidad de la mujer. El aporte de las mujeres a la igualdad en América Latina y el Caribe », 2007
(http://www.un-instraw.org/jdata/images/files/SONIA_X%20CONF_CONTEXTO%20INDICADORES.ppt)

Sonia Montaña « El sueño de las mujeres : Democracia en la familia » dans « Cambio de las familias en el marco de las transformaciones globales : necesidad de políticas públicas eficaces » (Conférence), Cepal, Santiago du Chili, Octobre 2004, (42 pages)
(<http://www.eclac.org/dds/noticias/paginas/9/19679/SMontagno.pdf>)

Marta Rangel « Organizaciones y articulaciones de los afrodescendientes de América-Latina y el Caribe », Cepal, Santiago de Chile, Février 2008, (73 pages)
(http://www.diversidades.org.mx/08/doc_afro/Orgs%20afro%20en%20latinoamerica%20-%20CEPAL.pdf)

Marina Subirats « La educación de las mujeres : de la marginalidad a la coeducación », Série « Mujer y desarrollo n°22 », Cepal, Santiago du Chili, Août 1998, (38 pages)
(http://www.oei.es/genero/documentos/internacionales/SitMuj_AL_98.pdf)

Daniela Zapata Sapiencia « Trabajo, educación y salud de las niñas en América Latina y el Caribe. Indicadores elaborados en el marco de la plataforma de Beijing », CEPAL, Serie « Mujer y desarrollo » n°82, Santiago du Chili, Avril 2007, (44 pages)
(<http://www.eclac.org/publicaciones/xml/0/28540/lcl2708e.pdf>)

Cimac

Erika Cervantes « Elvira Rawson de Dellepiane », Cimac, México, Le 27 février 2007
(<http://www.cimacnoticias.com/site/s07022705-HACEDORAS-DE-LA-HI.16692.0.html>)

Erika Cervantes « Esther Chapa fue promodora incansable del voto femenino », Cimac, México, Le 11/10/2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/03abr/s03040106.html>)

Erika Cervantes « Hermila Galindo de Topete, primera mujer Congressista », Cimac, México, Le 04/02/2003
(<http://www.cimacnoticias.com/site/s07112704-HACEDORAS-DE-LA-HI.31197.0.html>)

Erika Cervantes « Matilde Montoya, primera médica de México », Cimac, Mexico, Le 13 janvier 2004
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/04ene/s04011304.html>)

Erika Cervantes « Paulina Luisi », Cimac, México, Le 5 avril 2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/05abr/s05040506.html>)

Erika Cervantes « Sor Juana Inés de la Cruz, el derecho al conocimiento y la verdad », Cimac, México, Le 15 avril 2003
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/03abr/s03041507.html>)

Erika cervantes « Virginia Bolten, Voz de la mujer », Cimac, Mexico, Le 3 mai 2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/05may/semanal.html>)

Guadalupe Cruz Jaimes « Juana Belem Gutiérrez, periodista, poeta y revolucionaria », Cimac, Mexico, Le 23 février 2007
(<http://www.cimacnoticias.com/site/s09012706-HACEDORAS-DE-LA-HI.36401.0.html>)

María de la Luz « Reglamentar prostitución genera más violencia contra mujeres », Cimac, Mexico, Le 13/12/2007
(<http://www.cimacnoticias.com/site/07121310-Reglamentar-prostit.31432.0.html>)

María de la Luz Tesoro « Feministas propusieron desde 1936 despenalizar el aborto », Cimac, México, Le 04/04/2007
(<http://www.cimacnoticias.com/site/07040411-Feministas-propusie.17129.0.html>)

Yolanda de la Torre « Voz y voto de las mujeres en México », Cimac, México, Le 17/10/2006
(<http://www.cimacnoticias.com/site/06101701-Voz-y-voto-de-las-m.15262.0.html>)

Guadalupe Gómez Quintana « Casimira Rodríguez, contra el colonialismo y la servidumbre », Cimac, México, Le 10/04/2007

(<http://www.cimacnoticias.com/site/07041007-Casimira-Rodriguez.17175.0.html>)

Mónica Pérez « El divorcio en México », Cimac, Mexico, Le 27 janvier 2004
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/04ene/s04012705.html>)

Mónica Pérez « Las leyes de las mujeres zapatistas », Cimac, Mexico, Le 20/01/2004
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/04ene/s04012004.html>)

Candelaria Rodríguez « Chiapas a 80 años del voto femenino », Cimac, México, Le 12/05/2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/05may/05051202.html>)

Miriam Ruiz « Empeora situación de las costureras a 18 años de los sismos », Cimac, Mexico, Le 17 septembre 2003
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/03sep/03091701.html>)

Miriam Ruiz « Mujeres conmemoran 86 aniversario del congreso feminista de Yucatán », Article paru dans la revue Cimac, México, le 15 janvier 2002
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/02ene/02011502.html>)

Hilda Soria « Una mujer encabezó la despenalización del aborto », Cimac, México, Le 15/03/2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/05mar/s05031507.html>)

Sandra Torres Pastrana, Guadalupe Gómez Q. « Nicaragua : Dora Tellez marchará mañana contra la carestía », Cimac, Mexico, Le 21/08/2008
(<http://www.cimacnoticias.com/site/08061807-Nicaragua-Dora-Tel.33625.0.html>)

« Adolescentes pobres adelantan maternidad », Cimac, Santiago du Chili, Le 15/08/2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/05ago/05081505.html>)

« Aprueba la ALDF divorcio unilateral en la ciudad de México », Cimac, Mexico, Le 28/08/2008
(<http://www.cimacnoticias.com/site/08082804-Aprueba-la-ALDF-div.34589.0.html>)

« Construyó la ley revolucionaria de las mujeres », Cimac, México, Le 05/01/2007
(<http://www.cimacnoticias.com/site/07010509-Comandanta-Ramona.16119.0.html>)

Clacso

Raquel Gil Montero « ¿Metodos, modelos y sistemas familiares o historia de la familia ? » dans « Familia y diversidad en América-Latina », Clacso, Buenos-Aires, Septiembre 2007, P.86 (390 pages)
(<http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/grupos/robichaux/00-CredIndice.pdf>)

Veronica Giordano « Ciudadanía universal/Derechos excluyentes : la mujer según el código civil en Argentina, Brasil y Uruguay (1900-1930) », En libro : « Jornadas Gino Germani », IIFCS, Instituto de Investigaciones Gino Germani, Buenos-Aires, Argentina, 2003

(<http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/argentina/germani/giordano.rtf>)

Eurosur

« Mujeres latinoamericanas », Mujeres en Chile, Legislación, Derecho laboral
(<http://www.eurosur.org/FLACSO/mujeres/chile/portada.htm>)

« Mujeres latinoamericanas », Mujeres en Uruguay, Legislación, Derecho laboral
(<http://www.eurosur.org/FLACSO/mujeres/uruguay/portada.htm>)

« Portal de la mujer en Bolivia » « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur
(<http://www.eurosur.org/FLACSO/mujeres/bolivia/orga-1.htm>)

« Portal de Ecuador », « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur
(<http://www.eurosur.org/FLACSO/mujeres/ecuador/m-pais.htm>)

« Portal de la mujer en Perú » « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur
(<http://www.eurosur.org/FLACSO/mujeres/peru/portada.htm>)

« Portal de la mujer en Venezuela » « Organismos y acción de promoción de la mujer », Eurosur
(<http://www.eurosur.org/FLACSO/mujeres/venezuela/portada.htm>)

Granma

« Rigoberta Menchú decidirá alianza con Encuentro por Guatemala », Granma, Année 11, N°52, La Havane, Le 21 février 2007 (*<http://www.granma.cu/ESPANOL/2008/nuestra-america51.html>*)

« Partido de Rigoberta Menchú impulsa candidaturas femeninas », Granma, Année 11, N°133, La Havane, Le 13 mai 2007 (*<http://www.granma.cu/ESPANOL/2008/nuestra-america133.html>*)

Le Figaro

Patrick Bèle « L'Argentine ne croit plus en Cristina Kirchner », Le Figaro, Paris, Le 18/07/2008
(<http://www.lefigaro.fr/international/2008/07/19/01003-20080719ARTFIG00204-l-argentine-ne-croit-plus-en-cristina-kirchner-.php>)

L.D « Cristina Kirchner investie présidente de l'Argentine », Le Figaro, Paris, Le 10/12/2007
(<http://www.lefigaro.fr/international/2007/12/10/01003-20071210ARTFIG00584-cristina-kirchner-investie-presidente-de-largentine.php>)

Mujereshoy

Cepal « CEPAL analiza la situación de las mujeres de América Latina y el Caribe », paru dans la revue « Mujeres Hoy » le 07 septembre 2005
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/3308.shtml>)

Ochy Curiel « Colombia. La Ruta Pacífica », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 14/12/2005
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/3492.shtml>)

María Cecilia Espinosa « Chile : A un paso del divorcio », MujeresHoy, Santiago de Chile, Le 11/02/2004
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/1739.shtml>)

Sara Más « Maternidad temprana¿mal de pobres ? », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 30/08/2005
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/3279.shtml>)

Cecilia Olea « Declaración de las ONG feministas y de mujeres de América Latina y del Caribe », San Juan, Puerto Rico, Le premier juillet 2004
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/2107.shtml>)

Ana María Portugal « Anarquistas : « Ni Dios, ni Patrón, ni marido » », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 8 mars 2005
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/2907.shtml>)

Ana María Portugal « Cecilia Grierson, una visionaria del Siglo XIX », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 17 juillet 2003
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/1004.shtml>)

Ana María Portugal, Juana Rouco « Día internacional de la mujer : Anarquistas, una historia silenciada », MujeresHoy, Santiago du Chili, Le 15 mai 2005
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/2908.shtml>)

Ana María Portugal « Efemérides de abril », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 31/03/2004
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/1872.shtml>)

« Los cien años de Elena Caffarena », Mujeres Hoy, Santiago de Chile, Le 24/03/2003
(<http://www.mujereshoy.com/secciones/452.shtml>)

Nations-Unies

« La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Troisième partie, Article 10
(<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/fconvention.htm>)

Nations-Unies « Dixième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique-Latine et des Caraïbes », Cepal, Quito, Equateur, 6-9 août 2007

(<http://www.eclac.cl/mujer/noticias/paginas/4/29404/InformeHaiti.pdf>)

Plan d'action Conférence de Pékin ONU

(<http://www.un.org/french/events/womenfr.htm>)

Nations-Unies « La violence domestique contra mujeres y niñas », Fondo de las Naciones- Unidas para la infancia, Centro de investigación Innocenti, N°6, Juin 2000, P.17 (30 pages)
(<http://www.malostratos.org/images/pdf/UNICEF%20.%20JUNIO%202000.pdf>)

Julieta Montaña « La prostitución en América Latina », Congrès International sur l'Exploitation Sexuelle et le Trafic de Femmes, AFESIP Espagne, Madrid Le 26,27 et 28 octobre 2005, P.1

(<http://www.elmundo.es/elmundo/2005/10/25/solidaridad/1130240683.html>)

Nations-Unies, Cepal « Migración internacional, derechos humanos y desarrollo en América Latina. Síntesis y conclusiones », Montevideo, Uruguay, du 20 au 24 mars 2006, P.39 (62 pages)

(<http://www.acnur.org/biblioteca/pdf/4089.pdf>)

Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes », Nations-Unies, Beijing, 4-15 septembre 1995, 1996, New-York (Annexe II, Chapitre IV, Partie B-Education et formation)
(<http://www.aidh.org/Femme/Images/decla-pekín.pdf>)

Annuaire statistiques 2004 des Nations-Unies « Taux de nuptialité » (<http://www.unstats.org>)
(<http://www.unstats.un.org/unsd/Demographic/products/dyb/dyb2004f.htm>)

OIT-BIT

Organisation Internationale du Travail, « Origines et histoire »

(http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Origins_and_history/lang-fr/index.htm)

Rapport annuel sur les tendances de l'emploi, Bureau International du Travail, Paris, Janvier 2006

(<http://www.leconomiste.com/upload/document/BIT%20rapport%20annuel2512006.doc>)

OIT « Género, formación y trabajo », Partie 2 « Posición de las mujeres en los sindicatos »

(<http://www.cinterfor.org.uy/public/spanish/region/ampro/cinterfor/temas/gender/gestion/sondeo/ii/index.htm>)

Unesco

Statistiques Unesco, « Education pour tous », 2004

(http://www.portal.unesco.org/education/TEMPLATE/c_153/index_fr.html)

Angela Constanza Jerez T. « Escuela Nueva s'installe en ville », El Tiempo, Colombie

(http://www.unesco.org/education/efa/fr/known_sharing/grassroots_stories/colombia_2.shtml)

Susan Nkinyangi « Enseigner aux adolescents », Bulletin Education aujourd'hui, Unesco, 2003

(http://www.unesco.org/education/education_today/aujourd_huit_4.pdf)

Unicef

Cepal, Unicef « Maternidad adolescente en América Latina y El Caribe-Tendencias, problemas y desafíos », Desafíos n°4, Santiago du Chili, Janvier 2007, (12 pages)

([http://www.unicef.org/lac/desafios__n4_esp_Final\(1\).pdf](http://www.unicef.org/lac/desafios__n4_esp_Final(1).pdf))

Unicef « Situation des enfants dans le monde, Amérique Latine et Caraïbes », 2004

(http://www.unicef.org/french/publications/index_18108.html)

« Progrès pour les enfants », Unicef, 2005

(<http://www.unicef.org/french/progressforchildren/2005n2/>)

« Le travail des enfants dans le monde », article Unicef, 2002

(http://www.rsenews.com/public/dossier_social/travail_enfants.php?rub=2)

Revue et article de presse (classés par ordre alphabétique)

Rosario Aguirre « El aporte del trabajo no remunerado al bienestar social. Conocimientos y desafíos para el diseño del sistema de protección social uruguayo », Facultad de Ciencias Sociales de Montevideo, 2005

(http://www.inmujeres.gub.uy/innovaportal/file/Trabajo_NoRemunerado.pdf?contentid=643&version=1&filename=Trabajo_NoRemunerado.pdf)

ALAI, « Niñas y niños trabajando : analizando el trabajo infantil », Bulletin n°18, IDEAS, Córdoba, Espagne, Octobre 2007 (<http://www.docencia.es/historia/ninos-ninas-trabajando-analizando-trabajo-infantil-pdf>)

Jorge Alonso « El derecho de la mujer al voto », La ventana n°19, Guadalajara, Mexico, 2004

José Alfredo Andaluz Prado « Derecho al sufragio para la mujer ecuatoriana », El Correo, Quito, Le 10/05/2006 (<http://www.diariocorreo.com.ec/archivo/2006/05/10/derecho-al-sufragio-para-la-mujer-ecuatoriana>)

Jaime Aviña Zepeda « La familia en América-Latina », Revue Bien Común, N°152, Année 13, Mexico, Août 2007, P.30

(http://www.fundacionpreciado.org.mx/biencomun/bc152/jaime_avina.pdf)

Alexandra Ayala Martín « Betsabé Espinosa y Georgina Fletcher, pioneras de los derechos de las mujeres », Revue « María María », Juillet 2008

(http://www.unifemandina.org/un_archives/mm10lhicolombia.pdf)

Yamila Azize Vargas « Mujeres latinoamericanas y educación en el fin del siglo XIX ¿Participación cuantitativa o transformación cuantitativa ? », dans : « Estudios Básicos de derechos humanos IV », Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Costa-Rica, 1996, (25 pages)

Edgerd Barberena S. « Divorcio unilateral también por poder », El Nuevo Diario, Managua, Le 28/03/2000 (<http://www.archivo.elnuevodiario.com.ni/2000/marzo/28-marzo-2000/nacional/nacional12.html>)

Dora Barrancos « Las mujeres y su « Causa » », Article paru dans la revue « Criterio » n°2308, Buenos Aires, Argentine, Septembre 2005 (http://www.revistacriterio.com.ar/sumario.php?numero_id=81)

Melissa Cardoza « Vue d'un balcon lesbien », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2, « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, (152 pages)

Sueli Carneiro « Noircir le féminisme », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, (152 pages)

Vicky Colbert « Mejorando el acceso y la calidad de la educación para el sector rural pobre. El caso de la Escuela Nueva colombiana », Revista iberoamericana de educación número 20, Madrid, Mai-Août 1999 (<http://www.rieoei.org/rie20a04.htm>)

María Juana Correa Luna « Pariendo como diosas », Revista electrónica latinoamericana Vinculando.org, México le 07/07/2005 (http://www.vinculando.org/documentos/maternidad_indigena.html)

Ernesto Espíndola, Arturo León « La deserción escolar en America Latina », Revista Iberoamericana de Educación n°30 Educación y conocimiento : una nueva mirada, Septembre-Décembre 2002, OEI Ediciones

Gioconda Espina « El recorrido de los estudios de género en la educación superior en Venezuela », Centro de Estudios de la Mujer de la UCV, 17 juillet 2002 (<http://www.cem.tripod.com.ve/jornadasdelcem/id16.html>)

Jules Falquet « Le mouvement féministe en Amérique Latine et aux Caraïbes. Défis et espoirs face à la mondialisation néo-libérale », Article paru dans Actuel Marx n°42 « L'Amérique Latine en lutte hier et aujourd'hui », PUF, Paris, 2007

Antonio Fernández Castillo « El divorcio "express" fulmina a 90 000 parejas... », El País, Madrid, Le 16/11/2007 (<http://www.lacomunidad.elpais.com/antoniopegaso/2007/11/16/el-divorcio-express-fulmina-90-000-parejas>)

Amalia E.Fischer P. « Les chemins complexes de l'autonomie », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2, « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, (152 pages)

Marta Fuentes « Feminismo y movimientos populares de mujeres en América Latina », Nueva Sociedad n°118, Buenos-Aires, Mars-Avril 1992, (PP.55-60)

Alejandra García Williams « Droit de vote féminin : un demi-siècle d'histoire », Article paru dans le bulletin d'information de l'ambassade du Mexique « Le Mexique aujourd'hui », N°40, Novembre 2003, (14 pages)

Agnès Guillaume, Susana Lerner, « L'avortement en Amérique Latine et dans les Caraïbes », Chapitre 5 «Grossesse non désirée et niveaux de fécondité », Revue Ceped, Paris-Mexico 2007 (http://www.ceped.org/documentation/article.php3?id_article=1057)

José Ramón Gutierrez « Denuncian « terrorismo psicológico »en consulado de Nicaragua en Costa-Rica », Nicaragua Hoy, Le 14/02/2008
(http://www.nicaraguahoy.info/dir.cgi/topics.cgi?op=print_topic;cat=NoticiasGenerales;id=54290)

Françoise Harrois-Monin « Faire résonner la voix des Indiens », L'express, Paris, Le 24/08/2003
(http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/faire-resonner-la-voix-des-indiens_495265.html)

Salim Lamrani « Les « Dames en blanc » de Cuba », Le Grand Soir, Paris, Le 6 juin 2008
(<http://www.legrandsoir.info/article6738.html>)

Antonio Linage Conde « La vida monástica de Sor Juana Inés de la Cruz », Revue « Studia Monastica », Volume 43, N°1, PP 67-81

Oresta Lopez Perez « Las mujeres y la conquista de espacios en el sistema educativo », Article paru dans la « Revista latinoamericana de estudios educativos », Volume 27 n°3, Centro de estudios educativos, México, 1997

Gilda Luongo « Bio-grafía de Amanda Labarca » Feministas tramando, Chile, Le 16/10/2006
(http://www.feministastramando.cl/index.php?option=com_content&task=view&id=282&Itemid=3)

Humberto Monteón González, Gabriela María Luisa Riquelme Alcantar « El presidente Cardenas y el sufragio femenino », Revue Espiral, Janvier-Avril, N°38, Universidad de Gualajara, México, 2007
(<http://www.redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=13803803>)

Judith Muñoz « El querer saber se parece a la rebeldía : Julieta Kirkwood Bañados », Bulletin « Fundación Equitas », N°2, Année 1, Décembre 2003, (17 pages)

Mercedes Olivera B. « Le « Mouvement indépendant des femmes »du Chiapas et sa lutte contre le néolibéralisme », Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, (152 pages)

Alicia Palermo « Mujeres que ejercieron en Argentina en el siglo XX », Convergencia (revista de ciencias sociales), México, Mayo-Agosto 2005, P.77 (PP.59-79)

Luciana Peker « Romper los moldes », Partido Por la Victoria, Montevideo, Le 28/07/2006, P.12 (<http://www.eclac.org/mujer/noticias/noticias/3/27753/CasimiraRodríguezRomero.pdf>)

Red de Educación Para las Mujeres « 10^e encuentro feminista latinoamericano y del Caribe », La red va..., Vol.7 n°346, REPEM, Le 09/02/05
(<http://mail.repem.org.uy/laredva345.htm>)

Erika Ruíz Sandoval « Migración y desarrollo en América Latina¿Círculo vicioso o círculo tecnológico autónomo de México (ITAM), Mexico, 2007, P.158, Revue « Pensamiento Iberoamericano n°0», (P.153-180)

Ingrid Schockaert « Travail féminin et fécondité en Amérique Latine », Volume 60, Institut démographique, Université de Louvain-La-Neuve, 2005, (P.157 à 178)

Evelio Tellería Alfaro « Devenir histórico de las organizaciones femeninas en Cuba», Revista Trabajadores, La Havane, Le 20/08/2008
(<http://www.trabajadores.cu/news/devenir-historico-de-las-organizaciones-femeninas-en-cuba>)

Gina Vargas « América Latina, encuentros feministas, énfasis y estrategias », ALAI, América Latina en movimiento, Le 11/01/99
(http://www.archivochile.com/Mov_sociales/mov_mujeres/doc_muj_otros/MSdocmujotros003.pdf)

Marcos Vargas « Droit de la famille en République-Dominicaine », Institut International de Droit d'Expression et d'Inspiration Françaises, Le 22 octobre 2006
(<http://www.institut-idef.org/DROIT-DE-LA-FAMILLE-EN-REPUBLIQUE.html>)

Jurema Werneck « Lalodês et féministes. Réflexions sur l'action politique des femmes noires en Amérique Latine et aux Caraïbes», Article paru dans Nouvelles Questions Féministes Volume 24 n°2 « Féminismes dissidents en Amérique Latine et aux Caraïbes », Editions Antipodes, Lausanne, 2005, (152 pages)

Juan Carlos Yáñez Andrade « Chile y la organización internacional del trabajo (1919-1925) : hacia una legislación social universal », Revista de estudios histórico-jurídicos, n°22, Valparaíso
(http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0716-54552000002200014&script=sci_arttext -)

Sites internet divers

« Divorces en République-Dominicaine », Consulat général de la République-Dominicaine
(<http://www.la-republique-dominicaine.org/divorces.html>)

Site officiel de **Elisa Carrio** (<http://www.elisacarrio.com.ar>)

Site officiel de **Marta Lucia Ramirez** (<http://www.martaluciamirez.com>)

Fundación Mujer y Futuro (<http://www.funmujer.org>)

La Constitution mexicaine de 1916-1817 (<http://www.sre.gob.mx/francia/letat.htm>)

Pierre-Emmanuel Couralet « Le travail des enfants en Amérique Latine », Document de Travail de l'OCDE, Paris, 2003 (<http://www.oecd.org/dataoecd/28/22/2955636.pdf>)

« Reforma al Código Civil. El divorcio por decisión unilateral », Universidad San Francisco de Quito, Herramientas del Abogado, P.5 (6 pages)
(<http://www.lexis.com.ec/novedadesDescargas/documentosInvestigacion/Proyecto%20Cuotas%20Consejo/20Estudiantil.pdf>)

« Venezuela : la révolution a le visage d'une femme », 8 mars 2004
(http://www.globalwomenstrike.net/French/8_mars_2004.htm)

Site de la Ruta Pacífica (<http://www.rutapacifica.org.co>)

Conférence, discours, interview, documentaire TV

Réunion du **Comité Exécutif du Réseau des Femmes Parlementaires des Amériques** « L'impact des migrations sur les femmes en Amérique Latine », Iles Margarité, Vénézuéla, 22 février 2003, P.2 (4 pages)

Claudia Korol « Mujeres inconvenientes-Diálogo con Mónica Baltodano, Comandante Guerrillera Sandinista », Entrevue réalisée en octobre 2003 à Sao Paulo,
(<http://www.nodo50.org/americalibre/novedades/korol0104.pdf>)

Salim Lamrani « La plaza de Mayo se trouve en Argentine et nulle part ailleurs », Entrevue avec Hebe de Bonafini, Cuba Solidarity Project, Le 4 juin 2005
(http://www.vdejaj.club.fr/cuba/npa_lamrani_hebe.html)

Adela Muñoz de Liendo, Députée et Représentante au parlement andin au Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires des Amériques (COPA) « Femmes et migrations dans la communauté andine », Puerto-Rico, du 23 au 25 septembre 2004, P.5
(<http://www.feminamericas.org/FR/thematiques/Mujeres%20y%20Migraciones%20en%20el%20area%20andina-f.pdf>)

Julieta Quilodrán « L'union consensuelle latinoaméricaine a-t-elle changé de nature ? », Colegio de México, Discours lors de la 24^e Conférence générale de l'union internationale pour l'étude scientifique de la population, Salvador, Brésil, 18-24 août 2001, P.5

Luis Ricardo Fraga « Latinas in latino politics », Préparée pour la délibération de la Conférence sur « Latino politics : the state of the discipline », Texas A and M University, College Station, Du 30 avril au 1^{er} mai 2003, (29 pages)

Sonia Rincón « Evocación y vigencia de los años veinte », entrevista con María Tila uribe, « Nueva Gaceta n°12 », Bogotá, Septembre 2007, P.12

Valeria Selinger « Brukman, une usine sans patron », Documentaire, Cinquième planète, Paris, 2004

Urania Atenea Ungo Montenegro « Educación de niñas y de mujeres en Ibero-América », Partie 5.4 « Las Mujeres y la educación en América Latina. Una aproximación a los dilemas y desafíos », Jornadas de cooperación sobre género y educación », Antigua, 2006, (373 pages)

Carmen Vigil et María Luisa Vicente « Prostitución, liberalismo sexual y patriarcado », Asociación para la Prevención, Reinserción y atención de la Mujer Prostituida (APRAMP), Madrid, 2006, (19 pages)

Ouvrages Partie III : La situation de la femme cubaine

Loic Abrassart « Cuba : la Révolution trahie », Editions Milan, Toulouse, 2006 (63 pages)

Jorge Benítez González « Cuba hoy: Desafíos de fin de siglo », Lom Editions, Santiago du Chili, 1995, (208 pages)

Lisette Bustamente « Jinetas », Altera, Barcelone, 2005 (207 pages)

Ramón Pérez Cabrera, Arístides « De Palacio hasta Las Villas. En la senda del triunfo », Lulu.com, La Havane, 2007, (412 pages)

Tania Caram León « Mujer y poder en Cuba » dans « La gobernabilidad en América Latina. Balance reciente y tendencias a futuro », FLACSO, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, La Havane, 2005, (17 pages)

Maria Auxiliadora César « Mujer y política social en Cuba : El contrapunto socialista al bienestar capitalista », Mercie, La Havane, 2005, (173 pages)

Efren Córdova « Clase trabajadora y movimiento sindical en Cuba (1959-1996) », Vol.II, Editions Universal, Miami, 1998

Mareelén Díaz Tenorio « Uniones consensuales en Cuba » Editions Ciencias Sociales, La Havane, 1994

Dominique Gay-Sylvestre « Etre femme à Cuba », L'harmattan, Paris, 2006, P.54 (263 pages)

Isabel Holgado Fernández « ¡No es fácil! Mujeres cubanas y la crisis revolucionaria », Icaria, Barcelone, 2000, (352 pages)

Jean Lamore « Cuba au cœur de la Révolution. Acteurs et témoins », Ellipses Marketing, Paris, 2006, P.58 (208 pages)

Salim Lamrani, Ricardo Alarcón « Estados-Unidos contra Cuba. La guerra contra el terrorismo y el caso de los cinco », El viejo topo, Mataró, 2005, (229 pages)

Asunción Lavrín, Eugenia Rodríguez Sáenz « Un siglo de luchas feminas en América Latina », Universidad de Costa-Rica, San José, 2002, (267 pages)

Philippe Létriliart « L'Eglise et la Révolution », L'harmattan, Paris, 2005, (473 pages)

O.Lewis, R.M.Lewis, S.Rigdon « Trois femmes dans la révolution cubaine », Gallimard, Paris, 1980 (405 pages)

José Marmol « Antonio Maceo Grajales : el titán de bronce », Editions Universal, Miami, 1998, (139 pages)

Juan y Verena Martínez Alier « Cuba, economía y sociedad », Ediciones Ruedo Ibérico, Paris, 1972 (264 pages)

Antonio José Molina « Mujeres en la historia de Cuba », Editions Universal, Miami, 2004, (1047 pages)

Maxine Molyneux « Movimientos de mujeres en América latina. Estudio teórico comparado », Catedra, Madrid, 2003, (379 pages)

Juan Antonio Monroy « Frank País. Un líder evangelico en la Revolución cubana », Clie Editions, Villadecavals, 2003, (188 pages)

Yolanda Pelaez « Adela Azcuy Labrador « La Capitana » », Granma, 1982, La Havane (bibliothèque de l'école «Los Oficios »)

Christine Pic-Gillard « Révolutions à Cuba. De José Martí à Fidel Castro », Ellipses Marketing, Paris, 2007, (189 pages)

José Antonio Piqueras Arenas « Diez nuevas miradas de historia de Cuba », UJI, Castellón de la Plana, 1998, (285 pages)

Mariana Ravenet Ramírez, Niurka Pérez Rojas, Marta Toledo Fraga « La mujer rural y urbana, estudios de casos », Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 1989, (207 pages)

La Doctora Vicentina Rodríguez de Cuesta «Patriotas cubanas », Talleres Heraldos Pinareño, Pinar del Río, Cuba, 1952

C. Romero Bateman « La Santería en Cuba », Fapa Ediciones, Barcelone, 1998 (64 pages)

Helen Icken Safa, Denise Paiewonski « De mantenidas a proveedoras : mujeres e industrialización en El Caribe », UPR, San Juan de Puerto-Rico, 1998, (266 pages)

Nydia Sarabia « Historia de una familia mambisa : Mariana Grajales », Editorial de Ciencias Sociales, La Havane, 2006, (189 pages)

Nydia Sarabia « Tras la huella de los héroes », Gente Nueva, La Havane, 1980 (361 pages)

Mariblanca Staff Wilson « Mujeres que dejaron huellas », Imprenta Universal Books, Panamá, 2005, (592 pages)

Julien Souriau « Cuba, côté femmes. Les transformations de la condition de la femme à Cuba au cours des années 1990 », Mémoire de recherche, IEP Toulouse, 2004

K. Lynn Stoner « From the house to the streets : The Cuban women's movement for legal reform, 1898-1940 », Duke University Press, Durham, 1991 (243 pages)

Samy Tchak « La prostitution à Cuba : communisme, ruses et débrouilles », L'harmattan, Paris, 1999, (158 pages)

Amir valle « Jinetas », Ediciones Planeta, Barcelone, 2006 (326 pages)

Article de presse et revues (classés par ordre alphabétique)

Dalia Acosta « Día de las mujeres-Cuba : Avances y desafíos en debate », Centro Memorial Dr Martin Luther King Jr, La Havane, 2008
(<http://www.ecaminos.cu/leer.php/4989>)

Carmen R.Alfonso « ¿Adolescente ?Tiempo, Paciencia y Compromiso », Trabajadores, La Havane, Le 16/12/2006
(http://www.trabajadores.cu/materiales_especiales/suplementos/...y-adolescentes/bfadolescentes-tiempo-paciencia-y-compromiso)

Iliana Benítez Jiménez « La estigmatización del término feminismo en Cuba », Universidad de Oriente, Santiago de Cuba, 2002, P.80
(<http://www.uo.edu.cu/ojs/index.php/stgo/article/viewPDFInterstitial/14502411/630>)

Reinaldo Bragado Breña « Elena Mederos : en el centenario de su nacimiento » dans « La fisura, los derechos humanos en Cuba », Tome II, Cátedra del pensamiento libre, Miami, USA
(www.sigloxxi.org)
(http://www.sigloxxi.org/Archivo/elena_mederos.htm)

Acela Caner Román « Mujeres cubanas y el largo camino hacia la libertad... », Revue « Cuba Socialista », La Havane, Juillet 2004
(<http://www.cubasocialista.cu/texto/cs0091a.htm>)

Tania Caram León « Mujer y poder en Cuba », Revue Tiempo de Cuba, La Havane, 2002
(<http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/cuba/flacso/caram.pdf>)

Tania Caram León « Empoderamiento femenino en Cuba : criterios para su análisis en las cooperativas », FLACSO, La Havane
(http://www.flacso.uh.cu/sitio_revista/num2/articulos/art_TCaram.pdf)

Eric de Saint-Ange « Cuba, sexe, salsa et illusions », Article, Le nouvel observateur, n°1866, le 10 août 2000

(http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p1866/dossier/a47992-cuba_sexe_salsa_et_illusions.html)

Alberta Durán Gondar « La familia vista por los niños, las niñas y los adolescentes cubanos » dans « Familia y diversidad en América Latina », Clacso, Buenos-Aires, 2007, P.287

(<http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/grupos/robichaux/15-AlbDuranGondar.pdf>)

Carlos Manuel Estefanía, « Comentando el tratamiento dado por periódico sueco Dagens Nyheter al tema de la prostitución en Cuba », Cuba Nuestra, Norsborg, Le 18 juillet 2006

Paul Estrade « El papel de la emigración patriótica en las guerras de independancia de Cuba (1868-1898) », Tebeto n°11, Fuerteventura, 1998, (P.83-102)

Paul Estrade « Les clubs féminins dans le parti révolutionnaire cubain (1892-1898) », Cahiers de HAH n°2, L'harmattan, Paris, 1986, (42 pages)

Manu García « Prostitución en Cuba », Noticias.com, Le 12 mars 2005
(<http://www.noticias.com/articulo/12-03-2005/manu-garcia/prostitucion-cuba-4f59.html>)

Manuel Gayol Mecías « Amir Valle, Jineteras en el « Paraíso », La Opinión Digital, Los Angeles, Le 19 novembre 2006
(<http://www.amirvalle.com/comentarios/apariciones.htm>)

Julio César González Pagés « Historia de la mujer en Cuba : del feminismo liberal a la acción política femenina », Cemhal, Revue n°48, Lima, Août 2003

Martín Koppel « La Revolución ha hecho posible lo que somos hoy las mujeres cubanas », Revue Perspectiva Mundial, Septiembre 2003
(<http://www.perspectivamundial.com/2003/2708/270808.shtml>)

Gaston Leduc « La réforme agraire à Cuba. Ses conditions de réussite », Revue économique, Vol.15 n°4, 1964

Ivette Leyva « Jineteras :la triste carne del dólar », El nuevo Herald, Le 25 juin 2006
(<http://www.cubanet.org/CNews/y06/jun06/26o1.htm>)

Yudith Madraza Sosa « Dos mujeres : la misma pasión e igual destino », « 5 Septiembre », Cienfuegos, Le 17/09/2008
(<http://www.5septiembre.cu/historia160.htm>)

Silvia Martínez Puentes « Cuba más allá de los sueños », Editions José Martí, La Havane, 2003
(http://www.cubaliteraria.cu/librofficha.php?Id=7316&Id_comercial=)

Susana Montero Méndez « La narrativa femenina cubana (1923-1958) », Cuadernos hispanoamericanos n°544, P.19-42, Madrid, 1995

Christian Nadeau « Etude socio-économique et politique de Cuba (1989-2005), Observatoire des Amériques, Montréal, Décembre 2005 (35 pages)
(http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/dossier_cuba_05_03.pdf)

Josefina Ortega « Evangelina Cossío y Cisneros-La boda del valor y la audacia », Revue La Jiribilla, La Havane, 2004
(http://www.lajiribilla.co.cu/2004/n184_11/memoria.html)

Eduardo Palomares Calderón « Aquella tarde vimos erguirse a Frank País en su extraordinaria estatura », Revue Trabajadores, La Havane, Le 30/07/2007
(http://www.trabajadores.cu/materiales_especiales/.../aquella-tarde-vimos-erguirse-a-frank-pais-en-su-extraordinaria-estatura)

Teresa Prados Torreira « « Desatando las alas », la mujer Cubana en la guerra de independancia », Revue Santiago, N°84-85, Universidad de Oriente, Santiago de Cuba, 1998, P.270-271 (P.249-275)
(<http://www.uo.edu.cu/ojs/index.php/stgo/article/viewPDFInterstitial/145982-319/385>)

Anett Ríos Jáuregui « Mujeres bajo presión », Granma Digital, La Havane, 24 octobre 2004
(<http://www.cubavsbloqueo.cu/Default.aspx?tabid=604>)

Jesús Risquet « Pelotón Mariana Grajales, la mujer cubana en la insurrección », Revue « Trabajadores Digital », La Havane, Le premier septembre 2006
(http://www.trabajadores.cu/materiales_especiales/.../cubana/peloton-mariana-grajales-la-mujer-cubana-en-la-insurreccion)

Juana Rosales García « Revolución y antimperialismo en Antonio Guiteras », Cubasocialista, La Havane, Mai 2005
(<http://www.cubasocialista.cu/texto/cs0166.htm>)

Matilde Salas Servando « María Luisa Dolz : una educadora habanera », Alma Mater, La Havane, Le 25/01/2008
(<http://www.almamater.cu/sitio%20nuevo/sitio%20viejo/webalmamater/2008/universidad/enoro/marialui.html>)

Sigfrido Valdés Dacal « Embarazo en la adolescencia-Incidencia, Riesgos y complicaciones », Hospital Ginecobstétrico Docente Provincial « Ana Betancourt de mora », Camaguey, 2000-2001
(<http://www.obgyn.net/displayarticle.asp?page=/english/pubs/articles/essien-adolpg>)

Yohanka Valdés Jiménez « El divorcio en Cuba. Características generales y efectos para la familia », dans « Familia y diversidad en América Latina », CLACSO, Buenos-Aires, Septiembre 2007, P.220
(<http://www.bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/grupos/robichaux/10-Jimenez.pdf>)

Ana Isa Vidal Díaz « Celia Sánchez Manduley «La heroína de la revolución cubana », Portail de Celia Sánchez Manduley, Radio Habana Cuba
(<http://www.radiocaribe.co.cu/secundaria/Historia/182.htm>)

Luis Vitale « Historia de la mujer en cada país de latinoamérica », Chapitre IV- Cuba, Universidad de Chile, 1927
(http://www.archivochile.com/Ideas_Autores/vitalel/5lvc/05lvcmujer0021.pdf)

«En Cuba, los matrimonios duran entre 10 y 14 años », Article de la Revue « La Nueva Cuba », La Havane, 19 juin 2006
(<http://www.cubaencuentro.com/es/cuba/noticias/los-matrimonios-duran-en-cuba-entre-10-y-14-anos-20433>)

« Resultados de la vacunación antimeningocócica en Cuba », Revista Panamericana de salud pública, Vol.6 n°4, 1999
(http://www.scielo.org/scielo.php?pid=S1020-49891999000900007&script=sci_arttext)

Revue et articles de presse (classés par nom de revue)

Cimac

Dalia Acosta « Campaña cubana contra la no violencia contra las mujeres », Cimac, La Havane, Le 01/11/2006
(<http://www.cimacnoticias.com/site/06110107-Campana-cubana-cont.15432.0.html>)

Sara Más « Cuba : familia en tiempo de cambio », Cimac, La Havane, 27 septembre 2005
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/05sep/s05092707.html>)

Sara Más « Feminización de las jefaturas de los hogares cubanos », Cimac, La Havane, Le 23 mai 2008
(<http://www.cimacnoticias.com/site/08052303-Feminizacion-de-las.33276.0.html>)

Brigida Pastor « Cuba : Mujer y Revolución », Cimac, Mexico, Le 04/12/2001
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/01dic/s01120405.html>)

Mariana Ramirez Corria « El sexo como visa para salir de Cuba », Revue Cimac, La Havane le 28 octobre 2003
(<http://www.cimacnoticias.com/noticias/03oct/s03102802.html>)

« Una de cada cinco son madres antes de los 18 años-Estable la tasa de fecundidad en adolescentes, en AL », Cimac, Mexico, Le 14 février 2007
(<http://www.cimacnoticias.com/site/07021401-Estable-la-tasa-de.16542.0.html>)

Granma

Yaremis Casanova infante « Casa de Orientación a la Mujer y familia de Bayamo. Un lugar para aprender y reflexionar », La Demajagua, Granma, Le 25 juillet 2006
(<http://www.lademajagua.co.cu/infgran4749.htm>)

Doctor Marcelino Diaz Pinillo « Drogas, proxenetismo, corrupción de menores y venta y tráfico de menores », Granma Internacional Digital, La Havane, Cuba, 1999
(<http://www.granma.cu/codigo/003-e.html>)

Joaquin Oramas « Cuba est le pays adéquat pour vivre 120 ans », Granma Digital Internacional, La Havane, 13 janvier 2006 (www.granma.cu)
(<http://www.granma.cu/frances/2006/enero/vier13/3taller1-f.html>)

Marta Rojas « Carlota, la rebelde », Granma, Número 32, La Havane, Le 1^{er} février 2008
(http://www.granma.cubasi.cu/secciones/30_angola/artic04.html)

José Antonio Torres « Crece la membresía y la historia de la FEU », Granma n°272, Année 11, Santiago de Cuba, le 02/10/2007 (www.granma.cu)
(<http://www.granma.cubaweb.cu/2007/10/02/nacional/index.html>)

Revue Mujeres

Ciro Bianchi Ross « Mujeres », Revue Mujeres n°375, La Havane, Le 28/02/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2008&num=375&ast=10>)

Iraida Campo Nodal « Año 1958, parece que fue ayer... », Revue Mujeres n°388, La Havane, Le 29/05/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2008&num=388&ast=42>)

Iraida Campo « Efemérides », Revue Mujeres n°279, La Havane, Le 13/04/2006
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2006&num=279&ast=38>)

Iraida Campo Nodal « La demajagua : despertar de un pueblo », Revue Mujeres n°153, Le 9 octobre 2003
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2003&num=153&ast=62>)

Paco Cruz « Mujeres en los clubes revolucionarios », Revue Mujeres, n°297, La Havane, Le 24/08/2006
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/listar.asp?a=2006&numero=288&seccion=mujeres%20con%20historia&curpage=0&actual=0>)

Iris Dávila « La capitana », Revue Mujeres n°401, « Tirée de la Revue Mujeres n°8, Août 1977, La Havane, Le 28/08/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2008&num=401&ast=4>)

Maite González Martínez « Convivencia : violencia doméstica, causales y efectos », Mujeres n°402, La Havane, Le 04/09/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2008&num=402&ast=30>)

Maricel González Suárez « Camagüayenas en la historia », Revue Mujeres, n°254, La Havane, Le 20/10/2005
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2005&num=254&ast=30>)

María del Carmen Mestas « De esa incansable batalladora », Revue Mujeres n°295, La Havane, Le 10/08/2006
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2006&num=295&ast=40>)

Elsa Montero Maldonado « El pelotón Mariana Grajales : expresión de la concepción de Fidel sobre el papel de la mujer en la lucha revolucionaria », Revue Mujeres n°401, La Havane, Le 28/08/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/imprimir.asp?a=2008&num=401&art=5>)

Lázaro David Najarro Pujol « Ana Betancourt de Mora, una historia, una mujer, una ciudad », Revue Mujeres n°397, La Havane, Le 31/07/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2008&num=397&ast=36>)

Victor Joaquín Ortega « Una vida ejemplar », Revista Mujeres n°106, La Havane le 18 Octubre 2002
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2002&num=106&ast=16>)

Annett Ríos Jáurequi « Honra la Universidad al Frente Cívico de Mujeres Martianas », Revue Mujeres n°170, La Havane, Le 13/02/2004

Mercedes Santos Moray « Heroína, esposa y madre : Vilma », revue Mujeres n°341, La Havane, Le 28/07/2007
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/imprimir.asp?a=2007&num=341&art=4>)

Marilys Suárez Moreno « Adela Azcuy, una capitana mambisa », Revue Mujeres n°177, La Havane, Le 02/04/2004
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/imprimir.asp?a=2004&num=177&art=82>)

Marilys Suárez Moreno « Asesinato a la espera », Revue Mujeres n°390, La Havane, Le 12/06/2008
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2008&num=390&ast=46>)

Marilys Suárez Moreno « Cuba 1961. Epopeya por la alfabetización », Mujeres n°214, La Havane, Le 23/12/2004
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2004&num=214&ast=19>)

Marilys Suárez Moreno « Haydée, eterna heroína de la Moncada », Revue Mujeres n°315, La Havane, 28/12/2006
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2006&num=315&ast=28>)

Marilys Suárez Moreno « Lourdes y Cristina más allá del tiempo », Revue Mujeres n°338, La Havane, Le 07/06/2007
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2007&num=33&ast=26>)

Marilys Suárez Moreno « Luz Noriega, encendida Cubanía », Revue Mujeres, N°306, La Havane, Le 26/10/2006
(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/imprimir.asp?a=2006&num=306&art=32>)

Matilde Salas Servando « Una de las acusadas en el juicio del Moncada », Revue Mujeres n°252, La Havane, 03/10/2005

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2005&num=252&ast=12>)

Marilys Suárez Moreno « Un corazón habitado por el amor », Revue Mujeres n°385, La Havane, Le 08/05/2008

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2008&num=385&ast=38>)

Marilys Suárez Moreno « Voluntad y patriotismo en Magdalena Peñarredonda », Revue « Mujeres » n°202, Le 30 Septembre 2004

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2004&num=202&ast=70>)

Marta Denis Valle « Haydée y Melba, las muchachas del Moncada », Revue Mujeres n°244, La Havane, 29/07/2005

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2005&num=244&ast=30>)

Regla Zulueta « Mensajeras de la gloria », Revue Mujeres n° 350, La Havane, Le 06/09/2007

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2007&num=350&ast=34>)

« Federación de Mujeres Cubanas : unidas para ayudar a la patria », Revue Mujeres n°370, La Havane, Le 18/01/2007

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2008&num=370&ast=52>)

« Las luchas de Vilma-Reflexiones del Comandante en jefe, Fidel castro Ruz », Revue Mujeres n°340, La Havane, Le 19/06/2007

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp? a=2007&num=340&ast=10>)

Revista Mujeres « ¿Quiénes somos ? »

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/revista.asp>)

« Sobre reuniones de mujeres, un poco de historia », Mujeres n°184, La Havane, Le 21/05/2004

(<http://www.mujeres.cubaweb.cu/articulo.asp?a=2004&num=199&ast=82>)

Mujeres Hoy

« Cuba : el silencio nos vuelve cómplices », Mujeres Hoy, Santiago du Chili, Le 28/11/2006

(http://www.mujereshoy.com/secc_n/3586.shtml)

Sara Más « El mercado del sexo en Cuba, sólo se aceptan dólares », Revue Mujeres Hoy, Le 13 octobre 2003

(<http://www.mujereshoy.com/secciones/1340.shtml>)

Statistiques ONE

Statistiques ONE, Anuario estadístico 2004, Población

(<http://www.one.cu/ANUARIO2004.htm>)

Statistiques ONE, Anuario estadístico 2005
(<http://www.one.cu/ANUARIO2005.htm>)

Statistiques de la ONE, Cuba, 2007
(<http://www.one.cu/ANUARIO2007.htm>)

ONE, Recensement de la population 2002, « Censo 2002 » Cuba
(http://www.cubagob/otras_info/censo/index.htm)

« Operación familia », ONE, population, 2003

Discours et assemblées générales

Assemblée générale des Nations-Unies « Malgré des soucis liés à la persistance de la violence et du patriarcat, Cuba est félicité pour ses actions en faveur de la femme », 739^e et 740^e séances, New-York, Le 08/08/2006
(<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/FEM1570.doc.htm>)

Commission des Droits de l'homme « Intégration des droits fondamentaux des femmes et de l'approche sociospécifiques, violence contre les femmes, Rapport de la mission à Cuba », Nations-Unies, 56^e session, La Havane, Le 8 février 2000
(<http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/2d691bebaa5f3e39802568ac00609665?OpenDocument>)

« Vilma estará como paradigma de mujer comprometida con la patria y la revolución, con el partido y Fidel », Discours prononcé par José Ramón Machado Ventura, membre du Bureau Politique et vice-président du Conseil de l'Etat, au cours de la veillée solennelle en honneur à Vilma Espín Guillois, Granma n°171, Année 11, Le 20/06.2007
(<http://www.granma.cubasi.cu/2007/06/20/nacional/artic02.html>)

Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Organización de los Estados Americanos, Capítulo XI, El Derecho a la Seguridad Social
(<http://www.cidh.oas.org/annualrep/2000sp/cap.4b.htm>)

ANNEXES

Annexe 1

Les trois principaux courants féministes

Aux alentours des années 70, trois courants de pensée féministe virent le jour, il y eut d'abord les féministes conservatrices, comme par exemple, les féministes libératrices de NOW, fondé par Betty Friedan en 1966. Puis ensuite un groupe de femmes appartenant à la gauche faisant partie d'un mouvement plus libéral. Et finalement, les féministes radicales.

Le féminisme réformiste

Appelé aussi « féminisme des droits égaux » est en filiation directe avec l'esprit de la Révolution française, avec la philosophie, le libéralisme et avec son incarnation économique, le capitalisme. La liberté individuelle et l'égalité seront deux de ses axes de luttes.

Les féministes réformistes ont donc réclamé pour les femmes, depuis plus d'un siècle, l'égalité des droits avec les hommes : égalité de l'accès à l'éducation, dans le domaine du travail, en matière d'occupation et de salaires, au niveau des lois (civiles, criminelles), et en politique (droit de vote). L'égalité complète permettrait aux femmes de participer pleinement à la société, sur un pied d'égalité avec les hommes.¹⁰²²

Ce courant s'inspire du libéralisme. Dans la société capitaliste, la femme est exclue, socialement, politiquement et économiquement : des préjugés, des stéréotypes, des mentalités et des valeurs rétrogrades en sont responsables. Cette discrimination est partout.

Le moyen le plus efficace pour s'en débarrasser serait l'éducation non sexiste, c'est-à-dire de socialiser la femme autrement. L'autre moyen réside dans les pressions pour changer les lois discriminatoires (lobbies, sensibilisation par le biais de colloques,...).¹⁰²³

Le féminisme de tradition marxiste

Il est né en Occident aux alentours des années 70, dans un climat d'effervescence sociale fortement marqué par les idéaux de gauche issus de la tradition marxiste.

¹⁰²² Cécile Formaglio « Le féminisme de Cécile Brunshvicg (1877-1946) », Thèse de Doctorat soutenue en 2006 à l'Université d'Angers, P.5

¹⁰²³ Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique : Environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, P.159-163 (441 pages)

L'oppression du sexe féminin coïnciderait avec l'arrivée de la société divisée en classe et l'avènement du capitalisme. Elle est née avec l'apparition de la propriété privée et elle disparaîtra avec le renversement du capitalisme. Son ennemi principal n'est pas identifié aux lois et aux préjugés injustes envers les femmes comme dans le féminisme libéral mais au système économique et à la division sexuée du travail qu'il a instauré, aux hommes la production sociale et le travail salarié, aux femmes, le travail domestique et maternel gratuit à la maison, hors de la production sociale.

Le patriarcat est défini comme un simple produit du capitalisme, une mentalité qui disparaîtra avec le renversement de celui-ci. En général, la femme est discriminée dans le monde du travail et dans l'économie.

Les revendications faites par les féministes marxistes (droit au travail social, aux garderies, égalités des chances dans l'emploi, l'éducation, les salaires, l'avortement libre,...) ressemble étrangement aux revendications des féministes libérales. Elles s'en démarquent cependant par l'objectif final qui est d'éviter les contradictions pour aider à renverser le système économique. Ces revendications se démarquent surtout par le refus de ces marxistes de s'inscrire dans la mouvance du mouvement féministe. Le féminisme sera considéré par les orthodoxes, hommes et femmes, comme étant un mouvement individualiste et bourgeois, allant à l'encontre des intérêts de classe ouvrière et qu'il fallait combattre inévitablement¹⁰²⁴.

Les insuffisances et les lacunes de ce courant marxiste orthodoxe concernant l'oppression des femmes entraîneraient une métamorphose du marxisme féministe. Beaucoup de femmes occidentales sont devenues féministes dans les décennies conservatrices des années 80 et 90 marquées par une réaction féministe et l'éclatement des régimes socialistes au pouvoir en URSS et en Europe de l'Est.

Au cours de cette période, ce qui touche au marxisme est dépassé, rejeté dans le monde occidental, mais bon nombre de femmes du tiers monde continuait pour leur part d'imprégner leurs analyses et leurs pratiques d'une analyse de classe, qu'elles surent adapter à leurs contextes nationaux. Mais en Occident, depuis les années 70, plusieurs tentatives de la part de certaines féministes sont d'allier une analyse de « classe » à une analyse de « sexe »¹⁰²⁵.

¹⁰²⁴ Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique : Environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, P.163-166 (441 pages)

¹⁰²⁵ Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Eléonore Lépinard, Eléni Varikas « Féminisme(s) : penser la pluralité », L'harmattan, Paris, 2005, P.15 (263 pages)

Les courants féministes socialistes

Les féministes socialistes mettent l'accent sur deux systèmes d'oppression : le patriarcat et le capitalisme. Peu à peu, les analyses cherchant des explications unifiées à l'oppression des femmes se verront délaissées, aidées en cela par le développement des perspectives lesbiennes, du « black feminism » et des femmes du tiers monde ainsi que par le discrédit graduel entourant tout ce qui touche au marxisme à la suite de la chute du mur de Berlin. Chez les féministes socialistes, on en vint à considérer que l'oppression des femmes relevait de plusieurs formes ou systèmes de domination : racisme, sexisme, classisme, ethnicisme.

Certaines d'entre elles délaieront l'idée de transformation sociale. Elles rejoindront les rangs du postmodernisme très présent dans les universités américaines. D'autres évolueront vers un féminisme multiculturel, tentant d'articuler toutes les formes d'oppression que vivent les femmes sur la planète, se rapprochant ainsi des préoccupations de plusieurs féministes du tiers monde et de femmes œuvrant dans les milieux populaires des pays industrialisés.¹⁰²⁶

Le féminisme populaire

Le militantisme de nombre de femmes pauvres comme dans le tiers monde qui ne se définissent pas nécessairement comme féministes mais qui ont des pratiques s'apparentant à la tradition féministe. C'est un combat au quotidien et dont les mobilisations s'organisent autour des conditions de survie des familles ou des communautés. C'est le cas du féminisme latino-américain.

La pauvreté due aux effets du système économique basé sur le profit, le racisme, l'exclusion,...pour elles, la lutte en faveur de l'égalité sexuelle doit s'accompagner de changements sur d'autres fronts. Ce type de féminisme souhaiterait élargir la définition classique du féminisme de façon à englober le plus possible la totalité de ce qui opprime les femmes. De plus, il recherche à créer des liens entre toutes ces formes de luttes. C'est un appel à la solidarité féministe.¹⁰²⁷

¹⁰²⁶ Colette Parent « Féminismes et criminologie », Presses Universitaires de Montréal, Montréal, 1998, P.28 (170 pages)

¹⁰²⁷ Louis Favreau, Gérald Larose, Abdou Salam Fall « Altermondialisation, économie et coopération », Editions Karthala, Paris, 2004, PP135-137 (384 pages)

Le courant du « salaire contre travail ménager »

Ce courant est né dans les débuts du néo-féminisme en Occident autour d'un livre intitulé : « Le pouvoir des femmes et la subversion sociale », co-signé par une italienne Mariarosa Dalla Costa, et une anglo-américaine, Selma James. Ce livre apparaît comme une tentative d'adapter l'analyse marxiste à celle de l'oppression des femmes. Il se traduit dans plusieurs langues et sera l'occasion de la création de groupes militant en faveur d'un salaire contre le travail ménager dans plusieurs pays occidentaux : Allemagne, Italie, Angleterre, Suisse, Etats-Unis, Canada.

Les marxistes de ce courant s'intéressent au travail de reproduction des êtres humains donc au travail exercé par les femmes au sein de la famille : les femmes donnent la vie mais elles permettent à ces individus d'avoir une fonction. Ce travail est la clé de voute de la reproduction humaine des sociétés, c'est le lieu d'exploitation des femmes car il se fait gratuitement.

Au niveau mondial, cette condition détermine la place des femmes où qu'elles soient, quelle qu'en soit sa classe. Pour briser cette détermination, pour abolir le rôle de ménagère, on propose la stratégie du salaire contre le travail ménager.¹⁰²⁸

Cette stratégie s'est vite essoufflée mais elle a quand même poursuivi son chemin jusqu'à aujourd'hui sous diverses formes : la marche mondiale des femmes de 1995 en est l'exemple le plus probant.

Le féminisme radical

Ce courant fit son apparition à la fin des années 60. A la différence du féminisme marxiste, il ne faisait pas référence au système économique mais au système social des sexes à savoir le patriarcat. Les rapports entre hommes et femmes sont perçus différemment, de plus, ce mouvement se présente comme étant autonome sur le plan de la pensée et sur celui de l'action.

Le féminisme libéral et marxiste sont rejetés au profit de cette nouvelle forme de féminisme en venant combler certaines lacunes du libéralisme et du marxisme. Il se démarque des autres mouvements féministes qui cherchent à améliorer la condition féminine par des aménagements de législation (réformisme) sans mettre en cause le patriarcat. Ce courant

¹⁰²⁸ Centre d'études et de recherches marxistes « La condition féminine : recherches », Editions sociales, Paris, 1978, P.187 (387 pages)

cherche à contester ce modèle en rejetant les rôles sexuels archétypaux et l'oppression masculine.¹⁰²⁹

Il accompagne la libération sexuelle et le MLF aux Etats-Unis, en France, en Angleterre et au Canada. Le terme remonte au moins à 1969, avec la naissance du FLFQ (Front de Libération des Femmes du Québec).

Le patriarcat est l'ennemi principal, Kate Millet, Shulamith Firestone, Ti-Grace Atkinson en sont les initiatrices aux Etats-Unis¹⁰³⁰. L'expression première du patriarcat se manifeste par le contrôle du corps des femmes notamment par le contrôle de la maternité et de la sexualité des femmes. On le retrouve en général dans les familles et dans tout le domaine de la reproduction, mais aussi dans toute la société à tous les niveaux (politique, économique, juridique).

Pour ces féministes, il faudrait renverser le patriarcat. Cela passe par la réappropriation par les femmes du contrôle de leur propre corps.

Lutter contre le patriarcat c'est éviter les hommes en créant des espaces exclusivement féminins comme des centres de santé, des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, commerces, théâtres, cinémas, festivals, maisons d'édition, librairies,...

Les radicales privilégient la solidarité entre femmes mais cela peut mener au séparatisme, dans des communautés de femmes, lesbiennes ou célibataire seulement.

De nombreuses manifestations contre la pornographie, les concours de beauté, les déploiements militaires, les mutilations sexuelles,...furent dénoncées. Pour elles, la pornographie et autres pratiques désignent l'humiliation, c'est-à-dire, réduire la femme à un simple objet.¹⁰³¹

Ce féminisme est contre les religions monothéistes, dans lesquelles l'homme est considéré comme étant supérieur à la femme.

Le courant radical matérialiste

Il est issu d'une critique de deux courants marxiste et radical. Il constitue en quelque sorte une tentative de combinaison de ces deux courants. Plusieurs sous courants le composent : le français, le québécois et l'anglo-américain.

¹⁰²⁹ Sylvie Arend, Jean Angrand, Christiane Rabier « Le processus politique : Environnements, prise de décision et pouvoir », University of Ottawa Press, Ottawa, 2000, P.166-167 (441 pages)

¹⁰³⁰ Ginette Castro « Radioscopie du féminisme américain », Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Paris, 1984, P.111 (303 pages)

¹⁰³¹ Micheline Carrier « La danse macabre : violence et pornographie », Apostrophe, Paris, 1984, P.117 (124 pages)

Le courant radical français tout en critiquant le marxisme en conserve la méthode et certains concepts pour comprendre l'oppression des femmes. Ce courant a cherché à comprendre l'oppression féminine dans un contexte plus global que celui de l'économie capitaliste et son mode de production. Il a tenté de dépasser le clivage sexe/ classe et la perspective des féministes socialistes pour appréhender la nature spécifique de l'oppression des femmes. On réfléchit en terme de « système social des sexes »¹⁰³².

Le courant matérialiste français est né en réaction à la montée en France du féminisme de la néo-féminité, issu de la psychanalyse. Pour les matérialistes, la différence des sexes n'est autre que la hiérarchie des sexes. L'idée de différence féminine fut créée par la classe des hommes comme prétexte pour assouvir les femmes. L'oppression des femmes est donc à chercher dans la matérialité des faits sociaux des rapports sociaux de sexes, et non dans la psychanalyse ou la biologie des femmes. On entend lutter pour attaquer les racines sociales de la différence¹⁰³³.

Le courant radical de la spécificité et le courant de la fémellité

Ces deux courants sont nés dans les années 80 au Québec, le premier est le courant radical qui axera son action et sa pensée autour du thème de la réappropriation du corps des femmes : Le mouvement de santé des femmes, le mouvement pour combattre la violence envers les femmes et les groupes de survie mis en œuvre à ces fins, les réflexions féministes sur les nouvelles technologies de la reproduction sont quelques exemples vivant de ce courant.¹⁰³⁴

Le deuxième, c'est le courant de l'identification de son propre corps. Composé de philosophes, de psychanalystes, de femmes de lettres, il propose une réflexion relative à l'existence d'un savoir, d'un territoire, d'une éthique et d'un pouvoir féminin. A l'encontre des égalitaristes et des radicales, elles visent la reconnaissance de la différence, de la féminité et du féminin comme territoire spécifique de l'expérience et du pouvoir-savoir des femmes. Un tel territoire devant être protégé contre l'emprise du pouvoir patriarcal et celui de l'assujettissement aux valeurs marchandes. Dès lors, elles revendiquent la réappropriation de

¹⁰³² Stevi Jackson « Récents débats sur l'hétérosexualité : une approche féministe matérialiste », Nouvelles Questions Féministes, Volume 17 n°3, Presses Universitaires Romandes, Lausanne, 1996, PP 5-26

¹⁰³³ Christine Delphy « Vers un féminisme matérialiste ? un féminisme matérialiste est possible », Nouvelles Questions Féministes Volume 4 n°4, Presses Universitaires Romandes, Lausanne, 1982, PP 35-86

¹⁰³⁴ Micheline Dumont « La pensée féministe au Québec », Editions Remue-ménage, Montréal, 2005, P.456 (750pages)

la maternité, de l'acte de création et procréation, de la culture et de l'imaginaire féminins au niveau des idées et de l'être.¹⁰³⁵

Le féminisme noir ou « Black feminism »

Au cours des années 70, les afro-américaines apportèrent beaucoup au féminisme. Ce mouvement n'est pas limité aux femmes noires, il inclut aussi des femmes latinos, orientales,...il est plutôt caractérisé par la volonté de lier ensemble les problématiques du sexisme, du racisme et de l'oppression de classe. L'un des textes pionniers du mouvement est publié en 1969 par Mary Ann Weathers « An argument for black women's liberation as a revolutionary force » (Un argument pour la libération des femmes noires comme force révolutionnaire), il critique l'oppression commune de toute les femmes qu'elles soient blanches, noires, riches, pauvres¹⁰³⁶.

La perspective lesbienne

Les « daughters of Bilitis » furent les premières aux Etats-Unis à exposer publiquement l'existence lesbienne à l'intérieur du mouvement de défense des droits des homosexuels au cours des années 50 et 60.

Au début des années 70, sont apparues les lesbiennes radicales (separatists) qui furent les premières à établir l'autonomie de leur groupe. L'autonomie chez les lesbiennes signifie ici autonome par rapport à tout autre groupe autre que lesbien.

Vers le milieu des années 70, des lesbiennes marxistes formèrent un autre courant autonome à l'intérieur du courant du salaire au travail ménager. Elles apportèrent une nouvelle dimension : faire l'amour fait partie du travail ménager gratuit des femmes à l'intérieur d'un couple¹⁰³⁷.

Vers la fin des années 70, sont apparues les lesbiennes féministes, Adrienne Rich, Susan Brownmiller, Nicole Brossard sont associées à ce mouvement qui identifie l'hétérosexualité comme une institution au centre de domination hommes/femmes. Un courant matérialiste

¹⁰³⁵ Micheline Dumont « La pensée féministe au Québec », Editions Remue-ménage, Montréal, 2005, P.462 (750 pages)

¹⁰³⁶ Elsa Dorlin et Collectif « Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000 », L'harmattan, Paris, 2008, P.39 (260 pages)

¹⁰³⁷ Natacha Chetcuti, Claire Michard « Lesbianisme et féminisme : histoires politiques », L'harmattan, Paris, 2003, P.71 (314 pages)

lesbien apparut. Elles trouvèrent dans cette théorie un moyen de se situer à l'intérieur des rapports de sexe.

Les lesbiennes se situent dans toutes les perspectives féministes : libérale, marxiste, matérialiste. C'est un mouvement isolé qui se bat pour la revendication de ses droits et leur principal rapport réside sûrement dans la remise en question du caractère universel et immuable de l'hétérosexualité comme modèle d'organisation des relations entre êtres humains¹⁰³⁸.

Conclusion

Si les lacunes des grandes influences intellectuelles du féminisme occidental dans la seconde phase donnèrent lieu à une métamorphose du courant radical, ces mêmes lacunes ont aussi provoqué une métamorphose du courant marxiste féministe. Alors que les marxistes orthodoxes dirigeaient toute leur attention vers les classes sociales dans le capitalisme, les féministes socialistes portèrent la leur vers le capitalisme et le patriarcat. Les radicales le concentraient plutôt vers le patriarcat compris comme un système social. Le black feminism, les femmes du tiers monde et les lesbiennes féministes forceront ces courants à intégrer à leurs analyses de classes et de sexes les dimensions race, ethnie, hétérosexualité et exclusion sociale.

¹⁰³⁸ Eliane Gubin « Le siècle des féminismes », Editions de l'atelier, Paris, 2004, P.118-119 (463 pages)

Annexe 2

Mujeres cubanas en cifras

- **Cuba fue el primer país en firmar y el segundo en ratificar la Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación contra la Mujer (CEDAW)**
- En 1997 el Consejo de Estado de la República de Cuba aprobó el Plan de Acción Nacional de Seguimiento a la IV Conferencia Mundial de la ONU sobre la Mujer y ya se han realizado 2 seminarios de evaluación.
- El mecanismo nacional para el adelanto de la Mujer es la Federación de Mujeres Cubanas, una ONG con status Consultivo ante ECOSOC, que reúne en su organización a más de 4 millones de mujeres.
- La Licencia retribuida de Maternidad renovada en el año 2003 se extiende a 1 año y establece la posibilidad de compartirla entre el padre y la madre.
- Se garantiza a la mujer ejercer los derechos sexuales y reproductivos, incluida la elección libre y responsable sobre su fecundidad. Mujeres y hombres disfrutan de servicios necesarios para la planificación familiar.
- Desde 1934 las cubanas disfrutan del derecho al voto.
- Cuba ocupa el 7mo lugar en el mundo de Mujeres en escaños Parlamentarios.

INDICADORES:

➤ **INFORMACIÓN GENERAL**

Extensión: 109 886 Km²

Población: 11 243.8 habitantes

Mujeres: 49,9 %

Hombres: 50,1 %

Alfabetismo: 99,6% (en población de 15 a 24 años)

Escolaridad media de la población: 9no grado

Acceso al agua potable: 98 %

Electrificación: 95,5%

Tasa de desocupación general: 1,9 %

➤ **POBLACIÓN**

Tasa global de fecundidad: 1,60 (hijos por mujer)

Tasa bruta de reproducción: 0,75 (hijas por mujer)

Nupcialidad: 4,5 (matrimonios por 1000 habitantes)

Divorcialidad: 3,3 (divorcios por 1000 habitantes)

Hogares encabezados por mujeres: 36%

➤ **EMPLEO**

Mujeres en la fuerza laboral (sector estatal-civil):

46 %

Tasa de desocupación: 2,2%

Las mujeres son el :

- 65,2% **de los profesionales y técnicos del país.**
- 72% **de la fuerza laboral del sector Educación**
- 70% **de la fuerza laboral del sector Salud**
- 63,80% **de los Médicos generales Integrales**
- 51,6% **de los investigadores**
- 48,9% **en unidades de ciencia y técnica**
- 74,40% **de los Trabajadores Sociales**
- 25,4 % **Mujeres de trabajadores por cuenta propia.**

➤ **SALUD**

Mortalidad infantil: 5,3 x 1000 n/v (2006)

Cobertura médico y enfermera de la familia: 99,1%

Atención a embarazadas: 99,9% de partos en instituciones médicas.

Cobertura de programas de vacunación: 99,5% de niños inmunizados contra 13 enfermedades prevenibles. **Esperanza de vida al nacer:**

• Población.....77

• Mujeres..... 78,97

• Hombres..... 75,13

Prevalencia de VIH/SIDA en mujeres de 15 a 49: 0,1%

Las mujeres son el: 55,5% de los médicos

➤ **EDUCACIÓN**

Matrícula femenina universitaria: 62%

Las mujeres son el:

• 63,3% **de los graduados universitarios.**

• 43,5% **de los graduados en la Enseñanza Técnico- Profesional**

- 40% **de los matriculados en carreras del campo científico-técnico.**
- 53,4% **del personal docente de la Educación Superior.**

➤ MUJER Y POLÍTICA

Mujeres en el Parlamento: 35.96% (7mo lugar en el mundo según el Informe de Desarrollo Humano, 2005)

Mujeres en categoría ocupacional de dirigentes: 37,4%

Mujeres Ministras: 7 (25,9 %)

Mujeres Viceministras: 33 (21,5%)

Las mujeres son el:

- 71% **de los fiscales del país.**
- 71,4% **de los Presidentes de Tribunales Provinciales**
- 60,3% **de los jueces profesionales del país.**
- 47% **de los Jueces del Tribunal Supremo.**

De los 199 centros de investigaciones científicas en el país 48 son dirigidos por mujeres (24%).

Federación de Mujeres Cubanas. 2007.

Annexe 3

Rencontre avec la sociologue Ana Vera (2002)

Lors de mon séjour à Cuba, j'ai rencontré une sociologue nommée Ana Vera, elle m'a beaucoup aidé car elle s'intéresse aux femmes d'avant et après la révolution. J'ai par conséquent, pu lui poser quelques questions à ce sujet, afin de m'orienter vers ce que je recherchais.

Fédération pour le féminisme

Ma première question à lui poser fut s'il existe réellement plusieurs associations féministes ou, de femmes, tout simplement dans le pays. D'après ce qu'elle m'a répondu une seule a survécu, c'est la FMC (*Federación de Mujeres Cubanas*¹⁰³⁹) et plus les années passent moins elle a de succès. La société change et les femmes ne comptent plus sur ce genre d'association pour s'affirmer.

Il est bon de constater qu'à une certaine époque, pendant les années soixante, exactement en 1963, cette organisation a voulu démontrer la force de la femme, en organisant un tout premier congrès national de la femme à Cuba. A cette époque, les femmes étaient très soudées, elles voulaient vaincre la soumission, elles voulaient être plus libre comme par exemple, occuper des postes réservés aux hommes ou faire de la politique.

Femmes au foyer

Pour les femmes, après 1959, l'intégration sociale fut très ample : il y avait un choix plus vaste de postes de travail. Malgré cette ouverture, le poids du travail de la maison et de l'éducation des enfants subsistaient. De nos jours, le changement est radical, surtout chez les jeunes : la mentalité a complètement changé.

Aujourd'hui, le machisme existe-t-il réellement à Cuba au sein des couples? En effet, Ana Vera m'a fait comprendre que ce n'était pas réellement de la soumission, que ça dépendait des foyers, mais qu'il y en avait quand même. D'après elle, les chercheurs pensent que cela pourrait provenir de l'instabilité du couple, de la famille. En effet, certaines feraient tout pour garder leur mari et fonder un foyer, mais garder un homme à Cuba, n'est pas si facile que cela. Alors, elles font des concessions, afin d'en maintenir la stabilité. Pour

¹⁰³⁹ Fédération de Femmes Cubaines

compléter, nous pouvons remarquer que pendant l'époque coloniale, il y eut un grand métissage, ce qui renforça les couples d'après la révolution.

Femmes qui étudient

Il existe un mouvement de femmes qui deviennent sociologue et psychologue, historienne et philologue, elles font des congrès biennaux à l'université. On les appellent « les femmes du 21^e siècle », il y en a eu quatre ou cinq dont Luisa Campusano, une des plus connues, elle a fait de nombreux congrès, elle a beaucoup publié aussi...les autres femmes qui ne sont pas traitées comme telles ne font pas partie de ce mouvement, elles sont médecins, professeurs...c'est le cas de **Susana Montero** qui travaille à la bibliothèque universitaire de La Havane « La Sociedad económica de los amigos del país », elle est la plus connue, car elle a le plus d'expérience, les autres sont plus jeunes et excellent dans la littérature, le théâtre....

La vie à la campagne s'oppose à celle de la ville, la campagne a conservé sa mentalité traditionnaliste. Là-bas, la relation entre l'homme et la femme est très difficile, la communication manque. Mais, certaines femmes d'entre elles arrivent à s'intégrer en ville. Il y a très peu d'études sur le monde rural. Les chercheurs se limitent à l'urbanisme.

La population cubaine

Avant 1959, la moitié de la population était analphabète, mais après la révolution, grâce à l'intervention de Fidel Castro, presque tout le monde savait lire et écrire. Par exemple, les personnes âgées ont su dessiner ou écrire leur prénom, sans malheureusement, aller au-delà.

Les minorités

Elles s'imposent, elles ont eu la chance de voir s'ouvrir les portes de toutes les ambiances. Elles ont connu un changement au niveau mental, ils sont généralement plus lents d'esprit. Les chercheurs ont pu constater une subordination de racisme due à la condition économique des noirs : ils veulent sortir de la misère.

Les autres minorités comme les chinois, les coréens, les suédois, les homosexuels,...ont commencé à pouvoir s'organiser dans des associations, à partir des années 1990. Les crises ont forcé les conditions pour faire gagner de l'espace social à la conscience

de ces minorités. A partir de 1995, des programmes télévisés apparaissent pour briser les barrières architectoniques : c'est un bon point pour le pays.

Il est possible de constater qu'à partir des années 1970, il y a eu un renforcement des blancs dans les postes plus importants. En revanche, les noirs ou les autres occupent des postes plus rémunérateurs comme dans le tourisme ou dans les petits commerces.

Ceux qui font de grandes carrières universitaires sont plutôt des enfants de professionnels et la majorité d'entre eux est blanche.

Les femmes et les minorités refusent des postes de hautes responsabilités en politique afin de pouvoir s'occuper de leur famille.

La démographie

Depuis plus de dix ans, la démographie chute. Les Cubains se reproduisent de moins en moins, les femmes ont moins d'un enfant par couple. On constate un vieillissement de la population. Les femmes ont peu d'enfants et le pourcentage de mariage est très bas. Elles sont très mal informées sur leur éducation sexuelle : il y a des moyens de contraception mais ils sont peu utilisés, c'est pour cette raison qu'elles accouchent très jeunes.

La prostitution

Elle est interdite par la loi. Tolérée par certaines familles (si on peut dire « toléré » !). Elle aide à surmonter les fins de mois difficiles. Les femmes ou les jeunes filles le font pour aider leur famille à survivre. C'est très lucratif.

La prostitution dite « de luxe » se développe dans les hôtels, les résidences, auprès des touristes. L'âge est alternatif, il y en a des jeunes et des moins jeunes.

Pour conclure cette petite entrevue, on peut ajouter que la prostitution masculine est en pleine expansion.

Cette entrevue m'a été très bénéfique. Je connais à présent un peu mieux, la place que tient la femme dans la société cubaine. Elle est confrontée à pas mal de problèmes, notamment des problèmes de machisme, c'est pourquoi, les femmes se regroupent dans une fédération appelée la FMC, cette fédération de femmes cubaines est féministe et a pour but de protéger les droits de la femme, et d'essayer de lui donner une chance de pouvoir s'imposer dans la société. Elle a développé le thème de la femme en énumérant les classes de femmes les plus importantes comme les femmes au foyer, les femmes actives, les étudiantes, car leur

nombre augmente de plus en plus. Ensuite, elle m'a parlé de la démographie, en effet, les cubaines ont de moins en moins d'enfants. Toutefois, si elles en ont, elles se limitent à un seul. Ce qui signifie que la natalité est en chute.

La prostitution est un thème très abordé, c'est un acte illégal, mais il est tout de même pratiqué, mais d'une autre façon, cela attire les touristes et permet aux femmes de mieux vivre. C'est pourquoi, elle est encore d'actualité.

Annexe 4

Entretien avec des cubains de France

Pour cet entretien, j'ai rencontré une vingtaine de cubains, hommes et femmes. J'ai pu obtenir leur avis sur diverses questions notamment au sujet de la femme cubaine, et sur le régime du pays.

Pour ce questionnaire, j'ai eu à faire à 40% de femmes et 60% d'hommes. Il est bon de constater que 70% des cubains interrogés ont une activité professionnelle lié au métier de la nuit comme par exemple chanteur, danseur ou professeur de danse, serveur, barman ou restaurateur, DJ ou travaillant dans une discothèque. Les autres travaillent dans le secteur de la santé, l'administration ou en tant que vendeur. Ils ont tous entre 25 et 40 ans, excepté une personne ayant 45 ans. S'ils sont venus vivre en France, c'est pour un mariage, excepté 20% d'entre eux qui sont venus par hasard ou parce que la France les attirait. Pour 50% d'entre eux, cela fait plus de 5 ans qu'ils vivent en France. Les autres s'y sont installés depuis moins de 5 ans et parmi eux, seule la moitié y vit depuis moins de deux ans (quelques mois pour la majorité).

Les personnes interrogées sont originaires de La Havane sauf deux d'entre eux qui sont originaires de Santiago de Cuba.

J'ai remarqué que 70% d'entre eux était pro-Castro, et ce sont surtout les hommes, les femmes sont plus réticentes, elles pensent que Fidel a fait beaucoup de bien pour la femme et pour le peuple en général mais que d'un côté, sa politique est néfaste surtout pour les jeunes.

Pour décrire la femme cubaine, les personnes interrogées ont employés quasiment les mêmes adjectifs : Jalouse, déterminée, forte et belle alors que la femme française serait perçue comme quelqu'un d'indépendant, de tranquille et fermé.

Par contre lorsque je leur ai demandé comment était perçue la femme cubaine par les occidentaux, les hommes ont répondu comme un objet, un désir de mariage et les femmes ont répondu sans hésiter une « jinetera ».

Par la suite, je leur ai demandé comment les hommes cubains voyaient la femme cubaine. Les hommes ont dit qu'elle représentait la mère, et qu'elle devait rester chez elle (50%), d'autres ont répondu qu'elles étaient leur propriété (20%), et les 30% restant ont déclarés qu'elles étaient jalouses, bien vues ou bornées.

Les femmes ont toutes répondues que son rôle était d'assumer leur famille tout en travaillant et en participant comme l'homme à la vie de la société, mais deux personnes ont vu cela différemment, pour elles, elles ne sont que des femmes au foyer.

Je leur ai demandé ensuite, d'après eux, combien Cuba compte de femmes actives. Les femmes étaient dans le vrai, elles ont répondu entre 50 et 60% excepté une d'entre elle qui pensait que seul 20% de femmes exerçait une activité professionnelle. Les hommes de leur côté, ont répondu pour la majorité que le chiffre se situait entre 60 et 70%. Et 25% ont pensé qu'elles n'étaient que 30% voire même en moins à avoir un travail. Et malgré tout il y a des optimistes puisqu'une personne pense que 90% des femmes sont actives.

Pour terminer, 90% de ces personnes pensent que la femme peut occuper tous les secteurs d'activité mais les autres pensent que seul certains secteurs, comme celui de la santé l'enseignement et l'administration leurs sont réservés. En effet, selon eux, les femmes sont plus courageuses que les hommes pour étudier alors elles devraient occuper des postes qui demandent plus de réflexion. De plus, selon eux, certaines activités sont très difficiles.

Cet entretien m'a permis de connaître ce que pensaient les cubains de certains sujets. Même s'il n'a été réalisé que sur quelques personnes il en dit long sur leur mentalité. On sait maintenant que les hommes pensent que la femme à sa place au foyer mais que malgré tout elle a les capacités de travailler, les chiffres le démontrent puisque plus de 70% des hommes ont répondu que la proportion des femmes étant actives se situait entre 60 et 70%. Par contre à ma grande surprise, une majorité écrasante pense qu'elle pourrait occuper toutes les activités. Mais pour certains, elles sont faites pour travailler dans des secteurs plus féminisés notamment dans l'enseignement, la santé, ou l'administration.

Les femmes pensent différemment, au niveau des chiffres, elles sont bien plus proches de la réalité, et elles sont surtout plus conscientes de leurs capacités de travail. Elles savent de quoi elles parlent !

Selon ses consoeurs, la femme cubaine véhiculerait une image de Jinetera par rapport aux hommes occidentaux. Elle doit se débrouiller comme elle peut afin de s'en sortir. Au contraire, pour les hommes elle représenterait l'objet d'un futur mariage. C'est réellement le cas pour certains hommes qui n'arrivent pas à trouver la perle rare près de chez eux.

Enfin, les cubaines sont décrites comme étant déterminée, forte de caractère et jalouse, ces termes étaient très récurrents, et il est vrai que les cubaines mettent tout en œuvre pour arriver à leur fin. Dans la société française, la communication est plus difficile, les femmes sont plus discrètes, c'est pourquoi, la femme a été décrite beaucoup plus sérieusement (tranquille et

fermée). Leur indépendance est vue comme un atout en Occident alors qu'à Cuba, il en a choqué plus d'un et pourtant la femme cubaine tient à sa liberté !

Enfin, même si la majorité des cubains se sentent pro-Castro, une minorité clame haut et fort que vivre à Cuba est loin d'être facile, c'est d'ailleurs un acte de survie permanent.